

TRISTAN
LEPERLIER

A large, textured red shape representing the map of Algeria is the central focus. A blue and black fountain pen nib is shown at the bottom left, pointing towards the bottom edge of the red map. The text is overlaid on the red map.

Algérie,
les écrivains dans
la décennie noire

CNRS EDITIONS

TRISTAN
LEPERLIER



Algérie,
les écrivains dans
la décennie noire

CNRS EDITIONS

Il y a trente ans, en octobre 1988, le monde arabe connaissait son premier «Printemps» en Algérie, suivi d'une guerre civile d'une rare violence qui saigna le pays, par l'assassinat ou par l'exil, d'une grande partie de son intelligentsia. L'une des premières victimes, le poète et journaliste de langue française Tahar Djaout tomba, en 1993, sous les balles de djihadistes islamistes.

Entre études littéraires et sociologie des intellectuels, ce livre montre les conséquences de cette crise politique sur les écrivains algériens. Cette guerre civile a-t-elle été une guerre des langues, opposant anti-islamistes francophones soutenus par la France, et pro-islamistes arabophones, choc de civilisations qu'un certain discours de l'époque s'est plu à diffuser? Il est vrai que l'ancienne puissance coloniale est redevenue à l'occasion de cette «décennie noire» un espace central pour l'exil, le débat politique, et la reconnaissance littéraire des Algériens. C'est plus largement la place de ces écrivains dans les sociétés algérienne et française qui est interrogée.

Exceptionnelle par l'ampleur et la diversité de ses sources, cette étude s'adresse aux lecteurs curieux de découvrir une littérature à la fois si proche et lointaine (de langue française ou arabe: Rachid Boudjedra, Mohammed Dib, Assia Djebar, Tahar Ouetta...); et qu'intéressent les enjeux particulièrement actuels de l'engagement politique en période de censure religieuse, de migrations intellectuelles, et d'identités postcoloniales à l'heure de la mondialisation.

Normalien et docteur en sociologie et littérature, Tristan Leperlier est chercheur associé au Centre européen de sociologie et de science politique (EHESS-CNRS) et au laboratoire Théorie et histoire des arts et des littératures de la modernité (Paris III-CNRS).



Tristan Leperlier

**Algérie, les écrivains
dans la décennie noire**

Collection « Culture & Société » dirigée par Gisèle Sapiro

Gisèle Sapiro (dir.), *Translatio. Le marché de la traduction en France à l'heure de la mondialisation*, 2008.

Ioana Popa, *Traduire sous contraintes. Littérature et communisme (1947-1989)*, 2010.

Bertrand Réau, *Les Français et les vacances. Sociologie des pratiques et des offres*, 2011.

Arnault Skornicki, *L'Économiste, la cour et la patrie*, 2011.

Odile Henry, *Les Guérisseurs de l'économie. Sociogenèse du métier de consultant (1900-1944)*, 2012.

Vanessa Codaccioni, *Punir les opposants. PCF et procès politiques (1947-1962)*, 2013.

Alain Quemin, *Les Stars de l'art contemporain. Notoriété et consécration dans les arts visuels*, 2013.

Hélène Charron, *Les Formes de l'illégitimité intellectuelle. Les femmes dans les sciences sociales françaises (1890-1940)*, 2013.

Anna Boschetti, *Ismes. Du réalisme au postmodernisme*, 2014.

Yves Gingras, *Controverses. Accords et désaccords en sciences humaines et sociales*, 2014.

Éric Brun, *Les Situationnistes. Une avant-garde sociale*, 2014.

Johanna Siméant (dir.), *Guide de l'enquête globale en sciences sociales*, 2015.

Pascal Durand et Sarah Sindaco (dir.), *Le Discours « néo-réactionnaire »*, 2015.

Séverine Sofio, *Artistes femmes. La parenthèse enchantée, XVIII^e-XIX^e siècle*, 2016.

Julien Duval, *Le Cinéma au XX^e siècle. Entre loi du marché et règles de l'art*, 2016.

Claire Ducournau, *La Fabrique des classiques africains. Écrivains d'Afrique subsaharienne francophone (1960-2012)*, 2017.

Gisèle Sapiro et Cécile Rabot (dir.), *Profession ? Écrivain*, 2017.

Boris Gobille, *Le Mai 68 des écrivains. Crise politique et avant-gardes littéraires*, 2018.

© CNRS ÉDITIONS, Paris, 2018
ISBN : 978-2-271-12242-1

*À Jennifer L. D.
(1985-2015)
Toi qui donnais la vie*

Sommaire

Abréviations

Chronologie

Introduction

Qu'est-ce qu'un écrivain algérien ?
Un champ littéraire multilingue et transnational
Une crise politique
Une méthodologie interdisciplinaire

Chapitre 1. L'écrivain, parangon de l'intellectuel ?

Du silence à l'âge d'or : les écrivains algériens face à la libéralisation du régime

Les forces politiques à l'aube d'Octobre
« Octobre » et le « silence des intellectuels »
Un âge d'or des intellectuels

Concurrences politiques et intellectuelles pendant la guerre

Représentation du champ littéraire algérien pendant la décennie noire
Deux rapports à l'État
Les facteurs d'opposition dans le champ littéraire
Intellectuels généralistes et intellectuels spécifiques
Rachid Boudjedra, le « Voltaire d'Alger » : formation transnationale
d'un intellectuel prophétique

Chapitre 2. Une guerre des langues ?

Les fondements de l'opposition : Autonomie et internationalité

Islamistes vs communistes : des littératures politiques

Écrivains et imams : des religions concurrentes

Le facteur déterminant : l'internationalité littéraire

Le facteur déclencheur : les institutions nationales

Entre deux puretés ? Tahar Ouettar et Tahar Djaout

Le clivage linguistique

La résistance au clivage linguistique

L'affaire Tahar Ouettar : vers une « guerre des langues »

Une prophétie auto-réalisatrice

« C'est l'intelligence qu'on assassine »

Une bipolarisation

Chapitre 3. Des écrivains témoins ? Littérature et engagement politique

Typologie des engagements des écrivains algériens

L'Attestation : témoins d'actualité

Rachid Mimouni : de la littérature à la politique

Yasmina Khadra : Sociologie et autochtonie

Malika Boussouf, Aïssa Khelladi et Maïssa Bey :

Journalisme, témoignage et littérature

L'Évocation : Témoins de l'invisible

Ahlam Mosteghanemi et Soumya Ammar-Khodja :

l'évocation des écrivaines

Assia Djebar : Évoquer les disparus de l'histoire

Camus et le « mythe andalou » de l'Algérie coloniale

L'Interrogation : Témoins du doute

Mohammed Dib : l'engagement d'un moderne

Salim Bachi : les doutes de la fin de guerre

Chapitre 4. Une France algérienne ? Entre marché et autonomie

La fenêtre et le ghetto : les écrivains exilés en France

Violence et opportunité littéraire de l'exil

Des conditions d'accueil favorables ? Identifications contradictoires

La littérature algérienne soumise au marché français ? Le cas de Timimoun de Rachid Boudjedra

Des œuvres « opportunistes » ?

Une édition et une réception « ethnocentriques » ?

Algérie Littérature/Action : construire l'autonomie littéraire entre France et Algérie

Construire un espace autonome et une revue centrale

La difficile exportation de l'autonomie

Fin de la guerre : Avec et contre la France

Politique et géopolitique de la littérature

La construction d'un pôle autonome d'avant-garde en Algérie

Conclusion

Annexes

Base de données bibliographiques

Base de données prosopographiques, et ACM

Entretiens personnels

Sources publiées

Presse

Remerciements

Abréviations

AAF : Djazaïr, Année de l'Algérie en France
AFP: Agence France Presse
AIS : Armée Islamique du Salut
ALA : *Algérie Littérature/Action*
ANEP : Agence Nationale d'Édition et de Publicité
AOMA : Associations des Oulémas Musulmans Algériens
APC : Assemblée Populaire Communale
APS : Agence Presse Service
CCN : Conseil Consultatif National
CNC : Conseil National de la Culture
ENAL : Entreprise Nationale du Livre
ENAP : Édition Nationale de Presse
FFS : Front des Forces Socialistes
FIS : Front Islamique du Salut
FLN : Front de Libération Nationale
LADH: Ligue Algérienne des Droits de l'Homme
MCB : Mouvement Culturel Berbère
MIC : Ministère de l'Information et de la Culture
MJA: Mouvement des Journalistes Algériens
ONDA : Office National des Droits d'Auteur
OPU : Organisme des Publications Universitaires
PAGS : Parti de l'Avant-Garde Socialiste

PCA : Parti Communiste Algérien

PIE : Parlement International des Ecrivains

CISIA : Comité International de Soutien aux Intellectuels Algériens

PPA-MTLD : Parti du Peuple Algérien – Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques

RAIS : Rassemblement des Artistes, Intellectuels et Scientifiques

RCD : Rassemblement pour la Culture et la Démocratie

SNED : Société Nationale d'Édition et de Diffusion

UEA : Union des Écrivains Algériens

UJEI : Union des Journalistes, Écrivains et Interprètes

UNJA : Union Nationale de la Jeunesse Algérienne

La translittération des termes arabes suit les conventions de la revue *Arabica*.

Pour les noms propres algériens, nous suivons la transcription latine la plus commune, de même que pour les noms communs passés dans la langue française, et leur pluriel (chahids, cheikhs, fellahs, imams, moudjahidine, Oulémas).

Chronologie

Chronologie de l'Algérie indépendante 1962-2003	Chronologie littéraire (dont principaux ouvrages cités) 1962-2003
<p>1^{er} juillet 1962. Référendum sur l'indépendance de l'Algérie.</p> <p>19 juin 1965. Coup d'État de Houari Boumediene.</p> <p>1971. « Tournant socialiste ».</p> <p>Février 1971. Nationalisation d'une grande partie du secteur des hydrocarbures.</p> <p>Novembre 1971. Ordonnance sur la Révolution agraire, et la Gestion Socialiste des Entreprises.</p> <p>1973. Quatrième sommet des pays non-alignés à Alger.</p> <p>Octobre 1973. Premier choc pétrolier.</p> <p>Décembre 1978-février 1979. Décès de Boumediene et élection de Chadli Bendjedid.</p> <p>Mars-Avril 1980. Printemps berbère : émeutes en Kabylie à la</p>	<p>1962. Mohammed Dib, <i>Qui se souvient de la mer</i>, Paris, Le Seuil.</p> <p>1966. Création de la Société Nationale d'Édition et de Diffusion (SNED).</p> <p>1969. Rachid Boudjedra, <i>La Répudiation</i>, Paris, Denoël. Fondation de la revue <i>al-Amāl/Promesses</i>.</p> <p>1971. Jean Sénac, <i>Anthologie de la poésie algérienne</i>, Paris, Saint-Germain des prés. Kateb Yacine, <i>Mohamed prends ta valise !</i></p> <p>1974. Tahar Ouettar, <i>Al-Lāz</i>, Alger, SNED. Refondation de l'Union des écrivains algériens (UEA). « A Vava inouva » du chanteur Idir.</p>

suite de l'annulation d'une conférence de Mouloud Mammeri.

Juin 1980. Congrès du FLN adopte résolution sur la généralisation de la langue arabe, et l'article 120 impose aux responsables des organisations professionnelles et de masse d'être membre du parti.

Novembre 1982. Affrontements violents entre étudiants « progressistes » et « islamistes » sur le campus de Ben Aknoun (Alger).

Juin 1984. Adoption du Code de la famille.

1983-1986. Contre-choc pétrolier.

Juillet 1987. Assouplissement de la loi sur les associations.

Instauration d'un visa d'édition.

Octobre 1988. Émeutes de jeunes réprimées violemment.

23 février 1989. Référendum sur la nouvelle constitution.

25 février 1989. « Déclaration pour la tolérance ».

Septembre 1989. Mouloud Hamrouche chef du gouvernement.

14 septembre. Légalisation du FIS.

19 mars 1990. Circulaire ministérielle dite « décret Hamrouche » offrant trois ans de salaires aux journalistes pour créer des journaux indépendants.

12 juin 1990. Victoire du FIS aux élections municipales.

1980. Mustapha Ghomari, *Ḥadrā' tušriqū min Ṭahrān*, Constantine, el-Baâth.

1981. Rachid Boudjedra, *Al-Tafakkuk*, Beyrouth, Ibn Roshd.

1982. Rachid Mimouni, *Le Fleuve détourné*, Paris, Stock.

1984. Tahar Djaout, *Les Chercheurs d'os*, Paris, Le Seuil.

1985. Assia Djebar, *L'Amour la Fantasia*, Paris, Lattès.

Interdiction de *Ṣahīl al-ğasad* de Amin Zaoui, Damas. Al-Waṭba.

Fondation de l'association de femmes « Aïcha ».

1987. Le Marocain Tahar Ben Jelloun reçoit le prix Goncourt pour *La Nuit sacrée*.

1988. L'Égyptien Naguib Mahfouz obtient le prix Nobel.

1989. Décès de Kateb Yacine et de Mouloud Mammeri.

Fondation de l'association culturelle El-Djahidhia par Tahar Ouettar.

Rachid Mimouni, *L'Honneur de la tribu*, Robert Laffont.

22-23 mars 1990. Congrès non-officiel de l'UEA, supprimant la tutelle du FLN.

18 août. Création du Conseil national de la culture dirigé par Abdelhamid Benhedouga.

1991. Fondation de l'association culturelle Ibdaâ.

1992. Mars. Conflit entre Tahar Ouettar et Tahar Djaout.

<p>23 mai 1991. Le FIS annonce une grève générale illimitée.</p>	<p>Rachid Boudjedra : <i>FIS de la haine</i>, Paris, Denoël.</p>
<p>État de siège proclamé le 4 juin, arrestation d'Abassi Madani et Ali Benhadj le 30 juin.</p>	<p>1993. Mokeddem Malika, <i>L'Interdite</i>, Paris, Grasset.</p>
<p>26 décembre 1991. Victoire du FIS au premier tour des élections législatives.</p>	<p>Rachid Mimouni, <i>La Malédiction</i>, Stock.</p>
<p>11 janvier 1992. Démission de Chadli Bendjedid, interruption du processus électoral.</p>	<p>Ahlam Mosteghanemi, <i>Ḍākirat al-ḡasad</i>, Beyrouth, al-ādāb.</p>
<p>14-16 janvier 1992. Création du Haut Comité d'État dont Mohamed Boudiaf est président.</p>	<p>2 juin 1993. Assassinat de Tahar Djaout.</p>
<p>9 février 1992. État d'urgence pour 12 mois (il sera prolongé).</p>	<p>17 juin 1993. Création du Comité international de soutien aux intellectuels algériens (CISIA) à Paris.</p>
<p>4 mars 1992. Dissolution du FIS.</p>	<p>Novembre 1993. Création du Parlement international des écrivains (PIE) à Strasbourg</p>
<p>11 avril 1992. Dissolution des conseils communaux et de wilayas détenus par le FIS.</p>	<p>1994. Naïla Imaksen : <i>La Troisième nuit d'Ismaël, Chroniques algériennes</i>, Casablanca, Le Fennec.</p>
<p>29 juin 1992. Assassinat de Mohamed Boudiaf à Annaba.</p>	<p>Rachid Boudjedra, <i>Timimoun</i>, Alger, Ijtihad/ Paris, Denoël.</p>
<p>Suspension de la loi de généralisation de la langue arabe.</p>	<p>Albert Camus, <i>Le Premier homme</i>, Paris, Gallimard.</p>
<p>26 août 1992. Attentat à l'aéroport d'Alger (11 morts, 128 blessés).</p>	<p>1995. Malika Boussouf, <i>Vivre Traquée</i>, Paris, Calmann-Lévy.</p>
<p>Mai-juin 1993. Assassinats d'intellectuels.</p>	<p>Mohammed Dib, <i>La Nuit sauvage</i>, Paris, Albin Michel.</p>
<p>21 août 1993. Redha Malek est nommé Premier Ministre.</p>	<p>Abdelkader Djemaï, <i>Sable rouge</i>, Paris, Michalon.</p>
<p>1^{er} juin 1994. Accord avec le FMI sur le rééchelonnement de la dette algérienne.</p>	<p>1996. Création de la revue <i>Algérie Littérature/Action</i>, qui publie <i>Peurs et Mensonges</i> de Aïssa Khelladi, <i>Au commencement était la mer</i> de Maïssa Bey, et <i>La Gardienne des ombres</i> de Waciny Laredj.</p>
<p>7 juin 1994. Arrêté sur le « traitement sécuritaire de l'information ».</p>	

<p>21 novembre 1994. Ouverture d'un colloque à Rome « Colloque pour l'Algérie », Sant'Egidio.</p>	<p>Sadek Aïssat, <i>L'Année des chiens</i>, Paris, Anne Carrière.</p>
<p>Grève des cartables en Kabylie pour la reconnaissance de tamazight comme langue d'enseignement.</p>	<p>Assia Djebar, <i>Le Blanc de l'Algérie</i>, Paris, Albin Michel.</p>
<p>Été 1995. Attentats en France.</p>	<p>1997. Création de l'association El-Ikhtilef.</p>
<p>Novembre. Liamine Zeroual élu président de la République.</p>	<p>Yasmina Khadra, <i>Morituri</i>, Paris, Baleine.</p>
<p>1996. Assassinat des moines de Tibéhirine.</p>	<p>Ahlam Mosteghanemi, <i>Fawḍa al-ḥawās</i>, Beyrouth, al-ādāb.</p>
<p>Septembre 1997. Massacre de Bentalha.</p>	<p>1998. Mohammed Dib, <i>Si Diable veut</i>, Albin Michel.</p>
<p>Cesser le feu de l'Armée Islamique du Salut.</p>	<p>Hamid Abdelkader, <i>al-Inzilāq/Le Glissement</i>, Alger, Marinoor.</p>
<p>1998. Assassinat du chanteur kabyle Matoub Lounès</p>	<p>1999. Tahar Ouettar, <i>Al-Walī al-Tāhar ya `ūd ilā maqāmihi al-zakī</i>, El Djahidhia, 1999.</p>
<p>Avril 1999. Élections de Abdelaziz Bouteflika.</p>	<p>Boualem Sansal, <i>Le Serment des barbares</i>, Paris, Gallimard.</p>
<p>Juillet 1999. Loi de « Concorde civile »</p>	<p>2000. Création à Alger de la maison d'édition Barzakh, qui publie Bachir Mefti, <i>Arḥabīl al-ḡubāb</i>, Mustapha Benfodil, <i>Zarta !</i>, et Arezki Mellal, <i>Maintenant ils peuvent venir</i>.</p>
<p>2001. Printemps noir en Kabylie, centaines de morts.</p>	<p>2001. Salim Bachi, <i>Le Chien d'Ulysse</i>, Paris, Gallimard.</p>
<p>Habib Souaïdia, <i>La Sale guerre</i>, Paris, La Découverte.</p>	<p>2002. Aïssa Lhileh, <i>Kirāf al-ḥitāyā</i>, Alger, El-Djahidhia.</p>
<p>Début du procès Khaled Nezzar à Paris.</p>	<p>2003. Décès de Mohammed Dib. Année de l'Algérie en France.</p>
<p>Colloque Saint Augustin à Annaba.</p>	
<p>2002. Reconnaissance de tamazight comme langue nationale.</p>	
<p>2003. Libération de Madani et Belhadj.</p>	

Introduction

*« Le silence, c'est la mort
Et toi, si tu te tais, tu meurs
Et si tu parles, tu meurs
Alors, dis et meurs. »*

Tahar Djaout

Cette citation est de Tahar Djaout, l'un des premiers intellectuels assassinés de la guerre civile algérienne, en 1993. Elle a été si souvent rapportée qu'elle en est presque devenue apocryphe, citée sans sa source, flottant au-dessus de la guerre comme des paroles de révélation. Face à l'épiphore tragique (l'inéluctable de la mort ressassée), le poète et journaliste réveille le sens héroïque de la littérature : non plus bavardage humain ou même solitude de la parole, mais un « dit » transitif, faisant retour sur le monde et s'adressant à lui. Devenu martyr et symbole d'une décennie de violences qui a saigné l'Algérie dans son corps et dans son esprit, Tahar Djaout nous rappelle que, près d'ici et d'aujourd'hui, la littérature peut se trouver au cœur des enjeux les plus graves, contrainte ou libre de renouer avec l'engagement politique.

La « guerre civile » algérienne des années 1990 est une période d'extrêmes violences, et de débat majeur sur la légitimité politique de l'islamisme. Après une guerre d'indépendance⁽¹⁾ contre la France de 1954 à 1962, l'Algérie est organisée selon un régime de parti unique, le Front de

libération nationale (FLN). Après un coup d'État contre le président Ben Bella en 1965, Houari Boumediene dirige le pays jusqu'à sa mort en 1979, et fait du pays un « Phare du Tiers-monde », tout en mettant en place une politique socialiste. Dans un contexte international de révolution iranienne, de Pérestroïka, et de contre-choc pétrolier, le président Chadli Bendjedid se détourne de cette référence pour mettre en place des réformes libérales, appuyé en outre sur les fondamentalistes.

Dès octobre 1988, une répression militaire avait frappé de jeunes émeutiers, conduisant à la libéralisation du régime : c'est alors la fin du système de parti unique. Les années d'effervescence démocratique qui ont suivi ont vu la montée en puissance du mouvement islamiste, qui domine les mairies après les élections municipales de 1990, mettant en place un certain nombre de mesures liberticides. Cette période prend fin en janvier 1992, avec l'arrêt par l'armée du processus électoral qui devait mener le Front islamique du salut (FIS) au pouvoir, et lui donner la possibilité de mettre en place un État théocratique. La guerre a opposé l'armée régulière et les djihadistes islamistes qui tentaient de conquérir le pouvoir ; et a été marquée par un terrorisme islamiste, et un contre-terrorisme d'État, plus ou moins contrôlés, provoquant plusieurs dizaines voire centaines de milliers de morts et disparus, et une émigration tout aussi massive. L'expression de « guerre civile » a été fortement contestée à l'époque du conflit, car elle mettait sur un pied d'égalité les deux parties : les belligérants privilégiaient « Djihad » d'une part, et « lutte contre le terrorisme » d'autre part. L'armée régulière ayant vaincu, on parle officiellement de « tragédie nationale », ou encore de « période de terrorisme ». Si « décennie noire » paraît l'expression la plus neutre, celle de « guerre civile » a perdu aujourd'hui sa charge politique, par le biais de la comparaison internationale avec d'autres « guerres civiles ». Par-delà l'horreur des assassinats et des massacres, ce qui rend cette guerre civile spécifique est la place qui y ont pris les intellectuels : nombreux sont ceux (journalistes, écrivains...) à avoir été assassinés, ou à avoir été contraints de s'exiler.

Les bornes chronologiques de l'étude la débordent en amont et en aval. L'année 1988 voit l'accélération de la libéralisation du secteur culturel et médiatique, modifiant les rapports de force au sein du champ intellectuel, et les rapports des écrivains avec le champ politique. En 2003, tandis que la guerre civile est unanimement considérée comme finie (même si la « lutte

contre le terrorisme » continue) se déroule l'année de l'Algérie en France, couronnant une période où les relations littéraires entre ces deux pays ont été intenses, et marquant le retour de l'État algérien en matières culturelles. Ces deux dates sont également marquées par les décès de grandes figures héroïques de la construction de la littérature algérienne moderne, Kateb Yacine et Mouloud Mammeri en 1989, Mohammed Dib en 2003. Elles symbolisent la lente évolution des problématiques internes du champ. Ces dates encadrent la période de crise intense de la guerre civile, permettant d'observer dans quelle mesure le champ littéraire est modifié par elle.

Cette étude pose une question classique : il s'agit de comprendre ce que le politique fait à la littérature, et ce que la littérature fait au politique. Dans quelle mesure la crise a-t-elle modifié les rapports de force, les hiérarchies, au sein du champ littéraire ? Symétriquement, quelles significations et quelles formes les écrivains ont-ils données à cette crise, quels engagements ont-ils pris ? Si la question est classique, l'objet (l'Algérie des années 1990), le cadre théorique (un « champ », en outre bilingue et transnational), et la méthodologie (interdisciplinaire) sont quant à eux inédits. Plus largement, au croisement des études littéraires et de la sociologie, cette étude entend contribuer à l'élaboration d'une nouvelle approche sociale de la littérature algérienne. Elle vise aussi à faire (re)découvrir une littérature dans sa diversité et sa complexité : les grands noms bien sûr, de plus obscurs aussi. Pourquoi pas la faire aimer.

Il va de soi qu'une telle étude, posant la question de la liberté d'expression face à la violence religieuse (islamiste), n'intéresse pas que les Algériens, et est aussi d'une triste actualité dans la France « post-Charlie ». Mais en travaillant sur les écrivains algériens des années 1990, nous faisons un pas de côté thématique, géographique et historique, permettant de prendre le recul nécessaire par rapport à l'urgence médiatique et l'agenda sécuritaire. Plus largement, cette étude pose la question de *ce que peut* la littérature, en particulier en période de crise politique, et du rôle des écrivains dans les sociétés contemporaines. Enfin, ce livre contribue à la réflexion sur la place de l'Autre minoritaire dans les sociétés postcoloniales, algérienne ou française, dans un contexte de mondialisation économique et culturelle entraînant migrations et exils, mais aussi replis identitaires.

Qu'est-ce qu'un écrivain algérien ?

Loin d'être évidente, la définition de « l'écrivain algérien » est l'objet de luttes permanentes entre les acteurs du champ littéraire^{2}. Définit-on cette appartenance par le territoire ou par la culture ? Faut-il y être né, y vivre, y avoir ses ancêtres ? Ces questions sont sensibles pour un pays qui a connu une colonisation de peuplement particulièrement brutale à partir de 1830, important une langue et une conception de la littérature qui n'existaient pas localement. Jusqu'au tournant du xx^e siècle, l'installation d'une littérature européenne en Algérie, et l'importation d'une nouvelle conception de la littérature avec la *Nahḍa* (Renaissance arabe), la littérature produite sur le territoire algérien avait une fonction sociale claire et codifiée pour un public précis (qui subvenait généralement aux besoins du poète) et n'était pas spécialisée par rapport aux discours juridiques, religieux, ou scientifiques. Sans remonter aux écrivains latins, la littérature produite sur le territoire algérien a utilisé majoritairement les langues amazighe (berbère), arabe, française.

La littérature en tamazight^{3}, dans la diversité de ses dialectes (en particulier kabyle et chaoui) a longtemps été essentiellement orale (contes, légendes, et poèmes, dits *isefra*, pluriel d'*asefru*) : sa figure la plus connue est Si Mohand ou M'hand qui vécut dans la deuxième moitié du xix^e siècle. La littérature en arabe a longtemps été majoritairement semi-classique, dialectale (*dardja*), en particulier par l'importation du *šī`r al-malḥūn* avec les exilés andalous de la fin du xv^e siècle^{4}. Elle a toutefois été supplantée dans la première moitié du xx^e siècle par la reviviscence d'une poésie traitant des mêmes thèmes, mais plus codifiée et en langue arabe classique (*fushḥa*), portée en bonne partie par le mouvement réformiste de l'Association des oulémas musulmans algériens (AOMA). Par la même occasion, l'écrit est progressivement devenu la voie majeure de l'expression littéraire. C'est au sein de ce mouvement que se développe également une littérature en prose, avec en particulier Redha Houhou (1910-1956) dans les années 1930.

La revendication d'une régionalisation, voire d'une *nationalisation* de la littérature produite sur le territoire algérien (une littérature « algérienne » et non plus « française », ou encore « arabe ») est paradoxalement venue d'abord des Européens récemment implantés en Algérie, reprenant le modèle des littératures nationales dans d'autres parties du monde. À ces « Algérienistes », pour qui l'autonomie de l'Algérie par rapport à la Métropole était aussi un moyen de maintenir le système de ségrégation

coloniale, et dont la figure de proue était Robert Randau (1873-1950), se sont opposés à partir des années 1930 de plus jeunes écrivains nés en Algérie, regroupés autour d'Albert Camus (1913-1960) : rejeter la nationalisation de la littérature algérienne allait de pair pour eux avec une idée d'un « universel », et d'un progressisme à l'égard des « Musulmans » (selon la catégorie juridique de l'époque). Ce sont ces derniers qui ont ensuite majoritairement pris en charge la revendication d'une « littérature algérienne », de pair avec le mouvement indépendantiste. Cette nationalisation a été suivie d'une *ethnisation* de la littérature algérienne, suivant les lignes racialisées de la colonisation. À quelques exceptions près, et d'un commun accord tacite de part et d'autre de la Méditerranée, les écrivains européens d'Algérie ont été « rapatriés » symboliquement dans la seule « littérature française » ; brouillant ces frontières, les Algériens installés en France et leurs descendants (présentés généralement comme des « beurs⁽⁵⁾ ») sont parfois inclus dans la littérature algérienne. La littérature algérienne a ensuite subi partiellement une politique d'*arabisation*, mettant en cause la dimension nationale de la littérature produite en français. La définition de l'écrivain algérien reste ainsi l'objet de débats et de luttes : notre définition se fonde sur le consensus indigène le plus large : un écrivain (à l'exclusion donc des poètes à l'expression essentiellement orale) né en Algérie, à l'exclusion des Européens (voir Annexes).

Les histoires littéraires en français et en arabe (les « générations littéraires ») ne se recouvrent pas. Concernant les écrivains de langue française, on parle de « génération de 1952 », puis, suivant une logique décennale, de « génération terrible » (ou génération des années 1970), de « génération du désabusement » (pour les années 1980), et de « génération de l'urgence » (pour les années 1990). On peut y ajouter, pour la période coloniale, la génération de l'École d'Alger (dans les années 1930-1940), et plus tôt, celle des Algérienistes. Concernant les écrivains de langue arabe, probablement parce qu'ils étaient moins nombreux jusqu'à une période récente, on distingue une « génération réformatrice » jusqu'aux années 1960, la génération des années 1970 (marquée par le socialisme) et celle des années 1990.

En revanche on peut classer l'ensemble des écrivains suivant des générations sociologiques : Karl Mannheim estime que la « situation de génération » regroupe des individus qui ont une expérience historique

commune^{6}. Dans notre population, nous inspirant en cela d'Isabelle Werenfels^{7}, nous en distinguons trois : la « Génération de Novembre » composée de ceux qui ont été susceptibles de participer à la guerre d'Indépendance (déclenchée le 1^{er} novembre 1954) ; la « Génération de l'Indépendance », composée d'individus nés autour de 1950, trop jeunes pour avoir fait la guerre, et arrivés à l'âge adulte sous l'ère faste de la construction nationale et socialiste de Boumediene ; et la « Génération d'Octobre », composée de ceux qui sont nés à partir des années 1960 et qui n'ont donc pas connu la colonisation : ils sont arrivés à l'âge adulte au moment de la révolution iranienne et de la Perestroïka ; et au moment de la crise économique (contre-choc pétrolier de 1985) puis politique du pays (Octobre 1988). La Génération de l'Indépendance représente la moitié des écrivains des années 1990 : quand bien même ils ont commencé à publier entre les années 1970 et les années 1990, leurs caractéristiques politiques et littéraires sont très proches. Mais dans la population globale, la très forte croissance démographique de la population algérienne fait que les moins de vingt ans ont représenté jusqu'à la fin des années 1980 plus de 50 % de la population totale : entre le milieu des années 1940 (borne de la « Génération de Novembre ») et 1975 (derniers nés de notre population), la population algérienne a plus que doublé, passant d'environ 7 à 16 millions ; à la fin des années 1990, elle avait encore doublé.

Un champ littéraire multilingue et transnational

Contre la tendance à l'héroïsation de quelques grands noms d'auteurs, les approches sociales de la littérature ont cherché à réinsérer ceux-ci dans un univers plus large, qui donne plein sens à leur originalité. C'est le cas en particulier de la théorie du champ développée par Pierre Bourdieu^{8}. Le concept de champ littéraire rend compte du fait que les écrivains, loin d'être des monades, des génies isolés les uns des autres, sont en lien, et même en concurrence les uns avec les autres, ce qui permet de sortir du paradigme irénique et déshistoricisé de l'« influence ». Cet espace est doté de règles spécifiques de hiérarchisation (valeur différentielle des œuvres et de leurs producteurs), historiquement développées dans un processus d'autonomisation jamais achevé vis-à-vis des règles communes au reste de la société (économiques, morales, politiques). On peut pour cette raison parler d'un pôle relativement autonome du champ littéraire, et d'un pôle hétéronome, soumis davantage aux règles extérieures au champ. Par rapport

au cas français, presque entièrement nationalisé, centralisé, et monolingue, à partir duquel la théorie du champ a été élaborée^{9} la particularité du champ littéraire algérien est d'être multilingue et transnational.

Ce champ est majoritairement bilingue. On parle d'« arabophones » et de « francophones » (parfois d'arabisants et de francisants) non pour désigner la langue parlée au quotidien (qui est généralement l'arabe dialectal ou le tamazight, rarement le français), mais la langue de formation et de travail privilégiée. Les études politiques, sociologiques et sociolinguistiques sur les situations plurilingues, plus ou moins conflictuelles, ne manquent pas^{10}, et sont pléthore sur le cas algérien^{11}, mais elles ne sont pas appliquées sur le terrain littéraire. Rares sont de leur côté les études littéraires à prendre en charge la totalité linguistique d'une littérature : on peut parler d'un *monolingisme méthodologique*. La littérature comparée relie des littératures de langues différentes mais en s'interrogeant peu sur leurs modes de coexistence sur un même territoire. Malgré l'ambition de déconstruire les représentations coloniales, et de tenter de laisser voix aux subalternes^{12}, les études postcoloniales se sont plutôt concentrées sur les œuvres en langues européennes^{13}, insistant sur le complexe linguistique des écrivains europhones^{14}, et montrant des phénomènes d'« interlangue » ou d'« hybridation »^{15}. Dans les études francophones, la question linguistique passe ainsi par le prisme de la seule langue française^{16}. Pour la littérature algérienne des années 1990, littérature de langue arabe^{17} et de langue française^{18} sont le plus souvent étudiées séparément, au mieux juxtaposées au sein d'ouvrages collectifs^{19}. En nous engageant dans l'apprentissage de l'arabe, et en croisant méthodologies littéraires et sociologiques, nous avons essayé de prendre en charge au maximum l'ensemble de ce champ littéraire dans sa diversité linguistique.

Deux approches se sont développées ces dernières années, renouvelant la question linguistique en littérature. Les études sur la traduction ont montré les enjeux agonistiques ou de domination qui traversent les langues^{20}, avec un accent placé sur les textes dans la perspective des *translation studies*^{21} ou sur les traducteurs eux-mêmes^{22}. Surtout, on constate une tendance nouvelle des études postcoloniales à « lire ensemble » les littératures de langues différentes dans un « local multilingue »^{23} : la littérature est réinscrite dans des géographies concrètes, et des circulations transnationales qui ne se réduisent plus au face à face colonial^{24}.

Le transnational, deuxième caractéristique du champ littéraire algérien, est aujourd'hui un enjeu majeur tant dans les études littéraires qu'en sciences sociales. Le renouvellement de la réflexion sur le nationalisme et la formation internationale des identités nationales^{25}, la critique du « nationalisme méthodologique^{26} », ont permis de percevoir l'articulation entre nationalisation et internationalisation des littératures nationales^{27}. L'approche structurale et dynamique du champ a infusé dans des études sur des objets non seulement nationaux, mais infranationaux, comme pour ce que Jacques Dubois nomme les « littératures minoritaires^{28} », groupes dominés du fait de leur identification régionale, sexuelle, raciale^{29} ; ou supranationaux, au travers des questions de transferts culturels, de traductions ou de globalisation éditoriale^{30}. À la suite des propositions de Gilles Deleuze et Félix Guattari sur les « littératures mineures^{31} », l'idée d'une hiérarchisation des littératures nationales au niveau international s'est fortement développée. L'imbrication d'espaces nationaux dans des configurations internationales hiérarchisées a été étudiée de manière globale par Pascale Casanova dans *La République mondiale des lettres* montrant un monde littéraire polarisé jusque dans les années 1960 autour de Paris^{32}. Sans nécessairement utiliser la théorie du champ, plusieurs travaux ont montré les hiérarchies transnationales au cas francophone^{33} ou arabe^{34}.

Les approches macroscopiques développées dans le cadre des études sur la *World literature*^{35} ont renouvelé les études postcoloniales en les replaçant dans des configurations géographiques plus larges^{36}. Surtout, en partie influencées par les sciences sociales, certains critiques ont opéré un tournant matérialiste en prenant également en compte les conditions de production, de circulation et de réception des littératures postcoloniales^{37} ou au niveau mondial^{38}. Par là, elles ont renoué avec un paradigme légitimiste qui fondait la tradition marxiste^{39}, prenant comme porte d'entrée la description (et dénonciation) de cet ordre « légitime », qui fonde la domination de centres sur des périphéries ; et pris leur distance avec le paradigme relativiste sur lequel les études postcoloniales s'étaient constituées dans la continuité des *cultural studies*, valorisant la diversité des micro-stratégies (textuelles) de résistance des dominés de l'ordre littéraire international. Il convient, comme nous y invitent Claude Grignon et Jean-Claude Passeron, de nous tenir à une juste distance des écueils de ces deux paradigmes, le misérabilisme et le populisme^{40}. Ainsi la circulation transnationale des « modèles » se fait bien, généralement, des (différents)

centres vers les périphéries ; mais il ne s'agit jamais d'imitation brute, mais de réappropriations dans des contextes locaux : en arabe, *'ihyā'* (ici, vivifier le patrimoine) et *iqtibās* (ici, emprunter à l'Europe), ou encore *ta'sīl* (enracinement) et *taǧdīd* (innovation), vont dans les faits toujours de pair^{41}.

Nous analyserons un champ littéraire tout à la fois nationalisé^{42} et fonctionnant de manière transnationale, du fait de l'existence d'une diaspora^{43}, et de la publication à l'étranger.^{44} Hadj Miliani et Kaoutar Harchi ont réalisé deux études importantes de sociologie de la littérature algérienne, mais ils se sont concentrés sur la part francophone, et, de manière exclusive, sur la part nationale *ou* française du champ littéraire^{45}. Or ces espaces ne sont pas perçus comme séparés par les écrivains, même s'ils sont hiérarchisés : les écrivains publiant en Algérie sont généralement moins considérés que ceux qui publient à l'étranger, en particulier dans les capitales de leurs aires linguistiques respectives, Paris ou Beyrouth (mais encore Damas ou Le Caire pour le monde arabe). Parler de « champs » pour caractériser les espaces littéraires postcoloniaux (et multilingues) a posé deux problèmes théoriques. À l'inverse du cas français à partir duquel la notion a été élaborée, on a pointé leur diversité linguistique et territoriale sur le plan interne, et leur manque d'autonomie par rapport au champ du pouvoir national sur le plan externe.

Le premier point a fait l'objet de nombreux débats en particulier chez les spécialistes des littératures africaines^{46}, car rares sont les institutions donnant une consistance objective à un champ transnational. Mais dans la mesure où le champ est un espace de concurrence, nous estimons que l'un des critères principaux de délimitation d'un champ littéraire est celui que construisent les écrivains eux-mêmes : la citation spontanée d'autres écrivains contemporains en entretien (publié ou personnel) nous a permis d'observer empiriquement quelle extension l'enquêté se fait de son champ principal d'activité. Or on constate deux choses. Premièrement, l'évidence de la catégorie de « littérature algérienne » : lorsque nous sollicitons un entretien pour un travail portant sur les « écrivains algériens », le qualificatif est très rarement contesté par les écrivains qui partagent le fait d'être nés en Algérie (à l'exception des Européens « pieds-noirs » qui n'y sont pas restés). Très rares sont par ailleurs les écrivains algériens qui, dans leurs entretiens publiés dans la presse ou dans ceux que nous avons menés, mentionnent des auteurs contemporains autres qu'algériens, et ce même

quand ils publient à l'étranger : quand ils le font, il s'agit généralement de figures déjà consacrées, et non de concurrents dont il s'agirait de se distinguer. Plus exactement, tandis qu'aucun contemporain français n'est cité comme concurrent direct (à part certains auteurs francophones non-français vivant en France), certains auteurs arabes le sont, montrant par là donc l'existence d'un champ littéraire arabe. Deuxièmement, il apparaît clairement que les écrivains algériens se positionnent les uns par rapport aux autres par-delà les lieux de publication et de résidence, et par-delà les langues : ils perçoivent leur champ comme transnational et bilingue. Cela ne va pas sans tension : mais dénier à un écrivain son appartenance à la *littérature algérienne* est encore une manière de le faire participer objectivement au *champ littéraire* algérien. C'est le cas par excellence d'Albert Camus : l'importance du dialogue avec son œuvre montre son intégration paradoxale en tant qu'agent du champ littéraire algérien, si ce n'est à la littérature algérienne.

La citation spontanée permet aussi de dégager de grandes lignes de hiérarchisation et de segmentation du champ^{47}. Tandis que les écrivains présents seulement sur le territoire algérien citent très largement leurs concurrents, et en particulier ceux qui publient à l'étranger, ces derniers ne citent généralement que ceux qui publient comme eux à l'étranger. Les citations font également apparaître une hiérarchie entre littérature de langue française et littérature de langue arabe, et une inégalité dans la maîtrise des deux langues^{48} : il est courant d'entendre des écrivains de langue arabe citer des écrivains de langue française, quand l'inverse est beaucoup plus rare. Tout en étant unifié, y compris par ces hiérarchies internes, ce qui est mesurable par *l'extension* des citations, le champ littéraire algérien apparaît aussi comme relativement segmenté, ce qui est mesurable par la *densité* des citations. La principale ligne de segmentation est la langue, et secondairement le genre ou plutôt le support (écrit, poésie orale, théâtre). La poésie orale en arabe dialectal réunit des poètes fortement marginalisés, se citant peu les uns les autres, et majoritairement ignorés par le reste du champ. La littérature kabyle constitue encore aujourd'hui (*a fortiori* dans les années 1990) une sorte d'îlot relativement indépendant du reste du champ littéraire, les écrivains citant surtout d'autres écrivains en tamazight, et n'étant pas cités par d'autres. Nous ne parlerons dès lors que de deux *sous-champs* littéraires, arabophone et francophone : contrairement aux deux sous-groupes en arabe dialectal et tamazight coupés du reste du champ

littéraire, on observe un fort continuum entre ces deux sous-champs du champ littéraire algérien^{49}. La circulation des débats littéraires est assurée par la coprésence géographique, majoritairement à Alger ; le bilinguisme oral arabe dialectal-français très largement partagé par les élites intellectuelles, mais également, dans une moindre mesure, la compréhension de l'arabe et du français écrits, compensant la rareté des traductions ; et l'existence de figures bilingues comme Rachid Boudjedra. La citation spontanée permet ainsi de dessiner les contours d'un champ littéraire transnational et bilingue : hiérarchisé suivant le territoire, hiérarchisé et segmenté suivant la langue. On peut dégager un hyper-centre constitué du sous-groupe des écrivains publiant dans les grandes maisons d'édition parisiennes ; un centre internationalisé (dans les deux langues) ; une périphérie territorialisée en Algérie (dans les deux langues) ; et des marges utilisant les langues orales, que la lutte pour la reconnaissance littéraire au niveau national soit faible (arabe dialectal) ou importante (tamazight). Nous nous sommes résolu à laisser de côté ici, provisoirement, ces marges du champ littéraire algérien parce que notre enquête à leur endroit était moins poussée (du fait des limites linguistiques), et surtout parce qu'elles impliquaient des problématiques spécifiques (une enquête au-delà du support écrit, et un lien méthodologique avec l'anthropologie).

Le second point de débat sur les champs littéraires dans les espaces postcoloniaux porte sur leur manque d'autonomie par rapport au champ politique.

Bernard Lahire distingue justement entre une « autonomie spécificité » (différenciation entre les domaines d'activité) et une « autonomie indépendance » (à l'égard des autres champs)^{50} ; mais, centré sur le cas français, il ne prend pas en compte le cas des pays qui, en revendiquant une littérature nationale, créent un champ littéraire « indépendant ». Nous distinguerons quant à nous entre « différenciation », « autonomie » (par rapport aux autres champs) et « indépendance » du champ littéraire. Par rapport au cas français, le champ littéraire algérien (qui a commencé à prendre son *indépendance* du champ littéraire français dès le début du xx^e siècle), moins *différencié* du reste du champ intellectuel, est également moins *autonome* du champ politique (et religieux) : au sein d'une élite réduite, les écrivains sont invités à prendre part aux débats, voire aux politiques publiques. On parlera tout de même d'un champ, comme le fait Denis Saint-Jacques pour le cas québécois. Il estime que, si un pôle de

l'« art pour l'art » n'existe pas en tant que tel, du fait du rôle politique et identitaire de cette littérature de petit pays dominé, un « intérêt désintéressé » de la littérature existe bien, et se confond avec un espace national du fait de l'existence d'institutions littéraires et de l'importance de la littérature pour l'interrogation identitaire^{51}. Pascale Casanova propose d'articuler ce défaut d'autonomie à la question du transnational. Elle montre que

la configuration interne de chaque espace national est homologue de celle de l'univers littéraire international : elle s'organise aussi selon l'opposition entre le secteur le plus littéraire (et le moins national), et la zone la plus dépendante politiquement, c'est-à-dire selon l'opposition entre un pôle autonome et cosmopolite, et un pôle hétéronome, national et politique. Cette opposition s'incarne notamment dans la rivalité entre les écrivains dits « nationaux » et les écrivains « internationaux »^{52}.

Ce modèle, élaboré à partir de la construction des littératures nationales, jusqu'au milieu du xx^e siècle donc, ne correspond pas bien au champ littéraire algérien des années 1990. Le pôle national est certes beaucoup plus soumis à la pression politique, à laquelle se surajoute la pression religieuse ; à l'inverse l'existence d'un marché privé à l'international a offert à certains écrivains algériens des conditions de production libérées des contraintes politiques et morales, en particulier dans les grandes capitales libérales que sont Paris et dans une moindre mesure Beyrouth. Mais en même temps, et particulièrement en France où s'exilent la majeure partie des écrivains pendant la crise, la littérature algérienne y est d'une part « nationalisée », du fait de l'engagement politique des écrivains, et de l'horizon d'attente par le public français d'une littérature aux prises avec l'actualité politique algérienne ; et d'autre part soumise aux logiques de profit économique croissantes du marché éditorial français dans cette période^{53}. En somme, le cas algérien présente, en synchronie, alors que cela a été le produit d'une lutte (inachevée) sur plusieurs siècles en France^{54}, l'ensemble des relations possibles pour un champ littéraire par rapport aux contraintes externes : soumission à des contraintes politiques et/ou religieuses ; dépendance au marché ; ou relative autonomie.

Une crise politique

L'objectif de cette étude est d'observer la manière dont ce champ littéraire transnational et multilingue réagit à la crise politique. En conjoignant de

manière inédite approches littéraires et de sciences sociales, on entend prendre en compte l'écrivain dans sa totalité, à la fois textuelle et sociale.

L'engagement par la littérature dont le cas extrême est le roman à thèse^{55} a été théorisé en particulier dans les milieux communistes^{56}, et jusqu'à Sartre^{57}. L'analyse de l'engagement des écrivains algériens par la littérature fait le plus souvent l'objet d'études thématiques. En France, la critique s'est interrogée sur les formes que prend l'articulation de la littérature et de la politique, après les critiques adressées en particulier par Barthes à la littérature engagée^{58}, et depuis le « reflux^{59} » qui caractériserait l'engagement avec la « fin des grands récits^{60} » dont a parlé François Lyotard : l'engagement politique se serait recentré particulièrement sur l'Histoire^{61}, et aurait perdu une grande part de sa dimension polémique^{62}. Pourtant l'engagement polémique, et en particulier d'actualité, reste vivace chez les écrivains postcoloniaux^{63}. L'approche transnationale implique de prendre en compte ces différents aspects. Dans les années 1990, l'engagement des écrivains algériens passe par la problématique du témoignage, qui est, comme dans les révolutions latino-américaines, avant tout élaboration d'une « contre-histoire^{64} » de « subalterne » face aux discours français sur l'Algérie de la guerre civile. Il convient donc d'ouvrir les perspectives génériques au-delà du roman, et de prendre en compte d'autres proses généralement déconsidérées et aux marges du champ littéraire, que sont le témoignage ou le pamphlet : la période pose en outre avec acuité les liens (circulation et concurrence) entre littérature et journalisme^{65}. La réception, la valorisation des œuvres engagées, dans l'espace et dans le temps, est donc aussi à prendre en compte^{66}. Plus largement, il convient d'observer la manière dont la littérature travaille le « discours social^{67} » de son époque, consciemment ou non^{68}, voire comment elle contribue à sa formulation en « cadrant^{69} » la réalité, et constitue un mode de « connaissance pratique^{70} ».

Comme on le voit, cette interrogation, portant la littérature aux confins d'elle-même, justifie qu'on l'associe aux problématiques de la sociologie des intellectuels, analysant davantage les prises de position politiques extra-textuelles des écrivains. Les écrivains sont observés non seulement dans le champ littéraire, mais également dans un champ intellectuel, et plus largement encore dans un champ du pouvoir. Il s'agit en particulier d'observer la manière dont la crise politique affecte la différenciation au sein du champ intellectuel, variable dans l'espace et dans le temps^{71} ; et

l'autonomie relative du champ littéraire et intellectuel par rapport au champ politique^{72}. Michel Dobry a montré que la crise politique, qui ne doit pas être abordée sous l'angle de l'exceptionnel, mais à travers les schèmes d'actions routiniers des acteurs, se caractérisait par une « conjoncture politique fluide », liée à des « mobilisations multisectorielles », aboutissant à une « déssectorisation » (Bourdieu parle de « synchronisation^{73} » des champs), par laquelle les différents secteurs de la société se mettent à partager les mêmes problématiques^{74}. Jacques Lagroye définit la « politisation^{75} » comme une requalification des activités sociales remettant en cause la différenciation des espaces d'activité : dans la mesure où le champ littéraire algérien a en temps normal une tendance à la politisation, on parlera lors de la guerre civile de surpolitisation.

Plusieurs travaux ont porté sur le rapport des écrivains au champ politique en situation de crise, montrant que le principe des choix politiques est étroitement lié à leurs trajectoires antérieures et aux positions qu'ils occupent dans le champ littéraire^{76}. Cette hypothèse nous a permis d'observer dans le cas algérien que la position politique à l'égard du mouvement islamiste dépendait du type de capital littéraire (national ou international) et de son volume. Nous rompons par là avec l'une des interprétations importantes de la période, faisant de cette guerre une « guerre des langues ». Il convient cependant de la prendre au sérieux : à la démarche explicative (les déterminants des prises de position politique des écrivains) doit s'adjoindre une démarche compréhensive (la logique interne des acteurs, comportements routiniers plus ou moins ajustés à la nouvelle conjoncture).

La démocratisation après 1988 puis la guerre civile algérienne ont fait l'objet d'un certain nombre d'études dans le domaine des sciences politiques, multipliant les angles d'approche, économique (crise de l'économie de rente, corruption), politique (fin du parti unique, difficile importation des normes libérales et démocratiques), socio-culturel (choix de société laïque ou religieuse, mémoires et identités en crise depuis la guerre d'indépendance)^{77} ou concernant l'islamisme^{78}. Peu de chercheurs ont fait un travail empirique aussi poussé que celui de Luis Martinez, qui explique l'intensité et la durée des violences en mettant en avant, non pas l'effondrement de l'État ou la crise économique, mais les intérêts des acteurs^{79}. La sociologie des intellectuels algériens^{80}, et plus largement des élites algériennes^{81}, est

très développée. Cependant leurs prises de position dans la guerre civile n'ont pas été étudiées systématiquement, et a fortiori pour les écrivains.

La crise politique a engendré un exil massif, surtout en France, qui a été étudié de manière rétrospective^{82}. Mais ces migrations n'ont pas été observées dans leur rapport contemporain à la crise, et en particulier dans ses dimensions symboliques : ce sont non seulement des hommes mais des œuvres et des idées qui circulent, et qui doivent être resituées dans leur espace d'accueil également^{83}. Or cet espace, dans les années 1990, est en priorité l'ancienne puissance coloniale : au pic de la crise, c'est un tiers de tous les écrivains algériens qui est en France. Ces exils contribuent à intensifier (voire susciter) les réflexions françaises sur la mémoire coloniale et le rapport à la minorité musulmane^{84}. Alors que notre choix initial était de travailler sur l'Algérie indépendante, et surtout indépendante de la France, c'est la réalité de notre objet qui nous a amené à nous concentrer sur cette France algérienne.

Une méthodologie interdisciplinaire

Cette étude s'appuie sur des méthodes littéraires et sociologiques (voir les annexes pour les précisions méthodologiques). Un corpus littéraire élargi a été constitué à partir de la littérature critique, puis au fur et à mesure des entretiens avec des écrivains. Il est composé d'une centaine d'œuvres, le corpus restreint, sur lequel les analyses sont les plus poussées, d'une vingtaine. Il s'agit d'œuvres littéraires en prose, aux trois quarts de langue française (ce qui correspond à la répartition statistique, selon notre base de données bibliographiques). Elles ne sont pas utilisées, sauf exception, en vue d'illustrer un propos politique (nous utilisons dans ce cas des extraits de publications ou d'entretiens non littéraires), mais présentées dans leur unité thématique et formelle.

Les méthodes sociologiques, à la fois quantitatives et qualitatives, permettent de croiser les niveaux d'analyse : le niveau macro de la population des écrivains inscrits dans la société algérienne ; le niveau méso des institutions ; le niveau micro des trajectoires et stratégies d'écrivains. L'enquête se subdivise en trois volets : un volet statistique, un volet documentaire, et un volet d'entretiens. Nous avons effectué pour cela de nombreux séjours en Algérie entre 2012 et 2016 (8 mois au cumulé).

Le volet statistique est constitué de deux bases de données originales. La première est une base de données bibliographiques, portant sur environ

2 000 œuvres littéraires ; la seconde est une base de données prosopographiques, portant sur 174 écrivains algériens en activité entre 1988 et 2003. Cette dernière nous permet de procéder à un traitement statistique d'Analyse des Correspondances Multiples, particulièrement adapté pour représenter géométriquement un champ^{85}.

Le volet documentaire est constitué de la presse, de dossiers de presse, et d'archives. Nous avons consulté la presse algérienne, la plupart du temps en langue française, et ponctuellement en langue arabe. Nous avons dépouillé trois titres systématiquement : l'hebdomadaire gouvernemental *Algérie-Actualité* de 1988 à 1992 ; le quotidien *El Watan*, « anti-islamiste radical », de sa création en 1990 à 2003, et l'hebdomadaire *La Nation*, « anti-islamiste dialoguiste », de 1992 à 1996. Nous avons recueilli de nombreux dossiers de presse au Centre culturel algérien de Paris et chez des éditeurs français. Enfin, nous avons consulté les manuscrits de Mohammed Dib (BNF, Paris), et les archives de cinq institutions : la revue *Algérie Littérature/Action* (Paris), dont nous avons classé les archives, et lu systématiquement l'ensemble des numéros de 1996 à fin 1998 ; l'Union des écrivains algériens (Wilaya d'Alger) ; le Parlement international des écrivains (IMEC, Caen) ; les éditions du Seuil (IMEC, Caen), le Comité international de soutien aux intellectuels algériens (archives Bourdieu, Paris).

Le volet de la recherche par entretiens se compose d'environ 80 entretiens avec des écrivains (55 enregistrés, plus une dizaine non enregistrés), des éditeurs (une quinzaine, dont 12 enregistrés), des responsables politiques et administratifs (8, dont 4 enregistrés), des journalistes (2, non enregistrés), un traducteur (enregistré). Il s'agit d'entretiens semi-directifs d'une durée moyenne de deux heures. Nos séjours réguliers à Alger, et les amitiés nouées nous ont amené à revoir certains écrivains, autour d'échanges plus informels. La grande majorité de ces entretiens a été faite en français, quelques-uns en arabe. Plus de la moitié des entretiens cependant a été faite avec des écrivains de langue arabe. C'est avec eux surtout que les entretiens ont été les plus répétés : jusqu'à une vingtaine d'heures avec l'écrivain et universitaire Mohamed Sari ; nous avons également multiplié les entretiens avec les universitaires spécialistes de la littérature algérienne de langue arabe.

Cités nommément dans les études littéraires, les entretiens sont le plus souvent anonymisés en sociologie. Mais en tant que sociologie structurale et relationnelle, la théorie du champ suppose des pratiques fortement

individualisées. Par ailleurs les écrivains sont des personnages publics, et qui tiennent à leur publicité : lors des entretiens, nous étions souvent considéré comme un journaliste. La solution choisie ici est donc intermédiaire : la plupart des entretiens ont été anonymisés, sauf quand cela nuisait à la démonstration. Les extraits d'entretien non anonymisés ont été envoyés aux enquêtés et ont fait l'objet d'une réécriture de forme, parfois par les intéressés eux-mêmes. De même le choix des auteurs cités, et en particulier des œuvres littéraires analysées, est à cheval entre approches sociologique et littéraire. L'expérience esthétique personnelle n'a pas été entièrement évacuée, mais l'enjeu était l'exemplarité en fonction de notre problématique, en rupture souvent avec les classements indigènes entre *majores* et *minores*. Les plus reconnus des écrivains algériens, autour desquels nous centrons certains développements par souci de lisibilité pour le lecteur, côtoient les oubliés de l'histoire, parfois au détriment de figures intermédiaires.

Cette étude montre que les engagements littéraires et politiques des écrivains algériens pendant la guerre civile sont liés à leurs positions dans leur champ littéraire, qui a une triple caractéristique : il est bilingue, transnational, et politisé. Alors que cette guerre est souvent présentée comme une « guerre des langues », c'est en réalité la dimension transnationale du champ qui est particulièrement déterminante : pour cette raison la France, plusieurs décennies après l'indépendance, revient alors au centre des problématiques du champ littéraire algérien. Dans ce contexte, il semble qu'on assiste au chant du cygne de l'écrivain engagé, tant dans les prises de positions intellectuelles qu'au sein de la littérature.

Ce livre suit une progression chronologico-thématique. Les deux premiers chapitres rendent compte des prises de position politiques des écrivains, et montrent que la guerre civile est une véritable crise pour le champ littéraire : c'est même la définition de l'Écrivain qui est attaquée, à la fois engagé, et autonome. La crise d'octobre 1988 et celle provoquée par la guerre civile montrent la concurrence que subissent les écrivains algériens dans le champ intellectuel et dans le champ politique, notamment par les journalistes : leur statut de parangon de l'intellectuel critique qu'ils tenaient notamment de leur position internationale, est paradoxalement remis en cause au moment de la plus forte internationalisation du champ littéraire (chapitre 1). Surtout, l'autonomie du champ littéraire est assaillie par la censure et les violences religieuses : les prises de position politiques des

écrivains pendant la période s'expliquent par leur rapport à l'autonomie de la littérature, et par leur rapport à l'international. Ce n'est que dans un deuxième temps que la guerre va être perçue par certains comme une « guerre des langues » : et effectivement, le champ littéraire va se bipolariser (chapitre 2). Les deux chapitres suivants se concentrent sur l'aspect majeur de cette bipolarisation : l'exil et l'internationalisation littéraire d'une partie des écrivains, en particulier en France. À la faveur de la crise politique, l'ancienne puissance coloniale redevient centrale, pour le débat politique national ; et comme espace de repli et de consécration littéraire. C'est là que peut se développer une littérature engagée politiquement, marquée par la problématique du « témoignage », et dont nous proposons une typologie (chapitre 3). Mais se pose alors la question de l'autonomie de la littérature face aux pressions économiques du marché français : c'est avec et contre la France que se reconstruit un champ littéraire bilingue en Algérie à la fin de la guerre (chapitre 4).

Chapitre 1

L'écrivain, parangon de l'intellectuel ?

Pour Pierre Bourdieu, le champ littéraire se structure entre un pôle relativement autonome des règles communes, et un pôle hétéronome, qui est soumis aux injonctions économiques, morales, ou encore politiques. Cela ne signifie pas pour autant que l'écrivain autonome ne puisse s'engager politiquement. Suivant la tradition française, en particulier depuis l'affaire Dreyfus qui a vu la naissance de la figure de l'« intellectuel^{86} », et ce jusqu'à Sartre, les écrivains les plus autonomes ont au contraire une forte légitimité à intervenir dans le débat public : non pas en reprenant strictement les termes de ce débat public, mais au nom des valeurs universelles de leur espace spécifique, le champ littéraire (la liberté, la tolérance, la vérité, etc.). On parlera alors avec Gisèle Sapiro d'« intellectuel critique », que l'on opposera au « conseiller du Prince », moins indépendant du pouvoir politique^{87}. Nous parlerons en outre d'*intellectuels prophétiques* pour désigner les intellectuels critiques qui ont une réputation (un capital symbolique) suffisante pour mettre leur nom dans la balance du débat politique : qui n'interviennent pas seulement comme écrivains, mais comme écrivains particulièrement reconnus.

Au début de la période, l'écrivain bénéficie d'un statut particulier en Algérie : il est le parangon de l'intellectuel^{88}, et en particulier de l'intellectuel critique. Ce statut n'est pas seulement la conséquence de l'importation de la valorisation française de l'écrivain. La naissance de

l'écrivain comme intellectuel en France est liée paradoxalement à la forte autonomisation et différenciation du champ littéraire. Le statut éminent de l'écrivain en Algérie est certes lié à la grande autonomie dont jouit le champ littéraire par rapport au champ politique en comparaison avec le reste des producteurs intellectuels. Mais il est lié aussi à la moindre différenciation du champ intellectuel, légitimant les écrivains à tenir un discours sur la société à égalité, notamment, avec les journalistes et les chercheurs en sciences sociales. Enfin on reconnaît aux écrivains un rôle majeur non seulement dans la définition de la Nation, mais encore dans sa défense et illustration à l'étranger, les instituant *ambassadeurs de l'image du pays*. Publiant à l'étranger, ils possèdent également un capital symbolique susceptible de leur donner un statut non seulement d'intellectuel critique, mais encore d'intellectuel prophétique.

Cette position éminente est mise en cause dans les années 1990, et paradoxalement au moment où elle est le plus clairement reconnue : cette période peut donc être vue comme le chant du cygne de la figure de l'écrivain algérien comme parangon de l'intellectuel. D'une part du fait de l'internationalisation de la double crise de 1988 puis de la guerre civile, en particulier en France. L'engagement est mesuré à l'effet escompté sur l'image du pays dans l'ancienne Métropole, et au soutien que celle-ci peut apporter à l'Algérie ; et dépend de l'autorité conférée aux écrivains dans les deux pays comparativement aux autres catégories d'intellectuels. La concurrence que subissent les écrivains algériens dans le champ intellectuel de la part des journalistes (et des chercheurs en sciences sociales) est encore renforcée par cette situation, dans la mesure où l'autorité des écrivains à intervenir dans les débats publics a été mise en cause en France depuis les années 1970. Dans ce conflit intellectuel, ce que l'on peut appeler la *bataille de Paris de la guerre civile*^{89}, se jouant dans la presse et l'édition parisienne, est déterminante.

D'autre part, à la différence des cas les plus souvent étudiés^{90}, les écrivains ont eu moins à s'opposer à un pouvoir politique répressif, qu'à la censure et la violence islamistes en bonne partie extra-étatiques : bien plus, la lutte pour l'autonomie de la littérature, qui est effectivement au cœur de l'engagement d'un certain nombre d'écrivains, a pu aller de pair avec le soutien, bon gré mal gré, à un régime semi-autoritaire. L'engagement des écrivains algériens paraît bien plus complexe que le discours d'héroïsation à leur propos^{91} ne donne à le penser. Trois facteurs apparaissent donc

centraux pour comprendre les logiques d'engagement politique des écrivains algériens : leur position dans le champ littéraire, la question de l'autonomie de ce dernier par rapport au champ du pouvoir, et sa place dans un champ intellectuel transnational.

Avant-garde de la contestation politique dans les années 1980, les écrivains ont été paradoxalement en retrait de la contestation politique lors de la crise d'Octobre 1988, quand les journalistes étaient en première ligne. Ils se sont repolitisés en revanche lorsque la montée en puissance des islamistes mettait en péril l'autonomie du champ. L'une des deux oppositions politiques au sein du champ littéraire pendant la guerre civile exprime une concurrence entre écrivains et journalistes, cette fois pour le monopole du discours sur la crise, dans un contexte algéro-français.

Du silence à l'âge d'or : les écrivains algériens face à la libéralisation du régime

En quelques mois, après un quart de siècle d'un régime fondé sur le modèle du parti unique, l'Algérie entre dans une phase de forte démocratisation et libéralisation de sa vie publique : les émeutes d'octobre 1988 ont en effet débouché sur un changement constitutionnel en 1989. Or dans ce contexte de bouleversements, les écrivains, jusqu'ici à la pointe de l'engagement en tant qu'intellectuels critiques, ont été en retrait d'un point de vue politique : tant lors des émeutes d'Octobre que, par la suite, lors de la libéralisation du secteur culturel qui leur permet pourtant une institutionnalisation et de vivre une forme d'âge d'or. Cette distance par rapport au champ politique, qui n'est pas pour autant une dépolitisation, est en fait la poursuite d'un long processus d'autonomisation. Ce sont les journalistes qui, au sein du champ intellectuel, deviennent brusquement l'avant-garde intellectuelle de la contestation politique.

Les forces politiques à l'aube d'Octobre

Octobre 1988 a été souvent perçu rétrospectivement comme une « révolution » démocratique. C'est le cas dans les médias européens dès cette époque, ou depuis les « révolutions arabes » par le pouvoir lui-même^{92}. Si les émeutes d'Octobre ont débouché sur le multipartisme et

l'organisation d'élections libres, c'est dans un premier temps à un renversement du rapport de force au sein du pouvoir que l'on assiste, plus qu'à une révolution.

Quoique dirigé par un parti unique depuis l'indépendance, le pouvoir algérien n'en était pas pour autant homogène. Les enjeux politiques des années 1980 s'organisaient autour d'une tension entre étatismes et libéralisme : sur le plan économique, alors que le socialisme sur lequel l'Algérie a construit son économie dans les années 1970 est battu en brèche au niveau international (*Perestroïka* soviétique, *Infitāḥ* égyptienne) ; sur le plan politique, concernant la liberté d'expression (contexte de *Glasnost*), et plus largement le système du parti unique ; sur le plan religieux et des mœurs, quelques années après la révolution iranienne ; sur le plan culturel, après le Printemps berbère de 1980, réclamant une reconnaissance d'une diversité culturelle au sein de la nation. On peut schématiquement distinguer cinq tendances politiques dans lesquels ces enjeux se trouvent représentés à des degrés variables : nationaliste, fondamentaliste, marxiste, berbériste, libéral. Ces trois derniers représentent ce qui est généralement appelé la « gauche » (aux niveaux économique, culturel, politique), mais de manières parfois contradictoires.

Les nationalistes

En 1988, le système politique algérien, tout en étant fondé sur le modèle du parti unique^{93}, ne se confond pas entièrement avec lui. Le FLN a été même quelque peu mis à l'écart par le président Boumediène au profit du PADS dans les années 1970, et les mesures de libéralisation entreprises par le président Chadli à la fin des années 1980 sont une manière de lui faire perdre (et à son secrétaire général, concurrent de Chadli) l'influence qu'il avait reprise. Par ailleurs on ne saurait considérer le FLN comme un tout homogène. Sans que l'on puisse parler de pluralisme, le FLN est toutefois traversé par un grand nombre de tendances^{94}. La diversité politique au sein du Front est très variable selon les périodes, provoquant la création de mouvements plus ou moins clandestins à l'extérieur du FLN. Ainsi les moins marqués par l'une ou l'autre de ces tendances sont généralement qualifiés de « nationalistes », ou « *qawmiyīn* » en arabe.

Les marxistes

Malgré son interdiction en 1962, et la poursuite, voire la persécution de ses militants après le coup d'État de Boumediene en 1965, le Parti communiste algérien arrive à se maintenir dans une semi-clandestinité après sa reformation en Parti de l'avant-garde socialiste (PAGS) en 1966. Mais en 1972, à la suite du « tournant socialiste » de Boumediene, il annonce son ralliement pour former « un front unique de toutes les forces anti-impérialistes et anti-réactionnaires, réunissant tous les militants progressistes membres ou non du FLN^{95} » : c'est la doctrine du « soutien critique » au pouvoir. Communistes et gauche du FLN (parfois liés au mouvement Baâth) se rapprochent alors. L'arrivée de Chadli au pouvoir en 1979, et surtout le congrès de 1980 du FLN, qui impose par son « article 120 » à tous les responsables des organisations professionnelles et organisations de masse d'être membres du parti, marginalise à dessein cette gauche marxiste. La « déboumédienisation » est idéologique, entre libéralisme économique et référence religieuse, mais aussi une manière de remplacer une partie du personnel politique. Le PAGS maintient toutefois son « soutien critique » au régime, car une partie importante des militants et surtout des sympathisants du PAGS restent moins attachés à une structure « marxiste^{96} » qu'à un nationalisme progressiste, et certains se convertissent même aux réformes libérales dans le contexte de la *Perestroïka*. Au moment du débat sur la Charte nationale en 1985-1986^{97}, cette gauche se trouve ainsi divisée entre la tendance libérale soutenue par *Algérie-Actualité* et la tendance plus « socialiste » représentée par *Révolution africaine*^{98}.

Les fondamentalistes

La tendance fondamentaliste vient en majeure partie de l'Association des oulémas musulmans algériens (AOMA^{99}), association essentiellement culturelle fondée en 1931 par le cheikh Abdelhamid Ben Badis, et fusionnée dans le FLN en 1956. Très intégrés à l'appareil d'État à l'indépendance, les anciens membres de l'AOMA ont été quelque peu marginalisés avec le « tournant socialiste » des années 1970, même si certains, parmi les plus modérés, reconnaissaient la légitimité de l'idéologie révolutionnaire (comme Ahmed Taleb Ibrahimi). Ils ne reviennent au premier plan qu'avec le quatrième Congrès du FLN de 1980, dans le contexte de la révolution iranienne en 1979. Ils parviennent à imposer un fondamentalisme d'État^{100}, en particulier en faisant adopter le Code de la

famille en 1984, très rétrograde pour le statut de la femme. Appuyés par des mouvements étudiants arabisants, ils font adopter des lois de renforcement de l'arabisation. Rarement qualifiés de « droite », ils sont parfois appelés « conservateurs », « *muhāfiḍīn* ». Nous emploierons le terme de « fondamentalisme », le distinguant, à la manière de Luc-Willy Deheuvels, de « traditionalisme » et d'« islamisme » :

« Traditionalisme » sera utilisé pour caractériser toute démarche moralisante, conservatrice, nostalgique du passé, et n'exprimant pas de réel projet politique, « fondamentalisme » désignera tout courant qui entend lutter contre la tradition mais en même temps trouver les voies de la modernité dans un retour absolu aux sources sacrées ; son action est prioritairement engagée sur le terrain de la réforme morale, sans préjuger des autres domaines. Le « réformisme » musulman a représenté historiquement un modèle de fondamentalisme. [...] J'entends enfin par « islamisme » la démarche contemporaine consistant à donner une lecture politique de l'islam, et à tenter d'imposer concrètement son projet à travers un activisme politique, un militantisme souvent clandestin^{101}.

La différence centrale entre fondamentalisme et islamisme est la stratégie adoptée : réformatrice au sein du pouvoir pour le premier, plus subversive pour le second. De même que la gauche du FLN s'est appuyée sur le PAGES semi-clandestin dans les années 1970, la mouvance fondamentaliste du FLN s'est appuyée sur la tendance islamiste montante dans la société.

Les berbéristes

À partir de 1980, sans véritable soutien au sein du FLN, s'est développé également le mouvement « culturaliste » ou « berbériste », contemporain des émeutes qui ont suivi l'interdiction de la conférence de Mouloud Mammeri sur la poésie kabyle ancienne à la jeune Université de Tizi Ouzou, appelé communément « Printemps berbère ». La question berbère avait été en effet mise sous le boisseau du mouvement national à la suite de la crise berbériste de 1949^{102}. Suspectée de diviser la nation algérienne, et donc de poursuivre l'œuvre coloniale, la revendication culturelle berbère était laissée de côté jusque dans les années 1970, les intellectuels berbères se joignant davantage au mouvement socialiste et tiers-mondiste^{103}. Le militantisme berbère s'est pourtant développé à Paris et dans une semi-clandestinité en Algérie jusqu'au Printemps berbère^{104}. Contre l'accusation de particularisme et de francophilie, le Mouvement culturel berbère (MCB) revendique la nationalisation de la langue berbère (bientôt appelé tamazight^{105}) ; se positionne rapidement pour la reconnaissance de toutes les langues populaires (dont l'arabe dialectal) ; et surtout porte la

problématique culturelle au niveau de la question plus générale de la liberté d'expression et de la démocratie.

Le Printemps berbère provoque le départ de certains « berbéristes » du PAGES, dont la ligne dirigeante restait nationaliste avant tout. À la fin des années 1980, la gauche était ainsi partagée d'une part entre une stratégie persistant dans le « soutien critique » (ou tout simplement le soutien) au pouvoir, et une autre passée dans la critique ; et d'autre part entre une ligne socialiste, une ligne culturaliste, et une ligne réformiste.

Les libéraux

Les « réformateurs » sont libéraux d'un point de vue économique, inspirés par l'« *infitāh* » (ouverture économique égyptienne), et certains d'entre eux le sont aussi d'un point de vue politique. Même si la référence au socialisme est conservée dans les discours officiels, c'est cette tendance, opposée à l'économie dirigée mise en place par Boumediene, et donc alliée stratégiquement aux fondamentalistes, qui domine politiquement avec l'arrivée de Chadli au pouvoir : les réformes économiques libérales sont accélérées après le contre-choc pétrolier de 1986. Des mesures de libéralisation aux niveaux sociaux puis politiques interviennent dans un deuxième temps, conséquence d'une stratégie du président Chadli pour marginaliser le FLN, et donc son concurrent Mohamed Chérif Messadia^{106}. C'est le cas en particulier à la suite des réformes, et surtout de l'interprétation des réformes de 1989^{107}.

Les premiers mois suivant Octobre 1988, puis l'arrivée de Mouloud Hamrouche au poste de premier ministre, ont conduit à une marginalisation du FLN et de ses cadres des instances les plus sensibles, et la promotion de ceux qui avaient été critiques à son égard dans les années 1980, soit les différentes « gauches ». C'est en particulier dans le domaine de l'information et de la culture que le changement est le plus spectaculaire. Ainsi, après que le journaliste Abdou Bouziane a été nommé à l'Entreprise nationale de télévision (ENTV), son interviewer lui a fait remarquer : « Les nouvelles nominations dans les médias, télé, radio, presse écrite, semblent poser problème à certains qui vous taxent de “Hizb Fransa”, de “défenseurs de la culture amazigh”, d'être aussi “la gauche communiste”^{108}. »

« Octobre » et le « silence des intellectuels »

Sur fond de crise économique, et de rivalités au sein du pouvoir à quelques semaines du congrès du FLN puis des élections présidentielles, des émeutes populaires éclatent à Alger et dans plusieurs villes du pays le 5 octobre 1988 : l'état de siège est proclamé le lendemain, et la répression fait plusieurs centaines de morts, tandis que des milliers de personnes sont arrêtées. La violence de cette répression par l'Armée nationale populaire, symbole de l'indépendance du pays, marquée en particulier par des actes de tortures, choque profondément les intellectuels. Ce n'est que dans un deuxième temps que ces émeutes sont « politisées^{109} » (Lagroye), c'est-à-dire requalifiées comme une contestation du régime politique : le 10 octobre, le président Chadli Bendjedid annonce des réformes constitutionnelles, qui seront votées par référendum en février 1989.

Alors que les écrivains de gauche, souvent les plus autonomes du FLN et les plus reconnus dans le champ littéraire, avaient été à l'avant-garde de la contestation du pouvoir politique dans les années 1980, ils n'ont pas été les moteurs intellectuels de la politisation des émeutes, ni de la brusque démocratisation du régime. Bien au contraire, Kateb Yacine, la grande figure intellectuelle incarnant pour l'opinion algérienne et internationale la voix critique contre le pouvoir, écrit dans *Le Monde* quelques jours après les émeutes une tribune intitulée « Le FLN a été trahi ». Dans le champ intellectuel, ce sont davantage les journalistes qui prennent le leadership de la contestation intellectuelle du régime. Comment expliquer ce renversement dans le champ intellectuel ?

Le reproche d'un « silence des intellectuels » prend une grande ampleur, comme l'écrit Tayeb Chenntouf : « L'émeute populaire d'octobre 1988 a agi comme l'équivalent d'une véritable affaire Dreyfus en Algérie, le silence des intellectuels est constaté de manière dramatique^{110}. » Cela peut paraître étonnant, si l'on compte le nombre de communiqués, pétitions, réunions, manifestations organisées par des intellectuels, au sens de cadres diplômés : médecins, journalistes, avocats, universitaires, étudiants ; sans compter les mouvements politiques. De manière générale la « mobilisation multisectorielle^{111} », telle que la définit Michel Dobry, déclenchée par la répression des émeutes a touché l'ensemble des professions intellectuelles^{112}. Par ailleurs des intellectuels au sens de producteurs de discours publics ont été fortement visibles : il s'agit des prédicateurs islamistes imams (Cheikh Ahmed Sahnoun, Ali Benhadj) ou universitaires (Abassi Madani). Les intellectuels qu'on accuse de « silence » sont en fait

les intellectuels prophétiques, qui auraient pu utiliser leur réputation pour dénoncer la situation et en appeler à la démocratisation : et donc, par excellence, les écrivains les plus reconnus.

Avant d'évoquer un silence des écrivains, il faut d'abord montrer leur *inaudibilisation*. En effet nombreux sont les écrivains à avoir agi dès les premiers jours d'Octobre ; mais peu en tant qu'écrivains. La modalité typique de mobilisation des intellectuels généralistes est la signature, qu'elle soit individuelle (« J'accuse ») ou collective, par la pétition^{113}. Or la censure complète de la presse nationale empêchait ce type de mobilisation. C'est en tant qu'universitaires le 17 octobre (Youcef Sebti, Nouredine Saadi, ou Anouar Benmalek^{114}) ; ou au sein d'une organisation politique comme le PAGS dès le 5 octobre ou la Ligue algérienne des droits de l'homme (LADH) le 19 octobre, qu'ils ont activé. Mais Rachid Boudjedra, membre du PAGS, et secrétaire général de la LADH, dénie toute valeur politique aux émeutes d'Octobre, et parle de « révolution de palais^{115} ». Certains se sont donc certes mobilisés pour dénoncer la torture : mais ils n'ont que peu contribué à la « politisation » de cet événement, c'est-à-dire sa requalification de simple dérive de certains éléments de la police à une mise en cause totale du régime de parti unique, et argument pour sa démocratisation.

Ce silence s'explique par trois facteurs : leur statut d'élite sociale, même en déclassement ; leur rôle d'ambassadeur de l'Algérie à l'étranger ; et leur expérience professionnelle et politique de libéralisation progressive.

Les écrivains : une élite sociale en voie de déclassement

Avec les émeutes d'Octobre, la représentation de l'intellectuel, et de l'écrivain en particulier, comme encadrant la société, est rompue. Les écrivains font en effet partie, comme le reste du champ intellectuel, de l'élite. Cependant leur statut social se dégrade depuis l'Indépendance : les trois générations (génération de Novembre, de l'Indépendance, d'Octobre) ont ainsi un rapport tendanciellemeent différent à cette crise.

De manière traditionnelle, l'écriture confère un pouvoir ainsi que le rappelle Tassadit Yacine :

Les lettrés, qu'ils soient traditionnels (marabouts, oulémas) ou modernes (instituteurs, professeurs d'arabe ou de français) sont symptomatiquement désignés par le titre de *cheikh* (de l'arabe « commander, conseiller, instruire ») qui renvoie au détenteur d'un savoir coranique (les *imam*-s, les *muphti*-s) mais aussi d'un pouvoir réel et magique (le *cheikh* écrit des amulettes et soigne)^{116}.

Durant la période coloniale, la notabilité musulmane du Maghreb s'est convertie aux nouveaux modes de certification scolaire et universitaire introduits par les Français afin de conserver son statut^{117}. Ainsi dans l'entre-deux-guerres, les écrivains algériens étaient en grande partie issus de la notabilité de la société colonisée^{118} : c'est le cas de près de la moitié des écrivains de la génération de Novembre encore actifs dans les années 1990. Le père de Kateb Yacine, magistrat bilingue, place son fils à l'école publique française, tandis que celui de Tahar Ouettar, notable d'une région rurale, garantit le statut familial en envoyant ses fils dans des écoles modernes, deux à l'école française, deux à l'école de l'AOMA ; Mouloud Mammeri, issu d'une haute lignée kabyle, rejoint son oncle auprès du roi du Maroc avant d'aller au lycée Louis le Grand à Paris. Symétriquement, les élites intellectuelles ont profité au moment de l'Indépendance, et du départ des cadres européens, d'une forte promotion au sein des structures de l'État : leur formation leur permettait d'assurer l'« importation^{119} » de l'État, ou plutôt de poursuivre celui légué par la France^{120}. Si de nombreux postes étaient octroyés aux anciens moudjahidine, la haute administration était de fait réservée aux élites (pré-)coloniales et aux diplômés de l'école française^{121}, et un certain nombre d'intellectuels publiant des essais ont obtenu des postes ministériels (en particulier à l'éducation et la culture, comme Ahmed Taleb Ibrahim, Mostefa Lacheraf, Redha Malek, Abdelmajid Meziane). La figure du *`ālim* (pl : *`ulamā'*), savant versé dans les sciences théologiques et juridiques, est par excellence celle du conseiller du prince traditionnel : les membres de l'AOMA ont de fait été très intégrés aux structures de l'État indépendant. De manière générale, d'après notre base de données prosopographiques, près d'un quart des écrivains actifs pendant les années 1990 a eu un poste de responsabilité lié à une nomination par décret (haute administration, direction de centre culturel ou de recherche...).

L'État socialiste des années 1970 a permis quant à lui l'ascension sociale et l'intégration à l'élite de jeunes diplômés venus davantage de milieux populaires, nés vers 1950 : c'est le cas de deux écrivains sur cinq dans la génération de l'Indépendance. En entretien, un écrivain de langue française né dans les années 1950 se souvient que plusieurs de ses collègues au journal des jeunes *Chabab* au début des années 1970 ont par la suite travaillé dans la politique : « J'avais pour collègue quelqu'un qui allait devenir l'ambassadeur d'Algérie à Paris, quelqu'un d'autre qui est devenu

ministre. [...] et puis il y en a un autre qui est devenu un grand banquier*^{122}. » La faiblesse de la décentralisation universitaire et administrative jusqu'à la fin des années 1970 faisait d'Alger-centre un espace de proximité extrêmement fort entre les élites intellectuelles et politiques. L'ensemble des lieux de sociabilité intellectuelle se trouvent alors concentrés autour d'un axe de 3 km qui suit l'axe Didouche Mourad – Larbi Ben M'hidi : Union des écrivains algériens, l'Université (« Fac centrale »), l'Assemblée nationale, Le Palais du gouvernement, la Bibliothèque Frantz Fanon, le Centre culturel français, la salle Mouggar, la rédaction d'*El Moudjahid*, la Cinémathèque, la librairie du Tiers-Monde, la librairie « Dominique », le siège du Parti FLN, la librairie des Beaux-Arts, mais également tous les cafés (notamment le Lotus) et restaurants (comme La Brasserie de l'Université)... Un enquêté comparait cela au Quartier latin : « Donc à partir de la Grande Poste jusqu'au square Port Saïd c'était les lieux où se rencontraient les avocats, les journalistes, les universitaires, les écrivains et tout ça* ». »

La conséquence majeure de cette proximité des intellectuels avec le reste des élites, et notamment l'élite politique, est une conception particulière de leur rôle social, comme le note Samir Bouzid de manière critique : « S'il arrive à l'intellectuel de se décrire comme “serviteur du peuple”, il ne manque pas de préciser, aussitôt après, qu'il est “l'orientateur des pratiques sociales”^{123}. » De fait dans les années 1990, plus d'un tiers des écrivains est enseignant ou universitaire. Kaddour M'hamsadji (né en 1933), qui a été instituteur dès le milieu des années 1950, explique spontanément : « J'ai toujours écrit, et j'ai toujours aussi enseigné en quelque sorte*. » Un nombre non négligeable d'écrivains a par ailleurs un père instituteur (Assia Djebar, Maïssa Bey, Latifa Benmansour...) dont le statut social était alors relativement élevé, ou encore imam (Abdelhamid Benhedouga, Youcef Chagra, Mohamed Kacimi...).

Cette conception de l'intellectuel au service et en avant du peuple s'appuie sur l'importation, pendant la période coloniale qui avait vu naître Albert Camus, d'un modèle romantique (Hugo) puis marxiste (Aragon) de l'intellectuel. En arabe, le terme de *muṭaqqaf* (littéralement « homme de culture ») est un néologisme des années 1950 créé essentiellement pour traduire le terme d'« intellectuel » importé en Égypte avec la philosophie sartrienne de l'engagement (*iltizām*)^{124}, et s'oppose à celui de *ʿālim*^{125}. Mais la divergence politique entre ces deux figures ne modifie pas

fondamentalement leur conception du rôle éminent de l'intellectuel dans la société, qu'Octobre 1988 vient remettre en cause.

On constate cependant un décrochage entre intellectuels et élites sociales, qui s'accélère dans les années 1980 : la raison en est le décalage croissant entre l'idéal méritocratique et l'accès effectif à la sphère des élites dans un contexte de surproduction des intellectuels par rapport aux débouchés qui se restreignent, situation qui rappelle celle de la France d'avant l'affaire Dreyfus^{126}. Ces élites intellectuelles sont en effet paupérisées dans le contexte de la crise économique que traverse l'Algérie à partir du milieu des années 1980^{127}, et de la libéralisation progressive de son économie. Tandis que se développe une bourgeoisie commerçante^{128}, l'État employeur cesse d'assurer le niveau de vie et le statut de ses fonctionnaires. Les universitaires de la génération de l'Indépendance ont ainsi connu une forte ascension sociale (puisqu'un grand nombre d'entre eux est issu de familles modestes) suivie d'un fort déclassement^{129} : nombreux se mettent en grève en 1990. Le retrait rapide de l'État du secteur culturel (notamment la subvention au prix du livre) au fur et à mesure des restrictions budgétaires renforce cette impression de marginalisation des intellectuels, privés, en plus de leur pouvoir d'achat, de leur outil de travail ; et ce au moment où se développent les paraboles permettant de capter les télévisions étrangères. Cette situation est résumée en 1989 par le poète et universitaire Mohamed Nacer (né en 1938), répondant à la question de savoir si l'intellectuel était absent ou marginalisé en Algérie (« *hal al-muṭaqqaf ḡā'ib am muḡīb ?* ») :

Ceux qui ont gouverné le pays depuis l'Indépendance jusqu'à Octobre 1988 se sont tous tournés vers l'économie [et la télévision] [...] le vrai hommage [aux intellectuels] c'est de leur enlever tous les obstacles bureaucratiques. [...] Qu'a fait le ministère de l'information pour mettre sur le marché des revues professionnelles sérieuses ? [...] La majorité des intellectuels travaillent dans le secteur de l'enseignement à différents niveaux et nous savons que cette fonction ne permet pas de vivre décemment [...]^{130}.

La part des écrivains issus des classes supérieures baisse progressivement, pour atteindre 20 % au sein de la génération d'Octobre. On constate également une moindre circulation entre capital économique et capital culturel : la part des écrivains de classe moyenne à capital économique baisse (modérément) entre les générations, et surtout la part des classes moyenne à capital culturel augmente considérablement, concernant près des 3 cinquièmes de la génération d'Octobre. De plus, cette génération est fortement prolétarisée du fait du retrait de l'État employeur

après une décennie d'embauches, et du fait de l'inflation des diplômes. Les statistiques officielles montrent que le nombre d'étudiants a été multiplié par plus de vingt en trente ans, passant de 19 300 en 1970 à 154 700 en 1987, 455 000 en 2000^{131} : la multiplication des établissements et des effectifs provoque une saturation des débouchés, et une dévalorisation des diplômes, au détriment prioritairement des arabisants^{132}. Le chômage des diplômés est ainsi très important^{133}. Si on trouve quelques-uns de ces jeunes intellectuels parmi les manifestants d'Octobre 1988, la plupart des intellectuels se trouvent toutefois en décalage social (si ce n'est politique) avec cette jeunesse.

« Octobre » franco-algérien

Si les écrivains ne pouvaient pas publier de tribune dans la presse nationale, ils pouvaient toutefois le faire dans la presse internationale, en particulier française, qui était très lue (surtout *Le Monde*). Certains journalistes français se font le relais de cette critique des intellectuels algériens, mais critiquent également le silence des intellectuels français :

Nombreux sont les Algériens en France à regretter « le silence des intellectuels français » en dépit des quelques sentiments de sympathie exprimés ici et là, de l'ancien « porteur de valises » du FLN Francis Jeanson à l'avocate des nationalistes Gisèle Halimi. Beaucoup se sont tournés aussi, mais pour le moment en vain, vers certains de leurs penseurs-phares, tel Kateb Yacine, qui réside actuellement dans la vallée du Rhône, où il s'est enfermé jusqu'ici dans un mutisme auquel il n'avait pas habitué ses concitoyens dans d'autres circonstances politiques délicates^{134}.

Ces « silences » de part et d'autre de la Méditerranée lors des premières journées d'Octobre ont, en bonne partie, les mêmes causes : la difficulté à mettre en accusation définitivement le FLN, symbole de l'Indépendance, cause pour laquelle ces « intellectuels » ici accablés de reproches se sont battus. Un certain nombre de Français avaient fait, selon la formule de Benjamin Stora, un « véritable transfert de combativité et d'affectivité révolutionnaire^{135} » sur le FLN, puis soutenu la construction socialiste qui faisait de l'Algérie des années 1970 le « Phare du Tiers-Monde », la « Mecque des révolutionnaires ». La condamnation du silence des intellectuels vient donc prioritairement de la presse de droite (Franz-Olivier Giesbert au *Figaro* et Philippe Bouvard de *France Soir* le 12 octobre), mettant habilement en regard les critiques de gauche à l'égard du Chili de

Pinochet, et leur absence s'agissant de l'Algérie. Bruno Frappat en fait une analyse tout à fait pertinente :

La soudaine passion qui s'est emparée de la France montre que, d'une certaine façon, l'Algérie, c'est encore la France. Dans les têtes. Il est intéressant d'observer [...] comme Philippe Bouvard, dont l'ensemble des éditoriaux consacrés à dénoncer les dictatures tiendrait aisément dans une boîte d'allumettes, monte au créneau pour sommer les intellectuels, dont ordinairement il se fiche comme de colin-tampon, de sortir de leur silence et de leur clandestine « complicité » avec cette horreur-là. [...] Il est étrange de les voir aujourd'hui, ces intellectuels, requis – par les descendants mêmes de ceux qui naguère les bâillonnaient – de prendre la plume, narquoisement sollicités sur le thème du « qu'est-ce que vous dites de ça, du résultat de vos émois, de vos engagements, de l'œuvre de vos amis ? »^{136}.

Cette sollicitation a eu des effets. *Le Nouvel Observateur* publie le 14 Octobre une déclaration de certains signataires du « Manifeste de 121 », dénonçant la « répression sanglante ». Dans un article tout en nuance peinée titré « Sur un “silence”^{137} », l'intellectuel anticolonialiste André Mandouze condamne également la répression, mais aussi les « arrière-pensées » de ceux qui se sont jusqu'alors exprimés. Il en va de même pour les intellectuels algériens.

Certes Salah Guemriche publie une tribune dans le même numéro du *Monde*, mais il n'a pas, tant s'en faut, la dimension d'un intellectuel prophétique. Ce n'est que le 26 octobre que Kateb Yacine, directement interpellé, publie une courte tribune dans le quotidien français, intitulée de manière très ambiguë « Le FLN a été trahi ». Il y justifie son silence de manière assez confuse en soulignant les difficultés de l'accès à l'information en Algérie, la presse algérienne étant empêchée de faire son travail, et l'humiliation qu'il y a à apprendre les nouvelles depuis les médias français. Surtout, loin des appels à la démocratie lancés par certains intellectuels en France (comme Tahar Ben Jelloun ou Gilles Kepel^{138}), il insiste sur la nécessité de l'union des Algériens dans un FLN régénéré, ouvert à nouveau « à toutes les forces de progrès ». En effet, si le FLN d'origine a été trahi pour devenir un parti unique, « un Algérien conscient ne pourra jamais être contre le FLN, à qui nous devons notre indépendance ». Ce « silence des intellectuels » algériens, des plus connus des écrivains algériens, s'explique donc par le sentiment d'humiliation ressentie par ces militants nationalistes de la première heure à devoir reconnaître, par des interpellations venues de l'ancien pays colonisateur, non seulement une dérive du pouvoir, mais un échec de l'Indépendance.

Il est dès lors compréhensible que l'un des rares écrivains à avoir été actif en tant qu'écrivain pendant octobre 1988 soit un écrivain alors peu connu. Anouar Benmalek, né en 1956, est un écrivain confirmé, puisqu'il a publié quatre textes dans plusieurs genres (poésie, essai, nouvelles, roman), essentiellement chez l'éditeur public l'ENAL (Entreprise nationale du livre) : mais sa reconnaissance littéraire est encore faible. Il signe dès le 9 octobre, en tant qu'écrivain, un « Appel à la direction politique et militaire de l'Algérie^{139} », qu'il distribue dans ses réseaux journalistiques. Du fait de sa reconnaissance locale uniquement, et des conditions de cette distribution, son audience ne peut dépasser le territoire algérien, et son appel ne risque donc pas d'être récupéré par des médias étrangers. Au contraire même, à l'instar des jeunes écrivains de l'affaire Dreyfus ou de Mai 68^{140}, ses prises de position politiques en tant qu'écrivain ont accru sa visibilité littéraire. Par ailleurs, enfant de l'indépendance, et non de la lutte anticoloniale, il est moins lié affectivement au FLN que des écrivains comme Kateb. La critique de la répression des émeutes conduit Benmalek à une mise en cause du FLN. Dans son appel du 9 octobre, son analyse sur la crise sociale que vivent les jeunes manifestants débouche sur une demande visant à « démocratiser la vie politique de l'Algérie, par l'instauration, au minimum, d'une réelle liberté d'expression, seul moyen d'éviter que des revendications fondamentalement justes ne prennent une traduction aussi destructrice^{141} ». La prudence de la politisation, restreignant la démocratisation à un argument sécuritaire, s'explique par l'atmosphère de répression en plein état de siège. Le 17 octobre en revanche, lors de la grande assemblée générale tenue dans son université (Bab Ezzouar), il fait partie de ceux qui réclament, non seulement la condamnation de la torture (Benmalek devient secrétaire général d'un Comité national contre la torture), mais encore l'instauration du multipartisme : ce point est finalement rejeté par ces universitaires réunis, ce qui selon lui démontre leur « incapacité, en tant qu'intelligentsia, à être à l'avant-garde de la revendication démocratique^{142} ».

Le « soutien critique » des écrivains au pouvoir

L'histoire des relations entre le champ littéraire et le champ politique explique également cette faible politisation des écrivains lors d'Octobre. En tant qu'élite intellectuelle formée majoritairement dans le marxisme, ils ont connu une forte promotion dans les années 1970, même s'ils ont été quelque

peu marginalisés dans les années 1980, et ne sont donc pas foncièrement hostiles au régime FLN : une partie des écrivains conserve jusqu'à la fin une attitude de « soutien critique » à son égard. La trajectoire de Kateb est typique de l'évolution des rapports entre les écrivains de gauche et le pouvoir politique algérien.

Né en 1929 dans une famille de la petite bourgeoisie lettrée en arabe, Kateb est envoyé dans la « gueule du loup^{143} », à l'école française. Sa trajectoire sociale est celle d'un fort déclassement, dû au choc personnel et familial de son emprisonnement après les émeutes de Sétif du 8 mai 1945, et à la mort prématurée de son père en 1950. Devenu nationaliste, et communiste, il travaille en tant que journaliste, mais est contraint de quitter le territoire, changeant de pays et de métiers. Il publie en France ses premiers poèmes, et obtient une reconnaissance internationale fulgurante avec la parution de *Nedjma* au Seuil en 1956, qui lui confère, jusqu'à aujourd'hui, le statut d'un des Pères de la littérature maghrébine. Après l'Indépendance, il cesse pourtant d'écrire en français pour se consacrer au théâtre en langues populaires, dans une perspective brechtienne fortement politisée.

Voyageant beaucoup à l'étranger, il ne subit pas la répression qui s'abat sur la plupart des écrivains communistes lors du coup d'État de Boumediene de 1965 (comme Rachid Boudjedra) ; et s'installe définitivement en Algérie à la fin des années 1960. À partir de 1971, il profite même du tournant socialiste de Boumediene, puisque le ministère du Travail et des Affaires sociales finance sa troupe de théâtre à Alger. Sans publier donc à la SNED (Société nationale d'édition et de diffusion), maison d'édition nationale qui accordait jusqu'à 25 % de droits d'auteur^{144}, et sans être membre de l'UEA (Union des écrivains algériens), qui permettait d'aisément voyager à l'étranger, Kateb bénéficie donc tout de même des mesures de gratifications matérielles et symboliques^{145} accordées par l'État socialiste, « redistribution d'un système de rente, considéré comme une juste rétribution des écrivains pour leur statut^{146} » selon Hadj Miliani.

Son attitude politique peut être caractérisée, à l'instar du PAGS (dont il aurait fait partie), de « soutien critique » au régime : comme en RDA, les « loyalistes critiques »^{147} comme les appelle Joseph Jurt sont bien plus nombreux que les écrivains qui soutiennent le pouvoir, ou les dissidents^{148}. Kateb considère que « le pouvoir n'est pas un bloc homogène^{149} », et, en phase avec la demande politique de l'État socialiste (relayée par l'écrivain-

ministre Malek Haddad), il se déclare en 1975 « militant révolutionnaire », « prêt à sacrifier beaucoup de recherche de formes pour atteindre les objectifs de fond, vitaux pour la littérature^{150} ». Il se reconnaît ainsi désormais dans une définition tout à fait hétéronome de la littérature.

Au même moment se développe une *littérature nationaliste*, dans les deux langues^{151}. Il s'agit en particulier de nouvelles et de poèmes publiés dans les journaux et les revues (les deux revues s'adressant aux jeunes *Promesses* en français, et *al-Amāl* en arabe, dirigées par Malek Haddad à partir de 1968) et récompensés par des prix (comme le prix de la nouvelle Redha Houhou). Privilégiant la période de la guerre ou de la colonisation, puis la révolution agraire, elle met en scène des héros clairement positifs et moraux dans leurs intentions militantes (et amoureuses) : cette littérature n'a pas laissé d'être vivement dénigrée^{152}. Son importance sociale, en tant que structure narrative et thématique, tient probablement beaucoup aussi aux productions théâtrales et télévisées, financées très majoritairement sur fonds publics.

Certaines des pièces de Kateb paraissent consensuelles d'un point de vue politique, traitant des luttes de libération nationale (*L'Homme aux sandales de caoutchouc* en 1970 sur le Vietnam, ou *Palestine trahie* en 1977), ou de l'Algérie : *La Guerre de 2000 ans* est créée et jouée en 1974 pour les commémorations des vingt ans du déclenchement de la Révolution^{153}. À l'inverse, une pièce comme *Mohamed prends ta valise !* (1971), traitant des violences auxquelles sont confrontés les Algériens non seulement dans l'émigration française, mais encore en Algérie même, avec des figures comme Boudinar (l'argent), le Mufti (la religion), et le Cadi (la justice), est plus subversive. Par ailleurs elle est jouée en tamazight dès 1972 ; tout comme *La Guerre de 2000 ans*, qui met en valeur l'histoire féminine (La Kahina) et surtout berbère de l'Algérie.

Ainsi Kateb est subversif à deux niveaux. Comme la plupart des écrivains de gauche dans les années 1970, il évite alors de critiquer ouvertement l'autoritarisme d'État (« Il faut faire très attention, car les risques d'entrer en conflit avec le pouvoir sont alors beaucoup plus grands, c'est certain^{154} »), mais dirige son propos subversif contre les fondamentalistes en son sein. Contrairement à Rachid Boudjedra, il ne fait pas du traitement de la sexualité un de ses engagements contre les mœurs puritaines du pays : il dénonce plutôt l'instrumentalisation de la religion, mais aussi le discours identitaire des fondamentalistes, de manière toujours

plus virulente, à travers la valorisation des langues populaires, allant jusqu'à soutenir le mouvement berbériste naissant. Dans les années 1980, il clame, provocateur : « Je ne suis ni Arabe, ni Musulman. Je suis Algérien^{155} ». Il participe à partir de 1982 au Rassemblement des artistes, intellectuels et scientifiques (RAIS), premier regroupement d'intellectuels (proche du PAGES) cherchant à coordonner leur lutte.

Le changement de rapport de force au sein du pouvoir algérien au détriment des marxistes le touche en effet directement : en 1979 il perd le soutien du Ministère du travail, et se voit proposer par le Ministère de la culture un poste de direction du théâtre de Sidi Bel Abbès, petite ville dans l'ouest du pays^{156}. Si cette marginalisation est réelle, elle ne doit pas être exagérée. Toujours payé par l'État pour son travail, il vit en outre la plupart du temps à Alger, et aurait été également au début des années 1980 lecteur à la SNED, alors dominée par les communistes. Comme environ la moitié des écrivains de la période vivant en Algérie, il a reçu (et accepté de recevoir) un « diplôme » du président de la République en 1987. Contre ce que Hadj Miliani appelle un certain « discours hagiographique^{157} » à propos de Kateb en particulier, il convient donc de relativiser l'opposition entre écrivains « officiels^{158} » ou « administratifs » (*idāriyīn*), et écrivains libres et critiques vivant en exil : comme le PAGES dont beaucoup d'écrivains étaient proches, la plupart adoptent une attitude de « soutien critique » à l'égard du pouvoir.

Ce renversement des rapports de force politique change les relations entre culture et politique. Alors que dans les années 1970 les écrivains acceptaient de répondre aux injonctions officielles de la célébration nationaliste et socialiste, on assiste dans les années 1980 à une *culturalisation de la politique*. D'une part parce que les enjeux culturels sont portés au rang d'enjeux politiques. C'est le cas du Printemps berbère de 1980, que Kateb a été l'un des rares écrivains (et non berbérophone) à soutenir : la langue et la culture berbère ne sont plus pensés comme des questions culturelles privées, mais comme des enjeux politiques nationaux (identitaires), nécessitant la démocratisation du régime. Pour un poète kabyle de langue française de la génération de l'Indépendance, la culture était pleinement politique :

Nous étions persuadés, contrairement aux islamistes et au pouvoir, que la culture avait un rôle historique à jouer dans ce pays : la production culturelle, etc., qu'il n'y avait pas que le Coran, ou

la vulgate officielle pour tenir lieu de culture, le débat, l'ouverture, la décomplexion par rapport aux langues étrangères, la démocratie, la tolérance, etc.*.

Une partie des écrivains de gauche s'autonomise du pouvoir politique en étant davantage critique à son égard^{159}. Surtout, le pôle le plus autonome du champ littéraire ne se réapproprie plus les enjeux du champ politique de manière brute, mais formule des revendications politiques qui lui sont propres : la liberté d'expression ou l'indifférence (la « tolérance ») religieuse et linguistique sont universalisés, et se muent en dénonciation du régime autoritaire et de ses politiques conservatrices et nationalistes. Cet engagement est certes moins explicitement porté que dans les années 1970, dans la mesure où il passe au prisme d'un travail de recherche esthétique plus poussé : l'autonomisation se fait également à l'égard de la littérature nationaliste. La politique est donc culturalisée au sens où elle est soumise aux enjeux propres des écrivains.

D'autre part, on peut parler de culturalisation de la politique dans la mesure où le secteur culturel devient ce que Wolfgang Emmerich appelle une *Ersatzöffentlichkeit*^{160} pour le cas est-allemand, un succédané d'un espace public qui s'était alors fermé encore un peu plus à la gauche. En effet les années 1980 (et en particulier après 1985) connaissent une forte libéralisation du secteur culturel, particulièrement dans le milieu associatif, l'édition, et la presse.

Le milieu associatif en Algérie, affaibli par un ensemble de mesures coercitives depuis l'Indépendance, est à nouveau progressivement toléré. Se présentant comme culturelles, les associations servent en réalité souvent de relais à des mouvements politiques clandestins^{161}. C'est le cas pour les associations berbères pour l'enseignement de la langue dès avant le Printemps berbère (Kateb a fait partie avec Mouloud Mammeri d'une association qui fut interdite^{162}), des associations de femmes (par exemple les associations « Isis » à Oran, « Présence de femmes » ou « Hiwar » à l'université d'Alger, qui incitent les femmes à témoigner de leurs conditions de vie et à écrire) au moment des débats sur le Code de la famille au début de 1980, ou des associations religieuses (construction de mosquée, préparation du hadj), relais des islamistes. Plus directement politiques, différentes ligues de droits de l'homme apparaissent.

Le monopole de fait de la SNED-ENAL sur l'édition, la diffusion et l'importation des livres^{163} a dispensé l'État de la mise en place d'un système de censure. À propos du *Fleuve détourné* de Rachid Mimouni,

Hafid Gafaïti parle de « censure sélective^{164} » : alors que le livre avait été refusé aux éditions nationales du fait de son caractère subversif, Mimouni est officiellement célébré après le succès fulgurant de son livre en France en 1982 ; mais son livre n'est pas importé. Plusieurs maisons d'édition privées voient le jour à cette époque, tandis que les plus anciennes sortent de leur somnolence. Après les éditions Bouchène, le directeur de l'imprimerie Laphomic, Ahmed Bouneb, et son employé Boussad Ouadi proche du PAGS, profitent de la libéralisation économique, et de la libéralisation de la parole publique à l'occasion des débats sur la Charte nationale en 1985, pour se lancer dans l'édition. Avant la publication en 1986 d'un livre entretien de Kateb Yacine dans la collection « Voix multiples^{165} », le premier titre publié est *Le Fleuve détourné* de Rachid Mimouni. Selon Boussad Ouadi : « Le lendemain dans tout Alger, le bruit courait qu'on était en prison, [...] alors qu'il ne s'est absolument rien passé de tout ça !* » Cependant la liberté acquise par le biais de ces maisons d'édition indépendantes incite le pouvoir à instaurer un visa d'édition en 1987 : il ne sera jamais appliqué en raison de la réaction aussitôt provoquée. Un grand colloque est organisé en avril 1988 par la nouvelle LADH, intitulé « Le créateur face à l'expression », et occasion explicite d'un débat critique sur la censure, auquel participent également des journalistes, autrement plus touchés par la censure.

Pour Belkacem Mostefaoui^{166}, la presse algérienne des années 1980, entièrement financée par l'État ou le FLN, « se présente comme un champ contrôlé par le pouvoir politique ». Mais une « marge de tonalité critique » avait été informellement concédée aux journalistes dans le domaine de la culture. En particulier l'hebdomadaire *Algérie-Actualité* se met à jouir dans les années 1980 d'une liberté relative accordée par le ministre de l'Information Redha Malek dès 1978 ; puis, surtout, d'une décentralisation rédactionnelle, qui accorde aux rédacteurs en chef adjoint le soin d'avaliser les articles. La section culturelle dirigée par Abdelkrim Djaâd puis Tahar Djaout présente ainsi une rare liberté de ton : sont évoquées les graves insuffisances des politiques culturelles publiques, mais également la question de la censure, et celle des langues : nombreux parmi les journalistes de cet hebdomadaire francophone sont kabyles. Des entretiens redeviennent possibles avec des intellectuels critiques, en particulier avec Kateb Yacine en 1985^{167}, qui déclare à la suite de cela : « C'est peu de chose mais, dans le domaine de la liberté d'expression, c'est tout de même

une bataille gagnée^{168}. » Parallèlement à ces plus grandes difficultés à jouer son théâtre (sa pièce *Mohamed prends ta valise !*, considérée à tort comme une attaque contre le Prophète, n'est plus jouée à cause des menaces des intégristes^{169}), Kateb profite comme les autres écrivains et intellectuels d'une certaine libéralisation du secteur culturel.

L'expérience que la plupart des écrivains algériens ont du pouvoir n'est donc pas entièrement négative. Ils ne le perçoivent pas comme un tout homogène, ayant pu s'appuyer sur certaines de ses tendances. Pouvant publier à l'étranger, les écrivains ont en outre expérimenté en Algérie même, dans la lutte permanente contre la censure, l'extension de leur liberté d'expression, ce qui leur permettait, dans le contexte de culturalisation de la politique, d'assurer pleinement leur rôle d'intellectuel critique. Octobre 1988 met en cause leur représentation de l'histoire à venir, fondée sur une libéralisation progressive du régime, par une lutte appuyée sur les tendances les plus progressistes en son sein. L'expérience des journalistes, en particulier politiques, est toute autre.

Écrivains et journalistes face à la liberté d'expression

Suivant la « loi des libertés décroissantes^{170} » dont parle Richard Jacquemond (l'audiovisuel étant plus contrôlé que la presse écrite, qui l'est plus que le livre), les journalistes étaient beaucoup plus contrôlés que les écrivains, et d'autant plus qu'ils étaient fonctionnaires, soumis à la censure. Notre hypothèse est que l'expérience de lutte dans les années 1980, relativement heureuse chez les écrivains, et moins heureuse chez les journalistes (politiques), est à l'origine de l'inversion du rôle d'avant-garde intellectuelle entre écrivains et journalistes au moment d'Octobre 1988^{171}. Tracer une ligne de partage entre écrivains et journalistes, alors que la moitié des écrivains actifs dans les années 1990 a déjà exercé cette profession, et qu'un tiers est effectivement journaliste dans la période, est justifié : il s'agit de montrer que les écrivains *en tant qu'écrivains* se sont moins mobilisés que les journalistes *en tant que journalistes*.

Dès mai 1988, un Mouvement des journalistes algériens (MJA)^{172} qui s'était d'abord structuré autour de revendications salariales, rédigeait une déclaration intitulée « Questions démocratiques et/ou d'expression », dénonçant la censure interne aux organes de presse. Le 10 octobre, cinq jours après l'instauration de l'état de siège, 70 journalistes d'*El Moudjahid*, d'*Algérie-Actualité*, de la Radio de l'agence nationale de presse Algérie

Presse Service (APS) adoptent une déclaration rendue publique par l'Agence France Presse (AFP), annonçant à « l'opinion publique nationale et internationale qu'ils ont été et sont toujours interdits d'informer objectivement des faits et événements qu'a connus le pays, notamment depuis l'explosion populaire du 5 octobre », et réclament la levée de l'état de siège et « l'établissement des libertés démocratiques dans leur ensemble »^{173}. Pour défendre leur éthique professionnelle, les journalistes se sont donc trouvés à l'avant-garde de la « politisation » des émeutes d'Octobre, réclamant au sein des rédactions comme au niveau des instances du pays, un fonctionnement démocratique. Cet engagement militant, allié au libéralisme politique du gouvernement Hamrouche dans les années suivantes, a permis au journalisme algérien de connaître ce qui est habituellement considéré comme l'âge d'or de la presse algérienne, et qui le distingue alors nettement des pays voisins^{174}.

Les journalistes remplacent donc les écrivains à l'avant-poste de la contestation politique. Une partie d'entre eux sortent de l'Union des journalistes, écrivains et interprètes (UJEI)^{175} pour recréer, dès le 20 octobre 1988, une Union professionnelle libérée de la tutelle du FLN, quand écrivains et interprètes maintiennent dans un premier temps celle-ci (voir *infra*).

Les mois qui suivent Octobre 1988 sont un moment délicat pour les plus connus des écrivains algériens, sommés par des journalistes de répondre de leur silence, alors que l'histoire a dévalué le FLN. Dans un entretien publié en décembre 1988 dans *Algérie-Actualité*^{176}, Tahar Ouetar se dérobe à la question portant sur sa « position personnelle sur cet “octobre rouge” » : comme pour se dédouaner, il rappelle sa participation au mouvement du RAIS depuis 1982, avant d'affirmer, sans qu'il ait été interrogé directement sur ce point : « À mon avis, les intellectuels algériens ont toujours été présents et ce depuis l'Émir [Abdelkader]. Ils ont quitté les écoles pour rejoindre le maquis... » Étrangement, quand l'entretien porte sur la critique du régime FLN dans ses textes littéraires, il se dérobe à nouveau. Son roman *Le Pêcheur et le Palais*^{177}, parabole sur le pouvoir autoritaire, est une fable fantastique mettant en scène Ali le pêcheur, foncièrement bon et désintéressé, cherchant à offrir un poisson au roi du pays, mais empêché en cela par un entourage corrompu, fanatisé, hypocrite. Tahar Ouetar élude cependant une interprétation explicitement politique et critique de ce roman :

- Nous vivons dans un pays où l'on aime beaucoup les demi-mots, lire entre les lignes, observer les situations à travers les moucharabiehs. C'est la conviction que l'on a lorsqu'on lit *Le Pêcheur et le Palais*, publié en 1986. Aviez-vous voulu rapprocher l'univers poétique du *Pêcheur...* d'une réalité matérielle qui aurait agi comme un détonateur ?
- *Le Pêcheur et le Palais*, c'est le 19 juin.
- Vous refusez de répondre à la question ?
- Si, je vais vous répondre.

Mais il ne répond pas vraiment à la question. Il n'explicite pas la critique du régime (le 19 juin est le coup d'État militaire de Boumediene), mais explique le symbole d'Ali le pêcheur, peuple algérien révolté et « patient malgré tout » à ses malheurs (donc pas le peuple des émeutes). L'échange entre l'écrivain et les journalistes montre le décalage entre deux champs intellectuels différemment marqués par le processus de libéralisation et de politisation. La réticence de Ouettar à répondre (on devine un long silence après sa première réponse) relève peut-être autant de l'intériorisation d'une prudence politique, que d'un jeu littéraire et plus généralement médiatique du « demi-mot » auquel l'écrivain est resté attaché, comme à un code de bienséance et d'initiés. À l'inverse, les deux journalistes culturels d'*Algérie-Actualité* revendiquent plus encore après Octobre 1988 une déontologie de la transparence et une politisation explicite. S'autorisant des propos d'un jeune écrivain concurrent, une journaliste de l'APS précise qu'« avec la liberté d'expression et celle de la presse, Ouettar perd le monopole du « tabou »^{178} ». Rachid Mimouni reconnaît ce nouvel état de fait de la « liberté de la presse » de manière positive : « Mes romans futurs ne traiteront plus des problèmes politiques d'une façon aussi urgente puisque ce ne sera plus transgressif ! Par contre je continuerai à m'inquiéter des problèmes sociaux et je laisserai l'amour et le sexe qui sont encore tabous accomplir leur œuvre^{179}. » De fait, dans le contexte de libéralisation et de démocratisation du régime, la dimension politique de *L'Honneur de la tribu*, paru en 1989, est plus en sourdine que ses romans précédents (voir *infra*).

Participant encore en bonne part de l'élite sociale du pays, mais surtout du fait de leur rôle particulier d'ambassadeur de l'image de l'Algérie, et de leur expérience contrastée à l'égard du régime du parti unique, les écrivains ont été en retrait de la politisation des émeutes d'Octobre. Les réformes consécutives à 1988 sont l'occasion d'une remise en cause des positions relatives des journalistes et des écrivains dans le champ intellectuel. Alors

que la littérature était jusque là l'un des rares lieux d'expression de la critique politique, la libéralisation lui fait perdre cette particularité.

Un âge d'or des intellectuels

Mais le processus de libéralisation politique et culturel qui a suivi Octobre 1988 profite à plein à ceux qui avaient déjà commencé à s'autonomiser de la tutelle politique. Le retour de la « gauche » au pouvoir permet d'inaugurer un âge d'or des intellectuels, au sens du *mutaqqaf* qui est comme par définition « de gauche ». D'une part le pôle du champ intellectuel qui fut le plus indépendant par rapport au pouvoir FLN connaît une institutionnalisation, et est invité à participer à l'élaboration des nouvelles politiques culturelles publiques. D'autre part, et comme voie de conséquence, ces politiques culturelles entendent respecter l'autonomie du champ intellectuel, ne pas lui imposer de contrôle politique^{180}. Ce retour du pôle le plus autonome, et de gauche, du champ littéraire et intellectuel, se fait pourtant en euphémisant la question politique : ce n'est que face à la menace islamiste que les écrivains se repolitisent nettement.

L'Union des écrivains algériens : une autonomisation par rapport au FLN

Le cas de l'UEA permet d'observer la lenteur et le caractère dépolitisé de l'autonomisation du champ littéraire par rapport au pouvoir FLN, porté pourtant par la gauche^{181}.

L'histoire de l'UEA est celle d'une progressive mise sous tutelle par le FLN. Une première union fondée en 1969^{182}, autonome, est refondée en 1974 en tant qu'« Union professionnelle » du FLN, et chargée à ce titre de veiller à la défense des « constantes nationales ». Dans les années 1980, l'application de l'article 120 des statuts du FLN exclut de fait de la direction de l'UEA de nombreux écrivains de gauche ; puis sa fusion avec les unions de journalistes et de traducteurs au sein de l'UJEI en 1984 achève d'en détourner les plus professionnalisés des écrivains. La dépendance au FLN a toutefois pour contrepartie des gratifications matérielles et symboliques : comme l'explique ironiquement un romancier de langue arabe : « Cela permet des voyages, d'avoir des logements*. » Institution nationale par excellence, l'Union permet également un accès à l'international arabe : l'Union des écrivains arabes à Damas est l'organe de publication principal des écrivains algériens de langue arabe à l'étranger. Jusqu'à aujourd'hui,

l'institution conserve un rôle d'accréditation du statut d'écrivain pour le pôle national du champ littéraire, et est indiquée dans la plupart des biographies des écrivains de langue arabe. Surtout par sa position centrale à Alger, rue Didouche Mourad, l'UEA est un lieu important de manifestations et de socialisations littéraires.

Tandis que les journalistes les plus indépendants du FLN s'étaient retirés de l'UJEI très tôt après Octobre, le débat patiente un an pour se poser chez les écrivains : les écrivains les plus autonomes du FLN n'étaient déjà plus, en effet, à l'UEA^{183}. Lors du Congrès de Zeralda de l'UEA, les 18 et 19 octobre 1989, le débat porte sur l'autonomie de l'UEA par rapport au FLN, et sur les modalités d'adhésion à l'union. La commission préparatoire, soutenant le statu quo, souhaite continuer à travailler « avec le FLN » en accord avec la « Charte nationale »^{184} : c'est indiquer clairement le rejet de la constitution du 23 février 1989 qui supprimait le rôle central du FLN. Elle considère également que « le membre à part entière est celui qui a publié un livre ou son équivalent^{185} », définition extensive de « l'écrivain » en usage dans l'ancienne UJEI permettant de donner ce statut à qui avait publié 30 articles dans la presse nationale, et donc à des journalistes. À l'inverse, une commission « composée des plus importants créateurs algériens de différents courants politiques^{186} » demandait une définition de l'écrivain comme celui qui « exerce un travail de création » dans les domaines de la nouvelle, du roman, de la poésie, de la critique littéraire, ou du théâtre ; et qui a publié un livre. La lutte pour l'autonomie de l'institution par rapport au pouvoir politique FLN est donc inséparable ici d'une recherche d'émancipation et de spécialisation professionnelle des écrivains par rapport à un ensemble large de lettrés (journalistes, mais aussi historiens, philosophes, enseignants...) qui perpétuent par là la tradition de l'*adīb* (cf. : *infra*).

Devant l'impossibilité de trouver un accord, le Congrès de Zeralda est reporté. S'ensuit une « bataille de communiqués » diffusés par l'APS les 22 et 23 octobre 1989, opposant deux groupes relativement homogènes : Mohamed Lakhdar Essaihi, Aboukacem Saadallah et Abdallah Rekibi, qui plaident pour le statu quo d'une part, et le groupe de l'« appel des 47 » d'autre part, composé d'un « noyau central » de 11 écrivains^{187}. Les premiers tentent de délégitimer leurs détracteurs en politisant le débat (« courants politiques hostiles au FLN »), et en les taxant d'élitistes. Les seconds déplacent le débat sur le plan de la culture, dénonçant

« l'hégémonie de la vision “uniciste” qui a conduit à la marginalisation des hommes de Lettres et des intellectuels démocrates », et une Union qui a « favorisé la généralisation de la médiocrité et combattu la création ». Les deux groupes s'opposent en de nombreux points. Les premiers font partie de la génération de Novembre (nés autour de 1930), les seconds font majoritairement partie de la génération de l'Indépendance. D'un point de vue politique, les premiers sont membres du FLN dont ils représentent le pôle conservateur (proches de l'AOMA, ils ont été formés à la Zitouna de Tunis), tandis que les seconds ont été socialisés à gauche (parfois communiste). Sur le plan linguistique, si tous écrivent en arabe, les premiers ont appris le français dans un deuxième temps (et ont étudié dans des pays anglophones), tandis que c'est la langue première d'enseignement de la plupart des seconds. D'un point de vue littéraire, les premiers sont poètes, tandis que les seconds sont généralement prosateurs, et certains s'y veulent à l'avant-garde de la recherche esthétique. Saadallah fait certes partie des introducteurs du vers libre en Algérie ; cependant, les jeunes poètes de l'« appel » ont introduit une poésie de la quotidienneté et un certain lyrisme contre l'engagement de célébration nationaliste qui domine chez les anciens ; et certains commencent alors à travailler la poésie en prose. C'est surtout par le type de reconnaissance littéraire qu'ils s'opposent. Les premiers ont une reconnaissance plus grande dans le champ intellectuel que dans le champ littéraire à proprement parler. Essaihi occupe alors un poste politique au ministère de l'Information et de la Culture, et partage la direction de l'UEA avec les deux autres depuis de nombreuses années. Si ces écrivains ont comme leurs cadets le rare privilège pour leur génération d'être très diplômés (Rekibi et Saadallah sont docteurs), leur investissement dans la création littéraire est moindre : ils ont presque cessé de publier de la littérature dans les années 1980, et se consacrent davantage à la publication scientifique et de vulgarisation. Rekibi est ainsi très connu en tant que critique littéraire, et Saadallah reconnu internationalement en tant qu'historien. Par ailleurs ces trois figures dissimulent le grand dénuement de la majorité des membres de l'UEA en termes de capital littéraire. Le fait que nos enquêtés ne se souviennent d'aucun autre nom que les trois poètes cités est un signe du peu de reconnaissance, au moins rétrospective, de ceux qui ont soutenu le *statu quo*. À l'inverse le groupe des plus jeunes possède un capital avant tout littéraire. S'ils sont docteurs, c'est dans le domaine littéraire, et ils ont alors publié au moins autant d'œuvres de création

littéraire que de critique. Les trois-quarts ont déjà publié à l'étranger, et certains jouissent d'une très forte reconnaissance internationale.

Le blocage se résout par une sorte de « coup d'État » de la part des écrivains de « l'Appel des 47 ». Un Congrès est organisé sur leurs fonds propres les 22 et 23 mars 1990, auxquels ne peuvent voter que ceux qui ont publié « un livre ». C'est le capital symbolique cumulé des écrivains organisateurs qui légitime l'entreprise. Par une forme de compromis entre les deux groupes, Rachid Boudjedra devient secrétaire général, et Aboukacem Saadallah est élu président. Mais un certain nombre d'écrivains perd alors sa qualité de membre à part entière de l'UEA : une partie de ces derniers fondent l'association culturelle Ibdaâ, à l'initiative du journaliste islamiste Tahar Yahiaoui. Ce coup d'État consacre l'autonomisation de l'UEA dans un double sens : en lui retirant la tutelle politique du FLN ; et en mettant à sa tête des écrivains situés au pôle le plus différencié et autonome du champ littéraire. Cette autonomisation a été permise par la dévaluation du FLN, mais sans se faire sur des bases politiques : jusqu'aujourd'hui en entretien le rejet du FLN en tant que tel n'apparaît pas. À l'inverse, au pôle le plus hétéronome du champ littéraire, cette prise de pouvoir est ramenée à un conflit politique : le nationaliste Essaihi comme l'islamiste Yahiaoui y voient la prise de pouvoir de « communistes ».

Développement du secteur privé

Le Ministère de l'information et de la culture est supprimé en novembre 1989. Le relâchement de la tutelle politique sur la culture est d'abord envisagé avec méfiance, certains craignant qu'elle ne relève d'une logique de libéralisation plus économique que politique. La création du Conseil national de la culture (CNC) en août 1990, parallèlement à celle du Conseil national de l'information, structures autonomes, est d'abord accueillie avec prudence. Mais les élections municipales du 12 juin 1990, qui voient le FIS remporter la majorité des Assemblées populaires communales (APC, mairies) des grandes villes, dont Alger, renforcent la forte attente placée dans les nouvelles structures étatiques.

Le retrait du contrôle étatique permet l'émergence d'une société civile, en favorisant un certain nombre d'initiatives privées. À Bejaïa, l'association Soummam, dirigée par le poète Abdelaziz Yessad, organise à partir de 1989 un festival de poésie trilingue, à propos duquel le journaliste et poète Tahar

Djaout écrit : « Après l'ère des poètes fonctionnaires membres du Parti unique, qui avaient organisé tant de festivals aussi onéreux que moroses et stériles, il semble que la poésie soit enfin revenue à ceux qui l'aiment tout simplement et qui cherchent à lui redonner sa place humble et remuante dans notre quotidien^{188}. » Le désengagement de l'État est l'occasion pour un certain nombre de personnalités reconnues au pôle le plus autonome du champ littéraire d'établir ou d'asseoir concrètement leur ascendant sur celui-ci. L'écrivain Noureddine Aba crée une fondation portant son nom, chargée de remettre des prix littéraires, puisque, selon lui, « la culture officielle est morte et que l'essentiel du travail du Conseil national de la culture consistera à visiter les morgues, à enterrer les morts et à prononcer les oraisons funèbres^{189} ». Il avait déjà participé à l'organisation nationale de la culture, en tant que conseiller de Redha Malek lorsque celui-ci dirigeait l'Information au Ministère de l'information et de la culture en 1977. Dramaturge et poète de langue française, il avait poursuivi dans les années 1980 sa carrière littéraire à l'international, accumulant les prix français (avant les décorations et les honneurs dans les années 1990), et les invitations dans plusieurs universités américaines. À travers son cas on observe donc l'institutionnalisation en Algérie du pôle le plus littéraire, autonome et internationalisé du champ littéraire. Les prix de la fondation Noureddine Aba, importants d'un point de vue financier (10 000 dinars), inaugurent surtout un circuit algérien de consécration littéraire par les pairs.

Il en va de même dans le secteur associatif. Tahar Ouettar fonde en 1989 l'association culturelle El-Djahidhia. L'écrivain le plus reconnu du sous-champ de langue arabe, mais également de plus en plus contesté (voir *infra*), trouve ici le moyen d'y renforcer son rôle de pivot. Alors que l'APC d'Alger avait subventionné l'association en lui prêtant des locaux, la nouvelle direction islamiste en 1990 se montre plus réticente : c'est la wilaya (département) d'Alger qui s'en charge alors, tandis que plusieurs ministères financent directement l'association, et que de grandes entreprises étatiques comme Air Algérie et Sonatrach sponsorisent ses activités^{190}. La diversification des sources de financement reste ainsi dans le cadre d'organismes publics ou parapublics, dont l'ancien contrôleur du FLN qu'est Ouettar connaît la plupart des dirigeants. Il est par ailleurs nommé directeur général de l'Entreprise nationale de radiodiffusion (6 mai 1990).

Institutionnalisation des grands écrivains

La nomination d'écrivains à la tête de structures publiques n'est pas nouvelle : la différence tient à la qualité de ces intellectuels. De manière plus visible qu'auparavant, renouant en cela avec la pratique initiée à la fin des années 1970 autour des ministères de Redha Malek et Mostefa Lacheraf, des postes de responsabilité sont proposés à des intellectuels consacrés par leurs pairs. La politique culturelle était en effet critiquée pour être confiée à des représentants peu reconnus du champ intellectuel, culturel, littéraire.

La nomination d'Abdelhamid Benhedouga à la tête du CNC (et également un temps de l'ENAL) est très appréciée dans le champ littéraire. Né en 1929 dans un village des Aurès, il parle chaoui, apprend le français à l'école, mais également l'arabe, que son père enseigne en tant qu'homme de religion, avant de rejoindre un institut réformiste à Constantine, puis la Zitouna à Tunis. Cependant, il se détourne des études pour militer au FLN et écrire des pièces de théâtre radiophoniques, genre qui composera la majeure partie de son œuvre. Mais c'est en tant que romancier qu'il est surtout consacré. Traducteur de romanciers russes (par le truchement du français), il importe le genre romanesque dans le sous-champ algérien de langue arabe avec la publication en 1971 de *Rīḥ al-ġanūb*, traduit en français (*Le Vent du Sud*) par Marcel Bois comme l'ensemble de son œuvre. Moins sulfureux que Tahar Ouettar, il est quelque peu éclipsé par lui, même s'il est reconnu comme l'un des très grands romanciers algériens, publié et traduit à l'étranger. Resté très à gauche, sans toutefois faire partie du PAGS, il a quitté le FLN dans les années 1980, protestant contre la tendance fondamentaliste, et écrit peu de temps après les événements d'Octobre une nouvelle dénonçant vivement la pratique de la torture. Sa nomination est perçue comme un signe en faveur du secteur du livre ; mais également, par les francophones, comme une marque du progressisme et de l'ouverture du secteur culturel. En effet il déclare à la télévision vouloir prendre en compte quatre composantes de la personnalité algérienne, l'arabité, l'islamité, l'africanité et la méditerranéité, cette dernière faisant implicitement référence à la dimension francophone. La ligne du CNC se définit dès lors contre les politiques antérieures privilégiant la langue arabe, et contre l'assomption d'une identité arabo-musulmane monolithique prônée par les baâthistes et les fondamentalistes. La nomination d'Abdelhamid Benhedouga est surtout perçue comme le signe d'une délégation de pouvoir au monde intellectuel. L'ensemble du CNC est composé d'écrivains et

d'intellectuels reconnus dans leurs domaines, et très majoritairement marqués à gauche^{191}.

On assiste donc moins à un désengagement de l'État qu'à une confirmation de la fin d'un monopole étatique sur la culture : le privé affermit sa place, mais dans une certaine harmonie avec le secteur public. Par là, le contrôle idéologique relatif du champ culturel qui avait caractérisé la période précédente est très fortement atténué, voire disparaît. La concurrence entre les différentes sphères du pouvoir politique pour l'action culturelle (ministères, FLN...) se trouve encore renforcée par les restrictions budgétaires de l'administration centrale et par la libéralisation politique (qui a déclassé le FLN, et favorisé le FIS) ; et fluidifiée par le renouvellement d'une partie des élites bureaucratiques de la culture, plus en phase avec les demandes des acteurs culturels. Ce sont les écrivains les plus en vue au pôle autonome et international du champ littéraire, donc les écrivains de « gauche », et aussi francophones, qui profitent le mieux de cette évolution, voyant leur capital symbolique reconnu par les pouvoirs publics, et pouvant participer concrètement à l'élaboration des politiques culturelles du pays, par la voie du privé ou du public.

Repolitisation des écrivains

Alors que l'opposition politique au FLN est le plus souvent euphémisée, les écrivains se repolitisent progressivement. Tout d'abord au contact de la presse : la nouvelle médiatisation qu'ils obtiennent leur permet en effet plus facilement de prendre des positions politiques qu'auparavant. Alors que, selon Brahim Brahim, « la fonctionnarisation de la presse [avait abouti] à la mise à l'écart des intellectuels du champ culturel^{192} », ces derniers, et les écrivains en particulier, y sont désormais invités à prendre position. La presse devient le lieu privilégié du débat politique, leur effervescence s'entretenant mutuellement. En dehors des tribunes individuelles, la libéralisation des journaux permet le recours aux pétitions : plus d'un tiers des écrivains actifs pendant les années 1990 a signé au moins une pétition parue dans la presse.

Beaucoup d'écrivains interviennent ainsi lors de la guerre du Golfe. *El Watan* publie du 25 au 27 janvier 1991 dans ses pages « Culture » des prises de position d'intellectuels (le plus souvent des écrivains : Ouettar, Benhedouga, Mimouni, Cheurfi ; plus tard Nadia Guendouz) dénonçant la guerre du Golfe, comme une agression occidentale contre un pays arabe.

Cet événement, qui représente un échec cuisant pour le nationalisme arabe, est toutefois l'occasion pour ces intellectuels de reprendre du service à peu de frais, puisque leur engagement, dans la droite ligne de ceux pris depuis les années 1960 à l'égard de la cause palestinienne, est parfaitement en phase avec l'ensemble de l'opinion publique. Plus délicate est en revanche la position prise par Anouar Benmalek dans *Algérie-Actualité*, qui insiste sur le caractère dictatorial du régime irakien, et notamment la répression subie par les Kurdes^{193}. Deux représentations de la responsabilité de l'écrivain, une responsabilité nationale (ici la nation arabe) et une responsabilité universelle fondée sur les droits de l'Homme, qui s'opposent ici.

C'est surtout la visibilisation publique croissante des islamistes qui conduit à un réengagement des écrivains. La « Déclaration pour la tolérance » lancée le 25 février 1989, est le premier acte politique clair de nombre d'intellectuels contre les islamistes (voir *infra*) : mais l'hostilité à leur égard se renforce à la suite de la large victoire du FIS aux élections municipales de juin 1990, qui donne l'occasion aux islamistes de mettre en place un certain nombre de mesures liberticides. À l'inverse des années 1980, la lutte pour l'autonomie de la culture se fait sur des bases clairement politiques. Cela s'observe nettement dans *Algérie-Actualité*. Tahar Djaout, qui, présenté comme très peu militant, avait toujours travaillé dans le journalisme culturel, et un temps chef de la rubrique culturelle de l'hebdomadaire, devient éditorialiste politique, tandis que les pages culturelles sont presque entièrement supprimées. Un autre journaliste poète de la même génération se rappelait un entretien qu'« aucun écrivain à l'époque, n'était insensible au tumulte politique. Je me souviens des débats : on parlait plus de politique que de littérature* ». Anouar Benmalek, qui a gagné une grande visibilité médiatique en tant que membre fondateur du Comité national contre la torture, s'y voit également attribuer une chronique politique régulière. Comme dans les années 1970, les écrivains reprennent à leur compte les enjeux du champ politique, plus qu'ils n'universalisent leurs enjeux propres : ce n'est plus la politique qui est « culturalisée », mais la littérature qui est « politisée » ; et comme on le verra avec le cas de Rachid Mimouni (*infra*), la lutte pour l'autonomie de la littérature face à la censure islamiste passe désormais moins par le prisme d'une recherche esthétique, que par la conformité à l'explicite et la transparence du discours politique. C'est qu'une grande partie des revendications libérales des écrivains (et autres intellectuels de gauche) ont été concrétisées, et que le secteur culturel

ne constitue plus une *Ersatzöffentlichkeit*, puisque le débat politique a pour lieu privilégié la presse.

Non seulement la défense de l'autonomie se fait désormais avec les armes de la politique, mais encore elle passe pour beaucoup par le soutien à l'ordre politique, et qui plus est un ordre répressif. En 1992, face au spectre d'une prise de pouvoir par les islamistes, les écrivains se sont majoritairement rangés, bon gré mal gré, du côté d'un Etat qui avait certes institutionnalisé l'autonomie du champ littéraire ; mais qui n'hésitait pas à mettre en cause le résultat des élections législatives donnant le FIS vainqueur, puis à mettre en place des mesures répressives à l'égard du mouvement islamiste. C'est que, par leur position sociale, et surtout par vocation professionnelle, ces écrivains sont plus engagés en faveur des libertés individuelles (la « tolérance », permettant l'autonomie de la littérature), et donc de la libéralisation du régime; que de sa démocratisation (au sens de la démocratie formelle) susceptible de mettre en danger ces libertés^{194}.

Au tournant de 1990, les écrivains perdent ainsi leur statut de paragon de l'intellectuel critique à deux niveaux. D'une part ils perdent leur rôle d'avant-garde politique au bénéfice des journalistes ; et d'autre part ils perdent une partie de leur autonomie à l'égard du champ politique, tant sur la forme que sur le fond de leur engagement, au moment où ils cherchent non plus à conquérir cette autonomie, mais à la défendre.

Concurrences politiques et intellectuelles pendant la guerre

La datation de la « guerre civile » algérienne est l'objet d'incessants débats politiques, jusqu'à aujourd'hui : donner une date de début à cette guerre est d'emblée circonscrire une responsabilité. Certains, les plus nationalistes, font débiter la guerre en 1988, et indiquent par là que c'est la libéralisation, et la chute du parti unique, qui sont responsables de la crise. Plus généralement, on hésite entre 1991 et 1992. Pour les premiers, les violences ont débuté avec la grève proclamée par le FIS fin mai 1991 (en réaction au découpage électoral), faisant des islamistes les responsables principaux de la guerre. Pour les seconds elle commence en janvier 1992. Le premier tour des élections législatives de décembre 1991 donnait le FIS très largement vainqueur : quelques jours avant le deuxième tour, le président Chadli, sous pression de l'armée, dissout l'Assemblée nationale et

donne sa démission, créant un vide juridique qui autorise l'arrêt du processus électoral et la mise en place d'un Haut comité d'État, présidé par Mohamed Boudiaf. Faire débiter la guerre à janvier 1992 est une manière de dénoncer un « coup d'État », et d'expliquer, si ce n'est justifier la radicalisation d'une partie des islamistes.

On peut distinguer parmi les écrivains deux oppositions politiques majeures dans la période, dont les termes, très connotés, sont délicats à choisir (voir *infra*, et annexe). Premièrement les *anti-islamistes et les pro-islamistes* (et non « islamistes », dans la mesure où l'adhésion au mouvement islamiste apparaît souvent comme conjoncturelle) ; et deuxièmement, au sein des anti-islamistes, les *radicaux* (plutôt qu'« éradicateurs », ou « démocrates », trop politiquement connotés), et les *dialoguistes*. Ces catégories synchroniques, nécessaires à l'analyse statistique, ne permettent pas de saisir les évolutions dans la période, dont nous rendons compte plus loin. Cependant, il faut noter une relative stabilité des oppositions dans la période : l'attitude lors de l'arrêt du processus électoral a donc été pour nous un critère majeur de définition de la position politique.

Les camps ne sont pas égaux : parmi les écrivains dont nous connaissons les positions politiques avec quelque certitude, près de 90 % sont anti-islamistes ; et parmi ces derniers, plus des trois quarts sont anti-islamistes radicaux. Les positions pro-islamiste et dialoguiste apparaissent donc marginales : nous faisons l'hypothèse qu'au travers de ce conflit dans le champ littéraire, ce n'est pas seulement une position politique qui est attaquée, mais une définition majoritaire de l'Écrivain. Tandis que les pro-islamistes dénoncent la définition de la littérature comme un espace autonome (en particulier des prescriptions religieuses), les dialoguistes contestent le statut de l'écrivain comme parangon de l'intellectuel critique. Nous traiterons dans ce chapitre de cette seconde opposition, et au chapitre suivant de l'opposition principale entre pro- et anti-islamistes.

Une analyse des correspondances multiples (ACM) nous permettra de visualiser le lien entre position dans le champ littéraire et position politique. Dans le champ littéraire, l'opposition politique entre anti-islamistes radicaux et dialoguistes est liée à une différence de capital littéraire. Plus largement, la guerre civile est l'occasion d'un conflit de leadership au sein du champ intellectuel algéro-français, opposant notamment écrivains d'une part, journalistes et chercheurs en sciences sociales d'autre part.

Représentation du champ littéraire algérien pendant la décennie noire

Afin de tester l'hypothèse d'un rapport entre les prises de position politiques des écrivains algériens pendant la guerre civile et les positions qu'ils occupaient alors dans le champ littéraire, nous avons instruit, pour 174 individus (plus 3 individus supplémentaires), une centaine de variables : socio-démographiques (âge, sexe...), littéraires (genre, éditeur...), politiques (prise de position dans les années 1990, exil...) : nous avons retenu 23 variables et 67 modalités actives, et les avons soumises à une méthode statistique multivariée, l'ACM^{195}, qui en offre une représentation géométrique. Il y a une affinité entre cette méthode et la théorie des champs : en se basant sur la variance plutôt que sur la moyenne, l'ACM utilise les oppositions les plus grandes pour présenter graphiquement les nuages de points des modalités d'une part, et des individus d'autre part. Ce sont donc non les points communs, mais les facteurs de lutte entre les individus que l'on peut saisir visuellement et interpréter.

Le premier nuage de points, Nuage des individus, représente de manière synchronique (1988-2003) le champ littéraire, c'est-à-dire l'ensemble des positions occupées par les écrivains pendant la période relativement les uns aux autres, suivant leurs caractéristiques sociodémographiques et littéraires. Le deuxième nuage de points, Nuage des modalités, permet d'observer comment le nuage des individus a été construit, et permet de dégager les polarités majeures du champ. Le troisième nuage de points porte en particulier sur les modalités politiques, qui ont été projetées sur le nuage de points précédemment présenté : cette projection permet de rendre visible à quelles polarités les prises de position politiques sont tendanciellement attachées.

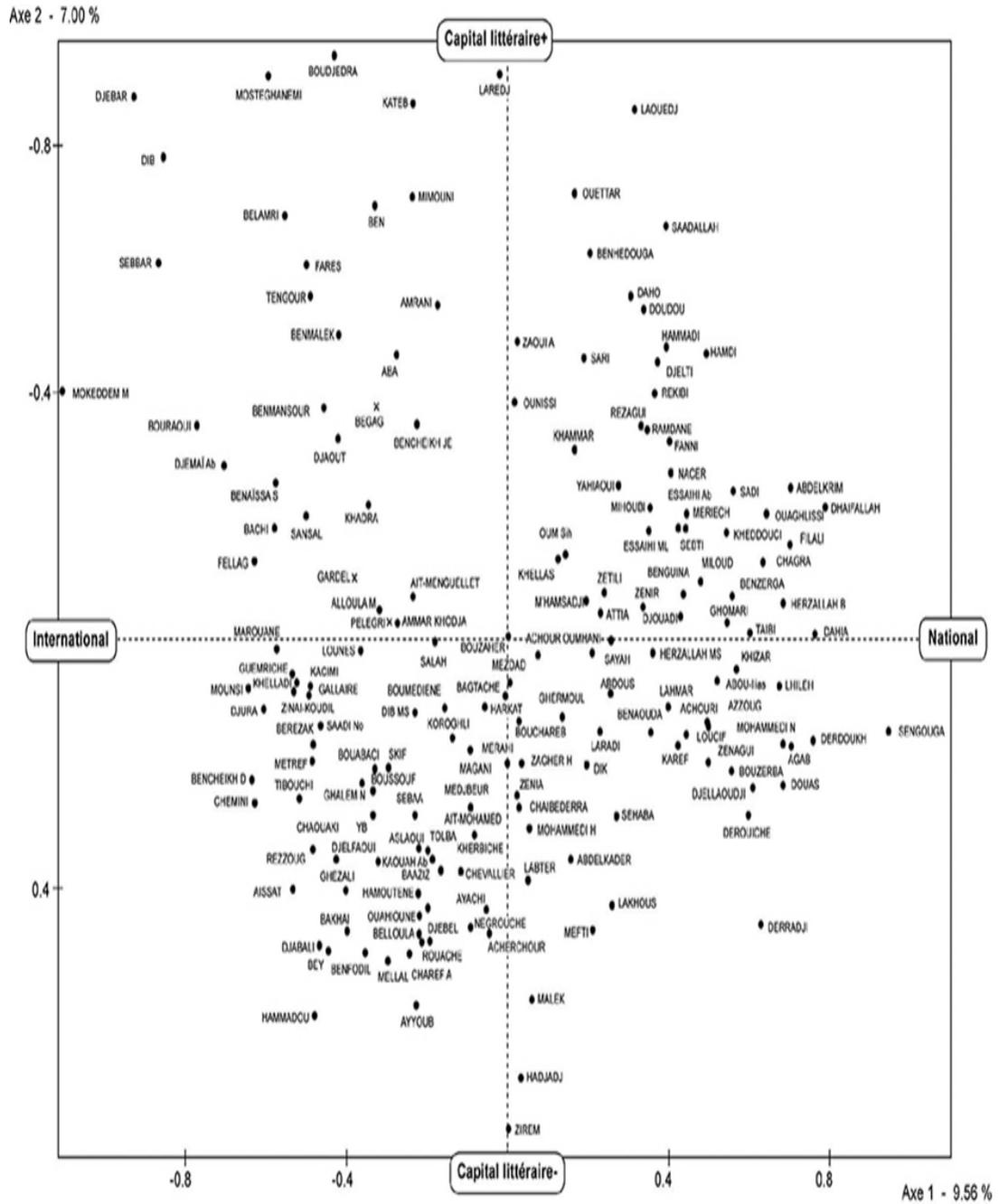
Du nuage des modalités, on peut dégager les polarités principales du champ littéraire pendant la guerre civile. L'axe 1, horizontal, montre la structure transnationale du champ littéraire algérien, opposant, sur un continuum, un pôle national à un pôle international, tandis que l'axe 2, vertical, indique le volume du capital littéraire. Nous pouvons donc distinguer deux types de capitaux littéraires : un *capital littéraire national* et un *capital littéraire international*. Les deux sous-champs linguistiques apparaissent fortement liés à ces deux pôles, dans la mesure où la langue arabe a été fortement nationalisée en Algérie, soutenue par un certain nombre de politiques publiques, tandis que la langue française constitue l'une des toutes premières langues littéraires internationales. Être en haut au

milieu signifie que l'on possède un volume important de capitaux littéraires, et de manière équilibrée.

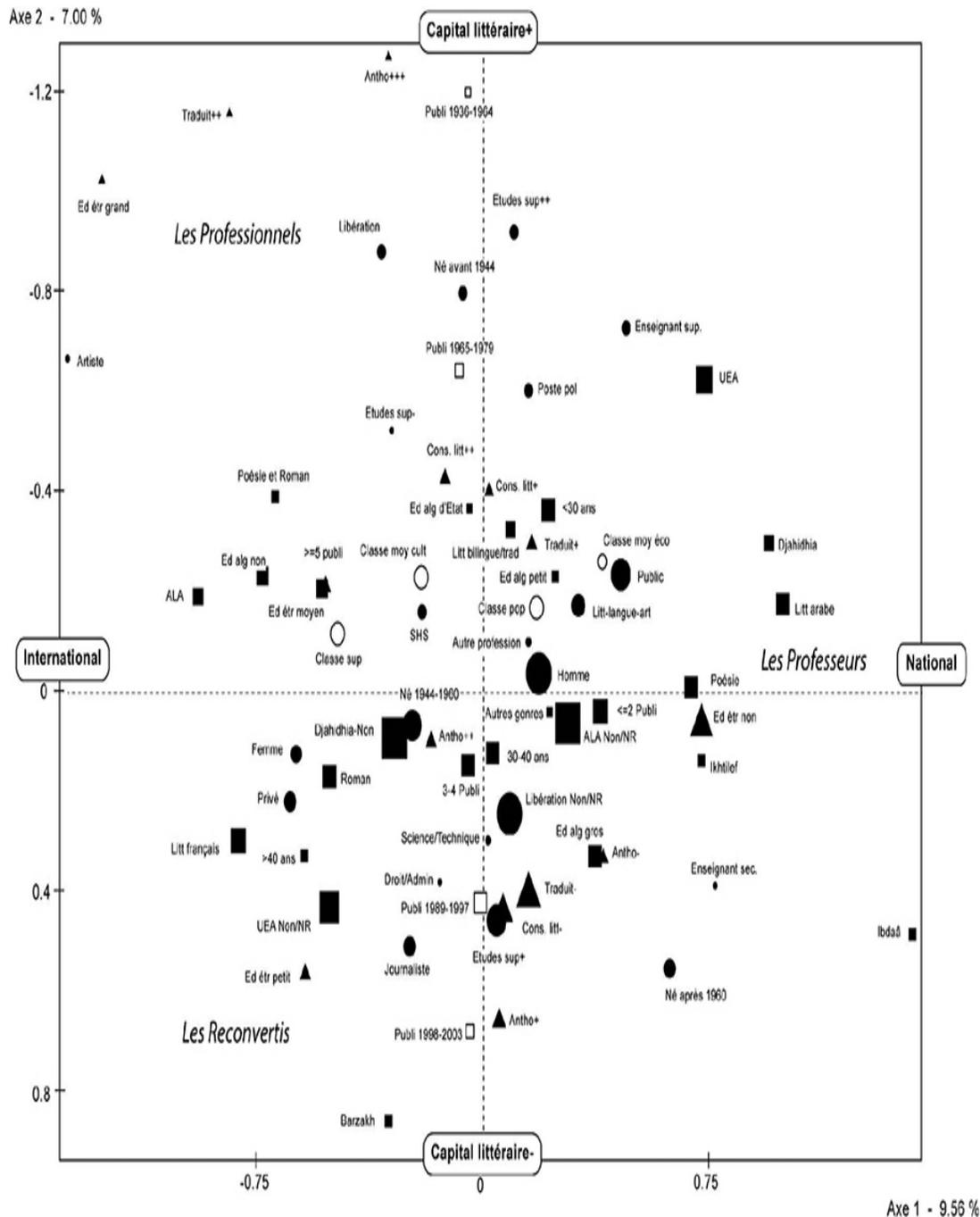
On ne retrouve pas ici l'opposition entre un pôle autonome et un pôle hétéronome qui caractérise le champ littéraire français depuis le XIX^e siècle. Cette ACM confirme plutôt l'hypothèse de Pascale Casanova, opposant pôles national et international pour les espaces littéraires les plus récemment constitués^{196}. Mais le lien qu'elle fait entre pôle national et hétéronomie d'une part, et pôle international et autonomie d'autre part, paraît excessif. Si le pôle national apparaît nettement plus hétéronome du fait des contraintes politiques, le pôle international n'en est pas moins soumis à une certaine hétéronomie liée aux contraintes du marché.

Les deux capitaux littéraires indiquent des capacités prescriptrices différentes. On peut distinguer trois idéaux-types (qui n'existent pas dans la réalité), correspondant au type d'activité littéraire pratiquée : les Professionnels, les Professeurs, les Reconvertis.

À droite, les « Professeurs » ont une capacité de prescription liée à une reconnaissance nationale institutionnalisée. Ils sont par excellence les agents de la reproduction de la littérature. Anciens étudiants de lettres, ces fonctionnaires parcourent toute la hiérarchie des études et des statuts d'enseignant de lettres (du secondaire au supérieur). Ils ne publient pas uniquement de la littérature (≤ 2 publi), mais existent également dans le champ par leurs ouvrages de critique littéraire.



Graphique 1. Nuage des Individus de l'Analyse des Correspondances Multiples, Axes 1 et 2.



Graphique 2. Nuage des modalités de l'Analyse des Correspondances Multiples, Axes 1 et 2.

Dans le carré en haut à gauche, les « Professionnels » sont également prescripteurs, mais davantage du fait de leur nombre de publication (> 5 publi) et de leur reconnaissance symbolique. Leur présence dans le champ est beaucoup plus fragile, car non-institutionnalisée, et soumise à la concurrence. Certes ils sont souvent héritiers d'un capital culturel, et parfois

d'un capital économique. Mais ils vivent essentiellement de leur activité littéraire (« Artiste »), par des contrats chez des éditeurs, étrangers, qui ont des politiques d'auteur. Ils ont accédé à ce statut non du fait de leurs études, mais plutôt avec le temps (« né avant 1944 »). Cause et conséquence de ce statut, ils sont les plus reconnus au niveau international (anthologies, traduction, éditeurs prestigieux). Leur carrière est très individualisée, ce qui explique la plus grande dispersion des individus dans ce carré^{197}.

Les « Reconvertis » sont venus tard à la publication (≥ 40 ans). Ayant étudié souvent autre chose que la littérature, souvent journalistes, ils travaillent dans le privé, et ne font pas partie des institutions littéraires nationales. C'est à l'étranger qu'ils trouvent à publier, en particulier en France durant la guerre civile, mais parviennent difficilement à vivre de leur plume.

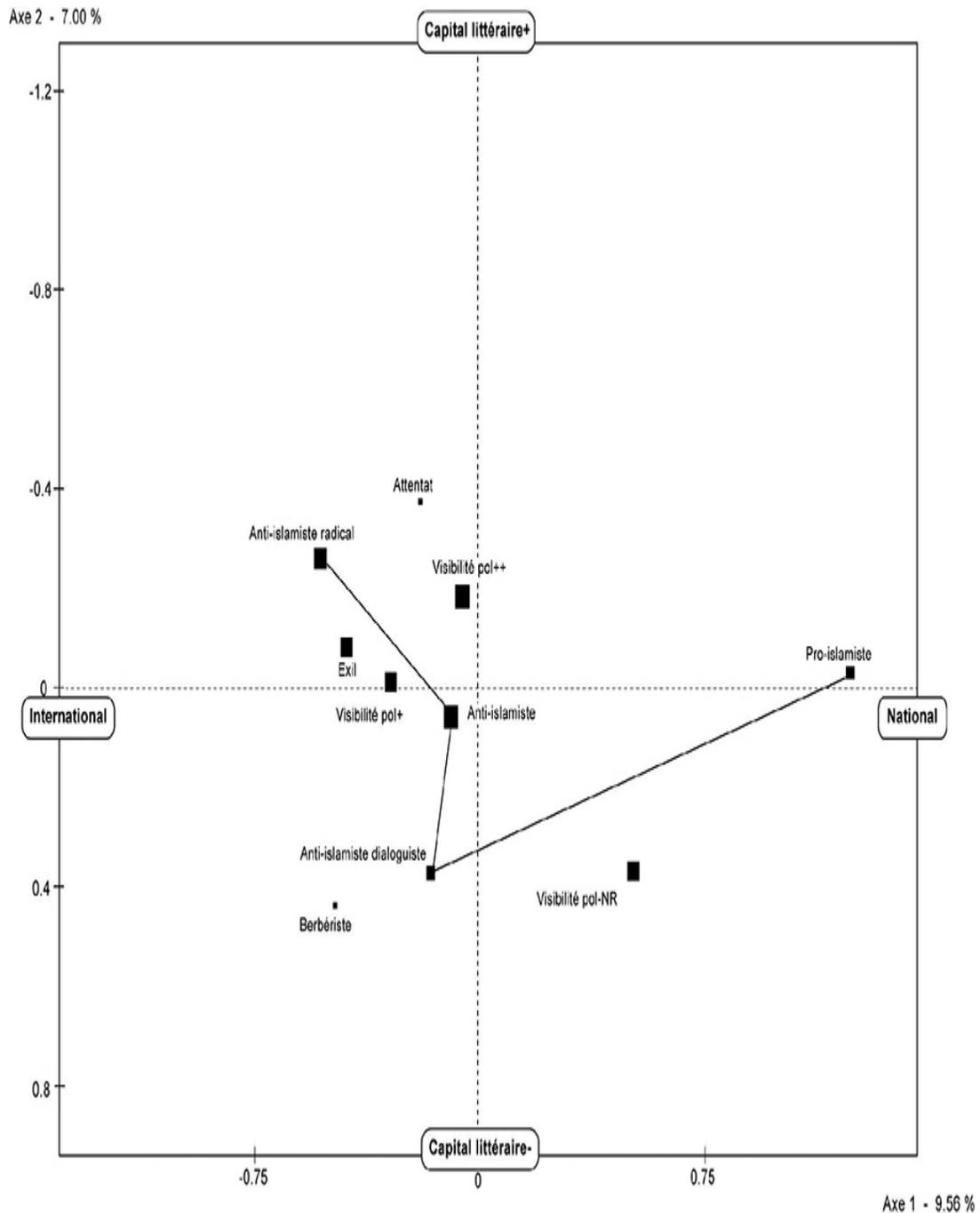
On peut parler d'une domination croisée, entre des écrivains symboliquement dominants et temporellement dominés à gauche, et des écrivains temporellement dominants et symboliquement dominés à droite. Au pôle symboliquement dominant, on ne comprend pas que les institutions (politiques, scolaires, littéraires...) ne soient pas attribuées à de « véritables » écrivains, plutôt que monopolisées par des écrivains dont les qualités sont essentiellement politiques : appartenance au FLN, usage de la langue arabe, etc. À l'autre pôle, on ne comprend pas que la littérature la plus lue dans le pays soit publiée à l'étranger (et le plus souvent en français), et mette parfois en péril les valeurs fondamentales de la morale, de la religion ou de la nation. À la frustration de l'écrivain de langue arabe Tahar Ouetta (en haut à droite) d'être insuffisamment reconnu ailleurs que dans le monde arabe répond celle avouée par Mohammed Dib (en haut à gauche) de ne pas avoir été reconnu par l'État algérien : la participation politique à la construction de la culture nationale est un enjeu fondamental pour un ancien militant nationaliste. Leur radicalité politique pendant la période s'explique en partie par cette situation de domination ou de rejet croisé : Mohammed Dib, d'abord en retrait, va jusqu'à soutenir l'armée algérienne, et reçoit un ministre chez lui ; Tahar Ouetta bascule quant à lui de la gauche à une position pro-islamiste.

La projection, sur cette ACM, des variables politiques, permet de visualiser les liens entre position dans le champ littéraire, et probabilité de prise de position politique. Les prises de position politique des écrivains s'articulent de manière flagrante avec les deux axes de l'ACM. L'opposition

politique majeure de la période entre pro-islamisme et anti-islamisme recouvre tendanciellement l'opposition première entre les pôles national et international. La seconde opposition met face à face, au pôle international et anti-islamiste, les écrivains anti-islamistes radicaux et dialoguistes suivant leur volume de capital littéraire.

Deux rapports à l'État

L'opposition entre écrivains anti-islamistes radicaux et anti-islamistes dialoguistes recoupe en bonne partie celle qui structure le champ politique de la période, et qui porte essentiellement sur la (ré)intégration politique des islamistes du FIS. Les premiers ont soutenu plus ou moins explicitement l'arrêt par l'armée du processus électoral de 1992, la politique anti-islamiste radicale du premier ministre Redha Malek en 1993-1994. Taxés d'« éradicateurs^{198} » par leurs détracteurs, ils se désignent eux-mêmes comme « démocrates », car ils en appellent à un jeu démocratique qui ne soit pas d'emblée faussé par la présence d'un parti politique qui entendrait mettre à bas la démocratie. L'argument principal utilisé par les anti-islamistes radicaux est celui du « fascisme vert », qui compare l'arrivée des islamistes par les urnes à celles des nazis. Un écrivain communiste nous expliquait : « C'est comme la démocratie d'Hitler, il vient démocratiquement au pouvoir et il va raser l'Europe*. » Les anti-islamistes dialoguistes ont dénoncé un « coup d'État » en janvier 1992, et soutiennent les initiatives de « dialogue » politique, notamment la signature de la plateforme de Rome (Sant-Egidio) en 1995 entre les trois partis frustrés de leur victoire en 1992, FIS, FLN et FFS (Front des forces socialistes). Ils sont également nommés « (ré)conciliateurs ». Après la victoire de Zeroual aux élections présidentielles de 1995, perçue comme le rejet de la solution de Sant-Egidio ; la capitulation de l'Armée islamique du salut (AIS) en 1997 ; et surtout le développement des massacres de civils à partir de 1997, l'opposition intellectuelle s'est structurée autour de la question du « Qui tue qui ? ». Les dialoguistes mettaient alors en cause l'implication de l'armée ou des services secrets dans les massacres, se rapprochant par là de certains islamistes.



Graphique 3. Nuage des modalités illustratives projetées sur les coordonnées de l'ACM.

Que la majorité des écrivains se soit ralliée, explicitement ou de manière attentiste, à l'arrêt du processus électoral, puis ait rejeté les solutions de réintégration du FIS au dialogue politique, ne signifie pas qu'ils aient renoncé à la critique de l'autoritarisme du pouvoir. Alors que rétrospectivement la guerre civile apparaît aux observateurs comme une

période bornée, les acteurs ne perçoivent pas d'emblée une rupture, mais voient au contraire dans les premières années du conflit la poursuite d'une logique antérieure. Tahar Djaout écrit ainsi, quelques jours après le premier tour des élections législatives :

La situation politique et sociale que vit aujourd'hui l'Algérie n'est pas le résultat d'une déviation, elle est le couronnement d'un processus enclenché depuis longtemps. Cela fait une quinzaine d'années que les islamistes ont commencé à asseoir leur emprise au sein même du pouvoir en place [...] [le discours du pouvoir] s'est progressivement éloigné d'une éthique de l'ouverture et de la modernité pour préparer le terrain au fondamentalisme./ Le pouvoir ignorait-il que son utilisation des islamistes et des baâthistes pour contrer le mouvement démocratique, notamment au début des années 80, ne pouvait que le déborder et impulser une dynamique incontrôlable ? [...] / En quelle instance au pouvoir croire encore ? Ces instances ne sont-elles pas complices^{199} ?

Cette citation donne la grammaire des représentations politiques d'une large partie des intellectuels algériens anti-islamistes radicaux pendant la crise. Si le FLN est responsable de la montée de l'islamisme (formulée ainsi par Boudjedra : « FIS de la haine »), il n'est pas essentiellement mauvais. La crise actuelle est perçue selon le prisme de la lutte entre gauches et fondamentalisme au sein du pouvoir depuis les années 1970. On lit en permanence dans la presse anti-islamiste la peur de l'instauration d'un « scénario à la soudanaise », qui verrait le pouvoir militaire s'entendre avec les islamistes, parachevant selon eux le processus de compromis du pouvoir FLN avec le fondamentalisme depuis les années 1980. Cette crainte s'autorise d'un certain nombre de faits. Avant que Redha Malek, figure politique importante de la gauche, ne promeuve la solution de lutte radicale contre les terroristes, et plus largement le mouvement islamiste, son prédécesseur à la tête du gouvernement Belaïd Abdessalam s'était permis de fustiger la gauche en parlant de « laïco-assimilationnistes », et son ministre du Culte avait comme légitimé l'assassinat des « communistes ». Dans la pratique, le pouvoir politique a tenu pendant toute la période les deux stratégies du dialogue politique et de la fermeté militaire, donnant argument aux uns et aux autres pour soutenir et simultanément s'opposer à lui. Comme au temps du parti unique, le pouvoir est traversé par des tendances antagonistes^{200} sur lesquelles les acteurs extérieurs s'appuient. On comprend qu'une partie des écrivains ayant soutenu l'arrêt du processus électoral aient pu toujours se percevoir comme des opposants. Cette complexité est rarement perçue en France, où l'injonction est forte à prendre

position pour ou contre le « pouvoir », et donc pour ou contre la « démocratie ».

La surpolitisation introduite par la guerre civile interdit ainsi les nuances. C'est ce qu'exprime Arezki Metref, journaliste et poète anti-islamiste radical :

Peut-on [...] relever le caractère criminel des Groupes islamiques armés et l'inscription du recours à la violence dans l'idéologie du FIS sans encourir l'infamante étiquette d'éradicateur ? Peut-on, à l'inverse, s'interroger sur les aptitudes démocratiques des islamistes sans écopier de « réconciliationnisme »^{201} ?

Si certains auteurs, comme Rachid Boudjedra, concentrent leurs attaques sur les islamistes et mettent en scène, dans leurs romans, la terreur permanente d'être assassiné par eux (*Timimoun*, Denoël, 1994, *La Vie à l'endroit*, Grasset, 1996), la plupart des écrivains de gauche n'hésitent pas également à dénoncer l'armée et le régime politique. Waciny Laredj, romancier arabophone, après avoir écrit *Sayyidat al-maqām* (plus tard traduit par *Les Ailes de la Reine*), une dénonciation en règle de la violence islamiste qu'il n'avait pu pour cette raison publier au Liban (mais en Allemagne), publie en français à Paris deux romans (*La Gardienne des ombres*, Marsa, 1996 ; *Le Miroir de l'aveugle*, Golias, 1998) qui traitent moins de la violence islamiste que de la corruption et de la violence du pouvoir et de l'armée. Ce ne sont pas tant les faits qui sont contestés, que l'interprétation politique qu'on peut leur donner. Pour les anti-islamistes radicaux, « Qui tue qui ? » devient une « thèse » servant non pas tant à mettre en cause les dérives militaires qu'à dédouaner les terroristes islamistes et, de proche en proche, à réintégrer les islamistes au jeu politique.

Les entretiens avec les intellectuels anti-islamistes révèlent des discours tout à fait symétriques quant au pouvoir politique et au mouvement islamiste, chacun rejetant sur le camp adverse l'insulte du manichéisme. Les anti-islamistes radicaux connaissent la diversité interne au pouvoir pour y avoir participé d'une manière ou d'une autre. En revanche ils nient la diversité au sein du mouvement islamiste, entre une ligne anti-démocratique disponible à la prise de pouvoir par la violence d'une part, et une ligne favorable au compromis politique d'autre part. Pour Rachid Boudjedra, communiste très intégré aux cercles du pouvoir, cette opposition entre deux types d'islamistes est un leurre, une stratégie concertée pour endormir les

vigilances : « tous les groupuscules terroristes reçoivent leurs ordres du FIS. Il s'agit là d'une tactique et de division du travail. Les uns font le sale boulot, violer, écorcher. Les autres jouent les choqués^{202}. » Le sociologue Saïd Chikhi soutient que la vision manichéenne de la société que développe Rachid Boudjedra dans *FIS de la haine* s'articule à une téléologie marxiste de l'histoire, l'« archaïsme » et la « régression » de l'islamisme s'opposant à une « modernité » qui sert de « progressisme de substitution », de « radeau de sauvetage » après l'implosion de l'URSS^{203}. On ne retrouve pas cette croyance chez les anti-islamistes dialoguistes. Le politologue Lahouari Addi développe la notion de « régression féconde^{204} » pour rassurer sur la venue au pouvoir des islamistes. La trotskiste Salima Ghezali, qui a pourtant connu une ascension sociale grâce à la démocratisation scolaire et universitaire, dit avoir perdu sa croyance dans le progrès, lié au savoir, quand elle a vu de grands intellectuels prendre des positions caricaturales à ses yeux : elle décrit la guerre non sur une ligne historique, mais de manière synchronique, comme une « guerre de recomposition sociale et de redistribution de l'accès aux ressources du pays* ». En partie, le conflit oppose une pensée politique téléologique (d'origine marxiste), et une pensée politique postmoderne, qui a rompu avec les méta-récits de la modernité^{205}.

Pour autant les anti-islamistes dialoguistes ne sont pas moins manichéens. En entretien, Lazhari Labter, également communiste, dénonçait la « vision manichéenne » des intégristes (« C'est ça la vérité, il n'y en a pas d'autre* »), et de ceux qui dénonçaient le « Pouvoir » : le « Pouvoir avec P majuscule ça ne veut rien dire* », « c'est complexe, c'est multiple* ». Pour Youcef Zirem, Kabyle qui a fait l'expérience de la répression du Printemps berbère^{206}, alors journaliste semi-prolétarisé travaillant dans la presse privée, le « pouvoir » est présenté en entretien spontanément comme un tout monolithique, ultimement aux mains des militaires : « J'ai toujours pris mes distances par rapport à ce pouvoir*. » À l'inverse, à l'image du FFS (parti à forte base kabyle) dont il est proche, qui s'appuie sur les modérés du FIS pour élaborer la plateforme de Rome, il demande qu'on voie toutes les « nuances » du mouvement islamiste :

C'est vrai qu'il y a des extrémistes au sein du FIS, mais il y a eu des gens qui étaient très sensés, qui... [temps] malheureusement, on les a tués. Le pouvoir algérien a assassiné... je me rappelle Abdelkader Hachani qui était un ingénieur, qui était extraordinaire ! Extraordinairement ouvert ! Qui était capable de démocratie autant que tous les dirigeants politiques algériens, soit du pouvoir ou de l'opposition*.

Cette opposition politique recouvre un rapport différencié à l'État algérien. En première hypothèse, nous dirons que le rapport des intellectuels algériens de « gauche » à la crise politique des années 1990 dépend de la mesure dans laquelle ils sont redevables à cet État. Beaucoup d'exilés politiques sont anti-islamistes dialoguistes. C'est le cas de Hocine Aït Ahmed chef du FFS, exilé depuis 1963 ; de l'historien Mohammed Harbi, exilé depuis le coup d'État de 1965 (Rachid Boudjedra est quant à lui rentré d'exil) ; ou de l'écrivain Nabile Farès, qui quitte le pays après le Printemps berbère, et dont le père, Abderrahmane Farès, président de l'Exécutif provisoire par 1962, avait été séquestré par Ben Bella en 1964.

Les facteurs d'opposition dans le champ littéraire

Au sein du champ littéraire, l'opposition recouvre une différence de capital littéraire, qui est l'expression à la fois d'un conflit de générations, et du degré d'intégration au champ littéraire.

Une opposition générationnelle

Waciny Laredj, situé au pôle supérieur du graphique, peut être présenté comme l'incarnation idéal-typique de l'écrivain au capital littéraire très important et équilibré : il cumule à la fin de la période toutes les espèces de capitaux disponibles pour les écrivains, national et international. Il correspond au type du Professeur qui s'est Professionnalisé. Il est né en 1954 dans une famille modeste (« Né 1944-1960 », « Classe pop ») ; mais il profite d'une ascension sociale forte par l'État indépendant, accordant des avantages symboliques et matériels à la famille des martyrs de la révolution (son père est mort chahid : « Libération ») ; puis surtout par l'État socialiste. Laredj continue une scolarité bilingue commencée pendant la période coloniale, poursuit des études de littérature arabe en Syrie grâce à une bourse, et, devenu docteur, trouve aussitôt un poste à l'université d'Alger (« litt-langue-art », « Études sup++ », « Enseignement sup », « Public »). Ses premiers romans, publiés quand il était très jeune au Proche-Orient et à l'ENAL, lui procurent une reconnaissance rapide (« < 30 ans », « Ed alg d'État »). Après 1988, il s'institutionnalise très fortement, en devenant l'un des membres du nouveau bureau de l'UEA (« UEA »), et s'il n'occupe pas à proprement parler un poste politique, sa femme la poétesse Zineb Laouedj est quant à elle membre du Conseil consultatif national après 1992. Communiste, et représentant du pôle anti-islamiste radical, il est

directement menacé, et contraint de s'exiler à Paris (« visibilité politique ++ », « anti-islamisme radical », « exil »). Il publie alors également en français, et est présent dans la plupart des institutions des deux langues (« litt bilingue/trad », « El Djahidhia », « ALA »). Il renforce considérablement sa visibilité internationale : publiant ses nombreux romans à l'étranger (« ≥ 5 publi », « Romans », « Ed étr moyen ») avant de les reprendre en Algérie, son éditeur arabe devient à la fin de la période le prestigieux Dār al-ādāb à Beyrouth. Traduit dans plusieurs langues européennes, il devient l'un des écrivains algériens les plus consacrés au niveau international (« prix litt. ++ », « antho+++ », « Traduit++ »).

Youcef Zirem incarne bien, alors, le pôle opposé. Né en 1964 (« Né après 1960 »), il publie son premier texte à compte d'auteur chez l'éditeur Saint-Germain des Prés en plein cœur de la crise (« Éditeur étranger petit », « Publi 1989-1997 »). Alors nouvel entrant sur la scène littéraire, vivant en Algérie (il s'installe à Paris en 2003), il publie son deuxième livre chez le tout jeune éditeur littéraire Barzakh et est alors peu reconnu (« Éditeur algérien gros », « Barzakh », « cons litt.- », « Antho- », « Traduit- »). Journaliste francophone indépendant (« Journaliste », « Privé », « litt. français ») très critique à l'égard du pouvoir politique (né en Kabylie, il est « berbériste » et « anti-islamiste dialoguiste », proche en cela des positions du FFS), il n'est alors pas non plus reconnu par les instances officielles nationales (« Poste politique non », « UEA non »).

De prime abord, cette opposition semble générationnelle, opposant la génération d'Octobre aux deux autres. Waciny Laredj, comme un grand nombre d'autres écrivains de sa génération (Rachid Mimouni ou Mohamed Sari par exemple) doit à l'État indépendant et socialiste sa très forte promotion sociale. Youcef Zirem n'a pas été socialisé par les grands projets millénaristes du charismatique Boumediene, et au contraire a connu la crise du modèle développementaliste marxiste, le Printemps berbère puis Octobre 1988. Surtout, il a profité d'une ascension sociale moindre que d'autres intellectuels, en particulier plus âgés : c'est du temps de la colonisation que son père, devenu infirmier, en avait profité, entre autres par l'émigration en France.

La plupart des jeunes écrivains de langue française ont été favorables à l'arrêt du processus électoral ; mais ces jeunes semblent être les premiers à s'éloigner de l'approche anti-islamiste radicale, pour mettre en cause presque autant l'État algérien que les islamistes. Mustapha Benfodil, né en

1968 dans une famille de notables d'origine kabyle, se rapproche des communistes en réaction aux islamistes dans la petite ville de la Mitidja qu'il habitait. Surtout, jeune journaliste à Alger, il est enlevé et violenté par des islamistes : il part alors avec enthousiasme faire son service militaire. Mais il change progressivement de position. En entretien, il dit avoir commencé à travailler tard sur les « disparitions forcées » (perpétrées par le régime) parce qu'il était jeune journaliste : « Et ça je le vivais très-très mal, j'avais beaucoup de culpabilité, à ce jour c'est un de mes plus grands regrets*. » En 2001 il fait une recension dans *Liberté* du recueil de nouvelles *l'Âme de Sabrina* de Youcef Zirem, où les exactions de l'armée sont vivement dénoncées.

Cette opposition générationnelle tient aussi à la différence de visibilité politique des écrivains. Les écrivains plus âgés, plus visibles, étaient plus les menacés, contribuant à leur radicalisation anti-islamiste. Ainsi Anouar Benmalek, secrétaire général du Comité national contre la torture, raconte l'« injustice » ressentie quand en 1990, le lendemain d'une conférence de presse où il avait notamment évoqué les sévices subis par des islamistes, il se trouve poursuivi par des jeunes « hittistes » considérant qu'il écrit « dans la presse de Pharaon » c'est-à-dire du pouvoir^{207}. Pour les plus connus, les positions prises engagent jusqu'à aujourd'hui, ce qui peut expliquer le soutien de Boudjedra, le plus médiatique des écrivains de la période, au général Khaled Nezzar en 2001, au grand dam de la plupart des écrivains. À l'inverse, les écrivains devenant politiquement visibles à la fin de la période ont pu plus facilement, quelle qu'ait été leur opinion pendant la guerre, tenir un discours plus hostile à l'État.

L'opposition générationnelle n'est pas seulement socio-démographique, mais aussi littéraire. Comme on le verra (chapitre 4), l'opposition politique aux anti-islamistes radicaux, alors majoritairement publiés à Paris, permet la constitution d'un groupe de jeunes d'avant-garde bilingue (nés autour de 1970), entre l'association Ikhtilef arabophone, composée en partie d'anciens d'Ibdaâ (de tendance islamiste), et la maison d'édition Barzakh majoritairement francophone, et composée en partie d'anciens communistes.

Les écrivains critiqués par la marge

Si la jeunesse est un facteur important pour comprendre le rapport des intellectuels au régime politique, ce n'est pas la principale propriété caractérisant les écrivains dialoguistes^{208}. Il s'agit plutôt des écrivains les

moins dotés en toutes sortes de capitaux. De même que les écrivains pro-islamistes, s'ils sont sous-représentés parmi les détenteurs de capital culturel hérité (c'est-à-dire issus de classe supérieure ou moyenne à dominante culturelle), ils sont en revanche presque tous diplômés du supérieur. Mais il s'agit généralement d'un premier cycle, dont la valeur en contexte de massification universitaire et de crise économique n'est plus si élevée. Surtout, ils sont tout à fait surreprésentés parmi les journalistes (la moitié, contre un tiers en moyenne) et dans le privé (la moitié, contre un quart en moyenne). Ils ont peu accès aux postes politiques (alors que c'est le cas d'un tiers des anti-islamistes radicaux) et ils sont sous-représentés dans les scores les plus hauts de consécration littéraire. Rabah Belamri et Nabile Farès^{209} sont les seuls écrivains dialoguistes d'envergure : ils sont les seuls à être très mentionnés dans les anthologies, et seul Belamri est très traduit et a reçu beaucoup de prix littéraires^{210}. Ceci s'explique en partie par le fait que les écrivains dialoguistes sont venus tardivement à la publication, un tiers d'entre eux ayant commencé à publier à partir de 1998 (contre 15 % en moyenne chez les écrivains).

Mais cela s'explique également par une moindre professionnalisation littéraire : les anti-islamistes dialoguistes correspondent majoritairement au type du Reconverti. Tard venus dans la littérature, ils sont peu nombreux à avoir étudié la littérature, et ont très peu publié dans la période^{211}. Les journalistes Malika Boussouf et Salima Ghezali, toutes deux de la génération de l'Indépendance, n'ont publié qu'un texte dans la période. Mais alors que la première, anti-islamiste radicale, parle de la littérature sur un registre non seulement politique mais vocationnel, ce n'est pas le cas de Salima Ghezali, qui est dialoguiste : « Pas forcément écrire pour publier. Je n'ai jamais fait le rêve de devenir écrivain quand j'étais petite. Je rêvais d'être avocate ou journaliste : je suis devenue journaliste*. » Son roman apparaît dans son discours avant tout comme la réponse à la demande d'un éditeur et comme la poursuite logique de son action militante : « J'ai écrit donc essentiellement à sa demande ce petit texte. Et mue essentiellement par l'idée [...] d'écrire quelque chose qui soit proche des principales idées, émotions, problématiques qui selon moi peuvent rendre compte de cette période-là, de notre histoire*. » Elle vient donc relativement tardivement à la publication, à 39 ans. Si elle reconnaît et insiste sur la spécificité de l'écriture littéraire, elle ne s'emploie pas à distinguer nettement entre ses propres pratiques et évoque au contraire un continuum : « Donc j'avais

l'écriture semi-littéraire qui était mon écriture, de moi face à mon cahier [...], l'écriture militante dans mon activité associative et puis l'écriture comme prof, pratique. Ces trois formes d'écriture m'ont accompagnée depuis toujours*. »

Tout se passe comme si les écrivains nouveaux entrants ou peu intégrés n'avaient qu'imparfaitement intériorisé l'une des règles fondamentales du champ : l'écrivain algérien a une fonction d'« intellectuel », c'est-à-dire s'exprimant dans le débat public au nom de sa qualité d'écrivain. C'est cette fonction qui est contestée, mais au nom de la division du savoir intellectuel. Salim Bachi (voir *infra* chapitre 3), né en 1971, et qui se rêvait pourtant en Hugo dans sa jeunesse, ne se sent plus légitime aujourd'hui à délivrer des jugements sur l'actualité : « Tu peux avoir une opinion, mais aller écrire des articles qui supposent quand même un engagement et une connaissance des choses que je n'ai pas... donc je ne vais pas me substituer à des gens sur place qui, eux, devraient faire ce travail-là*. » À l'encontre du modèle prophétique légitimant des jugements sur l'actualité au nom de valeurs transcendantes, Salim Bachi oppose celui de la « connaissance » de terrain ; et rabat implicitement le premier modèle à l'expression d'une « opinion ». Dans un débat avec Yasmina Khadra (né en 1955), Salim Bachi discute de ce rôle d'intellectuel que l'écrivain est censé avoir :

Salim Bachi : Je ne crois pas non plus au rôle de l'intellectuel « Je sais tout ». Je crois que l'on peut dire ce qui se passe, plus ou moins, on peut essayer de dresser une topographie de la situation, mais je ne crois pas que l'on ait une influence, une grande influence sur la société algérienne. [...]

Yasmina Khadra : Moi je pense qu'un intellectuel peut changer beaucoup de choses dans la société. [...] c'est la voix de l'intellectuel qui peut le [le peuple] sauver si ce dernier est sincère et s'il le comprend parfaitement. Je vais te donner un exemple, ce qu'a apporté *Morituri*^{212} : *Morituri* a aidé beaucoup d'intellectuels à conjurer la peur. Avant *Morituri*, tous les livres parlaient de la peur, après *Morituri*, il y a eu la contestation^{213}.

Cette opposition entre une conception héroïque et humble de l'écrivain est la manifestation d'une opposition générationnelle et de formation. Alors que Yasmina Khadra, sans avoir fait d'études de lettres (il est militaire) véhicule une conception du rôle de l'écrivain très populaire en Algérie, Salim Bachi a poursuivi ses études de lettres à Paris où cette conception a été mise en cause depuis les années 1970. Mais ce sont également leurs positions politiques qui les opposent : alors que Yasmina Khadra, militaire, défend une position anti-islamiste radicale, Salim Bachi est revenu de cette position (comme Benfodil) : l'expérience politique de la décennie, qui a mis

à mal les certitudes intellectuelles des uns et des autres, rapproche les plus jeunes écrivains autour d'un doute partagé sur le rôle de l'écrivain comme intellectuel.

On comprend dès lors également la surreprésentation de journalistes parmi les écrivains dialoguistes (même si la majeure partie des écrivains-journalistes sont anti-islamistes radicaux). Journalistes politiques, auteurs par ailleurs d'essais politiques^{214}, Salima Ghezali, Abed Charef ou H'mida Ayachi ne considèrent pas la littérature^{215} comme le lieu d'expression d'une vérité supérieure. Que le travail littéraire se fasse dans la continuité ou la rupture avec le travail journalistique (littérature engagée ou non) ne change rien à la question : c'est en tant que journalistes qu'ils prennent position politique, non en tant qu'écrivains. À l'inverse Rachid Boudjedra distingue nettement l'espace littéraire du reste, refusant de faire de la littérature le lieu de l'expression politique : mais c'est en tant qu'écrivain qu'il prend position politique, comme intellectuel prophétique.

Intellectuels généralistes et intellectuels spécifiques

Par ces écrivains dialoguistes, qui sont à la marge du champ littéraire, ce dernier rentre en friction avec d'autres champs intellectuels. On constate à nouveau une concurrence entre écrivains et journalistes au sein du champ intellectuel. Salima Ghezali n'a publié ce roman qu'après avoir été reconnue internationalement en tant que journaliste. Après l'interdiction de l'hebdomadaire *La Nation* dont elle était éditrice, elle reçoit plusieurs distinctions européennes pour son combat en faveur des droits de l'homme. En Algérie, et internationalement, les journalistes algériens sont célébrés pour leur héroïsme, comme premières victimes intellectuelles du terrorisme (on compte une centaine de journalistes assassinés pendant la période^{216}), mais aussi de la répression politique et de la censure. Mohamed Magani montre bien cette concurrence, quand il dit avoir écrit au Parlement international des écrivains pour obtenir de « souffler » à l'étranger : « Il faut vous pencher sur les écrivains algériens, on ne s'occupe que des journalistes* ». »

Plus largement, la guerre civile peut être vue comme un moment de remise en cause de la légitimité des écrivains à tenir un discours de vérité sur leur société. On peut retrouver dans cette opposition politique, et pour reprendre le modèle élaboré par Gisèle Sapir^{217}, celle existant entre l'« intellectuel critique universaliste », qui intervient depuis l'affaire Dreyfus

dans le débat public au nom des valeurs et (pour les intellectuels prophétiques) de la réputation acquises dans un espace particulier^{218} ; et l'« intellectuel critique spécifique » au sens de Michel Foucault^{219}, intervenant au nom d'une spécialisation. En effet, les plus médiatisés des intellectuels s'exprimant sur la question algérienne recouvrent cette opposition : tandis que le pôle anti-islamiste radical est représenté par des écrivains, le pôle anti-islamiste dialoguiste est représenté par des journalistes et des chercheurs en sciences sociales. Par ailleurs, ce débat s'est progressivement internationalisé, en devenant algéro-français : les enjeux de la guerre civile algérienne sont donc débordés d'enjeux français autour des questions de la mémoire coloniale, de l'héritage communiste, et de la question de l'islam.

Les écrivains Rachid Boudjedra après la publication de *FIS de la haine* (Denoël, 1992) et Rachid Mimouni, avec celle de *De la barbarie en général et de l'intégrisme en particulier* (Le Pré Aux Clercs, 1993), sont devenus au début de la guerre civile les personnalités les plus en vue à défendre l'arrêt du processus électoral. Les historiens Mohamed Harbi (qui avait dû quitter l'Algérie après le coup d'État de 1965), et Benjamin Stora (juif d'Algérie arrivé en France en 1962) ont quant à eux rapidement promu le dialogue avec le FIS. Pourtant tous ces intellectuels étaient jusqu'ici en lien étroit sur la critique de l'historiographie du mouvement national : Benjamin Stora n'hésitait pas à citer Rachid Mimouni dans ses essais historiques, non comme le symptôme de son époque, mais presque à l'égal d'un pair, en le citant au premier degré^{220}. L'historien et l'écrivain se trouvent désormais opposés, par exemple dans une rencontre animée par Antoine Spire au Centre Pompidou, retransmise sur France Culture le 7 octobre 1993. Dans sa postface à *FIS de la haine*, rédigée en janvier 1994, Rachid Boudjedra s'en prend nommément à ces historiens. Dans l'édition princeps, il attaquait également un « petit sociologue » sans le nommer, Lahouari Addi, dénonçant la « trahison des clercs »^{221}. Le politologue François Burgat s'attaquait réciproquement à Boudjedra et Mimouni dans une tribune à *Libération*^{222} dénonçant la politique répressive à l'égard des militants du FIS, et soutenant que leur radicalisation était la conséquence (et non la cause) de l'arrêt du processus démocratique de 1992.

Le pôle anti-islamiste dialoguiste se structure progressivement autour des éditions La Découverte. Après avoir relayé les positions dialoguistes dès 1994, avec le livre *Le Drame algérien*, qui comptait les contributions des

universitaires Mohamed Harbi, Benjamin Stora, Tassadit Yacine, des journalistes José Garçon (*Libération*), Salima Ghezali (*La Nation*), ou Ghania Mouffok, cet éditeur publie en 1996 un livre d'entretiens avec la trotskiste et dialoguiste Louisa Hanoune, et en 1997 deux livres posant la question de « Qui tue qui » en Algérie^{223}, provoquant des réactions extrêmement vives. L'éditeur militant François Gèze renouait avec la tradition algérienne de François Maspéro, mais également avec la critique de gauche du communisme (Gèze était d'abord proche du PSU). Selon Latifa Benmansour, écrivaine anti-islamiste radicale, la question algérienne en France passe par le rapport au communisme : « En fait, on paye pour l'alliance avec le bloc soviétique, pour l'écroulement du mur de Berlin^{224}. » La dénonciation du communisme explique en partie également l'implication dans le combat anti-islamiste radical de Bernard-Henri Lévy (né d'ailleurs en Algérie) et d'André Glucksmann, que l'anticommunisme a fait glisser de gauche à droite. Dans *La Pureté dangereuse* (Grasset 1994), Bernard-Henri Lévy se demande si « l'intégrisme [n'a pas] pris la suite, le relais du communisme^{225} ». Le paradoxe est que ces intellectuels généralistes (philosophes) se sont trouvés à soutenir un communiste comme Rachid Boudjedra, probablement du fait d'un rapprochement entre les différentes téléologies (marxiste et libérale) de la « modernité ».

Si, pour les milieux de gauche, l'écrivain est le parangon de l'intellectuel, c'est aussi que les écrivains se trouvent par leurs trajectoires au cœur du champ intellectuel, ce qui renforce leur légitimité à tenir un discours sur sa société. Ainsi, seul un tiers des écrivains anti-islamistes a étudié les lettres (contre 80 % chez les pro-islamistes). Dans les années 1970, au sein d'une population intellectuelle et artistique restreinte, concentrée en bonne partie à Alger, le marxisme a joué un rôle important dans l'homogénéisation du milieu intellectuel. Le cas d'Abderrahmane Djelfaoui est exemplaire de la forte circulation dans les années 1970 des jeunes intellectuels francophones de gauche (il est membre du PAGS) entre les milieux intellectuels et artistiques. Né en 1950, il cite spontanément en entretien, pour illustrer ses lectures d'étudiant en sociologie, Charles Wright Mills, mais également Bachelard, Camus, Sartre, et les « philosophes allemands c'est-à-dire Hegel, Marx, Goethe* ». Énoncé dans un entretien portant sur sa trajectoire d'écrivain, cette polyvalence apparaît donc pleinement légitime pour un poète. De même il est très ouvert aux autres domaines artistiques, parallèlement à l'écriture de poésie. Actif dans le cinéma dans les années

1970 (il obtient une bourse pour étudier le cinéma à Prague), il tient dans les années 1990 une chronique hebdomadaire dans le journal *El Watan*, « Déclat », consacrée à la photographie, puis anime au sein d'un milieu culturel algérois étique des « cafés-philo », contribuant également à l'organisation d'expositions de peinture. Dans l'impossibilité de tourner un film documentaire sur le quartier de Bab el Oued, il publie en 1999 un livre à partir de ses notes éparses, *Bab el Oued ville ouverte*.

Fort de son capital intellectuel et militant, cet intellectuel anti-islamiste radical n'hésite pas à discuter pied à pied dans un article publié dans *El Watan*^{226} avec l'historien Benjamin Stora, qui vient de publier *L'Algérie en 1995* (Paris, Michalon). Il met en cause la validité scientifique des travaux de ceux qu'il appelle avec ironie les « spécialistes » français de l'Algérie (« Rémy Leveau, Bruno Étienne, François Burgat, Monique Gadant, Severine Labat, etc. »), utilisant « leur autorité et leur notoriété académiques » à des fins politiques : selon Djelfaoui, en faisant du conflit une « guerre civile », opposant Pouvoir et Islamistes, Stora confère au premier une forte responsabilité dans la crise, et aux seconds une forte représentativité sociale. Non seulement Djelfaoui conteste la hiérarchie entre savant et non-savant ; mais encore il suggère avec ironie une opposition géographique ou nationale entre ces points de vue :

Il est indubitablement du droit sociopolitique imprescriptible du citoyen français Stora (Leveau, Étienne, Burgat, etc.) de croire et de rêver du haut lieu d'observation et d'expression libre où il se trouve à la possibilité de transiger avec la barbarie et (pour les Algériens) de s'en accommoder.

Il revient en entretien sur cette opposition entre un savoir extérieur et un savoir autochtone :

Dans une bonne partie de l'Europe, le mouvement islamiste (ce n'est pas comme aujourd'hui) était pris comme un mouvement démocratique. [...] Alors, pour expliquer le contraire aux gens, ça n'a pas été une mince affaire, ça a duré loongtemps, des années. [...] C'est facile de l'extérieur, de loin, de généraliser. [...] Moi, je suis sur mon terrain*.

L'enjeu est de taille : il se rappelait que lors d'un passage à Paris un journaliste du *Figaro* lui avait rétorqué, à propos des islamistes : « Mais enfin, ils sont chez eux ces gens-là* ! » Il ne s'agit donc pas seulement d'imposer le point de vue de l'intellectuel universaliste face à celui de l'intellectuel spécifique, et le savoir autochtone face au savoir extérieur :

mais aussi d'assurer sa légitimité d'interprétation de la crise voire d'existence en tant qu'Algérien.

Rachid Boudjedra, le « Voltaire d'Alger » : formation transnationale d'un intellectuel prophétique

L'autorité des écrivains à s'exprimer sur le débat algérien ne va pas de soi : cela est d'autant plus compliqué en France que, malgré la tradition favorable à l'autorité des intellectuels universalistes, celle-ci s'est amenuisée au fur et à mesure que les intellectuels spécifiques prenaient plus d'importance. La réception d'un texte avant tout politique, *FIS de la haine* de Rachid Boudjedra, publié chez Denoël quelques mois après l'arrêt du processus électoral de 1992, permet d'observer la manière dont l'auteur s'est vu conférer une autorité dans le débat en France sur la crise algérienne. Convaincus par l'argumentation politique, les journalistes français confèrent au texte une dimension littéraire (le pamphlet), et à son auteur une dimension d'intellectuel prophétique ; qui profite à la carrière littéraire de Rachid Boudjedra.

Un écrivain cumulant les capitaux

Né en 1941, ce militant nationaliste et communiste est un temps emprisonné après le coup d'État de 1965. En exil en France, il finit la rédaction de *La Répudiation*, qu'il publie chez Denoël en 1969 par le biais de Maurice Nadeau, et obtient un grand succès. En phase avec les poètes de la revue marocaine *Souffles*^{227}, il revendique les expérimentations esthétiques de Kateb Yacine comme celles de Céline et de Claude Simon. Extrêmement subversif d'un point de vue littéraire, il l'est aussi d'un point de vue politique, s'attaquant à ce qu'il est convenu d'appeler le « triangle interdit » (*al-ṭālūt al-muḥarram*) constitué par la sexualité, la religion, et la politique. Ce livre ainsi que le suivant, *L'Insolation*, sont interdits par décret à l'importation en Algérie par le ministre de la Culture Ahmed Taleb Ibrahimi, figure importante de l'AOMA. Toutefois le président Boumediene incite Boudjedra à rentrer au pays en 1974, pour écrire le scénario de *Chroniques des années de braises* réalisé par Mohammed Lakhdar-Hamina, sorte d'épopée du peuple algérien vers sa libération, qui obtient la Palme d'or à Cannes en 1975. « J'étais connu, célèbre, c'était fini* ! » dit Boudjedra en entretien, qui se reconnaît alors dans la politique socialiste et nationaliste de Boumediene.

À travers son traitement de la sexualité et de la religion il reste hautement subversif en Algérie, où les plus conservateurs considèrent ses romans comme « pornographiques ». Lorsque ses livres sont traduits, puis qu'il publie directement en arabe à partir de 1982, une fatwa d'autorisation de mise à mort est prononcée à son encontre. En revanche, devenant l'un des grands écrivains du régime, ses critiques politiques se font plus rares. Reconnu au pôle international, il accumule un fort capital littéraire national. Désormais écrivain de langue arabe, il participe aux délégations algériennes à l'étranger, et est intégré aux cercles dirigeants dans les politiques culturelles, incarnant une ligne nationaliste et marxiste.

Lorsqu'il publie *FIS de la haine*, Boudjedra n'est pas un inconnu en France : mais, même si ses livres font l'objet de recensions dans les pages littéraires de la presse nationale généraliste, et en particulier dans la presse communiste, il n'a reçu qu'un prix littéraire, et reste publié chez Denoël, petit éditeur malgré son capital symbolique important : il est connu essentiellement d'un public d'initiés, et souvent marqué politiquement.

Un livre de polémique franco-algérien

En tant qu'écrivain disposant de capitaux littéraires nationaux et internationaux importants, Boudjedra se veut orientateur des consciences dans son pays, et ambassadeur de l'image de celui-ci dans le monde. Boudjedra, militant nationaliste de la première heure, ressent, face au monde, la victoire du FIS comme une « souillure » (*Le Républicain lorrain*, 25 avril 1992), et se dit « lass[é] et indiciblement bless[é] par l'insistance des redresseurs de torts occidentaux à instruire à [sa] place le procès public de l'intégrisme musulman » (*Le Nouvel Observateur*, 4 juin 1992). Le texte publié directement en français en France polémique avec des discours sur l'Algérie. Même si la majeure partie de l'opinion et des médias français sont favorables à l'arrêt du processus électoral qui permet d'éloigner le spectre d'un État islamique^{228}, une partie de l'intelligentsia, et surtout le président Mitterrand, ont condamné le coup d'État militaire et les mesures d'exception^{229}. Or le pouvoir algérien a besoin du soutien de l'État français. Boudjedra légitime l'arrêt du processus électoral en développant la thèse du « fascisme vert », et en affirmant que l'Algérie est majoritairement « du côté de la démocratie et de la laïcité, non du côté des intégristes », (*L'Auvergne laïque*, 27 avril 1993). Il polémique également avec un discours d'origine coloniale d'essentialisation négative des Arabes, porté par ceux qui

considèrent la part « moderne », c'est-à-dire laïque de l'Algérie, comme une minorité liée à la francophonie et à la France^{230}, ou encore à la berbèrité, « dont la substance identitaire reste fondamentalement anté-islamique^{231} » selon Jean-François Kahn. Il invalide ces thèses en montrant la modernité des Arabes (comme Ibn Arabi) ; et en pointant les responsabilités de « l'Occident » : « Le FIS a été enfanté, entre autres, par ce mépris occidental de la langue arabe et de l'identité arabo-musulmane dominante en Algérie »^{232}. Mais le texte, importé aussitôt en Algérie, polémique aussi avec des discours algériens. Il s'attache à montrer les aspects positifs de ce même « Occident », et dresse également les responsabilités internes des Algériens : gouvernants, intellectuels, et même le peuple qui a perdu le goût du travail à cause de la rente pétrolière. En disant, comme le suggère le titre, que le FIS est héritier du FLN^{233}, Boudjedra prend aussi ses distances avec un pouvoir désormais discrédité.

La plupart des journaux français approuvent les analyses de Boudjedra et saluent le combat de la modernité laïque contre le fanatisme archaïque. Au-delà du débat sur la situation algérienne, c'est à travers deux prismes français que le texte est apprécié. Le premier est le lien (néo)colonial de la France avec l'Algérie. Tandis que les journaux communistes approuvent les analyses du néocolonialisme, ceux de droite s'en « agacent » (*Quotidien de Paris*, 15 avril 1992), et privilégient les responsabilités algériennes, avec parfois un ton explicite de revanche (*Minute*, 29 avril 1992). Mais on constate un glissement de la réception vers un deuxième enjeu, qui est celui de l'islam en France, dans un contexte de débat sur le « voile islamique » et de montée du Front National. La presse de gauche thématise cette question dans une perspective féministe : le voile islamique est associé en filigrane à l'extrémisme, par des photos. Tandis que *L'Humanité Dimanche* (9 juillet 1992), titrant « Pour déchirer la haine drapée de vert », montre une femme en haïk passant dans une rue où est tagué « Bientôt État islamique », *Le Nouvel Observateur* (4 juin 1992) présente des femmes en cheveux avec comme légende « Le courage des femmes a été fatal au FIS ». Dans *L'Express* (25 juin 1992), hebdomadaire attaché à la cause algérienne depuis François Mauriac, positionné désormais à droite, André Pautard raille les intellectuels de gauche, « bonnes consciences » qui se taisent désormais à propos de l'Algérie. Mimouni et Boudjedra apparaissent comme leurs remplaçants, prenant en charge le « progressisme ». Ce « concept politique

ambigu » selon le journaliste est défini en creux par lui : définition non pas économique, ni politique (« démocratie formelle »), mais sociale : la laïcité.

Cette idée d'équivalence, de remplacement des progressistes français par des progressistes algériens, est symptomatique. En suivant Vincent Geisser, on peut dire que Boudjedra, comme les autres écrivains algériens anti-islamistes radicaux, sont transformés de « dissidents de l'islam » en « intellectuels musulmans alibis », « l'originalité de leur apport étant souvent occultée au profit de la seule fonction de légitimation de la dénonciation dominante des “dangers” de l'islam(isme) »^{234}. On peut faire une analyse semblable au sujet de la figure des femmes algériennes dans leur ensemble : selon Salima Ghezali, le « courage », l'« héroïsme » leur serait « concédé »^{235} dans le cadre d'une campagne de propagande anti-islamiste faisant d'elles ce que Monique Gadant nomme des « femmes alibis »^{236}, campagne qui réactiverait en creux les clichés orientalistes de la femme voilée face au « garçon arabe » machiste et violent^{237}. Cette situation d'alibi est bien, étymologiquement, la conséquence de la circulation des discours politiques de part et d'autre de la Méditerranée. S'ils s'expriment à *propos* et à *partir* d'une réalité algérienne où l'islam est religion d'État, la société puritaine, et où s'impose une extrême droite islamiste particulièrement virulente (voire violente), ces écrivain-e-s s'expriment aussi *dans* l'espace public français où il n'y a plus de religion d'État, où la société est plus libérale, et où l'islam est religion minoritaire et les musulmans minorisés socialement et symboliquement. Cette circulation a un effet politique paradoxal : positionnés à gauche en Algérie, par leur formation socialiste (voire communiste), et leur libéralisme de mœurs, ces écrivains voient leur réception française se décaler vers la droite. Ainsi, alors que la réception (la moins littéraire) de Rachid Boudjedra se trouvait essentiellement au sein de la gauche issue de l'anticolonialisme, elle se diversifie largement pendant la décennie, symptôme d'un brouillage idéologique entre une gauche attachée à une téléologie progressiste et féministe et une droite inquiète de la visibilité accrue de l'islam^{238}. Cependant la circulation du discours n'est pas seulement l'effet d'un « malentendu structural^{239} », pour parler comme Bourdieu, entre la situation algérienne et française : Boudjedra inscrit aussi consciemment son discours dans un cadre français, lorsqu'il écrit dans *Libération* (8 juillet 1992) : « Dans les banlieues d'immigrés en Europe, les intégristes ont

commencé [...] à injecter en elle la haine de l'occident et de ses valeurs positives, humanistes et rationalistes. »

La légitimation littéraire d'une position politique

Alors que, de ses chroniqueurs littéraires habituels, seul reste Claude Prévost de *L'Humanité* (Antoine de Gaudemar de *Libération* le critique), la légitimation du propos politique de Boudjedra passe par la reconnaissance de la littérarité de son texte, et donc par sa qualification générique en pamphlet (alors qu'il ne comporte pas d'indication générique). Cela est sensible *a contrario*. L'article le plus franchement critique à l'encontre de *FIS de la haine* est celui de Renaud de Rochebrune, spécialiste de l'Algérie, proche de Benjamin Stora, paru dans *Jeune Afrique* (28 juillet 1992), et intitulé « Boudjedra la haine ». Nommant le texte « essai », donc un ouvrage quasi-scientifique, il lui retire tout droit à l'approximation (« démonstrations [...] appuyées [...] sur des rumeurs non-vérfiées »), à l'expression excessive (« injure »), ou à la caricature : « Quand on décrit ainsi un Occident caricatural, emmêlant les critiques justifiées et les slogans primaires et simplistes, est-on fondé à reprocher aux autres, et en particulier à ses compatriotes, leur incapacité à comprendre que tout n'est pas noir ou blanc ? »

Pourtant Boudjedra présente ses interventions comme celles d'un écrivain : « Je ne suis ni sociologue, ni politologue. Je fonctionne à la sensibilité et à l'émotion » (*Républicain lorrain*, 25 avril 1992). C'est ainsi que la plupart des journalistes le présentent, excusant donc ses approximations. L'article d'Alfred Eibel dans le *Quotidien de Paris* (15 avril 1992), journal de droite, montre clairement le caractère sélectif de la référence au genre du pamphlet. Lorsqu'il conteste les critiques de Boudjedra à l'encontre de « l'Occident », le journaliste déplore que « l'excès l'emporte sur la froide raison ». Mais dans l'ensemble il loue la « violence du pamphlétaire » critique à la fois du FIS et du FLN. La violence n'est pas vue comme négative, mais expression d'une vérité qui prend les formes légitimes de la passion, virilité anti-intellectualiste : « Rachid Boudjedra ne fait pas dans la dentelle ; il n'analyse pas, il assène des constats ; il ne démontre pas, il dénonce » (*La Raison*, novembre 1992). Roland Duclos (*La Montagne*, 12 juin 1993) cite l'auteur en entretien : « Un ouvrage très passionnel, subjectif, mais sincère », propriétés typiques du genre pamphlétaire^{240}.

Ainsi la valorisation du texte de Boudjedra comme pamphlet semble aller à rebours de la tendance à la disqualification du genre en France^{241} du fait d'un processus de différenciation entre champ littéraire et champ journalistique, et du discrédit sur la figure du polémiste dans le cadre de l'épuration des intellectuels ayant collaboré avec les nazis au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale^{242}. *FIS de la haine* à l'inverse a été produit dans un contexte algérien où les frontières au sein du champ intellectuel, et entre celui-ci et le champ politique, sont moins étanches qu'en France ; et c'est un texte ambigu en France d'un point de vue idéologique (entre gauche et droite) : il n'est pas impossible que ce pamphlet ait ainsi participé à la progressive réhabilitation de la figure du polémiste en France.

La création d'un « intellectuel prophétique »

La légitimation du discours politique de ce texte passe également par l'héroïsation de son auteur, au mépris de la complexité de la position de Boudjedra dans le champ du pouvoir algérien.

En butte au tournant de 1970 à la censure politique et religieuse, il continue dans les années 1990 à se battre pour l'autonomie de la littérature, et à défendre les valeurs de tolérance du champ littéraire face aux prescriptions morales, religieuses et identitaires des islamistes : il a donc les caractéristiques de l'« intellectuel critique », et l'importance de son capital littéraire fait même de lui un « intellectuel prophétique » en Algérie. Mais progressivement intégré aux cercles du pouvoir, il fait figure aussi de « conseiller du Prince », et défend de fait le *statu quo* politique en 1988 puis face à la subversion islamiste. Cette position éminente est toutefois fortement remise en cause avec la crise, puisque Boudjedra risque non seulement la marginalisation, mais également l'assassinat.

Sa position en France est toute autre. Il fait figure d'intellectuel critique dominé, dont le genre typique d'intervention politique est précisément le pamphlet selon Gisèle Sapiro^{243}. Il est en effet tout à la fois autonome des enjeux politiques français, et dominé en tant qu'Algérien d'un point de vue politique et littéraire, comme en témoignent ses attaques contre l'« Occident », et contre les écrivains « francophones » reconnus en France (Senghor et Ben Jelloun^{244}).

Non seulement la complexité des rapports de pouvoir en Algérie n'est pas comprise en France ; mais encore araser cette complexité, en présentant Boudjedra uniquement comme un intellectuel critique, et *a fortiori* comme

un intellectuel prophétique, permet de légitimer son propos dans le contexte français. C'est le cas de *L'Humanité Dimanche* (« Le "J'accuse" de Rachid Boudjedra », 30 septembre 1993), ou du *Nouvel Observateur*, qui titre « Les Voltaire d'Alger », s'appuyant sur des entretiens avec Mimouni et Boudjedra :

Le livre de Boudjedra brûle d'une vraie sainte colère d'un homme pour qui il n'y a pas de valeurs en dehors des valeurs universelles. Il s'indigne avec la passion d'un grand écrivain contre les imposteurs du djihad qui, dit-il, sont prêts à « réécrire à leur guise des sourates entières du Coran pour justifier leurs pires exactions ».

À travers la figure de Voltaire, du « grand écrivain » porteur de « valeurs universelles », le journaliste renoue avec une mystique laïque opposée aux « imposteurs » de la religion, et caractérisant traditionnellement l'intellectuel prophétique. L'environnement lexical donne aux termes de « passion » et de « colère » une violence non pas pamphlétaire mais christique. Pour autant le capital symbolique de Rachid Boudjedra en France, incomparablement plus faible que celui dont il bénéficie en Algérie, ne fait pas de lui un intellectuel prophétique. Les journalistes sont contraints de lui en donner les qualités. À part Claude Prévost qui le décrit comme « le plus grand écrivain algérien d'aujourd'hui » pour être l'un des seuls à savoir vraiment de qui il parle, les autres se contentent de reprendre l'argument de la quatrième de couverture du livre, qui précise qu'il est « l'écrivain algérien le plus traduit au monde » (*Le Réveil des combattants, Minute*). C'est là tout le paradoxe : alors qu'un intellectuel prophétique s'appuie, pour prendre une position politique, sur une célébrité littéraire, ici ce sont les journalistes qui lui donnent ces qualités afin de légitimer son discours qui, en France, n'est pas dissident (même s'il l'est grandement en Algérie), mais en bonne partie convenu. Devenant « intellectuel musulman alibi », Boudjedra gagne une visibilité enviable (voir *infra* la réception de son roman suivant *Timimoun*), passant notamment chez le grand éditeur Grasset.

En plus de l'opposition entre anti-islamistes dialoguistes et radicaux, ce qui se joue sur ce terrain franco-algérien, c'est la concurrence entre deux types de légitimité intellectuelle. Par ce cas limite de *FIS de la haine*, on observe donc comment l'opposition politique entre intellectuels universalistes et intellectuels spécifiques se développe au niveau transnational. Le soutien à la cause anti-islamiste radicale défendue par ces écrivains est en partie euphémisé par le soutien à leur littérature : ce n'est

pas leur statut littéraire qui donne de la valeur à leur propos politique, c'est leur propos politique qui conduit à les valoriser d'un point de vue littéraire. Les plus dotés des écrivains, comme Boudjedra, ne sont pas seulement les jouets d'une réception ethnocentrique, faisant d'eux des « intellectuels musulmans alibis » : Boudjedra conserve son *agency*, et tout en étant sincère dans son engagement politique, il profite aussi des malentendus de sa circulation transnationale dans un but politique, et accroît du même coup sa reconnaissance littéraire en France.

Ce chapitre a permis de nuancer l'héroïsation politique de l'écrivain, et l'image de l'écrivain algérien en particulier comme parangon de l'intellectuel critique. Il ne s'agit pas de casser un mythe, mais au contraire, contre les caricatures, de rendre justice aux logiques indigènes de l'engagement, irréductible au modèle français entretenu de l'affaire Dreyfus à Jean-Paul Sartre : la lutte pour l'autonomie de la littérature peut aller de pair avec un engagement nationaliste, et de soutien à un régime semi-autoritaire. Les rapports des écrivains algériens au champ politique pendant cette période sont très complexes. Leur engagement et leur position politiques dépendent certes de leur position sociale (appartenance ou non à l'élite sociale), et donc en partie de leur génération (rapport à l'État socialiste et à la crise économique). Mais nous avons montré la nécessité de prendre en compte l'inscription des écrivains dans leur espace d'activité propre, le champ littéraire, dont les caractéristiques évoluent, et qui est encadré lui-même dans un champ intellectuel transnational.

Ainsi, contre l'engagement détaché de l'ancrage national développé par Sartre^{245}, les écrivains les plus reconnus du champ littéraire ont une responsabilité nationale d'ambassadeur de l'image de l'Algérie, en particulier à l'égard de l'ancienne Métropole ; responsabilité que ne partagent pas les moins reconnus (si l'on compare en 1988 l'attitude de Kateb Yacine et d'Anouar Benmalek). Plus largement, la conception du rôle de l'écrivain comme intellectuel engagé dépend de leur degré d'intégration des règles du champ (si l'on compare pendant la guerre civile l'attitude de Rachid Boudjedra et de Salim Bachi).

Il convient de prendre en compte également l'autonomie relative du champ littéraire par rapport au pouvoir politique. Or l'action de l'État algérien sur le champ littéraire est irréductible à l'alternative de l'autoritarisme ou du libéralisme, puisque des marges de liberté ont toujours existé pour la littérature malgré un libéralisme politique très variable. Plutôt

que le degré d'autonomie du champ, le cas algérien invite donc à observer le type de lutte pour l'autonomie des écrivains. La lutte offensive et heureuse contre la censure d'État se fait dans les années 1980 par une culturalisation de la politique, puis un retrait et une euphémisation de la politique au moment de la brusque libéralisation post-1988. À l'inverse à partir de 1990, la lutte défensive et inquiète de préservation de l'autonomie enfin institutionnalisée, se fait d'une part, avec une partie de l'État et contre la censure et la violence islamiste, et d'autre part au travers d'une surpolitisation de la littérature, c'est-à-dire de sa soumission aux enjeux du champ politique.

Enfin il faut replacer le champ littéraire dans le champ intellectuel, qui se transnationalise pendant la crise de 1988 et de la guerre civile. Dépassés par les journalistes en tant qu'avant-garde intellectuelle critique au moment d'Octobre, les écrivains sont concurrencés par eux et par les chercheurs en sciences sociales pendant la guerre civile. Mais la circulation algéro-française a un double effet contradictoire : d'une part elle fragilise la légitimité des écrivains à intervenir en tant qu'intellectuels prophétiques face à des intellectuels spécifiques ; mais d'autre part elle la renforce, au prix de leur instrumentalisation pour des enjeux français, ce dont ces écrivains ne sont pas dupes.

Il semble que pour toutes ces raisons, cette double crise constitue le chant du cygne de l'écrivain comme parangon de l'intellectuel : la fin de la guerre civile conduira à un fort reflux de l'engagement chez les écrivains, excepté chez les écrivains-journalistes.

Chapitre 2

Une guerre des langues ?

Selon une certaine doxa française (et européenne) plus ou moins explicite, à l'époque où Samuel Huntington théorisait le « Choc des civilisations^{246} », la guerre civile algérienne aurait été avant tout une guerre culturelle, opposant arabophones et francophones, ces derniers seuls étant tournés vers la « modernité » et donc la France. C'est le cas dans les toutes premières minutes du documentaire hommage à Tahar Djaout diffusé en 1994, *Shooting the Writer* :

Aujourd'hui dans certains pays, la parole écrite a le pouvoir de dresser les uns contre les autres intellectuels occidentalisés et intégristes musulmans. [...] L'Algérie [...] Un pays riche de son héritage musulman, mais marqué aussi par son passé de colonie française. Ces dernières années, le conflit entre ces deux cultures s'est exacerbé. Entre mars et juin 1993, six intellectuels de renom ont été assassinés à Alger^{247}.

Le système d'opposition, sans être totalement explicité, permet un ensemble d'amalgames entre pays, langue, rapport à la religion, et à la Culture. Le journaliste du *Monde* Jean-Pierre Peroncel-Hugoz parle pour cette raison de « guerre civile culturelle » (19 mai 1994). Bernard-Henri Lévy résume les deux principaux griefs formulés, selon lui, aux intellectuels assassinés : « Les intellectuels assassinés parlent – et pensent – dans une langue, le français, qui n'est pas celle du Prophète ni de l'Oumma ressuscitée [...] Ils lisent – et parfois écrivent – des livres qui ne sont ni le

Coran ni la Sunna : or il n'y a qu'un livre [...] ^{248}. » Est reconduite la représentation coloniale de l'« évolué » nécessairement francisé, face à l'archaïsme voire la barbarie du reste de la population. Cette représentation ne tient pas uniquement au caractère postcolonial des relations entre la France et l'Algérie. Les intellectuels algériens exilés en France ont contribué à la diffuser, et, bon gré mal gré, prêté le flanc à de telles récupérations de leurs propos. Symétriquement, l'arabe était valorisé par certains comme la langue de « l'authenticité » face à la langue de la colonisation et de « l'aliénation ».

Devenue symbole de la nation depuis la guerre d'Indépendance, la langue arabe a été l'objet de politiques publiques (nommée « arabisation »), et instrumentalisée politiquement. Mais la question linguistique ne constitue que très secondairement une motivation au vote FIS lors des élections municipales de 1990 puis législatives de décembre 1991 : les aspirations des votants, quoique contradictoires, sont majoritairement socio-économiques ^{249}. Seulement chez les diplômés, et de manière générale chez les intellectuels, la langue est un enjeu important, sans être pour autant premier.

Dans le champ littéraire, la crise des années 1990 s'est en bonne part cristallisée autour de la question linguistique. Tandis que l'écrivain de langue française Boualem Sansal parle de « guerre linguistique ^{250} », l'écrivain de langue arabe Brahim Sadi, philosophe laïc, mais opposé à l'arrêt du processus électoral, se permet de généraliser :

C'était aussi une guerre de langues ! [...] Il y avait des arabophones qui étaient contre les islamistes, ça c'est sûr, mais la grande masse des islamistes était des arabophones [...] Et ceux qui étaient pour la laïcité, c'étaient surtout les francophones, des élites francophones soutenues par l'armée, mais pour des raisons bien distinctes les unes des autres. Les militaires tout simplement parce qu'ils étaient contre toute démocratie réelle, les francophones parce qu'ils sont imprégnés de la culture française, qu'ils considéraient, mais sans le dire ouvertement, comme menacée par l'arrivée des islamistes*.

On devine que cette représentation, malgré le souci de ne pas essentialiser l'opposition entre les deux groupes linguistiques ait pu, par la bouche d'intellectuels moins prudents, alimenter les représentations postcoloniales de la doxa française sur la crise algérienne. La question qui se pose est comment une *tendance* a pu se muer en *essence* : comment un lien statistique entre langue pratiquée et position politique a pu conduire à les amalgamer.

La démarche de ce chapitre est pour cette raison tout à la fois « explicative » et « compréhensive » : après avoir tenté de trouver les causes des prises de position politiques des écrivains (expliquer), nous montrerons comment la crise politique a amené une partie des écrivains à considérer l'opposition linguistique comme centrale (comprendre). Bien plus, la guerre a contribué à fortement bipolariser le champ littéraire : si la guerre civile n'est pas essentiellement une guerre des langues, elle l'est cependant *devenue* dans le champ littéraire.

La question linguistique n'est pas le facteur explicatif majeur des oppositions dans le champ littéraire durant la guerre civile, mais elle l'est dans les perceptions. C'est en partie l'effet de la « synchronisation » (Bourdieu) des problématiques de l'ensemble des champs intellectuels : dans cette période de crise, les champs littéraires, journalistique et universitaire s'influencent mutuellement sur cette question. Mais c'est aussi la conséquence d'effets de champ, comme le montre l'affaire Tahar Ouetta, qui contribue fortement à la diffusion de cette représentation du fait de sa position éminente dans le champ. Le tragique réside en ceci que, par une forme de prophétie auto-réalisatrice, ce discours s'est traduit dans la réalité.

Les fondements de l'opposition : Autonomie et internationalité

Mieux que la question linguistique, le facteur international donne des éléments d'explication aux prises de position politique des écrivains pendant la guerre civile. Il ne s'agit pas de trouver ici l'explication unique ou même majeure des prises de position politiques des écrivains. Comme pour tous les autres acteurs sociaux, celles-ci sont tributaires d'origines sociales, de conditions socio-économiques dont l'analyse excède ce travail. Il s'agit plutôt de prendre au sérieux l'inscription des écrivains dans leur champ d'activité, et d'observer ce qu'elle peut nous apprendre sur leurs prises de position politiques.

On a vu que l'anti-islamisme était largement dominant dans le champ (90 %), et que la majorité des écrivains avait approuvé l'arrêt du processus électoral. La rupture des écrivains avec le reste de la population est consommée : lors du premier tour des élections législatives en décembre 1991, et même si l'abstention a été très importante, 55 % des votants se sont prononcés pour des partis islamistes (en particulier le FIS). Les élites

intellectuelles, dont font partie les écrivains, ne se sont pas reconnues dans ce parti populiste soutenu par la nouvelle classe moyenne enrichie. Nous faisons toutefois l'hypothèse que ce taux extrêmement élevé d'anti-islamisme chez les écrivains (comparativement aux journalistes par exemple) n'est pas seulement l'expression de cette position d'élite (en voie de déclassement). La grande majorité des écrivains algériens actifs dans les années 1990 ont été formés à gauche, et s'opposent à ce titre aux fondamentalistes puis aux islamistes. Les réseaux politiques de gauche ont en outre importé une conception relativement autonome de la littérature, que contestent les islamistes au nom des valeurs de la morale et de la religion. L'opposition fondamentale réside ainsi davantage dans le type de capital littéraire des écrivains, international ou national : cette opposition s'est durcie lorsque, comme nous l'avons vu, les écrivains les plus internationalisés ont brisé après 1988 le monopole des écrivains au capital le plus nationalisé sur les institutions culturelles du pays.

Islamistes vs communistes : des littératures politiques

En partie, le conflit entre pro-islamistes et anti-islamistes peut être ramené à l'opposition entre fondamentalistes et gauche marxiste, qui avait structuré la vie politique du pays depuis l'Indépendance. C'est le cas au pôle le moins autonome du champ littéraire (le plus soumis aux prescriptions politiques ou religieuses) : marxistes et islamistes s'y opposent parce qu'ils partagent une même conception d'une littérature pédagogique et potentiellement politique.

L'ādāb traditionnel

Le statut d'élite sociale des écrivains, leur forte intégration politique, conduisent certains à adopter une conception instrumentale de la littérature. Figures de Conseillers du Prince, ils défendent une « littérature pédagogique », fondée sur la conception traditionnelle de l'*ādāb*. Il s'agit d'une prose qui visait à instruire (*tarbiya*) tout en divertissant (*tasliya*), l'équivalent du *docere et placere* du classicisme issu d'Aristote. De ce terme dérive le nom d'agent « *adīb* » auquel les fondamentalistes restent davantage attachés : proche de l'« honnête homme^{251} » par le sème de politesse et d'urbanité attaché à l'*ādāb* ; ou des « gens de lettres » français dont parle Voltaire dans son *Dictionnaire philosophique* par sa polygraphie. La *qaṣīda*^{252}, poème aux fonctions sociales extrêmement diverses, a donc

pu être utilisée par des hommes politiques, comme l'Émir Abdelkader ou le cheikh Ben Badis. À l'inverse est tenue en suspicion une poésie qui n'aurait pas une fonction morale ou pieuse. Comme dans la tradition platonique, la figure du poète est ambivalente, et la 26^e sourate du Coran qui l'évoque a été beaucoup commentée^{253}. Les fondamentalistes fondent sur ces vers une théorie de « l'art pour la morale^{254} », opposé à « l'art pour l'art ». C'est avec la *Nahḍa*^{255}, cette « renaissance » dans le monde arabe au tournant du xx^e siècle, que le terme « *ādāb* » a commencé à signifier « littérature » au sens d'un espace intellectuel spécialisé potentiellement gratuit, amoral. En Algérie cette conception a été en outre importée par la colonisation. Malgré cela, c'est, selon Luc-Willy Deheuvels, « en s'énonçant comme morale, didactique et non fictive, ou aussi peu fictive que possible, que la fiction romanesque a tenté de se faire admettre dans la littérature arabe^{256} », et ce jusque dans la deuxième moitié du xx^e siècle, avec, comme le souligne Richard Jacquemond, « le double refus de la “littérature d'évasion” et de “l'art pour l'art” au nom du “réalisme” et de “l'engagement” : les idéologues changent, le système de pensée est le même^{257} ». Pour une part, fondamentalistes et marxistes partagent cette conception instrumentale de la littérature. Il faut noter toutefois que, tandis que la conception fondamentaliste porte un soupçon majeur sur le rôle du poète, la conception marxiste confère à ce dernier une place éminente dans la société. C'est par ailleurs chez les marxistes que s'est développé un pôle autonome de la littérature.

Littérature pédagogique et politique

Les fondamentalistes ont développé une conception particulièrement pédagogique de la littérature, qui va de pair avec leur statut social d'enseignant. À ce titre, ils ne font que porter à leur extrême la logique reproductive des « Professeurs », distingués dans l'ACM. De fait, ils présentent les traits les plus systématisés du pôle national (ce qui explique la position de la modalité à l'extrême droite de l'axe 1), leur compétence littéraire est massivement validée par les instances nationales. Les trois quarts ont fait partie de l'UEA (contre 40 % en moyenne). Ils sont par excellence le produit et le vecteur de la reproduction des modèles littéraires, en tant qu'étudiants puis enseignants de lettres arabes^{258}. Pour cette raison, la position pro-islamiste est tout à fait transgénérationnelle : on la trouve

chez Mohamed Nacer (génération de Novembre), Mustapha Ghomari (génération de l'Indépendance), et Aïssa Lhileh (génération d'Octobre).

L'écrivain Mohamed Salah Nacer serait la figure la plus proche du traditionnel *adīb*. Né en 1938 dans le Mزاب, il est ibadite, courant de l'islam très puritain. Élevé dans une famille lettrée, il est formé dans une école libre islamique, puis en Égypte et devient docteur et enseignant à l'université d'Alger. Utilisant spontanément le terme pour décrire sa vocation depuis l'enfance, il définit l'*adīb* ainsi : « L'homme de lettres, c'est l'enseignant réformateur qui éduque toute une génération** ». Instructeur des âmes, il est également polygraphe : sa bibliographie gigantesque et très variée, se compose d'un très grand nombre de titres de littérature enfantine ou encore de vulgarisation sur les grandes figures nationales ou le patrimoine mozabite, à côté d'essais littéraires plus universitaires, comme, dans les années 1990, sur la « littérature islamique » : la poésie y tient comparativement une place peu importante. Les écrivains pro-islamistes partagent une même conception pédagogique, ou morale, de la littérature, sur le modèle de celles développées en Arabie Saoudite, en Égypte^{259} ou au Maroc (autour du groupe « *Al-Meškāt* »). L'écrivain Rabah Kheddouci (né en 1955), ancien enseignant dans le secondaire, inspecteur de l'éducation depuis 1982, membre de la commission nationale de la réforme de l'éducation, et fondateur de la revue *al-Mu'allim (L'Enseignant)*, et par ailleurs islamiste virulent (il écrit dans le journal étatique arabophone *Es-Salām*), prône ainsi dans ses nouvelles et ses romans une littérature morale (*ādāb faḍīla*) et des personnages exemplaires (moraux : *al-baṭal al-fāḍil*).

Mohamed Nacer date le renouveau du courant islamique dans la littérature de langue arabe, et plus exactement dans la poésie, du début des années 1980 : « C'était une réaction contre une poignée d'auteurs modernistes, les "nouveaux", ceux que j'appelle "les écrivains de la révolution agraire". C'est-à-dire que ces auteurs étaient là pour soutenir la politique du gouvernement socialiste** ». Il s'agit donc d'une réaction politique, et non seulement littéraire. Nacer avait en effet soutenu un poète de la génération de l'Indépendance (né en 1948), Mustapha Ghomari, en préfaçant son premier recueil, *Asrār al-ḡurba (Les Secrets de l'exil, ou de l'aliénation)* publié à la SNED en 1977 ; puis en le soutenant en 1980, lors de la publication de *Ḥadrā' tušriqu min Ṭahrān (Le Vert se lève de Téhéran)*, volume au titre explicitement khomeyniste un an après la révolution iranienne, paru dans l'une des premières maisons d'édition

privée, El-Baâth à Constantine. Face à lui en effet se sont levés ceux que l'histoire littéraire nomme les « écrivains des années 1970 », et en particulier les poètes^{260}. Tous formés dans la gauche marxiste, ils avaient obtenu une forte reconnaissance institutionnelle de la part du président Boumediene, lequel leur avait confié la revue *al-Amāl*^{261} : ils utilisent cette tribune pour dénoncer l'idéologie antinationaliste arabe (l'Iranien chiite Khomeyni en appelait à renverser le régime baâthiste de Saddam Hussein), et l'archaïsme de la forme. Cette opposition politique et esthétique est également sociale. Tandis que Nacer et Ghomari, enseignants de littérature à l'université, reproduisent la poésie classique (*`amūdī*), et un peu de poésie libre (*šī`r al-ḥurr*), les jeunes poètes de gauche, issus de milieux plus populaires, n'ont suivi qu'un premier cycle d'étude pour devenir journalistes ou enseignants du secondaire, et ne pratiquent que la poésie libre.

Cette opposition au sein du sous-champ de langue arabe entre gauche et pro-islamistes est au moins aussi importante, au tournant de 1990, que celle qui oppose francophones et arabophones. Dans une enquête d'*Al-Muğāhid al-usbū`ī* sur la « crise de la culture nationale » (« *azma al-ṭaqāfa al-wataniyya* »), le socialiste Ahmed Hamdi et le fondamentaliste Mohamed Nacer, qui publie alors des articles dans l'organe du FIS *Al-Munqid*, continuent à s'affronter d'un point de vue politique comme au début des années 1980. Ils se retrouvent sur un même constat de division de la nation, non seulement d'un point de vue linguistique, mais également d'un point de vue idéologique : « salafiste/progressiste » pour le premier, que le second traduit ainsi : « Au sein des intellectuels arabophones, on en trouve qui s'éloignent de la civilisation musulmane au sens large, pour s'enorgueillir d'appartenir à d'autres courants idéologiques : ceux-là qui combattent nos symboles, notre religion et nos traditions ne sont pas moins dangereux à mon sens que ceux qui s'accrochent à la langue française^{262}. » Cette opposition est centrale : de fait, en entretien, ces écrivains ne citent jamais d'écrivains francophones.

Même pour la génération d'Octobre, la dimension pédagogique et la référence au communisme restent centraux. Né en 1962, Aïssa Lhileh étudie puis enseigne (après un magister au Caire) les lettres arabes à l'université de Constantine, avant de recentrer son attention sur les questions religieuses et de s'inscrire en doctorat à l'université de Khartoum, capitale d'un Soudan s'attachant depuis 1989 à appliquer la *chari`a*, sur « La dialectique historique dans le Coran », qu'il ne soutiendra que dans les

années 2000. En effet, il interrompt études et enseignement au moment de l'arrêt du processus électoral, avant de rejoindre en 1993 l' AIS dans le maquis (*al-ğabāl*, la montagne) de Jijel qui était l'un des fiefs du FIS. Il profite à la fin des années 1990 des lois de Rahma et de Réconciliation et retrouve un poste d'enseignement à l'université de Jijel. Durant la guerre, conjuguant ses capacités religieuses et littéraires, il y devient mufti (interprète de la loi) et écrit des poèmes guerriers, exaltant le courage des moudjahidin face au tyran : « J'écrivais des poèmes dans la montagne, inspiré par mes amis martyrs, lorsqu'ils agitaient leurs mains ensanglantées pour dire adieu [...] choses qui inspirent et poussent à dire de la poésie plus que les yeux des belles^{263} ». Dans son roman *Kirāf al-ḥiṭāyā* (*L'Odeur des péchés*), publié en 2002 après son retour du maquis par l'association de Ouettar El-Djahidhia, il dénonce l'occidentalisation des valeurs et l'hypocrisie du monde moderne. Mais tout en participant à la reconnaissance symbolique progressive du roman dans le sous-champ littéraire de langue arabe, il conserve dans sa prose une langue empreinte de formules coraniques, qu'avait rejetée Tahar Ouettar, introducteur de l'étiquette « réalisme socialiste » en Algérie.

Pourtant cette conception pédagogique de la littérature a souvent été comparée au « réalisme socialiste », dont elle reprenait la linéarité et les valeurs manichéennes. Fort peu nouvelle d'un point de vue théorique, la « littérature islamique », « *al-ādāb al-islāmī* », coalisait bien plus autour d'un slogan politique. Mohammed Nacer s'est positionné dans les années 1990 comme théoricien de celle-ci : installé à Oman (pays majoritairement ibadite, comme la région du Mزاب) à partir de 1991, il y publie deux livres sur la « littérature islamique ». Il la définit comme une littérature « exprimant la personnalité musulmane avec art** », et s'oppose à ceux qui disent que « la littérature ne sert pas à faire de la morale, qu'il n'y a que les mots qui les intéressent. L'islam ne dit pas cela, l'islam dit qu'il faut passer un message** ». Alors que l'avant-garde de la critique littéraire algérienne se veut structuraliste depuis les années 1980, Nacer considère en effet dans *Les Caractéristiques de la littérature islamique* que la littérature est un acte de communication, devant « refléter la foi » de son auteur, et engageant sa « responsabilité » (*mas'ūliya*) qui est d'améliorer sa société^{264}. Tout en citant abondamment le Coran, et en dénonçant dans sa conclusion les auteurs arabes qui s'inspirent de l'Occident, Nacer reprend un grand nombre d'éléments définitionnels de la littérature engagée sartrienne. De son côté

Aïssa Lhlileh reprend à son compte la critique sociologique marxiste selon laquelle la littérature est l'expression d'une idéologie, et assume pleinement la fonction politique de la littérature islamique :

La littérature islamique, avant d'être un art, des paroles, des sonorités, est une idée, et l'idée avant d'advenir dérive d'une vision, qui dérive d'une image, et l'image dérive d'une croyance ou d'une religion, et tandis que l'on reconnaît l'existence d'une littérature de gauche représentée par la littérature du réalisme socialiste, et que l'on reconnaît l'existence de la littérature libérale qui défend les valeurs libérales, pourquoi ne reconnaît-on pas l'existence d'une littérature islamique^{265} ?

Le jeune écrivain de langue arabe Fayçal Lahmar, né en 1973, se rappelle en entretien la manière dont la pratique poétique était jugée, lors des récitals et colloques tenus dans les années 1990, selon des critères dérivés des critères scolaires, confirmant la logique reproductive de la littérature au pôle le plus national du champ littéraire :

[On discutait] des images utilisées, les thèmes, « Pourquoi tu as dit ça », « Est-ce que ça c'est pas un petit peu piqué chez untel ou untel, des grands écrivains », « J'ai beaucoup aimé le début, pas la fin », c'était ce genre de critiques quoi. « Tu as trop utilisé tel mot, quand ça se répète ce n'est pas poétique, il faut éviter ça »*.

Issu d'une famille francophone de gauche, pro-islamiste au début des années 1990, il se rappelle que, avant de se lancer dans le journalisme, il eut « une certaine prise de conscience du rôle de l'intellectuel* » : « on avait la conscience du rôle aussi de l'étudiant comme futur intellectuel, il y avait cette vision que tout étudiant est un intellectuel potentiel, donc il a un rôle à jouer, il a son mot à dire, il a sa prise de position obligatoire* ». L'intellectuel islamiste du début des années 1990 reprend ainsi trait pour trait ceux de l'intellectuel engagé communiste des années 1970 en Algérie. Au pôle le plus hétéronome du champ littéraire, marxistes et islamistes sont donc paradoxalement proches, par-delà leurs divergences politiques.

Écrivains et imams : des religions concurrentes

Cependant une partie des marxistes défendent une conception à la fois plus autonome et plus spécialisée de la littérature. Lazhari Labter, né en 1952 et venu à Alger pour les études dans les années 1970, liait même intimement communisme et littérature :

Je crois que c'est Aragon qui disait, « je suis venu au communisme comme on va à la lumière^{266} ». Moi j'y suis allé en lisant des poètes. [...] Quand on est à la fac et qu'on découvre

Mahmoud Darwish, le combat des Palestiniens, on découvre Che Guevara et toute la littérature de l'Amérique latine engagée, la littérature chilienne, la littérature sud africaine, ou la littérature africaine tout court, noire, [...] tous les grands écrivains, depuis Mohammed Dib jusqu'à Anouar Benmalek, ou la période juste avant Benmalek jusqu'à Rachid Boudjedra, tous ces gens, des artistes, musiciens, journalistes etc, sont dans ce monde-là, dans ces idées-là de gauche. Donc ça ne peut être que celui-là qui est bon, vous y allez naturellement*.

Le statut de « Mecque des révolutionnaires » qu'Alger acquiert dans les années 1970 permet d'y drainer, pour des conférences ou des séjours plus longs, un très grand nombre d'intellectuels et d'artistes de gauche du monde entier. Par les réseaux d'amitiés internationaux, ce n'est pas une littérature jdanovienne, mais bien les auteurs de gauche (plus largement que communistes) les plus en vue au cœur de la République mondiale des lettres qui sont promus : littérature de gauche va ici de pair avec autonomie de la littérature.

L'enterrement de Kateb Yacine en 1989 met en scène de manière spectaculaire l'opposition tout à la fois politique et symbolique entre littérature et religion. Plusieurs textes ont décrit une inhumation exceptionnelle, subversive. Assia Djébar parle de l'élaboration d'un « nouveau rituel », exprimant la liberté créatrice et la diversité de l'Algérie : dans un cimetière musulman les femmes se mêlent aux hommes, et tandis que l'imam récite le Coran, « les hymnes, du fond du cimetière par vagues refluant jusqu'à la tombe, se croisent, se mêlent : en berbère, en arabe dialectal, en français. / Après un creux qui tangué, un suspens éclate, plus fort et plus ample que les autres, le chant de l'Internationale^{267} ». Prenant une dimension cosmique par la métaphore maritime, Kateb est héroïsé. Cette description rappelle l'apothéose républicaine de Victor Hugo un siècle auparavant en France, qui marque l'assomption pleine du mythe du grand écrivain, comme elle dissimule son déclin^{268}. Pour les universitaires Christiane Chaulet-Achour et Naget Khadda, cet enterrement, comme ceux d'autres artistes et écrivains au tournant de 1990 (Mouloud Mammeri, Mohammed Khadda et Bachir Hadj Ali), fut un événement politico-culturel, avec une « sorte d'angoisse de fin de cycle, comme si le monde de progrès et de liberté pour lequel ces morts avaient combattu, menaçait de s'écrouler, de se dissoudre, de disparaître avec eux^{269} ».

Il n'est pas anodin que ce soit précisément à l'occasion de la mort de Kateb Yacine que le cheikh égyptien l'imam al-Ghazali (al-Ġazālī), installé à l'université de Constantine depuis le début des années 1980, et animateur d'une émission télévisée quotidienne, ait proclamé depuis Al-Azhar :

« Hérétique, Kateb Yacine le fut dans sa vie. Maudit, il le sera toujours, sans miséricorde ni rédemption possible. Il ne mérite pas d'être enterré en Algérie ! Il ne doit pas l'être dans un cimetière musulman !^{270} ». Il écrit également dans la revue *Al-Irchād* (organe de l'association politique de Mahfoud Nahnah, proche des Frères Musulmans) : « S'il n'avait tenu qu'à moi, j'aurais recommandé de l'enterrer en France, non en Algérie. Il a vécu en écrivant en français, non en arabe !...^{271} ». La lutte politique de Kateb Yacine contre le pouvoir religieux transnational et le nationalisme monolingue trouve ici son aboutissement subversif.

Mais à travers cette opposition politique s'exprime une opposition entre deux figures emblématiques, le grand écrivain et le grand théologien et imam, qui parachève de manière exemplaire la concurrence entre deux élites intellectuelles pour la direction du « peuple » : *mutaqqaf* et *ʿālim*. Tahar Ouettar déclare dans les années 1990, alors même qu'il s'est rapproché des islamistes : « Je trouve aberrant qu'un imam dans une mosquée puisse me “délester” de mes lecteurs sans avoir les moyens de l'en empêcher^{272} ». Kateb comme al-Ghazālī, maîtres de l'écrit, ont en outre cherché à s'adresser à ce peuple par le recours à l'oralité (théâtre pour l'un, télévision pour l'autre). C'est Ali Belhadj, imam de la mosquée de Bab el-Oued, et co-fondateur du FIS, qui incarne le mieux pour la période cette figure de l'imam contestataire, de par la dimension populiste de sa prédication qui tranche avec celle des cheikhs et Oulémas. Il faut souligner en effet l'importance de l'oralité dans le développement du charisme concurrentiel des imams contestataires, dont s'éloignent à l'inverse de plus en plus les écrivains au fur et à mesure de la prééminence de la prose dans le champ littéraire. Les chanteurs^{273} de raï (Cheb Khaled, Cheb Hasni, Cheba Fadela...) ou kabyles (Aït Menguellet, Idir, Matoub Lounès...) constituent pour cette raison, sur les questions morales pour les premiers, et identitaires pour les seconds, des figures concurrentes également. Les assassinats de Cheb Hasni en 1994 et surtout de Matoub Lounès en 1998 seront l'occasion de violentes manifestations de jeunes.

La concurrence entre pôles littéraires et religieux est très nette dans l'édition, où, comme dans le reste du monde arabe^{274}, le livre religieux a pris une importance considérable depuis le début des années 1980, d'abord par les importations^{275}, puis par l'édition privée (en partie du fait de l'absence de droits d'auteur pour les livres religieux classiques), au point

d'hypothéquer au milieu des années 1990 la possibilité même d'éditer de la littérature, selon un enquête.

À travers la lutte entre écrivain et imam, c'est plus la différenciation et l'autonomie du champ littéraire face au champ religieux qui est en question. Les figures intellectuelles les plus diverses tentent d'imposer à la littérature les règles morales et de bienséance qui primaient dans l'ancienne conception de l'*ādāb* : journalistes, philosophes (Guessoum, Mustapha Cherif) ou encore cheikhs et imams. Les écrivains pro-islamistes, comme de manière générale les intellectuels conservateurs^{276}, se trouvent dans une position ambiguë : tandis que les forces de censure religieuse qu'ils défendent mettent effectivement sans cesse en péril l'autonomie du champ littéraire, ils se trouvent dominés dans celui-ci, numériquement et symboliquement, par des écrivains marqués à gauche.

La « Déclaration pour la Tolérance », lancée le 25 février 1989^{277}, est exemplaire. Deux jours après l'adoption de la nouvelle constitution, cette déclaration insiste sur la nécessité d'assurer un cadre de « tolérance » à l'instauration de la démocratie : « Désormais, tous les courants d'opinion devront s'exprimer librement, dans le respect du droit à la différence ». Tout en faisant référence à ceux qui « s'arrogent le droit de décider au nom de tous de pratiques inquisitoriales pour régenter comportements et modes de vie », elle ne cite pas les islamistes, pour ne pas se situer à un niveau « politicien » : elle dénonce généralement « toute discrimination pour cause de naissance, de culte, de sexe, d'opinion ou de langue ». Ce libéralisme politique correspond aux valeurs du pôle le plus autonome, internationalisé, du champ littéraire, fondé sur la liberté d'expression et opposé à toute discrimination autre que la qualité esthétique. Cette déclaration est la pétition la plus signée de la période, par un écrivain sur dix : un quart des écrivains ont signé une pétition ayant trait à la liberté d'expression dans les années 1990.

Plus qu'une opposition entre marxistes et islamistes, l'opposition dans le champ littéraire se structure autour de la question de la différenciation, et surtout de l'autonomie du champ littéraire, assurée davantage dans les grands pôles internationaux de la littérature qu'en Algérie.

Le facteur déterminant : l'internationalité littéraire

Selon notre ACM, le premier facteur opposant politiquement les écrivains algériens entre eux est l'espèce de capital littéraire : le premier

axe, horizontal, oppose un capital littéraire national et un capital littéraire international. Nous pouvons dégager deux profils idéal-typiques.

L'écrivaine Malika Mokeddem peut apparaître comme l'incarnation idéal-typique du pôle international. Sa trajectoire est celle d'une transfuge. Née en 1949, fille d'un militant nationaliste, elle s'extrait de son milieu populaire par l'éducation (en français) et la proximité avec des coopérants français, et devient médecin (« Femme », « Né 1944-1960 », « Libération », « Classe pop », « litt français »)^{278}. Issue du sud algérien, elle s'éloigne à Oran, puis à Montpellier, dans le but revendiqué d'y trouver de meilleures conditions d'épanouissement en tant que femme. Elle s'engage tardivement dans la carrière littéraire, mais vit depuis le début des années 1990 de ses économies et de ses contrats passés chez Grasset, qui l'amènent à publier de nombreux romans dans la période, très traduits (« > 40 ans », « Artiste », « Ed. Etr. grand », « Roman », « ≥ 5 publi », « traduit++ »). Alors qu'elle donne des entretiens à la revue parisienne *Algérie Littérature/Action*, elle n'a aucune relation avec les associations algériennes majoritairement arabisantes, et n'a de manière générale jamais publié en Algérie (« ALA », « UEA-Non », « Djahidhia-Non », « Ed alg non »). Son engagement politique contre les islamistes est clair et radical, dans la poursuite de sa lutte personnelle contre les violences puritaines et machistes de la société traditionnelle dont elle s'est échappée (« Anti-islamiste radical », « visibilité politique++ »).

L'écrivain Zoubir Derdoukh est quant à lui l'incarnation idéal-typique du pôle national. Né en 1965 il a connu un système scolaire public très largement arabisé, et avec peu de bourses d'études (a fortiori à l'étranger) : après avoir fait un premier cycle de lettres arabes il enseigne dans le secondaire à Alger (« Homme », « Né après 1960 », « Études sup + », « Litt-langue-art », « Public » « Enseignant sec. »). Poète comme la majorité des écrivains de langue arabe, il publie dans des revues, dont *al-Qasīda* de l'association el-Djahidhia, est membre de l'UEA (« Poésie », « litt. arabe », « Djahidhia », « UEA », « Ed. alg. gros »). Il ne publie qu'un titre dans la période, qui n'a pas été traduit, mais s'il apparaît dans peu d'anthologies, en revanche il reçoit un très grand nombre de prix de poésie (« ≤ 2 publi », « Traduit- », « antho+ », « cons. litt++ »). Il n'est pas membre d'Ibdaâ, mais est connu pour son engagement islamiste (« Pro-islamiste », « visibilité ++ »).

Ainsi les écrivains pro-islamistes, correspondants par excellence au type du Professeur, ont une forte tendance à avoir un capital littéraire national, c'est-à-dire que leur présence dans le champ littéraire est fortement validée par des institutions nationales, plus qu'à la suite de la concurrence internationale. Or cette opposition national/international recouvre en bonne partie l'opposition linguistique, puisque la langue arabe a été fortement nationalisée, devenue seule langue nationale. Il s'agit donc de savoir lequel du facteur international ou du facteur linguistique est le plus déterminant dans les prises de position politique.

Sur les 132 écrivains dont nous connaissons la position politique, tous les francophones sont anti-islamistes, et ont une plus forte tendance à être anti-islamistes radicaux (43 %, contre 22 % chez les arabophones). On ne trouve de pro-islamistes que chez les arabophones, qui restent toutefois aux trois quarts anti-islamistes. Mais la question de la langue dissimule un accès différencié à l'international : écrire en français renforce en effet considérablement la probabilité d'accumuler un capital littéraire international^{279}. Or si l'on ne prend en compte que les arabophones, les pro-islamistes sont à chaque fois sous-représentés dans les scores de capital culturel international, quand les anti-islamistes radicaux sont surreprésentés^{280}. Si langue et politique sont liés, c'est en bonne partie parce que langue arabe et langue française permettent d'accéder à des capitaux littéraires (national ou international) différents.

Paradoxalement toutefois, le pôle national n'est pas entièrement dépourvu d'internationalité. Ainsi l'UEA est en lien étroit avec les autres unions professionnelles arabes (et même des pays de l'Est jusque dans les années 1980). Par ailleurs une internationale islamiste existe. Si le pôle historique se trouve en Égypte, avec l'association des Frères musulmans, la « Ligue internationale de la littérature islamique » (*Rābiṭat al-ādāb al-islāmī al-`ālāmiyya*), a été fondée au milieu des années 1980 essentiellement par des Saoudiens, mais en Inde autour de la grande figure du cheikh indien Abul Hasan Ali Hasani Nadwi. Cependant, cette internationalité concurrente, uniquement en arabe (et sans traduction), ne se fait pas dans les capitales de la « République mondiale des lettres » (Pascale Casanova). Elle diffuse au contraire un modèle moins spécialisé de la littérature ; acceptant l'hétéronomie de la morale et de la religion ; et se fondant sur la poésie (classique) plus que sur le roman. Ainsi Zoubir Derdoukh, qui n'a publié qu'un recueil de poèmes dans la période, a reçu plusieurs prix

internationaux de poésie : le prix Mohamed Iqbal (Pakistan) en 1991, le prix de la télévision MBC en 1995 (Dubai), le prix Abdulaziz al-Babtain en 2001 (Égypte). Cette circulation internationale des poètes, plus difficilement mesurable, ne doit pas être négligée. L'international dont on parle ici ne signifie pas que les « voyages » favoriseraient un esprit d'ouverture dont les islamistes seraient dépourvus, argument de la mondialisation que leurs détracteurs se plaisent à suggérer. L'opposition entre les deux pôles traduit plutôt deux modèles de littérature concurrents plus ou moins autonomes ; mais aussi, secondairement, entre une littérature essentiellement orale ou sur des supports légers d'une part, écrite et publiée en livre d'autre part ; voire entre poésie et roman.

Le facteur déclencheur : les institutions nationales

Cette opposition entre pôles national et international du champ littéraire s'est pleinement exprimée avec la concurrence accrue autour des institutions nationales après 1988. Comme on l'a vu, les écrivains dont le capital littéraire était le plus national se sont vus brusquement privés de toute présence dans le champ littéraire, tandis que les écrivains au capital littéraire international s'institutionnalisèrent. Les conséquences de la fin du parti unique se font sentir dans tout le champ intellectuel. Selon Mustapha Madi, elle a conduit un grand nombre d'intellectuels à quitter les postes de direction politique ou de la culture : « 3 700 de ces “arabisants” durent ainsi rejoindre leur corps d'origine : le Ministère de l'Éducation Nationale^{281}. »

Mais comme le cas de l'UEA le montre clairement, les écrivains brusquement marginalisés attaquent prioritairement les *arabisants* de gauche internationalisés : parce qu'ils doivent leur reconnaissance moins à leur œuvre de construction nationale responsable et pédagogique qu'à des œuvres littéraires façonnées selon des critères élaborés ailleurs, et potentiellement subversives. Rachid Boudjedra, devenu secrétaire général de l'UEA, personnifie cette littérature à leurs yeux illégitime (« pornographique »).

L'association Ibdaâ, fondée à l'occasion de la prise de l'UEA, et qui réunit en partie des écrivains qui en ont été exclus, semble s'être constituée dans un premier temps comme une contre-UEA, dans la mesure où ses sections régionales (notamment dans les universités) reprennent en partie le maillage tissé par l'Union^{282}. Présidée par le journaliste Tahar Yahiaoui, Ibdaâ prône à partir de 1991 une « littérature islamique* ». On peut distinguer trois

types d'auteurs dans cette association. On compte parmi les « compagnons de route » d'Ibdaâ des écrivains des générations de Novembre ou de l'Indépendance (Abdallah Rekibi, Aboulkacem Saadallah, Mustapha Ghomari). Le cœur des écrivains d'Ibdaâ correspond au profil du « fidèle militant » décrit par Luis Martinez^{283}. Hommes, nés dans les années 1960, ils ont connu un système d'enseignement majoritairement arabisé ; la montée idéologique de l'islamisme à l'université ; et la crise du recrutement des diplômés. Majoritairement enseignants du secondaire, ils n'ont pas vécu la forte promotion sociale de la génération antérieure. Alors que Waciny Laredj, né en 1954 fils d'agriculteur, obtient un doctorat en Syrie grâce à une bourse et est titularisé à l'université d'Alger à l'âge de 30 ans, la plupart de ceux-ci rédigent leur magister ou leur doctorat sur de nombreuses années, en même temps qu'ils enseignent dans le secondaire. On pourrait reprendre ici l'hypothèse d'une « frustration relative^{284} » liée à un déclassement. Le troisième groupe, né autour de 1970, est celui des « modernistes ». Chez cet écrivain membre un temps d'Ibdaâ, l'enjeu est nettement extra-littéraire :

Au fond on pensait que l'ancienne génération allait disparaître avec le parti unique. Les écrivains qui ont dirigé la période 70 jusqu'à 80, on pensait qu'ils allaient partir. Parce qu'ils étaient là, ils dirigent beaucoup de centres culturels, beaucoup de postes intéressants. Mais nous on pensait qu'ils allaient disparaître, et nous on va faire le nettoyage nécessaire. Mais eux ils savaient les ficelles, rien n'a changé après, ils sont restés, et ils essayent de nous manipuler, maintenant*.

Issu d'un milieu populaire algérois, ce jeune écrivain alors étudiant en lettres arabes voit dans le mouvement islamiste un moyen de subversion de l'ordre socio-économique. Mais leur engagement idéologique est plus superficiel que les fidèles militants, et conjoncturel. Leur investissement, aussi jeunes, dans une association culturelle comme Ibdaâ montre que la littérature relève du régime vocationnel, plus que de la logique du métier d'enseignant. De fait c'est dans la génération la plus jeune que l'on compte le plus de journalistes, nouvelle source d'emplois pour les écrivains de langue arabe. Des écrivains tels que Allel Sengouga, Aboubakar Zamal ou Bachir Mefti, proches d'abord d'Ibdaâ, s'en éloignent ensuite pour fonder l'association Ikhtilef, où ils développent des recherches proprement esthétiques. Fayçal Lahmar (voir *supra*) est exemplaire de cette génération d'écrivains proches de la mouvance islamiste tout en intégrant un grand nombre d'acquis de la « modernité » littéraire. Né dans une famille francophone de gauche et familière de la littérature, il lit essentiellement la

littérature en français tout en étant formé en arabe à l'école publique. Il rompt avec la stratégie familiale de faire des études prestigieuses de médecine ou d'ingénieur : il part étudier la littérature arabe à Constantine. La rupture n'est pas totale : devenu journaliste culturel, il écrit des articles sur Voltaire, qu'il dit aimer beaucoup (il commence même à traduire *Candide*), tout en critiquant son rapport réducteur à l'islam. Sa trajectoire exprime bien sa position « le cul entre deux chaises », comme il le dit :

J'ai toujours la tendance de religiosité si on peut dire mais j'ai des aspirations modernistes : ça colle pas. Toutes mes lectures sont en français, mais je suis écrivain en arabe : ça colle pas. J'appartiens à Ibdaâ, [...] qui avait une petite tendance islamiste, mais j'écrivais sur la science fiction, je faisais des comptes rendus sur les auteurs français du moment*.

D'abord poète, il publie un premier roman de science-fiction, *Islāmiyyā, aw al-kawkab al-fāḍil* (*Islamiya, la planète parfaite*, publié en feuilleton en 1996 dans le journal culturel qu'il dirigeait *Al-`Ālam al-ṭaqāfī*), traite ainsi d'une « utopie islamique », mise en place sur la planète Islamiya, avec laquelle les planètes America et China tentent d'établir des relations diplomatiques. À travers ces jeunes écrivains, l'image d'un mouvement (pro-)islamiste homogène et réactionnaire doit être nuancée.

Ainsi le mouvement islamiste est transgénérationnel dans le champ littéraire, en partie parce qu'il y promeut des valeurs censément intemporelles, et qui sont donc portées par le pôle conservateur du champ ; et en partie, à l'inverse, parce qu'il coalise des ambitions différentes suivant les générations. Pour les plus âgés, le mouvement islamiste correspond à un équivalent fonctionnel du pouvoir FLN, promettant aux plus hétéronomes le maintien (ou le retour) de leur monopole sur les institutions littéraires nationales. Pour les plus jeunes, c'est un mouvement révolutionnaire.

À l'encontre de l'hypothèse de l'« intellectuel prolétaroïde », dont l'usage pour qualifier les intellectuels communistes a été critiqué⁽²⁸⁵⁾, et qui est encore utilisée par nombre de commentateurs pour expliquer le soutien de diplômés à la cause islamiste, on constate que les écrivains qui ont accepté de soumettre les règles du jeu de la littérature aux injonctions politiques de la subversion islamiste ne sont pas uniquement les moins dotés socialement. C'est surtout dans le champ littéraire qu'ils sont marginaux, ou plutôt ont été marginalisés après la chute du parti unique. Paradoxalement même, ce sont les plus « prolétaroïdes » de ces écrivains pro-islamistes qui vont porter

ultérieurement la revendication d'autonomie dans le sous-champ de langue arabe, par exemple avec l'association Ikhtilef.

Si anti-islamistes et pro-islamistes s'opposent selon d'anciens clivages politiques, c'est en bonne partie pour des raisons littéraires, dans la mesure où se poursuit la lutte pour la définition légitime de la littérature, spécialisée ou non ; pédagogique et nationale ou autonome ; suivant les modèles internationaux développés dans les grands pôles libéraux de Paris et de Beyrouth, ou ceux maintenus dans une certaine Égypte et la péninsule arabique. Comme on le voit, l'opposition linguistique est ici tout à fait secondaire pour expliquer les prises de position politique. Cependant la très faible visibilité des écrivains pro-islamistes dans le champ littéraire, et une forme de synchronisation entre les champs intellectuels du fait de la crise politique, vont contribuer à la formulation d'une « guerre des langues ».

Entre deux puretés ? Tahar Ouettar et Tahar Djaout

L'écrivain de langue arabe Tahar Ouettar est à l'origine du plus grand scandale politico-littéraire de la période. À la question de savoir si la mort de Tahar Djaout était une perte pour l'Algérie, il avait répondu : « C'est une perte pour ses enfants, c'est une perte pour sa femme, c'est une perte pour la France, assurément^{286}. » En excluant de la nationalité littéraire algérienne le prestigieux écrivain et journaliste assassiné, il a contribué à renforcer profondément le clivage entre francophones et arabophones, autorisant à parler d'une « guerre des langues ».

Or il est significatif que ces deux écrivains (dont le prénom, Tahar, signifie « le pur ») étaient proches jusqu'ici, en particulier dans leur opposition littéraire à l'écrivain bilingue Rachid Boudjedra, ce qui déjoue d'avance l'idée d'une opposition irréductible entre les deux langues. Au contraire, si le champ littéraire est divisé en deux sous-champs linguistiques, il a été, à son pôle le plus autonome et internationalisé, un lieu important de résistance à cette division par le biais de solidarités et de circulations translinguistiques : ce sont les logiques de la guerre civile qui les ont fait voler en éclat.

Le clivage linguistique

Malgré les mesures politiques pour favoriser la langue arabe, seule langue nationale, la langue française a conservé un statut élevé dans la société algérienne, et dans la littérature en particulier.

Les enjeux de l'arabisation

Le projet de loi sur la généralisation de la langue arabe^{287} à partir de décembre 1990 (et jusqu'à son ajournement en juillet 1992) remet au centre du débat public la question de l'arabisation. Il s'agit d'un débat tout à la fois identitaire, socio-économique, et politique^{288}.

Le débat identitaire oppose une conception de la nation monoculturelle fondée dans la lutte anticoloniale, à une conception multiculturelle et libérale de la nation. L'arabe standard *fusha* a été nationalisé pendant la Guerre d'Indépendance, au détriment de toutes les autres langues parlées en Algérie. Officiellement, le français est désormais assimilé à la langue du colonisateur, puis « la » langue étrangère ; l'arabe dialectal *dardja* est considéré comme une variété dégradée de l'arabe *fusha*, et le berbère (tamazight) comme un résidu folklorique légué par le pouvoir colonial pour diviser la nation. Face à l'arabe comme seule langue nationale et officielle, les partisans des autres langues sont alliés objectifs^{289}. Tandis que Dalila Morsly avoue que les manifestations scientifiques sur le plurilinguisme sont en fait une « stratégie pour en fait débattre de la langue française^{290} », un auteur de langue arabe dénonçait en entretien : « Moi, je te dis, je suis arabophone : je suis contre l'amazighité. Pourquoi contre ? L'amazighité charrie le français** ».

Pourtant, avant que n'éclate au grand jour une opposition frontale à cette identité nationale avec le Printemps berbère, le débat concernant l'arabisation portait sur le rythme de sa mise en application : dès l'Indépendance, partisans d'une arabisation radicale (qui se recrutent également chez de purs francophones comme Mourad Bourboune ou Malek Haddad), s'opposent à des partisans d'un « bilinguisme de transition » comme Mostefa Lacheraf^{291}. En effet, si seuls 15 % des Algériens musulmans étaient alphabétisés au moment de l'Indépendance, la majeure partie d'entre eux l'était avant tout en français : la lenteur relative de l'arabisation de l'enseignement public a continué à former des cadres majoritairement francophones jusqu'au moins les années 1970. Par ailleurs les relations économiques avec la France, et les circulations de travail entre les deux pays, restaient fondamentales pour l'Algérie. De manière générale,

la dévalorisation coloniale de l'arabe, « épidermée^{292} » (Fanon) par nombre d'Algériens, et la place relative du français et de l'arabe dans ce que Louis-Jean Calvet nomme l'« écologie des langues des mondes^{293} » ou ce qu'Abram de Swaan appelle le « système global des langues^{294} », conduisait à assimiler le français à la langue de l'universalité et de la « modernité », et l'arabe à la langue locale de l'« identité ». Les partisans du libéralisme économique sont ainsi le plus souvent favorables au français.

Le débat est également socio-économique, au sens d'accès à l'emploi^{295}, et en particulier aux postes les plus haut placés. Tandis que l'arabe a été effectivement démocratisé dans l'enseignement, le français n'a pas été supprimé, mais « élitisé » : langue de démocratisation scolaire dans les années 1950, elle est devenue de plus en plus l'apanage de l'élite sociale au fur et à mesure qu'elle était retirée de l'éducation publique. Le français reste ainsi une langue tout à fait dominante socialement, « langue du pain », condition *sine qua non* d'accès aux plus hautes fonctions, notamment politiques^{296}, du fait du recrutement initial de francophones, entraînant une forme de discrimination linguistique pour ceux qui ont été formés majoritairement en arabe^{297}.

Le débat linguistique est enfin instrumentalisé au sein de luttes de pouvoir. Boumediene avait mis de côté sa « révolution culturelle » au profit de la « révolution agraire », en s'appuyant sur la gauche socialiste majoritairement francophone, conduisant à une forme de bilinguisme de fait^{298} : les secteurs économique et de la haute administration étaient ainsi généralement francophones, tandis que les secteurs plus « culturels », comme ceux de la religion ou de l'enseignement étaient dominés par les arabophones. Avec la mort de Boumediene, la mise en avant de la question de l'arabisation permit de trouver un compromis entre baâthistes et fondamentalistes pour évincer les cadres socialistes^{299}. Les années 1980 sont ainsi marquées, selon Mustapha Madi, par « la suprématie de l'élite arabisante sur les champs culturels et politiques^{300} », et un discours de stigmatisation confondant socialistes, libéraux, berbéristes, et francophones, se développe au travers du slogan de « *Hizb Fransā* », le parti de la France^{301}. En effet, parallèlement, les réformes libérales entreprises par le gouvernement, au niveau culturel à la suite du Printemps berbère, et au niveau économique, favorisent le français. Le statut d'*Ersatzöffentlichkeit* (sphère publique de substitution) de la culture dans les années 1980 contribue à faire de la question linguistique une question politique majeure.

L'impossible arabisation du champ littéraire

Le champ littéraire a également fait l'objet d'une politique d'arabisation. À long terme, l'arabisation de l'enseignement a eu un effet certain sur la part relative d'écrivains et surtout de lecteurs dans les deux langues, sachant qu'ils étaient très majoritairement francophones au moment de l'Indépendance. À court terme, des mesures comme la priorité accordée aux arabophones dans les institutions culturelles sont prises. L'UEA voit en quelques années sa direction passer des mains d'écrivains francophones à des écrivains arabophones^{302}. Anna Gréki, écrivaine européenne restée en Algérie après avoir participé à sa libération, déplore en 1966 :

Le portrait idéal de l'écrivain algérien rêvé serait le suivant selon nos censeurs : être arabomusulman (critère de race), être d'expression arabe (critère linguistique), être rattaché aux valeurs traditionnelles de l'islam (critère religieux), être le héraut de notre socialisme spécifique (critère politique)^{303}.

On voit que la question linguistique est l'un des aspects d'un alignement du champ culturel sur la politique globale du gouvernement. Au moment du congrès des écrivains arabes organisé à Alger en 1975, la SNED est parvenue à publier plus de textes en arabe qu'en français^{304}. Les écrivains de langue arabe s'appuient sur cette politique pour redéfinir les frontières du champ littéraire à leur avantage. Profitant de son statut d'universitaire, le poète Abdallah Hammadi déclare en 1982 : « Je ne considère pas comme représentatifs de la littérature nationale les auteurs algériens qui ont écrit en français leurs œuvres[, et,] malgré tout son génie, *Nedjma* n'est pas une œuvre algérienne^{305} ! »

L'arabisation des écrivains est présentée comme la conséquence d'un « choix » politique nationaliste. C'est ce qu'exprime en conférence l'universitaire M. Badri en 1989 :

Ces écrivains ont eu l'occasion de se recycler. Est-ce la volonté qui a manqué ou le refus qui subsiste dans certains esprits pour se reconverter ? Il y en a qui l'ont fait. [...] Que ces gens n'écrivent plus s'ils ne savent s'exprimer que dans la langue de l'autre^{306} !

Or si le « recyclage » s'est fait sans trop de heurts dans d'autres domaines intellectuels (à l'université par exemple), il n'en est pas allé de même dans la littérature, malgré les bonnes volontés, probablement parce que l'écriture littéraire demande une maîtrise bien plus intime de la langue. Les seuls écrivains à écrire dans les deux langues ont eu une éducation vraiment

bilingue (Rachid Boudjedra, Amin Zaoui...). Il est remarquable toutefois que l'argument du « choix » reste utilisé. Assia Djébar, formée presque uniquement en français, déclare en 1984 : « Si j'écris en français, c'est parce que j'ai choisi cette langue, non parce que je suis colonisée^{307}. »

Le discours sur l'« aliénation » avait été particulièrement développé dans les années 1960-1970, et intériorisé par les écrivains de langue française. « Il n'y a qu'une *correspondance approximative* entre notre *pensée d'Arabes* et notre *vocabulaire de Français*^{308} », déclarait l'écrivain de langue française Malek Haddad dès 1961, avant de cesser d'écrire et de devenir le symbole de ce « drame linguistique » dont avait parlé le Tunisien Albert Memmi^{309}. Cependant dans les années 1980, alors que l'arabisation est instrumentalisée par les fondamentalistes, et que le Printemps berbère contribue à légitimer les revendications linguistiques, les jeunes écrivains francophones, nés dans les années 1950, rejettent ce discours d'aliénation. Plus touchés par l'argument de la modernisation du fait de leur formation politique à gauche, que de la lutte anticoloniale à laquelle ils n'ont pas participé, et formés également en arabe, ils ne partagent donc pas la culpabilité de certains de leurs aînés : Habib Tengour déclare en 1981 qu'il n'y a plus de « complexe linguistique^{310} » chez les jeunes poètes. L'entrée en scène de cette génération, et le retour sur la scène de figures comme Assia Djébar (elle fait paraître *Femmes d'Alger dans leur appartement* en 1980, après n'avoir rien publié pendant 11 ans) entraînent une rupture avec le *statu quo* linguistique de la période Boumediène, fondé sur une croyance partagée dans la légitimité de l'arabe, et un sentiment de culpabilité des francophones ; du coup, la perception de l'histoire de ceux qui croyaient en la disparition programmée de la littérature algérienne d'expression française est remise en cause (Albert Memmi avait dit qu'elle était « condamnée à mourir jeune^{311} »). Un journaliste et écrivain de langue arabe de la génération de l'Indépendance, qui était « de gauche » dans les années 1970, puis islamiste dans les années 1990, confirme que la tension entre groupe linguistique n'a pas toujours existé :

Dans les années 1970 pas entre les jeunes écrivains : chez les générations qui ont vécu la guerre de libération, oui. Les jeunes avaient plutôt un objectif, c'était de lutter pour la modernité, pour les libertés, pour... C'était ce qui les rapprochait. La dualité, vraiment très dure, entre arabophones et francophones, c'était surtout dans les années 80-90. C'est vraiment avec la tragédie nationale que ça s'est approfondi*.

Même l'écrivain de gauche Rachid Boudjedra, passé à la langue arabe en 1982, utilise alors la stigmatisation de *Hizb Fransā* : « Ceux qui défendent la langue française sont les partisans du parti de la France et moi je suis contre le parti de la France^{312} ». De même en 1989, l'écrivain arabophone bilingue Merzak Bagtache, traducteur de Boudjedra en arabe, considère que le « combat contre la colonisation existe toujours^{313} ».

Cependant l'opposition linguistique entre francophones et arabophones dans le champ littéraire n'est pas réductible à ces enjeux géo/politiques. Comme l'écrit Rita Salam, il s'agit également de reconnaissance plus proprement littéraire :

Le champ littéraire a longtemps offert l'étrange configuration suivante : d'une part, une littérature dénoncée comme illégitime, « importée », voire soumise à l'étranger (« le parti de la France ») mais jouissant d'un public nombreux et d'une notoriété certaine : la littérature de langue française, d'autre part, une production littéraire de faible importance quantitative et de qualité inégale, souvent mal éditée, mal distribuée, mais jouissant d'un capital symbolique puissant et d'une forte légitimation politique : la littérature de langue arabe^{314}.

Domination de la littérature de langue française

La domination du français sur l'arabe dans le champ littéraire réside dans la capacité de consécration du français, que l'on mesure à la qualité du public francophone, aux flux de traduction entre les deux langues, et au fait que la littérature algérienne de langue française est plus internationalisée que son homologue en arabe.

Malgré l'arabisation de l'enseignement, le public et les pairs des écrivains sont prioritairement francophones. Cette situation persiste aujourd'hui, selon un écrivain bilingue de langue arabe né à la fin des années 1960 :

Si vous écrivez votre roman en français, vous avez déjà beaucoup plus de chances de le vendre à 2000 exemplaires. Par contre en langue arabe, si vous arrivez à en vendre 1000 exemplaires, vous avez de la chance. C'est les francophones qui lisent beaucoup plus la littérature [...] Je ne vous le cache pas : on a toujours ce désir d'être traduit vers la langue française*.

En effet, tandis que, selon Mohamed Sari, écrivain bilingue de langue arabe de la génération de l'Indépendance, « tous les écrivains arabophones que je connais, ils lisent en arabe et ils lisent en français* », les francophones continuent à peu lire en arabe. Il convient donc, pour être lu de l'ensemble de ses pairs, d'être au moins traduit en français.

La qualité des traducteurs est un indicateur du prestige relatif des deux langues. On constate que, des années 1970 à 2003, la plupart des

traducteurs du français vers l'arabe sont eux-mêmes des écrivains^{315} de langue arabe (Merzak Bagtache, Djilali Khellas, Mohamed Sari...), qui introduisent ainsi dans le sous-champ littéraire algérien de langue arabe les innovations produites dans des langues centrales. Pascale Casanova^{316} nomme cela une « traduction-accumulation », car elle permet à la langue littéraire cible de constituer un capital reconnu au niveau international. C'est aussi ce que Richard Jacquemond a appelé un « retour à l'original », dans la mesure où il s'agit d'une « réappropriation, en arabe, de savoirs et représentations sur soi produit dans d'autres langues^{317} ». Pour les auteurs traduits de l'arabe vers le français, il s'agit à l'inverse de ce que Pascale Casanova appelle la « traduction-consécration » : la traduction dans les grandes langues permet de renforcer la consécration de l'écrivain concerné. Les principaux traducteurs de l'arabe vers le français ne sont pas écrivains (mis à part Achour Fenni, mais qui est poète de langue arabe), et bien plus, le traducteur le plus important de l'histoire de l'Algérie indépendante est un prêtre, Marcel Bois*. Né en Savoie en 1925, il a traduit l'œuvre complète de Abdelhamid Benhaddouga, une grande partie de celle de Tahar Ouettar, et une partie de celle de Waciny Laredj, trois des écrivains de langue arabe les plus importants. En entretien, il ne présente pas la traduction sur le registre de la vocation (pour sa première traduction, il dit avoir repris le travail d'un collègue qui ne souhaitait pas finir), ni du militantisme culturel (faire connaître la littérature de langue arabe aux francophones), mais comme un plaisir esthétique et surtout de linguiste.

Enfin, le prestige de la langue française tient à son lien avec l'édition en France. Un jeune écrivain arabophone en voie de consécration, publiant également au Liban, protestait ainsi contre les subventions du ministère de la culture algérien qui seraient attribuées actuellement à égalité aux productions des deux langues, alors que selon lui la production francophone, contrairement à celle en « langue nationale », n'en avait pas besoin, puisqu'elle pouvait être publiée à l'étranger (en France)*. Les hiérarchies linguistiques sont liées à des hiérarchies inscrites au niveau international : prestige supérieur de Paris sur les capitales éditoriales arabes, comme du français sur l'arabe au niveau transnational^{318}.

La résistance au clivage linguistique

Le champ littéraire a cependant résisté à cette politisation de la question linguistique. Dans les années 1980, les écrivains de gauche, critiques du

parti unique, cherchent à s'autonomiser de ses injonctions politiques : ce pôle autonome du champ littéraire reste unifié par-delà la division linguistique par un même rejet à l'égard de la littérature officielle de célébration ; et par la figure dominante du bilingue Rachid Boudjedra. Autour et contre lui, emprunts intertextuels et alliances stratégiques unifient le champ littéraire d'un point de vue linguistique et générationnel. De manière rétrospectivement surprenante, les deux figures emblématiques de cette proximité sont ceux qui s'opposeront en pleine guerre civile : l'arabophone Tahar Ouetta et le francophone Tahar Djaout^{319}.

Concurrence dans le sous-champ de langue arabe : Tahar Ouetta et Rachid Boudjedra

Le sous-champ de langue arabe est structuré dans les années 1980 par l'opposition entre Tahar Ouetta et Rachid Boudjedra. Né en 1936, Tahar Ouetta, formé à l'école de Ben Badis, et destiné à devenir homme de religion, il part à la Zitouna de Tunis^{320}. Toutefois il rompt avec la mouvance réformiste et devient marxiste. Il interrompt ses études, et ne les reprendra pas par la suite, contrairement à nombre d'écrivains et intellectuels fondamentalistes. C'est donc moins son capital scolaire que son militantisme nationaliste puis socialiste qui assure la promotion politique et intellectuelle de Ouetta au sein des structures étatiques algériennes : il devient contrôleur national du FLN jusqu'à sa retraite dans les années 1980. Il aurait été parallèlement membre du PAGS, qui adoptait alors la stratégie de « soutien critique » au président Boumediène. Il n'entre véritablement dans le champ littéraire qu'en 1974, avec la publication de plusieurs ouvrages, sous différents formats et dans différents pays, qui rompent avec la littérature nationaliste ambiante. *Al-Lāz (L'As)*, publié à la SNED, est considéré comme un texte très important pour la littérature algérienne contemporaine. Non seulement il fait partie des tous premiers romans algériens de langue arabe, mais encore pour son propos politique, mettant en cause l'unité mythique du mouvement national. Ouetta introduit la notion de « réalisme socialiste » (*waqi`iyya ištirākiyya*) dans le sous-champ algérien de langue arabe, tout à la fois par le recours au réalisme ; à la modernisation de la langue arabe, débarrassée notamment de la lourdeur de l'intertextualité religieuse ; et à l'engagement socialiste. Tout en étant critiques^{321}, ces textes sont publiés à la SNED, au moment où le président Boumediène va accueillir le Congrès des écrivains arabes. L'ascension

littéraire de Ouettar tient donc à sa rupture avec les codes religieux de la prose arabe, comme avec la littérature nationaliste ; et à ses liens de « soutien critique » (nationalistes puis socialistes) avec le pouvoir en place, qui le porte au niveau national et international tout en lui tolérant une marge de manœuvre critique.

Cependant sa position littéraire centrale s'effrite dans les années 1980, du fait de l'entrée de Rachid Boudjedra dans le sous-champ de langue arabe (voir *supra*). Comme Ouettar une dizaine d'années plus tôt, il revendique une « modernité », qui n'a plus pour nom « réalisme socialiste » mais « Nouveau Roman » : il s'agit en effet autant si ce n'est plus de slogans (déjà introduits au Proche-Orient) que de pratiques. Il développe de nouveaux procédés stylistiques (flux de conscience, ressassement, importance de la description) ; une subversion thématique, en particulier fondée sur la sexualité ; et une subversion linguistique, par un ancrage plus fort dans la langue quotidienne voire vulgaire. Avec le « Nouveau roman », Rachid Boudjedra importe également la stigmatisation du réalisme socialiste et de l'engagement par la littérature : il revient fréquemment en entretien sur le fait que la littérature de langue arabe était, avant son arrivée, une « école réaliste socialiste nulle, qui ne [l]'intéresse pas* », visant implicitement Tahar Ouettar lorsqu'il ramène cette littérature au roman à thèse.

Pendant les années 1980, la concurrence entre Rachid Boudjedra et Tahar Ouettar structure le sous-champ arabophone pour la génération de l'Indépendance qui commence alors à émerger. Les attaques virulentes de Ouettar en 1987 contre les jeunes prétendants de langue arabe montrent la relégation dont il fait progressivement l'objet^{322}. Plusieurs jeunes romanciers de langue arabe s'inspirent en effet de Boudjedra. C'est le cas de Mohammed Sari, dont la trajectoire littéraire est révélatrice du déséquilibre qui s'est créé entre ces deux figures. Né en 1958, formé initialement en français, et profitant d'une forte promotion sociale par l'État nationaliste et socialiste (fils de paysan, il deviendra universitaire), il soutient activement la Révolution agraire. D'un point de vue littéraire, il dit s'être fortement inspiré d'*El-Zilzel* de Ouettar pour écrire *ʿAla ǧabāl al-Zahra (Sur les montagnes du Dahra)*, roman de facture classique portant sur la guerre, et pour lequel il reçoit le prix du 20^e anniversaire de l'Indépendance en 1982. Pourtant la même année, à l'occasion de la sortie de *Al-ʿIšq wa-l-mawt fi-l-zaman al-Ḥarrāšī (Amour et mort au temps Harrachi)*, Mohamed Sari

publie un article négatif sur ce nouveau roman de Tahar Ouettar : il lui reproche de confondre « discours politique » et « discours littéraire ». Mohamed Sari est alors à Paris où il prépare son doctorat, et d'où il contribue à importer la sémiotique et les méthodes structuralistes d'analyse des textes. Son roman suivant, *As-Sa`ir*, est marqué par son expérience française d'un point de vue politique (libéralisme politique, en contexte international de Perestroïka), et littéraire. Publié en 1986 chez l'éditeur privé Laphomic, ce livre se veut une critique sociale, subversive par son traitement de la sexualité, et utilisant une « technique un peu moderniste, à la manière des romans d'Alain Robbe-Grillet, il y a beaucoup de descriptions, il y a aussi une histoire hachurée, qui n'est pas une histoire linéaire* ». Cette évolution est symptomatique d'une génération : il se rapproche de Rachid Boudjedra littérairement et socialement : bilingue, il accumule un capital culturel conséquent par de hautes études ; tout en étant plus critique que ce dernier à l'égard du régime de parti unique.

La crise d'Octobre 1988 ne fait qu'accélérer la marginalisation de Ouettar dans le sous-champ littéraire de langue arabe. Lors d'une conférence en 1990, Amin Zaoui (né en 1956), jeune universitaire et écrivain de langue arabe, qui possédait une certaine visibilité par l'émission littéraire qu'il présentait à la télévision algérienne, déclare :

Le « phénomène Ouattar » dans l'Algérie d'après le 5 octobre 1988 n'a plus de raison de survivre tant la fonction exclusivement idéologique de son œuvre a cessé d'apporter à ses lecteurs avides du « subversif » le « défoulement » qui faisait du simple achat des romans de Ouattar un geste « militant » par lequel le lecteur extériorisait ses sentiments envers le système politique, système au sein duquel, pourtant, Ouattar occupait une place officielle^{323}.

La critique est double. Elle assimile les romans de Ouettar à des romans à thèse, et met à distance la critique politique de Ouettar, en suggérant une forme de double jeu. La critique politique n'est de fait pas le cœur de l'œuvre d'Amin Zaoui, plus attaché à la critique des mœurs, dans la lignée des « romans familiaux » de Boudjedra. Il avait publié à Damas en 1985 *Ṣahīl al-ġasad (Le Hennissement du corps)*, récit présenté comme largement autobiographique d'un enfant découvrant le monde au travers de sa sexualité et de la violence de la religion : le livre avait été interdit, et la maison d'édition al-Waṭba fermée.

Circulations et alliances linguistiques : Tahar Djaout et Tahar Ouettar

Au début des années 1980, au moment où Boudjedra passe à l'écriture en arabe, plusieurs de ses textes écrits en français sont traduits en arabe, tandis que plusieurs de ceux de Ouettar sont traduits en français. La majeure partie de ces traductions sont publiées à la SNED-ENAL, à la direction majoritairement acquise à la gauche marxiste, et où entre autres Boudjedra et Ouettar sont lecteurs. Ces traductions permettent de renforcer l'unité du champ littéraire, tout en rendant possibles des alliances littéraires nouvelles. Alors que la trajectoire de Boudjedra s'est faite du pôle francophone au pôle arabophone, celle de Ouettar est pour ainsi dire inverse. Progressivement mis en cause par le sous-champ de langue arabe alors qu'il est l'écrivain algérien le plus reconnu dans le monde arabe, Ouettar assure sa position dans le champ littéraire algérien grâce au soutien d'un réseau littéraire francophone de gauche, à la fois presse et université (il apparaît dans la plupart des anthologies de littérature francophone, du fait de ces traductions). En retour il déclare en 1988 :

Incontestablement il y a un retour à l'écriture en français. Entre la fin des années soixante et soixante-dix, il y a eu « progrès » dans l'écriture arabe. Aujourd'hui c'est le recul. Avec Rachid Mimouni, Tahar Djaout, c'est le renouvellement de la langue française. [...] Ce que j'aime chez les écrivains algériens qui s'expriment en français, c'est leur modestie. [Les arabisants] sont trop prétentieux et je déteste ça^{324}.

Tahar Djaout fait partie des écrivains qui ont le plus œuvré pour la reconnaissance de Tahar Ouettar au sein du sous-champ de langue française. Kabyle né en 1954, formé en français comme en arabe, il est journaliste culturel depuis 1976, dans *El-Moudjahid culturel*, puis dans *Algérie-Actualité*. Il y rend compte d'événements et de parutions dans les trois langues, et contribue par là à unifier le champ littéraire algérien. Ses comptes rendus ne sont pas uniquement ceux d'un journaliste, mais également d'un poète puis romancier de langue française. Il met en avant les jeunes poètes de sa génération, quelle que soit leur langue, qui refusent « la poésie de la célébration ou de l'ornementation^{325} ».

Son premier roman, *L'Exproprié*^{326}, était marqué par l'esthétique très éclatée de Boudjedra ou encore de Kateb. Mais avec *Les Chercheurs d'os* (Le Seuil, 1984), il développe une esthétique fondée sur un double refus, celui de la littérature nationaliste, et celui d'un « formalisme » incarné en Algérie par Boudjedra, à un moment où s'affirme en France également une distance avec les expérimentations formelles des deux décennies précédentes. Paradoxalement, il le fait par le biais de Tahar Ouettar. On peut

lire toute la recension qu'il fait en 1980 du recueil de nouvelles *Les Martyrs reviennent cette semaine* (*Al-Šuhadā' ya'ūdūna haḏa al-usbū'*) comme l'ébauche de cette nouvelle esthétique^{327}. En vantant la simplicité et le dépouillement du style de Ouettar, « écriture à la limite de la prose journalistique », il rejette le « détour labyrinthique » que fait subir au sien Rachid Boudjedra dans *Topographie idéale pour une agression caractérisée*^{328}. Contre la « boîte à prestidigitation », Djaout choisira un sujet simple et réaliste, tout en confinant au merveilleux : comme chez Ouettar, « le glissement du réel à l'imaginaire s'opère sans qu'on s'en rende compte ». C'est également l'esthétique tout à la fois mélancolique et ironique qu'il emploiera dans son roman, à la manière là encore de Ouettar pour lequel il écrivait : « Tahar Ouettar va droit au but, enfourchant dans son entreprise de dévoilement l'humour et l'allusion souriante ». Car c'est également, par la bande, à une entreprise politique de dévoilement que se livrera Djaout, qu'il considère chez Ouettar comme la « finalité même de l'œuvre engagée ». Janine Fève estime que « la lecture “facile” des *Chercheurs d'os* est trompeuse car l'ironie et l'humour traversent une naïveté insistante qui devient très vite suspecte », qui « fait éclater l'absurde^{329} », de même que Djaout voyait du Kafka dans les textes de Ouettar.

Comme on le voit, les deux sous-champs linguistiques ne sont pas étanches, et les circulations sont, dans la pratique, bien plus complexes que ce que l'idée de « domination » de la littérature francophone sur la littérature arabophone ne pourrait laisser entendre de prime abord. En outre, les importations de slogans ou de techniques littéraires, notamment de France (parfois par le biais arabe), tout en contribuant à l'homogénéisation littéraire internationale, sont en réalité réappropriées dans des luttes internes au champ littéraire algérien. Il n'est pas abusif de dire que Rachid Boudjedra, dans une mesure aussi forte que l'ensemble de la littérature nationaliste, a dans les années 1980 très largement structuré le champ littéraire par-delà les deux langues, « grand horloger » de mise à l'heure des pratiques littéraires des deux groupes linguistiques. Il contribue au rapprochement surprenant d'écrivains aussi dissemblables que Tahar Djaout et Tahar Ouettar. Pour simplifier, on peut dire que la nouvelle génération de romanciers de langue française utilise Ouettar contre Boudjedra ; et que la nouvelle génération d'écrivains de langue arabe utilise Boudjedra contre Ouettar.

L'affaire Tahar Ouettar : vers une « guerre des langues »

Comment cette alliance avec Djaout a-t-elle été rompue ? L'histoire de cette rupture est l'histoire de la formation d'une croyance dans une guerre des langues.

Ouettar, de la gauche littéraire à l'islam politique

D'hostile au FIS en 1990, Ouettar devient le seul écrivain d'envergure à dénoncer l'arrêt du processus électoral de janvier 1992. On peut expliquer le basculement politique de Ouettar, incompréhensible pour ses contemporains, par deux raisons principales : sa conception de l'articulation entre littérature et politique ; et surtout par « effet de champ » dans un contexte de surpolitisation.

L'affirmation de son soutien aux islamistes a souvent été présentée comme un opportunisme, à un moment où ces derniers étaient en passe de conquérir le pouvoir. Certains islamistes, référant à son passé de communiste, voient dans sa « modération » une « forme d'opportunisme et de flatterie envers les groupes armés pour éviter une décision d'assassinat »^{330}. Si cela n'est pas exclu, cette attitude répond plus largement à une logique ancienne d'articulation entre littérature et politique et s'inscrit dans une trajectoire. Il s'agit en premier lieu de sa conception du rôle d'intellectuel comme « orientateur des pratiques sociales » du « peuple »^{331} :

Si j'organise une conférence avec un chercheur en littérature par exemple, je n'ai pas 100 personnes, par contre si j'ai un conférencier pour expliquer par exemple la sourate « El Asr » [al-'aṣr], j'aurai 5 000 personnes. La position de l'intellectuel [*épithète illisible*] est devenue problématique, il ne peut pas orienter, influencer. [...] Je dis qu'en tant qu'intellectuels, moi y compris, nous sommes coupés de la société. Nous sommes comme un satellite qui s'écarte de son orbite : certains d'entre nous finissent par se perdre à Paris ou ailleurs, d'autres meurent ici ou sont en proie à une crise de confiance^{332}.

Ouettar prend ainsi acte du décalage vécu par les intellectuels, en particulier de gauche, au moment d'Octobre 1988, qui est comme la suite de leur dévalorisation sociale durant les années 1980. Comme il le dit de son propre compte : « Tahar Ouettar a des constantes et il a des variantes. Ce qui est constant, c'est la classe ouvrière et ses intérêts^{333}. » Quant aux variantes, il s'agit de la prise en compte plus systématique de la question de l'islam et de la langue arabe pour être plus proche du peuple. Ce souci de

conserver un rôle auprès du « peuple », que l'on trouve chez d'autres islamistes au passé de gauche^{334}, n'est pas lié à un souci de démocratie^{335}.

En deuxième lieu, son expérience antérieure lui a appris que le militantisme politique, en particulier sous la forme d'un « soutien critique », est en mesure de lui conférer une centralité littéraire. Dans le contexte surpolitisé de la guerre civile, l'importation de logiques politiques dans le champ littéraire est plus rentable encore que dans les années 1970. Quelques jours avant l'arrêt du processus électoral^{336}, il avoue un attachement affectif à Abassi Madani, tout en rejetant la tendance salafiste radicale incarnée par le jeune Ali Belhadj. Son attitude politique se caractérise par une certaine prudence : il n'apporte jamais de soutien idéologique net au mouvement islamiste. En 1994, après avoir estimé que les intellectuels assassinés étaient des « kamikazes » ayant « comploté avec le pouvoir contre la majorité », il déclare à propos du meurtrier de son ami Youcef Sebti qui vient d'être assassiné ne pas faire de « différence entre ce meurtrier-ci et celui-là, entre la violence du pouvoir et la violence des fondamentalistes »^{337}. Il réinterprète cependant son œuvre à la lumière de la valeur sociale inscrite dans l'islam : « Tous mes écrits suivent cette ligne. Je n'ai jamais mené un combat contre des religieux ou des croyants^{338} ». Le personnel de ses romans publiés dans les années 1990 est constitué de croyants sincères, mais généralement soufis^{339}, à l'opposé donc de l'islam politique. *Al-Walī al-Ṭāhar ya'ūd ilā maqāmihī al-zakī* (*Le Wali Tahar retourne en son saint lieu*)^{340} est même politiquement ambigu, comme dans ses romans des années 1970^{341}. Ouettar conduit le récit selon la focalisation d'un personnage au premier abord positif, le wali Ṭāhar, qui a fondé en plein désert une institution, comme utopique, pour préserver la jeunesse de l'épidémie d'immoralité qui s'était abattue sur la population par le biais de la télévision étrangère (p. 21 sqq). Mais, pour avoir usé de violence à l'égard d'une femme tentatrice, il est condamné à errer dans l'espace et dans le temps, à participer aux guerres les plus violentes des musulmans. Dans la préface, Ouettar indique que son roman est fondé sur un débat juridique des premiers temps de l'islam, portant sur la rigueur d'un calife à avoir assassiné un poète (p. 9). Mais la condamnation de la violence, en particulier à l'égard des écrivains, paraît ambiguë à la fin du roman, où des références positives sont faites à Aïssa Lhileh, poète combattant auprès de l'AIS, qui, dans les lettres reproduites, revendique pour lui la « tolérance » chère aux anti-islamistes (*al-tasāmih*, p. 137). Par

la mise en valeur, même ambiguë, d'une problématique islamique, Ouettar accorde une forme de « soutien critique » au mouvement islamiste. Il se positionne par ailleurs à l'avant-garde des écrivains pro-islamistes en promouvant des expérimentations formelles (fragmentation, rupture de la linéarité narrative), justifiées par l'état de transe (*hāla*, p. 9) de son personnage.

La raison principale qui explique que Ouettar a été l'un des très rares écrivains initialement de gauche à devenir un soutien au mouvement islamiste est sa position centrale dans le champ littéraire, et la conséquence d'un « effet de champ^{342} », lié à sa concurrence avec Rachid Boudjedra, dans un contexte de rumeurs politiques : de littéraire, la concurrence devient alors politique.

Après Octobre 1988, dans le contexte de dévaluation du FLN et d'autonomisation accélérée de la littérature, la stratégie de Ouettar pour concurrencer Rachid Boudjedra est littéraire. D'un point de vue esthétique, son roman *Tağriba fi-l-`išq* (*Expérience de la passion*) publié fin 1989 apparaît comme une réponse directe aux critiques des modernistes, même s'il le « réfute^{343} ». Mais ce roman est un raté commercial^{344}. D'un point de vue institutionnel, et alors que Boudjedra cherche à prendre le contrôle de l'UEA, Ouettar fonde en 1989 une association culturelle, El-Djahidhia. Si beaucoup d'écrivains circulent entre l'UEA et El-Djahidhia, ces deux institutions structurent cependant la concurrence entre Boudjedra et Ouettar. De manière schématique, on peut dire que le premier, bilingue, s'appuie en tant que secrétaire général de l'UEA sur la jeune génération d'écrivains arabophones bilingues ; le second, arabophone, s'appuie notamment sur un jeune réseau francophone bilingue. En effet, en plus de Djaout, le Secrétaire général d'El-Djahidhia est ainsi le poète Youcef Sebti, qui, quoique parfois virulent vis-à-vis des francophones, n'en écrit pas moins en français. En 1990, après une première manifestation panarabe sur « La littérature et la question nationale », la deuxième grande manifestation de l'association est un hommage international à l'écrivain de langue française Mohammed Dib, qui vit en France.

Dans le contexte de crise politique, politisant progressivement les enjeux littéraires, ces deux institutions contribuent à la polarisation politique du champ littéraire. Fidèle à sa manière subversive contre les forces religieuses, Boudjedra, qui se proclame toujours communiste (de même que plusieurs des écrivains importants qui le suivent), se sert de sa tribune de

l'UEA pour dénoncer la montée du FIS, et est pour cela directement menacé de mort. Face à cela, au sein du petit milieu d'interconnaissances algérois, les prises de position « mesurées » de Ouettar le placent en porte-à-faux avec les intellectuels de gauche dominants dans le champ, et le poussent bon gré mal gré vers le pôle islamiste. La rumeur donne alors une signification politique à ses actes. Sa décision de créer la Radio Coran en 1990 (il est alors directeur de la Radio nationale) est rapidement perçue, non pas comme une manière de casser le monopole des islamistes sur l'interprétation du texte sacré^{345}, mais comme une manière de leur faire allégeance, surtout après la grève générale du FIS de 1991^{346}. Lorsque Ouettar met les locaux d'El-Djahidhia à disposition de jeunes groupes littéraires comme Ibdaâ (proche des islamistes) parce qu'ils ne peuvent bénéficier de l'UEA tenu par Boudjedra, son association prend le surnom d'El-Djihadya, référence au djihad : ce dont s'offusque son secrétaire, ami de Ouettar, Youcef Sebti^{347}. Ces actes qui auraient pu, quelques mois auparavant, être perçus comme un souci d'autonomie de la culture par rapport aux enjeux politiques, prennent désormais une dimension politique, sans que l'on puisse en conclure à un soutien idéologique de Ouettar au mouvement islamiste. Ainsi selon Bachir Mefti, qui était alors proche d'Ibdaâ : « Alors la plupart des écrivains soi-disant entre guillemets “de gauche” ils ont quitté Djahidhia. C'est pour ça que nous les jeunes on était tolérés dans Djahidhia !* ». En contexte de crise politique, il est difficile de déterminer l'origine de l'emballement de la rumeur. Pour autant ce glissement objectif, si ce n'est subjectif, en direction des islamistes, lui permet de profiter, comme le montre Boris Gobille à propos de Sartre en 1968, d'une « relégitimation croisée^{348} » auprès d'une nouvelle génération d'écrivains plus jeunes (génération d'Octobre) que celle soutenant Boudjedra, et entièrement arabisée : en entretien, la mémoire de Ouettar est souvent évoquée par eux avec respect^{349}. En dénonçant l'arrêt du processus électoral, puis en rompant avec Djaout, il finit par assumer clairement une position à laquelle il avait été progressivement assigné autant qu'il l'avait construite, et achève de repousser El-Djahidhia dans le pôle strictement arabophone et opposé à la gauche littéraire (avec le départ de quelques communistes fidèles comme Waciny Laredj).

Assez proches initialement, en tant que rénovateurs du sous-champ de langue arabe, reconnus aux niveaux national et international, issus de la notabilité et liés au pouvoir de gauche, Ouettar et Boudjedra deviennent du

fait de la crise les représentants des pôles politiques opposés du champ. La prudence de Ouettar vis-à-vis des islamistes, possibles futurs dirigeants du pays, et à l'inverse la violence de Boudjedra à leur égard, se comprend également en fonction de leur trajectoire dans le champ littéraire. Tandis que le capital littéraire de Rachid Boudjedra est d'abord international, et ne s'est nationalisé que dans un deuxième temps (dans les années 1980), la trajectoire littéraire de Ouettar est inverse. Quand il lui est devenu trop dangereux de publier en Algérie, Rachid Boudjedra quitte l'UEA, et publie à nouveau en français en France. À l'inverse, par sa prudence, Ouettar parvient à occuper seul la scène littéraire de langue arabe en Algérie.

Une synchronisation des enjeux dans les champs intellectuels

Dans le contexte de crise politique, qui favorise la fluidité des problématiques entre les espaces sociaux^{350}, la question linguistique devient l'un des éléments centraux de perception du conflit dans l'ensemble du champ intellectuel, par une forme de synchronisation^{351} entre champs universitaire, journalistique, et littéraire. La « loi n° 91-05 du 16 janvier 1991 portant généralisation de l'utilisation de la langue arabe » est votée par un parlement encore entièrement FLN. Poursuivant la stratégie politique adoptée depuis le début des années 1980, il cherche, à quelques mois des élections législatives, à donner à nouveau des gages aux fondamentalistes et islamistes. À l'inverse, elle coalise une partie des francophones et des berbérophones. Gelée par Mohamed Boudiaf en 1992, elle sera relancée en 1998 ; mais peu appliquée dans les faits, surtout après l'arrivée de Abdelaziz Bouteflika au pouvoir. Notamment, elle réaffirme le rôle unique de l'arabe dans l'enseignement primaire et secondaire, déjà acquis depuis 1988 ; l'impose dans l'ensemble de l'enseignement supérieur ; et met en danger l'existence de la presse francophone. Sur ces domaines, la loi clive fortement le champ intellectuel, dans la mesure où c'est à la fois une lutte pour des postes, mais aussi pour la capacité d'action intellectuelle sur la population, d'« hégémonie culturelle^{352} » (Gramsci), qui est en jeu : c'est pourquoi la question linguistique est toujours liée à un contenu que la langue est censée véhiculer. Il semble que le degré de virulence varie en fonction de la position des langues dans le domaine : dans l'enseignement, ce sont les francophones minoritaires qui sont les plus virulents ; dans la presse, ce sont les arabophones.

L'université a été le premier lieu de débat virulent autour de la question linguistique dans le champ intellectuel. Dans les disciplines proposant deux cursus linguistiques à la fin des années 1970, ce clivage était en réalité à la fois politique et social, et engageait un accès différencié aux postes d'enseignant^{353}. Les manifestations des étudiants arabisants au tournant de 1980, soutenus par leurs enseignants arabisants, et par une partie du FLN qui y virent le moyen de mettre les socialistes à l'écart, s'étaient soldées par la fin du bilinguisme (simultané ou en filières) et l'arabisation des facultés de droit et de sciences humaines et sociales, marginalisant les enseignants francophones sommés de se convertir à l'arabe, ou à la recherche. La violence de l'opposition linguistique tient au sentiment d'illégitimité du critère linguistique, partagé par les deux bords, comme moyen d'accès aux postes d'enseignement. Au tournant des années 1990, les manifestations d'étudiants de certaines facultés de sciences, fonctionnant encore en français, relèvent de la même logique, et peuvent expliquer en partie l'importance du recrutement islamiste au sein de ces facultés pourtant francophones^{354}. La trajectoire de Kader que retrace Luis Martinez, étudiant en médecine devenu « fidèle militant » du FIS, montre moins un rejet idéologique du français, toujours perçu comme vecteur d'ascension sociale, que le désir d'un État pourvoyeur de postes vraiment adaptés à une formation initialement en arabe^{355}. La loi sur la généralisation de la langue arabe est en partie une réponse à ces attentes. Cette opposition linguistique extrêmement forte explique la tendance marquée des chercheurs algériens de langue française à expliquer la crise de qualité de l'université algérienne (et de l'école) par la question linguistique, et non essentiellement par l'accroissement démographique spectaculaire et la massification de l'enseignement. Il s'agit ensuite d'un enjeu d'hégémonie culturelle. Pour ses détracteurs, l'arabisation est allée de pair avec l'islamisation. Pour les intellectuels francophones laïcs, et en particulier ceux qui n'ont pas les moyens d'envoyer leurs enfants dans le privé ou à l'étranger, l'enjeu est également leur capacité de reproduction sociale.

La loi de généralisation de la langue arabe clive peut-être surtout le champ médiatique. Ce dernier est en effet l'un des seuls espaces à fonctionner systématiquement selon un partage linguistique, ce qui renforce la probabilité de confrontation. La violence d'une partie de la presse arabophone à l'égard de la presse francophone vient de la position dominante que cette dernière a acquis à la suite de la libéralisation

progressive des années 1980 et surtout après 1989 (tirages et titres)^{356}. Aussitôt après l'arrêt du processus électoral, le journal étatique de langue arabe *Es-Salām* se montre le plus virulent dans ses attaques contre la presse de langue française :

Cette presse [d'expression française] est apparue en peu de temps et de manière vertigineuse, ce qui a suscité l'étonnement des uns et des autres. Nous savions que son apparition avec une telle envergure n'était pas innocente ou le fruit du hasard. Elle est là pour conforter le projet occidental et chrétien dans l'Algérie musulmane^{357}.

L'attaque d'*Es-Salām* apparaît moins le fait d'opposants politiques, que de concurrents^{358}, « étonnés » par la vigueur de cette presse contenue jusque-là par la politique du pouvoir FLN en faveur de la langue arabe. La presse francophone le lui rend d'ailleurs bien : Tahar Djaout raille ainsi « ce confrère (si tant est qu'un terme aussi noble puisse s'appliquer à une certaine engeance) d'*Es-salam* qui appelle à la suppression de la presse de langue française (sans doute parce qu'il sait qu'il n'a aucune chance de passer pour un journaliste aussi longtemps que cette presse existera)^{359} ».

Dans ce contexte, et deux mois après l'arrêt du processus électoral, alors que la jeunesse islamiste qualifie « de “communistes” ou de “francophones” toutes les personnalités ou associations qui soutiennent le gouvernement^{360} », l'élément déclencheur de la rupture de Ouettar avec Djaout est un colloque tenu à l'Institut du Monde Arabe à Paris les 13 et 14 mars 1992, à l'occasion de la commémoration des accords d'Évian. L'organisation algérienne du colloque avait été confiée à Tahar Djaout du fait de la place centrale qu'il avait acquise pour les Français dans le monde littéraire algérois. Tahar Ouettar, qui est l'un des deux seuls écrivains de langue arabe invité, s'estime choqué et humilié que le recueil de nouvelles collectif (*30 ans après : Nouvelles de la guerre d'Algérie*) préparé en partie par Djaout ne présente aucun auteur de langue arabe, et que les chercheuses Naget Khadda et Christiane Chaulet-Achour (spécialistes de la littérature francophone ; elles avaient participé aux activités d'El-Djahidhia) n'en évoquent aucun non plus.

Ce colloque est l'occasion pour lui, à son retour à Alger, de clarifier sa position politique : il rompt avec ces intellectuels francophones en donnant libre cours à son ressentiment. Dans une conférence à El-Djahidhia intitulée « Les activités culturelles françaises en Algérie et le rôle du lobby francophone », puis à l'UEA, il reprend à son compte la rhétorique de *Hizb*

Fransā avec d'autant plus de conviction que le colloque portait sur la guerre d'Indépendance. Il considère que malgré la fin de la guerre, « la guerre civilisationnelle n'a pas pris fin », qu'au contraire « la propagation de la langue française en Algérie a atteint un niveau élevé depuis l'indépendance », et que cela explique que « les jeunes s'habillent en djellaba et refusent la modernité »^{361}. Il accuse les francophones d'être des « instruments de la politique française qui considère les Algériens comme des indigènes », parlant de « cinquième colonne »^{362} : « Il est regrettable que ces gens s'isolent au fur et à mesure, au point où il ne leur reste que le Centre culturel français ou l'émigration comme les pieds-noirs en 1962^{363}. » Commentant l'événement, un journaliste de langue arabe se demande : « Est-ce le commencement d'une guerre à laquelle a fait allusion Tahar Ouettar ? Est-ce que la guerre entre les francophones et les arabisants en Algérie recommence^{364} ? » En 1995, alors que les intellectuels assassinés étaient presque aussi arabophones que francophones (en particulier dans le journalisme), Ouettar continue à diffuser l'idée que les ennemis du peuple sont prioritairement les intellectuels francophones : « Il y a une crise civilisationnelle. Moi je pose le problème pacifiquement, d'autres sont en train de le poser par les armes^{365} ». Tout en légitimant de fait la violence (même s'il le nie), il se positionne comme le pôle modéré, si ce n'est le théoricien, d'une révolution arabophone. En effet, dans la mesure où les pro-islamistes sont très peu nombreux dans le champ littéraire, promouvoir le clivage linguistique, permet à Ouettar de reconquérir une place centrale.

En 1994, alors que sa sortie à propos de l'assassinat de Djaout vient de provoquer un tollé, Tahar Ouettar revient sur l'humiliation subie à Paris^{366}. À la question du journaliste insinuant que sa « hargne contre les écrivains algériens de langue française » s'expliquerait par le fait qu'il leur envierait « un talent [dont il serait] dépourvu », Ouettar donne une explication structurelle à sa domination dans le champ littéraire : « Donnez-moi les chaînes de TV françaises pour faire la promotion d'un livre en arabe comme ils l'ont fait pour Mimouni. [...] Qui, hors la francophonie, a remporté un seul prix ? » C'est la réalité de la domination de la littérature de langue française sur celle de langue arabe, par le biais de leur accès privilégié à la consécration parisienne, que décrit ici Ouettar. L'humiliation subie à Paris peut être ainsi vue comme la poursuite de la longue marginalisation vécue par Ouettar par le pôle le plus internationalisé du champ littéraire. Ouettar

dénonce également le rôle de la presse francophone dans cette inégalité entre les langues littéraires algériennes, car elle ne relayerait que les informations portant sur la littérature francophone : « Sommes-nous des Noirs d'Afrique du Sud par rapport à ces Blancs ? » On voit que c'est également dans les interactions avec les journalistes qu'il faut chercher l'explication de la radicalisation de Tahar Ouettar. La profession, structurellement clivée entre francophones et arabophones, est par ailleurs la première victime des assassinats d'intellectuels. Le conflit entre Ouettar et Djaout, tout autant reconnu dans le champ littéraire que journalistique, et qui est devenu symbole de la lutte anti-islamiste après son assassinat, a ainsi fortement contribué à synchroniser les deux champs autour d'une conception de la crise comme guerre des langues.

Tout en étant toujours combattue, cette représentation de la guerre s'est étendue à tout le champ intellectuel. Tandis que Ouettar considère que le français est un « virus qui a sa part de responsabilité dans la crise actuelle^{367} », se développe chez les francophones l'idée que l'arabisation en est une cause majeure : sont dénoncés les *mauvais maîtres arabes*^{368}. La surreprésentation des enseignants dans le mouvement islamiste a été en effet relevée par les acteurs de l'époque. Après le premier tour des élections législatives, Tahar Djaout pointait déjà l'arabisation de l'éducation comme l'une des raisons de la crise : « Non, on ne construit pas une nation moderne sur un arabo-islamisme moyenâgeux, mais sur des valeurs modernes. On ne remplace pas impunément un Lacheraf par un Kharroubi à la tête de l'institution chargée de former nos enfants^{369}. » Chez les plus radicaux des anti-islamistes francophones, politique scolaire, politique linguistique, islamisme et même terrorisme s'organisent progressivement sur un axe logique et temporel, en particulier pendant la deuxième période de débat de la loi sur la généralisation de la langue arabe en 1997-1998. Reprenant le constat formulé par le président Boudiaf en 1992, « l'école est sinistrée », la presse francophone la plus opposée à ces lois utilise des raccourcis saisissants : « L'école algérienne, de Pavlov au terrorisme » (*El Watan*, 22 juillet 1997), « Ils apprennent à nos enfants à égorger » (*Le Matin*, 23 mars 1998)^{370}. En 1999, le linguiste Mohamed Benrabah considère que le « traumatisme linguistique » subi par l'Algérie, en particulier par l'arabisation-islamisation de son école, est en bonne partie responsable de la guerre civile, qu'il qualifie de « guerre civile culturelle » opposant des républicains laïcs et modernistes à de médiocres arabisants islamisés^{371}. Il

rappelle que parmi les militants du FIS arrêtés en 1991-1992, un sur six était enseignant ; et que par la suite 60 % des membres des GIA sont de jeunes analphabètes (entre 18 et 22 ans). Il rapproche cette situation des 815 écoles détruites, et de la centaine d'enseignants assassinés entre 1992 et 1995. Les mauvais maîtres auraient ainsi produit de terribles élèves.

Si affrontement il y eut entre les deux Tahar, il ne s'agit certes pas de l'affrontement politique et identitaire de deux « puretés », l'arabophone et le francophone. Il faut rétablir un troisième terme, Rachid Boudjedra, puis plus largement les enjeux propres du champ littéraire. Ce cas montre l'importance de sortir de l'observation myope de la crise pour la replacer dans le temps long, et dans l'espace relationnel du champ. Secondaire au pôle le plus autonome du champ littéraire, la question linguistique n'y prend une importance qu'au moment où la guerre civile fait perdre de son autonomie au champ littéraire, synchronisant ses enjeux avec ceux des autres champs intellectuels : la trajectoire de Tahar Ouettar montre à quel point les prises de position politiques peuvent dépendre d'enjeux proprement littéraires ; et que les enjeux littéraires peuvent utiliser les armes de la politique.

Une prophétie auto-réalisatrice

Le tragique historique de la guerre civile en Algérie réside dans le fait que ce qui était annoncé s'y est accompli : c'est en partie la conséquence de ce que Robert Merton nomme une « prophétie autoréalisatrice^{372} ». Si la violence terroriste n'a pas visé premièrement les intellectuels, le régime de rumeur a tout de même provoqué dans les faits un « intellocide », en même tant qu'un exil massif. De même, si la guerre civile dans le champ intellectuel algérien n'est pas *essentiellement* une « guerre des langues », elle l'est *devenue* dans le champ littéraire (et plus largement intellectuel).

« C'est l'intelligence qu'on assassine »

Lors de l'assassinat du sociologue Djiali Liabès, le journal anti-islamiste radical *El Watan* titre en Une : « L'intelligence qu'on tue^{373} ». L'accroche de l'article met en avant son statut d'intellectuel, et non ses fonctions administratives et politiques : plus loin en effet, il est présenté comme « professeur à l'université d'Alger, directeur de l'Institut national des études

stratégiques globales (INSEG) et ex-ministre de l'Enseignement supérieur ». Quelques mois plus tard, après cette fois l'assassinat de Tahar Djaout, le Comité international de soutien aux intellectuels algériens (CISIA) est créé à Paris : il estime que « c'est l'intelligence qu'on assassine », et que l'on « tue ceux dont le métier est de produire des idées »^{374}. Mais plusieurs lettres adressées à Pierre Bourdieu, président du CISIA, dénoncent une définition restrictive de la notion d'intellectuel, n'incluant pas les intellectuels islamistes enfermés et torturés dans des camps du sud algérien ; voire se restreignant aux seuls intellectuels francophones^{375}. Le CISIA prendra par la suite en considération ces critiques.

Présenter les assassinats d'intellectuels non comme des dégâts collatéraux de la guerre, mais comme constitutifs d'une guerre contre la Culture, est principalement une interprétation des anti-islamistes radicaux. En faisant du mouvement islamiste un mouvement tout à la fois terroriste et barbare visant la Culture, ils lui dénie sa dimension politique. Les pro-islamistes à l'inverse en font un mouvement uniquement politique, dénia sa dimension délétère et violente dans le domaine de la culture en tant que tel. Tahar Ouettar, soutien des islamistes et ambitionnant une position intellectuelle centrale dans le nouvel ordre qui semble venir, déclare en 1995 à propos des intellectuels assassinés comme Tahar Djaout : « Ils sont morts parce qu'ils ont pris des positions politiques. Il n'y a pas des Mongols ou des Tatars qui tuent tous ceux qui tiennent un livre entre les mains^{376} ». Une position anti-islamiste dialoguiste peut se trouver chez Lahouari Addi, qui met en avant la participation des intellectuels assassinés au pouvoir politique, mais sans chercher à justifier ces assassinats^{377}. Jocelyne Cesari montre la politisation des actes culturels, expliquant à propos des intellectuels assassinés que la « forme sécularisée de leur propos, même s'il peut être tout aussi critique vis-à-vis du pouvoir que celui des islamistes, les fait soupçonner de rejet de la religion voire d'athéisme^{378} ».

Le Livre et les livres

La représentation d'un projet islamiste visant *prioritairement* l'« intelligence » s'enracine dans l'histoire des intellectuels algériens. D'une part, elle s'inscrit dans la lutte ancienne du pôle le plus autonome du champ littéraire contre la prescription et la censure religieuses. Les mesures liberticides prises contre les expressions culturelles (et le sport) en divers endroits du pays pendant les deux années de municipalité islamiste^{379}

apparaissent comme la poursuite de la politique des fondamentalistes jusqu'ici au pouvoir. Lors du premier tour des élections législatives, Tahar Djaout affirmait qu'« il y a défaite de la démocratie en Algérie, il y a défaite de l'intelligence, il y a défaite de la raison^{380}. » Un lieu commun oppose pour cette raison « Le Livre » et « les livres », l'intolérance de l'unicité coranique et la tolérance de la diversité intellectuelle. Le critique universitaire Benaouda Lebdaï, relayant cette opposition, entend « montrer que l'intégrisme islamique est contre la liberté d'expression de l'“autre”, contre la culture sous toutes ses formes^{381} ». Les assassinats sont vécus comme la poursuite, exacerbée, de la volonté de censure des forces religieuses : alors qu'auparavant on étouffait l'intelligence, désormais on la tue. L'interprétation de la violence comme atteinte à la culture permet de donner un sens, par le recours à une expérience antérieure, à l'illisibilité de la crise et du terrorisme.

D'autre part, cette représentation s'inscrit dans l'expérience de la marginalisation des intellectuels au sein des élites. En 1984, Tahar Ouetar estimait que « la Bourgeoisie, surtout quand elle est d'origine paysanne, ne peut pas faire une culture ; elle n'aime pas la culture^{382} ». L'opposition entre culture et économie prend de la vigueur au moment où les intellectuels, en grande partie fonctionnaires, se trouvent effectivement déclassés face à la montée d'une bourgeoisie de commerçants. Quant à la thématique de la « ruralisation » de la société, qui s'appuie sur la réalité sociologique d'un exode rural massif, elle plonge ses racines dans la condescendance élitiste traditionnelle dans le monde arabe des citadins vis-à-vis des « bédouins ». Toute une tradition sociologique et historiographique algérienne^{383}, certes contestée^{384}, explique ainsi l'anti-intellectualisme en Algérie par le recours à l'histoire de la guerre d'Indépendance, dominée par des mouvements populistes, et l'épisode dit de la « bleuite », purge qui aurait visé prioritairement les intellectuels. Djaout pointe une inversion des hiérarchies, les vrais intellectuels étant selon lui dépossédés de leur fonction par les pouvoirs politiques : « Mais ceux qui nous dirigent lisent-ils les journaux, écoutent-ils les intellectuels, connaissent-ils seulement leur existence^{385} ? » Dans un autre de ses éditoriaux, alors que les premiers attentats ont eu lieu, il écrit : « Dans un groupe terroriste opérant dans le Constantinois, un professeur d'université recevait ses directives d'un marchand de légumes. Ceci signifie

admirablement la déconfiture d'une société sans repère et sans hiérarchie^{386}. »

Le déni de la politique

Cette conception de l'« intellocide » chez les écrivains anti-islamistes radicaux va de pair avec un déni de l'enjeu politique. Or la tendance que nous avons constatée de la participation des intellectuels progressistes au pouvoir politique depuis 1988 s'est encore renforcée à la suite de l'arrêt du processus électoral. Le Conseil consultatif national (CCN) mis en place pour assister le Haut comité d'État dont Mohamed Boudiaf prend la tête après l'arrêt du processus électoral est composé d'un nombre important d'intellectuels progressistes reconnus dans leurs domaines respectifs^{387}.

C'est parmi les membres du CCN que l'on trouve la majeure partie des premières victimes des assassinats ciblés d'intellectuels : le médecin et écrivain Laâdi Flici, le sociologue M'hamed Boukhobza, le psychiatre Mahfoud Boucebc, tandis que l'écrivain et journaliste Merzak Bagtache est grièvement blessé. Les assassinats d'intellectuels sont une forme tragique de reconnaissance du pouvoir symbolique mais aussi politique que certains d'entre eux ont alors acquise. De fait, les intellectuels ne sont pas les seuls à avoir été assassinés ou visés. Des militaires, des policiers, des hauts fonctionnaires et des hommes politiques l'ont également été : le jour de l'assassinat de Djilali Liabès, le ministre du Travail et des Affaires sociales Tahar Hamdi réchappait d'un attentat. L'assassin de Tahar Djaout a expliqué qu'on lui avait demandé de l'assassiner, « parce que sa plume influe sur les musulmans^{388} ». Ce ne seraient donc pas les intellectuels en tant que représentants de la culture qui étaient visés, mais en tant que représentants influents d'une conception de la culture (autonome des prescriptions religieuses), et d'une position politique (« de gauche »).

Le déni chez les anti-islamistes radicaux de leur propre position politique s'explique par le fait qu'au moment où commencent les assassinats, en 1993, ceux qui participent à l'élaboration des politiques publiques ne le font au mieux que depuis quatre ans. Loin d'être des professionnels de la politique, ils perçoivent leur activité comme une poursuite de la lutte pour l'autonomie de leurs domaines respectifs notamment contre les conservateurs religieux, qu'ils soient en dehors de l'État (les islamistes, dirigeant des municipalités depuis 1990) ou en son sein.

Comme on l'a vu, les intellectuels partisans de l'autonomie de leurs domaines, parvenus à institutionnaliser cette ambition avec la fin du parti unique, se trouvent du côté de l'État au moment où celui-ci met en place des mesures répressives, après l'arrêt du processus électoral, à l'égard des structures politiques et des organes de presse liés au mouvement islamiste. Le paradoxe et le tragique de la crise est que, après avoir massivement signé en 1989 la « Déclaration pour la tolérance^{389} », ils se sont fermés à cette « tolérance » sous les coups de boutoir d'un mouvement islamiste hostile à la liberté d'expression. Ainsi de Tahar Djaout qui, présenté par la plupart des enquêtés comme peu militant jusque-là, s'est investi dans la défense de la liberté d'expression, et a co-fondé à partir de janvier 1993 l'hebdomadaire culturel et politique *Ruptures*. Il écrit dans son premier éditorial que le journal défendra l'« Algérie de la tolérance, de la générosité et de l'ouverture – mais aussi de l'intransigeance lorsque certaines valeurs sont mises à mal », et déclare que « si Abdallah Djaballah cherche un jour une tribune d'expression, ce n'est pas chez nous qu'il la trouvera »^{390}. Il ne donnera pas la parole à ceux qui veulent les réduire au silence. Or Abdallah Djaballah, considéré comme un modéré, universitaire, a rejeté le populisme du FIS, et s'oppose à la solution armée et terroriste qui se profile alors. La défense de la Culture se trouve comme contrainte de relayer les mesures répressives du pouvoir politique. La logique de la guerre civile interdit de plus en plus la nuance, et homogénéise chacun des camps, infiniment plus complexes que l'opposition entre « franco-communistes » d'un côté et islamistes obscurantistes de l'autre.

Rumeur et désélitisation

S'il n'est pas sûr que la violence terroriste ait été d'emblée un « intellocide », elle l'est en partie devenue. Luis Martinez^{391} a montré que les assassinats d'intellectuels étaient dans un premier temps généralement le fait d'intellectuels (au sens de diplômés), étudiants par exemple, *très politisés*, et visant donc parmi les intellectuels des personnalités opposées idéologiquement. Cependant la situation change à partir de 1994. Le Programme d'ajustement structurel du FMI impose une forte libéralisation du commerce, détournant les petits commerçants et les « trabendistes » (trafiquants importateurs) du soutien aux islamistes radicaux, tandis que le rééchelonnement de la dette permet à l'État d'offrir de nouvelles perspectives d'emplois dans la fonction publique, et de renforcer la lutte

policière et militaire contre les djihadistes. Ce sont dès lors surtout les plus déshérités, « hittistes » (chômeurs « tenant les murs ») qui s'organisent en bandes armées criminelles dans les villes, tandis que les « fidèles militants » cessent leurs actions violentes ou rejoignent les maquis de l'AIS. Si les premiers assassinats peuvent être compris (au moins rétrospectivement) comme des actions politiques, la dimension politique des attentats devient progressivement illisible (de l'attentat collectif terroriste au règlement de compte personnel), et les assassinats d'intellectuels pourraient alors davantage relever de la revanche anti-intellectualiste. Par ailleurs l'illisibilité de la crise est renforcée du fait que les assassinats ne sont pas toujours revendiqués, et n'ont probablement pas toujours été le fait de groupes islamistes : le journaliste anti-islamiste radical Saïd Mekbel, qui sera lui-même assassiné, soupçonnait des « assassinats pédagogiques^{392} » de la part des services secrets algériens.

Dans ce contexte extrêmement flou et violent, favorisant *rumeur* et *terreur*, une remarque en d'autres temps méprisable devient menace. Mohamed Magani, écrivain de langue française né en 1948, enseignant à l'université, parle de « désélitisation* ». Alors que ses publications littéraires ont obtenu un certain écho (notamment *Esthétique de boucher* en 1990) dans le champ littéraire et dans les médias, cet angliciste publie un certain nombre de tribunes dans la presse anti-islamiste, notamment autour de Salman Rushdie (*El Watan, Ruptures*) : « Alors il va bien Salman Rushdie ?* », question posée par un cordonnier de son village d'enfance, prend, dans le contexte des assassinats, la dimension d'un avertissement. Comme de nombreux autres intellectuels en entretien, il évoque la crainte perpétuelle d'être repéré dans la rue en tant qu'intellectuel, dont les signes distinctifs (voire exhibés politiquement) sont le cartable, ou encore le livre, le crayon, les lunettes :

Le fait d'avoir un livre à la main c'était un acte... l'acte sacrilège, je vous assure ! Même un stylo ! J'avais ma voiture cabossée, je l'ai emmenée chez le tôlier [temps, soupir] Dès qu'il me voit, il me dit : « Tremblez, ô porteurs de lunettes ! » Je vous assure. [temps] Bien sûr c'était déjà un signe de conscience oppositionnelle à l'islamisme ou alors fanatisme. « Tremblez »... Oh je n'ai jamais oublié*.

L'anti-intellectualisme des catégories sociales les plus dépourvues de capital culturel se trouve nettement exprimé, se justifiant du combat islamiste contre les « hérétiques », que sont censés être tous ceux qui exhibent des marques du « savoir » (notamment « occidental »). Après qu'il

a été mis au courant que son nom était inscrit sur une liste d'intellectuels à assassiner, Mohamed Magani écrit au Parlement international des écrivains, et s'exile quelques années à Berlin. Si la violence terroriste ne semble pas viser initialement les intellectuels ou la « Culture » en tant que telle, mais des soutiens politiques réels ou supposés du pouvoir politique (parmi d'autres catégories de la population, comme les hommes politiques, hauts fonctionnaires, policiers, militaires...), il n'empêche que les violences terroristes ont bel et bien provoqué une « désélitisation » : par les assassinats, et surtout un exil massif, saignant l'Algérie d'une grande partie de son intelligentsia.

Il en va de même pour les francophones. Que les premiers intellectuels assassinés soient surtout francophones peut s'expliquer par leur surreprésentation au sein des élites intellectuelles de gauche qui ont soutenu l'arrêt du processus électoral. Par la suite, avec le développement chaotique d'assassinats qui ont perdu une grande part de leur visée directement politique, c'est probablement, au travers de la langue française, l'un des symboles de l'élite sociale qui était visé. L'idée portée par certains francophones, et en particulier en France, au fur et à mesure du renforcement du conflit linguistique dans le champ intellectuel, que ce serait la langue française qui serait particulièrement visée est contestée très tôt (notamment par des anti-islamistes arabophones). Rachid Boudjedra, lui-même bilingue, prévenait entre les deux tours : « Il ne faut pas croire que les islamistes feront la différence entre les hommes de la culture arabophone et francophone^{393} » : c'était à son sens toute la Culture qui était menacée. Cette représentation conduit un grand nombre d'intellectuels francophones à prendre le chemin de l'exil.

La violence terroriste n'a pas visé prioritairement les intellectuels francophones *en tant que* représentants de la culture et de la langue françaises. Les écrivains perçoivent la guerre civile au travers de leur expérience professionnelle. La lutte contre les fondamentalistes pour assurer l'autonomie du champ littéraire, plus largement la culturalisation de la politique dans les années 1980, leur fait négliger la dimension proprement politique du conflit, portant sur le soutien ou la subversion de l'État ; et les conduit à interpréter la crise comme une guerre culturelle : contre la culture, et entre les langues. Le développement de la rumeur et le cours toujours plus chaotique de la guerre ont fini par donner une réalité à ces représentations, en poussant à l'exil un nombre considérable d'entre eux.

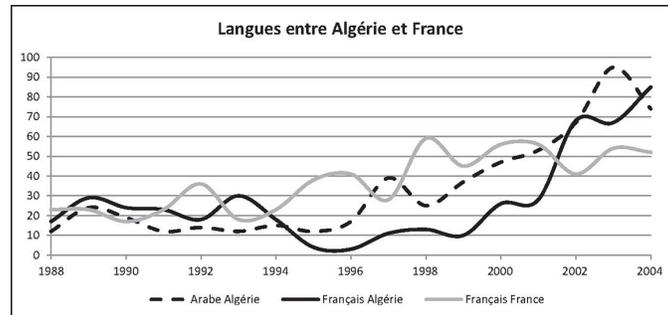
Une bipolarisation

L'idée, tout à fait excessive, selon laquelle iraient de pair langue arabe, Algérie et islamisme d'une part, langue française, France, et laïcité d'autre part, s'est partiellement concrétisée, donnant rétrospectivement raison à ceux qui essentialisaient les tendances politiques des groupes linguistiques : *Hizb Fransā* ou Arabophones archaïques. On peut l'observer à travers l'évolution des publications entre langues et pays, et entre genres, à partir de notre base de données bibliographiques^{394} (voir Annexes).

La gauche, le français, puis la France

Le premier constat que l'on peut faire est une relative insensibilité à moyen terme (17 ans) de la production des écrivains algériens à la crise politique ; si ce n'est qu'elle augmente après la période la plus intense de la crise politique et sécuritaire (1993-1996). En effet, la production littéraire algérienne dans son ensemble reste stable jusqu'en 1996, autour de 65 nouveaux titres par an. Ce n'est qu'à partir de cette date qu'elle augmente de manière continue, triplant en 8 ans (elle passe de 72 titres en 1996 à 216 en 2004). Le rapport entre les langues de production n'est pas non plus bouleversé. La part de la langue arabe est passée dans la période d'un peu moins d'un quart à près des deux cinquièmes de la production totale. Plutôt qu'une conséquence de la guerre civile, cela fait penser à un rattrapage dû au facteur démographique favorable à la langue arabe. La disparition programmée de la littérature de langue française n'a pas eu lieu. La part de la langue amazighe (et des quelques autres cas de publications en darija ou en anglais) reste quant à elle inférieure à 5 % (avec une moyenne de 3 titres par an).

Cette apparente insensibilité sur le moyen terme s'explique par deux facteurs : les politiques publiques de soutien au livre à partir de la fin des années 1990 (voir chapitre 4) et la part de l'étranger dans la publication des écrivains algériens, en particulier de la publication en France. Pour les francophones, la part de la publication à l'étranger s'élève à près de 60 %, presque entièrement en France ; quand la part des publications étrangères des arabophones tourne autour de 10 % (avec tout de même un pic à un tiers en 1993, mais pour seulement 6 titres). La stagnation de la production algérienne observée jusqu'en 1996 dissimule en réalité, à court terme, un phénomène de vases communicants entre l'Algérie et la France, que la crise ne fait qu'accentuer.



Graphique 4. « Évolution de la production en arabe et en français entre l'Algérie et la France ». Champ : Production des écrivains algériens entre 1988 et 2004 en première édition, à l'exclusion des séries peu significatives (tamazight ; autre pays) (n = 1 681). Données en chiffres absolus.

Le graphique 4 permet de rendre compte de la différence de temporalité entre les deux langues en Algérie. La courbe de la production de langue arabe se décrit en deux périodes : de 1988 à 1996 elle stagne autour de 15 titres en moyenne, avant de faire un bond en 1997 suivi d'une forte croissance (74 titres en 2004). À l'inverse, la courbe de la production de langue française se décrit en trois périodes : de 1988 à 1993 elle est stable à près de 25 titres par an, avant de plonger de 1994 à 1999 (à peine 10 titres), puis de rattraper la production de langue arabe au début des années 2000 (près de 70 titres).

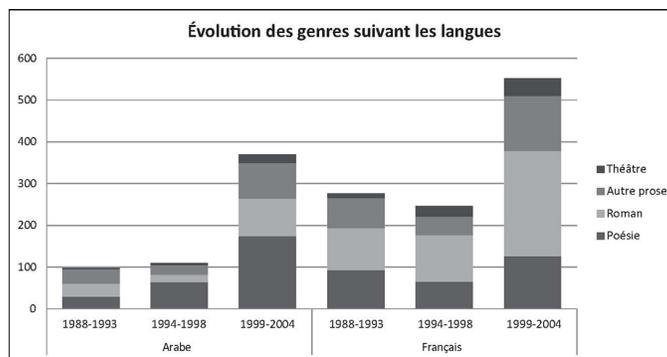
La crise a avant tout affecté la production en langue française en Algérie, dont la chronologie suit plus nettement la chronologie de la crise politique. De 30 titres par an en 1993, elle chute à 3 titres en 1996 (dépassée alors par la production en tamazight, à 5 titres), et ne retrouve son niveau du début des années 1990 qu'au début des années 2000. Cette chute ne s'explique pas uniquement par la crise politique : la liquidation de l'entreprise publique ENAL tient à des raisons de restrictions budgétaires qui ne sont pas directement la conséquence de la crise politique. Mais tandis que la littérature de langue arabe a développé un certain nombre d'éditions privées qui ont pris le relais de l'ENAL, parfois proches de la mouvance islamiste (Ibdaâ) ou peu hostiles à son égard (El-Djahidhia) la littérature de langue française a été à la peine : l'éditeur de gauche Bouchène est contraint de s'exiler en France après des menaces ; les éditions Laphomic cessent leurs activités du fait du contexte sécuritaire.

Au-delà de la crise économique, qui touche l'ensemble du champ littéraire, de la question politique et sécuritaire, qui frappe un peu moins les arabisants du fait de la proximité d'une partie d'entre eux avec le

mouvement islamiste, le premier facteur d'explication de la très importante chute de la production de langue française en Algérie nous semble être la très grande facilité de publication en France, qui permet une solution rapide de repli. On peut parler de vases communicants : les courbes de l'édition francophone en Algérie et en France sont strictement contraires entre 1993 et 1997, et permettent de mesurer la délocalisation de la production francophone à cette période. Ainsi la part de L'Harmattan, le plus gros éditeur des écrivains algériens dans la période, éditeur en grande partie à compte d'auteur, passe d'une moyenne de 7 % de toute la production en langue française au début des années 1990, à une moyenne de 18 % entre 1992 et 1995. Par la suite, la demande éditoriale française est également un élément d'explication de l'augmentation de la production algérienne en France (chapitre 4).

La guerre civile accentue donc les tendances statistiques, et enlève les exceptions. Ainsi de l'assassinat du poète de langue française Youcef Sebti, secrétaire de l'association El-Djahidhia. Malgré le fait qu'il écrivait en français, son discours était très proche de celui de Ouettar quand il dénonçait parmi les francophones les « migrants culturels » :

J'appelle migrants culturels ces Algériens qui sont partis vers la langue française et qui se trouvent calés entre la France et l'Algérie. Ils ont trois possibilités : mourir en tant que migrants, partir vers la France (= pour appartenir à la France métropolitaine ou pour constituer un néo-colonat) ou revenir vers l'Algérie^{395}.



Graphique 5. « Comparaison de l'évolution des genres suivant les langues ». Champ : production des écrivains algériens en première édition, tous pays, hors tamazight, hors Genre NR (n = 1 651). Données en chiffres absolus.

Ce discours montre encore que, plus que la question linguistique, c'est le rapport à l'international, et particulièrement à la France, qui est premier dans l'opposition entre les écrivains. Son assassinat contribue à réduire la

diversité politique au sein des francophones ; et en repoussant plus encore El-Djahidhia du côté du pôle non seulement national mais arabisant.

Symétriquement, les écrivains de la gauche anti-islamiste ont été poussés à se rapprocher des francophones et de la France, notamment du fait de l'exil éditorial et physique, au point d'écrire directement en français : c'est le cas de Rachid Boudjedra, Waciny Laredj, Amin Zaoui, Mohamed Sari (voir *infra*). Boudjedra et Laredj racontent les mêmes difficultés à publier en arabe dans cette période. Rachid Boudjedra n'a pas trouvé, en 1994, à faire publier son roman *Timimoun* en arabe en Algérie : seule sa traduction en français est alors publiée chez Denoël. Ce sera son dernier roman écrit d'abord en arabe. Waciny Laredj, qui devait publier *Sayyidat al-maqām*, roman engagé portant sur une jeune danseuse victime de l'intégrisme, aux éditions Al-ādāb à Beyrouth, se voit également refuser le manuscrit au dernier moment par crainte de la réaction du Hezbollah libanais. C'est en Allemagne, aux éditions al-Jamāl (Cologne) qu'il trouve à le publier, avant de s'installer en France : il y écrira plusieurs livres en français, en première écriture puis en traduction. Devant la fermeture progressive des éditeurs algériens ou arabes à un dangereux engagement anti-islamiste, les écrivains arabophones bilingues, déjà internationalisés, sont ainsi repoussés plus encore à ce pôle en se voyant contraints à écrire en français. La tendance statistique entre anti-islamisme radical, langue française, et international, se renforce donc.

Poésie arabe et Roman français ?

Cette bipolarisation concerne également les genres publiés. Dans la première période (1988-1993), dans les deux langues, poésie et roman représentent chacun environ un tiers de l'ensemble. Mais la crise rompt cet équilibre et cette symétrie.

En français, la crise accélère le renversement de la hiérarchie au profit du roman qui augmente en permanence en chiffres absolus (passe de 36 % à 44 % du total). La poésie, au contraire, relativement stable entre le début des années 1990 et le début des années 2000 (autour d'une quinzaine de titres par an), voit sa part se réduire progressivement, de 34 à 23 %. Sans abandonner la poésie, nombre de poètes s'essayent en effet au roman pendant les années 1990. C'est le cas de Jamel-Eddine Bencheikh, qui publie *Rose noire sans parfum* chez Stock en 1998, ou de Habib Tengour. Ce dernier avait certes déjà publié de la prose, mais peu fictionnalisée, et

qu'il avait placée dans la continuité de son expérience poétique ; en revanche, il publie en 2001 *Le Poisson de Moïse* chez Paris-Méditerranée, et le présente comme le seul roman qu'il ait écrit. Mais c'est surtout parmi ceux qui commencent à publier dans les années 1990 que l'on trouve le plus de romanciers : selon notre base de données prosopographiques, la part des romanciers augmente à chaque génération littéraire, atteignant 46 % parmi ceux qui ont commencé à publier entre 1998 et 2003, contre 33 % de poètes. Le théâtre se développe également, dans un contexte d'émigration en Europe plus favorable aux représentations théâtrales en français. De pratique nationale, en arabe, institutionnalisée dans des théâtres nationaux dont les metteurs en scène et acteurs sont fonctionnaires, le théâtre s'affirme alors comme genre écrit et internationalisé. Dans les années 1990, le comédien Fellag et le metteur en scène Slimane Benaïssa « littérisent » leur pratique après leur exil en France. Ce dernier, après une vingtaine de compositions en arabe dialectal, jouées en Algérie mais jamais publiées, publie chez Lansman en Belgique à partir du début des années 1990 (dès avant son exil) des pièces en français. Le festival des Francophonies de Limoges a eu un rôle important (comme pour d'autres, notamment Mustapha Benfodil et Arezki Mellal dans les années 2000) dans cette conversion. Désormais plus auteur que metteur en scène (il collabore avec le metteur en scène français Jean-Louis Hourdin), Slimane Benaïssa en vient même à écrire des romans (*Les Fils de l'amertume*, Plon, 1999). L'augmentation du nombre de pièces de théâtre n'est donc pas l'indice d'un développement de cet art, mais d'une reconversion à l'écriture par le passage au français et par la France (et la Belgique).

À l'inverse, la crise ramène le sous-champ de langue arabe à une période antérieure de son développement, puisque la part du roman, en progression depuis son introduction dans les années 1970, régresse, de même que les autres genres de prose. La poésie est ainsi le seul genre qui progresse pendant la crise en chiffres absolus et en chiffres relatifs, passant de 31 à 59 % du total de la production en arabe. La progression de la prose ne reprend ainsi qu'après la crise, sans retrouver pourtant tout de suite son niveau antérieur : d'une situation à peu près équilibrée entre poésie, roman, et formes courtes au début des années 1990, on passe, après la crise, à un équilibre entre poésie (47 %) et prose (24 % pour le roman, et 23 % pour les autres formes de prose). Ce n'est que depuis les années 2000 que de nombreux poètes de langue arabe se mettent à écrire ou à envisager d'écrire

du roman. C'est le cas Rabia Djelti ou d'Azzedine Mihoubi au cours des années 2000. Une poétesse de langue arabe*, qui a commencé à publier dans les années 1970 et exilée à l'étranger depuis les années 1990, nous indiquait qu'elle songeait à écrire un roman, mais ajoutait spontanément que ce n'était pas une manière de se sentir davantage écrivain, et qu'il n'y avait pas d'échelle entre les genres : mais elle accompagnait cette parole de dénégation d'un geste de la main, représentant sur des échelons toujours plus élevés la poésie, la nouvelle, et enfin le roman. Une hiérarchie symbolique favorable au roman semble s'être installée chez les écrivains de langue arabe, signe de l'inscription grandissante du champ littéraire algérien dans la globalisation.

La période voit donc s'approfondir le clivage entre les deux groupes linguistiques. Si le genre du roman est historiquement francophone du fait de son importation à l'époque coloniale, la guerre civile et l'exil éditorial massif en France renforcent encore ce lien, du moins temporairement. Le facteur déterminant dans le rapport aux genres n'est cependant pas, là non plus, le facteur linguistique, mais le facteur international : c'est en effet à l'étranger que l'on publie proportionnellement le plus de romans. Pour la langue arabe, la part des romans publiés à l'étranger est toujours de 15 à 20 points supérieure à la part publiée en Algérie : la faiblesse de la publication à l'étranger est en lien avec la faiblesse relative de la part du roman en langue arabe.

La guerre civile dans le champ littéraire n'est pas *essentiellement* une guerre des langues, mais elle l'est *devenue*. Le tragique de la guerre est que les tendances antérieures du champ se sont faites essences dans la représentation de certains acteurs ; puis parce qu'elles se sont accentuées, comme par une prophétie auto-réalisatrice, sous le règne de la rumeur et de la terreur. Au cœur de la crise, le champ littéraire se trouve polarisé entre des écrivains anti-islamistes écrivant en français en France des romans ; et des écrivains non hostiles aux islamistes écrivant et peinant à publier en arabe en Algérie de la poésie. La guerre civile assure ainsi une forme de victoire temporaire aux contempteurs de *Hizb Fransā*, qui confondaient gauche, francophonie, et France ; et ceux, de l'autre bord, qui essentialisaient les liens entre langue arabe, islamisme, et « archaïsme ». Cette bipolarisation est le fruit d'un *processus historique* qui tient certes aux tendances statistiques antérieures du champ (caractère davantage transnational de la littérature de langue française, et une plus forte

représentation d'anti-islamistes radicaux parmi les écrivains de langue française), mais surtout aux violences et aux rumeurs de la crise.

Les fondements de l'opposition au sein du champ littéraire ne sont pourtant que secondairement linguistiques. L'opposition n'est pas non plus uniquement politique, mais correspond à des représentations différentes de la littérature, liées à un rapport différent à l'international : littérature spécialisée et relativement autonome, face à une littérature pédagogique à fonction nationale. À la faveur de l'autonomisation du champ culturel par rapport au FLN, le pôle le plus internationalisé du champ littéraire a privé les écrivains au capital national de leur monopole sur les institutions publiques, et donc de leur position temporellement dominante dans le champ. Au-delà des convictions politiques profondes, le mouvement islamiste est en bonne partie perçu dans le champ littéraire comme un moyen de (re)conquérir ce monopole.

Sans que l'opposition entre anti-islamistes et pro-islamistes n'ait été évacuée, elle a toutefois été en partie absorbée par le clivage linguistique francophone/arabophone (qui reste contesté pendant toute la période, en particulier par les écrivains arabophones anti-islamistes). On peut citer quatre raisons à cela : l'expérience d'une assez forte autonomie dans les années 1980, qui conduit les écrivains à percevoir la guerre au travers du prisme culturel ; la très faible visibilité des écrivains pro-islamistes dans le champ littéraire ; une synchronisation favorisée par la crise entre les différents champs intellectuels ; et le rôle de Tahar Ouettar, dans son conflit avec Tahar Djaout, dans cette interprétation de la crise. La trajectoire de Ouettar montre clairement ce que cette interprétation « linguistique » de la crise doit aux enjeux transnationaux du champ littéraire : loin d'être l'expression d'une coupure essentielle entre les deux sous-champs linguistiques, elle est la conséquence de la marginalisation de cet écrivain par le pôle le plus internationalisé du champ littéraire. La représentation française de la guerre civile algérienne comme guerre culturelle, et plus précisément une guerre des langues, n'est pas née des seules représentations coloniales : elle a été diffusée par une partie des écrivains algériens eux-mêmes.

Chapitre 3

Des écrivains témoins ? Littérature et engagement politique

Les deux chapitres suivants prennent acte de la bipolarisation du champ littéraire algérien, et se concentrent sur l'un des phénomènes majeurs de la période : l'exil massif des écrivains, et la délocalisation exceptionnelle de la littérature algérienne en France, avant son retour en Algérie à la fin de la guerre. L'ancien pays colonisateur recouvre un rôle majeur dans l'histoire de l'Algérie, et du champ littéraire algérien en particulier. Entre ceux qui se sont exilés (un quart des écrivains algériens), et ceux qui vivaient déjà à l'étranger, c'est 40 % des écrivains algériens qui vivent hors des frontières nationales dans les années 1990 ; et un écrivain algérien sur trois qui est en France. La France devient le lieu principal de publication des écrivains algériens, et presque exclusif pour les francophones. Cette internationalisation ne signifie pas un éloignement des préoccupations politiques nationales^{396}. Au contraire, les écrivains publiant en France sont particulièrement engagés : du fait de leur rôle d'ambassadeur de l'image de l'Algérie à l'étranger ; et d'un accueil français particulièrement favorable à leur engagement anti-islamiste (et également critique du pouvoir FLN).

Après avoir replacé l'engagement des écrivains dans le champ intellectuel au chapitre 1, on observera ici comment il est traité dans la littérature, et dans un contexte transnational, car on ne peut comprendre cette littérature

selon le seul prisme français ou algérien. Ainsi l'engagement littéraire, pas encore sorti de son « reflux^{397} » en France à cette époque, n'était pas entièrement « passé de mode^{398} » en Algérie, comme dans la plupart des pays postcoloniaux^{399}. Entre ces deux temporalités littéraires, les écrivains algériens publiant en France développent une problématique inscrite dans l'histoire du champ littéraire algérien, et en développement alors en France à « l'ère du témoin^{400} » dont parle Annette Wieviorka : le témoignage^{401}.

Rares sont les textes présentés comme « témoignages » ; mais beaucoup ont été qualifiés ainsi par la critique alors que leurs pages de garde les présentaient comme « chronique », « récit », ou le plus souvent « roman ». La reconnaissance littéraire de ce genre lisière entre fiction et histoire^{402}, expérience vécue de violences plus ou moins fictionnalisées^{403}, n'est pas assurée, et met en crise même la conception traditionnelle de la littérature^{404}. Le fait marquant est plutôt que la plupart des écrivains ont assumé un ethos^{405} de témoin^{406}, c'est-à-dire qu'ils ont construit dans leurs discours textuels et oraux (entretien) une image d'eux-mêmes comme témoin ; ou se sont vus attribuer ce rôle.

Dans cette étude, le genre du témoignage ne sera donc qu'un aspect de la problématique du témoignage, porté par le témoin. Historiquement, l'acte de témoignage est en Algérie l'expression d'un contre-discours de subalterne face à l'hégémonie culturelle des Européens pendant la colonisation, puis dans le contexte des luttes féministes. On peut distinguer deux facteurs ayant favorisé la résurgence de cette problématique dans les années 1990. Premièrement le renforcement de la concurrence transnationale pour un savoir sur l'Algérie : on a vu que les écrivains étaient mis en cause, en particulier en France, par des journalistes et chercheurs en sciences sociales algéro-français. L'ethos du témoin renouvelle la légitimité des écrivains à être ambassadeurs de l'image de l'Algérie, en leur donnant une autorité fondée sur un savoir intime, et autochtone malgré l'exil. La littérature algérienne des années 1990 publiée en France participe à sa manière à la réinvention du rôle de la littérature dans l'interprétation du monde, rôle dont, selon Michel Rio, les « filles matricides qu'on a convenu d'appeler sciences humaines^{407} » l'ont grandement dépossédée. Deuxièmement la situation de crise. À la notion de « témoignage » est souvent rattachée dans les années 1990 celle d'« urgence »^{408}, plus ancrée encore dans l'actualité du danger de mort. C'est là une différence avec le développement contemporain de la problématique du témoignage en France, marqué alors

davantage par le témoignage (voire la chaîne de témoignages) sur le passé de la Shoah. Mais le témoignage permet de renouveler la problématique de l'engagement, en remplaçant le savoir de surplomb par le savoir d'un narrateur « impliqué^{409} ». La féminisation du champ littéraire a un impact important sur ce point, dans la mesure où l'une des modalités fortes de l'engagement politique des écrivaines passe par une écriture de l'intime.

Typologie des engagements des écrivains algériens

En effet la guerre civile réactive pleinement la problématique de l'engagement qui, après avoir été centrale dans les années 1970, s'était quelque peu effacée dans les années 1980. La plupart des écrivains ont intégré la critique à l'égard de l'engagement sartrien^{410}. Abdelkader Djemaï, né en 1948 et socialisé politiquement dans la période du socialisme, journaliste de langue française exilé en France à partir de 1993, cherche un juste milieu entre politique et littérature :

Nous ne pouvons pas faire l'impasse en tant qu'écrivains algériens sur ce qui arrive chez nous. J'ai un devoir d'écriture et de témoignage, pas comme chef de parti politique ou idéologue, mais comme écrivain, je le répète. Créer un univers romanesque ne signifie pas se dérober à la réalité, mais poser le témoignage par l'intermédiaire de la littérature^{411}.

Rachid Boudjedra, à l'image des auteurs du Nouveau Roman (et en particulier de son « maître » Claude Simon^{412}), qui avaient pu signer le Manifeste des 121, estime que « l'intellectuel s'engage mais l'artiste peut pas s'engager. Il s'engage *dans l'œuvre** ». En réalité, l'engagement de Boudjedra n'en reste pas à cette définition très barthésienne de la responsabilité de la forme^{413} : certes dans ses romans en arabe la langue populaire bouscule les codes d'un arabe bienséant ; mais le caractère subversif de son œuvre se situe bien également dans son contenu, ses thématiques. Cette distinction entre un engagement thématique et un engagement formel, qui serait l'honneur de la littérature pour les détracteurs de la littérature engagée, en somme entre ce que Barthes appelait l'« écrivain », dont la parole est un moyen en vue d'une fin urgente, et l'« écrivain »^{414}, dont la parole est intransitive et vecteur d'ambiguïté, ne nous paraît pas pertinente pour rendre compte de l'engagement des écrivains algériens. D'abord parce que, comme Barthes l'indiquait lui-même, tous les

auteurs naviguent entre ces deux pôles, sont des « écrivains-écrivants ». Ensuite parce que cette opposition empêche d'observer la diversité des types d'engagements en littérature.

Pour rompre avec la bipolarité politique/littérature, nous nous sommes inspirés d'une typologie classique de la sociologie, la typologie wébérienne de la communalisation religieuse^{415}. Weber distingue entre trois formes d'autorités religieuses, le Prêtre, le Magicien, et le Prophète. Pour éviter toute confusion avec cette typologie dont nous ne reprenons que quelques éléments, nous parlerons quant à nous de trois gestes d'engagement au travers de la littérature : *Attestation*, *Évocation*, et *Interrogation*. Nous ne mentionnerons donc pas, dans ces pages, les rares romans qui se veulent parfaitement dégagés de l'actualité de la guerre civile. On peut noter cependant que dans la mesure où ces écrivains considèrent bien souvent que les islamistes sont des ennemis de la Culture, publier de la littérature, quel qu'en soit le contenu, est souvent considéré comme un acte de résistance en tant que tel.

L'Attestation va de pair avec son contraire, *la contestation*. Ce geste d'engagement consiste en l'affirmation d'un propos politique explicite, qu'il soit positif ou polémique. Le Prêtre fonde en effet son autorité, selon Weber, sur son didactisme ; mais surtout sur son rôle de relais d'un discours préformé (celui de l'institution religieuse) : l'engagement d'attestation entre en intertextualité^{416} (en relation de citation) avec l'ensemble du « discours social^{417} » d'actualité, l'atteste ou le conteste, en phase et en concurrence avec les autres penseurs du temps présent que sont les journalistes et chercheurs en sciences sociales. Ici, le témoignage est pleinement attestation et contestation dans la mesure où il s'agit d'un contre-discours politique.

L'Évocation se préoccupe moins de discours que de représentation, est moins démonstration que monstration, et est donc moins polémique. L'engagement d'évocation ne formule pas de propos politique explicite, n'affirme pas de valeurs, mais est davantage un engagement pour autrui : ici la « littérature donne une voix à qui n'en a pas, donne un nom à qui n'a pas de nom et spécialement à ceux que le langage politique cherche à exclure^{418} », comme le formule Italo Calvino. Le Magicien^{419}, fondant selon Weber son autorité sur la tradition, appelle les morts à participer à l'imaginaire collectif, invente (au sens étymologique de trouver) ce qui existait déjà, (ré)invente la tradition^{420}. On verra qu'il contribue par là de

manière plus décisive à l'élaboration idéologique du temps présent, tout en étant davantage tourné vers le passé, et discutant avec les historiens. Pendant la guerre civile, l'évocation des « subalternes^{421} » (colonisés, femmes) est aussi souvent évocation des morts. Le témoin peut également user de ce geste littéraire d'évocation : mais le témoignage n'est plus strictement autobiographique, il se fait au second degré : l'écrivain assure une chaîne de témoignages. Il s'agit en effet d'un engagement particulièrement développé à l'égard des martyrs (« témoin » selon l'étymologie grecque, comme selon l'étymologie arabe : « chahid ») de la Shoah.

L'Interrogation est en revanche contradictoire avec l'ethos du témoin, puisque la vérité comme les valeurs de bien et de mal sont, d'une manière ou d'une autre, mises en doute. L'interrogation peut mettre en cause les valeurs *attestées* par d'autres, sans en proposer aucune en échange ; et se dégager du souci *d'évocation* pour privilégier un ailleurs et un futur. Si l'œuvre interrogative discute avec les discours environnant la littérature, ce n'est plus dans le but d'imposer une interprétation monolithique du monde : on ne retient de la typologie wébérienne que la dimension négative, déconstructrice, du « Prophète de malheur ». Tandis que le Prêtre littéraire tient son autorité politique de son inscription plus ou moins polémique dans le discours social, et le Magicien littéraire de sa productivité imaginaire et idéologique, le Prophète littéraire ne tient la sienne que de sa reconnaissance littéraire, équivalent du charisme qui caractérise l'autorité du Prophète pour Weber.

La typologie des gestes d'engagements politique permet d'éviter la valorisation habituelle, en littérature comme en sociologie, de la figure du Prophète. Ces gestes d'engagement qui peuvent se cumuler (même si l'attestation et l'interrogation sont en bonne partie contradictoires), ne disent rien de l'engagement esthétique des œuvres. La question de l'autonomie de la littérature par rapport à la contrainte de l'engagement politique se pose tout de même ; comme la spécificité de la littérature au sein des productions intellectuelles. Tandis que l'attestation relaye le discours social et des maximes d'action, même pour les contester, l'évocation a une plus forte productivité idéologique, tandis que l'interrogation met en question ces savoirs. C'est à travers l'exploration de cette typologie que nous étudierons la littérature produite en France pendant la guerre civile, en offrant un

visage bien plus divers que l'étiquette désormais stigmatisante de « littérature de témoignage » ne donne à le penser.

L'Attestation : témoins d'actualité

Le geste d'engagement majeur du témoin d'actualité a été l'attestation. Attestant, les romanciers « témoins » inscrivent leurs œuvres de manière plus ou moins polémique dans un discours social, dans un contexte où journalistes et chercheurs en sciences sociales (sociologues et politologues) les concurrencent : il s'agit de l'une des stratégies principales pour les écrivains de contrer les discours pro-islamistes, et surtout dialoguistes qui se développent alors selon eux dans les milieux intellectuels français. Ce sont surtout des valeurs qui sont attestées ou contestées, autour du danger de l'islamisme, et de l'héroïsme du témoin. À partir du modèle sociologique opposant approches explicative (les causes) et compréhensive (le point de vue de l'acteur), on peut distinguer deux types de romans. Les *romans explicatifs* fondent l'engagement politique sur un exposé des causes de la crise politique, et en particulier de l'islamisme : typiquement, ils mettent en scène un grand nombre de types sociaux, et sont généralement écrits selon un point de vue omniscient. Ils s'inscrivent nettement dans la tradition de la littérature engagée, voire du roman à thèse. Les *romans compréhensifs*, qui sont déjà par eux-mêmes une prise de distance par rapport aux romans explicatifs, sont centrés sur un personnage, et fondent leur engagement sur la mise en scène de l'intimité, de la complexité du narrateur-protagoniste. Quand leur texte comprend une dimension autobiographique plus ou moins voilée, ces romanciers à l'ethos de « témoin » en viennent parfois à écrire des « témoignages ».

Nous étudierons deux éléments importants du développement de la problématique du témoignage à travers des romans explicatifs : l'engagement politique, pour lequel la littérature est volontairement sacrifiée chez Rachid Mimouni ; et la concurrence avec les savoirs scientifiques chez Yasmina Khadra, et le modèle journalistique chez Malika Boussouf et Aïssa Khelladi. Chez ce dernier comme chez Maïssa Bey, le roman compréhensif interroge les limites du témoignage d'actualité, d'un point de vue éthique pour l'un, esthétique pour l'autre.

Rachid Mimouni : de la littérature à la politique

En Algérie, le témoignage est l'un des autres noms de l'engagement politique, et ce depuis la guerre d'indépendance. Les rares témoignages publiés en volume^{422}, notamment *La Question* d'Henri Alleg et *Le Témoin* de Djamel Amrani aux éditions de Minuit^{423} ont contribué à la médiatisation d'un contre-discours face à celui, hégémonique, du colonisateur. Dans les années 1990, l'ethos de témoin permet à nouveau aux écrivains algériens de constituer un contre-discours en France, où se développe dans certains cercles de gauche un discours hostile aux anti-islamistes radicaux. Mais dans le même temps ces derniers relaient le discours d'une partie du pouvoir algérien. En mars 1994, le Premier Ministre Redha Malek, qui incarne à la fois l'âge d'or des intellectuels quand il a été ministre de l'Information et de la Culture en 1977, et la ligne nettement anti-islamiste radicale du pouvoir, déclare :

Chaque acte de création intellectuelle est un hymne à la vie et une réalisation de plus pour consolider la mémoire collective, ce ciment qui fait les peuples et leur permet de forger eux-mêmes leur destin. [...] Votre responsabilité est historique. Votre témoignage est impératif et capital pour les générations à venir. [...] Oui à une Algérie puissante par ses enfants unis et solidaires, par ses intellectuels, ses professeurs, ses journalistes, ses soldats et policiers et ses dignes fils jaloux de son devenir^{424}.

Cette exhortation à défendre la Nation au même titre que les soldats et les policiers, fait de l'appel au témoignage une injonction à une littérature nationaliste renouvelée. Elle est largement relayée dans les médias acquis à l'anti-islamisme radical : dans un article publié dans le quotidien *Liberté* sous le titre « Le devoir de témoigner », et portant sur les textes publiés en exil, les écrivains et plus largement tous ceux « qualifi[és] pour la création littéraire », sont « appelés à faire œuvre de porte-parole d'un combat »^{425}. En effet, l'injonction et plus largement l'ambition du témoignage se développe paradoxalement au fur et à mesure des exils.

Devenu l'un des écrivains les plus reconnus du sous-champ de langue française dans les années 1980, Rachid Mimouni publie en 1993 l'un des tout premiers textes littéraires fortement engagés contre les islamistes, *La Malédiction*^{426}. Dans sa recension intitulée « Une écriture de l'urgence », Rachid Hammoudi le qualifie de « roman de témoignage, de combat contre un ordre hideux qui se profile et s'inspirant au premier degré d'une actualité tragique, il offre peu de poésie, d'intimisme [...]»^{427}. Cette dimension

fortement politisée n'est pas toujours valorisée, en particulier à la fin de la décennie. L'universitaire Charles Bonn écrit ainsi :

Mais progressivement le réel « brut », après avoir investi de manière fort intéressante l'élaboration littéraire même dans *Tombéza* ou *L'Honneur de la Tribu*, vient en quelque sorte à bout de cette élaboration littéraire dans *La Malédiction*, [dont la qualité] n'a plus rien à voir avec celle des précédents du même auteur^{428}.

Le « retour au référent » et le « retour au réel », que Charles Bonn avait noté dans le roman algérien des années 1980^{429}, en phase avec le phénomène équivalent en France (« littérature transitive^{430} » selon Dominique Viart, qui intègre « l'ère du soupçon » de manière dialectique) et en rupture avec les expérimentations formelles de la « génération terrible » des années 1970 s'accroît avec la guerre civile. Bien plus, le cas de Rachid Mimouni permet d'observer la manière dont certains écrivains du pôle le plus autonome du champ littéraire en viennent à troquer leurs armes proprement littéraires pour celles de la politique. On constate une évolution comparable chez Tahar Djaout ou chez Malika Mokeddem^{431}.

Rachid Mimouni a une trajectoire typique de la Génération de l'Indépendance. Né en 1945 dans une famille d'ouvriers agricoles, il profite d'une formidable promotion sociale permise par l'extension de la scolarisation française, puis l'investissement de l'État nationaliste et socialiste dans la formation de cadres (il poursuit des études à Montréal) : il devient enseignant dans le supérieur. Il écrit, et dépose son premier roman en 1971, à la SNED : *Le Printemps n'en sera que plus beau*, publié en 1978, participe selon l'auteur lui-même de « l'illusion lyrique^{432} » de l'époque. Pourtant, tout en traitant de la guerre d'Indépendance, ce premier roman tranche d'un point de vue formel avec la littérature nationaliste du moment, en l'inscrivant dans la tradition katébiennne du « roman polyphonique », et intergénérique (roman, poésie, théâtre). Paru en France en 1982, *Le Fleuve détourné*^{433} rompt avec la littérature nationaliste moins cette fois d'un point de vue formel, que par l'inscription du présent social dans le récit, et de manière critique, renouant en cela avec la subversion politique de *La Répudiation* de Boudjedra. Il est perçu en Algérie comme une « révélation^{434} » ; peut-être autant pour ses démêlés avec la censure^{435}, que pour son ajustement aux attentes critiques de la gauche en voie de marginalisation politique. Par la violence de la dénonciation politique et sociale de ses romans, et ses interventions dans les médias français puis

progressivement dans les médias algériens, Rachid Mimouni devient l'une des figures intellectuelles les plus en vue des années 1980. Mais si la dimension politique reste explicite chez lui, elle passe par le prisme d'une élaboration littéraire poussée, fondée sur un réalisme détaché de la contrainte du vraisemblable, au point de glisser parfois dans le merveilleux. C'est le cas de *L'Honneur de la tribu*, qui explore un « réalisme magique » à l'algérienne. À l'inverse *La Malédiction* abandonne par la suite toute recherche littéraire au profit d'un roman à thèse politique.

L'Honneur de la tribu : engagement et réalisme magique

On a vu que les événements de 1988 et la libéralisation qui s'en est suivie avaient accentué une forme de dégagement politique chez Mimouni : *L'Honneur de la tribu* (publié en 1989 chez Robert Laffont, puis en Algérie chez l'éditeur privé Laphomic en 1990) est le moins directement politique de ses romans ; même si les enjeux politiques restent forts. C'est l'histoire, racontée par un vieil homme, d'un village traditionnel nommé Zitouna, bouleversé par l'intrusion violente de la modernité. La dénonciation politique y est bien moins explicite et virulente que dans les précédents romans de Mimouni. L'agent de la violente modernisation du village, Omar el Mabrouk, est un ancien maquisard du FLN devenu préfet à Zitouna. Son portrait permet une satire de l'arbitraire et de l'autoritarisme :

Nul ne m'empêchera plus de me gratter les couilles au sortir de mon lit. [...] Je vais reprendre mes habitudes de satire. [...] Je vais pouvoir me comporter en satrape, édicter des lois conçues à mon exacte pointure pour me donner le plaisir de les transgresser le lendemain, obliger les paysans à porter des chaussures pour marcher dans les rues ou modifier le nombre et l'heure des prières quotidiennes (p. 196).

Davantage que la noirceur qui caractérisait *Tombéza*^{436}, la caricature donne ici dans le comique, renforcé par la rupture de registre : ce discours grossier est rapporté par le vieillard narrateur à la langue empreinte de religiosité. Cette figure de narrateur, sorte de coryphée porte-parole du reste de la tribu, est d'ailleurs ambiguë sur le plan des valeurs. Certaines de celles qu'il défend (l'« honneur », qui donne son titre au roman) sont caractérisées très positivement, comme la capacité de pardon et d'hospitalité de la tribu à l'égard de ceux qui les avaient quittés (p. 110). À l'inverse, son discours concernant les femmes (« Les femmes sont diaboliques », p. 176) apparaît caricatural et décalé par rapport aux valeurs de gauche du public de Mimouni. Certes les villageois sont les victimes de la haine et l'arbitraire du

nouveau préfet, qui détruit leur village. Mais ils en sont aussi responsables, comme l'explique Omar El Mabrouk : « Si mon père a accepté d'affronter la bête, c'était pour défendre votre honneur. Il en est mort. Ce n'est pas l'ours, mais votre lâcheté qui l'a tué » (p. 85). L'« honneur » que revendiquent les villageois aurait donc deux poids deux mesures.

Contrairement à la lecture de la presse de l'époque, volontiers manichéenne, et confondant instance narrative (le vieillard) et jugement politique de l'auteur, le roman n'oppose pas un monde authentique positif, attaqué par un monde moderne uniquement négatif. Les villageois n'apparaissent pas seulement comme victimes de la modernisation, mais aussi comme de lâches non-acteurs de celle-ci. Les villageois rejettent l'« étranger », comme l'instituteur, non pour des considérations intellectuelles ou identitaires, mais basement matérielles (le local est utilisé pour les animaux) et de pouvoir intellectuel (l'imam et le facteur craignent sa concurrence). À la suite des houleux débats qui permettent de chasser l'instituteur, les villageois en concluent que « c'est toujours par les étrangers que le malheur arrive » (p. 35). Le rejet de l'étranger et du savoir conduit à une mentalité « magi[que] » (p. 17), que le lecteur comprend être à l'origine de la soumission du pays aux Français (p. 19). Le petit avocat, seul lecteur des manuscrits de Zitouna, apparaît comme une figure dialectique, très positive, entre tradition et modernité : « Notre hôte nous affirma alors que le temps était venu de retrouver la mémoire avec l'ambition de l'avenir » (p. 141). Malgré la mise en doute des valeurs (qui le rapprocherait d'un engagement d'interrogation), le roman se fait finalement engagement d'attestation en faveur d'un progressisme autochtone.

Si cette réflexion dialectique sur le passé et l'avenir, le Même et l'Autre, est profondément politique, elle est également profondément littéraire. Le narrateur-protagoniste du vieillard, en rapportant fidèlement les propos des autres personnages, permet une confrontation « dialogique^{437} » entre les discours, c'est-à-dire qu'ils sont placés comme à égalité de valeur pour le lecteur : le légendaire et l'historique, le merveilleux et le réalisme, le divin et le profane, la fable et le roman, l'oral et l'écrit, entrent en friction, comme dans l'incipit.

– Il faut que vous sachiez que la Révolution ne vous a pas oubliés, nous déclara-t-il à son arrivée.

Nous ne savions pas alors ce qui nous attendait.

Mais je ne peux commencer cette histoire que par l'évocation du nom du Très-Haut, l'Omniscient, le Créateur de toute créature, l'Ordonnateur de tout événement et le maître de tous

les destins. Dans le grand livre du monde, il a tout consigné.

C'est donc à lui que je demande d'agréer mon récit. Comme il ne s'agit pas d'un conte, il n'est pas nécessaire d'attendre la nuit pour raconter de crainte que nos enfants ne naissent chauves. Tu vas m'écouter sans comprendre ce que je dis. Notre langue est tombée en désuétude, et nous ne sommes plus que quelques survivants à en user. [...] Laisse donc ta machine s'imprégner de mes paroles (p. 11-2).

Chaque élément de reconnaissance générique ou discursif apparaît ici comme en mention (ou comme entre guillemets), mis à distance par les autres. La citation initiale, contredite par la phrase suivante, apparaît rétrospectivement comme un discours politique de « langue de bois ». Le début *in medias res* propre au roman fondé sur la temporalité de l'événement est quant à lui contredit par la référence à la « consignation » de toute chose par Dieu ; tandis que l'oubli de la formule coranique pour commencer le texte montre la dégradation du texte religieux en texte profane. La référence au conte populaire et aux *Mille et une nuits* se fait par prétérition, et le texte écrit thématise la question de l'oralité en voie de disparition.

Ainsi le roman, genre moderne et importé, se nourrit de la tradition locale, en voie de disparition, du conte oral, en suivant les méandres de la mémoire du narrateur parlant à un enregistreur, et quelques récits enchâssés sur le mode narratif des *Mille et une nuits*, notamment ceux du saltimbanque bonimenteur (p. 70 sqq). Quelques expressions suggèrent une traduction littérale de la langue en voie d'extinction (« en dépit de notre nez », p. 19). Surtout la confrontation du légendaire, ou des croyances populaires, et du réalisme cru conduit à une esthétique de « réalisme magique ». Les ascendants d'Omar El Mabrouk sont décrits comme des ogres ou des « hercules » (p. 53), à la force et l'appétit sexuel extraordinaire : son père a battu sept fois l'ours du bonimenteur, confrontation mythique. L'arrivée du nouveau préfet permet d'observer la confrontation (comique) du registre magique (résurrection) et du registre réaliste :

Nous étions fascinés par le glissement silencieux du véhicule, qui semblait mû par la magie du pouvoir. [...]

– Merde alors ! Ce village est plus difficile d'accès que le jardin du paradis. [...]

Fantastique apparition. Incroyable résurrection. Il était face à nous, le visage renfrogné et suant à grosses gouttes, Omar El Mabrouk que nous tenions pour mort (p. 83-4).

L'intertextualité avec *Cent ans de solitude* est importante : au sein d'un village reculé, confronté à la question de la modernité, on suit l'évolution de quatre générations sur plus d'un siècle ; on retrouve également la figure du saltimbanque, ou le thème de l'inceste. La référence au réalisme magique des écrivains latino-américains n'est pas neuve. Ils sont l'exemple d'une littérature reconnue universellement tout en revendiquant un ancrage local. Il s'agit de fonder une modernité sur des bases « authentiques » et non seulement importées d'Europe (croyances populaires, littérature locale, qu'il s'agisse des contes ou des *Mille et une nuits*)^{438}. Dès 1979, Rachid Boudjedra avait publié les *1001 années de la nostalgie*, dont le titre est également une référence aux *Mille et une Nuits* tout comme au livre phare de Garcia Marquez, et dont le contenu interroge l'histoire du monde arabe. *L'Honneur de la tribu*, qui a reçu plusieurs prix littéraires en France, se trouve alors en phase avec cette tendance des littératures postcoloniales fortement saluée dans les centres littéraires : après *Midnight's Children* de Salman Rushdie récompensé par le Booker prize en 1981, *La Nuit sacrée* de Tahar Ben Jelloun, et *Texaco* de Patrick Chamoiseau sont récompensés par le prix Goncourt en 1988 et 1992.

La Malédiction : un roman à thèse

Tandis que, dans la poursuite de ce que nous avons appelé la culturalisation de la politique dans les années 1980, la période post-1988 conduit à un relatif dégageant politique, et donc à la recherche d'une articulation originale entre littérature et politique, ce n'est plus le cas lors de la montée de la menace islamiste, l'arrêt du processus électoral, et la guerre civile. Rachid Mimouni publie en 1992 un essai politique *De la barbarie en général et de l'intégrisme en particulier*^{439}, puis *La Malédiction* l'année suivante. Ce roman peut être décrit comme un roman à thèse, c'est-à-dire, selon la définition de Susan Suleiman, un roman réaliste présentant de manière insistante et inambiguë la vérité d'une doctrine^{440}. On y a vu « la partie illustrative [...] des derniers écrits théoriques de Mimouni sur la question intégriste^{441} », et de fait *La Barbarie* (comme les entretiens donnés par l'auteur) constitue en bonne partie ce que Suleiman appelle son « intertexte doctrinal ». Le propos du roman se trouvait déjà énoncé dans l'essai (*La Barbarie*, p. 44 *sqq*) : il s'agit de l'histoire de l'occupation pendant quelques jours de l'hôpital Mustapha à Alger lors de la grève générale du FIS en 1991.

Contrairement à *L'Honneur de la tribu*, *La Malédiction* ne souffre pour le lecteur d'aucune ambiguïté sur le plan des valeurs. Le narrateur n'est plus intérieur à la fiction, mais extérieur à elle, avec une focalisation omnisciente, permettant d'assurer pleinement un point de vue monologique, et non plus de laisser les discours entrer en friction de manière dialogique. De « structure antagonique » (Suleiman), ce roman oppose un ensemble d'amis assez positifs, face à deux individus représentant les islamistes, nettement négatifs. Alors que les précédents romans présentaient plutôt des personnages négatifs qui ne soient pas d'un bloc, mais traversés par une humanité (*Tombéza*, *Une Peine à vivre*), le personnage de l'islamiste El Msili est irrécupérable moralement. Sa description constitue un véritable « foyer normatif⁽⁴⁴²⁾ » tel que le définit Philippe Hamon, un lieu d'évaluation idéologique, regroupant toutes les caractéristiques négatives que développe le roman. Il incarne le « nouvel ordre » (p. 132), ou plutôt son inversion, qui est la thématique centrale du texte (dès la dédicace « À la mémoire de mon ami/ l'écrivain Tahar Djaout,/ assassiné par un marchand de bonbons/ sur l'ordre d'un ancien tôlier »). Paysan devenu portier à l'hôpital, El Msili est promu, lors de l'occupation islamiste, responsable de l'étage où travaille le personnage principal, Kader, et entend faire respecter de nouvelles règles à ses anciens supérieurs. Il s'agit d'un renversement entre classes sociales, mais aussi entre compétences. Alors que Kader est médecin, Msili est analphabète, et à la reprographie, il est « l'ignare exécutant des miracles chaque jour renouvelés » (p. 134), mentalité magique discrètement critiquée dans *L'Honneur de la tribu*, mais vivement dénoncée dans son pamphlet (*La Barbarie*, p. 117-8). Loin de l'éthique désintéressée du médecin, il est soupçonné de rançonner les patients. Il est soupçonné également de viol, comparé à un « satyre » (p. 132), et frappe sa femme. Mimouni donne une explication socio-économique et psychologique au militantisme islamiste (cf. *La Barbarie*, p. 123-5) :

Kader refusait d'admettre que la haine et l'intolérance puissent fonder un projet de société.

– Qui sont ces hommes ? Et pourquoi sont-ils sans pitié ?

Le professeur esquissa un geste vague.

– Ils sont les fruits vénéneux de l'injustice sociale, ils sont un véhément reproche. Ils sont nés dans les sous-sols et les bidonvilles. Quoi de plus normal qu'ils réclament leur place au soleil ?

– Ce qui m'effraie, c'est leur absence de compassion. Je sais qu'El Msili ravagerait la terre entière sans parvenir à assouvir sa rancune (p. 174).

Il s'agit d'un passage didactique, le dialogue, qui commence par des questions rhétoriques peu vraisemblables, et s'appuie sur des présupposés (« Je sais que »), permettant de développer de manière romanesque un discours cohérent, et sans contradiction. L'évaluation faite par ces deux personnages positifs, de manière compréhensive et sur un ton modéré, assure la valeur négative des islamistes. Cependant le texte montre que les causes socio-économiques n'ont pas d'effets inéluctables. Se situant ici dans la tradition naturaliste, Mimouni expérimente pour le lecteur les attitudes politiques induites par différentes situations sociales, développant ainsi plusieurs types de personnages. Saïd, venu aussi d'un milieu très populaire, diplômé au chômage, et ayant échoué à s'exiler, n'est pas pour autant devenu islamiste. Nacer, ouvrier trotskiste, est devenu religieux mais non violent, après avoir été sauvé par un imam miséricordieux qui refuse d'interpréter le Coran de manière littérale. À l'inverse, le personnage de Hocine, frère de Kader, devient islamiste parce qu'il est licencié de manière abusive et contraint à l'exil, et/ou parce qu'il veut se venger, croyant que sa femme l'a trompé avec Kader. La dimension idéologique est en tout cas niée : « Kader soupçonnait chez Hocine une obscure pulsion de meurtre, restée latente, et dont la résurgence s'habillait des oripeaux de l'Islam » (p. 282). Comme on le voit, l'explication psychologique à l'islamisme, donc la responsabilité individuelle, est plus importante que l'explication sociale.

L'explication centrale de la violence est cependant symbolique, et réside dans le rapport de l'Algérie à son passé, donnant son titre au roman. L'exploration de la mémoire de la guerre, la négation du « passé » (p. 181), ne sert pas uniquement, comme auparavant, la « démythification de la lutte de libération^{443} » en montrant l'instrumentalisation qui avait pu en être faite par le FLN. Kader, dont le père a été tué pendant la guerre de libération par d'autres militants nationalistes, « s'interrogeait sur cette malédiction qui s'acharnait sur le pays pour permettre à El Msili de commander à Méziane. Il était convaincu que les racines de ce mal plongeaient dans un lointain passé et que les ordonnateurs de l'élimination de son père étaient à l'origine des vents ravageurs qui soufflaient sur le pays » (p. 180). Mimouni retrouve là l'interprétation de l'islamisme donnée par Benjamin Stora : l'islamisme serait né des trous de mémoire de l'historiographie algérienne, faisant disparaître la guerre civile algéro-algérienne (avec la disparition de Messali Hadj), au profit d'une histoire unitaire et manichéenne du mouvement de libération, et valorisant une

« culture de guerre^{444} ». On retrouvera cette explication tout au long de la période, jusqu'à Boualem Sansal en 2000 : « C'est parce qu'elle [la vérité] a manqué à ce pays que ses habitants meurent à la pelle^{445}. » Selon le modèle psychanalytique, l'absence d'un regard lucide sur le passé, son refoulement, expliquerait le retour de la violence.

Il n'est pas incident que les personnages positifs soient plus nombreux que les personnages négatifs. La monstration est ici démonstration : ce roman n'est donc pas seulement engagement d'attestation, mais aussi d'évocation. Alors que les Européens croient que l'Algérie entière est islamiste, le texte montre le contraire. Cependant si les personnages d'islamistes sont nettement négatifs, les personnages positifs sont un peu plus nuancés. Seuls les plus faibles, femmes et enfant, ne sont pas caractérisés négativement : au contraire leur histoire est toujours marquée par le misérabilisme. À propos de Leïla, violée dans son enfance : « Il admirait cette fille dont le caractère s'était trempé dans la fange d'une adolescence sordide » (p. 25-6). À l'inverse, Saïd se montre généreux de manière inconsidérée (p. 45-50), et Si Morice a assassiné pendant la guerre de libération. Surtout, Kader est souvent qualifié de « lâche » (p. 21), « tournant le dos » aux problèmes (p. 198). Or c'est précisément le renoncement à la lutte qui expliquerait le développement du mal. Un des personnages, avouant qu'il avait signé une pétition pour exclure une femme de l'université, explique qu'ils ont été « lâches » : « Ils ont la foi du charbonnier alors que nous cultivons un aristocratism sceptique. Ils poussaient, et nous cédions ; ils avançaient, et nous reculions. [...] Là-bas ils sont des centaines à se battre pour imposer leurs convictions. Pendant ce temps, que faisons-nous ? » (p. 193-4). La rédaction de *La Malédiction* comme un roman à thèse peut ainsi apparaître comme une réponse au fait que les hommes ont « plus besoin de certitudes que de vérité » (p. 175). Le docteur Meziane, éminemment positif, ajoute : « Mais peut-on fonder une morale positive sur le scepticisme ? Je ne crois pas. Celui qui veut rassembler ne doit jamais douter, mais toujours affirmer » (p. 174-5). Alors que les assassinats battent leur plein en 1993, *La Malédiction* ne cherche pas seulement à convaincre les Français du fait que l'Algérie n'est pas islamiste, mais propose également des règles d'action claires aux Algériens eux-mêmes, et à aux intellectuels algériens en particulier : ne pas céder, et proposer des certitudes idéologiques pour « lutter pied à pied » (p. 279)

contre celles des islamistes. Les écrivains ont un rôle dans le combat pour l'« hégémonie culturelle » (Gramsci).

La Malédiction s'inscrit nettement dans la tradition du roman à thèse : réaliste, linéaire, manichéen, didactique, redondant. Il renoue ainsi avec la forme de la littérature nationaliste dont Mimouni s'était pourtant détaché très tôt, et inaugure une tendance, moins importante que visible, d'une littérature à thèse à structure antagonique. Il ne s'agit pas d'un choix par défaut, facilité d'écriture qui serait une conséquence de l'urgence de la crise comme cela est souvent suggéré : c'est au contraire l'effet d'une croyance dans le « pouvoir des mots » (p. 281), et dans la responsabilité politique de l'intellectuel, sollicité de part et d'autre de la Méditerranée. Pour cela il est prêt à sacrifier la recherche, propre au pôle le plus autonome du champ littéraire, de réflexion sur l'articulation entre littérature et politique qui caractérisait encore *L'Honneur de la tribu* quelques années auparavant. Le tragique de la guerre civile est que la lutte des écrivains pour l'autonomie du champ littéraire, contre les injonctions politico-religieuses des islamistes, a dû parfois passer par une hétéronomisation, c'est-à-dire par une soumission au discours politique et aux problématiques de la guerre civile, et non plus à celles, spécifiques, du champ littéraire.

Yasmina Khadra : Sociologie et autochtonie

Si la problématique du témoignage est si prégnante chez les écrivains exilés, c'est qu'elle rencontre chez eux des enjeux graves. Il s'agit d'abord d'« attester » leur présence, au moment où la guerre civile les a contraints à prendre les chemins de l'exil, en particulier en France. La rhétorique du témoignage permet d'affirmer que l'on est d'Algérie, et qu'on est destiné à y retourner. Aussi Aïssa Khelladi, exilé à Paris et directeur de la revue *Algérie Littérature/Action* qu'il y a fondée, oppose-t-il littérature d'exil et de témoignage :

L'exil, [...] rien de tel dans cette littérature. Elle se présente avant tout comme témoignage. Un témoignage sur une Algérie d'aujourd'hui, et un refus absolu de ne pas [sic] la laisser sombrer dans le silence. Une volonté tout aussi farouche de ne pas laisser les autres parler de nous, à notre place : contre les gouvernants qui voudraient faire de chaque plume leur ambassadrice, contre les Maître-penseurs en mal de reconnaissance, en quête de disciples [...] ^{446}.

Le témoignage est donc aussi un combat de subalterne, et Aïssa Khelladi poursuit en citant Kateb Yacine à la fin des années 1960 : « Algériennes,

Algériens, témoignez pour vous-mêmes ! N'acceptez plus d'être des objets, prenez vous-mêmes la plume, avant qu'on se saisisse de votre propre drame, pour le tourner contre vous ! ». Plus généralement, l'ethos du témoin est une manière d'assurer un savoir autochtone face aux savoirs étrangers, en particulier français, sur la crise algérienne ; mais également un savoir littéraire face à un savoir scientifique.

Yasmina Khadra ne s'est certes pas exilé pendant la période. Le commandant militaire Mohamed Moulessehoul, né en 1955, était alors sur le terrain d'opération, et a pris ce pseudonyme (à partir du nom de sa femme) pour pouvoir échapper aux sanctions disciplinaires. Il n'en a pas moins cherché à proposer dans ses textes un savoir autochtone sur la crise, explicatif, concurrent de l'explication journalistique et sociologique. Sur ce plan, Yasmina Khadra est une sorte de disciple de Mimouni qui estimait que « l'écrivain, chez nous, est celui qui dit la vérité. Comme la vérité n'est pas dite par la presse officielle, tant s'en faut, l'écrivain devient un porte-parole^{447} ». Le contrôle politique relatif de l'université implique aussi, comme en Égypte, que « l'écrivain se pose en “historien souterrain”, “sociologue parallèle” de la société », ainsi que le souligne Richard Jacquemond^{448}. Si la sociologie a acquis, contre l'ethnologie qualifiée de science coloniale^{449}, une forte légitimité sociale et politique dans les années 1970 en portant l'idéologie « développementaliste »^{450}, ce fut au prix d'une faible autonomie par rapport au pouvoir politique^{451}.

L'œuvre de Khadra est souvent qualifiée de sociologique, en particulier ses romans policiers. Dans sa recension du roman *Le Dingue au bistouri* (ENAL, 1991), signé Commissaire Llob (premier pseudonyme de Mohamed Moulessehoul), Abderrahmane Lounès écrit : « Il radiographie le corps social de la société algérienne, mieux que ne l'avaient fait certains soucieux-logues algériens de réputation internationale. D'ailleurs, tout son récit est une étude quasi-sociologique [...] ^{452}. » La comparaison de ses textes avec ceux produits dans le champ des sciences sociales et du journalisme se retrouve en France. Tandis que selon un journal municipal « *Morituri* est un polar et livre-document sur l'Algérie d'aujourd'hui^{453} », un autre estime que le choix du genre du polar « permet d'exposer la réalité algérienne mieux qu'un traité politique^{454} ». La politisation du genre du polar en France depuis Manchette dans les années 1970, ou Daeninckx depuis les années 1980, avec l'inscription de l'intrigue dans l'actualité, fait

effectivement de l'auteur un sociologue souterrain, révélant la réalité dans les non-dits médiatiques ou officiels^{455}.

Vraisemblable et enquête

La raison de cette comparaison tient à un traitement particulier de la réalité référentielle, et du dispositif de l'enquête^{456}.

Le genre du polar est fortement réaliste. Le réalisme de Yasmina Khadra dans *Morituri*^{457} ne relève pas cependant de l'ethnographique : au contraire la valeur de « réalité » des descriptions est assurée par l'usage des conventions du genre du polar, qui sont aussitôt défamiliarisées. Le paratexte et les premiers chapitres de *Morituri* installent le lecteur dans un univers générique connu, par les *topoi* qui sont attachés au genre : c'est bien un vraisemblable que construit le texte, plus qu'une vérité. Pour les Algériens, l'originalité réside dans le choix de ce genre « universel » avec un référentiel algérien ; pour les Français, l'originalité réside dans une reconnaissance du genre aussitôt défamiliarisée. L'univers référentiel est dans un premier temps parfaitement reconnaissable pour le lecteur, dans la mesure où il s'agit d'un environnement urbain déspecifié, avec immeuble et garage ; des figures de modeste extraction : éboueur, gardien d'immeuble ; et un univers de police également déspecifié. C'est dans cet univers déspecifié que vont être progressivement et discrètement introduites des références algériennes spécifiques. La référence à Bab el Oued (p. 16), quartier célèbre d'Alger, de même qu'aux « barbus », métonymie connue en France pour désigner les islamistes, et celui de Hydra (p. 21), moins connu, assorti d'une notation informative : « Le plus chic quartier de la ville. » Il visitera plus tard les « bas-fonds » de la ville, passage obligé d'un roman policier, et permettant une description complète de la ville, à la manière d'un ouvrage de sociologie urbaine.

Il n'est donc pas question pour l'auteur de créer des « effets de réel », une « couleur locale ». La langue employée est tout à fait symptomatique de ce souci de travailler dans un premier temps au plus près de la reconnaissance du lecteur. Elle est marquée de manière très significative par des phénomènes de relexicalisation de syntagmes figés ou de proverbes. On peut le lire dès les premières lignes :

Saigné aux quatre veines, l'horizon accouche à la césarienne d'un jour qui, finalement, n'aura pas mérité sa peine. Je m'extirpe de mon plumard, complètement dévitalisé par un sommeil à l'affût du moindre friselis. Les temps sont durs : un malheur est si vite arrivé (p. 13).

L'image de l'accouchement, traditionnelle d'un incipit, revitalise le syntagme « saigné aux quatre veines », qui à son tour confère une dimension macabre à cet accouchement (violent déjà par la césarienne), ce que vient renforcer le fait que l'expression « avoir mérité sa peine » est ici utilisée à la forme négative ; et que le narrateur est « dévitalisé » dès son réveil. Les deux dernières expressions, juxtaposées, perdent leur caractère dérisoire pour prendre un sens tragique, puisque c'est bien d'assassinats qu'il est question. L'usage de l'argot parisien est également significatif. Récurrent dans le roman, il permet une reconnaissance linguistique et générique pour tous les lecteurs francophones. Mais l'usage de termes arabes entraîne à la fois reconnaissance et défamiliarisation. En effet, les termes de « gourbi », ou les « nababs du bled » (p. 21) usuels dans l'argot français, sont ici relexicalisés dans un contexte qui s'affirme comme algérien. Les quelques autres termes arabes sont traduits dans un lexique présent dans les premières pages du livre. Le style, présenté par un critique comme celui d'un « Audiard oriental^{458} », est donc d'autant plus vraisemblable qu'il permet reconnaissance et défamiliarisation du lecteur.

Les relations de pouvoir au sein du commissariat respectent une hiérarchie convenue. Le commissaire traite le « planton » avec condescendance, son lieutenant avec paternalisme, et respecte l'autorité de son « patron ». Il correspond au type du policier héros anti-héros, attachant mais source de comique burlesque. Il atteint même au type par l'usage de l'article défini, « le bon flic du quartier », qui devient plus loin : « Désormais, je suis *le* flic, un point, c'est tout » (p. 15). Mais l'insistance typologique attire justement l'attention du lecteur sur le décalage qui est introduit par rapport à ses attentes : il s'agit d'un flic devenu « cible privilégiée » des terroristes, et qui dit avoir « peur dans le noir » (p. 13).

La seconde raison de la comparaison avec un ouvrage de sciences sociales est le dispositif de l'enquête, qui permet un « dévoilement » de la réalité, qui a des affinités avec la sociologie critique. L'enquête permet de présenter progressivement les divers acteurs de la mouvance islamiste, et leurs motivations : un complice ne travaillant que pour l'argent, un écrivain raté commanditant l'assassinat de ses concurrents, et surtout l'ancien homme politique Ghoul Malek, commanditaire de l'enquête, et que Llob découvre être commanditaire des attentats, après avoir « arraché la cagoule » (p. 171) de son sbire. Comme *La Malédiction*, et suivant la tradition balzacienne, le lecteur a le sentiment d'une appréhension totale de la réalité sociale par

l'usage de « types », utilisés là encore en sociologie. Chaque personne interrogée par le commissaire est l'occasion d'un portrait présentant l'une des facettes de la corruption : par exemple Haj Garne est un paysan analphabète lâche pendant la guerre de Libération, mais parvenu à s'enrichir en entrant au FLN, et, comprend-on par la suite, en faisant du proxénétisme pour les milieux du pouvoir. L'explication de la guerre civile est donnée dans un dialogue :

– Qui est derrière le grand bordel ? [...]

– La mafia politico-financière. Toute cette putain de guerre, c'est elle qui l'a provoquée et c'est elle qui l'entretient (p. 156).

Les cinq romans que publie Yasmina Khadra entre 1997 et 1999 proposent ainsi au lecteur une interprétation spécifique de la guerre civile : elle sert, non un peuple opprimé que les islamistes représenteraient, mais les intérêts économiques de la classe dirigeante, appelée la « mafia politico-financière » ; et, comme chez Mimouni, les motivations des islamistes seraient moins religieuses^{459} que relevant de la vengeance personnelle, en réponse, certes, à une violence sociale^{460}.

Les ressorts de la véridicité

La crédibilité du discours sur l'Algérie tenu dans ces textes ne tient pourtant moins aux qualités intrinsèques de ces derniers, qu'à leur contenu politique, et à l'identité de leur auteur.

Il semble en effet que, comme pour *FIS de la haine*, la valeur de vérité de ces univers soit liée à l'interprétation idéologique fournie. Tout en étant perçue comme originale, cette interprétation de la guerre civile rencontre en réalité certaines préconceptions politiques : « En faisant vivre la continuité crapuleuse qui unit les manipulateurs de l'Algérie socialiste d'hier, recyclés dans le business et la fesse, et les exécuteurs fous à barbe, *Morituri*, loin d'accuser, frappe. Enfin^{461}. » La clause signale bien l'attente du journaliste à l'égard de ce type d'interprétation. C'est qu'elle semble rompre, selon le même critique, avec les interprétations des « limbes journalistiques » en évitant, comme l'indiquait déjà la préface du roman, le « manichéisme », puisque les militaires au pouvoir ne sont pas caractérisés positivement. C'est en réalité ne pas lire l'axiologie extrêmement ferme du roman, qui met en scène un policier intègre. Cela montre un malentendu sur le « Pouvoir » algérien entre les intellectuels algériens et leurs homologues

français : la mise en cause de la corruption au sein de l'appareil d'État, qui existait même pendant la période la plus autoritaire de l'Algérie indépendante, ne signifie pas une délégitimation entière de celui-ci, notamment de son armée, comme les prises de position de Yasmina Khadra en faveur de l'armée algérienne au tournant des années 2000 le prouvent amplement.

La dimension sociologique de ses romans « blancs » comme *Les Agneaux du Seigneur* est également reconnue par une journaliste :

La force de l'auteur [...] est de conserver tout au long du récit un double regard de sociologue et d'écrivain. Au-delà des passions, des douleurs, des rancœurs, Yasmina Khadra n'oublie jamais son rôle d'observateur. Rien ne sert de dénoncer, de hurler, de pleurer. Il faut donner à voir jusqu'à l'épouvante, et même au-delà^{462}.

C'est une forme de « neutralité axiologique^{463} » qui est là valorisée, mettant en avant une « écriture blanche », une focalisation zéro, un détachement affectif du narrateur et le détail de la description^{464}. Cela paraît cependant excessif si on lit ce passage :

La tuerie dure depuis deux ans déjà. Après les « sbires » du Pouvoir, leurs collaborateurs et les récalcitrants, la barbarie déploie ses tentacules un peu partout. Des fellahs, des instituteurs, des bergers, des veilleurs de nuit, des enfants sont exécutés avec une rare bestialité. Les gens commencent à trouver de moins en moins de témérité rocambolesque aux agissements des islamistes. On s'aperçoit que ce sont toujours les misérables que l'on tue, que plus personne n'est vraiment à l'abri. Des fillettes sont enlevées, violées et dépecées dans les bois. Des garçons sont recrutés par force, endoctrinés^{465}.

L'usage de l'hyperbole, de l'accumulation, l'opposition manichéenne entre des islamistes animalisés et des victimes toujours plus innocentes, donnent à ce passage une visée perlocutoire très claire : il s'agit de persuader l'opinion (représentée ici par « les gens ») du caractère essentiellement mauvais des « islamistes ».

La crédibilité de ce discours sur l'Algérie est par ailleurs liée à l'identité de Yasmina Khadra^{466}. Celle-ci, à la fois algérienne et musulmane, donc crédible sur ces sujets, et féminine, est sans cesse rappelée dans le paratexte des romans des années 1990. L'importance de cette double identité apparaît a contrario, lorsque sa véritable identité est révélée au tournant des années 2000. Ainsi les incertitudes concernant le sexe de l'auteur, dont la préface même de *Morituri* se fait l'écho^{467}, sont aussitôt évacuées par la critique, qui vante non seulement la maîtrise par une femme du genre masculin par

excellence qu'est le polar mais aussi, selon un journaliste, le caractère « indispensable » de ces « témoignages, de femmes principalement, qui persistent contre vents et tueries à dénoncer la haine et à parler d'espoir^{468} ». C'est donc le propos politique, lié à l'identité féminine de Yasmina Khadra, qui est valorisé. Il en va de même quand son identité d'homme est révélée : une publicité de Julliard de novembre 1999 sur le dernier livre de Khadra cite un article du *Figaro* qui n'évoque pas le livre mais les dangers que court l'auteur : « Il était criminellement irresponsable de filmer la maison où vivait Rushdie menacé de mort et de diffuser les images. Il le serait de chercher à en savoir plus sur Yasmina Khadra. On sait, cela doit suffire, qu'il s'agit d'un homme, et qu'il risque sa vie en écrivant^{469}. »

La révélation de son identité de militaire ne renforce pas sa légitimité de témoin du front qu'avaient pu avoir ceux de la Grande guerre^{470}. Au contraire, au moment où les éditions La Découverte publient des témoignages mettant en cause l'armée algérienne dans les massacres ayant été commis en Algérie, elle jette cette fois un soupçon sur son honnêteté intellectuelle et politique, que lui garantissait son statut de simple « Algérienne », c'est-à-dire autochtone et victime « par excellence » de la guerre civile. Le glissement géographique que Yasmina Khadra entreprend en 2002 avec *Les Hirondelles de Kaboul* est en partie lié aux difficultés qu'entraînent ces révélations^{471}. Ce n'est plus désormais une identité algérienne qu'il met en avant, mais une identité musulmane : il explique en effet n'être jamais allé en Afghanistan, mais qu'il est « intervenu en qualité de musulman pour expliquer cette réalité de l'intérieur »^{472}. À l'instar de la série SAS de Gérard de Villiers, l'inscription des textes de Khadra dans l'« actualité » géopolitique, de l'Algérie, de la guerre en Afghanistan, du conflit israélo-palestinien, de la guerre en Irak, des pirateries de la Corne de l'Afrique, et enfin de la Libye, est assurément pour beaucoup dans son succès français, algérien, et international.

L'une des conditions importantes du développement de la problématique du témoignage tient donc au souci des écrivains algériens de trouver leur place et leur légitimité dans la concurrence transnationale avec les chercheurs en sciences sociales, entre emprunt sous une forme spécifique (vraisemblable, dispositif d'enquête, style transparent) et distinction (témoin autochtone, et reconnaissance politique plutôt que rupture avec le sens commun). C'est le cas a fortiori à l'égard des journalistes.

***Malika Boussouf, Aïssa Khelladi et Maïssa Bey :
Journalisme, témoignage et littérature***

L'un des phénomènes importants de la période est en effet l'importance accrue de la figure du journaliste dans le champ intellectuel. Face à la superficialité et au sensationnalisme prêtés au journalisme, et aux grands médias audiovisuels en particulier, se développe une littérature de l'intime, parfois proche de l'autobiographique, et donc du témoignage. Avec *Vivre traquée* de Malika Boussouf s'affirme le modèle du témoignage de journaliste, croisant l'éthique de lutte héroïque du journalisme et l'éthique de vérité du témoignage, et reprenant leur esthétique transparente. Par des romans compréhensifs, Aïssa Khelladi et Maïssa Bey retravaillent ce modèle, d'un point de vue éthique pour le premier, esthétique pour la seconde.

Malika Boussouf : Concurrence et influence entre journalisme et littérature

Écrivains et journalistes sont concurrents dans le champ intellectuel, comme on l'a vu : mais aussi dans le champ littéraire lui-même^{473}. Cette concurrence est la conséquence d'une très grande proximité. La moitié des écrivains actifs dans les années 1990 a exercé en tant que journaliste, et c'est la profession principale d'un tiers d'entre eux dans la période. On a vu qu'un certain nombre de journalistes s'étaient reconvertis à l'écriture littéraire pour la première fois lors de l'exil. Mais jusqu'alors plutôt journalistes culturels, ces écrivains journalistes sont de plus en plus journalistes politiques.

L'opposition entre le Poète et le Journaliste est un *topos* en France depuis le milieu XIX^e siècle^{474}, et contemporain de la différenciation progressive entre les deux catégories intellectuelles, par le développement du journalisme d'information salarié et grand public, au détriment de la presse d'opinion, littéraire et élitiste. C'est, en accéléré, une situation comparable à laquelle on assiste dans l'Algérie des années 1990, avec la disparition tragique de l'hebdomadaire *Ruptures* de Tahar Djaout. Sans surprise, beaucoup d'écrivains dénoncent dès les années 1990 l'intrusion du journalisme dans la littérature. Alors qu'il vient de publier son deuxième roman, *Le Jour dernier*, chez le même éditeur que Mimouni (Stock, 1995), Mohamed Kacimi (né en 1955), lui-même journaliste culturel, critique une

« littérature explicative et de diagnostic », estimant que chez Mimouni « nous passons de la littérature à la chronique journalistique^{475} ».

Plus surprenant à l'inverse, le journalisme est pour certains un modèle. La figure du journaliste est héroïsée, très présente comme personnage positif des fictions de la période. Ainsi dans *Sans voix* de Hafsa Zinai-Koudil : « Poétesse par vocation, elle était devenue journaliste par conviction^{476} ». Le sacrifice de la vocation renforce le caractère positif du personnage. Mais c'est le cas aussi d'un point de vue esthétique. On se rappelle que dès les années 1980 l'« écriture à la limite de la prose journalistique » de Ouettar était promue par le journaliste et poète Tahar Djaout contre les expérimentations de ses aînés dans le sous-champ de langue française. Abdelkader Djemaï (1948), présente le journalisme comme une formidable promotion sociale (« Mon père a été *journalier*, [...] moi je suis devenu journaliste* »), et estime qu'il a été pour lui une « école de l'essentiel* », lui apprenant, comme le cinéma populaire, à ne « pas ennuyer le lecteur* ».

Djemaï insiste également sur le fait qu'« il faut que la littérature soit décente, pudique, qu'elle ne tombe pas dans le voyeurisme^{477} ». En réalité, on peine à trouver des romans où le « spectaculaire » ou le « voyeurisme » soient très marqués : c'est en réalité la représentation de la guerre par les grands médias audiovisuels (français ou algériens) que Djemaï rejette. De même dans une lettre adressée à la revue *Algérie Littérature/Action*, un lecteur écrit, à propos de *Rose d'abîme* d'Aïssa Khelladi, être « bien plus alerté par une bouleversante fiction que par le rôle des médias français et leur vision décalée de l'Algérie^{478}. » Face aux médias français^{479}, la littérature algérienne affirme un savoir sur la guerre civile non seulement autochtone mais *incarné*, une vision de l'intérieur et non voyeuriste.

Vivre Traquée de Malika Boussof (Calmann Lévy, 1995) est le témoignage d'actualité écrit par un-e journaliste (née en 1954). Ce témoignage développe une éthique de vérité et de lutte, et une esthétique transparente, reposant sur des phrases courtes et peu de figures de style. Certes l'« Avertissement de l'auteur » évoque une « fiction », et le nom du personnage principal, dont le récit est fait à la troisième personne, est Nina. Mais un « contrat de vérité^{480} », propre au genre du témoignage selon Marie Bornand, est passé avec le lecteur au niveau du paratexte (en particulier la quatrième de couverture : « *Vivre traquée* est son histoire »), et par la référence explicite à des éléments historiques reconnaissables de cette personnalité publique, en particulier à l'émission « Show débat » que

Malika Boussof animait à la radio algérienne. De là, le lecteur est conduit à croire que les passages en italique du récit ont effectivement été dits à la radio, ou écrits par lettre par l'auteure. Cette intertextualité avec la pratique journalistique de Malika Boussof permet une très forte inscription du texte dans le discours social, et des passages didactiques d'explication de la guerre civile, avec « les mots les plus crus » (p. 8). La dimension compréhensive passe en particulier par l'évocation de la lutte héroïque quotidienne du personnage de Nina contre le sexisme, le pouvoir et l'islamisme, et de l'angoisse de l'assassinat (par exemple les cauchemars, p. 82). Rares sont en réalité les textes correspondant à ces caractéristiques : les romans compréhensifs de la période travaillent en général à la frontière du témoignage d'actualité. C'est le cas de *Peurs et mensonges* de Aïssa Khelladi, et *Au commencement était la mer* de Maïssa Bey.

Aïssa Khelladi : Contre l'éthique de lutte et de vérité ?

Aïssa Khelladi, né en 1955, travaille à la sécurité militaire avant de devenir journaliste politique au moment de la libéralisation du secteur. Il publie *Peurs et mensonges* en 1996 dans le numéro 1 de la revue *Algérie Littérature/Action* qu'il dirige. C'est le récit de vie à la première personne d'un journaliste : le lecteur accède ainsi à l'humain derrière les articles de journaux, et derrière la figure héroïsée du journaliste. Contrairement au courage présumé de celui-ci, le récit est centré sur la « peur » du narrateur. Comme dans *La Vie à l'endroit* de Rachid Boudjedra (Grasset, 1997) ou encore *Sable rouge* (Michalon, 1996) de Abdelkader Djemaï, il ne s'agit pas de combattants, mais d'intellectuels (respectivement journaliste, photographe, écrivain) qui ont les faiblesses de l'homme. Tandis que la littérature de la guerre d'Indépendance, puis la littérature nationaliste, qui mettaient en scène des personnages intellectuels, les montraient se convertir à la lutte, Samir Kalder est un anti-héros. L'incipit tourne autour du motif de la porte « jamais franchement fermée mais toujours en instance de l'être », symbole de l'abri toujours précaire : « Moment volé au destin qui frappe à sa porte. Elle s'ouvre et se referme quatre fois par minute, sa porte, et ses quatre Indiens de neveux qui rient et qui crient chaque fois qu'ils l'ouvrent ou la referment [...] » (p. 7). À l'image de la suite du texte, l'incipit hésite entre une atmosphère tragique, et sa dégradation burlesque par l'irruption, au lieu d'un assassin, des neveux jouant aux Indiens, et qu'on devine irriter les nerfs du narrateur. Obsédé par l'« idée fixe » de son assassinat, il

apparaît également aboulique, ses hésitations à changer la serrure tout au long du chapitre constituant un leitmotiv comique (p. 41). Le dramatique de sa mort possible est dégradé : « J'étais chaud et j'avais froid en même temps, l'idée courait dans mon esprit que j'allais mourir, là, immédiatement, terrassé par une fièvre dévastatrice. Mais au lieu de mourir, je me rendormis simplement » (p. 153). La chute interdit le pathétique, en tournant en dérision une crainte d'hypocondriaque.

La mort et l'héroïsme se vivent ainsi par procuration : alors que Samir Kalder croit avoir été blessé, c'est en fait Lynda, la coiffeuse et militante, qui a été tuée (p. 52). Les valeurs masculines et féminines sont inversées, puisque, habitant et s'enfermant chez sa sœur Ouardia, Samir Kalder est dévirilisé, et c'est elle qui sort militer. « Tu ne vas pas passer ta vie à être enfermé » (p. 45) lui lance-t-elle : le cliché de la « femme soumise » est ainsi retourné. Pour autant le « courage des femmes », lorsqu'Ouardia parle à une télévision française après une manifestation, est présenté avec distance par le narrateur :

Peu à peu, accompagnée de quelques dizaines de délurées, Ouardia s'est mise à défiler « contre le terrorisme » dans la rue, avec son voile. [...]

– Mais qu'est-ce qui t'a pris de te donner en spectacle ? lui dis-je, furieux, quand elle revint le soir. Te rends-tu compte, tout le monde t'a vue à la télévision ! [...]

– Y en a marre de ce pays ! Où sont les hommes ? Y en a marre ! [...]

– Comment ça *où sont les hommes* ? dis-je. As-tu pensé aux enfants ? Et nos parents, y as-tu pensé, espèce d'inconsciente ! (p.39)

La qualification éthique de ce passage est volontairement problématique. Le lecteur hésite entre condamner la mauvaise foi et le machisme du narrateur, et donner raison à ses arguments concernant les enfants, d'autant que l'engagement désintellectualisé de Ouardia est délégitimé par l'oralité (« Y en a marre »).

Si l'héroïsme du journaliste est clairement mis à mal et tourné en dérision, on peut cependant parler d'*anti-héroïsme héroïque*. La souffrance vécue confère paradoxalement une dimension supérieure de martyr au narrateur. Rachid Boudjedra met en avant explicitement la valeur de la peur : « *La Vie à l'endroit* est un livre sur la peur, une peur assumée. Avoir peur c'est humain, c'est une forme d'intelligence^{481} ». Juste après la victoire du FIS aux élections municipales de 1990, le journaliste Saïd Smaïl, auteur alors de trois romans aux éditions nationales, titrait ainsi un article avec l'antithèse : « Je suis courageux parce que j'ai peur^{482} »

Par ailleurs comme l'indique le titre, ce roman pose la question de la vérité, enjeu central tout à la fois du journalisme et du témoignage. Le « contrat de vérité » est subverti, certes, mais également affirmé comme par prétérition. L'auteur avoue dans l'entretien qui suit le roman : « Tout ou presque est autobiographique dans ce récit, mais comment le savoir ? Peurs et mensonges ! Allez savoir où est la vérité » (p. 176), et la postface indique que « auteur et narrateur jou[e]nt à cache-cache » (p. 173). Étiqueté en page de garde comme « roman », ce texte peut donc être dit autofictionnel. Le nom même du narrateur est instable : Samir Kalder la plupart du temps, il hésite à s'appeler Saïd, ou même Tahar, en référence à des journalistes assassinés ; et assume un temps le nom d'Amine Touati. Il s'agit du nom de l'auteur du livre, ce qui conforterait l'idée d'un témoignage ; mais ce n'est que le pseudonyme de Aïssa Khelladi. Le « mensonge » est thématiqué à la fin du texte lorsque le narrateur est chargé, par un juge, d'écrire un témoignage pour se disculper, témoignage qui s'avère être le manuscrit que le lecteur lit, complexifiant encore la mise en abîme, et jetant le doute sur la sincérité du texte lu. Dans l'épilogue, le narrateur rapporte sa conversation avec un homme qui prend la place du juge, et qui pourrait être (comme Aïssa Khelladi), un officier de la Sécurité militaire : il lui reproche ses mensonges par omission, et d'avoir évité tout ce qui pouvait le compromettre, non pas seulement de « mentir vrai » (référence à Aragon) comme en littérature, mais de « mentir faux » (p. 164-165). Le jeu sur la vérité ou le mensonge du témoignage ne met toutefois pas en cause pour le lecteur la validité du témoignage d'un ressenti, portant sur la sincérité d'une angoisse et d'une culpabilité. Malgré ces prises de distance avec l'éthique de lutte et de vérité qui caractérise le témoignage d'actualité, le roman les assume partiellement, affirmant donc des valeurs dans un engagement d'attestation.

D'un point de vue esthétique, le roman joue en permanence sur les codes du journalisme et du témoignage. Le texte pose la question de la possibilité même de rapporter l'horreur dans un contexte de contrainte médiatique au spectaculaire : évoquant les cadavres entassés de douze enfants sur la route, le narrateur se voit répliquer « Bof, c'est archi-rabâché, ça. Plus personne n'est impressionné... » (p. 168). Comme d'autres écrivains de la période, Aïssa Khelladi convoque le réel par la citation de coupures de presse, qui semblent infuser dans l'ensemble du roman : il évoque en entretien la « tonalité un peu journalistique* » de son roman.

La postface que Marie Virolle écrit pour *Peurs et Mensonges* met en relation littérature, témoignage, et journalisme.

C'est le texte d'un homme qui a la mort aux trousses en un lieu où la mort intestine travaille à sa sale besogne. Et pourtant c'est un texte sobre, et réfléchi : une écriture de l'urgence, d'abord, mais une écriture de la haletance contrôlée, toujours.

L'urgence est de raison : elle consiste à dire, tant qu'on les aperçoit encore, les quatre vérités des mensonges, à témoigner, tant qu'on en porte encore les stigmates, des biais de la peur et du courage.

L'urgence, c'est de donner chair émotive à ce qui fait la manchette des journaux [...] {483}.

Cette écriture de l'urgence est dès l'abord interrogée au regard de l'écriture journalistique, comme dans la quatrième de couverture que porte la revue *Algérie Littérature/Action* pendant plusieurs numéros : « Cette parole littéraire de l'urgence est autrement plus complexe, plus nuancée, plus humaine que tous les discours politiques ou médiatiques ». L'idée de littérature de l'urgence s'inscrit donc d'abord dans une logique d'autonomisation de la littérature par rapport aux « discours politiques et médiatiques », mais dans un équilibre subtil, comme l'indiquent les expressions quasi oxymoriques de « littérature d'urgence » ou d'« haletance contrôlée ».

Toutefois l'expression n'aura pas la fortune escomptée. La revue publie un an après^{484} les termes d'un débat portant entre autres sur cette notion d'« écriture ou de littérature de l'urgence ». On assiste à une lutte et simultanément à l'élaboration commune d'une définition juste de cette étiquette. La notion d'urgence y est critiquée pour rabattre la littérature de ces années à une dimension uniquement politique et conjoncturelle, et écrite dans la précipitation, c'est-à-dire insuffisamment élaborée. C'est en creux le spectre d'une littérature de journaliste qui se dessine. Leïla Sebbar écrit ainsi : « On dit que l'urgence de dire nuit à la qualité littéraire, qu'il faut laisser la presse faire ce travail de proximité. Il est vrai^{485} ». À partir du numéro 17 de janvier 1998, le dernier paragraphe de la quatrième de couverture de la revue, évoquant cette « parole littéraire de l'urgence », est purement et simplement supprimé. Alors que son roman, repris au Seuil, avait été présélectionné aux prix Goncourt et Renaudot, Aïssa Khelladi a aujourd'hui intériorisé une image négative de son roman : « C'était dommage d'avoir un peu collé comme ça à l'actualité, de m'être un peu aussi brutalement, sans prendre de précautions, d'avoir essayé de mettre du vécu, comme ça*. » Il n'était pas pourtant sans avoir élaboré un travail

littéraire aux confins des codes éthique et esthétique du témoignage de journaliste.

Maïssa Bey : héroïsme et poésie du témoignage

Le rapport de Maïssa Bey au modèle du témoignage d'actualité est différent : elle prend ses distances avec son esthétique transparente, mais en reprend l'éthique de lutte dans un engagement d'attestation assumé. La comparaison entre le roman de Aïssa Khelladi et de Maïssa Bey montre également l'inversion des représentations genrées traditionnelles dans la littérature des années 1990 : tandis que la littérature des hommes est marquée par la claustration et l'anti-héroïsme, celle des femmes présente davantage un mouvement héroïque de libération (même contrarié).

Née Samia Benanteur en 1949, Maïssa Bey est enseignante de français et membre de la notabilité de Sidi Bel Abbès. Elle est proche du mouvement communiste et engagée dans le combat féministe, suivant avec attention les publications des groupes de femmes algéroises (*Présence de femmes*)^{486} : elle lie intimement l'expression littéraire à la lutte contre l'islamisme et pour la reconnaissance de l'égalité des sexes. Elle déclarait en 1996 dans l'entretien publié dans la revue *Algérie Littérature-Action* à la suite de la publication d'*Au commencement était la mer*^{487} :

Et puis il a fallu qu'un jour, je ressente l'urgence de dire, de « porter la parole » comme on pourrait porter un flambeau. C'était une nécessité devant la menace de plus en plus précise de confiscation de la parole. De la parole féminine, mais pas seulement. Je n'avais, je n'ai plus le droit de continuer à me complaire dans une contemplation trop souvent narcissique et stérile^{488}.

Ce roman peut être décrit comme un récit d'apprentissage. En quelques mois, la jeune Nadia se révèle individu face au monde, et apprend à négocier avec lui. Le récit passe d'un espace-temps euphorique, celui d'un été à la plage où elle découvre l'amour, à un espace-temps dysphorique, la rupture amoureuse à Alger, avec la plus violente de ses issues, l'avortement. Mais les dernières lignes du roman, après avoir montré la soumission de la jeune femme à la contrainte du monde, présentent le mouvement de sa libération.

Le personnage de Nadia est d'emblée entièrement positif. Dans l'incipit, l'innocente sensualité de la petite sœur Feriel touche Nadia comme par métonymie, et s'épanouit dans une communion érotique avec la mer : « Elle se laisse d'abord pénétrer par le flux des sensations qui affleurent sur sa

peau en un lent frissonnement » (p. 10). Cet incipit rimbaldien (« Elle salue le jour naissant comme au commencement du monde ») est placé sous le signe de la liberté : « Et elle court maintenant, les bras étendus, rêve d'oiseau qui fendrait l'espace sans que rien ni personne ne puisse le retenir » (p. 10). Y met un terme l'apparition de son frère Djamel, islamiste et incarnation d'« un de ces nombreux interdits qui brident sa vie » (p. 12). Les éléments centraux du schéma actantiel de ce roman se mettent en place : face à l'héroïne en quête de liberté et d'innocente sensualité s'élèvent les contraintes et les violences de la société. La scène finale clôt le roman avec une scène symétrique : il ne s'agit plus d'une liberté contrainte, mais d'une libération de la contrainte, symbolisée par le voile que lui avait imposé son frère. Nadia en paie le prix par sa mise à mort, entièrement délégitimée par la référence à Marie-Madeleine :

Et puis Nadia se met à courir. Plus vite, plus fort qu'elle n'a jamais couru. Son voile se dénoue, s'envole.

Elle court, lève les bras au ciel.

Et c'est alors, alors seulement, que son frère lui jette la première pierre (p. 168).

La quête de libération de Nadia se fait en deux temps : vivre d'abord, puis mourir, qui est une manière de vivre. L'histoire d'amour avec Karim se finit d'autant plus mal que Nadia est contrainte d'avorter : « donner la mort, comme d'autres donnent la vie » (p. 147). Cette fois les femmes se révèlent solidaires : « Nadia tout à coup se sent forte. Forte de tout leur courage, de toute leur volonté. De la volonté contagieuse qu'insuffle l'espoir tissé par ces femmes anonymes. Se battre. Ne pas abdiquer » (p. 128). Le modèle épique (l'individu se confondant dans un tout) de la littérature nationaliste guerrière virile est ainsi réinvesti pour dire le combat des femmes. Cette solidarité féminine passe également par la littérature, et la délivrance par la parole : Nadia découvre « criés par une autre jeune fille au nom étrange d'Antigone les mots qu'elle n'a jamais pu dire » (p. 55). Comme elle, Nadia préférera sa mise à mort au renoncement.

Cet enjeu métatextuel, de réflexion sur la littérature et l'écriture elles-mêmes comme délivrance, est en permanence thématiqué dans le roman. Ainsi avec son amie Farida, modèle d'Antigone kabyle, Nadia ose commencer à raconter la transgression de son histoire d'amour : « Et puis, comme pour se délivrer, doucement, presque à voix basse, elle raconte à son tour » (p. 81). Le premier temps de sa relation amoureuse est ainsi

paradoxal : c'est par le mensonge (à sa famille) qu'elle accède à la vérité de son corps (p. 85). La première étreinte d'amour, où « les mots n'ont plus de sens », est de fait évoquée avec sobriété : par la métonymie (« leur peau soudain brûlante »), la sensualité abstraite (« l'odeur de leurs rêves, de leurs désirs mêlés »), et l'euphémisme dans les mots (« balaie [...] ces interdits ») et l'espace d'une page blanche (p. 95). S'opposent alors le langage de la société, mentionné ironiquement par les majuscules, et le langage du corps :

Elle a fauté. Elle a commis l'irréparable. Transgressé le Commandement Absolu : tu ne disposeras pas de ton corps. Comme ils sont laids ces mots ! Comme ils sont lourds ! Pesants comme le poids de la faute.

Mais d'où vient qu'elle se sente aussi légère ? Délivrée au contraire. Délivrée d'un poids encore plus lourd. La somme écrasante de tous ces mots imprononçables (p. 98).

Alors que corps et mots peinent à se confondre dans l'amour (« Étrangement dédoublée, elle écoute les mots balbutiés dans la défaite du plaisir », p. 106), ils s'unissent lorsqu'elle se retrouve seule, évoqués ici dans une langue suggestive et pudique : « Plus tard, dans le secret de sa chambre, elle trouvera – mais pour elle, pour elle seule, les mots pour dire l'amour qu'elle ne sait pas faire. Elle les dira puisque personne ne veut les entendre » (p. 106). Cette langue du corps dont parle Assia Djebar, n'est-ce pas la langue de la sobre sensualité, du surgissement quotidien (« Et puis... » introduit nombre de paragraphes) qui, sous le patronage de Camus (p. 137), irrigue tout le roman ?

Cette langue du corps côtoie aussi celle de l'explicite, qui aide à « apprivoiser l'horreur » (p. 136) : les « mots tranchants » (p. 129) (« violée par un spéculum », p. 132), et les mots de la politique, de la lutte anti-islamiste, soutenus par le martellement de l'anaphore :

« Délit que de sortir sans voile [...]

Délit que de parler librement [...]

Délit d'aimer et surtout, de le dire, de le faire, de le chanter ou de l'écrire !

Délit enfin d'être femme et d'éclabousser par sa seule présence, sa seule existence, la pureté terrifiante du monde qu'ils veulent bâtir sur des ruines fumantes » (p. 104).

Le roman développe ainsi une conception héroïque de la parole. Lorsqu'un journaliste est assassiné : « Pour avoir eu le courage, l'audace, disent-ils, de dire. D'écrire pour que les autres sachent. Au nom du devoir d'informer./ Il faut lui dire à Fériel que les mots d'aujourd'hui, ici, sont plus dangereux que des armes. Et qu'il faut se taire ou payer de sa vie » (p. 122).

C'est pour avoir suivi cette injonction, et avoir refusé le « mensonge » (p. 167) au bout de sa quête d'elle-même, que Nadia est tuée par son frère, sans pour autant que ses mots, « flèches », n'aient cherché à le blesser :

Et puis, les mots, comme un flot longtemps contenu jaillissent d'elle. Elle lui raconte une histoire qu'elle n'a pas inventée. Une histoire d'amour, de silence et de mort. La mort qu'elle a donnée, un jour, seule dans sa chambre.

Elle crie maintenant et les mots en sortant d'elle ont juste le sifflement d'une flèche qui part très loin au-dessus de leurs têtes (p. 167-8).

Ce roman reprend ainsi à son compte l'éthique de lutte du témoignage des années 1990, en l'occurrence engagement féministe et anti-islamiste explicite et manichéen. Mais il en reprend aussi, en partie, l'éthique de vérité, puisqu'il montre la libération d'une femme et de son corps se réaliser par la parole circulante, chaîne de femmes qui est tout ensemble témoignages et poésie : par là ce roman prend ses distances d'un point de vue esthétique avec le témoignage d'actualité. Prenant en charge la parole des dominées, assurant par la littérature cette chaîne de paroles féminines, Maïssa Bey porte leur témoignage, ce qu'elle explicite pour son recueil de nouvelles suivant, *Nouvelles d'Algérie*, qui ne comporte pas non plus de dimension autobiographique : « Voici des *nouvelles d'Algérie* écrites dans *l'urgence de dire*, dans la volonté de témoigner^{489} ».

Fort engagement d'attestation, ce roman est donc également évocation, faisant sortir de l'ombre une jeune femme, sa vision du monde et son intimité. L'héroïsation dans la littérature des femmes est une réaction aux clichés perçus dans les médias étrangers. Malika Mokeddem disait en avoir assez « des clichés français sur les Algériennes, depuis dix ans que je suis publiée et, à chaque fois, la confusion entre l'intégrisme et l'islam, à l'image des Algériennes, femmes soumises, femmes voilées, tous les clichés. Cela existe, mais pas dans mes livres^{490} ». Contre le cliché médiatique de la « femme soumise », Maïssa Bey montre de l'intérieur la lutte quotidienne de personnages féminins fortement positifs. Par ailleurs représenter une vie normale, une « vie à l'endroit » (Boudjedra) encore par bien des aspects est un moyen de lutter contre l'idée que les islamistes ont gagné en Algérie. Maïssa Bey expliquait : « Il y a eu une incompréhension *incroyable* côté français de ce que représentait pour nous le fait de vivre et d'avoir choisi de vivre en Algérie. [...] Mais les gens croyaient qu'on égorgeait à tous les coins de rue, etc. Il y avait des images contre lesquelles on était obligés de

se battre^{491} ». Mais cet engagement politique renforce la propension de son public français à réduire sa littérature à cette dimension :

Et de combien, combien, combien, de rencontres littéraires [...] je suis sortie avec un sentiment terrible, une amertume terrible, en me disant [...] « je ne suis pas venue parler de littérature ». Là, c'était parler politique [...] je n'étais considérée que comme un témoin*.

Tirillée entre des injonctions contradictoires, elle dénie et assume alternativement la valeur de témoignage de ses premiers textes. Engagement politique et opportunité de publication d'une part, l'argument du témoignage est dès le moment de ces publications perçu de manière ambivalente par les nouveaux entrants, tant ils savent qu'il risque d'autre part de les reléguer dans un espace moins légitime du champ littéraire. Cité, le témoignage est rarement pleinement assumé, et la critique élogieuse ne manque pas de rappeler que le texte en question est « au-delà du témoignage » : c'est ce qu'écrivent Tahar Ben Jelloun à propos de *Peurs et Mensonges* (*Le Monde*, 23 mai 1997), et Philippe Brenot à propos d'*Au commencement était la mer* (*Développement Magazine*, décembre 1997).

Témoins d'actualité, un certain nombre d'écrivains assument un engagement d'attestation. Par des romans explicatifs, ils affirment un discours politique explicite, allant parfois jusqu'à consciemment sacrifier leurs recherches esthétiques à cette fin éthique, comme le montre le cas de Mimouni. En concurrence avec les chercheurs en sciences sociales et les journalistes pour dire la vérité de l'Algérie en guerre, ils leur empruntent certains aspects narratifs ou stylistiques, tout en se distinguant d'eux par la mise en avant d'un savoir autochtone (observé chez Yasmina Khadra), ou d'un savoir incarné pour ceux qui écrivent des romans compréhensifs, voire des témoignages. Rares sont cependant les témoins d'actualité à reprendre l'ensemble des éléments constitutifs du témoignage tels qu'ils se dégagent du plus connu d'entre eux, *Vivre traquée* : tandis qu'Aïssa Khelladi prend ses distances d'un point de vue éthique, Maïssa Bey s'en détache d'un point de vue esthétique. En effet, valorisé dans le champ littéraire algérien en tant qu'engagement, l'ethos du témoin d'actualité risque de les reléguer à la marge du champ littéraire français.

L'Évocation : Témoins de l'invisible

Un témoignage peut être également engagement par *évocation*, donnant voix aux subalternes, ou, plus étymologiquement, les appelant à sortir de l'ombre (*e-vocare*). De même que ce sont les nationalistes qui créent la nation^{492}, et inventent les traditions^{493}, ce sont des écrivains « magiciens » comme Mouloud Mammeri, Mohammed Dib ou Mouloud Feraoun, qui ont inventé le Peuple algérien en décrivant sa vie quotidienne avec réalisme, là où seule celle des Pieds-noirs existait. Plus largement, l'ensemble de la littérature algérienne des années 1950 a été perçu sous l'angle du témoignage. On y a lu le témoignage d'écrivains musulmans affirmant une spécificité historique culturelle, voire nationale. Plus tard Abdelkébir Khatibi déplorait cette tendance : « Écrivains, critiques autochtones, écrivains français de droite ou de gauche, tout le monde était d'accord sur le rôle et la portée de cette littérature qui devait être avant tout un témoignage sur la société nord-africaine^{494} ».

L'engagement d'évocation entre moins en discussion avec un discours politique explicite qu'avec un imaginaire. Il met en scène des personnages dominés de l'imaginaire (français et/ou algérien), comme la jeune fille à la plage chez Maïssa Bey. Dans les années 1990, l'un des engagements d'évocation majeurs porte en effet sur les femmes. La forte féminisation du champ littéraire, le souci d'affirmation littéraire des écrivaines, passe ainsi par l'évocation de personnages féminins, les faisant sortir de l'ombre, mettant en lumière leur intimité tout en rompant avec le voyeurisme orientaliste. Assia Djebar, marquée la première par ce souci de visibilité des femmes, est en outre historienne, et donne par là à l'évocation son sens le plus profond : rendre vivants les morts, rendre présent ce qui a disparu, pratique qui a des affinités avec l'histoire telle que la conçoit Michel de Certeau^{495}. Le témoignage n'est donc plus direct, à la première personne, mais médié, se fait chaîne de témoignages. On verra que c'est en tant qu'historiens que les écrivains algériens publiant en France ont le plus nettement participé de la manière au champ de production idéologique, dans la mesure où ils ont contribué par là à la réélaboration de l'identité algérienne.

Ahlam Mosteghanemi et Soumya Ammar-Khodja : l'évocation des écrivaines

La féminisation du champ littéraire algérien est un élément important pour comprendre l'importance de l'ethos du témoin dans les années

1990^{496}. Pour les femmes, l'engagement politique est double : il s'agit non seulement d'être reconnues à parité dans le champ littéraire ; mais encore de mettre en cause une image de la femme algérienne réduite à l'assignation domestique, à la fois dans l'imaginaire patriarcal de l'Algérie et peut-être surtout dans l'imaginaire orientalisant européen. L'évocation de la femme dans l'intimité de sa conscience, voire de sa chair, permet de rompre avec cette image. C'est pourquoi les romans des femmes algériennes sont très majoritairement compréhensifs. Mais paradoxalement, alors que la dimension autobiographique est généralement plus estompée encore que dans les romans compréhensifs des hommes, le genre du témoignage a fini par être présenté comme essentiellement féminin. En effet la dimension politique du témoignage d'actualité rejoint le caractère subversif de l'écriture autobiographique pour les femmes en Algérie. Mais l'héroïsation des écrivaines dans la période n'a d'égale que la dévalorisation dont elles seront l'objet par la suite.

La féminisation du champ littéraire

On assiste dans les années 1990 à la multiplication des titres publiés en France par des écrivaines algériennes. Cette hausse spectaculaire résulte en bonne partie de la scolarisation obligatoire en Algérie^{497}. Les femmes sont désormais plus nombreuses que les hommes dans le secondaire et le supérieur (presque deux fois plus nombreuses à l'université en 2004), et sont de plus en plus présentes sur le marché du travail^{498}. Dans le champ littéraire algérien, la part des femmes est toujours plus élevée, passant de 7 % pour celles qui ont commencé à publier avant 1964 à 34 % entre 1989 et 1997. La moitié des femmes francophones parmi l'ensemble de celles qui sont en activité dans les années 1990 a commencé à écrire dans cette dernière période. Les écrivaines représentent un quart de la population de notre base de données prosopographiques (41 sur 174 écrivains), et un tiers des écrivain-es les plus visibles et internationalisé-es (présence dans les anthologies, traductions, éditions à l'étranger) : elles sont donc surreprésentées au pôle international du champ littéraire. On peut l'expliquer de trois manières : grâce au militantisme critique d'universitaires femmes ; du fait des difficultés probables à publier en Algérie ; mais également du fait de la demande éditoriale à leur égard en France : Christiane Chaulet-Achour écrit qu'à partir de 1994, « chaque maison d'édition a sa femme algérienne, ou la recherche^{499} ».

Le facteur linguistique est important : seulement un quart des écrivaines sont arabophones, contre la moitié des hommes. Non que la langue française serait plus apte à « émanciper » les femmes, malgré l'expérience d'Assia Djebar, qui a très fortement diffusé cette idée à l'étranger^{500}. Dans un entretien entièrement en arabe, la poétesse de langue arabe Nacéra Mohammedi usait des mêmes termes d'émancipation : « Je suis considérée comme une personne perdue, aux yeux de la société qui dit que la femme doit se marier et avoir des enfants [...] Je suis un être [femme] libre et je ne veux pas de cette vie qui me priverait de mes choix, de mon écriture et de ma liberté [...]** ». Née en 1969, elle avait été poussée par son père, lui-même lettré en langue arabe, à faire des études. Ce qui caractérise ces femmes est en effet davantage l'importance de leur capital culturel, acquis ou hérité^{501} : toutes les écrivaines ont fait des études supérieures, et dans les deux langues elles sont plus nombreuses que les hommes à venir des classes supérieure et moyenne à capital culturel (entre 15 et 20 points de plus). Or les francophones sont plus nombreux-ses dans ces classes (les deux tiers en font partie, contre un tiers chez les arabophones) : les écrivaines sont moins linguistiquement que socialement marquées.

L'entrée en écriture des femmes s'explique en partie par la politisation. La poétesse de langue arabe Zineb Laouedj, longtemps militante du PAGS, se rappelait en entretien l'importance de ce réseau de gauche dans sa formation littéraire :

Ils ne m'ont pas poussée à être engagée, non, mais ils m'ont poussée à être dans des activités culturelles, dans des mouvements associatifs au niveau de l'université, des équipes universitaires : pour faire des activités, pour m'encourager à écrire, pour montrer mes poèmes. C'est après que j'ai choisi [d'intégrer le PAGS], ce n'était pas une manipulation pour intégrer un groupe ou un parti*.

Elle participe dans les années 1980, au moment des luttes contre l'adoption du très rétrograde code de la famille, à la formation de groupes littéraires de femmes militantes, publiant la revue *Cahiers de femmes*. Autour du département de français de l'université d'Alger, la revue *Présence de femmes*, publiée par l'association culturelle « Hiwar » jusqu'en 1988, puis l'association « Aïcha » jusqu'en 1993, multiplèrent les actions en direction des femmes, comme l'aide à l'écriture et la transcription de témoignages sur leurs conditions de vie. L'importance de l'ethos du témoin dans les années 1990 doit ainsi être replacée dans cette histoire d'engagement politique féministe.

Héroïsation de la littérature des femmes

Kateb Yacine estimait qu'« une femme qui écrit vaut son pesant de poudre » (préface de *La Grotte éclatée* de Yamina Mechakra) : parce que l'écriture publicisée serait transgression de l'espace de la réclusion traditionnelle, et a fortiori pour l'autobiographie^{502} (c'est le cas d'ailleurs hors de l'espace islamique^{503}). Le romancier Mohamed Kacimi rappelle cependant que cela vaut aussi pour les hommes : « Le drame de nos sociétés maghrébines, de nos sociétés arabes, c'est l'inexistence du “je”^{504}. » À l'inverse Rabah Belamri, l'un des représentants les plus importants du genre autobiographique, avait écrit son premier roman *Le Soleil sous le tamis* (Publisud, 1982) en utilisant la première personne avec soulagement : « Et puis cette option [de l'autobiographie] autorise le “je”. Dire “il”, dès le début, me paraissait lourd de conséquences, de périls^{505}. » Tout se passe comme si, moins légitime dans le champ littéraire^{506}, l'autobiographie permettait d'y faire ses premiers pas.

La plupart des écrivaines privilégient cependant l'« autofiction biographique^{507} » : selon Isabelle Charpentier, beaucoup de récits de femmes maghrébines « s'appuient de manière plus ou moins explicite sur une forme souvent ambiguë (i.e. subvertie) de “pacte autobiographique”^{508} ». L'usage de pseudonymes chez certaines (Assia Djebar, Leïla Marouane, Maïssa Bey), ou de rupture nominale avec le personnage narrateur du témoignage en est encore le signe. La narratrice de *La Troisième fête d'Ismaël*, sous-titré « Chronique algérienne » (Casablanca, Le Fennec, 1994), est appelée Sarah ; et le nom d'auteure, Naïla Imaksen, est le pseudonyme de Soumya Ammar-Khodja.

L'œuvre littéraire et cinématographique d'Assia Djebar (née en 1936) est pionnière pour nombre d'écrivaines de la génération suivante. Le dire autobiographique se tisse en permanence de son impossibilité ; mais se fortifie en même temps du souci de dire les subalternes, comme dans *L'Amour la fantasia* : « Comment dire “je”, puisque ce serait dédaigner les formules-couvertures qui maintiennent le trajet individuel dans la résignation collective^{509} ? » (p. 223). Dans ce roman, le « je » est d'abord celui des autres femmes, l'autobiographique passe par la troisième personne, avant d'être assumée à la première personne à la fin du texte : Hafid Gafaïti parle d'« autobiographie plurielle^{510} ». Ce même travail d'entremêlement des voix, de chaîne de paroles entre les autres femmes et l'écrivaine,

engagement d'un dire personnel ; et pour les autres, se retrouve dans *Vaste est la prison*, publié en 1995.

Dans ses deux premiers romans, l'écrivaine de langue arabe Ahlam Mosteghanemi, qui a étudié dans sa thèse de doctorat réalisée à Paris la question de la représentation de la femme dans la littérature algérienne, travaille précisément sur la possibilité d'un dire féminin^{511}. *Dākirat al-ġasad*, traduit en français par *Mémoires de la chair*^{512}, est écrit selon le point de vue d'un homme. Le roman est le récit d'un amour malheureux entre Khaled, qui en est le narrateur, et la jeune romancière Hayat, également prénommée Ahlam. Khaled est un peintre, vétéran de la guerre d'Indépendance, et opposant politique exilé à Paris. Vivant dans un passé inscrit dans sa chair (il a perdu un bras pendant la guerre), il est également incapable de saisir pleinement la jeune Hayat (*ḥayāt* signifie « vie ») autrement que de manière abstraite (des « rêves », *aḥlām*), comme la peinture qu'il fait d'elle le prouve : au lieu de la représenter réellement, comme ses maîtresses françaises, il la représente symboliquement, sous la figure d'un pont de Constantine, la ville qu'il a dû quitter. À travers Khaled, le texte montre l'impossibilité des hommes à dire la femme algérienne autrement qu'en l'idéalisant. Par ailleurs, la question linguistique est très thématifiée dans ce roman, dédié à Malek Haddad, ce poète francophone qui souffrait de ne pouvoir écrire en arabe : Khaled, francophone comme la majeure partie des intellectuels de sa génération, représente ainsi une littérature réduite à la célébration du passé, et qui ne peut dire l'intime du fait de la rupture de la langue.

Le second roman, *Fawḍa al-ḥawās, Le Chaos des sens*^{513}, dont les personnages rappellent ceux du premier, présente à l'inverse le point de vue d'une femme. Cette fois le dire féminin est fortement érotisé (en tout cas au sein de l'espace des possibles de la littérature arabe). Erotisme et héroïsme vont de pair. Pour retrouver son amant à Alger en passant inaperçue alors que le FIS déploie ses forces lors de la grève de juin 1991, elle se vêt d'une *abbāya* (hidjab), inversant le déguisement de la moudjahida Djamilia Bou Hayrad pendant la guerre d'Indépendance, qui, vêtue à l'européenne, avait déposé une bombe au Milk Bar : « J'empruntais ce boulevard avec la même peur, la même obstination, le même courage. L'amour étant devenu l'acte de résistance le plus courageux auquel une Algérienne pouvait désormais se livrer » (p. 169). Plus loin, l'héroïsme consiste à battre « le record du plus long baiser de la littérature algérienne » (p. 182), comme une subversion

érotisée du moralisme. Toutefois l'infidélité à l'égard de son mari militaire, fortement transgressive, surtout venant d'une femme, est atténuée par la confusion permanente entre fantasme et réalité, l'amant se révélant être le personnage d'une fiction que la narratrice avait créé : le dire féminin passe par un jeu aux confins du réel et du fictionnel. Par les effets de mise en abîme, c'est encore ultimement l'écriture, féminine en particulier, qui est héroïsée : « Je voulais simplement défier les assassins, en arborant ouvertement deux motifs d'accusation : ma féminité et ma plume. Ce défi silencieux, je l'avais à la main, dans ce carnet fermé sur une histoire dont le héros principal était l'écriture » (p. 357).

Dans un court discours prononcé à Montpellier, Ahlam Mosteghanemi insiste sur les difficultés d'écriture propres à la « femme arabe » :

Pour une femme arabe écrire peut s'avérer aussi dangereux que prendre le maquis ou manipuler de la dynamite. [...] Une femme se trouve donc coupable de deux délits, sa féminité et l'écriture. Pour échapper à l'accusation du roman autobiographique à laquelle la femme écrivain est confrontée, j'ai dû choisir pour mon premier roman un narrateur homme. Mais ce roman (*Mémoire de la chair*), qui a eu un succès phénoménal, m'a coûté cher. J'ai été victime d'une campagne de dénigrement jamais connue dans le monde arabe.^{514}

Victime de son succès, Ahlam Mosteghanemi avait été accusée d'avoir plagié le poète irakien Saadi El Youcef pour *Fawda al-hawās*. En contexte français, la mise en discours de cette lutte sous forme hyperbolique contribue à la formation d'une image héroïque de l'écrivaine (lexique de la guerre et du danger) qui entre également dans une stratégie promotionnelle (« succès phénoménal » dans le monde arabe).

Stigmatisation littéraire : le témoignage comme genre genré

Alors que les hommes assument plus explicitement que les femmes la dimension autobiographique de leurs textes (voir Rachid Boudjedra : « Je fais partie de l'école autobiographique^{515} »), le genre du témoignage a été assimilé à une production essentiellement féminine.

Il est vrai que dans la (très large) catégorie « Autobiographie/Témoignage/Chronique » que nous avons élaborée à partir des classements de la base de données LIMAG, les femmes sont surreprésentées, quoique non majoritaires (40 % des titres ont pour auteur une femme). Cependant il faut distinguer entre les témoignages qui marquent une certaine ambition de leurs auteurs de s'inscrire dans une perspective littéraire, par leur maison d'édition (et au sein de celle-ci, la

collection) et/ou le modèle de l'auteur unique ; et ceux qui relèvent d'une transcription d'entretiens avec des personnalités ou des anonymes, comme dans les témoignages latino-américains^{516}. En réalité les titres correspondant au premier type sont relativement rares. *Vivre Traquée* de Malika Boussouf, par sa médiatisation, est devenu l'arbre qui cache la clairière. Il est pratiqué surtout par des primo-écrivants. Comme le constate Charles Bonn à la fin des années 90, « le témoignage sur la terreur du quotidien dans ce pays semble en effet devenu depuis peu une sorte de parcours obligé pour les textes des nouveaux auteurs algériens publiés en France ». Il ajoute que « les témoignages de femmes, dans une littérature où elles étaient longtemps très minoritaires, se sont soudain multipliés au contact éditorial de l'horreur algérienne^{517} ».

L'usage de ce type d'écriture ne va pas de pair avec une remise en cause des hiérarchies littéraires. Les auteur-e-s de témoignages ne revendiquent généralement pas la dimension proprement esthétique de leur texte. Ainsi Malika Ryane, pseudonyme d'une universitaire, déclare lors de la publication de son premier livre, *Chroniques de l'Impure*, qualifié de « récit » par son éditeur Marsa : « Cette histoire n'est qu'un prétexte. [...] Je veux dire que je reste dans le témoignage. [...] Et justement je voudrais le retravailler dans le sens de la fiction^{518} ». De même Soumya Ammar Khodja (1956), universitaire également, dénie à *La Troisième Fête d'Ismaël. Chronique algérienne*, publié sous le pseudonyme de Naïla Imaksen aux éditions Le Fennec (Casablanca) en 1994, toute qualité esthétique, réduisant d'elle-même le texte à une dimension informative et politique. Militante communiste (elle a participé aux mouvements de la révolution agraire) et féministe, contrainte de s'exiler en France en 1993, elle a une ambition principalement politique quand elle écrit ce texte dénonçant les exactions islamistes ; mais l'ambition littéraire n'en était pas complètement absente, comme il apparaît en entretien. Enseignante au département de littérature de l'université d'Alger, elle avait participé aux ateliers d'écriture du groupe de femmes « Aïcha », qui étaient indissociablement politiques et littéraires. Elle considère que ce n'est qu'après avoir publié en 2003 son premier recueil de nouvelles, *Rien ne me manque*, qu'elle a eu le sentiment de commencer à être écrivaine. Le jugement négatif qu'elle porte sur la littéarité de son texte se retrouve dans un article qu'elle publie en 1999 (elle continue ses activités de chercheuse), intitulé « Écritures d'urgence de femmes algériennes » et portant précisément sur les témoignages publiés

dans les années 1990. Alors que, citant son propre témoignage sous pseudonyme, elle aurait pu en profiter pour tenter de légitimer ce genre d'un point de vue littéraire, elle n'en fait rien, respectant en cela les hiérarchies implicites du champ. Elle écrit :

Des hommes et des femmes naissent à l'écriture, impulsés, « encouragés » par la situation de leur pays. Cette première fois s'incarne, pour les unes, dans l'écriture de témoignage et pour les autres (au masculin) dans le roman. Je suppose que l'expression du témoignage, plus directe, plus spontanée que celle du roman, est plus le propre de femmes submergées par la douleur et la révolte et ne se préoccupant pas de les filtrer à travers une forme élaborée^{519}.

Il est significatif que la chercheuse ait comparé le « témoignage » au roman, et non au pamphlet, genre également à la marge du champ littéraire, entre littérature et politique tout comme le témoignage, et alors écrit essentiellement par des hommes. Ici, elle explicite une représentation diffuse du champ littéraire algérien selon laquelle l'opposition entre roman et témoignage, ou encore le degré d'élaboration ou de fictionnalisation du texte, c'est-à-dire, selon son point de vue, le fait d'être ou non « écrivain », est genré. Les femmes, inscrites primitivement dans l'émotivité, l'authenticité, et la tradition de l'oralité, n'accéderaient que dans un deuxième temps au masculin de la « vraie » littérature. On pourrait trouver ici un facteur explicatif du fait que les témoignages ont été écrits essentiellement par des femmes nouvelles entrantes : par-delà le besoin d'écrire, le témoignage reste un genre « mineur » permettant aux dominés du champ d'y faire leurs premiers pas (« l'autonomie à petits pas » dont parle Christine Détrez^{520}).

Le choix de Mohammed Moulessehoul de prendre un pseudonyme de femme, Yasmina Khadra, en pleine guerre civile, et de révéler son identité d'homme à la fin de la guerre (2001) illustre bien l'importance et la fragilité de la reconnaissance des écrivaines algériennes dans les années 1990. Elle va de pair avec la fragilité de la valorisation des étiquettes « littérature de témoignage » et « littérature de l'urgence ». À partir de la fin des années 1990, certains critiques, souvent des universitaires hommes, n'hésitent pas à assimiler la « littérature de témoignage » à l'œuvre de « journalistes femmes », disqualification absolue de l'une et des autres par ce rapprochement, mais aussi reconnaissance paradoxale de l'importance que femmes et journalistes ont prise dans le champ littéraire.

Assia Djebar : Évoquer les disparus de l'histoire

Face à une actualité de désastre et de terreur, les écrivains s'engagent également en *évoquant* le passé, témoins d'une histoire qui soit phare de l'avenir. L'œuvre d'Assia Djebar, qui est historienne, est exemplaire à cet égard. Par là, elle pousse à son extrême l'un des enjeux majeurs de la littérature algérienne, qui est l'écriture de l'histoire et donc de l'identité du pays. C'est le cas en particulier pour la génération de Novembre (l'historien et poète réformiste de langue arabe Aboukacem Saadallah est né en 1930), et jusque pour la génération d'Octobre, comme nous le disait l'un d'eux, arabophone, qui a écrit également des biographies sur des grandes figures du mouvement national : « J'ai toujours cette référence à l'histoire, pour comprendre l'évolution de la société* ». »

Le combat nationaliste est passé par la remise en cause de l'historiographie coloniale, tant chez les historiens réformistes que chez des écrivains comme Kateb^{521} : des figures historiques comme Abdelkader ou Jugurtha circulent entre écrivains et historiens pour en faire des « ancêtres fondateurs » de la nation^{522}. Après l'Indépendance, l'histoire en tant que discipline universitaire est très fortement soumise au contrôle (financements, archives) et aux injonctions politiques portant sur la manière d'écrire la guerre d'Indépendance, et l'histoire arabo-islamique de l'Algérie^{523}. La littérature nationaliste dans les deux langues s'est fait le relais de cette entreprise officielle^{524} : Luc-Willy Dehevels montre ainsi la circulation entre histoire et littérature d'un « schéma actantiel^{525} » manichéen de l'« histoire-épopée^{526} ». La mise en cause d'un mouvement national unitaire « par et pour le peuple » se retrouve donc en même temps aux pôles les plus autonomes de l'histoire (Mohammed Harbi ou Benjamin Stora^{527}) et de la littérature (Ouettar, Boudjedra, ou Mimouni) : le rejet de la littérature nationaliste passe donc aussi par la discussion sur l'histoire^{528}.

Témoigner du passé

L'importance de la problématique du témoignage en Algérie vient en partie de son rôle dans cette écriture autochtone, subalterne, de l'histoire algérienne. D'abord spontanée^{529}, l'écriture des témoignages sur la guerre d'Indépendance a ensuite été fortement encadrée, comme la littérature et l'histoire nationalistes : « L'action de recueil, en particulier de témoignages, a, à l'heure actuelle, un caractère d'urgence^{530} », déclare dans les années 1980 le Ministre des moudjahidine. L'« urgence » qui caractérise les témoignages dans les années 1990 a donc une histoire, et la génération de

l'Indépendance a été formée à cette injonction de conserver la mémoire. Salima Ghezali (née en 1956) nous expliquait qu'elle appartenait « à une génération qui a souvent reproché à la génération d'avant de pas avoir suffisamment écrit, de pas avoir suffisamment témoigné* ». Cette crainte de la disparition d'une mémoire est liée à la régression spectaculaire de l'oralité en contexte colonial et postcolonial^{531}. Le sentiment d'accélération de l'histoire avec Octobre 1988 accentue encore ce phénomène^{532} : pendant les années 1990, la plus grande part des « témoignages » publiés ne portent pas sur la guerre civile, mais encore sur la guerre d'Indépendance.

Dans le contexte de la guerre civile, l'effacement de la mémoire semble s'aggraver, portant cette fois sur une Algérie diverse et progressiste. La critique Christiane Chaulet-Achour, qui, restée en Algérie malgré ses origines européennes, se trouve dans les années 1990 « exilée en France », écrit à propos de *Chroniques de l'Impure*, témoignage d'actualité de Malika Ryane : « De la nostalgie, oui, pour une certaine Algérie, dont on craint la disparition, mais qui s'obstine – ce récit le prouve encore – malgré les massacres, à exister. »^{533} Le témoignage, pour être d'actualité, n'en est pas moins pensé en fonction d'un futur antérieur. « L'urgence, c'est de ne pas laisser échapper le temps présent et garder sa mémoire pour le temps futur », dit Jamel-Eddine Bencheikh^{534}. Alors que les témoignages de la Shoah ont eu lieu après l'événement, les actes de témoignage de la guerre civile viennent conjurer la disparition à venir : c'est d'un monde qui semble s'effondrer qu'il faut attester, comme promesse de l'avenir. Abdelkader Djemaï lie le travail d'écriture à celui de la mémoire :

Écrire pour ne pas oublier. Écrire pour marquer ce sable qui s'efface [sic] simplement les vies des hommes, fussent-elles les plus héroïques, puisqu'il ne garde aucune empreinte. Le marquer de la pierre vive et noire des mots, tels ces météorites déchus et venus d'on ne sait quel monde. Écrire pour tenir, modestement, humainement, en échec, la progression de l'érosion, grain à grain, de la mémoire^{535}.

Le roman de Latifa Ben Mansour, *La Prière de la peur* (La Différence, 1997), influencé par l'expérience d'Assia Djebar, explore l'entremêlement des paroles collective et individuelle en voie d'extinction du fait de la violence islamiste. « Fable symbolique, le récit se présente comme une chaîne de voix^{536} » féminines : de l'oralité de l'aïeule ; au manuscrit de la petite fille qui, sur le point de mourir après un attentat terroriste, le consigne tout en transcrivant sa propre expérience ; à la cousine enfin de cette dernière (qui porte le même nom, Hanan), chargée de lire le manuscrit lors

de son enterrement. Mais celle-ci s'y refuse finalement, et au même moment des islamistes entrent pour tuer l'aïeule. L'importance de la transmission, associée à la préservation de la Culture et de la vie, explique l'importance de la figure de Schéhérazade dans la période, qu'elle soit explicitement citée ou non^{537}. Ainsi dans *Sans Voix* de Hafsa Zinaï-Koudil : « Au commencement était le verbe. C'est par le verbe que Schéhérazade a tenu la mort en échec^{538}. » Témoigner d'un passé, lutter contre sa disparition, demande ainsi un passage de témoin.

La procession des morts. Le Blanc de l'Algérie

Assia Djebar, née Fatma-Zorah Imalhayène en 1936, est exclue de l'École normale supérieure de Sèvres en 1956 pour avoir participé au mouvement de grève des étudiants algériens. Elle publie plusieurs romans chez Julliard détachés du contexte de guerre, refusant alors de témoigner de l'actualité algérienne^{539}. À l'Indépendance, elle enseigne l'histoire du Maghreb contemporain à l'université d'Alger, avant que l'arabisation de l'histoire dès 1963 ne la contraigne à quitter son poste et à s'installer un temps en France. Elle revient en Algérie dans les années 1970, enseigne cette fois la littérature française, et mène des enquêtes, notamment avec le sociologue M'hamed Boukhobza, chez les femmes de milieux populaires. Elle en tire la matière de ses films, en particulier *La Nouba des Femmes du Mont Chenoua* en 1978 (récompensé à la Biennale de Venise), où la fiction croise l'enquête historique, portant sur le regard et la participation des femmes dans la guerre d'Indépendance. C'est que, désormais mal à l'aise avec l'écriture en français, et incapable d'écrire en arabe classique, elle se fait comme Kateb historienne du peuple dans ses propres langues : « L'écrivain sera alors historien^{540} » du peuple avait prédit ce dernier avec humilité – mais également comme une manière de contester l'autorité des historiens officiels, qui délaissent le matériau oral du peuple algérien pour le seul travail sur les textes en arabe classique. Historienne, écrivaine se voulant également proche du peuple, Assia Djebar concentre quant à elle son attention sur les femmes, dont la voix reste le plus souvent inaudible dans l'histoire. Son travail romanesque, qu'elle reprend à partir de 1980, croise ainsi fiction, autobiographie et histoire, afin de restituer le regard des subalternes algérien-nes face à l'histoire hégémonique des hommes, et des Français en particulier.

Inscrite pleinement dans ces problématiques algériennes, Assia Djébar se situe aussi au croisement de la plupart des grandes tendances littéraires françaises de la période, telles que les décrit Dominique Viart. « Récit de filiation » et « fiction de témoignage », par un « découplage d'avec l'instance d'énonciation censée véritablement être en situation de témoigner », posent le « je » au travers d'une éthique et d'une esthétique de l'Autre, par un récit et une quête fragmentaires. La « fiction biographique » qu'elle développe pendant la guerre civile, par la procession d'écrivains saisis dans leur vacillement, se détourne cependant encore quelque peu du « je » pour tenter de dire tout un pays, l'Algérie^{541}.

Par excellence, *Le Blanc de l'Algérie* (Albin Michel, 1996) est un engagement d'évocation, tourné vers la résurrection des morts, et l'élaboration d'une mémoire et d'une identité nouvelles. Le texte est hybride d'un point de vue générique, croisant fiction, autobiographie, recueil de témoignages et histoire, mais d'une manière telle qu'il est qualifié de « récit », quand les œuvres précédentes de Djébar étaient des « romans ». L'auteure y assume avant l'heure une écriture de l'urgence : « Je ne suis pourtant mue que par cette exigence-là, d'une parole devant l'imminence du désastre./ L'écriture et son urgence. » (p. 272) La progression du texte n'est pas chronologique, mais se déploie de l'évocation des morts, depuis les trois amis assassinés il y a peu, jusqu'à l'ensemble des écrivains algériens morts depuis 1960. Dans le chapitre consacré à ces derniers, les « processions » d'écrivains suivent un ordre chronologique (d'Albert Camus en 1960 à Saïd Mekbel en 1994), mais les analepses sont permanentes.

Cela contribue à renforcer le sentiment de continuité historique entre la violence d'hier et celle d'aujourd'hui, continuité que ce récit partage avec un grand nombre de textes de la période (voir *supra* : *La Malédiction*) : « Une guerre qui ne dit pas son nom, qui à nouveau, est nommée “événements” dans ce retour de la violence et de son vocabulaire anesthésiant » (p. 241). À partir de sources bibliographiques citées à la fin du livre, elle retrace certains conflits politiques au sein du FLN (p. 113 sqq, et p. 207 sqq), mettant en doute, non seulement les « mensonges » de l'« annonce nécrologique » émanant des organes officiels, mais aussi les versions des principaux acteurs cherchant à se dédouaner (p. 130-2). Ces dévoiements de la guerre d'Indépendance, et la « caricature d'un passé où indistinctement se mêlaient héros sublimés et meurtriers fratricides » (p. 136), sont rapprochés de la situation présente : « Voici qu'arrive le temps des égorgeurs ! Arrive ?

Non, hélas, ce temps sanglant était déjà là, s'était glissé entre nous, au cours de cette guerre d'hier, et nous ne le savions pas » (p. 207). Plutôt qu'une explication historique, Djébar suggère la présence continue de la violence. L'origine des violences est diluée, entre celles des Français, des moudjahidine, du pouvoir indépendant, des « fous de Dieu ». Djébar, prenant ses distances aussi bien avec les discours nationalistes qu'islamistes sur la guerre civile, fait de celle-ci une nouvelle guerre d'Algérie, et fait des « islamistes » tout comme du « Pouvoir » les nouveaux ennemis contre lesquels la nation doit se souder.

L'originalité du travail de Djébar réside dans le croisement de l'histoire et de la fiction. Elle esquisse ainsi, contre l'historiographie militariste de la guerre d'Indépendance, une histoire contrefactuelle, à partir de la tentative de l'« Appel pour une trêve civile » lancée par Camus en 1956 :

Utopie ? C'est si facile de juger ainsi, après coup [...] cette scène du passé semblera plus tard d'une autre époque. Pourtant ce dialogue qui tente de se continuer aurait pu mener à une Algérie qui, comme ses voisins, approcherait de l'indépendance sans un prix trop sanglant. Tous les liens franco-algériens ne se déchiraient pas d'un coup : une solution en somme “à la Mandela” de l'Afrique du Sud d'aujourd'hui aurait pu se concrétiser (p. 115-6).

Les temps et les modes se mêlent ici, réel, possible et irréel, tandis que l'« utopie » d'un possible non advenu semble alors s'être concrétisée en Afrique du Sud. C'est en somme le statut d'une parole d'engagement qui est en jeu, pour la nouvelle guerre : « Il ne se trouve personne, aujourd'hui, pour, au centre même de l'arène, prononcer à nouveau ces mots de l'impuissance pas tout à fait impotente, ces mots de la souffrance qui, une dernière fois, espère... » (p. 121). La parole du passé, celle de Camus, est tout à la fois modèle d'espérance et conscience de son inanité.

L'auteure rejette ainsi un ensemble de discours. Celui « de l'exercice de déploration littéraire » (p. 11), mais surtout celui « du verbe politique, devenu très vite ratiocination, et du constat sociothéorique enfermé dans son savoir ou son jargon » (p. 242) : le « constat de politologue, d'historien, de polémiste » (p. 136). Certes les souvenirs des amis morts sont baignés d'une atmosphère pathétique ; certes Djébar se fait parfois historienne, assumant l'« enquête » et un « récit scrupuleux » (p. 11-12) ; et même reconnaît avoir « instruit le procès^{542} » de l'arabisation dans les dernières pages du livre (p. 243-4). Mais la voix est comme en sourdine, rejetant la fureur pour l'humilité, la lumière pour la pénombre, et en sous-main, le masculin pour le féminin.

Une parole qui ne serait pas d'abord de passion, qui, tout en tâtant dans le noir les limites de sa portée, saurait sa fragilité, et même son inanité, s'il est vraiment trop tard [...] l'accaparement médiatique de toute résistance intellectuelle n'aboutit qu'à un brouillage accru, la zone de blanc des projecteurs élargissant le désert... (p. 242)

La linéarité des discours de savoir, violemment « blancs », à usage médiatique, est ainsi souvent brisée par la spontanéité de la juxtaposition, de l'association d'idées suscitant la digression et l'interrogation métatextuelle et existentielle dans « la lueur tremblante de sa seule quête » (p. 242) : « Qu'est-ce que je cherche donc, tandis que je fais dérouler cette procession mortuaire ? (me saisit une angoisse [...]) » (p. 145). Magicienne et non prêtresse (selon notre typologie) : au lieu de « parler de », elle « dit » l'Algérie, la « rêve », et « ressuscite » ses amis (p. 233), elle fait le « récit des jours » d'avant leur mort, « évoqu[e] » avec eux la vie d'avant (p. 49). Cette évocation magique, à proprement parler sortie de la mort par la voix, est celle aussi de la « voyante du théâtre romain^{543} », qui plus qu'un savoir, voit des « symboles » (p. 136) : non pas tant ceux des prêtres, virils et solaires, que ceux des traditions, des superstitions féminines, « des signes naïfs, des présages » (p. 11). Mais de même que l'« écriture de femme » est un « entre-deux » (p. 188) géographique et psychique, un aller et retour entre la fuite et la permanence « pour garder souvenance des aïeules qui fabulaient, qui inventaient. Sans écrire » (p. 189) ; de même la fiction, pénombre, « s'adosse à ce blanc » (p. 189), à ces autres discours.

Ainsi le discours (« blanc ») sur l'héroïsme des moudjahidine n'est pas entièrement invalidé. L'héroïsme de Zabana, le premier guillotiné par les Français, est attesté par un témoin, Ali Zammoun : il est « mort dans la lumière inaltérable de l'héroïsme tranquille » (p. 38). Mais l'attention de l'auteure se porte davantage sur le deuxième guillotiné, Ferradj, critiqué par les « chroniqueurs » pour n'avoir « pas su mourir, hélas, le pauvre : il cria, il hurla, il s'est débattu, on l'a traîné comme le mouton de l'Aïd. » : « Il aurait dû mourir comme un “vrai” Algérien », ce à quoi la narratrice répond, en anaphore : « Il est mort, Ferradj, comme un homme » (p. 39). Cette seconde mort est cette fois attestée par M'hamed (Boukhobza), l'ami récemment assassiné avec qui la narratrice dialogue, « témoin du massacre qui se nourrit lui-même de ses propres entrailles au sang noir » (p. 41). Jouant à « cache-cache » (p. 36), ce souvenir permet de dire la mort de l'ami sans la dire, dans la pénombre, de dire ce qu'a dû vivre, en homme, M'hamed

torturé par ses bourreaux. L'entremêlement des voix, la chaîne des témoignages, permet de dire le martyr de celui qui ne peut plus témoigner.

Tandis que ce dialogue avec l'ami se situe à la limite de l'autobiographie et de l'autofiction^{544}, le récit du jour de sa mort fictionnalise le récit des témoins interrogés par l'auteure. La fiction est poussée jusqu'à s'introduire dans l'intimité des adolescents assassins de Tahar Djaout (p. 204 sqq). La mort de Mahfoud Boucebcı, l'ami intime, comme d'Abane Ramdane, le personnage historique, prennent la dimension d'une tragédie : tandis que le premier avait déposé son alliance peu avant son assassinat (« Qu'est-ce qu'il a voulu dire... ou prévenir ? », se demande sa femme, p. 71), le second, « héros de tragédie », « pressent le piège qui se prépare » (p. 127). Celle de Youcef Sebti, qu'il « pressentait » dans ses poèmes, prend une dimension mythique puisque, poète jusqu'au moment de son égorgement (les yeux « grands ouverts »), il se voit en « Ismaël non remplacé à l'instant du sacrifice » (p. 218-9).

La métaphore du théâtre est centrale, en tant que cérémonie, et possibilité d'une « nouvelle liturgie » pour les morts. Mais s'opposent deux cérémonies, deux scènes de théâtre : celle du « théâtre politique » (p. 135), des « éloges publics, des hommages collectifs, des souvenirs mis en scène » (p. 56) qui sont les mots de l'oubli ; et celle, vivifiante (p. 56) pour les morts, de l'improvisation, de la vie donc, portée le plus souvent par les femmes. L'enterrement de Kateb, transformé en « happening » (p. 165), où – à côté, avec la parole d'un imam généreux, fusent des slogans dans toutes les langues, et surtout l'Internationale (p. 167), est par excellence l'expression de ces « nouveaux rituels » (p. 76), quand autour du corps de l'écrivain « s'entrecroisent et s'esquissent plusieurs Algéries... » (p. 12).

Cette Algérie plurielle par sa littérature est l'un des aspects importants de ce récit. C'est aux États-Unis que commencent les hallucinations de l'auteure, les dialogues avec les trois amis disparus. C'est aussi là, « à l'autre bout de la terre », que Djébar, a « prêté attention profonde à Camus » pour une conférence sur *Le Premier homme*, développant notamment l'idée d'une « non-langue maternelle de Camus », puisque sa mère était presque muette (p. 29). Par là, Camus est assimilé aux écrivains algériens^{545}, à l'auteure qui rappelle sa « nostalgie » de « cette langue maternelle qu'[elle n'écrit] pas », l'arabe (p. 30). Or ce chapitre, « la langue des morts », relate aussi l'approfondissement du rapport de Djébar à la langue française, susceptible désormais d'être la langue du dialogue avec ses amis assassinés (p. 20),

langue de la « nouvelle liturgie ». Réciproquement, elle intègre à sa procession d'écrivains, outre Camus, Frantz Fanon, et trois « femmes qui écrivent », Taos Amrouche, Anna Gréki et Josie Fanon, oubliées de l'histoire littéraire algérienne parce que femmes, et, pour les deux dernières, parce qu'Européennes. À l'issue de ce parcours, ils deviennent proprement algériens : « La littérature algérienne – et il faut la commencer à Apulée au II^e siècle jusqu'à Kateb Yacine et Mouloud Mammeri, en passant par Augustin, l'émir Abdelkader et Albert Camus – s'est inscrite constamment dans un triangle linguistique » (p. 243), langue d'origine, langue de prestige, et langue de pouvoir, actuellement l'arabe. Elle retourne ainsi l'histoire littéraire officielle, qui promeut les écrivains de langue arabe au détriment de ce qu'elle appelle la « minorité d'écrivains francophones » (p. 244).

Écrivaine et historienne, Assia Djebar tente donc de trouver une langue, française, pour faire vivre, dans la chair sensible de l'écriture plus que dans le discours d'éblouissement, non seulement ces morts, mais une Algérie plurielle. Son interrogation ancienne sur la langue, et sur les exclus de l'histoire officielle, prend dans le contexte de la guerre civile une dimension plus large. C'est en partie de cette expérience littéraire que s'exprime cette identité algérienne diverse, intégrant les écrivains francophones même européens comme Camus.

Camus et le « mythe andalou » de l'Algérie coloniale

Si productivité idéologique de la littérature algérienne il y a dans les années 1990 comparativement aux autres productions intellectuelles, c'est sur le plan identitaire, par cet engagement d'évocation. En effet les écrivains ne relayent plus alors, pour les attester ou les contester, les éléments du discours social portant sur la guerre civile ; mais questionnent cette dernière au regard de leurs propres problématiques. L'élaboration de l'identité de la littérature algérienne de langue française, à la croisée des pays et des langues, a impliqué une réflexion sur l'histoire européenne de l'Algérie.

Redéfinir l'identité et la littérature algériennes

La définition de la littérature algérienne avait été l'objet de luttes intenses au sein du milieu littéraire des Européens d'Algérie, puis pendant la guerre d'Indépendance^{546}. Nationalisée, c'est-à-dire rendue indépendante de la littérature française, elle avait été également largement ethnicisée, reprenant les lignes de démarcation raciales de la colonisation. Ainsi dans un

consensus large de part et d'autre de la Méditerranée, Camus avait été « rapatrié », tandis que Mohammed Dib, qui, quoique nationaliste, partageait avec ce dernier une définition avant tout linguistique de la littérature française, gage de son universalité, était algérianisé. Certains écrivains de langue française, qui avaient rejeté dans les années 1980 la tentative d'arabisation de la littérature algérienne, en viennent à refuser, en exil, cette ethnicisation de la littérature algérienne, en revendiquant Camus comme Algérien. L'enjeu est à la fois politique, puisqu'il s'agit de rejeter la fermeture de la littérature algérienne sur une identité arabo-musulmane ; et littéraire, Camus étant un exemple d'Algérien universalisé par le prix Nobel.

Or Camus fait alors à nouveau l'actualité littéraire en France, avec la parution posthume du *Premier homme* en 1994^{547}, roman inachevé sur lequel il travaillait lors de sa mort en 1960, mais dont les enjeux éthiques et littéraires apparaissent pleinement contemporains. Transfuge de classe, Camus dédie son livre à sa mère espagnole analphabète (« À toi qui ne pourras jamais lire ce livre ») : il tente en effet de résoudre l'aporie qui consiste à donner une histoire à ceux qui ne font pas l'Histoire. La première partie est un « récit de filiation » (Viart), puisque Jacques Cormery, double d'Albert Camus dans cette version encore très autobiographique, cherche à reconstituer la vie de son père, mort peu de temps après sa naissance lors de la Grande Guerre. Mais c'est une quête inachevée, à cause de « la pauvreté qui fait les êtres sans nom et sans passé, qui les fait rentrer dans l'immense cohue des morts sans nom qui ont fait le monde en se défaisant pour toujours » (p. 213). Cette quête se mue en une évocation du petit peuple des Européens d'Algérie. Au moment où se multiplient attentats en ville, et évacuations de colons de l'intérieur du pays, le narrateur a comme la prescience de leur disparition à venir : « Toutes ces générations, tous ces hommes venus de tant de pays différents, sous ce ciel admirable où montait déjà l'annonce du crépuscule, avaient disparu sans laisser de traces, refermés sur eux-mêmes. Un immense oubli s'était étendu sur eux, et en vérité c'était cela que dispensait cette terre. » (p. 212) Le tragique de ce texte est bien que, publié trente ans après l'Indépendance, il évoque des hommes (si ce n'est un « peuple ») effectivement disparus de l'Histoire. Le texte n'en est pas moins politiquement problématique, puisqu'il fragilise tout en le reconduisant le mythe colonial de la terre vierge à construire (la question de l'expropriation des terres des « Arabes » est éludée) : en effet « sur la terre de l'oubli [...] chacun était le premier homme » (p. 213).

Interrogé par *Algérie Littérature/Action*, Aziz Chouaki n'en revendique pas moins, à propos de Camus et d'Isabelle Eberhardt, leur « algérianité^{548}. » Dans le même numéro, la revue publie un entretien avec Saïd Areski^{549}, portant sur sa pièce de théâtre intitulée *Au café des deux rives*, laquelle met en scène Kateb Yacine et Albert Camus. Par la rencontre imaginaire qu'il met en scène, l'auteur cherche à opérer un transfert réciproque de capital : Kateb, considéré souvent comme le « Père » de la littérature algérienne avec son roman *Nedjma*, algérianise Camus ; celui-ci donne à la littérature algérienne par le biais de Kateb le caractère « universel » du Nobel. Comme on le voit, la revue *Algérie Littérature/Action* (voir *infra*), fondée à Paris en 1996, a fortement contribué à diffuser une nouvelle définition de la littérature algérienne. Sa page de présentation insiste tout particulièrement sur la dimension plurielle et inclusive de sa définition de la littérature algérienne : « Regard posé sur une Algérie d'aujourd'hui, d'hier, ou en devenir ; voix de celles et de ceux qui se reconnaissent comme Algériens de nationalité, de cœur ou d'esprit. L'Algérie, du dedans et du dehors, veut plus que jamais dire sa pluralité. » De fait la revue est apparue comme un pôle de rencontre entre écrivains algériens présents en France, mais aussi avec des intellectuels pieds-noirs : c'est le cas d'un quart des parrains de la revue (comme Jules Roy, Jean Pélégri ou Jacques Derrida). Ces rencontres renforcent l'auto-identification des intellectuels en exil avec les pieds-noirs^{550}, après que les islamistes les eurent identifié ainsi sous le stigmate de *Hizb Fransā*, et en reprenant parfois à leur encontre la menace de « la valise ou le cercueil » (*al-ḥaqība aw al-na`š*). Dans une amère dérision, Anouar Benmalek parle de « pieds-gris », pour évoquer l'exil de la « matière grise »^{551}. C'est également du fait de sa position parisienne que la revue revendique ces valeurs, en phase avec la tendance dans les milieux de gauche à remplacer les notions d'assimilation ou d'intégration par celle de métissage, de la « Marche des beurs » de 1983 à la France « Black-Blanc-Beur » de 1998. C'est bien d'abord à Paris que pieds-noirs et pieds-gris élaborent une mémoire andalouse.

Le mythe andalou de l'époque coloniale

Dans la littérature des écrivains algériens exilés en France se développe en effet un « mythe andalou^{552} » de l'Algérie coloniale. Si les discriminations et les violences ne sont jamais passées sous silence, il est

tout à fait remarquable que le rejet de l'historiographie nationaliste, puis de la violence de la guerre civile, aient conduit à une réhabilitation partielle de la période coloniale. Ce mythe constitué dans le monde arabo-musulman autour de l'Andalousie, région de la péninsule ibérique qui fut musulmane pendant huit siècles, s'articule autour de quatre thèmes principaux, fondant la nostalgie d'un âge et d'un pays perdus : l'exil, le métissage culturel, la tolérance religieuse, le raffinement intellectuel^{553}.

L'élément le plus présent dans la littérature algérienne est celui du « métissage culturel », qui apparaît dès les années 1980 dans le contexte de la lutte des écrivains contre la tentative d'arabisation de la littérature. Le voyage, l'errance, sont des dispositifs narratifs permettant de révéler les mélanges culturels. C'est le cas dans les années 1980 dans « Traverser » de Habib Tengour^{554}, récit poétique de son arrivée en France, ou de *L'Invention du désert* de Tahar Djaout^{555} où l'on voit la figure puritaine d'Ibn Toumert échouer ironiquement à Paris et devenir alcoolique. Dans les années 1990, Rachid Boudjedra décrit dans *Timimoun* (Denoël, 1994) une traversée du désert qui permet de découvrir une Algérie tout à la fois arabe, berbère, négro-africaine, et française (l'église du prêtre Charles de Foucauld). La description d'une architecture en fonction des différents envahisseurs de l'Algérie est également un *topos* du roman algérien de la période. *La Maison de Lumière* de Noureddine Saadi^{556} ou *La Kahéna* de Salim Bachi^{557} sont centrés autour d'une ancienne maison chargée des histoires berbères, arabes, turques et françaises de l'Algérie.

En 1996, Abdelkader Djemaï publie coup sur coup chez Michalon un récit intitulé *Camus à Oran*, et un roman, *Sable rouge*. Dans ce dernier, les souvenirs d'enfance (pendant la période coloniale) du personnage principal, un écrivain menacé de mort pendant la guerre civile, accroissent son angoisse ou au contraire détournent son attention du danger. Dans de sinistres hallucinations, « tout se confondait dans la tête de Sardi », violences d'aujourd'hui comme d'hier. La vision de l'homme égorgé comme un mouton par un islamiste le jour de l'Aïd se mêle aux souvenirs d'enfance : le sadisme que Madame Berthouin lui imposait sur des chiots, les violences de l'OAS, ou « le crépitement, trente ans après, de la mitraille » (*Sable*, p. 94-95). Mais les souvenirs d'enfance sont aussi heureux. Le chapitre 4 décrit ainsi une maison traditionnelle organisée autour d'une cour commune, occupée, quand les hommes étaient au travail, par une Espagnole, une Normande, une « juive » et la mère musulmane du

narrateur ; et dans laquelle la nourriture étalée reflète la diversité et l'unité méditerranéenne, son métissage :

Dans cet espace intime qu'aucun bruit de l'extérieur ne venait troubler séchaient des lambeaux de chair de mouton copieusement salés, du saucisson, de la morue, des graines de melon, de pastèque, des tomates, des poivrons qu'on laissait ensuite mariner dans de l'huile d'olive (p. 55).

Les amitiés d'enfance se fondent sur une affinité de classe : « Ils revenaient, excités, émerveillés, du centre-ville où n'habitaient, disait Antoine, que les richards, les fils à papa et les petites pisseuses » (p. 106). Ces amitiés sont brisées par la guerre, les enfants « condamnés à se séparer » (p. 107) : « Les deux communautés furent encore plus séparées par la haine, le sang et les barbelés » (p. 120). Les responsabilités ne sont pas pointées : rompant avec la tradition nationaliste de la condamnation des pieds-noirs et des Français, Djemaï montre ici les deux « communautés » également victimes d'un engrenage, mais non actrices de la guerre. Sans qu'aucun discours politique ne soit explicité, Djemaï présente ainsi une image non manichéenne des relations coloniales.

Cette valorisation du métissage culturel conduit à la réhabilitation des pieds-noirs. À la fin des années 1980, Aziz Chouaki avait mis en scène des personnages de pieds-noirs dans son roman *Baya*^{558} : « On m'a traité d'assimilationniste, de nostalgique de la colonisation. Je voulais aussi, au passage, griffer le mythe “les pieds-noirs sont tous des salauds”^{559}. » Cette question entre en effet dans une démarche de contestation de l'histoire officielle. Alors que dans *La Malédiction* de Mimouni, un personnage s'appelait Si Morice en référence à la ligne Maurice où ce maquisard algérien travaillait pendant la guerre d'Indépendance, dans *Les Agneaux du Seigneur* de Yasmina Khadra, le pied-noir Maurice resté en Algérie est appelé Haj Maurice, tellement il est intégré au village de Ghachimat. Cette inversion du motif de l'assimilation (Yasmina Khadra joue sans cesse de l'intertextualité avec l'œuvre de Mimouni) est un signe du temps. Alors qu'ils s'apprêtent à l'assassiner, Haj Maurice lance aux islamistes, retournant contre eux la légitimité de l'autochtonie : « Ici, c'est chez moi [...] Et vous n'y êtes pas les bienvenus^{560}. » Dans *La Maison de Lumière*, Nourredine Saadi rappelle la violence de la colonisation, mais également la bonté de certains colons, comme les sœurs blanches, ou celle du colonel de Saint-Aubin qui donne ses terres à son ami arabe avant de quitter l'Algérie en 1962.

La deuxième thématique du mythe andalou est la « tolérance », notion importante dès la période de libéralisation d'après 1988, face à la montée en puissance des islamistes. Il s'agit de tolérance religieuse, et plus largement entre communautés. Leïla Sebbar et Guy Dugas publient en 1997 deux recueils de textes mêlant écrivains algériens et français. La première publie *Une enfance algérienne*^{561} avec des textes inédits de seize écrivains. Ce sont tous des écrivains nés en Algérie et vivant désormais en France, qu'il s'agisse de musulmans (Dib, Farès, Tengour), de juifs (Cixous, Bensoussan, Cohen) ou de chrétiens (Millecam, Pélegri, Vircondelet). L'objectif, selon Leïla Sebbar, était de sortir de l'Algérie « à la fois meurtrie et meurtrière^{562} », d'aller vers un « ailleurs heureux » de l'Algérie passée. Jean Pélegri évoque ainsi ses amitiés d'enfance avec les garçons arabes : « Contrairement à ce que l'on croit, les liens étaient très profonds et [...] ils s'influençaient mutuellement^{563} ». Mais à l'inverse Mohammed Dib ou Jean Daniel se disent embarrassés pour rappeler des souvenirs de rencontres avec les membres de l'autre communauté. Quant à Guy Dugas, il publie *Algérie : un rêve de fraternité*^{564}, réunissant des textes écrits généralement pendant la période coloniale par des Européens (Roblès, Roy, Sénac), des Musulmans (Amrouche, Dib, Feraoun), ou les deux (Fikri et Randau), et qui tentaient de se placer au-delà du conflit entre les communautés. Ce livre a cependant provoqué une controverse au sein du quotidien *El Watan*. Après le compte rendu élogieux d'Adel Gastel (4 octobre 1997), Amar Belkhodja (9 octobre) critique les conséquences politiques qu'il tire de ce recueil, rappelant la violence constitutive de la colonisation, et que le mouvement national n'était pas hostile à l'intégration de la minorité européenne dans le futur État.

La troisième thématique du mythe andalou de l'Algérie coloniale, dans le contexte de ce qui est pensé comme une guerre contre la Culture, est le « raffinement intellectuel ». Dans *La Troisième fête d'Ismaël* de Naïla Imaksen, on peut lire : « Sarah se souvient quand elle était enfant, adolescente, de ces générations ayant connu la colonisation française, vouant un véritable culte à la culture, à la science^{565}. » Plus largement, la période coloniale apparaît, par contraste avec la situation présente, comme un paradis perdu. Chez Yasmina Khadra et Boualem Sansal, le dispositif de l'enquête policière permet de révéler la vérité de la dégradation des villes et du patrimoine algériens. Ce dévoilement se fait archéologie d'une dégradation. Chez Khadra, un village est décrit en ces termes :

Autrefois, c'était un joli village fréquenté par les colons prospères de la Mitidja. [...] Il ne reste rien sur cet ex-havre de kermesse, sinon des maisons teigneuses, une chaussée défoncée et le sentiment de compter pour des prunes... Les temps ont changé. Elle n'était pas tout à fait malheureuse, autrefois, la casbah... notre mémoire s'est "désensoleillée"^{566}.

On retrouve cette même comparaison entre le présent et le passé de villes chez Boualem Sansal : « Quarante ans est un temps honnête, ce nous semble, pour reconnaître que ces foutus colons ont plus chéri cette terre que nous qui sommes ses enfants^{567}. » Comme le rappelle Lucienne Martini, l'auteur avoue clairement en entretien que ce « livre exprime la nostalgie des pieds-noirs^{568}. » Cette affirmation, fortement subversive en contexte algérien où la lutte contre l'ancien occupant français reste au fondement de la légitimité de l'État, ne prend pas la même signification dans un contexte français : elle n'est pas pour rien dans le grand succès de ces deux auteurs en France. Des notations aussi nettement nostalgiques sont cependant assez rares ; et elles s'accompagnent presque toujours de la mention plus ou moins appuyée des violences de la colonisation.

La Gardienne des ombres : une mémoire andalouse

La Gardienne des ombres^{569} thématise clairement la nostalgie andalouse. Waciny Laredj, écrivain de langue arabe, a été contraint de passer au français lors de son exil en France. Si l'on retrouve la plupart des éléments du « mythe andalou » des années 1990, ils prennent pour cette raison une signification un peu différente.

Dans ce roman, Don Quichotte, surnom d'un descendant de Cervantès, journaliste espagnol, arrive à Alger pour visiter la grotte où son aïeul a été tenu prisonnier, et est aidé pour cela par H'sissen, fonctionnaire algérien au ministère de la Culture. Il découvre la ville gangrenée par la corruption, avant d'être brièvement emprisonné, et que H'sissen ne soit enlevé et torturé. Le personnage de l'étranger, un « Persan » particulièrement « illusionné » comme Don Quichotte, induit un dispositif narratif de dévoilement de la vérité par le narrateur H'ssisen, par-delà le « mensonge », l'« illusion », les « apparences » (p. 22-23). Une grande décharge dissimule un patrimoine culturel volé et objet de trafics, tandis que les lieux de patrimoine culturel (la grotte de Cervantès) servent d'entrepôt de détrit. Don Quichotte s'exclame ainsi : « Votre pays est menacé d'amnésie. Certains de ses repères culturels sont en train de céder la place au vide. C'est de la supercherie que de nommer ce lieu "décharge", ce n'est pas la

vérité » (p. 126). La plupart des dirigeants de la culture algérienne sont présentés comme des ignares, mais maniant parfaitement la langue de bois de l'apparence (p. 132). La « culture du néant » (p. 58) des islamistes, qui détruisent les statues dénudées du Jardin d'Essai d'Alger, n'est que la poursuite d'un mépris des élites pour la culture et le patrimoine.

L'impitoyable mentalité du vide et de l'étroitesse a tout emporté avec elle. Pourtant, Alger était autre chose, une grande ville, belle, grouillante, bigarrée, où se mêlaient Maures, juifs, renégats, chrétiens, savants provenant de diverses nations d'Europe. [...] C'est l'éducation qu'on leur donne qui rend les êtres amoureux de leurs villes ou pyromanes qui effacent tout. Notre monstre, nous l'avons créé et dorloté. Il nous est venu de notre ignorance, puis de notre oubli. (p. 142)

La disparition de la richesse identitaire et du raffinement intellectuel du pays, la destruction organisée de la ville et du pays, et plus largement l'anti-intellectualisme des islamistes, s'expliqueraient donc par l'absence de la transmission de l'histoire et plus largement par le mépris entretenu pour l'art, et ce pour des raisons politiques. Ainsi, une fortification française n'est pas classée comme monument historique parce que l'Émir Abdelkader y a subi une défaite : c'est par cette « folie destructrice » que les « mentalités régressent » (p. 145).

C'est pourquoi ce roman, thématissant la mémoire, la faisant revivre par des descriptions de l'Alger qui est et qui fut, se veut un engagement politique contre cette violence destructrice. À l'engagement d'attestation se mêle l'évocation. Dire l'histoire de l'Algérie dans sa diversité est dangereux : avant d'être arrêté et torturé, le narrateur prononce ces mots, qui sont les derniers du roman : « *Matchoufch mourak* [ne regarde pas derrière], c'est très dangereux. Fonce ! » (p. 159). Les langues se croisent dans ce texte, où se côtoient, dans le texte en français, l'arabe dialectal et l'espagnol non traduits (le lexique arabe est en fin de roman). La fiction apparaît comme une aide à la mémoire. La grand-mère de H'sissen, Hanna, aveugle, « toujours tournée vers son paradis perdu : l'Andalousie » (p. 19), est la « gardienne des ombres », la mémoire de ce qui a disparu. Elle décrit au présent la villa andalouse de son arrière-grand-père : elle « mélangeait ce qu'elle avait vécu avec ce que [son petit-fils H'sissen] lui avai[t] raconté ou lu concernant l'histoire d'Alger » (p. 37). Figure d'espoir, comme plusieurs autres figures féminines du roman, elle rend le passé, même fantasmé, présent pour le futur, attendant qu'en tournant la terre apporte aux ombres le retour du soleil : « J'attends toujours le retour de *w'lidi* Hamou, le porteur de soleil, qui me fera sortir de cette obscurité pour vivre de nouveau la

lumière » (p. 114). Le roman se fait donc travail sur cette mémoire et thématise également la question de sa transmission, et de la fragilité de celle-ci : « Alors Hanna s'est mise à chanter et je n'oublierai jamais sa voix modulant les vers en arabe. J'ai enregistré cette histoire et cette mélodie. Mais retrouverai-je un jour la précieuse cassette ? » (p. 114). Quant au narrateur H'sissen, narrateur principal dans le roman, il a eu le sexe et la langue coupés, et n'écrit ses persécutions que par prétéritons (p. 12-3), jouant ainsi sur les codes du témoignage.

Opposition entre un réel de la violence, du puritanisme, de l'inculture, et un passé rêvé de la paix, de la tolérance et du raffinement intellectuel, ce roman trace également les contours d'une Méditerranée unie dans les métissages culturels comme dans la violence qui rapproche l'intégrisme musulman algérien de l'Inquisition chrétienne espagnole : H'sissen descend d'un « bibliophile maure s'étant trouvé, un triste jour, obligé de quitter sa terre natale, son paradis andalou, sa Grenade blessée » (p. 15). La fiction, en comblant les failles de la mémoire, considérées comme les causes profondes de la crise, se fait engagement politique. On remarquera cependant la particularité du mythe andalou de Waciny Laredj : les relations algéro-espagnoles ne sont pas qu'un avatar des relations algéro-françaises. Les pérégrinations dans Alger ne tracent en effet que les contours d'une ville turque et de celle de la « communauté espagnole ». Waciny Laredj, écrivain de langue arabe en exil à Paris et contraint de publier en français, semble ainsi résister à la tentation de la nostalgie coloniale qui point chez ses compatriotes francophones.

Moins directement aux prises avec l'actualité de la guerre civile algérienne, parce que moins inscrit dans le discours social du moment, ou parce que déporté dans le passé, cette évocation n'en reste pas moins un engagement politique majeur, assurant davantage l'autonomie de la littérature, tout en contribuant de manière spécifique à l'élaboration idéologique de la période, en particulier d'un point de vue identitaire.

L'Interrogation : Témoins du doute

Le troisième acte d'engagement est celui de l'*interrogation*. Tout en étant fondamentalement politique, cet engagement cherche à assurer l'autonomie de la littérature. Il n'est pas question ici d'« écrivain » qui, à l'inverse de

l'« écrivain », ferait de la forme son engagement majeur, même si, comme on le verra, Mohammed Dib est inspiré par la pensée de Barthes. Il est vrai que cette attitude s'oppose comme par définition à l'ethos du témoin. Le questionnement politique est présent, mais placé, d'une manière ou d'une autre, sous le signe de l'ambiguïté. L'autorité politique des écrivains usant d'un engagement d'interrogation tient donc à leur seule reconnaissance littéraire. Tandis que Mohammed Dib a pu se permettre un tel engagement pendant la guerre civile parce qu'il était le doyen de la littérature algérienne, on peut dire que Salim Bachi, parmi les plus jeunes, a pu le faire parce qu'il publiait à la fin de la guerre civile et chez Gallimard.

Mohammed Dib : l'engagement d'un moderne

Depuis la mort en 1989 de Mouloud Mammeri et Kateb Yacine, Mohammed Dib est le doyen de la littérature algérienne, « valeur littéraire indiscutable », voire « gourou », comme l'écrit Tahar Djaout^{570}. « Portedrapeau » de la littérature algérienne de langue française pour certains, il constitue plus largement un lieu de conciliation de l'ensemble du champ littéraire national : parmi les nombreux colloques qui s'organisent au début des années 1990 sur son œuvre, celui proposé par l'association culturelle El-Djahidhia, présidée par l'écrivain arabophone Tahar Ouettar, se tient en 1990 dans les deux langues.

Ce statut éminent explique que beaucoup attendent de lui une prise de position politique pendant la guerre civile, comme intellectuel prophétique. Or il se fait d'abord discret. Les textes qu'il publie dans la première moitié de la décennie sont parfaitement détachés de l'actualité algérienne, dans la poursuite de son écriture des années 1980. Quittant le petit éditeur Sindbad pour le grand Albin Michel en 1994, il publie cependant en 1995 un recueil de nouvelles, *La Nuit sauvage*^{571}, qui invoque dans sa postface un engagement politique d'actualité ; puis un roman, *Si Diable veut*^{572}, qui a souvent été lu comme une allégorie de la guerre civile. Il s'agira de comprendre comment Mohammed Dib a pu résoudre pour son compte la contradiction qu'il perçoit entre l'engagement politique et l'inscription dans la « modernité littéraire » et « l'universel » ; en somme, conserver l'autonomie de la littérature tout en s'engageant toujours davantage.

L'engagement discret de Mohammed Dib

Mohammed Dib tire originellement sa notoriété à la fois de son écriture et de son engagement intellectuel. Ses romans des années 1950 ont été reconnus, tant par lui-même que par la critique, comme une littérature engagée : il était alors nationaliste et membre du Parti communiste algérien. L'idée développée dans *Le Figaro littéraire* en 1964^{573}, et souvent reprise par la critique, selon laquelle son engagement par la littérature aurait été une parenthèse liée aux événements de la guerre, peut être contredite par d'autres entretiens^{574}. Accordé à un hebdomadaire connu à cette époque pour son rejet de l'« engagement », cet entretien doit être replacé dans le contexte de l'illégitimité croissante de la littérature engagée dans le champ littéraire français, en particulier un an après la publication de *Pour un Nouveau Roman* d'Alain Robbe-Grillet^{575}, qui qualifiait cette notion de « périmée » ; et alors que les représentants de ce mouvement avaient montré leur capacité à concilier le principe de l'art pour l'art avec un engagement citoyen, en signant le « Manifeste des 121 » en 1961. Au contraire, la question de l'engagement est restée une constante chez Dib. Mais elle s'articule en permanence à un souci d'« universalité ». Dans les années 1950 il disait : « Nous nous retournons vers le monde pour témoigner de cette particularité, mais aussi pour marquer combien cette particularité s'inscrit dans l'universel^{576}. » Dans les années 1990, il disait vouloir que son texte soit « signé, c'est-à-dire qu'il ait une expression, un mot, une tournure qui fasse référence à l'Algérie. [...] Mais ce que je ne tiens pas toujours à faire, c'est de faire “algérien” en faisant intervenir le décor, les personnages... de faire exotique^{577} ». À la différence de Sartre qui a développé une philosophie de l'engagement détachée de tout ancrage national, sa représentation de la responsabilité est avant tout ancrée dans son lien à la nation. Il se sent responsable de son pays dans les deux sens du terme : il adopte souvent dans ses entretiens (en particulier les plus anciens) la posture de l'intellectuel guide de son peuple ; mais également, lors de la guerre civile, il dit porter sur ses épaules la responsabilité des fautes de son pays, quoiqu'il l'ait quitté en 1959 :

Quand un meurtre est commis là-bas par un autre Algérien, que je le veuille ou non, je partage la responsabilité de ce meurtre. Inconsciemment ou non, les assassins nous font endosser cette responsabilité, et cela nous rend malheureux et honteux d'être Algérien^{578}.

Pourtant Rachid Boudjedra reproche à Mohammed Dib de ne pas s'être suffisamment engagé^{579}. Au moment de rendre compte de *La Nuit*

sauvage, Mohamed El Yamani écrit : « Il y a des moments où le silence d'un écrivain peut être considéré comme une démission, si ce n'est une lâcheté^{580}. » Si Dib est alors enfin libre de ce reproche, on voit qu'il y échappe de peu. Il publicise progressivement ses positions anti-islamistes radicales, et ira jusqu'à soutenir l'armée en 2001 lors de la sortie du livre de Habib Souaïdia *La Sale Guerre*^{581}. Le sens qu'il donne à la responsabilité est alors encore plus national : « Notre responsabilité en tant qu'intellectuel est grande et décisive. Il s'agit pour nous d'œuvrer à préserver les intérêts d'un pays, et la pérennité de l'État algérien.^{582} » Son parcours politique est tout à fait singulier dans la période : les manuscrits de *La Nuit sauvage* montrent une position politique bien moins tranchée à l'égard des islamistes et de l'État algérien. Entre *La Nuit sauvage* (1995) et *Si Diable veut* (1998), son positionnement politique se clarifie, et son engagement se fait plus net, impliquant deux manières différentes d'articuler engagement politique et littérature.

La Nuit sauvage : un recueil engagé ?

La postface de *La Nuit sauvage* a été très souvent citée :

À quelle interrogation plus grave que celle de sa responsabilité, un écrivain pourrait-il être confronté ? [...] L'Occident aujourd'hui paraît s'être libéré de cette préoccupation, avoir disjoint les deux choses : écriture (romanesques) et responsabilité (morale) [...] Qu'il y ait risque à écrire restitue ses lettres de noblesse à la littérature (p. 247-8).

C'est cette question de la « responsabilité » qui est la plus évoquée par la critique journalistique, rapportée aux violences de l'Algérie contemporaine. Pourtant la postface n'évoque pas explicitement l'Algérie. Dib cherche à porter son propos au niveau de l'universel, et d'ouvrir au-delà de l'actualité. Si l'on veut donc prendre au sérieux le « risque » évoqué, qui suppose que l'on puisse nettement distinguer une position politique qui le constitue comme ennemi pour certains, on ne doit pas se tourner vers la postface, mais chercher la manière dont Mohammed Dib prend position dans le conflit algérien au travers de son recueil.

Sur treize nouvelles, six se situent explicitement en Algérie, et deux seulement placent leur action entièrement dans l'Algérie contemporaine : « La Déviation » et « La Partie de dés » : elles encadrent certes l'ensemble (« L'œil du chasseur » ayant un statut particulier). Dans « La Déviation », l'attente d'un assassinat terroriste à la suite d'un « faux barrage » est déçue, et on assiste plutôt à la confrontation entre deux violences, celle,

symbolique, du riche parvenu, et celle, réelle et archaïque, des fellahs^{583}. Seule « La Partie de dés » présente une figure de « terroriste ».

En réalité celui-ci ne correspond pas au *topos* du personnage effrayant et saisi de l'extérieur (voire laissé dans l'ombre) qui permet une condamnation politique univoque. Il s'agit d'un adolescent, figure importante dans le recueil, car c'est un être intermédiaire, pas encore entièrement échappé de la pureté de l'enfance, mais basculant déjà dans le monstrueux. Il invite à pointer la culpabilité de la société : « C'est à la vie de reconnaître ses torts, non à nous » (p. 235), dit le jeune Azzedine au vieil homme qu'il devait assassiner. On trouve dans les manuscrits de cette nouvelle des notes politiques très virulentes à l'égard de la « junte », un « pouvoir indigne pris en haine par l'ensemble du peuple algérien qui a fait se lever contre lui des justiciers, mais des justiciers aveugles »^{584}, le FIS : ces notes sont d'autant plus surprenantes que l'on connaît l'engagement ultérieur de Dib en faveur de l'armée algérienne. Le jeune Azzedine développait quant à lui un discours très construit dénonçant la génération du vieil homme pour avoir « pactisé avec des tyranneaux corrompus ». Cependant le texte final le réduit à des « rôles », et à l'articulation difficile d'un simple « vous avez trahi la confiance que... que nous avons placée en vous ! »^{585} (p. 236). La génétique du texte montre donc un processus de dépolitisation et d'universalisation de la nouvelle. Si le rejet du terrorisme, réduit à la critique des commanditaires, est sans appel, la nouvelle n'en reste pas moins ambiguë non seulement d'un point de vue politique, mais moral, puisque la libération de l'islamiste est jouée aux dés. La fin ne laisse pas d'être ambiguë également : l'homme qui a fait preuve de mansuétude en laissant partir le garçon est-il revenu sur sa décision pour le tuer dans la rue ?

On peine donc à trouver dans le recueil final une prise de position suffisamment claire pour donner un sens au « risque » évoqué dans la postface. Au contraire, l'ambiguïté de ces deux nouvelles se retrouve à de multiples niveaux dans celui-ci. N'est-ce pas politiquement ambigu de republier, en plein renouveau des attentats contre les civils, la nouvelle de « La Nuit sauvage », parue une première fois en 1963, et dans laquelle les poseurs de bombe sont présentés sous les traits positifs d'un jeune couple (quoique incestueux), certes légitimés par leur combat anticolonialiste ? La question de savoir où se situent la « responsabilité » de l'écrivain et son « risque » reste donc en suspens. Il convient dès lors de revenir à la postface du recueil.

La postface est un « seuil^{586} », lieu selon Gérard Genette où s'exprime d'ordinaire l'intention de l'auteur. Chez Dib, l'usage de la postface correspond à une conception de la lecture constante depuis les années 1960 qui, à l'inverse de la préface, entend limiter le « conditionnement^{587} » du lecteur : celui-ci doit pouvoir lire le texte sans le discours explicatif de l'auteur : « Attendre d'un écrivain d'être éclairé et guide dans sa propre œuvre c'est, en toute objectivité, commettre deux erreurs^{588} ». C'est précisément cette tension entre la liberté du lecteur et le souci d'engagement politique qui est au cœur de cette postface.

Elle est structurée en trois moments. Dans un premier temps Dib donne une clé d'interprétation de l'unité de son recueil (« Comment, hommes parmi les hommes avons-nous pu tremper dans tous les crimes de notre temps pour produire un temps des plus riches en crimes ? », p. 245). Mais, de manière contradictoire avec cette interprétation affirmative, il indique que « l'écrivain n'enseigne pas, il désenseigne. Il n'apporte pas de réponses, il apporte des questions » (p. 246). Le deuxième temps de la préface, qui paraît sans lien avec le premier, pose justement la question de la « continuité du récit » (p. 246). Il met en doute par là l'intention surplombante d'auteur, plaçant écrivain et lecteur sur le même plan pour la signification de l'œuvre (ce sont des « rêveurs », p. 247) : Dib se trouve en phase avec la pensée de la « mort de l'auteur^{589} » exprimée par Barthes. Comment dès lors comprendre le troisième temps, consacré à la « responsabilité » de l'écrivain, qui suppose un libre arbitre, si l'auteur ne sait pas bien lui-même le sens de son œuvre ? Voici comment on peut comprendre ce paradoxe : quelles que soient les interprétations que les lecteurs (ou le « destin », p. 246) feront de son recueil, il en assumera la responsabilité. Par là, il parvient à conjoindre responsabilité de l'auteur, et modernité littéraire, pourtant fondée sur un soupçon concernant l'intention de l'auteur.

Cette acceptation du rôle du lecteur se retrouve sous d'autres formes dans le recueil. C'est le sens que l'on peut donner au don qu'il faut savoir accepter (notamment dans « Vivre aujourd'hui ») ; ou encore dans « La Partie de dés », qui n'est pas pour rien la dernière nouvelle. À travers cette partie de dés, qui peut sembler, on l'a vu, amoral, la nouvelle présente une initiation à l'*amor fati*, lié à la question de l'engagement : « Cette fois, tu miseras ta personne en connaissance de cause » (p. 232) dit l'homme au garçon. Ce dernier se doit désormais d'assumer les risques du hasard, et ne peut plus se

réfugier dans l'irresponsabilité du crime commandité, pour lequel il croit en outre qu'il n'y a pas de « risque ». On voit là encore que cette dernière nouvelle, en faisant du jeune islamiste une image de l'écrivain qui apprend à assumer la responsabilité de son texte, ne permet pas de lecture univoque.

Si engagement il y a dans ce recueil, il se situe dans la postface, tant les nouvelles interdisent toute lecture politique, a fortiori univoque. Mais cet engagement n'existe vraiment que par la collaboration active du lecteur. En dirigeant celui-ci dans la voie d'une interprétation morale de son livre (« les crimes des hommes », p. 245), Dib sait que certains commentateurs l'emprunteront pour en dégager une portée politique sur la situation algérienne^{590} : il ouvre une perspective sans le dire, donc sans en fermer aucune pour l'avenir. Là où certains ont pu voir dans la « mort » de l'intention de l'auteur une démission morale, Dib affirme qu'il assumera la responsabilité de toutes les interprétations qui seront faites de son texte. Attitude humble qui consiste à accepter l'Étranger que constitue le lecteur et son « don », mais également les décrets du hasard se muant en destin, que Mohammed Dib met en scène dans plusieurs de ses nouvelles comme autant d'interrogations sur le rôle de l'écrivain. Au croisement de ces deux exigences, « écriture (romanesque) et responsabilité (morale) », Mohammed Dib formule une proposition originale, grâce à l'hétérogénéité constitutive du recueil de nouvelles.

Si Diable Veut : Interroger l'horreur

Parce que l'inhumain est un défi qui ne connaît pas de réponse ? (p. 132)

Si Diable veut, paru en 1998 chez Albin Michel, développe un autre engagement d'interrogation : tout en étant plus net d'un point de vue idéologique, ce roman présente le Mal comme expérience de poésie.

La clarification idéologique tient au genre plus unifié du roman par rapport au recueil de nouvelles, mais aussi au renforcement de l'engagement politique de Dib contre les islamistes. Ce roman a souvent été lu comme une allégorie des violences de l'Algérie contemporaine, rappelant *La Peste* de Camus. Le combat que mène l'ancien combattant de la guerre d'Indépendance Hadj Merzoug contre des hordes de chiens, aux yeux soulignés de khôl (p. 37), et attachés à des émirs (p. 161), attaquant le

village, est une référence claire à la lutte des « Patriotes » (anciens militants nationalistes reprenant les armes) contre les islamistes dans l'Algérie de la deuxième moitié de la décennie, et ce de manière très nette d'un point de vue axiologique. Pourtant ce roman tranche fortement avec la littérature algérienne contemporaine, par sa très faible référentialité, et son basculement du réalisme vers le merveilleux^{591}. Seule la quatrième de couverture fait explicitement référence à l'Algérie, qui n'apparaît dans le texte que par quelques « signatures » algériennes (référence à la guerre d'Indépendance et aux Pataugas de l'époque, p. 209), tandis que les termes arabes ou kabyles ne sont pas glosés, et même rarement soulignés. Dib indiquait en effet dans ses manuscrits, en note marginale au crayon à papier : « Éviter de mettre en italique les mots locaux^{592}. » Le lecteur est ainsi confronté à l'altérité, tout en rencontrant un universel. Cette tension apparaît de manière discrètement humoristique dans les dialogues, lorsque le personnage Hadj Merzoug multiplie les termes français fortement désuets (« Calembredaines ! », p. 26).

Par là, Dib, exilé en France depuis 1959, n'assume pas la fonction de « témoin », et pourrait faire siennes les pensées du jeune Ymran : « Parler à partir d'un lieu où on est supposé être où on voudrait penser qu'on est tout en sachant qu'on n'y est pas vraiment, n'y ayant accédé que par pure nostalgie » (p. 66). De fait, la bascule dans le merveilleux est liée à l'événement d'un double retour : celui d'Ymran, né dans les banlieues de l'« étranger », qui vient retrouver les traces de sa mère récemment décédée ; et du chien envoyé comme bouc émissaire par les villageois pour faire cesser l'hiver. « Ymran venait d'arriver et l'animal a émergé comme des profondeurs de la terre » (p. 36). Le premier, comme « ressuscité d'entre les morts » (p. 34), et le second, « revenant » (p. 35) suscitent, au sein du village enfermé dans ses traditions immémoriales, des questions sans réponses. Ymran s'interroge sur ce monde qu'il découvre comme au travers d'un rêve, une « étrangeté immédiate » qui rappelle l'« inquiétante étrangeté » de Freud :

Le règne de la confusion. Et il en sera ainsi jusqu'à nouvel ordre. Par exemple, que penser du concert de hurlements infligé par des chiens, la veille, aux habitants de Tadarat ? Comment expliquer qu'en pleine nuit, concentrée autour du village, une armée de ces bêtes les ait assiégés, réveillant dans leur cœur à tous de vieilles, d'archaïques appréhensions ? (p. 70)

Plutôt que de pointer l'inversion de l'ordre, comme chez Mimouni ou Djaout, Dib montre la « confusion ». Plutôt que de dramatiser l'avancée des chiens, comme chez Khadra ou Benmalek, Dib les fait surgir au détour d'une phrase, approfondissant progressivement dans le texte le sentiment d'angoisse de l'indéfini : « Où l'ont-ils déniché ? Il se le demande pour s'interdire de penser à ce qu'il guette : cela, obscur, dont on n'a aucune idée tant que ce n'est pas arrivé » (p. 73). Plutôt que d'expliquer les causes des violences, les questions restent ici sans réponse. Cela est rendu plusieurs fois dans le texte par la juxtaposition des opérateurs de question et de réponse : « Parce que pourquoi il ne sait. » (p. 75, p. 117)

Et de fait les responsabilités profondes restent sans réponse. La mort de la jeune Safia, promise à Ymran, décapitée par les chiens, a-t-elle été provoquée par le refus d'Ymran de se plier aux traditions du village (pp. 119, 176, 224), l'irruption de la modernité ressuscitant l'archaïsme ? Ou justement par l'archaïsme des mises à mort pratiquées par les villageois, comme lors du rituel de l'égorgement du mouton décrit avec précision (pp. 200-1) ? Le Mal a-t-il une cause externe, ou interne à la société ?

Par ailleurs, à l'inverse d'un engagement d'attestation, le Mal n'est pas seulement combattu : Ymran s'y trouve confronté dans une double initiation : il s'agit de fait d'un roman d'initiation. Après l'échec de celle où, dans le tombeau du saint du village, il devait égorger deux tourterelles, il s'enfuit dans la forêt :

Une forêt. Un crépuscule en plein jour. Un soir à demeure. Moins un aimable ensemble d'arbres qu'une créature hirsute, pétrie d'opacités, le poil crépitant d'étincelles. Qui retient son souffle mais vous suit à la trace et va jusqu'à vous précéder en éclairceuse. (p. 161)

Dans ce domaine du loup par excellence, qui en prend ici l'apparence par métonymie, Ymran s'ensauvage (p. 174) : « Ne sent-il pas lui-même son âme archaïque se réveiller dans cette forêt ? » (p. 162). Or cette sauvagerie n'est pas négative, mais expérience de la poésie. Ymran à qui son professeur de lettres avait enseigné, de manière toute symboliste que « la réalité excède les limites du monde des apparences au-delà de tout ce qu'on peut imaginer » (p. 50), dialogue ici avec la « Splendeur ». L'exilé en quête d'identité est enfin initié : « Il sait qu'il rebrousse chemin, rentrera au village. Sa soif de fuite n'a été qu'un délire dont cette eau vient de le délivrer » (p. 171). La fin du roman, après la mort de Safia, est ainsi pleine d'espoir : « Safia reviendra » (p. 228), et Ymran reparti à l'étranger ose

« emboîter le pas » à la jeune violoncelliste dont il était tombé amoureux (p. 230).

Il est remarquable ici que Dib poursuit une réflexion sur la « sauvagerie » qu'il avait entamée bien avant la guerre civile. De *Cours sur la rive sauvage*^{593} à *La Nuit sauvage*, la sauvagerie n'est pas présentée comme nécessairement négative. Avec le cycle nordique des années 1980, la sauvagerie du loup, donne au terme un sens étymologique d'animalité, d'infra-humain qui confine au supra-humain : car la sauvagerie, par-delà le bien et le mal, est aussi le lieu de la quête du sens, de l'au-delà de la parole, par-delà le silence^{594}. À la différence d'autres écrivains de la période, la guerre civile n'interrompt pas la réflexion de Dib sur les pouvoirs propres de la littérature, irréductibles au discours politique. Tout en assumant une axiologie extrêmement claire sur la guerre civile en cours, Mohammed Dib engage le lecteur dans un univers merveilleux, l'univers inquiétant de la littérature qui interroge les limites du réel.

Tout en affirmant toujours plus clairement ses positions politiques au sein de ses textes, Dib parvient à maintenir l'autonomie de la littérature par rapport aux contraintes politiques de l'actualité : il use d'un engagement d'interrogation impliquant le lecteur, le confrontant à l'absence de position politique claire grâce au modèle composite du recueil de nouvelles, ou, dans son roman, à l'obscurité inquiétante du Mal et de la poésie. Si son statut de doyen de la littérature algérienne l'a contraint à s'exprimer publiquement sur la guerre civile, il lui a certainement permis aussi de s'abstraire des contraintes de l'actualité pour poursuivre l'exploration de son propre univers.

Salim Bachi : les doutes de la fin de guerre

La fin de la guerre civile est certes plus propice à une réflexion sur les limites de l'engagement par la littérature. Alors que chez Mohammed Dib engagement et littérature restent compatibles, et que chez les autres écrivains les plus en vue du début des années 2000 l'engagement n'est pas renié, Salim Bachi jette le doute sur la valeur de l'engagement : moment final de l'engagement d'interrogation^{595}.

Rejet de la littérature de témoignage ?

Quelques années après la publication de son premier roman, Salim Bachi prend ses distances avec la posture du « témoin » :

Je ne suis pas un écrivain-témoin au sens traditionnel du terme. Je pense avoir décrit l'esprit plus que la lettre d'une époque. [...] Je pense seulement que la littérature de témoignage en tant que telle est une littérature de l'instant. Elle appartient plus au document qu'au fait littéraire^{596}.

Le souci de ne pas être témoin peut s'expliquer de deux manières : par les caractéristiques sociales de Salim Bachi, et par la période de la publication. Il n'a pas vécu au cœur de la tourmente, puisqu'il vivait à Annaba puis à Paris ; de plus, jeune (il est né en 1971) et peu militant, il n'a pas été une cible potentielle. Contrairement à beaucoup d'écrivains algérois ayant publié dans les années 1990 en France, il n'est pas en reconversion professionnelle du fait de son exil politique. Au contraire son émigration à Paris est liée à une question de mode de vie (issu de la petite bourgeoisie, il est très minoritaire à Annaba, car formé essentiellement en français, et fréquentant les rares milieux de gauche), et de vocation littéraire, en tant qu'étudiant en lettres françaises. Il commence à publier au moment où la fin de la guerre et l'exil à Paris lui font voir les limites de l'anti-islamisme radical : révélations des éditions La Découverte et, après le 11 septembre 2001, « guerre contre le terrorisme » par les États-Unis. Enfin, Salim Bachi publie au moment où est en train de s'achever le processus d'homogénéisation et de stigmatisation de ce que l'on appelle désormais la « littérature de témoignage » ou « de l'urgence ».

Il systématise la plupart des recherches effectuées autour du modèle du témoignage. Salim Bachi conserve certes une partie de l'éthique du témoin : « Dans mon livre, je parle de l'année 1996, parce que je vivais encore là-bas, mais je me sentrais coupable de parler de l'Algérie actuelle dans ma situation^{597}. » D'un point de vue esthétique, il ne dédaigne pas un ancrage « réaliste* » : *Le Chien d'Ulysse* « rend compte* » d'une certaine réalité algérienne vécue par l'auteur, comme le rôle du haschich, la frustration sexuelle... Cependant le roman se détache de la plupart des conventions narratives du roman réaliste. La linéarité est rompue. En pleine intertextualité avec *Ulysse* de Joyce, ce roman s'inscrit dans la tradition du modernisme qui, en Algérie, passe par Kateb ou Boudjedra (qui poursuit ce type d'esthétique dans les années 1990 avec *Timimoun* ou *La Vie à l'endroit*) : il s'agit de vingt-quatre heures dans la vie de l'étudiant Hocine : les analepses et autres ruptures de narrations nécessitent une lecture attentive. Le *topos* du labyrinthe est disséminé dans l'ensemble du texte : la ville de Cyrtha est un « dédale redoutable » (p. 84), qui contamine jusqu'à l'esprit des personnages, transformant la quête odysseenne en errance

joycienne : « Ithaque [...] Il cherchait son chemin à travers les méandres de son esprit. Comme moi. Et la ville, enchevêtrée, ressemblait à son esprit » (p. 238). Thématissant (comme *La Gardienne des ombres* de Waciny Laredj) la question baroque des limites entre réel et imaginaire dès les premiers chapitres (« Rien n'y fait, nous nous éveillons toujours en plein rêve, incapables de remonter à la surface des flots [...] », p. 18-9), la narration établit des glissements entre les deux ordres, favorisant un style très dense et imagé. Ces phénomènes s'amplifient au fur et à mesure du récit et de la consommation de haschich par les personnages (dans *Sable rouge* de Abdelkader Djemaï, l'angoisse provoquait ce même type de trouble), et contaminent de manière vertigineuse la distinction entre le réel et l'écrit en train de se faire. Le narrateur Hocine se présente dans les toutes dernières pages comme un personnage inventé par Mourad :

Telle une maladie, la confusion régnait et se propageait dans le monde. [...] Et personne ne témoignerait de ce qui avait été [...] Le chaos bousculait les lignes de mon journal. J'avais tout inventé. Menti, du premier au dernier mot. [...] Ou alors Mourad, encore lui, m'inventait à mesure que les phrases succédaient aux phrases, page après page. (p. 255)

C'est par là l'éthique de vérité du témoignage qui est fragilisée (comme dans *Peurs et Mensonges* de Aïssa Khelladi). Jouant sur la convention diariste, la narration se présente sous l'angle de la focalisation interne ; mais Hocine apparaît moins comme le personnage principal que comme le « réceptacle^{598} » des récits des autres personnages, qui influent sur lui. La technique du récit-enchâssé permet là encore de mettre à distance la figure du narrateur-témoin, l'unité de narration permise par l'autobiographie :

Je n'ai pas fait de livre où j'ai été une victime, ou... ou le contraire. J'ai voulu montrer à ce moment-là des jeunes algériens pris dans le conflit, c'est tout. Mais ce n'est pas forcément moi. C'est ça aussi le travail de la fiction, c'est que le « je » dans *Le Chien d'Ulysse* n'est pas forcément Salim Bachi, il y a une marge. Alors que la littérature de témoignage c'est : « Moi j'étais là et j'ai subi ça et j'ai fait ça »*.

Le roman fragilise également l'éthique de lutte héroïque. L'héroïsme, bien présent dans le texte, est renvoyé aux temps anciens (comme dans *L'Honneur de la tribu*), qu'il s'agisse des guerres victorieuses des armées turques d'Alger (p. 152 sqq), ou de Seyf, qui s'est engagé dans la police : « Se pouvait-il que la légende s'emparât de lui à son tour et l'éloignât de ses semblables au point de le figer dans le marbre » (p. 201). Lâche et velléitaire dans son errance, Hocine est un intellectuel anti-héros qui

ressemble à ceux des années 1990. La tension entre lâcheté et héroïsme s'exprime sur le mode héroïcomique. Ainsi de la scène où Hocine cherche à visionner discrètement un film pornographique : « J'emploie des ruses d'Indien sur le sentier de la guerre pour procéder sans bruit et ne pas réveiller mon frère ». Et lorsqu'il se prend les pieds dans les armes de son père, et se fait surprendre par sa famille : « [...] toute la maisonnée monta en ligne ; je me vautrais lamentablement entre un fusil-mitrailleur, un automatique, une cartouchière et une érection monumentale » (p. 16). L'histoire de Hocine, sans quête, errant dans Cyrtha, est un échec complet : contrairement à Ulysse il n'est pas reconnu par les siens (en dehors de son chien), se fait tirer dessus par eux (et non par des terroristes ou des militaires), et perd jusqu'à son identité (« Moi » est son dernier mot, p. 258). Mais le roman se détache du modèle de l'anti-héroïsme héroïque, puisque Hocine ne vit pas dans l'angoisse de la mort.

Cette discussion avec le modèle éthique et esthétique du témoignage de l'époque, va de pair avec une prise de distance par rapport au rôle politique de la littérature.

L'engagement impossible

Le roman déploie un engagement d'évocation concernant l'histoire de l'Algérie : le récit de l'épopée de la victoire turque sur la Grande Armada perd de son évidence identitaire, du fait des « équipages bariolés, simiesques, qui s'interpellaient en usant de parlures à l'image de leurs vêtements, le sarde se mêlait à l'arabe, le corse au turc, l'espagnol au berbère – langue dont le métissage contredisait la croisade, la brutalité des nations » (p. 153). Mais concernant les enjeux politiques de la guerre civile, le roman thématise la disparition ou plutôt la confusion des valeurs au fondement de l'engagement, et met en doute le pouvoir politique même de la littérature.

Au fur et à mesure que l'esprit de Hocine est brouillé par le haschich, au fur et à mesure que les discours antagoniques de la guerre civile lui parviennent, la clarté axiologique s'estompe. La nette distinction entre le Bien et le Mal est renvoyée aux temps épiques évoqués plus haut, mais également, tout au long du récit, à l'égard des islamistes, qui peuvent les « étripier » (p. 202). Cet anti-islamisme ne fait pas l'objet de développements didactiques comme cela pouvait être le cas dans la littérature explicative des années précédentes. Une discussion sur le

« machiavélisme » des islamistes perd le sérieux censé la caractériser du fait des incises sur les pensées érotiques de Mourad pour Amel sous l'effet du haschich (« Mourad en bavait tant que ça en devenait gênant », p. 70).

La position anti-islamiste radicale, incarnée par le commandant Smard, Seyf le « bourreau de Cyrtha », ou encore Poisson et Hchicha qui envisagent leur collaboration par pure vénalité, est connotée négativement ; à l'inverse de la position dialoguiste qui est celle des « intellectuels » que sont le professeur Ali Khan, le journaliste Hamid Kaïm, et Mourad qui assène à Smard : « La guerre est un miroir déformant, rétorqua Mourad. Nous ressemblons à ce que nous combattons » (p. 115). Pour autant cette opposition est remise en cause par le personnage de Seyf, que Hocine va voir sur son lit d'hôpital. À travers son histoire, qui montre la « mécanique » tragique de la descente aux Enfers d'un homme comme un autre, étudiant de surcroît, l'évidence de la culpabilité et de la frontière entre le Bien et le Mal sont mises à mal. Seyf accuse même leur bonne conscience d'intellectuels « planqués » : « Qu'est-ce qui nous différencie, Rachid Hchicha ? Je suis allé au fond du problème. J'ai pris l'arme que vous me tendiez, c'est tout » (p. 187). Hocine avoue dans une auto-dérision : « J'étais un homme de bien. Je me vautrais dans mon contentement » (p. 235). Bien plus, au fur et à mesure des discussions et des errances de Hocine, l'innocence se mue en culpabilité : « Tous coupables, les hadjs, le flic, Hchicha, Poisson, et Kaïm, qui s'abandonnait à ses chimères, les caressait, et délaissait la mère d'Amel » (p. 250). Hocine lui-même s'accuse, qui par « orgueil » (p. 235) est prêt à plonger dans le piège de Smard, et qui de toute façon se laisse aller à l'« innocence coupable » de danser avec Narimène. On le voit, la clarté axiologique initiale, le manichéisme, se dissout progressivement dans l'usage de l'oxymore.

Le Chien d'Ulysse présente dès lors un regard sceptique sur les pouvoirs de la littérature, sur sa puissance intrinsèque et sa capacité à faire survivre les hommes à la désagrégation de la guerre. Deux points de vue sont présentés. Mourad fait preuve d'un grand optimisme à l'égard de l'écriture, puisqu'elle est capable d'ordonner le chaos de ses cauchemars (p. 114). Mais il est contrebalancé par le pessimisme de Hamid Kaïm, dont l'œuvre est détruite par les « visages de bœuf » : « Je regardais les fragments de mon œuvre, Cyrtha en ruine. Ils l'avaient anéantie. [...] Les murs bâtis pierre à pierre, mot à mot, tout cela volait maintenant en éclats » (p. 125). Il renonce alors à la lutte : « Plus jamais je ne reprëndrais la plume. Plus jamais je

n'agencerais les mots pour qu'ils creusent le sillon où germe la vie » (p. 132). La position de Hocine se trouve entre eux deux : « Une ou deux feuilles de mon journal m'échappèrent. Je les ramassai en hâte. Qu'il reste quelque chose de cette journée ! Qu'elle ne se délite pas comme les ombres du soir ! » (p. 239). Mais on ne peut que constater ici encore la fragilité de la littérature, prête à se déliter au moindre coup de vent. C'est toute la capacité de la littérature à témoigner pour l'avenir qui est mise en doute. Le roman ne choisit pas entre optimisme et pessimisme quant aux pouvoirs de la littérature ; mais, inquiet, les interroge.

L'auteur ne ferme pas le sens politique et métatextuel de son roman, notamment grâce au dispositif du « réceptacle », qui permet la mise à égalité de plusieurs discours contradictoires et irréductibles à une pensée d'auteur parfaitement unifiée, que Bakhtine nomme le dialogisme. Salim Bachi apparaît très loin du modèle du témoignage. Il n'innove pas en tant que tel, puisque la plupart des écrivains l'ayant précédé avaient retravaillé l'éthique de vérité, l'éthique de lutte, ou l'esthétique de transparence qui le caractérise : la nouveauté tient au caractère systématique de ce travail. Il s'explique par l'expérience politique et littéraire de Bachi, la légitimité littéraire de son éditeur, et la période de publication tardive, autorisant une mélancolie ironique, fortement intertextuelle, postmoderne, à l'égard d'un univers d'assurances disparu, quand la littérature de la guerre, engagée dans sa propre survie, voulait croire encore en certaines valeurs, en un progrès possible de l'humanité hors de la violence.

Mohammed Dib et de Salim Bachi s'inscrivent pleinement dans les problématiques politiques de la période. Mais loin d'attester, ils inquiètent, interrogent, maintenant par là l'autonomie de la littérature par rapport à ces mêmes enjeux politiques. Si Dib parvient à se détacher de la contrainte de l'attestation politique grâce à son statut de doyen de la littérature algérienne, Bachi y parvient grâce à sa jeunesse, son éditeur, et la date de parution de son roman. Ils sont exemplaires de cette « littérature inquiète » dont parlent Dominique Viart et Bruno Vercier^{599}, qui interroge à nouveaux frais les grands invariants de la littérature, en l'occurrence son rapport à la société, sans remettre en cause le « soupçon » dont elle avait été frappée.

Inscrit dans l'histoire du champ littéraire algérien en tant qu'engagement politique, et manière spécifique de développer un contre-discours (écriture autochtone, intime, esthétique) dans un contexte transnational de

productions intellectuelles sur l'Algérie, l'ethos de témoin est central dans la période. Fortement valorisé dans un premier temps dans le champ littéraire algérien, l'acte de témoignage a rapidement essuyé des critiques, avant que l'étiquette de « littérature de témoignage » ne vienne, à la fin de la période, homogénéiser et stigmatiser une littérature engagée conjoncturelle, et produite pour les besoins économiques de l'édition française, comme on le développera dans le prochain chapitre. On a montré à l'inverse la diversité des approches littéraires dans leur lien à l'engagement politique. Mis à distance dès cette époque par l'engagement d'interrogation, l'engagement par le témoignage se décline en au moins deux attitudes différentes, l'attestation et l'évocation. La première est inscrite dans le discours social d'actualité sur la guerre civile, attestant ou contestant ses représentations ou ses valeurs : si certains écrivains sacrifient, volontairement ou non, la littérarité de leur texte, la plupart tentent de trouver des réponses spécifiques à l'articulation entre littérature et discours social politisé, en travaillant le modèle du témoignage d'actualité. L'évocation apporte quant à elle une vision du monde originale, peut-être parce qu'elle s'abstrait, par l'histoire, de la concurrence avec les autres discours sociaux d'actualité sur la crise.

Tout en étant pleinement inscrite dans les problématiques du champ littéraire algérien, cette littérature paraît en phase avec celles du champ littéraire français; sans pour autant y avoir rencontré une forte reconnaissance symbolique. Certains critiques tels Claude Burgelin n'hésitent pas à affirmer que « le plus vif de la littérature française s'inscrit aujourd'hui dans ce conflit de l'aléthique et du poétique, du témoignage et de la fiction, dans les pièges ou les contraintes que ces deux mots s'imposent l'un à l'autre^{600} ». Certes le témoignage dont il est question est davantage un engagement d'évocation (en particulier sur le passé de la Shoah). Dominique Viart montre également une timide et progressive réhabilitation de l'« écriture du réel » et de l'engagement politique dans la littérature française, mais ne cite qu'en passant ces écrivains algériens^{601}. On peut toutefois faire l'hypothèse que cette forte présence des écrivains algériens dans le marché éditorial (si ce n'est le champ littéraire) français dans les années 1990 a contribué à relégitimer ces problématiques. Et tout se passe comme si ces écrivains avaient, paradoxalement, pavé la voie pour la reconnaissance française de leurs aînés, en particulier de Kateb ; mais d'immenses écrivains comme Mohammed Dib ou Assia Djebar^{602} n'ont pas

obtenu la reconnaissance qu'ils méritent, tant en Algérie qu'en France : la raison principale est probablement, en France, la nationalisation de la littérature algérienne, renforcée pendant la guerre civile.

Chapitre 4

Une France algérienne ? Entre marché et autonomie

La littérature algérienne de langue française publiée en France se trouve dans une position tout à fait ambiguë de semi-importation. En effet, l'importation n'y passe pas par la traduction, et la promotion du livre n'est pas entravée par les limites linguistiques. Mais comme l'ensemble des biens culturels, les textes littéraires algériens « circulent sans leur contexte », et font l'objet d'un « malentendu structural »^{603}. Encore a-t-on vu que les auteurs de ces textes ne sont pas entièrement dupes de ces malentendus^{604}. Typiquement, la littérature des écrivains publiant pour la première fois en France relèverait majoritairement de l'importation de problématiques pensées pour le champ littéraire algérien ; à l'inverse ceux qui ont déjà eu une réception française joueraient davantage sur la multiposition entre les champs littéraires algérien et français, sorte de Janus tiraillé, écrivant plus ou moins heureusement en fonction des deux espaces. En cela, la littérature algérienne des années 1990 ne se distingue de l'ensemble des autres littératures francophones non-françaises publiées en France que par la dimension paroxystique qui caractérise l'ambiguïté de cette semi-importation. En effet, le pôle français du champ littéraire algérien se renforce considérablement dans cette période, au point de constituer un horizon d'attente chez le public français, qui reconnaît ces écrivains comme

« algériens » : internationalisation et nationalisation de la littérature algérienne vont de pair.

Le rôle de la France dans le champ littéraire algérien des années 1990, en tant que marché en partie régulé par l'État, est donc ambivalent, accueillant (plus ou moins dignement) les écrivains en exil, permettant une expression littéraire devenue impossible en Algérie ; et simultanément les « ghettoïsant » dans une étiquette nationale, et les soumettant à des logiques économiques.

Aussi la reconnaissance dans le champ littéraire des écrivains passés par la France n'est-elle pas assurée : le prestige associé à la publication à l'étranger est partiellement contrebalancé par le doute sur la valeur littéraire ou marchande qu'ils y ont reçu. C'est donc la valeur littéraire, et plus largement l'autonomie du pôle international (français) par rapport aux logiques marchandes, qui est ici en question. Les cas de la revue *Algérie Littérature/Action* à Paris, puis des éditions Barzakh à Alger, montrent que c'est tout à la fois avec et contre la France que s'organise une grande partie du champ littéraire algérien de la fin de la guerre civile, en (recon)quête de son autonomie et de son indépendance.

La fenêtre et le ghetto : les écrivains exilés en France

Alors que la production littéraire de langue française s'effondre en Algérie, elle est multipliée par trois en France (passant d'une vingtaine de titres par an à une soixantaine), à tel point que Aïssa Khelladi écrit : « Poésie, nouvelles, théâtre, essais, signés par des Algériens font désormais partie du paysage éditorial français^{605}. » L'exil aurait permis l'intégration des Algériens à la France littéraire, l'offre d'écrivains ayant rencontré sa demande de lecteurs de France. Mais la fenêtre d'opportunité ne s'est qu'entrouverte pour les écrivains algériens, dans la mesure où la littérature algérienne est, comme toutes littératures périphériques, *marquée*. Le paradoxe est que l'internationalisation de la littérature pendant la guerre civile est allée de pair avec sa nationalisation (en termes d'étiquetage).

Violence et opportunité littéraire de l'exil

Partir où ? [...] Nous allons
là où nous trouverons les
rails.

Amin Zaoui

Selon notre base de données prosopographiques, un quart des écrivains algériens s'est exilé pendant la période, très majoritairement en France^{606}. La vague d'émigration des années 1990 doit être replacée dans une histoire plus longue de ce que d'aucuns qualifient de « fuite des cerveaux^{607} » pour caractériser l'émigration algérienne en France depuis les années 1980^{608}. Myriam Hachimi-Alaoui parle ainsi de « quatrième âge^{609} » de l'émigration algérienne, à la suite des trois âges de migrations populaires distingués par Abdelmalek Sayad^{610}. Entre 1992 et 1996, ce seraient 400 000 cadres (1,5 % de la population totale) qui auraient quitté le pays en particulier pour la France et le Canada^{611}. À tel point que, selon Isabelle Werenfels, « à la fin des années 1990, une perception populaire en Algérie sur les élites du pays était qu'on les trouvait plus à Paris qu'à Alger^{612} ».

Les travaux sur les intellectuels algériens pendant la guerre montrent tout ce que l'exil doit à des facteurs antérieurs à la crise politique, comme le déclassement socio-économique ou la mobilité sociale bloquée^{613}. Cependant, parmi les écrivains, certains faisaient encore partie de l'élite, et c'est lors de l'exil qu'ils ont subi un terrible déclassement. La précarité de l'emploi est extrêmement forte pour eux : journalistes contraints d'accepter des piges, et universitaires titulaires devenus vacataires. Encore les écrivains ont-ils la « chance » que ces deux professions, tout à fait surreprésentées chez eux (la moitié des écrivains sont journalistes, universitaires ou chercheurs : c'est le cas des deux tiers des émigrés), ne souffrent pas de « discrimination légale^{614} » à l'embauche des étrangers : il s'agit de professions ouvertes – en principe – à toutes les nationalités (contrairement par exemple aux enseignants du secondaire, ou à certaines professions libérales).

Les raisons de l'exil seraient aussi culturelles : les intellectuels laïcs francophones se seraient trouvés pris dans ce que Dominique Schnapper a appelé un « piège historique^{615} », devenus progressivement étrangers à leur pays même au fur et à mesure du renforcement des politiques d'islamisation et d'arabisation. Dans *Des rêves et des assassins*, Malika Mokeddem fait le

récit de l'émigration de Kenza à Montpellier, à partir d'éléments autobiographiques. Pour elle qui est en butte aux conservatismes et aux violences sexuelles depuis son enfance, l'exil provoqué par le savoir doit se poursuivre dans l'espace : « C'est la faillite de la pensée qui fait de celles qui accèdent à l'instruction des exilées chez elles comme dans leur société. C'est ça l'exil ! Pour celles-ci, traverser les frontières, mettre les plus grandes distances entre elles et leurs familles, entre elles et un pays qui leur refuse la liberté est une délivrance ». Elle met en cause les politiques identitaires et linguistiques du pays : « Trente ans de mensonges sur notre identité. Trente ans de falsification de notre histoire et de mutilation de nos langues ont assassiné nos rêves. Font de nous des exilés dans notre propre pays » ^{616}.

Cependant nous remarquons que les écrivains exilés pendant la guerre civile sont, encore une fois, moins linguistiquement que *politiquement* marqués : ce ne sont pas tant les écrivains francophones que les anti-islamistes radicaux (donc aussi des arabophones) qui s'exilent^{617}. La socialisation politique progressiste et laïque est peut-être moins centrale pour *comprendre* les motivations de ces écrivains (la manière dont ils donnent sens à leur trajectoire), mais permet de mieux *expliquer* (trouver les causes) les caractéristiques de la population exilée. C'est le cas particulièrement des femmes : les exilées étaient antérieurement engagées, dans une démarche d'émancipation du cadre familial, puis dans le militantisme des partis de gauche, et contre le Code de la famille au début des années 1980^{618}. Dans notre population, la part des exilées parmi les femmes est légèrement supérieure à la part des exilés parmi les hommes^{619}.

Myriam Hachimi-Alaoui et Karim Khaled ont choisi d'enquêter sur des intellectuels vivant alors en exil en France et au Québec, que cette installation se soit révélée par la suite heureuse ou pas : il n'est pas impossible que le discours de « rupture » culturelle avec la société algérienne qu'ils tiennent soit au moins autant un élément d'explication de leur départ qu'une manière de reconstruire leur identité personnelle après une émigration dans des pays laïcs majoritairement francophones. Nous ne le retrouvons pas chez ce journaliste rentré en Algérie, probablement parce qu'il n'est pas parvenu à s'installer en France.

– Je suis parti fin décembre 1994 [...] Parce qu'en tant que journaliste j'étais vraiment menacé, au sens propre, c'est tout à fait normal, j'ai travaillé dans [xxx], qui est un journal proche du parti communiste algérien, où sous mon nom, alors que les gens souvent écrivaient sous des pseudos,

je continuais à écrire des articles violents politiquement, anti-intégristes. Je témoignais sur les chaînes françaises, sur [xxx] je suis passé à visage découvert. Et là, les choses ont commencé à chauffer, et à un moment je me suis retrouvé dans une mélasse pas très jolie. Tous mes amis, ma famille, m'ont dit : « Il vaut mieux te mettre au vert ». On a eu l'expérience déjà de nos amis, comme Sebti, comme Djaout qui ont été assassinés, je ne voulais pas tomber bêtement sous les balles ou le couteau d'un connard. Donc j'ai pris un billet d'avion, extrêmement difficile d'obtenir un visa, mais l'ambassade de France continuait à accorder des visas à des gens qu'elle savait au devant du feu, et qui avaient besoin de bouger. Pas tout le monde, certains sont partis au sud par exemple, beaucoup de mes camarades [...] Moi je suis parti avec un visa de trois mois, et rien dans les poches. [...] Je n'avais aucune activité, pratiquement : je n'écrivais pas, j'allais juste lire des ouvrages à l'Institut du Monde Arabe ou les bibliothèques. J'avais eu la chance de trouver un stage à la rue du Louvres au CFPJ [Centre de formation professionnelle des journalistes] de 9 mois, et donc j'allais faire mes cours, le soir je me retrouvais avec les copains algériens installés en France [...]. J'ai pu travailler sur des courtes périodes, un mois à la Poste, un copain du XX^e m'avait trouvé un petit boulot de remplaçant, j'aidais pour les colis je sais pas quoi. J'ai travaillé un mois au journal [xxx]. Mais c'est tout... Je m'activais dans une association d'aide aux sans papiers [...] Le soir j'allais à la Sorbonne pour étudier, [...] j'ai appris beaucoup en 6 mois sur le droit des étrangers, ce genre de choses. Voilà c'est une parenthèse que j'ai ouverte et refermée. Décembre 95 j'ai repris mon billet d'avion, je suis rentré.

– 95 c'était encore chaud !

– En fait pour deux raisons. Parce que ma famille était là, ma femme et mes enfants. Je les ai laissés en quelque sorte, même si je suis parti avec leur accord. Deuxièmement il n'y avait aucune perspective. A un moment j'avais même réussi à les faire venir avec un visa, mais au bout de 3 mois ma femme n'a pas tenu, c'était galère pour inscrire les enfants, pour trouver du travail etc. Donc elle a décidé de rentrer avec les enfants. Et moi, les démarches au niveau de la préfecture de Paris pour obtenir des papiers normaux n'aboutissaient pas. Chaque mois je pointais à la préfecture, [...] pour renouveler un visa, un titre de séjour. Pas d'un an, c'est un papier « autorisé à rester encore un mois, ou deux ou trois mois ». À la fin j'en avais marre, et j'avais envie de rentrer. Je me suis dit : « Je préfère être en Algérie même si les choses ne sont pas encore arrangées plutôt que de rester à galérer, déchiré moi là-bas eux ici »*.

Ce long témoignage est révélateur des difficultés professionnelles, administratives, et familiales que rencontraient nombre d'intellectuels contraints de s'exiler. Les politiques d'immigration se sont durcies en France sous le gouvernement socialiste à la suite de l'arrêt du processus électoral^{620}, et encore avec l'arrivée de Charles Pasqua au ministère de l'intérieur en 1993. Par ailleurs le droit d'asile (augmentation de 77 % des demandes en 1993 selon l'OFPPA^{621}) n'était pas pleinement adapté à la situation algérienne, puisque les cadres et intellectuels qui cherchaient à s'exiler étaient moins persécutés par leur propre État que par des groupes extra-étatiques. La solidarité française et algérienne en France a considérablement aidé à l'émigration, même de courte durée, des intellectuels algériens. Un très grand nombre d'initiatives se sont créées, comme le Comité international de soutien aux intellectuels algériens (CISIA), ou le Parlement international des écrivains (PIE). La solidarité

avec les exilés était également très concrète : ce journaliste a obtenu un stage au CFPJ probablement pour faciliter la prolongation de son visa. Mais on voit que cela n'a pas suffi : la « galère » a eu raison de ses velléités d'installation, manifeste dans le choix de suivre des cours de droit des étrangers, et d'avoir fait venir sa famille.

À l'inverse, la plupart des écrivains toujours expatriés que nous avons rencontrés correspondent au cas de l'« exil assumé » que dégage Myriam Hachimi-Alaoui de manière idéal-typique face à l'« exil subi » : il s'agit de ceux qui parviennent à donner un sens à la rupture de l'exil, à se considérer comme acteurs de leur propre histoire, et non seulement le jouet du destin. Le fait que les retours définitifs en Algérie soient relativement rares s'explique de diverses manières. Assurément la socialisation qui, rétrospectivement, les plaçait dans un « piège historique », a inversement favorisé l'« intégration » de ces élites intellectuelles, au premier chef leur francophonie^{622}. Par ailleurs Paris, « capitale arabe^{623} », est également une « ville algérienne* » selon l'expression d'un enquêté qui y vit actuellement. Quoique revenu en Algérie, un écrivain francophone de la génération de l'Indépendance, exilé de nombreuses années à Paris, et dont les enfants sont restés en France, nous expliquait, avec une pointe de provocation anti-nationaliste, ne s'être pas du tout senti étranger à son arrivée : « Dès le premier jour j'étais chez moi ! [...] je suis Algérien donc quelque part Français aussi* . »

L'exil est plus facilement « assumé » pour ceux qui parviennent à s'investir dans la littérature. Bien plus, il a permis à certains de concrétiser une vocation, en suspendant les contraintes professionnelles, militantes ou familiales qui l'avaient empêchée jusque-là : « La littérature, c'est du temps devant soi* », nous expliquait un journaliste poète. Le changement est plus radical encore chez les émigrants plus âgés, chez qui l'exil politique peut être l'occasion d'une reconversion professionnelle. Ainsi, alors que, pour la décennie précédente, un quart des primo-publiants francophones avait plus de 40 ans, ils sont la moitié à publier pour la première fois à cet âge pendant la décennie 1990. Plusieurs journalistes se sont ainsi reconvertis dans la littérature (voir la typologie dégagée de l'ACM). Sadek Aïssat, né en 1950, explique que c'est la rupture professionnelle lors de son arrivée en France en 1991 (« je n'étais plus journaliste »), et la frustration de ne plus pouvoir écrire de reportages, qui explique son passage à l'écriture d'un roman^{624}.

Plus largement, la situation de crise peut offrir, paradoxalement, une fenêtre d'opportunité aux écrivains algériens. Comme les autres écrivains publiant en France^{625}, la proximité géographique, et en particulier à Paris, contribue fortement à la probabilité de publier dans une maison d'édition d'importance : 50 % des écrivains publiés dans une grande maison d'édition vivent à Paris. Les envois « par la poste » qui trouvent preneur chez un éditeur étranger d'importance sont rares^{626}, à quelques notables exceptions près comme Boualem Sansal chez Gallimard.

Des conditions d'accueil favorables ? Identifications contradictoires

En France, la littérature produite par des écrivains venus d'Algérie est *marquée* : elle fait l'objet d'un étiquetage qui tout à la fois la promeut en lui conférant une visibilité « marketing »^{627}, et la marque au fer rouge d'une différence et d'une hiérarchie avec la seule littérature non-marquée, la littérature française. La diversité des étiquettes impliquent une diversité d'« horizons d'attente^{628} » de la critique : l'étiquette « algérien » est liée à des problématiques politiques (guerre d'indépendance, critique du pouvoir, guerre civile), « maghrébin » et « arabe » à des problématiques culturelles, « musulman » à des problématiques religieuses, « francophone » à des problématiques linguistiques et postcoloniales. Il faut ajouter encore l'étiquette « féminine ».

L'idée d'« étiquetage » (*labeling*) nous invite à nous éloigner de la notion d'« identité » : on parlera plutôt d'identification (extérieure) et d'auto-identification. Les écrivains sont conscients généralement des effets paradoxaux de ces étiquetages, et en jouent plus ou moins habilement : entre opportunité d'entrée sur le marché, et promotion d'une identité^{629} importante pour eux d'un point de vue politique d'une part ; et d'autre part crainte de l'assignation à un « ghetto ». Hervé Serry parle de « littérature identitaire », qui implique une « tension entre la propension au communautarisme et l'assimilation au pôle universaliste^{630} ». Ces stratégies ne sont pas dénuées d'ambiguïté : bien souvent les proclamations d'universalité sont contredites par les limitations imposées à la pratique (participation à des rencontres marquées, publication chez un éditeur « spécialisé »...).

En partie, ce marquage entre dans une logique commerciale. Or l'édition française subit dans les années 1990 un renforcement des contraintes commerciales, du fait d'un processus de concentration et de rationalisation,

que Pierre Bourdieu a qualifié de « révolution conservatrice^{631} ». Le pôle de grande production, fonctionnant sur des cycles de rentabilités courts, est en expansion, et s'arrime toujours plus à l'« actualité » médiatique : en l'occurrence la guerre civile algérienne. La littérature algérienne en France participe de cette expansion, comme l'indique l'augmentation des rééditions en poche (qui montre une stratégie éditoriale de capitalisation sur des titres qui se sont bien vendus pour conquérir de nouveaux publics) : elles passent de 2 par an au début des années 1990, à 9 en 2002. Dans ce contexte, les étiquettes principales attachées, bon gré mal gré, aux écrivains algériens, semblent être l'étiquette « francophone », et surtout « algérien ».

Promotion et ghetto de la francophonie

Le succès soudain de la littérature algérienne francophone en France au milieu des années 1990 doit être replacé dans le contexte plus large de la valorisation des écritures francophones du sud. Selon Claire Ducournau, le milieu des années 1990 correspond à la deuxième vague transnationale de reconnaissance des écrivains africains francophones^{632} : l'édition généraliste française, concurrencée par de petits éditeurs comme Actes Sud et Le Serpent à plumes, commence à « prendre d'assaut » ces écrivains, dans un contexte de multiplication des manifestations publiques sur l'Afrique, et de valorisation de la diversité et du métissage, et, venue de la Grande-Bretagne et des États-Unis, des littératures dites « postcoloniales »^{633}.

Prenant acte de la croissance de ces littératures, et de leur valorisation internationale, un décret a élargi en 1993 la population des écrivains pouvant bénéficier d'aides du Centre national du livre aux auteurs « de langue française » (et plus seulement « français »)^{634}. Par cet élargissement de la « littérature française », les écrivains algériens édités en France se sont trouvés dans une égalité potentielle avec les écrivains français quand il s'agissait d'exporter l'édition française à l'international (notamment en traduction).

Toutefois ils restent distingués des écrivains français par le sens commun, la critique (universitaire et journalistique), et même le milieu littéraire. L'adjectif « francophone » a certes d'abord été vécu comme une chance par les intellectuels des pays anciennement colonisés, permettant de rendre compte d'une langue d'écriture, sans rattacher l'écrivain à la nation française^{635}. Cependant Dominique Combe montre que la plupart des

écrivains « protestent justement contre une classification jugée condescendante, discriminatoire, infamante même » : en effet, « depuis les années 1960, les écrivains francophones sont [...] ethnicisés ». Alors que les écrivains français ne sont jamais qualifiés de « francophones » malgré l'étymologie du terme, et que, « vus de Paris, les écrivains “blancs” du Québec, de Belgique ou de Suisse, pays du Nord sont souvent assimilés à la littérature française^{636} », les écrivains dits « francophones » sont au contraire marqués par leur stigmatisme postcolonial souvent associé à la couleur de peau^{637}. Pour cette raison, les écrivains français d'outre-mer ou encore beurs ne sont pas toujours pleinement considérés comme français^{638}. Dans les faits, la littérature française est majoritairement perçue comme une littérature européenne blanche. L'un des objectifs, en 2007, du manifeste *Pour une littérature-monde en français*^{639}, signé entre autres par un Algérien (Boualem Sansal), était de rompre avec cette définition implicite de la francophonie.

Paris, capitale arabe ?

Si la crise ouvre une fenêtre d'opportunité aux écrivains algériens de langue française, il n'en va pas de même pour les écrivains algériens de langue arabe. Selon notre base de données prosopographiques, parmi la trentaine d'écrivains algériens s'étant exilés en France pendant la période, six étaient arabophones : c'est près de la moitié de l'ensemble des écrivains de langue arabe exilés qui ont choisi ce pays.

Dans les années 1980, tandis que selon Gisèle Sapiro se développe en France le « créneau de la littérature étrangère^{640} », Paris devient, comme le montre Maud Leonardt Santini, une véritable « capitale » de la littérature arabe^{641}, en bonne partie du fait de la diaspora libanaise. Les flux de traduction font de la France le premier pays de traduction depuis l'arabe^{642}. Cette « ouverture » de l'édition française à la littérature arabe est reconnue par les écrivains arabes eux-mêmes^{643}.

Cependant les écrivains algériens de langue arabe sont doublement concurrencés en France. Ils le sont d'abord par les autres écrivains arabes : les premières expériences régulières d'importation de la littérature arabe a été le fait d'« intellectuels moyen-orientaux parisiens^{644}. Se reproduit donc à Paris l'« ostracisme* » dont selon Waciny Laredj les Maghrébins seraient les victimes dans les capitales littéraires du Proche-Orient^{645}. Ce dernier ironise sur la manière dont il a été perçu lors de sa publication au Liban au

début des années 1980 : « C'est “bizarre”, un Algérien qui écrit en arabe ! Généralement ils écrivent en français^{646} ! » Mohamed Sari* rapporte quant à lui qu'en 2000 l'Union des écrivains arabes (Damas) lui avait demandé de retirer les passages en dialecte algérien du manuscrit d'*Al-Waram* : cela était pourtant courant pour les autres dialectes depuis Naguib Mahfouz. Il le publiera finalement en France en français sous le titre du *Labyrinthe*^{647}. L'une des anthologies de référence des écrivains de langue arabe publiée Beyrouth en 1996, *Contemporary Arab Writers*, ne donnait, sur plusieurs centaines de noms que 23 Marocains, 19 Tunisiens, et 7 Algériens (pour des populations sensiblement égales pour le Maroc et l'Algérie, et très largement inférieure pour la Tunisie).

Ils sont également concurrencés par les écrivains maghrébins francophones. Dans les librairies françaises en 1995, les écrivains maghrébins francophones étaient 14 fois plus nombreux que les maghrébins arabophones^{648}. D'après notre base de données bibliographiques, les traductions en France d'auteurs algériens de langue arabe tournent autour de 2 %, soit à peine une quinzaine de titres. Selon un écrivain de langue arabe (né à la fin des années 1960), « le problème c'est que les maisons d'édition en France ne nous traduisent pas, [...] comme si pour eux les écrivains algériens c'étaient des écrivains francophones* ». L'appréhension des écrivains algériens (et maghrébins) est collective, et non individuelle : moins coûteux à publier, les écrivains francophones paraissent comme légitimes à représenter l'ensemble de la littérature maghrébine.

Dans les conditions de déstructuration de l'édition nationale, de danger de publication pour les écrivains anti-islamistes radicaux en Algérie comme au Proche-Orient et d'impossibilité de traduction par l'édition française, les écrivains les plus à l'aise en français en viennent à écrire directement dans cette langue. C'est ce que Pascale Casanova a appelé, reprenant l'expression de Salman Rushdie, « la tragédie des “hommes traduits”^{649} », processus qui passe typiquement par la traduction, le travail avec le traducteur, l'auto-traduction, et enfin l'écriture directement en français. C'est ce processus qu'a parcouru, en entier, Rachid Boudjedra, pour revenir à la langue française (jusqu'à aujourd'hui). Amin Zaoui est le seul écrivain algérien à avoir conservé un véritable bilinguisme, alternant jusqu'à aujourd'hui publication en arabe et en français ; mais il précise en entretien que son désir d'écrire en français avait précédé son exil en France. À l'inverse Waciny Laredj, tout en

s'installant en France, revient à l'arabe au moment où il peut à nouveau publier chez un prestigieux éditeur arabe (Dār al-ādāb).

La « Question algérienne » : nationalisation et médiatisation de la littérature algérienne

La principale étiquette cadrant l'horizon d'attente des Français des écrivains algériens était régionale et culturelle : ils participaient principalement de la littérature « maghrébine ». Mais selon Charles Bonn, l'attribution du prix Goncourt au Marocain Tahar Ben Jelloun en 1987 avait constitué l'aboutissement, dans les deux sens du terme, de cette perception : « Cette dynamique collective portait en quelque sorte la réception comme l'écriture de Tahar Ben Jelloun jusqu'à l'année du prix Goncourt, alors que ce prix le consacra comme écrivain singulier, au moment même où cette dynamique collective se perdait^{650}. » Mais plus qu'à une individualisation des talents, on assiste à une nationalisation de la réception des écrivains algériens : dans les années 1990, ils sont perçus en France avant tout comme « algériens ».

La guerre civile provoque une forte auto-identification nationale des écrivains algériens. Outre le souci politique pour la situation du pays, le sentiment de « honte » est maintes fois exprimé devant la dégradation de l'image internationale de l'Algérie. Après l'assassinat d'un étranger en Algérie, le personnage principal de *La Troisième fête d'Ismaël* partage la responsabilité de ce meurtre en tant qu'Algérienne : « En plus de l'indignation, de la révolte, elle a comme envie de s'excuser, de demander pardon^{651}. » C'est le cas encore chez Mohammed Dib, qui vit quant à lui en France : « Inconsciemment ou non, les assassins nous font endosser cette responsabilité, et cela nous rend malheureux et honteux d'être Algérien^{652}. » Cette auto-identification peut servir de marqueur promotionnel. C'est la stratégie de la revue *Algérie Littérature/Action*, créée en 1996, et qui veut faire découvrir la « nouvelle littérature algérienne^{653} ». Mais Louis Gardel, éditeur au Seuil, met en garde la revue : « Il est parfois dangereux de regrouper des écrivains par nationalité^{654} ». Certains écrivains rejettent cette auto-identification nationale, qui confine au « ghetto ». À l'inverse Anouar Benmalek la refuse en 2004, alors que la guerre civile est finie : « Je ne suis pas un écrivain algérien. Je suis écrivain et algérien. Je revendique et mon enracinement en Algérie ainsi que mon

droit à l'universalité. Le terme écrivain algérien a une espèce de connotation ethnique^{655}. »

La forte identification nationale de la littérature algérienne par la réception française est liée à la crise politique du pays. On constate un véritable intérêt médiatique et éditorial français concernant l'Algérie dans les années 1990. Cette *Question algérienne* en France peut se subdiviser en trois perceptions ou attitudes qui se cumulent dans le temps : Mémoire, Solidarité, et Affaire françaises. Dans un premier temps, les événements de 1988 enclenchent un intérêt renouvelé pour l'Algérie, et la réélaboration d'une *mémoire française* de l'Algérie, trente après l'Indépendance : tout se passe comme si, en modifiant la perception du futur de l'Algérie, Octobre 1988 avait induit une réinterprétation du passé, aboutissant, à la fin de la décennie, à la reconnaissance officielle de la « Guerre d'Algérie », au moment du procès Papon. Ces événements accélèrent le processus de remémoration française concernant la période coloniale algérienne, en particulier la guerre d'indépendance, mémoire comme « enkystée^{656} » jusque-là malgré le « flot [...] ininterrompu^{657} » des publications depuis 1962. Sont concernés ceux qui ont un lien biographique avec l'Algérie (européens ou maghrébins nés en Algérie)^{658}, un lien militaire ou militant pendant la guerre, marqués par ce que Paul Thibaud appelle l'« effet Algérie^{659} », ou enfin un lien forgé et souvent maintenu dans le cadre de la coopération culturelle et technique au cours des années 1970. Ces personnes sont à l'origine, à partir des premiers assassinats en 1993, de la *solidarité française* envers l'Algérie, comme le montre la composition des comités et associations de solidarité (tels que le CISIA et le PIE), ou de la revue *Algérie Littérature/Action* (voir *infra*). Ainsi, Hélène Cixous (née à Oran), qui a participé avec Jacques Derrida (né à Alger) au Parlement international des écrivains en 1993, écrit en 1997 un texte évoquant une forme de « résilience » à propos de son enfance algérienne, où elle propose le néologisme d'« Algérianité^{660} ». Elle reconnaît : « Je me suis mise à écrire çà et là, depuis que les démocrates algériens ont commencé à venir en France pour s'abriter, et depuis qu'eux-mêmes m'ont parlé et me l'ont demandé^{661} ». Le dernier moment ouvre la question algérienne à l'ensemble de la population : la guerre civile algérienne devient une « Affaire française^{662} », lorsque le terrorisme est importé en France en 1994-1995. Parallèlement aux enjeux mémoriels, se développent les enjeux

sécuritaires associés à l'immigration et à l'islam, alors que le ministère de l'intérieur se droitise avec l'arrivée de Charles Pasqua.

Nationalisée, cette littérature est en outre sexualisée, puisque les femmes acquièrent un statut particulier. Malika Mokeddem, qui dit avoir refusé d'entrer chez des éditeurs qui l'auraient enfermée « dans un ghetto tiers-mondiste ou féministe », explique avec humilité le succès de *L'Interdite*, publié en 1993 chez Grasset :

parce que ce livre traitait d'une actualité qui monopolisait les attentions. Tout à coup, être femme, Algérienne et romancière devenait emblématique. J'y vois plutôt un danger qu'un sujet de satisfaction. Il y a là un risque de jugement caricatural, donc réducteur. [...] Or certains critiques [...] se donnent bonne conscience en évoquant l'Algérie dans un lamento au cours duquel ils égrènent des titres de livres « algériens » – au demeurant fort différents – ce qui les dispense de les lire ! Mais ne soyons pas paranoïaques... La larmette en moins, les auteurs « français de sang » essuient régulièrement les mêmes amalgames ou jugements lapidaires...
{663}

S'il faut se garder effectivement de rendre exceptionnel ce rapport des critiques français aux écrivains algériens (voir *infra*), force est de constater que la littérature algérienne bénéficie dans les années 1990 d'une réception particulière, et d'un fort succès commercial. L'intérêt politique pour la crise algérienne en est assurément l'une des raisons principales, comme c'est souvent le cas pour les littératures périphériques^{664}, en arrimant la littérature à l'actualité médiatique. Par là, quoique bien intégrés au marché éditorial français, les écrivains algériens ne sont que peu intégrés au champ littéraire français.

Malgré la violence subie, l'exil a pu finalement être surmonté par certains, permettant de poursuivre le combat politique et de continuer (ou entamer) une carrière littéraire dans la capitale des lettres francophones. La guerre civile contribue fortement à la nationalisation de la littérature algérienne en France, lui ouvrant une niche de marché, mais au risque de l'y enfermer. Ainsi l'opportunité que constitue l'édition en France a pu être présentée par certains comme un opportunisme mercantile. La question qui se pose alors est dans quelle mesure la littérature produite en France dans les années 1990 est restée autonome par rapport aux injonctions économiques du marché français.

La littérature algérienne soumise au marché français ? Le cas de *Timimoun* de Rachid Boudjedra

Le soupçon mercantile est double, et partiellement contradictoire. Soit il porte sur les écrivains, qualifiés par certains en Algérie d'« inauthentiques » et d'« opportunistes », accusés de rechercher stratégiquement les suffrages étrangers. Soit il porte, surtout en France, sur les éditeurs et la réception françaises, qualifiés d'« ethnocentriques » parce que ne s'intéressant qu'à certains aspects du texte (comme la violence), voire l'accommodant pour une consommation plus facile du lectorat français. Ce double soupçon est la réplique à une double valorisation bien plus répandue : la valorisation (ancienne) par le lectorat algérien des écrivains publiés à l'étranger, et celle (récente) par le lectorat européen, des littératures « francophones » et « postcoloniales ». Le soupçon, quoique minoritaire, n'en est pas moins aujourd'hui en passe de devenir un lieu commun, tant il circule entre les cercles intellectuels des deux rives, entre écrivains, presse généraliste, et travaux académiques.

Or avant d'être une analyse scientifique, ce point de vue est polémique : il exprime le rejet, par les agents du pôle national du champ littéraire, de la domination du pôle international : le refus de la « littérature de témoignage » et de la « littérature d'urgence » par les éditions Barzakh au début des années 2000 relève de cette logique (voir *infra*). C'est le point de vue que développe une journaliste en citant l'avis d'un universitaire, dans un article récent :

Le professeur Saadouni, chercheur algérien en littérature arabe, indiquait récemment à l'agence de presse publique que « pas moins de 300 romans algériens écrits dans “l'urgence” ont été dénombrés durant cette période, pour répondre à la loi de l'offre et de la demande ». « Ces œuvres sont loin de répondre aux conditions techniques d'écriture ; en témoigne le nombre de romans ressemblant à des écrits journalistiques, du fait que des journalistes ont fait incursion dans ce domaine. » Ces témoignages sur les massacres et la violence, s'ils avaient le mérite du témoignage, avaient, il est vrai, passé à la trappe les règles de l'art d'écrire^{665}.

La stigmatisation mêle journalisme et pôle de grande production, de pair – en filigrane – avec le fait de publier en français en France. Le cas de *Timimoun* de Rachid Boudjedra en particulier permettra de nuancer les anathèmes d'opportunisme et d'ethnocentrisme^{666}.

Des œuvres « opportunistes » ?

Un jeune écrivain de langue arabe, resté en Algérie pendant la crise, estimait en entretien que les exilés avaient profité de leur statut de victime : « Parce qu'ils sont partis en France, et donnent l'image d'être les victimes de la- je sais pas. Et beaucoup ont réussi grâce à ça*. » Que les choses soient claires. Évoquer *l'opportunité* que constituent la guerre civile, et l'exil en France, pour y publier et potentiellement y être reconnu, ne signifie pas que l'on partage ce soupçon d'*opportunisme* porté contre ceux qui ont été contraints de publier en France durant cette période de violences. À l'inverse, il faut s'attacher à comprendre ce soupçon, sans le rabattre à de la jalousie déplacée : il est l'expression d'une polémique entre les pôles national et international du champ littéraire et s'inscrit dans l'histoire plus longue des représentations de l'« authenticité » et de l'« exotisme ». On peut effectivement se poser la question du public visé par ces écrivains, et, sans en inférer une stratégie purement vénale, observer dans quelle mesure la littérature produite par les écrivains algériens francophones de la guerre civile se trouve en phase avec le lectorat français.

Polémique entre pôle national et international

Selon Maïssa Bey, qui tout en restant en Algérie a publié en France, il n'y a pas de « solidarité de fait parce qu'on est francophone* » : au contraire le clivage entre pôles national et international joue à plein. Le premier reproche au second de privilégier, non pas l'intérêt du pays et de sa société, mais celui d'un pays étranger (en particulier l'ancienne force coloniale) et son intérêt individuel, sous les apparences du désintéressement littéraire. Critique politique et économique vont de pair, et mettent en cause l'autonomie proclamée de la littérature publiée à l'étranger.

Pour le pôle national, l'écrivain avec une visibilité internationale a une responsabilité d'ambassadeur de l'image du pays, donc de valorisation de celui-ci. Ainsi un critique algérien avait parlé en 1969 à propos de *La Répudiation* de Rachid Boudjedra d'un « exotisme de bazar », qualifiant de « trahison » politique le fait de critiquer les mœurs algériennes plutôt que l'exploitation coloniale, évoquant « la complicité souvent navrante qu'il semble quémander à un lecteur qui ne peut être qu'occidental^{667} ». La période de la guerre civile est particulièrement propice à ce type de critique, tant l'image du pays paraît salie à l'étranger, et susceptible d'être récupérée en France au profit de rancunes coloniales : il convient de « laver son linge

sale en famille* », comme le dit une écrivaine de la génération de l'Indépendance.

C'est plus largement l'« authenticité » de la littérature produite à l'étranger qui est mise en doute. Depuis les années 1980, l'antonyme de l'« authenticité » n'est plus l'aliénation linguistique, mais de plus en plus l'« opportunisme » mercantile, qui implique de se soumettre à la demande d'« exotisme » du public étranger, c'est-à-dire réduisant l'Autre à quelques clichés issus de l'époque coloniale et aisément consommables. Le jeune journaliste Kamel Daoud (né en 1970), qui n'a pas encore publié, estimait que « la littérature algérienne publiée en France est une véritable mise en scène perpétuelle de soi-même et de son propre drame, simplifiés et vulgarisés pour la consommation de l'autre [...] Il ne peut y avoir de culture algérienne en exil en vérité^{668} ».

Les écrivains algériens en exil se trouvent ainsi aux prises avec une double injonction contradictoire pour être un écrivain national légitime. Écrire sur la crise politique entraîne le risque d'être traité d'opportuniste, le succès commercial contredisant le désintéressement censé motiver l'engagement politique. Ne pas écrire dessus entraîne le risque pour l'exilé d'être taxé de lâche et de ne pas jouer son rôle d'ambassadeur. Ce sont deux « décences » qui s'opposent. Aïssa Khelladi dénonçait ainsi :

Du courrier nous arrive aussi exprimant parfois des sentiments plus durs : on voudrait que les Algériens aient la « décence » de se taire ! Face au tragique que connaît aujourd'hui leur pays, leur peuple, on leur demande le silence, car il semblerait qu'il y ait un fonds de commerce là-dessous ; de l'argent, de la gloire...^{669}

Mais au même moment, un journaliste algérien valorisait l'« intrigue prétexte » des *Rêves et des assassins* de Malika Mokeddem, considérant qu'il « paraîtrait presque indécent d'exiger d'un écrivain digne de ce nom qu'il puise ses sujets dans des sources autres que l'actualité désolante d'une Algérie meurtrie dans son âme et sa chair^{670} ». De même un enseignant français considérait que *Les Nuits de Strasbourg* d'Assia Djebar, détaché de l'actualité, était « trop joli, trop lisse » au vu des circonstances, et préférait *La Vie à l'endroit* de Rachid Boudjedra, « un ouvrage au cœur des événements », n'hésitant pas à utiliser un lexique de marketing littéraire : un « roman coup de poing^{671} ». L'injonction à l'engagement par la littérature vient donc autant de la France que de l'Algérie.

Les écrivains sont conscients de cette double injonction, et tentent de s'en préserver. On a vu que l'ethos de témoin permettait d'attester de leur présence en Algérie malgré l'exil, et, partant, d'une manière d'« authenticité » de leur écriture, et du désintéressement de leur engagement. La revue *Algérie Littérature/Action* insiste sur le fait qu'elle n'est pas une « revue d'exil^{672} ». Sadek Aïssat exprime très clairement l'ensemble des problématiques posées aux écrivains algériens publiant en France à cette période. Journaliste de langue française né en 1950, il publie son premier roman, *L'Année des chiens*^{673}, après son exil. « Agréablement surpris » par « l'accueil positif des médias et du public » français, il évoque cependant ses scrupules :

Écrire sur l'Algérie à un moment où on est en plein dans l'actualité... ça pose aussi des problèmes de conscience, ça pose des problèmes de scrupules ; tu te dis : les copains, ils sont en train de se faire flinguer et moi, comment dire, j'ai l'impression d'être un vautour [...] Je me demandais : pour qui j'écris ? Est-ce que j'écris pour être lu en Algérie ou pour être lu en France ? La question de la langue m'était devenue brusquement essentielle. Il m'a fallu faire un vrai travail sur moi-même afin de régler cette question. Ensuite, le choix de l'édition. [...] J'avais peur qu'on m'emmène là où je ne voulais pas aller, j'avais peur que l'édition, les circuits autorisés, me demandent des choses... me « fabriquent » en fait, me fabriquent et fassent de moi ce que je ne voulais pas être^{674}.

Lieu de publication, langue utilisée, public visé posent la question d'un dire authentiquement algérien, tandis que l'image du « vautour » exprime de manière forte la crainte de l'« intéressement », chez ce militant du parti communiste clandestin.

Des œuvres Janus

Si l'on ne peut savoir quel lecteur, algérien ou français, l'auteur visait consciemment en écrivant son texte, l'analyse textuelle permet de dégager un destinataire de celui-ci (qui ne correspond pas nécessairement à son lecteur réel). Si l'on « remonte » le cours typique de la transnationalisation des œuvres, de celles qui seraient *a priori* les plus orientées vers un lectorat français à celles qui seraient *a priori* les plus orientées vers un lectorat algérien, on remarque que la plupart sont en réalité bifaces, sortes de Janus regardant seulement avec plus ou moins d'intensité vers l'une ou l'autre rive.

L'adresse au public français est assumée explicitement par les auteurs les plus proches du pôle de grande production que sont les comiques (le comédien Fellag, le caricaturiste Slim^{675}). De manière générale, cette orientation est sensible par des marques linguistiques, gloses de termes

spécifiques dans le paratexte ou par une mise en contexte^{676} ; ou encore par l'inscription dans le texte d'un personnage européen, permettant de donner de manière vraisemblable des explications lexicologiques au lecteur. On retrouve très souvent ce phénomène dans la littérature algérienne de langue française. Dans *Les Amants désunis* d'Anouar Benmalek, une Algérienne explique la réalité des violences des islamistes au personnage principal qui est une Suisse^{677}. On retrouve ce phénomène, quoique de manière moins marquée, dans la littérature de langue arabe publiée au Machrek. Dans *Fawḍa al-ḥawās*^{678} d'Ahlam Mosteghanemi, publié à Beyrouth, et qui thématise la question du nationalisme arabe, des notations typiques sur l'Algérie sont données au lecteur : à travers l'amusante confrontation entre une journaliste « orientale » et un serveur qui la rabroue « comme seuls les Algériens savent le faire », et lui parle dans un dialecte algérien très francisé, cité en italique et entre guillemets (« *Ben Jedīd isserbīlek* », Bendjedid te servira, p. 69) ; ou la recette de la Ṭammīna constantinoise (p. 100). De manière générale, les écrivains de langue arabe assument beaucoup plus explicitement d'écrire pour le public arabe oriental, considérant que la littérature algérienne fait partie de la littérature arabe^{679} ; ce qui est moins évident côté francophone, du fait de l'histoire coloniale.

Mais rares sont les textes romanesques d'écrivains algériens qui ne supposent pas un destinataire algérien : sauf exception, le référent est généralement algérien, en particulier pendant la guerre civile. On compte deux exceptions majeures à cette tendance, chez deux écrivains bien installés dans l'espace littéraire français. La « Tétralogie nordique^{680} » de Mohammed Dib a été publiée à la fin des années 1980 principalement chez Sindbad, petit éditeur plutôt confidentiel. À l'inverse Yasmina Khadra, avec sa « trilogie consacrée au dialogue de sourds opposant l'Orient et l'Occident^{681} » et formée par *Les Hirondelles de Kaboul* (2002), *L'Attentat* (2005) et *Les Sirènes de Bagdad* (2006), publiés chez Julliard (éditeur intégré au groupe VUP puis Editis) a pu toucher un public très important : les deux premiers ont été vendus à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires, recevant un grand nombre de prix. Ces cas de best-sellers algériens, qui montrent une adéquation avec les goûts du grand public français (et plus largement européen), sont extrêmement rares^{682}. Yasmina Khadra, qui a formé son style dans le polar, y parvient, on l'a vu, en se tenant au plus près de l'actualité violente dans le monde arabo-musulman,

son statut d'Algérien, donc supposé musulman, lui donnant une légitimité médiatique pour s'exprimer sur le sujet. Cependant cette adéquation avec le grand lectorat français n'implique pas une inadéquation avec le lectorat algérien, qui rejeterait une écriture trop « exotique » : au contraire son succès en France a été largement rapatrié en Algérie, où il est l'auteur algérien le plus vendu dans les éditions locales.

Typiquement, les nouveaux entrants dans l'espace littéraire français prennent encore davantage en compte un destinataire algérien. En entretien, Salim Bachi nous expliquait à propos de son premier roman, *Le Chien d'Ulysse*, publié en 2001 : « Tout le monde publie à Paris, [...] donc, pour moi, je m'installe dans un paysage littéraire parisien, bien qu'il se dise algérien, mais qui est quand même parisien [...] Moi, je viens avec un livre qui discute aussi cette littérature-là*. » Du fait de son prestige, la littérature algérienne publiée en France (à Paris) est autosuffisante, sans besoin de se référer à celle publiée en Algérie. Mais en même temps, quoique publiée en France, elle reste « algérienne ». De fait, *Le Chien d'Ulysse* s'inscrit en priorité dans le champ littéraire algérien, discutant la littérature algérienne contemporaine qui est, comme on l'a vu, présentée alors comme une « littérature de témoignage » à la fois linéaire, manichéenne et engagée. De manière générale, sur l'ensemble des entretiens que nous avons réalisés, une seule romancière citait spontanément un écrivain français vivant contemporain, Pierre Michon, l'un des plus reconnus actuellement, non pour se comparer à lui, mais parce qu'il lui avait dit apprécier ses romans. À l'inverse les poètes citent de nombreux contemporains français, et même d'autres pays et d'autres langues : l'espace international de la poésie, au public toujours plus étroit, est davantage inclusif pour les poètes venus des périphéries.

De manière plus inattendue, les écrits publiés en Algérie prennent le plus souvent en compte également un destinataire français : c'est le cas de *Zarta !* de Mustapha Benfodil^{683}, publié lors de la fondation des éditions Barzakh en 2000, et dont les chances de circuler en France étaient donc extrêmement faibles. Très oralisé, ce roman intègre jusque dans la narration un nombre considérable de termes d'arabe algérien et quelquefois de kabyle, voire des dialogues entiers, alternance codique qui donne un fort effet de réel. Or, alors que le tapuscrit^{684} soulignait en italique tous les termes et les traduisait en note, le roman publié réduit considérablement ces dernières, à l'exception surtout des termes kabyles. La stratégie d'algérianisation de

l'éditeur Barzakh (voir *infra*) s'oppose ainsi à la construction par l'auteur d'un destinataire transnational. Cela restait malgré tout éminemment ironique. Les notes définitionnelles qui encombraient le bas de chaque page du manuscrit glissaient progressivement du paratexte (à destination des Français) au texte (à destination de tous) :

« Zan » en arabe signifie sperme. De grâce ne pas confondre avec Zen le héros de la religion bouddhiste, encore moins celui de ce roman. Il se fâcherait et claquerait la porte avant la fin de l'histoire (pas celle de Francis Fukuyama) et je me retrouverais dans de beaux draps avec mon éditeur. (NDMB, dernière intrusion d'auteur, promis). (note 152, p. 102 tapuscrit)

Certaines notes étaient à peine explicatives. Pour Ali Belhadj, il est indiqué « “Dimokratia kofr” c'est lui (NDLN). » (note 124, p. 89 tapuscrit) Un lecteur français qui ne connaîtrait pas ce leader du FIS n'en serait pas plus avancé. Enfin pour Sonelgaz :

Acronyme désignant le monopole de la RADP sur le gisement énergétique domestique national. (Encore une fois, le lecteur aura compris de lui-même je sais mais c'est pour le cas où le bouquin sort en France pour cause de coupure de liberté d'expression. Donc, chers français, chères françaises : Sonelgaz, EDF, même combat, NDMB). (note 135, p. 98 tapuscrit)

Même pour ce texte publié en Algérie, le destinataire français est donc pris en compte ; mais de manière ironique, comme improbable.

Dits et non-dits de l'exotisme : Timimoun

Timimoun publié en 1994 en arabe en Algérie (*T-A*^{685}) puis en français en France (*T-F*^{686}) par Rachid Boudjedra est un cas limite de réécriture^{687} par auto-traduction, et permet de nuancer l'opposition entre deux destinataires, et la possibilité même d'un dire « authentique », chez ce nationaliste arabe pourtant attentif à cet enjeu : on a vu qu'il avait été lui-même mis en cause lors de la sortie de *La Répudiation*. Les thématiques politiques peuvent s'adresser à deux publics, même si elles s'inscrivent différemment dans les discours sociaux des deux pays. Celle du mythe andalou colonial, montrant une image positive des relations entre les communautés dans l'Algérie coloniale, et représentée dans le récit par Henri Cohen, l'ami juif et communiste du narrateur, est valable dans les deux espaces français et algérien. Tandis qu'en Algérie cette thématique est fortement subversive car elle met en cause la geste nationale marquée par le religieux, et surtout l'antisémitisme d'une grande partie de la population, en France elle permet à l'auteur de se construire un ethos libéral et tolérant,

d'autant plus nécessaire au moment de son combat radical contre les islamistes. Il en va de même pour les thématiques subversives en Islam de l'alcoolisme et de l'homosexualité : subversives ici, construisant un ethos libéral là.

Mais au-delà de ces seules thématiques politiques, on peut noter que ce roman interroge directement le discours social sur l'Algérie en thématissant le regard exotique sur le pays. Ce roman est l'histoire des pérégrinations réelles et psychiques d'un guide touristique dans le Sahara algérien, amoureux éconduit au cœur des années 1990. Les touristes conduits vers l'oasis de Timimoun dessinent le destinataire de ce livre : « Je voulais surtout casser les idées toutes faites de mes clients. Les idées cartes postales ou guides bleus avec lesquelles ils arrivaient quelque peu naïvement » (*T-F*, p. 60). L'incipit déçoit ainsi l'attente du lecteur : « La nuit tombe dru ». Ce n'est donc pas un lieu de soleil qui est décrit, mais de nuit, voire de pluie, où les réminiscences d'éblouissements sont ceux des « flash aveuglants » des véhicules croisés par le car. « Maintenant il n'y a plus de désert. Reste le froid et subsiste un climat délétère et inconsistant » (*T-F*, p. 12). Les premières pages du roman plongent le lecteur dans l'intimité sombre d'un car aveugle au dehors, image du narrateur explorant ses sentiments et sa mémoire en un monologue intérieur : « Même la nuit, [le désert] est le lieu central de l'angoisse, du désir et du vertige » (*T-F*, p. 16). Le narrateur tombe amoureux d'une jeune femme, Sarah, qui, comme son nom l'indique, se confond avec le Sahara :

Les gens, autour d'elle, nageaient dans le magma médiocre de leur désir consistant à ne rien rater du Sahara dont les mirages et les légendes les avaient comme dopés, drogués, rendus malades. / Elle était vraiment dedans. De plain-pied. À chaque halte, à chaque visite, elle devenait plus transparente, magnétique, exorbitante. Ses yeux changeaient de couleur. (*T-F*, p. 21)

Ces deux regards sur le désert sont au fondement d'une esthétique de l'antithèse. « Le Sahara est méchant. Il est dur. Il est insupportable. Seuls les touristes de passage le trouvent idyllique et envoûtant ». Mais la vision optimiste des touristes n'est pas entièrement rejetée : le narrateur évoque le « désert dans son aridité et sa fécondité ; son âpreté et sa douceur » (*T-F*, pp. 38-39). Chez cet homme « frigide » de 40 ans, le désir se mêle à la peur et à la mort : alors qu'il décrit avec dégoût un sexe de femme, surgit le souvenir d'une annonce de meurtre : « cette chair tuméfiée comme saccagée

mutilée de coups de couteau... ça fait cafouillis... désordre... / *LE PROFESSEUR BEN SAID A ÉTÉ SAUVAGEMENT ÉGORGÉ CE MATIN [...] » (T-F, p. 31).*

Cette esthétique de l'antithèse relève de ce que Graham Huggan appelle un « exotisme stratégique^{688} ». En peignant « de gigantesques palmiers entrecroisés sur les deux côtés » (T-F, p. 88) de son car, le narrateur conforte et en même temps met à distance les clichés exotiques. La scène du désensablement est caractéristique :

J'avais pris cette dune non pour épater Sarah mais pour lui faire peur. Je mis trois heures à me désensabler. Aucun des voyageurs ne paniqua. Sarah non plus. Elle m'aida plutôt à creuser le sable et à placer sous les roues du car tout ce que j'avais de couvertures en poil de chèvre et de burnous en poil de chameau. La meilleure façon de se désensabler si on ne veut pas transporter des leviers et des treuils trop encombrants.

Les autres personnes juchées sur le toit du véhicule contemplèrent de longues heures durant ces montagnes de sable fauve ou ocre ou rouge ou safran. Elles avaient l'air ravi mais trois heures à regarder le même aspect du désert, c'est trop long et très dangereux. Je dis à Sarah : « C'est comme cela qu'on devient fou, au mieux, mystique ». Elle rit mais d'une façon quelque peu forcée. (T-F, p. 72-3)

L'ironie mord les touristes dont la contemplation des couleurs du désert confine à l'ennui ; tandis que le *topos* du mystique au désert est ravalé au rang de l'insolation et de la folie. Dans le texte arabe, à la place des notations de couleurs contemplées par les touristes, on trouvait *našwa al-ḥalā' al-`ārī* (T-A, p. 60), « l'extase du vide nu » : cliché paysager ici, cliché religieux là, mais dans les deux cas clichés. Quant à l'anti-exotisme que le narrateur entend partager avec Sarah, son goût morbide pour le désert (la « peur », la souffrance), il s'ensable également de manière ridicule. L'attitude active de Sarah s'oppose certes à celle des autres touristes : mais l'aide qu'elle apporte au narrateur est l'occasion de notations proprement exotiques sur la manière typique de désensabler un véhicule. Dans la version arabe, celles-ci se réduisent à l'évocation de la *ṭarīqa taqlīdiyya* (T-A, p. 60), « manière traditionnelle ».

Boudjedra déclare certes avoir voulu décevoir l'horizon d'attente de son lectorat :

[...] j'ai une telle passion pour le désert que j'ai essayé d'en parler d'une façon différente, à savoir non exotique [...] On a tellement galvaudé la littérature maghrébine à travers l'exotisme que je le refuse. Le désert, c'est certes beau, superbe. Mais le désert est le contraire de l'exotisme : il est aussi très dur et très méchant^{689}.

Mais on s'étonnera peu, à l'analyse d'une telle esthétique de l'antithèse qui relaye les représentations exotiques pour mieux les rejeter, qu'un lecteur aussi attentif à l'œuvre de Boudjedra que Patrick Grainville tombe dans ce travers exotique, quand il écrit : « Boudjedra nous livre des évocations saisissantes du désert, avec ses dunes ocre et safran, ses oueds, ses chotts immaculés^{690}. »

Comme le montre Heba Ghadie^{691}, ces touches exotiques sont un peu moins fortes dans la version arabe du texte, en particulier parce que l'auteur ne peut pas jouer sur les différences linguistiques. Ainsi de la description picturale d'un cavalier touareg : « Un méhari se meut dans le désert ocre et safran, comme invraisemblable. [...] Son cavalier, une tache bleue, oscille lentement. Il traverse un chott aveuglant de blancheur » (*T-F*, p. 61). « Méhari », « safran » et « chott » sont ainsi traduits en lieu et place de « dromadaire » et « jaune » (« chott », lac de sel, n'a pas d'autre traduction en français). Cela peut être rapproché de l'intention nationaliste de Rachid Boudjedra, sensible dans tous ses romans, d'affirmer l'influence arabe sur la langue française ; cependant à l'occasion d'une description du désert, ce souci politique se renverse en exotisation. Malgré cela il ne faudrait pas exagérer la différence avec la version arabe (*T-A*, p. 52) : les deux textes jouent d'une même esthétique de l'antithèse, articulant mise à distance du cliché et présence de celui-ci. L'imagerie orientaliste est sensible dans la référence picturale, par le jeu des couleurs ; mais le flou du dessin (*tartasim*, se dessine, *mutabaḥtirān*, vaporeux) dilue le cliché dans une hallucination dont il ne reste qu'un tableau à la manière de Nicolas de Stäel. La lenteur du cavalier, au fondement du flou pictural, est rendue en français par le jeu des nasales, et en arabe par les reprises et parallélismes. La version française fait une description certes plus subjectivée, renvoyant davantage au regard du spectateur : le désert est ainsi « aveuglant de blancheur » ; mais dans la version arabe, « blanc brillant » (*nāṣi` al-bayād*) est tout autant une expression figée, clichée de la langue.

Alors que l'autotraduction aurait pu permettre des recadrages importants, pour s'adapter à deux lectorats différents, Boudjedra n'a usé de cette liberté que de manière marginale^{692}. Les touristes-destinataires du texte ne sont pas particulièrement français, mais indistinctement « autochtones ou étrangers » (*T-F*, p. 55) (« à des touristes étrangers ou non », *sā'ihīn aḡānib kānū am lā*, *T-A*, p. 46). De fait, les « autochtones » du nord du pays, qui constituent la réalité des touristes du Sahara, sont nourris des mêmes clichés

exotiques sur le désert que les « étrangers ». De manière surprenante même, Boudjedra cite dans la version française le maréchal Lyautey, qui paraît en phase avec la vision non-exotique du narrateur : « Un continent froid où le soleil est chaud. C'est d'un quelconque colonisateur français cette expression, mais elle est si vraie, si conforme » (*T-F*, p. 39).

L'analyse de ce roman permet de fortement mettre en question les anathèmes d'opportunisme exotique lancés contre les écrivains francophones à Paris : par une esthétique de l'antithèse, l'exotisme est présent dans sa dénonciation même ; et la différence entre destinataires français et algériens, francophones et arabophones, est moins de nature que de degré, ce qui permet de mettre en doute l'idée même d'écriture « authentique ».

Une édition et une réception « ethnocentriques » ?

La crainte d'une récupération ethnocentrique de la littérature algérienne par l'édition et la réception française est partagée par écrivains, critiques spécialisés et critiques généralistes, au point de devenir un lieu commun qui nécessite plus de nuance. En 1992, Rachid Boudjedra écrivait en entrée de *FIS de la haine* : « Et voici donc l'Algérie devenue une mode internationale depuis octobre 88 [...] [les journalistes] essayant de trouver le titre le plus loukoum, le plus "Fatma", le plus vert à thé dégoulinant de sang, le titre le plus exotique, quoi ! », avant de dénoncer le fait que la littérature non-occidentale soit ravalée au rang de « production sociologique, documentaliste et ethnographique »^{693}. La chercheuse Farida Boualit pose de même la question d'un « phénomène de mode^{694} », et de citer l'écrivaine Hafsa Zinaï-Koudil : « La tragédie toujours recommencée de mon pays, qui fait la une des journaux, est devenue un fonds de commerce lucratif^{695} ». C'est ce que déploraient déjà, à propos de la guerre d'Indépendance, Malek Haddad ou Kateb Yacine^{696}. L'attente des éditeurs parisiens à l'égard des écrivains périphériques serait souvent « plus documentaire que littéraire^{697} », selon le mot de Charles Bonn. Cette idée est popularisée dans les médias de gauche, puisque Aude Lancelin reprend l'expression dans *Le Nouvel Observateur*, pourtant hebdomadaire généraliste : elle dénonce un exotisme de l'horreur, « suscitant une lecture plus documentaire que littéraire chez un public français obnubilé par l'enjeu politique immédiat^{698} ». On a vu que certains écrivains souffraient de la réduction de leur œuvre au seul témoignage (*supra*).

Le constat de l'« ethnocentrisme » de la réception des littératures périphériques dans un espace central n'est pas particulier aux relations franco-algériennes. En entretien, Mohamed Magani, exilé à Berlin dans les années 1990, regrette que sa réception y ait été souvent réduite à des questions politiques. Un certain nombre de travaux ont montré la réalité de cet ethnocentrisme : cependant, les conclusions tirées sont parfois excessives, ce qui est probablement dû à un souci, légitime par ailleurs, de dénonciation politique du traitement fait aux dominés de l'espace littéraire international^{699}. Comme les études de traduction l'ont montré, l'importation décontextualisante^{700} des littératures périphériques se développe souvent dans une conjoncture politique forte^{701}. Mais la différence majeure ici réside dans le fait que l'on peut parler pour les écrivains francophones de *semi-importation*, dans la mesure où ils entrent sur le marché français sans passer par l'intermédiaire d'un traducteur, ce qui leur permet une plus grande marge de manœuvre dans la négociation avec leur éditeur, et dans la maîtrise de leur réception.

La réception de *Timimoun* en France permet de confirmer tout en les nuanciant les jugements condamnant la réception française pour son ethnocentrisme. De la même manière on ne saurait condamner l'édition française dans son ensemble.

Réceptions politique et/ou littéraire de Timimoun

Rencontrant un vaste succès en France, *Timimoun* est sélectionné pour le prix Goncourt, et pour le prix Populiste (qu'il obtiendra pour *La Vie à l'endroit* en 1997). Sa réception est tributaire d'un horizon d'attente très politisé à l'égard de Boudjedra après la publication de *FIS de la haine*, dont il a tiré une très grande médiatisation politique (*supra*). Il est fort possible que le relatif retrait politique de ce texte soit une manière pour l'auteur de prévenir une telle réduction. La référence à l'actualité dans le récit est très faible, et se réduit à l'intertextualité de quelques coupures de presse, présentées dans une typographie différente, et relatant assassinats et attentats. Malgré leur rareté, c'est autour de ces coupures de presse que vont se polariser les articles, en rupture avec l'intention proclamée de Boudjedra : « Je suis écrivain, je ne suis pas journaliste. L'introduction de titres de presse dans mon roman est une pratique que j'avais déjà employée dans le passé dans un précédent roman. Je pratique cette intertextualité [sic]. » (*Nord-Éclair*, 28 mai 1994). Mais parallèlement, il considère que

« *Timimoun* est une tentative de sensibilisation » de l'opinion française (*L'Union*, 17 juin 1994). Il semble ainsi hésiter entre médiatisation politique et protection littéraire de son œuvre.

Sur les 56 articles publiés, on peut distinguer trois types de réception : la réception politique se sert du texte comme prétexte, et se fonde bien souvent plus sur une interview politique que sur la lecture du roman ; la réception politisée, sans négliger le propos du texte, le tire vers des enjeux politiques ; la réception littéraire porte sur le texte en lui-même.

On compte 22 *articles politiques*, pour lesquels le roman apparaît nettement comme un prétexte. Ainsi dans *L'Union* (17 juin 1994), à l'occasion de la tournée promotionnelle de Rachid Boudjedra à la FNAC de Reims, Nancy Guoin, qui titre « Rachid Boudjedra : un écrivain face aux barbares de l'intégrisme », écrit en manchette de Une : « Dans *Timimoun*, son dernier roman, Rachid Boudjedra évoque les attentats qui ensanglantent l'Algérie. » Ce sont les citations de journaux portant sur les attentats islamistes dont est émaillé le roman qui retiennent l'attention de la journaliste, tout en citant pourtant l'écrivain qui se refuse à « tomber dans l'engagement immédiat, à faire un travail de journaliste ou de sociologue ».

Les *articles politisés* se trouvent dans des journaux généralistes souvent en parallèle d'articles clairement politiques. Dans *Témoignage Chrétien* (9 décembre 1994), Maurice Chavardès, qui avait cherché à littériser le pamphlet *FIS de la haine*, s'essaye ici à l'exercice inverse, puisque tous ses commentaires sur le roman ont une dimension politique. Après avoir utilisé un lexique guerrier pour parler de cette nouvelle publication (« affronte les tueurs », « revient à l'assaut »), Chavardès ramène le texte à deux enjeux politiques : la femme en pays musulman (« Voilà à quoi aboutit le mépris de la femme... ») et la violence actuelle : « Rachid Boudjedra présente l'angoisse d'un pays aux mains des terroristes et des corrompus. »

Les *articles littéraires* se trouvent, sans surprise, dans la presse spécialisée sur la littérature (*Le Magazine littéraire*, *Le Figaro littéraire* par l'écrivain Patrick Grainville), mais également dans la presse spécialisée sur la « région » (monde arabe ou Afrique) : *Qantara*, *Hommes et migrations*, *Jeune Afrique*, *Maghreb Magazine*. On peut faire l'hypothèse que ces derniers auraient plus l'occasion d'évoquer la situation politique en Algérie en dehors de ces chroniques culturelles. Mais le point commun entre ces deux presses est leur périodicité. Il s'agit de mensuels, parfois d'hebdomadaires, ce qui permet aux journalistes de se distinguer par une

approche moins subordonnée à l'actualité. Souvent les auteurs de ces articles ne sont pas seulement journalistes, mais également écrivains (Patrick Grainville, *Le Figaro littéraire* ; Arezki Metref, *Politis* ; Jean-Claude Perrier, *Afrique Magazine*) ou universitaires (Charles Bonn, *Hommes et Migrations*).

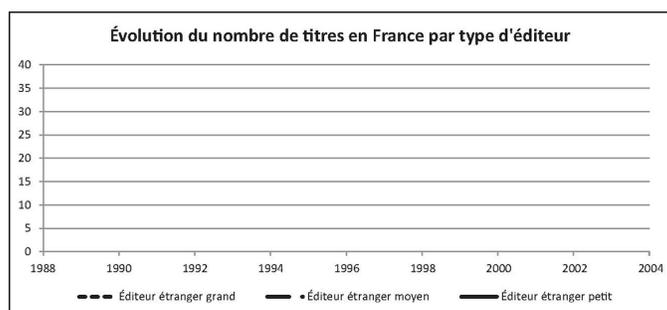
On remarquera que dans *El Watan*, le quotidien algérien de langue française accordant la part la plus importante à la littérature (il n'existe pas alors de revue littéraire en Algérie), les trois articles paraissant en juin et juillet sur *Timimoun* consacrent une part importante (11 juillet), voire centrale (15 juin), à la question politique. Ce n'est que dans l'édition du 18 octobre 1994, dans un dossier consacré à Boudjedra parce qu'il est sélectionné sur la liste du Goncourt, que des articles avant tout littéraires sont publiés, à côté d'articles franchement politiques.

Les études centrées sur la réception dans les centres des auteurs périphériques tombent parfois dans l'écueil du « misérabilisme^{702} », négligeant souvent leur *agency*. Semi-importées, les œuvres des écrivains algériens francophones sont l'objet d'une tentative de contrôle de leur part. Engagé tout autant d'un point de vue littéraire que politique, Boudjedra tente tant bien que mal de trouver un équilibre satisfaisant entre les différentes réceptions possibles de son œuvre. Il est probable que les nouveaux entrants dans le champ littéraire soient moins habiles, dans leurs textes littéraires et dans leurs entretiens, à diriger leur réception. D'autant que la reconnaissance littéraire acquise par Boudjedra pendant les deux décennies précédentes n'est pas entièrement recouverte par l'horizon d'attente politisé créé par *FIS de la haine*. Par ailleurs, on ne saurait conclure de manière trop hâtive à une lecture française uniquement « documentaire », « ethnocentrique », réduisant le sens des œuvres à ses aspects les plus médiatiques et donc politiques ; réception qui s'opposerait en sous-main à une lecture algérienne plus diverse, plus « authentique ». Les réceptions proprement littéraires de Boudjedra se perpétuent en France même au moment de son plus grand succès médiatique au cœur de la guerre civile. Et elles précèdent celles qui en sont faites en Algérie.

Une « machine éditoriale à mouliner les auteurs » ?

Le même soupçon d'« ethnocentrisme » porte sur l'édition française, avec une crainte d'autant plus forte que cette dernière serait susceptible de modifier le contenu du texte, pour le rendre conforme aux attentes du public

visé. Le préfacier français de *L'Insurrection des sauterelles* de Hassan Bouabdellah parle même de « machine éditoriale à mouliner les auteurs^{703} » : là encore, c'est la préservation d'une « authenticité » algérienne qui est en jeu, comme le suggère le préfacier à propos de ce texte qui « s'inscrit dans la démarche mentale algérienne », et travaille le français « de l'intérieur », avec le « génie algérien », « sans complaisance » pour le public français. Il ne s'agit pas ici de contester en bloc cette affirmation, mais de la prouver plutôt que de l'invoquer ; et de la nuancer. En effet l'édition française n'est pas monolithique : *a minima*, on peut avec Pierre Bourdieu opposer un pôle de « grande production », se fixant des objectifs de rentabilité à court terme et pour cette raison très en lien avec l'actualité médiatique ; et un pôle de « production restreinte », davantage préoccupé par l'accumulation de capitaux symboliques sur le long terme^{704}. Nous inspirant de Bourdieu, nous avons distingué entre petits éditeurs (peu de capitaux économiques mais quelques capitaux symboliques), éditeurs moyens (structure de capital essentiellement économique, correspondant au pôle de grande production), et grand éditeur (beaucoup de capitaux économiques et symboliques). Si l'édition française a entamé dans les années 1990 une « révolution conservatrice » renforçant son pôle de grande production, l'ensemble n'y est cependant pas soumis.



Graphique 6. Évolution du nombre de titres en France par type d'éditeur. Champ : publication entre 1988 et 2004, toutes versions. Données en chiffres absolus (n = 676).

On constate un doublement du nombre d'éditeurs français pour les écrivains algériens^{705}, ce qui semble donner raison à ceux qui reprennent l'expression de Malek Haddad pendant la guerre d'indépendance : « Chaque maison d'édition possède son "Arabe de service"^{706}. » Cependant ce n'est pas le pôle de grande production qui profite le plus de cette augmentation, mais les petites maisons d'édition (et secondairement les grandes). Bien plus, au sein des éditeurs moyens

s'accroît la part de l'Harmattan, le plus gros éditeur d'écrivains algériens dans le monde, et dont le travail éditorial (donc du risque de « fabrication » des écrivains) est reconnu comme minime^{707}.

Il est vrai qu'au pôle de grande production, certains cas extrêmes montrent un rôle très actif de l'éditeur français dans la « fabrication » de la littérature algérienne. C'est le cas de *Vivre traquée* de Malika Boussof, publié chez Calmann-Lévy en 1995 (*supra*). Cet éditeur intégré au groupe Hachette en 1993, situé dans le « ventre mou » de l'édition littéraire française, possède selon Bourdieu une structure de capital essentiellement économique grâce entre autres à la production de best-sellers. Née en 1954, cette journaliste francophone, menacée de mort pour ses prises de position radicalement anti-islamistes, est approchée par le philosophe André Glucksmann, et une éditrice de Calmann-Lévy à la suite d'une manifestation de soutien aux intellectuels algériens. Elle accepte d'écrire un livre dans le prolongement de son travail de journaliste politique, qu'en entretien elle nomme spontanément « essai* ». Toutefois le statut générique du texte est l'objet d'une forme de négociation avec son éditrice, qui lui demande dans un deuxième temps d'ajouter des éléments « autobiographiques* » :

- Oh, allez... les... les... disons que les flashes m'ont été demandés. Voilà. [temps]
- C'est-à-dire ? dans quel but ?
- Oh, pour l'éditeur, je pense parce que c'est vendable [...]*

Tout en s'investissant sincèrement dans l'écriture de ce témoignage, elle a donc aussi intériorisé les contraintes économiques de l'éditeur : Graham Huggan a montré la manière dont l'édition a récupéré dans une perspective commerciale la notion subversive d'authenticité pour les autobiographies de femmes issues de cultures minoritaires^{708}. Les « seuils » du livre révèlent un même type de négociation. Bien qu'en avertissement l'auteure expliquait avoir préféré une « parole oblique » en utilisant la troisième personne, la quatrième de couverture supprime toute ambiguïté : « *Vivre traquée* est son histoire », et précise, alors qu'aucune indication générique n'est indiquée sur la page de garde : « Refusant la grandiloquence, ce témoignage bouleversant d'une femme en sursis qui défie la barbarie et dénonce ses complices, est aussi le reportage le plus cinglant sur un pays au bord du gouffre. » Quant à la couverture, elle présente la photo d'un escalier de la Casbah d'Alger, monté par une femme en haïk légèrement voûtée, et une jeune fille en cheveux qui regarde vers le photographe. L'éditeur présente

ainsi l'ensemble des éléments susceptibles selon lui d'intéresser le lecteur : informations d'actualité documentées et « sans concession » (« reportage le plus cinglant ») ; narration directe (sans « grandiloquence ») et pathétique (« bouleversant »), mais également dramatisée (« en sursis », « au bord du gouffre ») et héroïque de la lutte manichéenne du faible (« femme ») qui remporte la victoire (« défie la barbarie ») ; exotisme d'origine colonial (la femme en haïk dans la Casbah n'est pas typique de l'islamisme des années 1990, mais rappelle les représentations coloniales) et violences liées à l'Islam (« barbarie »). S'il va sans dire que les capacités de négociation d'une nouvelle entrante dans le champ littéraire sont faibles, Malika Boussof ne semble pas regretter le résultat de cette négociation.

Il faut souligner en effet que la négociation peut se transformer en conflit, comme le montre Isabelle Charpentier à propos de l'écrivaine Leïla Marouane et des éditions Julliard^{709}. Journaliste née en 1960, elle est victime d'un attentat lors d'un reportage, et s'exile en France. Alors qu'elle avait choisi Julliard pour son passé d'engagement pendant la guerre d'indépendance, et pour avoir édité les premiers textes d'Assia Djebar, cet éditeur, racheté depuis peu par le groupe Fixot, cherche à assurer une forte promotion médiatique à *La Fille de la Casbah* (Julliard, 1996). La quatrième de couverture résume le roman comme un récit de libération : « Hadda décide de conquérir sa liberté. » Or précisément ce roman met en question ce type de récit héroïque : la protagoniste n'a rien d'une héroïne, ni même d'une pleine victime, elle qui assassine son amant odieux, et est recueillie par sa cousine, personnage très positif tout en étant Sœur Musulmane. Son éditeur pousse Leïla Marouane à accepter un reportage avec *Paris Match*, ce qu'elle refuse, pour assurer sa sécurité et celle de sa famille en Algérie. Ayant rejoint Le Seuil, elle présente ainsi les contraintes que Julliard lui aurait imposées :

Il veut imposer à ses écrivains une certaine image de l'Algérie et les espaces thématiques à traiter. [...] L'une des raisons qui m'a fait quitter l'éditeur Julliard, c'est sa volonté de me pousser à écrire dans un registre précis, défini par lui, c'est-à-dire une écriture féminine, avec en sus Shéhérazade des Mille et une Nuits et la danse du ventre. On m'obligeait également d'écrire sur l'Algérie. [...] Au Seuil, c'est la littérature qui prime. C'est pourquoi j'ai opté pour le Seuil qui me donne une extraordinaire liberté de travail et qui respecte énormément les écrivains^{710}.

Elle se distingue par-là de l'écrivain Yasmina Khadra, également publié chez Julliard, qui, après avoir traité de la guerre civile, s'attache à suivre l'actualité arabo-musulmane internationale. L'opposition entre Julliard et Le

Seuil, excessive dans ce discours rétrospectif, pose néanmoins l'espace d'un champ éditorial français polarisé en fonction de la structure de son capital, devenant majoritairement économique pour Julliard, et équilibrée entre économique et symbolique pour Le Seuil.

L'exemple du Seuil illustre le cas d'une grande maison, dont la logique éditoriale est contrainte de naviguer entre les pôles de grande production et de production restreinte : indépendant jusqu'en 2004, cet éditeur cherche à garder son rang de maison littéraire exigeante, tout en évitant de prendre trop de risques. En rupture avec le volontarisme politique de la maison dans les années 1950 et de la collection « Méditerranée » dirigée par l'écrivain pied-noir Emmanuel Roblès^{711}, aucun nouvel auteur n'est publié dans les années 1990 qui n'ait fait ses preuves chez un autre éditeur, et ce malgré la place importante des « pieds-noirs » Claude Cherki et Louis Gardel. Ce faible nombre de publications s'explique pour trois raisons : politique, littéraire, et commerciale.

En entretien, Louis Gardel se dit peu engagé politiquement (« Le militantisme c'est pas mon truc* »). Né en 1939 à Alger, installé en France pendant la guerre d'Indépendance, il a certes contribué à la formation de jeunes cadres algériens après celle-ci, ce qu'une partie de sa famille, « très pied-noir* », a critiqué. Mais il se définit comme « ni raciste ni colonialiste, ni l'inverse* ». De fait son troisième roman, *Fort Saganne* (Le Seuil, 1980), dont l'action comme ses deux précédents se déroule dans l'Algérie coloniale, est un immense succès de librairie (et adapté au cinéma en 1984), mais est en même temps très attaqué à la fois par l'extrême droite et l'extrême gauche. Il néglige pourtant en entretien d'évoquer son engagement politique de soutien aux intellectuels algériens auprès de la revue *Algérie Littérature/Action*.

Il insiste surtout sur la nécessité de séparer littérature et politique, se distinguant en cela de la tradition du Seuil : « Le Seuil a publié beaucoup d'auteurs algériens. C'était au départ pour des raisons à la fois littéraires, parce qu'on ne publiait pas n'importe quoi, mais aussi idéologiques*. » Dans une conférence qu'il tient pour le compte d'*Algérie Littérature/Action*, il explique qu'il ne veut pas risquer de publier une œuvre qui risquerait ensuite de « cataloguer » politiquement l'éditeur, en faveur de l'un ou l'autre « camp ». Il refuse a fortiori les œuvres politiques : « Je me méfie moi aussi de la littérature de témoignage direct, de la littérature d'urgence. »^{712} En entretien, il dit rejeter les « ghettos* » littéraires (citant la collection

« Continents noirs » de Gallimard), mettant un point d'honneur à ne pas publier des écrivains sous prétexte qu'ils sont Algériens : « C'est pas parce que vous êtes Algérien qu'on va vous publier, on va vous publier si c'est bon*. » La note de lecture sur le roman *Camping* d'Abdelkader Djemaï en 2002 montre le souci du Seuil de publier des auteurs « universels ». Djemaï est décrit comme un « vrai écrivain », dégagé de préoccupations superficiellement politiques, et inscrit à la fois dans la tradition française et dans celle des classiques maghrébins publiés par le Seuil depuis les années 1950.

Note de lecture de *Camping*^{713}

Contenu du livre. [...] À travers le microcosme de ce *Camping*, c'est une évocation de l'Algérie d'avant la catastrophe, comme le film de Tati était une évocation de la France d'après-guerre.

En quelques mots : Abdelkader Djemaï écrit une langue apparemment toute simple mais en fait très travaillée. C'est un vrai écrivain (le manuscrit a emballé Grainville et Visage) et c'est sous cet angle qu'il convient de le promouvoir. *Camping* n'est pas un livre politique ou idéologique ou polémique. Il va plus profond que ça.

Arguments commerciaux : Il a une bonne image dans la presse, connaît beaucoup d'écrivains et jouit d'une grande estime. C'est au Seuil qu'il a sa place, dans la lignée des auteurs maghrébins devenus des sortes de classiques.

L'argument commercial est également important ici. En 1996, Louis Gardel avouait que Le Seuil faisait partie des « éditeurs installés, parfois frileux », qui ne peuvent se permettre de tout publier, et se réjouissait donc de l'apparition de la revue *Algérie Littérature/Action* comme « laboratoire » pour permettre aux éditeurs de « repérer les auteurs »^{714}. De fait, l'un des rares auteurs algériens que Louis Gardel a édité de lui-même est Aïssa Khelladi, directeur de la revue *ALA* et auteur de *Peurs et Mensonges*, jusqu'à ce que les soupçons portant sur ses liens avec les services secrets algériens n'amène Gardel, s'estimant politiquement floué, à cesser de le publier. Leïla Marouane, Leïla Sebbar, Malika Mokeddem, et Aïssa Khelladi, qui avaient tous publié auparavant dans une autre maison d'édition française, ne font paraître qu'un titre original au Seuil. Abdelkader Djemaï, qui avait commencé à publier en France chez Michalon, avant d'intégrer le Seuil en 2002, est le seul auteur à y bénéficier d'un véritable suivi après les

décès ou les départs des écrivains publiés par Emmanuel Roblès dans les années 1950. Maïssa Bey met en avant les raisons commerciales qui auraient conduit Le Seuil à refuser son manuscrit *Au commencement était la mer*, puisqu'on lui signifiait que son texte était « trop poétique pour dire la réalité sanglante de l'Algérie d'aujourd'hui* ». Elle ajoute : « C'était le plus beau compliment qu'on pouvait me faire. Ce qui voulait dire que je n'avais pas écrit un témoignage. Et c'était écrit par un grand lecteur des éditions du Seuil*. » La maison publie en effet également, un témoignage recueilli et rédigé par la journaliste Baya Gacemi, intitulé *Moi, Nadia, femme d'un émir du GIA*, qui eut un très grand succès en Algérie^{715}. Mais, reproduisant en cela la distinction opérée par les éditions de Minuit entre littérature et politique pendant la guerre d'Algérie^{716}, ce témoignage est publié dans la collection Sciences Humaines et Documents. Logiques littéraires, politiques ou commerciales se mêlent ainsi chez cet éditeur prestigieux.

Soumis aux pressions politiques et religieuses en Algérie, le champ littéraire algérien est également confronté, à son pôle international (en particulier français), aux contraintes du marché du livre, qui sont partiellement des pressions politiques, privilégiant l'approche anti-islamiste radicale. Il ne faudrait pas cependant exagérer ce fait. Le reproche fait aux écrivains de ce pôle de se subordonner à ces lois est tributaire d'une représentation de l'« authenticité » de la littérature aux fondements fragiles. Quant à la critique (en passe de devenir un lieu commun) accusant l'édition et la réception françaises de réduire systématiquement la littérature des écrivains algériens à des documents anti-islamistes fictionnalisés et commercialement rentables, il convient de la nuancer. D'une part cette réduction nationale et politique répond en partie au souci d'engagement des écrivains eux-mêmes ; et d'autre part les journalistes et éditeurs français ont des attitudes différentes suivant leur position dans le champ journalistique ou éditorial. De nombreux petits éditeurs français ont su faire un travail de découvreurs des écrivains algériens, ou publier des textes considérés comme difficiles ; ce qui a été plus rare en Algérie du fait de conditions politiques et économiques moins favorables. On songe au Seuil dans les années 1950, à Sindbad dans les années 1970-1980 (éditeur français paradoxalement financé par l'Algérie^{717}). Dans les années 1990, c'est en France, et par des capitaux symboliques et économiques (subventions) français, qu'a pu se maintenir un pôle autonome au champ littéraire algérien, notamment avec la revue *Algérie Littérature/Action*.

***Algérie Littérature/Action* : construire l'autonomie littéraire entre France et Algérie**

La revue *Algérie Littérature/Action* (*ALA*), créée en 1996 à Paris par Marie Virolle et Aïssa Khelladi, a cherché à reconstruire un pôle autonome au champ littéraire algérien, par rapport aux « pressions économiques et idéologiques » que cette littérature subissait non seulement en Algérie, mais aussi en France^{718}. Revue littéraire, elle s'intéresse plus largement aux questions culturelles, mais aussi politiques (islam, pouvoir, etc.), et a eu la particularité de proposer, jusqu'en 2002, une œuvre inédite longue dans son intégralité (roman, théâtre, recueil...) en première partie, prenant alors l'aspect d'une « revue-collection » ou d'un « livrazine ». *ALA* est la publication principale de Marsa (dite ici Marsa Paris), SARL de presse, ce qui explique que la plupart des enquêtés confondent habituellement la revue et l'éditeur. Mais après avoir réussi à reconstruire un pôle autonome au champ littéraire algérien en France, *ALA* n'est cependant pas parvenu à le réancrer en Algérie. Fondée en 1999 en Algérie, « Marsa Éditions » (dite ici Marsa Alger), qui est une SARL d'édition et dont la revue n'est que l'une des publications, n'arrive pas à se maintenir.

Cette stratégie d'autonomie lui permet de devenir tout à fait centrale dans le sous-champ algérien de langue française pendant quelques années. Mais cette autonomie et cette centralité, fondées sur des capitaux tout à la fois politiques et transnationaux, apparaissent difficilement exportables en Algérie.

Construire un espace autonome et une revue centrale

Comme l'indique pendant deux ans le texte de présentation inséré dans ses pages, « la revue soutient cette littérature [algérienne] en lui ouvrant un lieu autonome, loin des pressions économiques et idéologiques, un espace où sa diversité peut s'exprimer avec pour seul critère la force des textes ». Le terme d'« autonomie » doit être compris dans le sens que lui donne Pierre Bourdieu, parrain de la revue, et à qui Marie Virolle se réfère explicitement en entretien. À l'étude, l'usage ne nous en semble pas usurpé. Mais on ne saurait réduire cette autonomie à un choix militant : il convient de replacer ce choix dans la trajectoire des fondateurs de la revue, et surtout la position marginale de la revue dans le champ littéraire algérien et le

champ éditorial français, les contraignant à faire de nécessité vertu sur le plan politique et économique. Cette autonomie est l'une des raisons expliquant comment la revue est devenue, non une avant-garde, mais la plateforme centrale de la littérature algérienne francophone.

Autonomie politique : engagement en-deçà de la guerre civile.

La revue cherche à être autonome du conflit entre anti-islamistes radicaux et dialoguistes, et de manière générale à ne pas soumettre la littérature à la question politique. Pour autant, les deux fondateurs de la revue n'entendent pas renoncer à une « Action » politique : il s'agit, comme le titre de la revue l'indique, de trouver un équilibre entre celle-ci et la « littérature ». Tous les deux sont en effet engagés politiquement. Marie Virolle, née en 1949 à Limoges, est déjà militante féministe et communiste lorsqu'elle part comme coopérante en Algérie en 1974, considérée à l'époque comme le centre du tiers-mondisme. Enseignante de littérature, elle est devenue anthropologue comme élève de Mouloud Mammeri. Revenue en France en 1994, elle est la cheville ouvrière du CISIA, s'engageant en solidarité avec les intellectuels algériens. Aïssa Khelladi, né en 1953, a été officier de la Sécurité Militaire avant de devenir journaliste au début de la libéralisation du régime dans la presse de gauche francophone ; passé trouble qui lui sera reproché en 1999. Il se spécialise dans un journalisme politique très fouillé sur l'islamisme radical^{719}, et publie un premier roman en 1994, *Le Viol* (Alfa), aux thématiques politiques saillantes : révoltes de 1988, question des femmes en islam, archaïsme de la société algérienne. Menacé directement par les djihadistes, il est également poursuivi en justice pour avoir divulgué des informations classées secret-défense : il obtient alors une bourse d'écriture du PIE et s'installe en France.

Pour eux la politique n'est pas incompatible avec la littérature. Marie Virolle reprend l'idée largement répandue chez les intellectuels et les écrivains selon laquelle la Culture est la première victime de la violence, et que par conséquent maintenir une activité culturelle algérienne est un acte politique, et héroïque, par lui-même. Rappelant l'origine du titre, elle explique que « c'était la vie contre la mort, la parole contre le silence, une action de résistance, vraiment une action* ». Aïssa Khelladi explicitait cette articulation dans l'un des premiers éditoriaux :

Le lecteur se sera peut-être interrogé sur le pourquoi de « Action » dans le titre de notre revue. La littérature est-il [sic] immobilisme ? Esthétique du futile, passe-temps de l'oisif ? [...] contre le discours politique, contre les tentatives de compréhension sociologiques ou économiques – les essais – et surtout contre l'écrit journalistique. Pourtant tous ceux qui aujourd'hui se révèlent de bons romanciers, et dont la plupart n'étaient que « simples » journalistes comme Saddek Aïssat ou Abdelkader Djemaï, peuvent témoigner du poids d'un article ou d'un essai dans un pays comme l'Algérie. [...] Désormais l'écrit politique et les éventuelles polémiques qu'il pourrait susciter, seront au rendez-vous dans chacun de nos numéros^{720}.

Il formule ici une interprétation positive de la quatrième de couverture qui indiquait que la littérature se profile comme une voie de compréhension de la crise algérienne « autrement plus complexe, plus nuancée, plus humaine que tous les discours politiques et médiatiques ». Dans ce numéro 3-4, une formule est ainsi inaugurée, qui permet de conjoindre littérature et politique sans les mêler, en séparant nettement les sections littéraires et politiques, importantes pendant la première année avant de progressivement disparaître. En outre, ces dernières mettent en regard des prises de position antagonistes : on trouve dans ce numéro des textes aussi opposés politiquement que ceux de Louisa Hanoune (PT, anti-islamiste dialoguiste) et de Saïd Saadi (RCD, anti-islamiste radical). Ainsi en entretien Marie Virolle soutient : « On a tenu à ouvrir nos colonnes absolument à tout le monde et à tous les points de vue, sans jamais jamais jamais orienter la revue. Jamais* ». »

Ce refus d'un alignement idéologique s'explique par leur positionnement anti-islamiste dialoguiste, minoritaire dans le champ littéraire : très net chez Marie Virolle, moins chez Aïssa Khelladi. Le discours de l'autonomie à l'égard des injonctions politiques est le seul que peuvent tenir ses fondateurs, face à des écrivains algériens de langue française très majoritairement anti-islamistes radicaux. La revue affirme toutefois un certain nombre de valeurs propres à la gauche des années 1980, divisée depuis le début de la guerre civile : le droit des femmes, la laïcité, la démocratie libérale, et la « pluralité » identitaire (avec la présence de pieds-noirs libéraux dans le comité de parrainage) et linguistique.

Autonomie économique : des capitaux français revendiqués.

L'idée de l'autonomie de la revue par rapport aux « pressions économiques » est relayée par des critiques. Ainsi de Regina Keil-Sagawe :

C'est le mérite tout particulier de ce magazine de présenter aux lecteurs des textes de haute gamme d'auteurs algériens peu connus, d'auteurs qui risqueraient, autrement, de se perdre dans

la machinerie éditoriale de l'Hexagone, leurs écrits – pas suffisamment sanguinaires, ni assez orientalisant, moins à l'eau de rose qu'au goût de coloquinte, réfléchis, pleins d'amertume, d'humour, de réflexion, en un mot : authentiques et originaux – ne correspondant guère aux lois du marché, aux attentes présumées du grand public vis-à-vis de l'Algérie^{721}.

L'autonomie de la revue est nettement inscrite dans la position de la revue-édition dans le champ éditorial : sa nouveauté et sa marginalité la contraignent à l'autonomie économique, faisant de nécessité vertu. Alors que son activité centrale est l'édition d'une œuvre inédite, elle est très largement subventionnée en tant que revue. Le FAS (Fonds d'Action Sociale^{722}) est devenu avec le temps le plus important bailleur de fonds, passant d'un tiers à la moitié des subventions totales reçues entre 1997 et 2002. Ce financement souligne, contrairement à l'ambition de ne pas en faire une « revue d'exil^{723} », sa proximité avec les revues françaises communautaires ou portant sur les questions de multiculturalité et d'immigration, avec lesquelles les échanges de publicité sont les plus nombreux (comme *Hommes et Migrations* ou *Écartés d'identité*).

Ainsi le capital économique accumulé par la revue pour exister est entièrement français, ce qui est toujours revendiqué. Contractuellement, la mention de ces aides figure sur les ouvrages qui en ont bénéficié. Mais sporadiquement, l'origine uniquement française de ces fonds est rappelée, comme gage de l'autonomie de la revue par rapport aux possibles pressions politiques algériennes : opposant par avance à l'argument nationaliste de la « trahison » celui d'une autonomie intellectuelle dénationalisée. C'est le cas par exemple dans une lettre adressée à la direction de *Télérama* en février 1999 après que l'un de ses journalistes a accusé Aïssa Khelladi d'être lié aux services secrets algériens. Plus tard à l'inverse, à la suite du semi-échec de l'expérience de Marsa Alger (voir *infra*), Aïssa Khelladi déplore n'avoir jamais reçu d'argent de la part du gouvernement algérien : « Le Ministère de la culture n'a jamais donné de deniers publics pour la revue, ils n'ont jamais donné* . »

De la marge au centre

Dans un entretien quelques mois après la fondation de la revue, Marie Virolle déclare : « On est dans la marge la plus incroyable, avec pourtant comme objectif d'être dans la centralité la plus grande^{724} ». Si elle reste alors ambiguë sur l'espace pour lequel ils ambitionnent d'être centraux, Marie Virolle reconnaît depuis en plaisantant qu'il ne s'agissait pas de

concurrencer Gallimard, paradigme français du grand éditeur. Elle avait de fait conseillé à Salim Bachi, dont le manuscrit était prometteur, d'aller se présenter chez de grands éditeurs : il sera finalement publié chez Gallimard, et accordera son premier entretien à *ALA*^{725}. Par choix militant comme par réalisme, la revue se maintient donc dans sa position initiale de petit éditeur qui « prend des risques* » à publier des auteurs inconnus : l'image du « tremplin* » que Marie Virolle utilise pour décrire le rôle de la revue reflète bien la réalité de sa position à ses débuts. Refusé par Le Seuil, le premier roman de Maïssa Bey *Au commencement était la mer* est publié par *ALA*, et est un succès, ce qui lui permet d'entrer ensuite chez Grasset. Dans l'article consacré à la revue dans *Télérama*, Thierry Leclère écrit qu'en un an, « elle a déjà joué son rôle de découvreur de talents^{726} ».

Comme dans d'autres collectifs, les écrivains qui contribuent le plus à *ALA* par des textes fictionnels sont majoritairement très marginaux dans le sous-champ littéraire algérien de langue française : journalistes ou universitaires, ce sont de nouveaux entrants dans le champ, qui n'habitent parfois pas à Alger. On constate par ailleurs une surreprésentation des femmes : l'ensemble des contributrices (à la fois écrivains et critiques) jusqu'à fin 1998 représente 40 % du total des contributeur-e-s. Bien plus, participant par là du champ littéraire algérien, des Français-e-s sans lien avec l'Algérie donnent des textes à la revue, en particulier Dominique Le Boucher, qui est la contributrice la plus assidue (toutes contributions confondues).

Mais tout en étant marginaux dans le champ, ces contributeurs étaient reconnus dans les espaces professionnels qu'ils ont souvent dû quitter brusquement (et dès lors en situation de déclassement). Les quatre écrivains arabophones publiés dans la revue (Waciny Laredj, Merzak Bagtache, Abdelhamid Benhedouga, Mohamed Sari), sont même tout à fait centraux dans le sous-champ littéraire algérien de langue arabe. La revue réussit en outre à attirer dans ses pages des critiques et universitaires reconnus. Un nombre non négligeable d'écrivains importants dans le champ littéraire algérien accorde des textes courts ou des entretiens à la revue : Abdelkader Djemaï, Jean Pélégri et Leïla Sebbar donnent trois textes, Malika Mokeddem et Habib Tengour deux, Mohammed Dib et Assia Djebar un. La fréquence des contributions est donc inversement proportionnelle à la notoriété des écrivains, et s'apparente à un acte de parrainage.

ALA parvient ainsi à prendre une position centrale dans le champ littéraire algérien, recevant le soutien des plus reconnus, et amenant à elle des nouveaux venus non complètement marginaux, attirés par la perspective de l'entrée dans l'espace littéraire français. Un quart des écrivains algériens actifs dans les années 1990 a publié au moins une fois dans la revue entre 1996 et 1999, et le taux monte à près de 40 % quand on ne prend en compte que les francophones et bilingues. De fait, elle remplit en la matière un vide absolu dans le sous-champ algérien de langue française (plusieurs revues existent pour la littérature algérienne d'expression arabe).

Cette centralité se lit enfin dans les lettres reçues à la revue. Un lecteur algérien immigré en France, très enthousiaste à la parution de la revue, y voyait un moyen de lutter contre l'isolement : « Beaucoup trop d'intelligences dispersées, esseulées, et donc déprimées^{727}. » Il y voyait également un lieu d'échanges dans un pays (la France) qui met les « Arabes sur la touche », voire une nouvelle république des lettres algériennes, un centre accessible à tous : « Enfin une chose qui ne sera pas autre chose que ce que nous en ferons. » Cette centralité dans le champ littéraire algérien est liée au prestige qu'elle a su acquérir. Une écrivaine exilée en France, éconduite, s'avoue déçue de ne pas être publiée par une « revue aussi prestigieuse que *Algérie Littérature/Action*^{728} ».

Cette centralité de la revue confère une position équivalente à ses fondateurs dans le champ littéraire, même si les ambitions de Aïssa Khelladi et de Marie Virolle ne sont pas semblables. La répartition des rôles au sein de la revue est d'ailleurs genrée, puisque Marie Virolle est responsable de la rédaction, quand Aïssa Khelladi assure la représentation de la revue en tant que directeur de publication. Et tandis que la première, à l'habitus de militant, se contente des gratifications symboliques liées au statut de « cheville ouvrière » de la construction d'un espace d'expression pour les autres, le second, qui est entré dans le champ littéraire de manière très discrète dans les années 1980, y ambitionne une position en tant qu'écrivain.

Centralité ne signifie pas originalité esthétique. Au contraire, Aïssa Khelladi affirme chercher à « accompagner » la « nouvelle littérature » algérienne, préférant connaître que « juger cette “littérature du témoignage” »^{729}. La stratégie éditoriale de la revue n'est donc pas celle d'une avant-garde, qui créerait la nouveauté. L'hebdomadaire algérien *La*

Nation brocarde pour cette raison leur ton « toujours gentil, sinon complaisant, [pour] parler de tout ce qui se publie en France^{730} ».

Cette autonomie réelle vis-à-vis des « pressions économiques et idéologiques », du fait de la position marginale de la revue dans le champ éditorial français et de ses fondateurs dans le champ littéraire algérien, ainsi que de leur engagement politique, explique en bonne partie le succès d'*ALA*. Mais cette autonomie, et la centralité que la revue acquiert très rapidement, tient beaucoup à des soutiens symboliques et économiques français, et à des raisons politiques qui, si elles revitalisent des engagements anciens de gauche, sont conjoncturelles.

La difficile exportation de l'autonomie

Ayant contribué à reconstruire un pôle autonome au sein du sous-champ littéraire de langue française, *ALA* entend « renationaliser » ce pôle, c'est-à-dire le réinscrire matériellement dans le territoire algérien. L'enjeu est d'importance. Il s'agit d'affirmer l'authenticité et l'algérianité de la revue, non seulement contre l'accusation d'opportunisme, mais également pour insister, contre ceux qui se félicitaient d'une victoire contre *Hizb Fransā*, sur le retour prochain de ces écrivains au pays, une fois la crise passée. Ainsi, ils affirment en 1997 que la revue a été créée à Paris non pas comme une « revue de l'exil », mais à cause de l'« absence d'édition en Algérie du fait de la crise économique (coût du papier), l'assassinat d'écrivains et la censure^{731} ».

Or l'autonomie et la centralité de la revue reposent principalement sur le caractère transnational de son capital. Cette transnationalité est inscrite dans la trajectoire même des deux fondateurs : Marie Virolle, française, est « Algérienne de cœur » tandis que Aïssa Khelladi, Algérien, est exilé en France. C'est grâce à des capitaux publics et privés français que la revue a pu assurer son autonomie.

Mais encore, c'est en tant qu'algérienne que la revue a pu profiter du capital symbolique de parrains franco-algériens : or ces capitaux français ont une origine politique. Le capital transnational de la revue, au sens de la valorisation d'un transfert international (en l'occurrence : une revue venue *de* France et adressée à l'Algérie), est donc fragile. D'une part, la revue n'est pas parvenue à convertir son capital français conjoncturel en un capital à long terme. D'autre part, elle n'est pas parvenue non plus à s'implanter *réellement* dans l'espace littéraire algérien, mais seulement

symboliquement : les capitaux français sont difficilement reconvertibles en Algérie, à cause des contraintes concrètes de son marché.

Des soutiens français politiques euphémisés

Tandis que les subventions françaises sont pleinement assumées, comme gages d'autonomie politique et économique de la revue, il n'en va pas de même pour les capitaux symboliques français, qui mettent en cause l'algérianité de la revue.

Dans une publicité datée de mai 1997, diffusée à l'occasion du premier anniversaire de la revue, la rédaction déclare avoir plus de 400 abonnés dont une trentaine de grandes bibliothèques, preuve de l'importance qu'elle a acquise^{732}. Toutefois, elle n'insiste pas sur la composition précise de ce lectorat régulier. Or la part algérienne n'est pas dominante ni même majoritaire. Même quand elle a été diffusée en Algérie à partir de 1999, la quasi-totalité des abonnés habitaient en France, ou dans d'autres pays du « nord » (pays francophones du nord, États-Unis, Allemagne...), selon Aïssa Khelladi : « La revue, *Algérie Littérature/Action*, a eu beaucoup plus de lecteurs en France qu'ici. Ici, je n'arrivais pas à avoir un abonnement, je n'arrivais pas à faire un terrain, je n'arrivais pas à vendre* ». »

Dans la même publicité, la rédaction met en avant la reconnaissance médiatique qu'elle a acquise au travers de « nombreux articles de presse, des émissions de radio et de télévision ». Or malgré l'importance et la diversité de son dossier de presse, elle cite deux médias français assez grand public : elle rappelle la formule de Philippe Vallet à France Info, « véritable coup de tonnerre dans l'édition parisienne », et annonce un grand article avec photo à paraître dans le *Télérama* du 4 juin 1997. Sans mettre en avant le fait qu'ils sont français, cette publicité accrédite le prestige attaché à ces médias pour le lectorat tant algérien que français.

Il en va de même pour les « collaborateurs prestigieux » de la revue évoqués également dans cette publicité. En première page de chaque numéro, figurent les noms du comité de « collaborations et parrainages », les deux termes étant habilement mélangés alors qu'ils ne se recourent pas (les plus prestigieux d'entre eux ne « collaborent » généralement pas). Derrière la juxtaposition de noms classés par ordre alphabétique, on constate que la majeure partie possède un lien plus qu'étroit avec la France : il s'agit de prestigieux intellectuels algériens vivant en France (Mohammed Dib, Assia Djebar, Leïla Sebbar qui est d'origine algérienne mais de

nationalité française...), ou encore proprement français (Pierre Bourdieu, Jacques Derrida, Étienne Balibar...). Ce sont d'ailleurs ces derniers qui sont les plus cités en entretien par les rédacteurs ou les écrivains de la revue, ou par la presse. Le magazine *Lire* présentait ainsi la revue :

Qui connaît Amine Touati, Nourredine Saadi ou Assia Djebar ? [...] le silence ou l'actualité ensevelissent l'Algérie alors même qu'une nouvelle génération d'auteurs ici et là-bas est en plein essor. Heureusement, un collectif parrainé entre autres par Pierre Bourdieu, Jacques Derrida et Louis Gardel s'est décidé à agir^{733}.

Seuls les noms des parrains français sont des arguments de promotion pour cette « nouvelle génération » dans laquelle figure curieusement Assia Djebar. Ce capital symbolique français a par ailleurs la particularité de reposer originellement sur une dimension militante.

Ces parrainages relèvent d'un acte politique conjoncturel, lié à la situation critique de l'Algérie. Cette solidarité avec les intellectuels algériens, à la suite notamment des mobilisations du CISIA (mais également du PIE) présidé par Pierre Bourdieu et dans lequel Marie Virolle a joué un rôle important, a réactivé les anciennes solidarités de gauche de l'époque de la guerre d'Algérie puis du tiers-mondisme. Universitaires, journalistes, ou appartenant aux milieux littéraires plus largement (écrivains, éditeurs, théâtre...), ces illustres parrains ont avec l'Algérie une histoire, qu'elle soit biographique ou militante. La période de crise politique remobilise ainsi les solidarités françaises de gauche nées de la guerre d'Algérie et du tiers-mondisme, à un moment où, en France, on constate un retour de la problématique de l'engagement chez les écrivains et chez les intellectuels^{734}.

Dépolitisation et dévaluation progressive de la revue en France

Au fur et à mesure que l'Algérie du terrorisme est sortie des médias français, la revue, son lectorat, et ses contributeurs se sont éloignés du militantisme qui les caractérisait au départ. La logique présidant à l'édition de la revue était en effet en bonne partie militante, et les collaborateurs bénévoles. Mais en 1999, les demandes de subventions au CNL insistent sur la volonté de routinisation de la pratique éditoriale :

L'objectif de faire fonctionner progressivement la revue d'une façon « classique », moins militante, se concrétise doucement, sans que soit perdu de vue, bien au contraire, l'engagement motivé de cette publication au service de la littérature et de la culture algériennes, son caractère novateur et original^{735}.

La rationalisation de l'activité, inscrivant la revue dans la durée, se constate également par la création d'un local rue de Rochechouart à Paris centralisant les activités et les dépôts, l'emploi régulier d'un salarié et/ou de stagiaires, ou la comptabilisation par Marie Virolle des publications de la revue dans la liste de ses travaux pour le CNRS. Fin 1998, la rédaction s'excusait dans son éditorial d'une « certaine austérité qu'accentue l'aspect universitaire de certains articles^{736} ». Or la dimension universitaire s'accentue toujours plus ensuite, après que Marie Virolle est restée seule à composer la maquette ; et que le modèle « livrazine » est abandonné à partir du n° 59-60 (mars-avril 2002).

Cette dépolitisation, sensible dans les pratiques, se retrouve dans la modification et la chute de son lectorat. À partir de 2000, les demandes de subventions au CNL ne mettent plus tant l'accent sur le nombre global d'abonnés (par ailleurs très surévalué) que sur le fait que de nombreuses universités internationales et départements spécialisés en littératures francophones sont abonnés. Le succès d'estime que reçoit la revue dans ses premières années, « quand c'était très-très chaud autour de l'Algérie* » (MV), s'essouffle avec le temps : en 2002 on ne compte plus qu'environ 150 abonnements^{737}. Elle est compensée en partie en 2000-2001 par la baisse des coûts de production, grâce aux échanges de bons procédés entre Marsa Paris et Marsa Alger. On peut suivre la désaffection progressive de la revue à partir des chiffres donnés aux impôts. Les ventes de marchandise sont divisées par près de deux entre 1997 et 1999, pour rejoindre le niveau des subventions (autour de 200 000 FF). *ALA* rejoint alors le lot commun des petites revues subsistant grâce aux subventions publiques : ce sont les années 1997-1998 qui sont exceptionnelles, et donnent la mesure, au travers des abonnements, du soutien (voire du succès) français à la revue dans un contexte de mobilisations intellectuelles en France en faveur d'une Algérie en proie aux massacres.

La stigmatisation de la « littérature d'urgence » ou encore la « littérature de témoignage » chez les nouvelles générations d'écrivains cherchant à se distinguer de leurs aînés, étiquettes en partie associées à la revue, ont contribué également à la perte de prestige de celle-ci. La revue a pourtant rapidement réagi aux critiques portant sur sa logique éditoriale plus politique qu'esthétique. Au numéro 17 de janvier 1998, elle supprime de son texte de présentation le paragraphe qui évoquait la « parole littéraire de l'urgence » dont la revue voulait d'abord se faire le relais. En entretien,

Marie Virolle soulignait dès début 1997 que « les textes que nous publions sont des textes littéraires et pas seulement des témoignages^{738} », et l'universitaire Christiane Chaulet-Achour, l'une de ses collaboratrices les plus régulières, écrit quant à elle en 1999 : « Dans ces œuvres inédites, on remarquera que, contrairement au champ éditorial français, Marsa éditions se veut assez discret sur les écritures de témoignage, du moins dans cette partie d'œuvres inédites complètes. À ce jour, n'ont été retenues que deux œuvres d'une grande qualité d'écriture et de ton [...]^{739}. » Mais l'image de la revue semble avoir été déjà faite, et les enquêtés assimilent aujourd'hui souvent *ALA* à la notion de « littérature de témoignage ». Le fait qu'*ALA* puisse ainsi servir de bouc émissaire, porte-étendard rétrospectif d'une littérature stigmatisée, montre *a contrario* la centralité qu'elle avait acquise dans ces années.

Perdant avec le temps le crédit symbolique qu'elle avait accumulé grâce à la conjoncture de violences en Algérie et de solidarité en France, *ALA* conserve toutefois une partie des subventions françaises grâce à sa routinisation et sa « francisation » : Marie Virolle a en effet réorienté Marsa Paris vers les littératures « beur ». Francisation qui révèle le caractère relatif de l'autonomie laissée à la revue par les subventions françaises ; et qui, surtout, marque la fin de l'expérience exceptionnelle, après six ans d'existence (1999-2005), d'une revue et de publications faites en parallèle de part et d'autre de la Méditerranée. C'est que les capitaux français se sont avérés difficiles à transférer en Algérie.

Les difficultés de transfert des capitaux français en Algérie

Aïssa Khelladi et Marie Virolle entreprennent dès 1998 de diffuser *ALA* en Algérie, et créent en 1999 une « société sœur » à Alger (Marsa Éditions), cette fois SARL d'édition. Portée par Aïssa Khelladi qui se réinstalle à Alger en 2000, l'ambition de Marsa Alger n'est pas militante : il s'agit d'en faire une maison d'édition centrale en Algérie, au moment où l'espace littéraire commence à s'y reconstruire. Pour cela, loin de « prendre des risques » comme Marsa Paris, Marsa Alger reprend les titres publiés d'*ALA* qui ont eu le plus de succès, pour les proposer au public algérien au format poche et à bas prix (entre 230 et 260 DA généralement^{740}). Il s'agit donc pour Aïssa Khelladi de convertir le capital symbolique accumulé dans la marginalité française en centralité algérienne. Marsa Alger diversifie rapidement ses titres en lançant un pôle de traduction, et en achetant des

droits à des éditeurs français pour publier en Algérie, à raison de 7 livres publiés en poche par an (entre 2000 et 2002).

Cette constitution d'un capital symbolique à partir des ressources françaises n'est possible que par le transfert de capitaux économiques français. Les deux maisons mettent en place un échange de bons procédés économiques. À partir de 2000, l'impression des numéros d'*ALA* et des livres publiés à part se fait en Algérie : en achetant les livres à Marsa Alger, Marsa Paris permet à la maison-sœur de dégager une marge importante, et réduit considérablement ses propres charges (dans un contexte, on l'a vu, de baisse de ses ventes). Par ailleurs c'est Marsa Paris qui paye les droits d'auteur. Surtout, Marsa Alger reste très fortement soutenue par des institutions publiques françaises. Les cessions de droits sont ainsi prises en charge par les Services culturels de l'Ambassade de France en Algérie. Dans une demande de subvention adressée au Bureau du Livre français à l'étranger (Ministère de la Culture) de 135 400 FF, les responsables de la revue expliquent qu'ils souhaitent « rapatrier » des textes publiés chez des éditeurs français afin de les proposer à un lectorat algérien qui « entend parler de ces nouveaux créateurs par l'ensemble des médias sans pouvoir les lire », et les proposer à des prix abordables^{741}. L'installation, non seulement symbolique, mais effective en Algérie se fait donc là encore par des capitaux français. Cette stratégie lui permet de devenir en 2001 (mais cette année seulement) la première maison d'édition algérienne de littérature francophone en nombre de titres publiés, avec des tirages très importants (3000 exemplaires au premier tirage). Pourtant Marsa Alger n'a pas profité, à la différence des autres éditeurs algériens, de l'aide algéro-française considérable de l'Année de l'Algérie en France de 2003^{742}.

Ces transferts français butent en outre sur la réalité du marché algérien. Le lectorat y est beaucoup plus étroit qu'en France, et en particulier pour sa part arabophone : la collection de titres traduits en arabe est rapidement arrêtée. Par ailleurs le marché algérien souffre au début des années 2000 d'une faible professionnalisation : le militantisme qui caractérisait la rédaction parisienne n'est pas remplacé par un salariat solide en Algérie. À cela s'ajoutent des problèmes de distribution, et de paiement par les libraires. L'activité de Marsa Alger se fait donc à perte, et ne peut se poursuivre un temps que grâce au soutien de Marsa Paris. Les gains économiques mêmes que Marsa Paris réalisait en faisant imprimer ses numéros en Algérie sont annulés du fait de la disparition de nombreux

livres lors de l'acheminement. Comme le dit Marie Virolle, Marsa Paris n'avait pas l'argent pour payer un transporteur suffisamment professionnel, et « n'avait pas les reins assez solides* », pour perdre autant de livres. Elle cesse d'acheter ses livres à Marsa Alger, qui, privée de la majeure partie de ses revenus, arrête alors presque aussitôt ses activités (en 2005).

Pas assez solide, la double maison d'édition n'est paradoxalement pas non plus assez petite. Sa taille acquise pendant les quatre premières années parisiennes justifiait l'ambition d'en faire la maison d'édition centrale en Algérie, par l'importation de textes reconnus publiés d'abord en France. À l'inverse, la jeune maison d'édition littéraire Barzakh, misant sur de nouveaux écrivains locaux et dont la production est ajustée à sa clientèle algérienne, se développe (comme d'autres après elle) en harmonie avec les contraintes du marché algérien. Elle a par ailleurs axé sa politique éditoriale contre l'étiquette de « littérature de l'urgence », en partie attachée à Marsa. Ainsi le capital économique et symbolique accumulé à Paris n'a pas été reconvertible à Alger : Marsa Alger s'avère trop petite ou trop grande pour le marché algérien, pas assez ou trop française malgré sa marginalité parisienne.

ALA est donc parvenu à recréer un espace autonome de la littérature algérienne de langue française, par son éloignement géographique de l'Algérie en guerre civile ; et par les subventions publiques françaises. L'autonomie d'*ALA* tient également à la marginalité initiale de ses fondateurs et de sa propre position dans le champ littéraire et éditorial français. Les soutiens politiques qu'elle reçoit d'intellectuels français et algériens ne sont pas incompatibles avec cette autonomie, et contribuent au contraire à la rendre centrale. Elle devient la plateforme centrale des écrivains algériens de langue française, n'étant pas d'avant-garde. Mais la revue ne parvient pas à institutionnaliser un pôle autonome en Algérie même : les fondements de son autonomie en France (marginalité initiale et engagement politique) lui manquent alors, puisque Marsa y est une grosse maison d'édition, qui ne cherche plus à préserver un espace d'autonomie mais à assurer sa centralité. Les difficultés concrètes de l'installation à Alger, et l'absence d'aides publiques algériennes, ont ensuite eu raison de cette expérience.

Fin de la guerre : Avec et contre la France

Le rééchelonnement de la dette avec le FMI (en 1994), et la remontée des prix des hydrocarbures à la fin de la décennie ont été des facteurs décisifs dans la victoire militaire de l'État algérien, et l'intégration politique et institutionnelle des anciens opposants^{743}. Entre 1997 et 2000, l'AIS accepte de mettre fin aux combats, en échange de lois d'amnisties ; le GIA disparaît progressivement sous les coups de boutoir de l'armée. La fin de la guerre dans le champ littéraire est irréductible à cette dimension militaire ou purement politique. Elle se caractérise par sa relative dépolitisation, et surtout sa dépoliarisation. Le réancrage national (même partiel) du sous-champ de langue française est le produit d'une politique concertée, en lien avec la diplomatie d'influence française. Au même moment la domination sans précédent du pôle international (français) sur le champ littéraire est contestée littérairement et politiquement par une avant-garde bilingue.

Politique et géopolitique de la littérature

La dépolitisation et la dépoliarisation du champ littéraire est le produit d'une intégration politique et économique, par un retour d'une politique culturelle en faveur des deux langues, et qui a pour particularité d'être appuyée par la France.

Intégrations politiques

Répression et intégration économique et institutionnelle large des intellectuels ont contribué à la dépolitisation relative du champ intellectuel.

À l'image des gouvernements successifs depuis 1995, qui comportent souvent à la fois des islamistes modérés et des anti-islamistes radicaux^{744}, le pouvoir, lui-même divisé, a pratiqué l'intégration sociale et politique des opposants intellectuels les plus modérés, tout en assurant la marginalisation ou la disparition de ses opposants les plus dangereux. C'est le cas pour les intellectuels : à la différence de 1989, qui avait vu la gauche prendre le dessus sur la tendance fondamentaliste liée au FLN, ce sont cette fois des représentants modérés des deux tendances politiques qui sont institutionnalisés.

Les écrivains en exil avaient maintenu leur présence symbolique en Algérie même pendant la crise : leurs livres, indisponibles pour le grand public, circulaient entre intellectuels ; et faisaient l'objet de recensions dans la presse anti-islamiste. Celle-ci, placée « entre le bâillon et les balles^{745} »,

pour citer Lazhari Labter, avait fait l'objet d'un contrôle accru par le pouvoir, en même temps qu'elle était la cible des attentats islamistes. La liberté de la presse, acquise depuis 1990, est ainsi progressivement mise en cause concernant les questions terroristes^{746}. La presse privée subit un « harcèlement judiciaire^{747} » selon Louisa Douidi : c'est le cas en particulier pour la presse islamiste et dialoguiste (*La Nation*, ou *Al-Hiwar*), contrainte de se modérer ou de disparaître ; la presse anti-islamiste radicale, également inquiétée, et en lutte permanente pour sauvegarder sa liberté d'expression, parvient à se maintenir.

Des écrivains anti-islamistes radicaux qui ont accru leur visibilité internationale pendant la crise retrouvent une position institutionnelle qu'ils avaient commencé à occuper au début des années 1990. Waciny Laredj, ancien communiste qui avait été au cœur de l'UEA refondée, a pu continuer à être présent en Algérie malgré son exil. Il a pu faire racheter les droits de son livre *La Gardienne des ombres* par l'ENAG (éditeur étatique) en 1997, et revenait à cette époque suffisamment régulièrement pour suivre ses doctorants à l'université, et tenir une émission à la télévision nationale portant sur la littérature contemporaine. Intitulée « Ahl al-kitāb » (« Les Gens du Livre »), expression référant traditionnellement aux Juifs et aux Chrétiens, elle exprimait une position politique favorisant l'ouverture identitaire de l'Algérie. Amine Zaoui, écrivain arabophone devenu bilingue avec son passage en France, et qui avait été directeur du Palais des arts de la culture d'Oran avant son exil, retrouve un poste plus prestigieux à son retour : il est nommé directeur de la Bibliothèque nationale d'Algérie en 2002, où il mène une politique ambitieuse de soutien à l'édition algérienne, et d'activités culturelles. Son parfait bilinguisme, dans le contexte de revalorisation du français dans les politiques culturelles, et l'accroissement de son capital littéraire international après son séjour en France, sont pour beaucoup dans sa nomination. Les écrivains francophones s'étant internationalisés ne profitent pas d'une institutionnalisation aussi forte. Yasmina Khadra, resté en France, devient en 2008 directeur du Centre culturel algérien à Paris.

Les écrivains islamistes ont été également réintégrés. Si l'on a pu compter quelques relégations institutionnelles (le poète islamiste Mustapha Ghomari, enseignant à l'université d'Alger, est muté à Ghardaïa), un enseignant militant du FIS reconnaît en entretien que, dans l'ensemble, il n'y a pas eu d'« épuration* » des intellectuels après la guerre civile. Ainsi

Abdallah Aïssa Lhileh, poète mufti dans un maquis de l'AIS, a pu reprendre sans encombre son poste d'enseignant à l'université de Jijel grâce aux mesures politiques de « Rahma » sous Zeroual, puis de « Concorde civile » sous Bouteflika, qui ont permis, sans procédure judiciaire, la réintégration de milliers de « repentis ». De manière générale, l'exil de nombreux cadres, et le retour de la rente pétrolière a permis l'insertion économique d'un certain nombre de jeunes pro-islamistes.

Un débat a lieu au sein de l'association Ibdaâ en 1995-1996, entre son président Tahar Yahiaoui et un autre fondateur très influent, le poète Nouredine Derouiche. Militant FIS emprisonné, puis privé (jusqu'à aujourd'hui) de passeport, ce dernier souhaite conserver une dimension politique à l'association. C'est cependant la ligne plus souple de Tahar Yahiaoui qui a prévalu : en modérant son propos, ce dernier a pu conserver ses activités, et la direction de la double page culturelle du journal étatique *El Massa'* jusqu'en 1997. Après l'élection d'Azzeddine Mihoubi à la tête de l'UEA en 1997, une alliance explicite se noue même entre les deux institutions (on a vu que l'association Ibdaâ était en partie issue de l'UEA) et entre les deux hommes pourtant censés être opposés politiquement (Mihoubi a été député RND, qui défend la ligne nationaliste anti-islamiste radicale du pouvoir). Certaines des manifestations d'Ibdaâ prennent une dimension officielle^{748}. La dimension subversive de l'association disparaît avec sa reconnaissance officielle.

De fait on constate une dépolitisation relative du champ littéraire algérien. Lors du Printemps noir en Kabylie en 2001, répression massive provoquant des centaines de morts, les écrivains se sont, comme en 1988, peu mobilisés. Les plus visibles dans la contestation ont été des chanteurs kabyles : lors de la préparation de l'Année de l'Algérie en France, un collectif de chanteurs kabyles, parmi lesquels Ferhat Mehenni, Idir, Takfarinas, les comédiens Agoumi et Fellag (certes également romancier), a appelé au boycott des manifestations, perçues comme un moyen de légitimation du régime.

Cette dépolitisation est liée également à l'intégration économique du champ littéraire, par le retour d'une politique du livre.

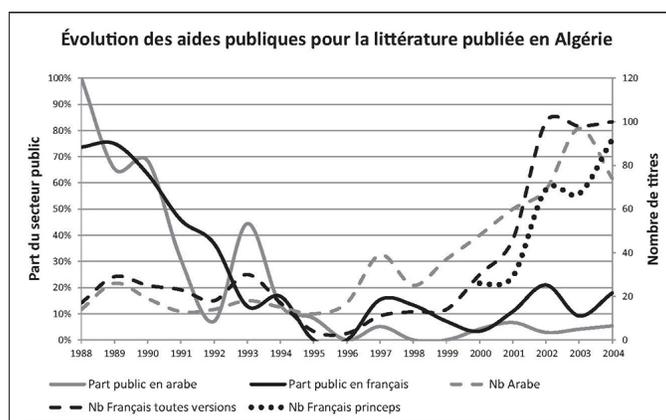
Retour d'une politique du livre, et de son contrôle

La guerre civile n'avait pas supprimé toute vie culturelle en Algérie. Le pôle éditorial de langue arabe reste stable, autour de 15 titres par an,

jusqu'en 1997. Le jeune écrivain de langue arabe Fayçal Lahmar nous expliquait qu'entre 1991 et 1996 il avait assisté à au moins quarante rencontres poétiques :

Dès qu'il y avait un département de littérature il y avait forcément un club littéraire tenu par les étudiants et on avait des rencontres chaque semaine. [...] [Les violences,] ça ne nous a pas empêché de rencontrer des filles, de les aimer, de flirter [...] L'été souvent c'étaient les villes de bord de mer, là la nuit quelqu'un qui joue de la guitare [sur la plage]. [...] Pendant les années noires* !

Lui qui se reconnaît à l'époque « une petite tendance islamiste* », rencontre sa future femme, poétesse également, lors de ces rencontres poétiques. Ce témoignage contredit nettement l'idée d'une Algérie entièrement enfoncée dans la peur et accablée par l'ordre moral. Si la peur était permanente, la vie continuait. Abderrahmanne Djelfaoui, journaliste et poète d'expression française, militant communiste qui n'a pas quitté l'Algérie pendant la période, faisait le même constat :



Graphique 7. « Évolution des aides publiques pour la littérature publiée en Algérie ». Champ : production des écrivains algériens en Algérie 1988-2004, en arabe et français, toutes versions (n = 1 193), sauf courbe en petits pointillés « Nb Français princeps », qui ne prend pas en compte traductions, coéditions, rééditions autres pays. L'ordonnée des courbes en pointillés est à droite. Le secteur public est ici représenté essentiellement (95 %), par ordre décroissant, par l'ENAL, l'ANEP, l'ENAG, l'ENAP, et l'OPU. Les « aides publiques » sont algériennes pour les courbes pleines. Pour les courbes en pointillés, l'écart entre les deux courbes des titres en français entre 2000 et 2004 tient en grande partie au rôle des aides publiques françaises (Bureau du livre à l'ambassade, Année de l'Algérie en France) concernant les traductions et les rééditions.

Pendant toutes ces années il y avait des tas d'expositions de peintures, ou dans des salles ou alors en privé. [...] Il y avait des rencontres, des soirées, des lectures, des échanges, des... Par la bande. Il y a toujours eu une activité, bon mais c'étaient des réseaux. Il fallait pas abdiquer. [...]

C'était une période quand même intense, les gens lisaient sous le manteau, les livres circulaient. Si quelqu'un allait à Paris il fallait qu'il ramène tel, tel et tel truc, etc.*

S'il est vrai que l'édition de littérature de langue française a quasiment disparu au cœur de la crise, en revanche la lecture, et les autres activités culturelles ont perduré. Le retour d'un financement public de la littérature a un effet net sur l'édition. Du fait du désengagement accéléré de l'État dans la culture avec la crise économique et les négociations avec le FMI, le modèle d'intervention publique dans le secteur du livre s'est transformé. On assiste au remplacement extrêmement rapide d'un système éditorial reposant presque entièrement sur le secteur public par un système reposant presque entièrement sur le secteur privé en partie subventionné. Entre 1990 et 1995, le secteur public, hégémonique, disparaît presque entièrement. L'ENAL qui avait déjà cessé de publier de la littérature en 1995, est liquidée en 1998. À partir de 1997, un secteur public se reconstitue timidement, avant de s'affirmer avec l'ANEP autour de l'an 2000, mais en dépassant rarement les 10 % du total des publications : c'est désormais indirectement que l'État intervient dans le secteur du livre, à travers les subventions aux éditions privées, toujours plus importantes.

À partir de 1997, la Bibliothèque nationale d'Algérie achète entre 200 et 300 exemplaires de tout livre paru, ce qui explique le rebond de l'édition en 1997, qui fut comme un rattrapage (on peut supposer que les livres difficiles à publier avant cette date ont pu l'être alors). Par la suite les aides d'État se développent continûment, avec la mise en place du Fonds national pour la promotion et le développement des Arts et des Lettres, qui prévoit généralement l'achat de 1 000 exemplaires des titres sélectionnés pour alimenter le réseau des bibliothèques publiques. Alors qu'au tournant des années 2000, ces aides étaient essentiellement attribuées à des associations culturelles, elles le sont par la suite de plus en plus aux maisons d'éditions qui se créent et se multiplient pour cette raison. Ces financements aident à une forme de professionnalisation du secteur de l'édition : c'est le cas des éditions El-Ikhtilef, association culturelle devenue maison d'édition.

Cette situation est critiquée par certains. C'est le cas du romancier de langue kabyle Amar Mezdad : « Actuellement il suffit de trouver les sous, par une subvention étatique par exemple, pour payer un imprimeur et n'importe qui peut publier n'importe quoi^{749} ». Certains suggèrent que nombre de maisons d'édition se seraient constituées pour profiter des libéralités toujours croissantes de l'État rentier, dans ce qui s'apparenterait à

une redistribution clientéliste, et de censure déguisée par l'argent, entraînant l'auto-censure. Comme dans la presse^{750}, le financement du livre permet une forme de contrôle politique. Les pratiques de surfacturation sont confirmées en entretien par un responsable de la politique du livre au Ministère :

La Ministre [*Khalida Toumi, en poste de 2002 à 2015*] va jusqu'à dire : « Bon on ferme un petit peu les yeux même quand il s'agit de... » - vous savez il y a toujours des petits malins qui veulent surfacturer... [...] Alors on les rappelle à l'ordre, mais on ferme les yeux quand il s'agit de choses anodines, enfin, pas très...justement en leur rappelant qu'on a fermé les yeux, mais qu'on vous demande, vous de votre côté, de faire un effort dans le domaine de la qualité de l'ouvrage*.

Bachir Mefti, journaliste, écrivain et éditeur à El Ikhtilef, estime que « les maisons d'éditions algériennes profitent de l'argent de l'État, et en contrepartie ils ferment leur gueule* », et considère ces financements comme un « piège* » qui développe une dépendance. Ce contrôle présumé déborde la question éditoriale. Samira Negrouche, poétesse de langue française (née en 1980), qui avait lancé en 2000 une association culturelle, Cadmos, nous racontait le retour progressif de l'État dans le champ culturel.

Au départ, l'objectif de l'association était de travailler dans le réseau culturel méditerranéen, aussi bien sur le patrimoine [...], que l'art contemporain, les arts vivants et surtout la littérature. [...] À l'époque le Ministère de la culture ne faisait rien – au sens, rien de visible sur la scène culturelle –, l'Institut Français était fermé, l'Institut Cervantes était fermé, l'Institut Goethe était fermé, tout était fermé. [...] On a commencé à organiser des lectures en n'ayant quasiment pas de subventions. [...] Quand j'ai commencé, il y avait une certaine liberté, on n'était pas regardés par les pouvoirs publics [...] Quand le ministère est revenu sur le terrain, il a voulu tout de suite maîtriser tout ce qui se faisait. [...] [Mais] à partir du moment où il n'y a pas de système de subvention et de pérennité des structures, il ne peut pas y avoir de travail local, sur le terrain, fait par des individus ou des organismes culturels indépendants*.

Samira Negrouche estime avoir dû arrêter ses activités du fait de l'hégémonie que le Ministère de la Culture tentait selon elle d'imposer sur la « société civile » en général. Cette expérience est par ailleurs instructive sur les particularités de la reconstruction du sous-champ littéraire de langue française. Tout d'abord elle se fait de manière « interdisciplinaire », c'est-à-dire de conserve avec les autres arts, pour trois raisons : les liens entre écrivains et peintres sont historiques chez les intellectuels de gauche ; l'école des Beaux-arts a continué à fonctionner en français ; et les soutiens internationaux encouragent cette écrivaine à se mettre en lien avec les arts visuels (qui n'engagent pas la langue). Surtout l'expérience de cette

association montre la forte dépendance du sous-champ de langue française (et en particulier la poésie) aux soutiens internationaux dans sa phase de reconstruction au tournant des années 2000 : une Europe méditerranéenne qui passe en réalité par la France et la langue française.

Politique et géopolitique de la francophonie

La reconstruction de l'infrastructure littéraire de la francophonie algérienne s'est faite de manière conjointe entre l'Algérie et la France, pour des raisons de politique intérieure comme de géopolitique (voir graphique 7).

Marginalisés dans les années 1980, les élites francophones étaient revenues « en grâce » après 1988 dans les institutions culturelles, et ont été tout à fait majoritaires à soutenir l'État dans sa lutte contre l'islamisme radical. Alors que la guerre avait, au sein du champ intellectuel, surtout affecté les francophones, Abdelaziz Bouteflika, arrivé au pouvoir en 1999, renoue avec cette politique. Après avoir fait adopter par référendum la loi de « Concorde civile », très critiquée par les anti-islamistes radicaux (et donc par la majorité des intellectuels francophones), il multiplie les gestes symboliques à leur égard en particulier en mettant en sommeil, à nouveau, la loi de généralisation de la langue arabe qui avait resurgi en 1997-1998. Certains parlent d'un « retour du français ». Le linguiste Abdou Elimam va jusqu'à parler, au début des années 2000, d'un « effet “Bouteflika” qui, après avoir levé quelques tabous idéologiques, aura permis au français de retrouver une place privilégiée^{751} ». Il récupère le discours d'une identité plurielle de l'Algérie porté par les écrivains et intellectuels exilés (voir *supra*), dont il souhaite le retour. Il va même jusqu'à évoquer les harkis et les juifs d'Algérie. Dans un discours de décembre 1999, il invite en Algérie le très populaire Enrico Macias, chanteur juif natif de Constantine ; mais il devra reculer après le tollé provoqué. Il inaugure de même un grand colloque sur Saint-Augustin en 2001. En revanche sur la question berbère, ce n'est qu'après le déclenchement du Printemps noir de 2001 en Kabylie, qui fit au moins une centaine de morts, que Bouteflika décide de faire de tamazight une langue nationale aux côtés de l'arabe en 2002 (et langue officielle en 2016)^{752}.

Sur le plan littéraire, ce retour du français se traduit donc par une volonté de réancrer la littérature algérienne de langue française sur le sol algérien. Jusqu'à la libéralisation du tournant 1990, la politique du livre, au travers

des entreprises nationales de fait monopolistiques, était inséparable de la politique d'arabisation. Par conséquent, les éditions privées créées au milieu des années 1980, étaient surtout francophones, même si elles publiaient également des écrivains de langue arabe. Cependant, avec la libéralisation, c'est la publication de langue arabe qui se détache le plus rapidement de la tutelle publique. Les années 1991-1992 voient en effet le développement d'une édition privée contestataire, en l'occurrence islamiste, autour de l'association Ibdaâ : mais toujours financée indirectement par des structures publiques (certains ministères notamment). A la suite d'Ibdaâ, El-Djahidhia (entre 1995 et 2001), et l'UEA (entre 2000 et 2003) apparaissent comme des équivalents fonctionnels de l'ENAL par leur centralité dans le sous-champ de langue arabe, et par l'importance de leurs liens politiques avec les pouvoirs publics, leur permettant d'obtenir de grandes facilités de financement. À l'inverse, pour le sous-champ de langue française, le secteur privé n'a pas pris le relais de l'ENAL. Le secteur public vient donc compenser, à la fin de la décennie, ce déficit ; et aussi à l'égard de la littérature en tamazight, au fur et à mesure de la nationalisation de la question berbère. Ainsi, entre 1997 et 2004, les trois quarts des publications littéraires du secteur public sont en français (que l'on compte ou non les « traductions » et « rééditions autre pays »). Le rôle de l'ANEP est ici tout à fait central : cette Agence nationale d'édition et de publicité crée sa maison d'édition en 2000, dirigée par le journaliste et poète bilingue de langue française Lazhari Labter, ancien communiste et anti-islamiste radical. Elle constitue un équivalent fonctionnel de l'ENAL pour la littérature de langue française. Le reflux important de l'ANEP du secteur littéraire après 2004 (et le départ de Lazhari Labter) coïncide avec la stabilisation d'une édition francophone privée, subventionnée presque autant que son homologue arabophone. Cette situation de quasi-égalité depuis les années 2000^{753} est dénoncée par certains écrivains arabisants, comme ce jeune écrivain, qui n'assume pourtant pas entièrement sa définition exclusivement arabophone de la littérature algérienne :

Je n'arrive pas à comprendre comment le Ministère de la Culture aide les éditeurs à publier en français [...] Il y en a qui disent « il y a beaucoup d'écrivains qui écrivent en français, c'est ça l'Algérie », oui, mais pour l'État c'est pas normal d'aider une langue étrangère...*

L'argument habituellement avancé est celui de l'existence d'une édition française facilement accessible aux écrivains francophones : l'État devrait

ainsi venir corriger les inégalités considérées au niveau transnational, et non au niveau national.

L'enjeu du « retour au français » est également géopolitique, croisant diplomatie algérienne et diplomatie d'influence française. En parallèle de sa politique intérieure, Abdelaziz Bouteflika mène lors de son premier mandat une politique étrangère active en direction de la France. Lors de sa visite d'État en France en 2000, l'organisation de « Djazaïr, une Année de l'Algérie en France » (AAF) pour l'année 2003 est actée^{754}. Côté algérien, il s'agissait, par la France, de retrouver une place internationale en donnant une image d'un pays à nouveau stable et fiable politiquement. Le journaliste Reda Bekkat d'*El Watan* présentait le projet « comme une très vaste opération de marketing puisqu'il s'agira de vendre un autre visage de l'Algérie en France, actuellement ternie par une campagne médiatique autour du thème “qui tue qui ?”. C'est dire l'importance d'une telle manifestation dans un pays visité annuellement par 60 millions de touristes^{755} ». Et le directeur de La Découverte François Gèze, très investi dans le débat politique autour de cette question, notamment après qu'il a édité le témoignage de Habib Souaïdia, *La Sale guerre*, de renchérir : « Le gouvernement algérien prend la culture en otage pour reconstruire l'image d'un régime terni à juste titre^{756}. » Côté français, il s'agit de contribuer à réinstaller le français dans l'espace culturel algérien.

Sur le graphique 7, l'écart entre les deux courbes en pointillé, « Nombre français toutes versions » et « Nombre français princeps », écart portant sur les rééditions depuis la France vers l'Algérie et les traductions, permet en grande partie de mesurer les aides publiques françaises à l'édition algérienne de langue française, par le Bureau du livre puis l'AAF.

Le rôle de la diplomatie culturelle française en direction de la littérature s'est renforcé dans les années 1980, au moment du développement de l'édition privée. Éditeur chez Laphomic, Boussad Ouadi nous expliquait l'intérêt que la France et le pouvoir algérien partageaient à l'existence d'un secteur éditorial privé :

Pour le pouvoir c'était bien : « Voilà, c'est la preuve qu'on est libéraux, qu'on libéralise. » Pour les Français, ils étaient heureux comme tout, on était invités dans les salons à Montreuil, à Paris... « Voilà, la première maison d'édition privée, l'espoir de l'Algérie » [rire] [...] Il y avait des formes d'aides, des subventions du Ministère français de la culture qui prenait tout en charge nous, ça ne nous coûtait rien. [...] C'est la politique de la francophonie*.

Après la délocalisation massive de la production algérienne en France, l'un des axes de la diplomatie d'influence française est la relocalisation de la production. L'aide au rachat de droits, et parfois à la coédition, permettant la publication en Algérie à des prix accessibles pour son public, est une des missions du Bureau du livre de l'Ambassade de France en Algérie (ou le Bureau du Livre Français à l'Étranger du Ministère de la Culture au début des années 2000). Il s'agit d'un intermédiaire presque indispensable, dans la mesure où le dinar n'est pas une devise : le Bureau du livre se charge donc des transactions en francs (ou en euros)^{757}. Cette relocalisation est faible : seuls 5 % (une soixantaine) des titres publiés en Algérie dans la période ont été l'objet d'une coédition avec l'étranger, ou plus souvent d'un rachat de droits. Les aides françaises sont probablement l'une des raisons expliquant que, tandis que 2 % des textes publiés en arabe à l'étranger sont repris en Algérie, c'est le cas de 8 % des titres publiés en français à l'étranger. Initiée par les éditions Bouchène et Laphomic à la fin des années 1980 avec les textes de Tahar Djaout et Rachid Mimouni, la stratégie éditoriale du rachat de droits est reprise par les éditions Marsa Alger au début des années 2000, qui, grâce à leur alliance avec la maison sœur parisienne, publie la moitié de l'ensemble des titres relocalisés de toute la période (*supra*). Entre 1999 et 2002, c'est 20 % de la production algérienne en français qui est issue d'un rachat de droits, donc en grande partie par l'aide du Bureau du livre.

L'infléchissement positif des courbes entre 2001 et 2003 est quant à lui directement lié au programme de l'AAF. Financé de manière paritaire par la France et l'Algérie, le système de subventions passe par l'achat directement aux éditeurs, par le Commissariat de l'AAF, d'un millier de chaque titre sélectionné, offerts aux bibliothèques municipales et autres établissements scolaires français. Ces très importants financements s'inscrivent donc dans la poursuite de la politique de subvention du livre élaborée au niveau algérien ; et fournit la matrice de la politique de subvention « par grands projets » qu'adoptera le pays par la suite^{758}. Sur un peu plus de 400 titres soutenus, nous comptons plus de 90 titres de littérature « édités avec le concours du commissariat général de l'année de l'Algérie en France », selon la formule inscrite en première page : près d'un quart des livres subventionnés par l'AAF relevaient donc de la littérature. Et c'est également 25 % de la littérature produite en Algérie en 2002-2003 qui est financée par ce programme.

Si « les responsables de la chaîne du livre reconnaissent que le commissariat général de l'Année de l'Algérie en France a été d'un apport appréciable dans la relance du domaine de l'édition^{759} », tous les éditeurs ne profitent pas également de ces subventions. Ce sont ceux qui avaient déjà publié plusieurs titres de littérature en 2001 qui les obtiennent^{760}. C'est l'UEA qui obtient la majeure partie des subventions : mais alors qu'elle publie 40 % de tous les nouveaux titres de littérature financés par l'AAF (essentiellement des traductions depuis l'arabe), elle disparaît presque entièrement comme éditeur en 2004. Au contraire la petite dizaine d'éditeurs subventionnés profite des titres financés (qui représentent en moyenne 40 % des titres de littérature qu'ils publient en 2002-2003), pour renforcer leur assise économique : c'est le cas des jeunes éditions El-Ikhtilef (1998) ou Barzakh (2000).

Dans la mesure où l'objectif est d'exporter la littérature algérienne vers la France, la littérature financée est très majoritairement en français (même si on compte une dizaine de textes en arabe financés par l'AAF) : une cinquantaine de textes écrits en français, et près d'une quarantaine traduits depuis l'arabe (sauf 2 depuis le français) : 40 % des textes publiés en français ces deux années ont été subventionnés par l'AAF. Tandis que ces manifestations ont un effet conjoncturel sur la littérature de langue arabe qui poursuit son augmentation régulière depuis 1998 (le pic de 2003 est annulé en 2004), elles ont pour la littérature de langue française un effet à la fois spectaculaire (la production double entre 2001 et 2002) et durable : en 2004 le nombre de publication en français se maintient toutes versions confondues, et même continue d'augmenter pour les éditions princeps.

Si l'AAF a un réel impact pour la reconstruction de l'infrastructure éditoriale de langue française, son rôle est cependant conjoncturel pour le développement de la traduction. Seuls 5 % des textes publiés entre 1988 et 2004 sont des traductions (à l'exclusion des langues non algériennes), dont les trois quarts de l'arabe vers le français. Mais la part des traductions dans les publications en Algérie monte à 15 % en 2002-2003 (25 % des titres en français), cette période publiant les trois quarts de toutes les traductions entre langues algériennes depuis 1988. Le bilinguisme de beaucoup d'arabisants et le maintien d'un relatif désintérêt des francophones pour les publications de leurs collègues expliquent cette tutelle publique, autant française^{761} qu'algérienne, de la traduction.

Les aides françaises, main dans la main avec la politique culturelle algérienne, ont donc contribué à dépolariser le champ littéraire algérien. Des éditeurs entièrement arabophones comme l'UEA ou El-Ikhtilef se sont ainsi ouverts à la langue française. La circulation des œuvres entre les deux sous-champs a été renforcée, rendant accessibles aux francophones certaines œuvres d'écrivains contemporains de langue arabe, mais également des classiques : les œuvres de Benheddoug et de Ouettar déjà traduites sont ainsi rééditées avec le concours de l'AAF. Par ailleurs, l'exportation vers la France de la littérature de langue arabe en traduction française fut une première, et une reconnaissance internationale (hors monde arabe) de cette littérature, le plus souvent négligée en comparaison avec la littérature de langue française. Cette reconnaissance symbolique, et les invitations en France, appréciées par ces écrivains, n'ont cependant pas eu de suite après 2003. La bipolarité du champ littéraire reste cependant forte, non seulement parce que l'arabe est la seule langue officielle (même si le tamazight prend de plus en plus d'importance) ; mais encore parce que le pôle international reste très majoritairement francophone, malgré la timide percée des arabophones en Orient depuis quelques années.

Même si les exilés ne reviennent que peu, les conditions de leur accueil, maintenues par la politique sécuritaire, sont renforcées grâce à la dépolitisation et la dépolarisation du champ littéraire. C'est sur ces bases, moins bipolaires et moins politisées, que se construit en Algérie un pôle littéraire d'avant-garde autour des maisons d'édition El-Ikhtilef et Barzakh, qui tentent de s'imposer face à la domination de ces écrivains de la génération de l'Indépendance internationalisés en France.

La construction d'un pôle autonome d'avant-garde en Algérie

Autour de l'an 2000, dans le contexte de dépolitisation relative du champ culturel, mais dès avant le retour économique de l'État dans le secteur, des initiatives privées ont réémergé. C'est dans l'espace laissé libre par l'État (entre censure politique et faible engagement économique) qu'elles se sont constituées, en cherchant à se distinguer du pôle international (français) dominant le champ littéraire. Par là les deux sous-champs linguistiques au pôle national en viennent à se rapprocher à nouveau. Un pôle d'avant-garde bilingue se constitue alors au pôle national, sur des bases politiquement euphémisées.

Le pôle dominant des aînés internationalisés

Le pôle dominant du champ littéraire algérien au tournant de l'an 2000 a trois caractéristiques : ce sont des romanciers internationalisés, anti-islamistes radicaux, de la génération de l'Indépendance.

La guerre civile a renforcé encore le pouvoir de consécration des capitales internationales, et particulièrement de Paris, au détriment d'Alger. Un nombre important des écrivains les plus en vue au début des années 2000 n'étaient pas intégrés au milieu littéraire algérois, du fait de leur éloignement d'Alger (Maïssa Bey est de Sidi Bel Abbès, Salim Bachi d'Annaba) ou de leur activité professionnelle (Yasmina Khadra était militaire). Le passage par la France devient une condition *sine qua non* de la reconnaissance dans le sous-champ de langue française.

La trajectoire de Mohamed Magani est tout à fait exemplaire, *a contrario*, de l'importance du passage par la France dans la consécration littéraire en Algérie. Né en 1948 dans un milieu populaire, Mohamed Magani effectue, comme le reste de la génération de l'Indépendance, une ascension sociale grâce à l'extension de l'école française de la fin de la colonisation, puis grâce à l'école indépendante. Après des études d'anglais à Alger, il fait une maîtrise de sociologie à Londres, et devient enseignant dans ces deux disciplines à l'Institut des sciences de l'information et de la communication à Alger. À cette période, il est proche du milieu littéraire algérois, et en particulier de Tahar Djaout : il publie des articles dans les pages culturelles que celui-ci dirige à *Algérie-Actualité* puis *Ruptures* ; participe avec lui à la création (avortée) de l'Union des écrivains libres après Octobre 1988 ; et à l'anthologie d'écrivains algériens que Djaout coordonne à l'occasion des manifestations parisiennes du trentenaire de l'Indépendance en 1992. Son roman *Esthétique de boucher*, paru à l'ENAL/ENAP en 1990, reçut beaucoup d'éloges. L'internationalisation de Mohamed Magani est tout à fait unique. Maîtrisant parfaitement l'anglais, il publie deux recueils de nouvelles dans cette langue, le premier en 1993 en Algérie, le second en 1995 en Angleterre, *Please pardon our appearance whilst we redress the window display*, chez un petit éditeur spécialiste de *non-fiction*. L'année précédente, il avait envoyé la nouvelle-titre au Parlement international des écrivains pour solliciter une place dans une des « villes-refuge » qui venaient d'être fondées^{762}. Mais, « inaugurant* » le réseau de ces « villes refuges », il se voit attribuer la ville de Berlin, et non une ville anglophone, ou francophone. Il participe à de multiples activités

culturelles en Allemagne, publie de nombreux articles dans la presse germanophone. Il est invité à de nombreuses rencontres en Europe, comme aux Journées littéraires de Mondorf au Luxembourg, qui le met en relation avec des traductrices italiennes. Il est ainsi traduit en allemand (chez Kinzelbach, spécialiste de la littérature maghrébine francophone) puis en italien. Alors que généralement c'est le passage par la France qui permet d'accéder à l'international européen, Mohamed Magani a en quelque sorte brûlé les étapes. Mais cette reconnaissance européenne « compense* » mal, pour le public algérien, son absence de visibilité en France, que lui aurait donnée la publication dans une grande maison d'édition française. Ainsi, écrivain assez en vue dans le sous-champ de langue française au tournant de 1990, Mohamed Magani a accumulé un capital international important pendant la décennie, mais peu reconvertible en Algérie : pour ne pas être passé par la France, il ne fait pas partie, au début des années 2000, des écrivains les plus reconnus en Algérie. À l'inverse, cette situation lui permet de participer au mouvement d'avant-garde se constituant autour de la stigmatisation de la « littérature d'urgence » publiée en France.

Dans le sous-champ de langue arabe également le rôle de la France apparaît central : les romanciers qui y avaient publié (Mohamed Sari), voire qui s'y étaient exilés, comme Waciny Laredj et Amine Zaoui, sont alors parmi les écrivains les plus en vue. Ahlam Mosteghanemi est quant à elle passée par Beyrouth. Née en 1953, elle fait partie de la génération de poètes des années 1970. Mariée à un journaliste libanais, elle vit à Paris dans les années 1980 avant de rejoindre Beyrouth au début des années 1990, et de publier un roman, *Dākirat al-ǧasād* (*Mémoire de la chair*) chez le prestigieux éditeur Dār al-ādāb en 1993. Ce roman a connu un immense succès dans le monde arabe, en particulier après qu'elle a reçu le prix Naguib Mahfouz de l'Université américaine du Caire en 1998 : les raisons semblent en être, avant son adaptation en film, la forte poétisation, que, poétesse elle-même, elle dit emprunter à l'écrivain algérien de langue française Malek Haddad ; la nostalgie du rêve nationaliste arabe (deux ans après la guerre du Golfe), en même temps que l'espoir d'un certain renouveau de celui-ci à travers la thématisation de la question des langues, empruntée là encore au drame linguistique de Malek Haddad. Si le passage par Paris n'est pas une condition nécessaire à la consécration dans le sous-champ littéraire algérien de langue arabe, et plus généralement dans le champ littéraire arabe, il n'en reste pas moins important. Les stratégies de

traduction d'Ahlam Mosteghanemi montrent l'importance qu'elle accorde à la reconnaissance française. Selon un traducteur algérien*, elle aurait refusé ses services parce qu'il n'était pas lié alors à une prestigieuse maison d'édition française : c'est moins directement le public algérien francophone qu'elle cherche à toucher, que le public français (comme son insistance dans divers entretiens sur sa sélection dans les trente meilleurs titres de la FNAC le suggère nettement). La première traduction de *Mémoire de la chair* se fait donc en France chez Albin Michel en 2002 (dix ans avant sa seconde traduction en 2013, en anglais, chez Bloomsbury à Londres, pourtant prévue par le prix Naguib Mahfouz).

Les écrivains qui ont profité de la fenêtre d'opportunité de l'ouverture de l'édition française sont principalement ceux qui ont été contraints de s'exiler pendant la période du fait de leur engagement et de leur visibilité politique ; mais également ceux qui avaient le même type d'engagement politique anti-islamiste radical sans avoir pour autant été contraints de s'exiler. Il s'agit donc de la génération de l'Indépendance, née autour de 1950 et donc massivement formée en français ; socialisée politiquement dans les années 1970 et donc majoritairement à gauche ; et qui avait commencé à publier au tournant de 1980, parfois dans le privé ou déjà à l'étranger, comme manière de s'autonomiser de la commande publique. Que des écrivains nés autour de 1950 atteignent le faîte de leur carrière dans les années 1990-2000, il n'y a rien là a priori de surprenant. Ils n'ont certes pas pris la place des écrivains plus âgés, comme Mohammed Dib, Tahar Ouetta, Assia Djébar. Ces derniers sont canonisés : plus ou moins incontestés, ils ne sont plus au centre de l'actualité littéraire quand bien même ils restent actifs ; Rachid Boudjedra, légèrement plus jeune, se situe dans une position intermédiaire entre canonisation et actualité littéraire concurrentielle. Mais, en réalité, la longévité de cette génération est tout à fait remarquable. Au moment de notre enquête, elle est toujours nettement dominante dans le champ littéraire, alors qu'elle a été très fortement contestée au début des années 1990 pour des raisons en partie générationnelles ; et à nouveau depuis le tournant des années 2000.

Dans le sous-champ de langue arabe, c'est la « génération de 1970 » (c'est-à-dire ayant commencé à publier dans cette période) qui domine encore aujourd'hui ; et plus précisément ceux qui ont poursuivi une carrière internationale à l'occasion de l'exil, au détriment de ceux de leurs concurrents directs qui ne se sont pas exilés (Djilali Khellas, Merzak

Bagtache...). Dans le sous-champ de langue française, on peut noter la grande capacité de cette génération à se « renouveler », si le terme était approprié pour évoquer la succession de ceux qui sont morts pendant la période (de mort naturelle ou par assassinat). De fait, en 1995, trois des figures les plus importantes de la jeune génération d'écrivains francophones (nés dans les années 1950) sont décédés : Tahar Djaout en 1993, Rachid Mimouni et Rabah Belamri en 1995. Dans une publicité adressée aux collectivités territoriales, la revue *Algérie Littérature/Action* indique qu'elle « permettra au public de découvrir la “nouvelle littérature algérienne”, majoritairement d'expression française, et ses protagonistes qui, dans des circonstances difficiles mais fécondes pour la créativité, prennent la relève d'une génération d'écrivains trop souvent disparus prématurément^{763} ». L'idée reprise parfois chez les enquêtés que Rachid Mimouni, né en 1945 (et décédé en 1995), a été remplacé par son ami Boualem Sansal, né en 1949, alors que l'un a publié son premier roman en 1978, et l'autre en 1999, rend bien compte de ce renouvellement paradoxal du champ. Cette logique d'équivalence fonctionnelle est bien le signe d'une appréhension de la littérature algérienne à la fois nationale, et politique (tous deux sont anti-islamistes radicaux), partagée en Algérie comme en France ; quand bien même ces deux auteurs sont très différents d'un point de vue esthétique.

Cette équivalence fonctionnelle se retrouve pour les écrivaines : au tournant des années 2000, Maïssa Bey a comme « remplacé » Malika Mokeddem comme l'écrivaine la plus reconnue du sous-champ de langue française. Malika Mokeddem avait occupé cette position au début des années 1990, recevant plusieurs prix jusqu'en 1994 (Prix Littré, Prix France-Maghreb, Prix Méditerranée). Ses romans très engagés faisaient d'elle la troisième voix fortement virulente avec Rachid Boudjedra et Rachid Mimouni. Cependant, c'est à l'occasion de *La Nuit de la lézarde*, pour lequel Malika Mokeddem cherche justement à s'éloigner d'une littérature de dénonciation, qu'elle est fortement critiquée. Le journaliste et écrivain algérien Yassir Benmiloud, qui tient alors une chronique dans *Le Nouvel Observateur*, considère que c'est un « non-roman », et déclare : « Mais le plus dérangeant, c'est que derrière cette médiocrité lénifiante semble se cacher plus grave : une malhonnêteté à surfer sur la sanglante vague algérienne. Il nous semblait, pour une fois, nécessaire de le dénoncer^{764}. » Lors de notre enquête, Malika Mokeddem est la plus souvent citée comme l'exemple typique de la « littérature d'urgence » ou

« de témoignage ». En bref, elle est brusquement devenue une sorte de bouc émissaire de l'ensemble de la littérature des années 1990. Notre hypothèse est que c'est le virulent engagement féministe anti-islamiste qui lui est reproché, alors que les nouveaux entrants du champ littéraire au tournant des années 2000 sont majoritairement des hommes. La littérature de Maïssa Bey, qui est arrivée plus tardivement dans le champ littéraire, est moins marquée par le combat anti-islamiste ; et quoiqu'également très engagée dans la lutte pour l'égalité des femmes, elle a usé d'une écriture moins dénonciatrice que « poétique » (c'est ainsi qu'elle est souvent décrite).

Nouvelle génération arabophone : Hamid Abdelkader et Bachir Mefti

Le sous-champ de langue arabe s'est en partie restructuré en fonction de ce pôle dominant internationalisé ; et de manière générale selon des bases politiques euphémisées. Tahar Ouettar, alors doyen de la littérature algérienne de langue arabe, est le premier à importer en arabe la notion de « littérature de l'urgence », « *al-ādāb al-isti`ğālī* », pour stigmatiser certains jeunes écrivains de langue arabe qui, à partir de la fin des années 1990, commençaient à publier des romans en Algérie dénonçant le terrorisme. L'écrivaine de langue arabe Zahra Dik, qui avait pourtant publié son premier roman *Bayn fakkay waṭānin* (*Entre les mâchoires d'une nation*) en 2000 chez al-Djahidhia auprès de Ouettar, se voit classée par lui parmi les « urgentistes* » pour son deuxième roman *Fi-l-ğiba lā aha*, Alger, El-Ikhtilef, 2002), soutenu par Rachid Boudjedra. Ouettar traite pareillement *al-Inzilaq/Le Glissement* (Marinoor, 1998) de Hamid Abdelkader, contre l'avis de Waciny Laredj : enjeux politiques et de fidélités littéraires se mêlent ici.

À travers Hamid Abdelkader, Ouettar vise également le pôle « francophone » du sous-champ de langue arabe. Né en 1967 dans une famille kabyle, il suit une éducation trilingue avant d'entrer, très vite après sa création au début des années 1990, à la rédaction d'*El-Khabar*, considéré souvent comme « le plus francophone des journaux arabophones » : sa ligne, laïque, est en faveur de l'arrêt du processus électoral, et radicalement anti-islamiste. Il publie *Al-Inzilāq* en même temps en arabe et en français (*Le Glissement*, traduit par Moussa Acherchour), comme une manière de se positionner au pôle le plus francophone du sous-champ littéraire de langue arabe. Marinoor est la seule maison d'édition publiant également en français à cette date. L'un de ses directeurs éditoriaux (avec Abderrahmane Lounès)

était le traducteur et écrivain bilingue de langue arabe Djilali Khellas (né en 1952), publié l'un des rares « témoignages » (considéré comme tel) en langue arabe de la période, *Baḥr bila nūwārs* (*Une Mer sans mouette*) en feuilleton dans *El-Khabar* en 1996. De même le roman de Hamid Abdelkader se trouve en phase avec les écritures développées par les écrivains algériens en France dans ces mêmes années. Il s'agit du récit en focalisation interne d'un poète journaliste, Abdallah El Hamel, en danger permanent d'assassinat, et dont on lit les angoisses et les cauchemars. Parallèlement, en italique, le récit du grand-père d'el Hamel donne une dimension historique à ce texte, qui mêle ainsi les modèles des romans compréhensif et explicatif.

Mais, avec des écrivains comme Bachir Mefti (né en 1969), il participe avant tout d'un mouvement générationnel en Algérie, souvent appelée « littérature du moi » (*dāt*), ou encore la « littérature de confessions » (*i`tirāfāt*), en phase avec une vogue de l'autobiographie et surtout de l'autofiction (*al-taḥyīl al-dātī*) dans le monde arabe^{765}. En Algérie, elle se veut en rupture avec la « génération de 1970 », en mettant en scène, non pas divers types sociaux sous une narration omnisciente et linéaire, mais des personnages d'intellectuels, dont on suit les affres au milieu des violences de la guerre civile, dans une écriture de « fragmentation » présentée comme un reflet de l'expérience chaotique. La rupture avait en fait déjà été initiée dans les années 1980, avec des écrivains comme Boudjedra. L'une des différences majeures est en réalité politique. Elle concerne d'abord la référence socialiste et nationaliste. L'un de ces jeunes écrivains, qui avait été classé comme « urgentiste* » par Tahar Ouettar pour son engagement anti-islamiste, renvoie celui-ci à la « génération des années 1970 », de gauche et proche du Parti unique :

C'était une littérature de gauche, et vous savez, pour ma génération, les idées marxistes, par exemple, le socialisme, on avait souffert de ça. Pour nous, c'était le Parti unique. [...] Je ne peux pas lire un roman qui fait l'éloge de la révolution agraire, alors que ma famille était victime de cette révolution agraire, parce qu'on nous a pris nos terres. On a des terres en Kabylie, qui avaient été nationalisées à cause de la révolution agraire [...]*

Chez plusieurs écrivains, c'est l'engagement politique, de manière générale, qui est délégitimé. Ainsi de la poétesse Nacéra Mohammedi, qui se distingue en entretien de la génération des années 1970 : « Ils étaient politisés : ma génération ne se sentait pas concernée par la politique. Ma génération a cru en l'écriture, la liberté, et aussi que l'homme cultivé ne plie

pas l'échine devant le pouvoir, et qu'il doit se méfier du politicien**. » Comme on le voit, ce refus de la politique reste politique. De même chez Bachir Mefti, à l'égard de la littérature produite dans les années 1990 :

Ouettar c'est de la littérature politique : en fonction des événements, il écrit un roman. [...] Il a une position politique contre l'arrêt du processus électoral, alors il règle ses comptes avec les autres, [...] qui se disent républicains, modernistes... Et les autres [Rachid Boudjedra, Waciny Laredj] règlent leurs comptes avec les islamistes. Il y avait comme une guerre idéologique dans les romans. [...] Les personnages deviennent des personnages stéréotypes... Si on parle d'un islamiste, il est quand même moderniste, il a des frustrations, des contradictions. Ce n'est pas un type blanc ou noir : c'est gris. [...] C'est pour ça que mes personnages sont des jeunes, de jeunes écrivains, qui vivent la tragédie sans opinion politique tranchée*.

Cette position littéraire s'explique en bonne partie par sa trajectoire politique et littéraire. Né à Alger dans un milieu populaire, Bachir Mefti a en effet participé très jeune au premier cercle islamisant d'Ibdaâ lorsqu'il était étudiant en lettres arabes. Mais, lui qui avait lu Henry Miller au lycée, s'éloigne de ce mouvement pour se rapprocher, probablement au sein d'El-Djahidhia, du groupe « Afaq » d'Oran fondé notamment par Bakhti Benaouda, qui promouvait une modernité littéraire fondée sur la traduction des théoriciens français contemporains de la littérature (Barthes, Ricoeur, ou Derrida), ou encore la lecture de Kafka. C'est sur cette ligne de « modernité » qu'il co-fonde avec d'autres jeunes écrivains l'association El-Ikhtilef, « ligue des écrivains de la différence ». Tous algérois nés autour de 1970, ils viennent pour certains d'Ibdaâ, pour d'autres de la gauche (Nacéra Mohammedi avait été soutenue par l'UEA de Boudjedra et Laredj). Selon un enquêté plus âgé, et se revendiquant de la gauche, ce parcours politico-littéraire, et ces alliances ne sont pas rares, et il décrivait un grand nombre d'écrivains nés après 1960 et surtout autour de 1970 comme « nationaliste-moderniste-islamiste* ».

À propos de *Marāyā al-ḥawf* (*Le Miroir de la peur*), deuxième roman de Hamid Abdelkader, qui considère que, parallèlement à l'écriture du moi, l'écrivain a un rôle d'historien et de sociologue à jouer, Bachir Mefti écrivait en 2007 un article sous-titré « Le poids de l'histoire casse le rythme^{766} ». À l'inverse en entretien, Hamid Abdelkader reproche aux arabophones de ne pas s'intéresser assez à l'histoire, mais plutôt à la philosophie. Bachir Mefti revendique effectivement la philosophie : il ne néglige pas pour autant d'invoquer également l'histoire. Mais il ne s'agit pas de l'histoire du pays en général, qui implique une réflexion identitaire (enjeu du sous-champ

arabophone avant de l'être, de plus en plus, au sous-champ francophone, voir *supra*) ; mais l'histoire récente de la guerre civile :

Si certains pensent que c'est fini, qu'il ne faut plus parler de la tragédie, moi, je pense au contraire que c'est le moment d'en parler, d'écrire ce passé, de s'interroger et d'interroger l'histoire, la société, sans pour autant tomber dans le cliché et la redondance. Il faut le faire non pas de la manière en cours pendant la décennie noire, dans le sens de l'écriture de l'urgence, mais comme une écriture de la réflexion. C'est-à-dire une écriture qui interroge et cherche à comprendre, une écriture qui aborde des problématiques. Il faut que ce soit une écriture réfléchie, voire philosophique^{767}.

Dans son étude comparée des romans de ces auteurs parus en 1998, respectivement *Al-Inzilaq/Le Glissement* de Hamid Abdelkader et *Al-Marāsīm wa-l-Ġanā'iz (Cérémonies et Funérailles)* de Bachir Mefti, Mohamed Daoud insiste sur cette différence :

Contrairement au premier, ce texte [*Cérémonies et Funérailles*] ne cherche pas à régler un compte quelconque avec l'Histoire, ou avec les causes de la déviation politique qui a engendré la violence, c'est un voyage dans l'imaginaire d'un groupe d'individus en quête de soi. Ils sont en plein désarroi, ils oscillent entre le réel et le contingent, entre le désenchantement et l'espoir, entre la volonté et la déconvenue^{768}.

L'opposition entre l'histoire et la philosophie euphémise donc également une opposition politique entre Hamid Abdelkader et Bachir Mefti. Dans *Arḥabīl al-ḍubāb (L'Archipel des mouches)*, Bachir Mefti se centre à nouveau sur une histoire d'amour malheureuse, et le désespoir de jeunes intellectuels dans une guerre qui les pousse à la compromission, à l'exil, ou à la mort, assassinat ou suicide. La guerre est ramenée à un niveau abstrait, et individuel, par le prisme du désarroi de personnages isolés et vulnérables, comme le suggère la métaphore du titre. Le texte ne présente ainsi aucune clarté axiologique, dès l'incipit :

La guerre n'était pas claire.

Notre relation, elle non plus, ne l'était pas. Nous avions besoin de tout justifier. Et face au non-sens de la guerre, il y avait le non-sens de l'amour. Était-ce la guerre ? Ou uniquement l'amour ? Je l'ignore. Ainsi les mots tentent de se dérober à leur responsabilité^{769}.

Comme chez Salim Bachi, le personnage est un intellectuel anti-héros, doutant de la « responsabilité » de l'écrivain et de la stabilité des valeurs. La différence entre leurs textes réside en ce que *Le Chien d'Ulysse* n'est pas l'exploration d'une souffrance, mais le récit d'une désillusion au sujet de l'héroïsme, et qui passe par une interrogation de l'histoire du pays.

De manière a priori paradoxale, c'est auprès d'écrivains arabophones comme Bachir Mefti, que se construit au tournant des années 2000 la maison d'édition Barzakh, dirigée par des francophones, plutôt qu'auprès d'écrivains comme Hamid Abdelkader, qui revendique pourtant son attachement au pôle anti-islamiste radical et francophone.

Créer un pôle d'avant-garde : Ikhtilef et Barzakh

Les fondateurs de la maison d'édition Barzakh, Sofiane Hadjadj et Selma Hellal, s'appuient en effet sur le réseau d'écrivains arabophones d'El-Ikhtilef pour construire un pôle d'avant-garde dans le champ littéraire face à la domination du pôle international français. Au tournant des années 2000, ils profitent d'un vide dans le secteur culturel, qui n'est pas encore investi par l'État, quoiqu'il ait déjà contribué à le dépolitiser.

Né en 1970, Sofiane Hadjadj, francophone bilingue, est issu d'une famille aisée, et pendant les années 1990 a poursuivi ses études d'architecture en France, ainsi que de lettres, avec sa compagne Selma Hellal. À leur retour en Algérie à la fin des années 1990, ils fréquentent le milieu francophone de gauche algérois de la génération de l'Indépendance : ils fondent ainsi la revue *Parking Nomade* avec le communiste Abderrahmane Djelfaoui (qui, au centre des activités culturelles francophones dans cette période, participe également aux activités de l'association Cadmos de Samira Negrouche, voir *supra*). Le communiste Lazhari Labter (né en 1952) sera l'un des premiers publiés par la future maison d'édition. La revue, qui n'eut que trois numéros, leur permet de prospecter, et de rencontrer des écrivains de langue arabe, parmi lesquels H'mida Ayachi et Bachir Mefti, qui feront partie des premiers auteurs publiés par Barzakh, en même temps que des auteurs francophones comme Sofiane Hadjadj lui-même, ou Mustapha Benfodil. Dans un article paru dans le numéro 3 de la revue *Parking Nomade*, le journaliste et écrivain francophone Adlène Meddi, qui publiera également chez Barzakh, mêle l'ensemble de ces auteurs dans une même analyse, ne distinguant pas entre les langues ; de même Bachir Mefti, à d'autres moments critique à l'égard de la littérature de langue française, écrit alors « nous avons commencé à dépasser le problème de l'ambivalence linguistique et à comprendre que la valeur de la littérature est d'être littérature d'abord et avant tout^{770} ». Un pôle autonome des enjeux linguistiques se construit alors (deux ans après l'arrivée de Bouteflika au pouvoir). Au début des années 2000, El-Ikhtilef et Barzakh partagent un

tiers de leurs auteurs, constituant un véritable pôle littéraire. Les traducteurs et les bilingues sont surreprésentés chez Barzakh, par rapport au reste de la population des écrivains.

On peut parler d'un groupe d'« avant-garde » au sens strict de la sociologie structurale du champ : il s'agit d'un groupe d'écrivains dominés cherchant à défaire les hiérarchies en cours du champ littéraire par un ensemble de discours et de pratiques à la fois littéraires et politiques. Ce sont en très grande majorité des hommes algérois, qui travaillent tous dans le secteur privé (donc autonomes financièrement de l'État). Ces auteurs ont alors très peu de capital littéraire, car le plus souvent nouveaux entrants dans le champ, et très jeunes : les deux tiers appartiennent à la génération d'Octobre (contre un quart en moyenne) ; et sont nés plus exactement autour de 1970. Ils n'ont pas vécu la période faste du socialisme, mais plutôt la critique du parti unique et la crise économique, et n'ont donc pas la même déférence envers l'État algérien que leurs aînés. Qu'ils aient ou non approuvé l'arrêt du processus électoral, les idéaux laïcs ou islamistes qu'ils avaient défendus ont été confrontés à la réalité d'un déchaînement de violences, de part et d'autre, pour un partage du pouvoir selon eux rien moins que démocratique : dès le milieu des années 1990 pour le pôle islamisant (Bachir Mefti), à la fin de la décennie pour le pôle « laïc » (Mustapha Benfodil ; voir aussi Salim Bachi, qui ne fait pourtant pas partie de ce groupe).

En faisant du rejet de la « littérature de témoignage » ou « de l'urgence » son cheval de bataille, Sofiane Hadjadj s'oppose à la littérature dominante publiée en France ; et, en sous-main, à Marsa-Alger, qui importe alors cette littérature en Algérie (voir *supra*). Dans un dossier intitulé « La seconde vie du roman algérien » publié dans *Le Matin* en 2002, il écrit :

Une nouvelle génération d'écrivains n'émerge-t-elle pas qui, libérée, ne se sent plus obligée d'assigner à ses textes littéraires une fonction sociale ou politique ; le témoignage peut-il aussi, au-delà du récit de l'expérience individuelle, prendre le détour de la fiction et accéder au statut de texte littéraire ; la dérision et l'absurde ne s'imposent-ils pas ? [...] Le « roman de l'urgence » n'est rien d'autre qu'une réponse à une demande [...] ce sont les maisons d'édition françaises (parisiennes) qui se sont engouffrées dans cette brèche, suscitant un engouement factice pour une pauvre littérature, tout en étant « vendable » pour peu qu'elle contienne le minimum syndical d'effroi et de violence intégriste, seuls à même de susciter l'adhésion du public. [...] Simplet, si nous convenons que l'écrivain se doit d'intervenir dans les débats qui secouent la société dans laquelle il vit, au risque de sa vie, il se doit aussi [...] de proposer une alternative forte en termes de création^{771}.

Tout en reprenant l'argumentation critique de la littérature produite en France telle qu'elle avait été formulée dès le courant des années 1990 (notamment pour promouvoir *ALA*, voir *supra*), Sofiane Hadjadj, lui-même écrivain, innove ici en donnant des éléments de propositions esthétiques, « dérision » et « absurde ». Par l'absurde, il se trouve en phase avec la valorisation de Kafka que l'on retrouve alors chez certains écrivains dans le monde arabe^{772}, et en Algérie par exemple chez Bachir Mefti. Ce discours littéraire est en même temps une euphémisation d'un discours politique : en entretien, l'éditeur déclare spontanément se sentir plus proche des « réconciliateurs* » que des « éradicateurs* ». La complexité narrative, l'engagement d'*interrogation* sur le sens jusqu'à l'absurde, s'opposent selon Sofiane Hadjadj à une écriture linéaire et manichéenne qui caractériserait celle des écrivains « éradicateurs* », poussés en cela par l'édition commerciale française^{773}.

Cette avant-garde n'est pas, comme c'est toujours le cas, aussi homogène que ce discours le suggère. Barzakh publie ainsi le recueil de nouvelles *L'Âme de Sabrina* de Youcef Zirem, engagement transparent d'un journaliste francophone né en 1964 connu pour ses positions anti-islamistes dialoguistes ; et également *Zarta !* (2000), maniant l'absurde et la dérision, ou surtout *Le Bavardage du Seul* (2003), roman très complexe et exhibant sa littéarité, deux textes écrits par Mustapha Benfodil (né en 1968) qui a travaillé longtemps pour des journaux anti-islamistes radicaux (voir *supra*). Le premier grand succès de Barzakh au début de la décennie est *Maintenant, ils peuvent venir* (2000) d'Arezki Mellal (né en 1947), qui est le récit d'un personnage qui préfère tuer sa fille plutôt que de la laisser tomber aux mains des « égorgeurs ». La quatrième de couverture du roman indique qu'Arezki Mellal « prend le parti d'une écriture de l'intériorité, tout en restant ancré dans l'actualité » : en entretien pourtant, l'écrivain avoue ne pas comprendre cette référence à l'« intériorité ». Il s'agit là plutôt d'une manière pour les éditeurs de créer une unité éditoriale, à partir d'une notion importée du sous-champ de langue arabe (la littérature du moi, le *ḍāt*) par le biais d'El-Ikhtilef. Par ailleurs Arezki Mellal explique aujourd'hui qu'il ne rejette pas l'étiquette de littérature d'urgence : « Si je n'écris pas maintenant, je ne sais pas si demain je serais là pour témoigner. Témoigner à travers la littérature, [...] en reflétant la société* ».

Comme pour *ALA*, la marginalité littéraire et politique (position dialoguiste) implique une ouverture large aux écrivains de tous bords, et

une autonomie littéraire par rapport aux enjeux politiques. Ainsi Barzakh publie dès 2001 un inédit de Rachid Boudjedra :

Politiquement, vraiment je suis à l'opposé de Rachid Boudjedra. C'est un éradicateur absolu qui a écrit ce livre détestable qui s'appelle *Le FIS de la haine* [...] En revanche, littérairement [...] Rachid Boudjedra c'est *le* grand auteur algérien vivant *.

Publier Boudjedra permet aussi à Barzakh de profiter du vide éditorial pour devenir rapidement central dans le champ éditorial algérien. Ainsi, tandis que Marsa Alger tente d'importer sa centralité littéraire construite en France, Barzakh joue sur son réseau algérois pour se construire une identité locale ; et profite également des subventions algériennes et françaises.

La synchronisation des deux sous-champs linguistiques se retrouve dans la poésie. Le poète de langue arabe bilingue Miloud Hakim* dit retrouver sa pratique expérimentale de la poésie, et sa dimension philosophique, chez un certain nombre de ses contemporains francophones de la génération d'Octobre, comme Mahdi Acherchour, Samira Negrouche, ou encore Abderrahmane Djelfaoui (pourtant né en 1950). Cette synchronisation a toutefois ses limites : très rapidement Barzakh et El-Ikhtilef s'éloignent, semble-t-il du fait d'une trop grande hétérogénéité de milieu social. Barzakh devient une maison d'édition principalement francophone, du fait de la rareté des structures éditoriales pour les écrivains de langue française : plus des trois-quarts des titres du catalogue littéraire de Barzakh en 2004 sont francophones. Si les jeunes écrivains francophones lisent désormais plus qu'auparavant leurs homologues arabophones, les différences esthétiques restent importantes : plus encore que l'expérimentation formelle, le recours à l'humour et la dérision, et l'importance de l'érotisme, distinguent la jeune littérature de langue française de celle de langue arabe. C'est aussi sur le rapport au politique que les deux sous-champs restent opposés. Le fait que les écrivains ne soient plus à la pointe de l'engagement politique, et le rejet de la littérature engagée, ne signifie pas que tous les écrivains soient complètement dépolitisés. Tandis que de jeunes écrivains arabophones comme Bachir Mefti, Aboubakr Zemal, Fayçal Lahmar, Hamid Abdelkader, ou les francophones vivant en France Salim Bachi ou Mourad Djebel se mettent en retrait de l'action politique (après avoir parfois été très engagé), les journalistes politiques (et non plus culturels, comme dans les années 1980) francophones, vivant en Algérie, Mustapha Benfodil, Adlène Meddi, Chawki Amari et Kamel Daoud, tous publiés chez Barzakh au début des

années 2000 (plus tard pour le dernier), fondent de leur côté en 2009 le mouvement politique de protestation « Bezzef », qui mêle action politique et happenings littéraires. Par ailleurs le libéralisme de l'État algérien à l'égard du secteur culturel reste relatif ; et surtout le fondamentalisme d'État et l'islamisme demeurent des forces hétéronomes très actives en Algérie, susceptibles de susciter un engagement politique de défense de l'autonomie du champ littéraire.

La fin de la guerre dans le champ littéraire se caractérise par un processus de relative dépolitisation et de dépoliarisation. Il est le fait d'une politique de l'État algérien d'intégration tout à la fois politique et économique, avec l'aide en cela de l'Etat français. Mais il se produit également au sein d'une avant-garde algéroise, entre les éditeurs El-Ikhtilef et Barzakh, qui s'opposent à la domination du pôle international (français) sur le champ littéraire. La fin de la guerre se fait donc tout à la fois avec et contre la France, avec ses moyens, et contre l'ascendant qu'elle confère aux écrivains y publiant. L'opposition esthétique à la « littérature de témoignage » est aussi une manière de mettre en cause les hiérarchies (géographique et générationnelle) du champ littéraire, et une euphémisation d'un positionnement politique, anti-anti-islamiste radical. De pôle d'avant-garde, porté par une stratégie de différenciation politico-littéraire par rapport au pôle français dominant, ces deux éditeurs (mais pas nécessairement les auteurs qu'ils publient) sont devenus centraux dans l'espace littéraire algérien en élaborant une stratégie d'alliance internationale. El-Ikhtilef collabore avec une maison d'édition libanaise (al-Farābī) ; et Barzakh parvient de plus en plus à vendre les droits de ses romans, aux éditions de l'Aube, et à Actes Sud. Ainsi de *Meursault contre-enquête* de Kamel Daoud en 2014, qui sera traduit dans de nombreuses langues : il s'agit d'un cas exceptionnel dans l'espace francophone d'un succès international publié d'abord en dehors de France.

Plus d'une génération après la guerre d'Indépendance, la France redevient un élément central du champ littéraire algérien : comme espace de publication, pouvoir de reconnaissance symbolique, et comme puissance économique et diplomatique. Un certain nombre d'écrivains a ainsi pu profiter d'une politique d'auteur chez des éditeurs, et sont présents jusqu'à aujourd'hui dans le marché éditorial français. Espace de repli d'une grande partie du champ littéraire alors que le pays est en crise et soumis à la censure religieuse et politique, la France n'est toutefois pas uniquement un

espace d'autonomie littéraire. Les écrivains y sont soumis à la pression du marché, qui est aussi politique, largement favorable à une solution radicale à l'égard des islamistes. C'est tout de même en France que se reconstruit un pôle autonome au champ littéraire, avec la revue *Algérie Littérature/Action* ; et contre la France et son pouvoir prescripteur, mais avec son appui financier, que se crée une avant-garde bilingue en Algérie.

Conclusion

Cette étude a montré la nécessité, pour comprendre les prises de position des écrivains algériens dans la « décennie noire », de les resituer dans leur champ d'exercice : un champ littéraire surpolitisé, bilingue et transnational. L'action de la guerre civile sur le champ littéraire, et l'effet en retour des écrivains sur cette guerre, sont symétriques. La guerre n'a pas révolutionné le champ littéraire, mais en a modifié les contours en renforçant ses tendances antérieures. Champ littéraire moins autonome et différencié que d'autres, il a été surpolitisé pendant la guerre civile, incitant les écrivains à s'engager au sein du champ politique, et à s'impliquer au sein du champ intellectuel, en lien et en concurrence avec les autres catégories intellectuelles ; réciproquement, la fin de la guerre civile voit une dépolitisation inédite du champ littéraire. La guerre a également renforcé la bipolarisation du champ littéraire d'un point de vue linguistique et transnational, en particulier du fait de la forte internationalisation par la France de la littérature algérienne. À plus long terme, cette internationalisation a accéléré l'intégration de la littérature algérienne à la globalisation littéraire (fondée notamment sur le roman) ; et à asseoir la domination des écrivains passés par la France, tout en provoquant en Algérie une réaction d'avant-garde. De leur côté, les écrivains ont réagi à la crise en essayant de trouver des voies originales de conciliation entre littérature et politique sous le signe du « témoignage » ; et surtout, ils ont fortement contribué à l'interprétation collective de la guerre et de l'identité

algérienne. Tandis que certains écrivains ont diffusé la représentation d'une guerre des langues, s'est développée dans l'exil en France une nouvelle identité littéraire algérienne intégrant une part européenne.

Cette guerre civile n'a pas tant été, pour le champ littéraire algérien, une guerre des langues, qu'une crise de la conception de l'Écrivain. Peut-on donc parler de guerre des langues à propos du champ littéraire dans la guerre civile algérienne des années 1990 ? Instrumentalisée régulièrement comme étendard nationaliste, et surtout à partir du tournant de 1980, dans la lutte des fondamentalistes contre les marxistes et les libéraux, la question linguistique est tout à fait secondaire pour comprendre la guerre civile dans son ensemble. Cependant cette question est importante dans le champ intellectuel, dans la mesure où la discrimination linguistique, dans un sens ou dans un autre, implique un accès différencié à l'emploi et à la reconnaissance symbolique. Ainsi, tandis que l'Université a majoritairement exclu les francophones, la libéralisation de la presse après 1989 les a grandement favorisés. Dans le champ littéraire, la hiérarchie implicite entre le sous-champ francophone et arabophone s'appuie en bonne partie sur le fait que la langue française est en lien avec la France et Paris, l'une des capitales majeures de la République mondiale des lettres. Le pôle le plus autonome du champ littéraire a cependant incarné un espace intellectuel de résistance au clivage linguistique, par un même rejet de la commande publique (littérature nationaliste), et des alliances politiques et littéraires, comme celle de Tahar Ouettar et Tahar Djaout face au bilingue Rachid Boudjedra.

Or si le clivage linguistique est profond dans le champ littéraire algérien, il n'explique pas à lui seul les prises de position politique des écrivains. L'opposition entre marxistes et fondamentalistes correspond principalement à une opposition entre pôle autonome et hétéronome du champ, et ultimement à une opposition entre capital littéraire international et national. Non seulement les écrivains pro-islamistes, prônant une littérature pédagogique, font partie de ceux qui ont le moins de capital littéraire international, mais surtout ils ont été dépossédés de leur monopole sur les institutions culturelles nationales après la chute du FLN : le FIS apparaît avant tout comme un moyen de regagner cette position littéraire institutionnelle. Le cas de Tahar Ouettar montre de façon paradigmatique la valeur heuristique de la prise en compte de l'effet de champ pour comprendre les prises de position politique des écrivains. Romancier

arabophone central au capital littéraire à la fois international et national, il est conduit de la gauche au soutien des islamistes du fait de sa marginalisation littéraire par le pôle le plus internationalisé du champ littéraire algérien. C'est dans un deuxième temps, symptomatiquement à la suite d'une humiliation à Paris, qu'il fournit une interprétation de la crise comme une guerre des langues, euphémisant la réalité des enjeux transnationaux dans la reconnaissance littéraire, et permettant une coalition arabophone dans le champ intellectuel. De par sa stature, Ouettar a fortement contribué à imposer le clivage linguistique au sein du champ littéraire, et dans l'ensemble du champ intellectuel.

En croisant approches explicative et compréhensive, nous avons montré que cette croyance dans un clivage essentiellement linguistique, a fonctionné comme une prophétie autoréalisatrice quand les assassinats ont commencé. D'une part les intellectuels francophones, se sentant doublement visés en tant qu'intellectuels et en tant que francophones, ont massivement pris le chemin de l'exil en France. D'autre part les écrivains arabophones du pôle international, anti-islamistes radicaux comme la plupart de leurs homologues francophones, étaient également menacés, et, ne pouvant plus publier leur œuvre engagée en arabe en Algérie, ni même au Proche-Orient, ont été contraints de passer à l'écriture en français et de publier en France. S'ils contestent quant à eux complètement l'idée d'une guerre des langues, ils ne s'en trouvent pas moins pris dans son engrenage. Ainsi la logique clivante de la guerre civile a transformé des tendances statistiques en réalités : les écrivains de gauche, laïcs, ne pouvaient plus publier qu'en français en France, tandis qu'en Algérie peinait à subsister un sous-champ littéraire de langue arabe marqué par l'islamisme. Par conséquent, pendant plusieurs années le champ littéraire algérien, fut divisé sur une base territoriale et linguistique.

La guerre civile *n'est pas* une guerre des langues, mais elle l'est *devenue* dans le champ littéraire. Or ce sont des intellectuels, et des écrivains en particulier, qui se sont le plus exprimés sur ce conflit, notamment en France : leur représentation de la guerre plus ou moins explicitement assumée en ces termes y a rencontré un fort appétit postcolonial en France.

Plus qu'une guerre des langues, la guerre civile a été pour le champ littéraire avant tout une crise de l'Écrivain algérien. Les écrivains dominant le champ littéraire, au capital le plus internationalisé, et de gauche, avaient en effet imposé une double définition de l'Écrivain : autonome, et ayant une

fonction d'intellectuel (critique). Cette double définition est contestée pendant la crise, de l'intérieur et de l'extérieur du champ. Les écrivains naviguent entre la figure des *udabā'*, qui voient dans la littérature un relais des règles politiques et religieuses ; et celle des journalistes et chercheurs en sciences sociales, qui considèrent la littérature comme secondaire pour dire la vérité de la crise politique. Cette position d'entre-deux, inscrite dans le champ littéraire lui-même, tire toujours plus les écrivains pendant la guerre. Elle est en partie la manifestation de leur position transnationale, entre des espaces intellectuels différemment structurés suivant les pays (France, pays arabes) : le facteur central pour rendre compte des prises de position littéraires et politiques des écrivains pendant la guerre est bien le caractère transnational du champ littéraire. Or dans la mesure où l'internationalisation du champ littéraire algérien est dans cette période en grande partie liée à la France, on peut soutenir que l'un des éléments d'explication majeurs des prises de position littéraires et politiques des écrivains se trouve dans leur rapport à la France.

Alors que l'Écrivain dans sa définition dominante doit être autonome, la guerre civile met en cause l'autonomie relative du champ littéraire, entre prescriptions religieuses, politiques et économiques. La publication à l'étranger, dans les capitales libérales de Paris et de Beyrouth, avait toujours permis aux écrivains de s'abstraire en partie des prescriptions religieuses et politiques du pays. La lutte contre les prescriptions morales et religieuses avait été portée par des écrivains proches des mouvements de gauche internationaux : avec la montée en puissance des islamistes, cette lutte est de nouveau particulièrement d'actualité. En revanche, la lutte contre les prescriptions politiques a toujours été moins forte : l'écrivain est en effet censé participer à la construction de la nation, et est ambassadeur de l'image du pays à l'étranger, en particulier en direction de l'ancienne métropole coloniale. Ceci explique en partie que les grands écrivains, pointe avancée de la contestation de l'autoritarisme d'État jusqu'ici, aient été en retrait de la politisation des émeutes d'Octobre 1988 ; et que la majorité des écrivains se soit rangée du côté de l'État dans la lutte radicale contre le mouvement islamiste. À rebours de l'image héroïque habituelle de l'écrivain luttant contre un État liberticide, ici la lutte pour la tolérance, pour l'autonomie de la littérature par rapport aux prescriptions et violences religieuses passe paradoxalement par un alignement, même partiel, sur les options politiques de l'État.

Malgré cela, la violence des groupes islamistes empêche toute littérature qui leur est hostile de s'exprimer en Algérie. Dans le même temps, le monde arabe se ferme aux propositions littéraires et politiques les plus radicales contre les islamistes. Cependant, dans la limite des censures politiques et religieuses, un espace de recherche est maintenu en arabe pour les écrivains non hostiles aux islamistes, autour de la figure de Tahar Ouettar : il permet de faire émerger, à côté d'une littérature très conservatrice, des recherches esthétiques plus poussées (comme dans l'association El-Ikhtilef). La France apparaît comme le lieu privilégié de refuge pour les écrivains anti-islamistes, et de publication de leur littérature. Seulement les écrivains s'y trouvent confrontés à un marché qui effrite l'espace d'autonomie de la littérature ainsi préservé. Ces logiques économiques, pour ainsi dire inexistantes en Algérie même, se renforçaient à l'inverse pendant ces années en France, sous l'effet d'une « révolution conservatrice » (Bourdieu) dans l'édition. Ainsi, dans un contexte français de méfiance à l'égard de l'islam, ces écrivains étaient particulièrement valorisés, au pôle le moins autonome du champ éditorial et du champ médiatique, dans leur combat politique contre les islamistes : la demande du marché est aussi une demande politique. Au moment où la littérature algérienne est la plus internationalisée, elle est donc simultanément fortement nationalisée, tant par l'engagement politique national des écrivains, que par l'horizon d'attente nationalisé et politisé de la réception française. La nationalisation de la littérature algérienne, sa réduction à l'expression d'une particularité nationale et conjoncturelle, est la principale raison pour laquelle cette littérature, dont l'ancrage dans le politique est légitime en Algérie, n'a pu pleinement être reconnue en France au pôle le plus légitime du champ littéraire français, et ce quand bien même les problématiques et les formes qu'elle abordait autour de l'engagement et du témoignage avaient alors des correspondants dans les recherches de certains écrivains français.

Car on ne saurait réduire l'ensemble de la littérature produite en France dans cette période à la stigmatisation rétrospective de la « littérature de l'urgence ». Un pôle de l'édition et de la réception française résiste fortement à la réduction ethnographique et politique de la littérature algérienne, parfois par des capitaux symboliques et des subventions publiques françaises, comme pour la revue *Algérie Littérature/Action*. Si en Algérie se maintient, malgré les fortes contraintes religieuses et politiques, une littérature qui trouve des voies de recherche, a fortiori en France

l'articulation entre littérature et politique ne se réduit pas au roman à thèse. Parmi les écrivains les plus installés, Rachid Mimouni y sacrifie certes, mais d'autres, comme Rachid Boudjedra, ou surtout Assia Djebar et Mohammed Dib, poursuivent des quêtes littéraires profondément originales. Attestation, Évocation, et Interrogation sont trois modalités différentes d'être engagé au travers de la littérature. De manière générale l'ethos du témoin, quoique rapidement contesté, a été l'une des voies de conciliation entre littérature et politique.

À la fin de la guerre, c'est avec et contre la France que se reconstruit un espace autonome de la littérature algérienne en Algérie même. L'importation par la revue *Algérie Littérature/Action* de l'autonomie construite en France s'est révélée malaisée, du fait de la difficile reconversion, dans un contexte dépolitisé, d'un capital constitué sur une base militante, et de son inadaptation (trop gros ou trop petit) au marché local. Parallèlement, la domination inédite dans le champ littéraire des écrivains publiant en France a conduit à l'affirmation d'une avant-garde bilingue autour des éditeurs El-Ikhtilef et Barzakh, stigmatisant la littérature engagée produite en France. La domination en grande partie maintenue jusqu'à aujourd'hui de la génération de l'Indépendance par rapport à la génération d'Octobre s'explique par le passage de ces premiers par la France. Mais c'est également grâce à des financements algéro-français (avec en particulier l'Année de l'Algérie en France) que cette avant-garde algéroise est parvenue à s'établir dans la durée.

C'est aussi en tant que parangon de l'intellectuel que l'Écrivain algérien est remis en cause, et ce, là encore, dans un espace algéro-français. En effet les débats politiques sur Octobre 1988, puis sur la guerre civile, se déroulent en partie en France : une Bataille de Paris de la guerre civile a lieu, dans la presse et l'édition.

La position sociale éminente de l'écrivain en Algérie en tant que parangon de l'intellectuel critique tient à trois facteurs. Le premier est l'étroitesse initiale de l'élite lettrée, impliquant une faible spécialisation, et le maintien de la figure sociale de l'homme de lettres polyvalent et intégré au champ politique, comme dans beaucoup de pays tout juste sortis de la colonisation (notamment dans le monde arabe). Le deuxième facteur est l'importance de la figure de l'écrivain engagé dans les débats algériens comme français depuis la Seconde Guerre mondiale, et portée par la gauche marxiste. Pour ces deux raisons, les écrivains sont investis d'une mission

nationale (écrire la nation) et beaucoup ont participé à leur manière à la lutte pour l'indépendance, puis à la construction du socialisme. Le troisième facteur est la relative autonomie dont ont pu jouir certains écrivains en publiant à l'étranger, ce qui leur a permis de porter une parole politique critique dans un contexte national autoritaire, tout en faisant d'eux, de manière quelque peu contradictoire, des ambassadeurs de l'image du pays.

Or cette position est progressivement mise en cause. La massification scolaire et universitaire dans les années 1970, puis la crise économique de l'État employeur dans les années 1980, a fait vaciller leur statut d'élite sociale. De nouvelles figures prétendant à la direction morale et politique de la population apparaissent, qui, tout en étant lettrées, fondent leur charisme sur l'oralité, les chanteurs (en particulier kabyles) et les prédicateurs islamistes. Paradoxalement du fait de leur statut éminent, les écrivains se sont trouvés en retrait de la contestation de l'ordre autoritaire lors de la crise d'Octobre 1988 : le fait qu'ils subissent moins la censure du pouvoir politique, et le rôle d'ambassadeur de l'image du pays qu'ils jouent à un moment où la crise est fortement commentée en France, les conduisent à une plus grande discrétion que d'autres catégories intellectuelles comme les journalistes, qui revendiquent alors avec force la fin de la censure politique sur leur activité.

La guerre civile peut être lue comme l'occasion d'une concurrence accrue entre écrivains et journalistes (et chercheurs en sciences sociales) au sein du champ intellectuel pour le monopole de la représentation et l'interprétation politique de la guerre. Cette concurrence est la conséquence d'une très forte proximité : souvent formés dans d'autres domaines que la littérature, la moitié des écrivains a été à un moment ou à un autre journaliste. Dans les années 1990, tout en étant influencés par les modèles stylistiques, narratifs et démonstratifs du journalisme et des sciences sociales, les écrivains cherchent à s'en distinguer, en particulier par un ethos de témoin et par des romans « compréhensifs ». Plutôt que d'aller sur le terrain de ces concurrents du reste du champ intellectuel en *attestant* une réalité ou des valeurs, certains auteurs les *interrogent*, tout en conservant une dimension politique à leur œuvre. Plus encore, en *évoquant* des figures qu'ils estiment oubliées des discours médiatiques, certains contribuent nettement à l'élaboration idéologique de la période : c'est dans la littérature publiée en exil en France qu'apparaît nettement une nouvelle définition de la littérature

et de l'identité algérienne (contestée jusqu'aujourd'hui), intégrant une part européenne, et réhabilitant la figure de Camus.

Cette concurrence est particulièrement serrée en France, où écrivains (et dans une moindre mesure philosophes) d'une part, journalistes et chercheurs en sciences sociales d'autre part, sont les figures les plus visibles du débat opposant anti-islamistes radicaux et dialoguistes. On peut y voir une opposition entre intellectuels universalistes, représentés par excellence par les écrivains, et intellectuels spécifiques. Si cette opposition s'établit sur un terrain algéro-français, c'est que la structure du champ intellectuel y est différente de part et d'autre, plus spécialisée en France qu'en Algérie. La guerre civile peut apparaître comme le chant du cygne de l'écrivain comme parangon de l'intellectuel. Paradoxalement ils sont fortement valorisés en France, mais moins du fait de leur autorité propre que des valeurs qu'ils promeuvent, comme « intellectuels musulmans alibi » : il n'est pas impossible qu'ils aient contribué, en sous-main, à la revalorisation de l'engagement intellectuel chez les écrivains français. En Algérie, cependant, la fin de la guerre dépolitise fortement le champ littéraire : tandis que les plus âgés reprennent un chemin de désengagement progressif qui était en cours depuis les années 1980, les plus jeunes rejettent l'engagement qui a marqué la décennie précédente. L'engagement se maintient, de manière significative, chez les jeunes écrivains journalistes politique.

Étude d'un champ littéraire surpolitisé, bilingue et transnational, ce livre a permis de battre en brèche trois lieux communs de la critique savante ou profane, aux incidences politiques.

Rejeter l'opposition entre littérature et société. En considérant les écrivains algériens comme faisant partie d'un champ littéraire surpolitisé, nous avons réinséré la littérature non seulement dans un champ littéraire, mais également dans un champ du pouvoir et dans un champ intellectuel, et développé pour cela une méthodologie croisée entre études littéraires et sciences sociales, pour prendre en compte la totalité de l'activité littéraire et politique de l'écrivain. Tandis que les études littéraires permettent de rompre avec l'alternative réductrice entre « art pour art » et « littérature engagée », l'approche sociologique permet de mettre à distance l'héroïsation (ou la condamnation) politique des écrivains qui caractérise souvent les études littéraires.

Rejeter le culturalisme en tenant tout ensemble explication et compréhension. En considérant les écrivains algériens comme faisant partie

d'un champ littéraire bilingue, nous nous sommes efforcé de rompre avec le monolinguisme méthodologique. Du même coup nous avons rompu avec une approche culturaliste, qui aboutirait à la conclusion délétère du « Choc des civilisations » en Algérie. La langue n'est pas par elle-même un facteur explicatif, mais elle est support de profits spécifiques historiquement situés. Pour autant il ne suffit pas de contribuer à expliquer les causes des oppositions dans la crise : il faut aussi comprendre comment a pu se développer cette représentation de la guerre civile comme guerre culturelle et guerre des langues, et historiciser le processus d'essentialisation des différences, la mutation de tendances (statistiques) en essences.

Reconsidérer les relations postcoloniales. En considérant les écrivains algériens comme faisant partie d'un champ littéraire transnational, nous nous sommes dégagés à la fois du « nationalisme méthodologique », pour replacer l'Algérie dans un contexte international inégalitaire ; et d'un ethnocentrisme qui réduirait les problématiques algériennes aux problématiques des grands centres, en particulier français. Ce champ littéraire nationalisé conserve sa temporalité et ses problématiques propres tout en se réappropriant les enjeux des grands pôles internationaux, et renforce même sa nationalisation au moment de, puis en réaction à son internationalisation. Par ailleurs, approche structurale, la théorie du champ est également dynamique, réintroduisant l'histoire. La situation postcoloniale n'est pas une donnée figée, mais demande à être actualisée : la guerre civile remet la France au cœur des problématiques algériennes (et vice versa). La pensée de l'hybridité littéraire et identitaire n'est pas le produit spontané de la postcolonie, mais la conséquence des situations d'exil, et surtout une réaction à l'agenda islamiste en Algérie. Quant à l'ethnocentrisme (voire au racisme) qui caractérise la France postcoloniale, il doit être nuancé : il est d'abord le fait d'un centre à l'égard d'une périphérie ; et ne doivent être évacuées ni les pratiques des acteurs dominés, s'appropriant et jouant avec ces contraintes ; ni le fait que, malgré l'accroissement des logiques de marché, les écrivains algériens ont pu trouver en France les moyens d'exercice d'une certaine autonomie littéraire.

Annexes

Base de données bibliographiques

La base de données bibliographiques a été constituée à partir de diverses sources : le dépôt légal algérien ; la base de données Limag ; la base de données Electre ; la base de la bibliothèque de la Fondation du roi Abdelaziz al-Saoud pour les Études Islamiques et les Sciences Humaines de Casablanca ; le site de la Fondation du prix Abdelaziz Saoud Al-Babtain pour la création poétique (*Mu'assasa ġā'iza `Abd al-`azīz Sa`ūd al-Bābtayn li-l-ibdā' al-ši'rī*) ; des titres cités par Achour Cheurfi^{774} ; des titres répertoriés par Mohand Akli Salhi^{775} ; ainsi que de nombreux sondages sur internet. La limite de cette base réside dans l'absence de données fiables pour la littérature publiée dans les pays arabes (dépôt légal aléatoire au Liban par exemple), sans compter l'importance de l'auto-édition, en Algérie comme dans ces pays, plus encore rarement répertoriés donc. Nous avons ainsi redoublé d'efforts dans les recherches sur internet, et de vigilance lors de notre enquête de terrain concluant à la faible publication pendant la période des écrivains de langue arabe à l'étranger.

Après vérification systématique des titres sur internet (excluant auteurs non « algériens » : critique littéraire ; réédition, etc.), la base compte 2 008 oeuvres littéraires, pour 1 120 auteurs. Après recodage, nous retenons pour l'analyse 5 variables, en plus de l'année de publication.

Versions. Première édition 90 % ; Traduction 5 % ; Réédition autre pays 3 % ; Coédition 1 %.

Les titres en coédition ont été multipliés autant de fois que d'éditeurs, sauf pour celui que nous considérons le plus important, codé « première édition ». Cette précision permet de travailler d'une part sur les éditeurs, tous ainsi représentés ; d'autre part sur les auteurs, qui ne sont pas ainsi surpondérés. Les rares coéditions internationales ont quant à elles été codées « première édition » pour la version internationale, et « réédition autre pays » pour l'édition en Algérie. Nous n'avons pas conservé la « réédition dans le même pays », difficile à déterminer, et faisant l'hypothèse qu'elle relevait plus une stratégie d'éditeur (voir les rééditions de classiques), quand la « réédition dans un autre pays » entrait plus dans une stratégie d'auteur.

Genres. Roman 36 % ; Poésie 31 % ; Nouvelles ou contes 13 % ; Autobiographie/Témoignage/Chronique 8 % ; Théâtre 6 % ; Genre NR 5 %. Nous avons utilisé une définition relativement restrictive de la littérature, mais qui fait largement consensus : il s'agit d'une création originale, fortement littérisée ou fictionnelle. Le genre des « essais » a été exclu, mais les témoignages et autres écrits à la limite de la fiction ont été retenus, du fait de la trajectoire de leurs auteurs, et de l'importance du genre dans le champ littéraire. Le codage fait apparaître un ensemble composite (autobiographie/témoignage/chronique) rendant compte des frontières poreuses entre ces « genres », et de la grande variabilité des indications paratextuelles. L'ensemble des récits fictionnels longs, parfois présentés comme « récit », ont été regroupés en « roman ». Les recueils, collections de contes anciens ont été exclus, dans la mesure où nous nous intéressons aux créations originales, entendues dans un sens strict (portées par un nom d'auteur).

Langues. Français 63 % ; Arabe 34 % ; Tamazight et autres 3 %. Nous avons retenu l'ensemble des langues utilisées par les écrivains algériens, procédant à certains regroupements : les rares publications en arabe dardja ont été incluses dans « Arabe », les différents dialectes de berbère, les rares cas d'anglais et d'italien (3 textes) dans « Tamazight et autres ». Nous avons indiqué les cas de textes bilingues dans la variable « langue originale » (qui n'a pas été retenue pour l'analyse).

Éditeurs. Éditeur algérien gros 29 % ; Éditeur algérien petit 17 % ; Éditeur algérien d'État 11 % ; Éditeur étranger petit 21 % ; Éditeur étranger moyen 13 % ; Éditeur étranger grand 3 % ; Éditeur NR 6 %. La variable « Éditeur » a été recodée en 6 modalités. On a utilisé d'abord le critère de

nationalité, opposant éditeurs algériens et étrangers. Pour les premiers, nous avons ensuite distingué entre éditeur privé et éditeur public, c'est-à-dire dépendant étroitement des ressources de l'État. C'est le cas des entreprises publiques comme l'ENAL, mais également des institutions publiques qui, comme le Ministère de la culture, ou les Centres culturels de wilaya, publient parfois également de la littérature. Les associations privées subventionnées (comme l'UEA) ne sont pas comptabilisées comme relevant du domaine public. Les éditeurs privés ont été ensuite classés en « petit » et « gros » éditeurs littéraires, suivant le nombre de titres de littérature parus pendant la période considérée : les gros éditeurs correspondent aux 10 éditeurs algériens privés les plus importants, qui ont publié plus de 30 titres dans la période (le 11^e éditeur privé, Laphomic, n'a publié que 15 titres). Pour les éditeurs étrangers, nous avons distingué entre petit, moyen et grand édition, en nous inspirant de l'article de Pierre Bourdieu^{776} ; L'Harmattan, qui ne figure pas dans cet article, a été classé comme « éditeur étranger moyen », puisque la structure de son capital est très peu symbolique, majoritairement économique. Nous avons classé les autres éditeurs étrangers (tout à fait minoritaires numériquement par rapport aux éditeurs français : une vingtaine d'éditeurs) selon ces trois catégories, en interrogeant deux universitaires algériens arabisants : leur critère principal était la capacité de diffusion internationale des livres. Enfin, nous avons codé les éditeurs localisés à la fois en Algérie et en France (Bouchène et Marsa) comme deux éditeurs différents à chaque fois. On compte entre 380 et 390 « éditeurs » (il est parfois difficile de distinguer un éditeur d'un imprimeur).

Lieu d'édition : Alger 48 % ; Algérie 14 % ; Paris 27 % ; France 7 % ; Autre pays 4 %. Nous avons recodé la centaine de lieux d'édition en 5 modalités. Nous avons inclus dans la modalité « Paris » la proche banlieue. Les modalités « Algérie » et « France » excluent les capitales.

Base de données prosopographiques, et ACM

La population

Nous avons constitué une base de données prosopographiques d'une double extension. Les individus sont en ligne, les variables en colonne. La base de données initiale était constituée de 488 individus, créée initialement à partir du dictionnaire d'Achour Cheurfi^{777}, à l'exclusion d'emblée de la

plupart des écrivains qui n'avaient pas publié entre 1988 et 2003. Cette première liste a été complétée par une enquête sur plusieurs revues algériennes, et notre base de données bibliographiques. Nous avons utilisé pour ce faire la définition indigène de l'écrivain algérien. Il s'agit d'écrivains ayant eu leur socialisation primaire en Algérie, à l'exception des « rapatriés » d'Algérie (écrivains pieds-noirs, c'est-à-dire européens et juifs installés en France) : seuls Jean Pélégri et Louis Gardel ont été conservés en individus supplémentaires. Corinne Chevallier, Européenne restée en Algérie, et très marginale dans le champ littéraire algérien, a été conservée en individu actif. La question des écrivains « beurs », Français d'origine algérienne (deuxième génération, ou venus tôt en France), n'est pas entièrement tranchée dans les représentations indigènes de la littérature algérienne (ni en France), même si dans l'ensemble ils ne sont pas considérés comme en faisant partie. Le critère de la socialisation primaire en Algérie permettait de trancher. Nina Bouraoui, née à Rennes, mais élevée ses quatorze premières années à Alger, a été conservée comme individu actif, tout comme Leïla Sebbar, qui, venue en France à l'âge de vingt ans et engagée auprès des écrivains algériens, se revendique avant tout comme française (elle n'a pas la nationalité algérienne). Nous avons projeté en individu supplémentaire Azouz Begag, l'écrivain beur (né à Lyon) le plus cité dans les anthologies de littérature algérienne.

La deuxième base de données, mieux renseignée, est composée de 174 individus (plus les 3 déjà cités). Nous avons croisé deux indicateurs de visibilité : tout d'abord celui du nombre d'ouvrages parus dans la période, puis l'indice de présence dans les anthologies, l'absence de l'un pouvant être compensé par l'autre (Azzeddine Djellaoudji a beaucoup publié ; Kateb Yacine est dans de nombreuses anthologies). Le critère de la publication d'ouvrages, objectif, ne permettait pas de rendre compte de l'importance de la littérature orale, à la marge du champ littéraire : les poètes de langue orale arabe (Ahmed Oumhani) ou kabyle (Aït Menguellet, connu comme chanteur), mais également des poètes ayant publié essentiellement en revue (Bakhti Benaouda) ont ainsi été ajoutés à la base comme représentants de ces marges. Nous avons également choisi de conserver des individus qui satisfaisaient peu aux deux critères cités, afin précisément d'observer les liens entre position politique minoritaire et marginalité littéraire : c'est le cas par exemple d'Abdelhamid Abdous, qui a la particularité d'être proches des milieux islamistes. Enfin certains jeunes écrivains apparaissant en fin de

période ont été conservés dans la base, comme Hamid Abdelkader ou Mourad Djebel. Dans l'ensemble, comme pour ces trois derniers auteurs, nous avons privilégié parmi les écrivains ne répondant pas pleinement à nos premiers critères ceux avec lesquels nous nous sommes entretenus, pour lesquels nous avons donc le plus de renseignements.

Les données ont été collectées progressivement à partir de différentes sources : dictionnaires biographiques (Achour Cheurfi ; le « Maitron-en-ligne »...), une vingtaine d'encyclopédies et dictionnaires, des pages personnelles sur internet (le site du prix *'Abd al-'azīz Sa`ūd al-Bābṭayn*, ou Wikipédia), et par entretiens (publiés, ou effectués personnellement).

Les variables

Les 130 variables d'origine ont été pour la plupart regroupées en 52. Afin d'éviter le plus possible les redondances, notamment concernant les variables qui paraissaient les plus importantes dans la polarisation de l'ACM après les premiers essais, à savoir les variables linguistiques et d'internationalité, nous n'avons retenu pour l'ACM que 23 variables et 67 modalités actives (73 avant apurement : les modalités « non-renseigné » ont été retirées sauf indication contraire). Nous en donnons systématiquement les pourcentages (pour 174 individus) par souci de comparabilité, et après apurement des données non renseignées ou sans objet (projetées en illustrative).

Variables socio-démographiques

V1-2 : Variables démographiques. Sexe (2 modalités) : La population retenue est aux 3/4 masculine (76 %). Date de naissance (3 modalités). Nous distinguons la « Génération de Novembre » née avant 1944 ($n = 36$, 21 %) ; la « Génération de l'Indépendance » jusqu'en 1960 ($n = 98$, 56 %) ; et la « Génération d'Octobre » ($n = 40$, 22 %).

V.3-4 : Variables d'étude. Niveau d'études (3 modalités) : Études sup ($n = 14$, 9 %), Études sup+ ($n = 96$, 62 %), Études sup++ ($n = 46$, 29 %). *Études NR* ($n = 18$, 10 %). Discipline universitaire principale (4 modalités) : Droit/Admin ($n = 18$, 13 %), Litt-langue-art ($n = 66$, 46 %), Science/Technique ($n = 17$, 12 %), SHS ($n = 43$, 30 %). *Discipline 0* ($n = 5$, 3 %), *Discipline-NR* ($n = 25$, 14 %).

V.5-6 : Profession principale dans les années 1990 (6 modalités) : Artiste-Écrivain ($n = 18$, 11 %) Autre profession ($n = 20$, 12 %), Enseignant

secondaire (n = 21, 13 %), Enseignant supérieur (n = 40, 24 %), Gestion culturelle (n = 18, 11 %), Journaliste (n = 49, 30 %). *Profession NR* (n = 8, 5 %). C'est la profession durant la période concernée qui a été généralement gardée. Pour les retraités, la profession la plus marquante (généralement la dernière) a été conservée. En cas d'hésitation, la profession dont les caractéristiques n'apparaissent dans aucune autre variable a été conservée. Cette information est complétée par la variable Public/privé (2 modalités) : Privé (n = 68, 41 %), Public (n = 97, 59 %). *NR* (5 %).

V.7-8 : Variables dichotomiques de proximité à l'État. Poste politique, c'est-à-dire postes de direction au sein de l'État, de la haute administration, ainsi que dans les centres culturels et autres théâtres relevant d'une nomination publique : oui (n = 37, 21 %), non (n = 137, 79 %). Participation personnelle ou du père à la guerre de libération nationale : oui (n = 38, 22 %), non-NR (n = 136, 78 %). Cette variable, assez faiblement renseignée (seule une quarantaine d'individus ont été renseignés de manière certaine), a été conservée à cause de la forte probabilité que le Non-renseignement corresponde à une réponse négative. En effet, le statut de « moudjahid » (« combattant ») ou de « chahid » (moudjahid « martyr » parce que tué) est un motif de fierté fréquemment mis en avant.

V.1 illustrative : Origine sociale (4 modalités). Nous avons distingué pour la classe moyenne les fractions à capital culturel (n = 28, 16 %) et celles à capital économique (n = 17, 10 %), que la classe supérieure cumule (n = 28, 16 %), et dont la classe populaire est dépourvue (n = 34, 20 %), NR (n = 67, 39 %). Bien que placée en illustrative, cette variable apparaît dans le nuage des modalités actives, dans la mesure où elle apporte une information tout à fait nouvelle par rapport à ces dernières.

Variables de position dans le champ littéraire : modalité de présence

V.9 : Genre littéraire principal (4 modalités) : Poésie (n = 64, 37 %), Poésie et Roman (n = 27, 16 %), Roman (n = 61, 35 %), Autres genres (n = 22, 13 %).

V.10 : Éditeur algérien principal pendant la période (4 modalités) : Éditeur d'État (n = 20, 11 %), Gros éditeur algérien (n = 77, 44 %), Petit éditeur algérien (n = 29, 17 %), Éditeur algérien non (n = 48, 28 %).

V.11 : Langue de publication littéraire (3 modalités) : littérature arabe (n = 59, 34 %), littérature française (n = 77, 44 %), littérature bilingue/traduction/minoritaire (n = 38, 22 %).

Variables de position dans le champ littéraire : intensité de présence

V.12 : Nombre de publications 1988-2003 (3 modalités) : Moins de 2 publications (n = 73, 42 %), entre 3 et 4 publications (n = 52, 30 %), plus de 5 publications (n = 49, 28 %).

V.13 : Age lors de la première publication. Moins de 30 ans (n = 62, 37 %), Entre 30 et 40 ans (n = 68, 41 %), Plus de 40 ans (n = 36, 21 %).

V.14-19 : Appartenance à des associations ou revues importantes. Union des Écrivains Algériens (n = 71, 41 %), Revue *Algérie Littérature/Action* et éditions Marsa (n = 40, 23 %), Association et édition Ibdaâ (n = 10, 6 %), Éditions Barzakh (n = 17, 10 %), Association et édition El-Djahidhia (n = 41, 24 %), Association et édition El-Ikhtilef (n = 17, 10 %).

Variables de position dans le champ littéraire : consécration

V26 : Éditeur étranger principal pendant la période (4 modalités) : Grand éditeur étranger (n = 17, 10 %), Éditeur étranger moyen (n = 35, 20 %), Petit éditeur étranger (n = 37, 21 %), Pas d'éditeur étranger (n = 85, 49 %).

V27 : A été traduit (3 modalités) : Pas Traduit (n = 109, 63 %), Traduit une fois (n = 38, 22 %), Traduit au moins 2 fois (n = 27, 16 %)

V28 : Prix littéraires (3 modalités) : prix litt.- (n = 87, 50 %), prix litt.+ (n = 34, 20 %), prix litt.++ (n = 53, 30 %). Cette variable réunit l'ensemble des prix obtenus par un écrivain jusqu'en 2003, sans distinction de qualité (type de jury...). « prix litt.++ » correspond à deux prix ou plus.

V29 : Mention dans des anthologies (4 modalités). antho- (n = 43, 25 %), antho+ (n = 49, 28 %), antho++ (n = 43, 25 %), antho+++ (n = 39, 22 %). Le codage de cette variable, construite à partir d'un score obtenu par l'addition pondérée de présence dans plus d'une trentaine d'anthologies et dictionnaires, publiés dans plusieurs langues et pays, a été fait de sorte à obtenir 4 quartiles proches.

V.2 illustrative : Date de première publication. La date de publication, permet de distinguer des périodes d'entrée dans le champ. Redondante lors des essais d'ACM avec la variable « Date de naissance », elle a été placée en illustratif. Les « générations littéraires » créées ici s'appuient la plupart du temps sur les jugements indigènes, et recourent assez strictement des périodes politiques. « Publi 1936-1962 » (n = 14, 8 %) correspond à la génération qui a commencé à écrire sous la colonisation, en particulier la « génération de 1952 » ; « Publi 1963-1979 » (n = 30, 17 %) correspond à la « génération des années 1970 », marquée par l'engagement socialiste et

tiers-mondiste ; « Publi 1980-1988 » (n = 54, 31 %) correspond à la « génération du désabusement » (distinguée surtout chez les francophones). La génération des années 1990, correspondant à ceux qui ont commencé à écrire après l'ouverture politique, est nommée souvent « génération de l'urgence » pour les francophones, et « génération de l'intériorité » pour les arabophones. Elle, a été divisée en deux groupes, tant la guerre civile a constitué une rupture sur tous les plans, et en particulier littéraire : « Publi 1989-1997 » (n = 48, 28 %) correspond à ceux qui ont commencé à écrire avec la crise politique et culturelle, et « Publi 1998-2003 » (n = 24, 14 %) ceux qui ont commencé avec le retour d'une structure éditoriale locale.

Variables de prise de position politique

V.3 illustrative : Position politique pendant les années 1990. Anti-islamiste radical (n = 49, 28 %), Anti-islamiste (n = 64, 37 %), Anti-islamiste dialoguiste (n = 13, 7 %), Pro-islamiste (n = 22, 13 %), Pol. 90 NR (n = 26, 15 %). Cette variable a été constituée à partir de trois indicateurs : les journaux dans lesquels ils publiaient, les pétitions signées (une vingtaine), et les informations obtenues par entretien. La modalité « anti-islamiste » indique une attitude non tranchée, soit du fait des difficultés que nous avons rencontrées à mieux comprendre la position politique, soit du fait d'une indécision réelle de l'individu.

V.4 illustrative : Visibilité politique. Cette variable complète la précédente. Elle indique le degré d'engagement public de l'écrivain. Elle a été construite à partir de trois indicateurs : la publication d'essais politiques, et la publication régulière dans la presse ont été marquées d'un ++ (n = 78, 45 %). La signature de pétitions et la publication de livres de fiction qui traitent de près ou de loin d'un sujet politique ont été marquées d'un + (n = 56, 32 %). La modalité « visibilité pol-/NR » (n = 40, 23 %) reprend en partie la modalité « Pol. 90-NR » de la variable précédente, mais également ceux dont nous connaissons par notre enquête la position politique, sans savoir comment elle s'est manifestée, ou qui ne s'est précisément pas manifestée publiquement.

V.5 illustrative : Berbériste (n = 8, 5 %) Cette variable prend en compte les engagements forts en faveur de la langue, de l'identité, ou de la culture kabyle (les autres régions berbères étant moins concernées par le phénomène).

V.6 illustrative : Victime d'un attentat (n = 8, 5 %). Cette variable rend compte de l'ensemble des victimes d'attentats, qu'ils soient décédés ou aient survécu. Il s'agit tous d'attentats effectifs (et non des menaces, même les plus sérieuses).

Entretiens personnels

Seuls les entretiens personnels enregistrés sont ici répertoriés. Pour les entretiens répétés, la date la plus significative a été conservée. Nous avons effectué encore une quinzaine d'entretiens ou de conversations non enregistrés avec d'autres personnes. La majeure partie a été effectuée en français, quelques-uns partiellement ou totalement en arabe (double astérisque) en arabe.

ABDELKADER Hamid, 23 avril 2013, Alger. ABDOUS Abdelhamid, 30 avril 2014, Alger. AMMAR-KHODJA Soumya, 18 novembre 2014, téléphone. AYACHI H'mida, 24 avril 2013, Alger. BACHI Salim, 26 mai 2014, Paris. BENFODIL Mustapha, 30 octobre 2013, Alger. BENLABED Salah, 11 juillet 2012, Montréal. BENZERGA Saïd, 27 avril 2014, Alger. BEY Maïssa Lundi 21 mai 2012, Oran. BOIS Marcel, 23 mai 2013, Alger. BOUABACI Aïcha, 4 novembre 2013, Alger. BOUDJEDRA Rachid, 9 mars 2013, Alger. BOURAYOU Abdelhamid, 7 novembre 2014, Alger. BOUSSOUF Malika, 21 avril 2014, Alger. CHAGRA Youcef**, 5 mars 2013, Alger. CHEURFI Achour, avril 2014, Alger. DIK Zahra, 5 novembre 2014, Alger. DJELFAOUI Abderrahmane, 31 mai 2012, Alger. DJEMAÏ Abdelkader, 8 mars 2014, Paris. DJOUADI Slimane, 20 avril 2014, Alger. GARDEL Louis, 6 mai 2015, Paris. GEZE François, 19 mars 2014, Paris. GHALEM Nadia, 12 juillet 2012, Montréal. GHEZALI Salima, 27 avril 2014, Alger. HADJADJ Sofiane, 26 mai 2012, Alger. HAMDI Ahmed, 29 avril 2013, Alger. HAMRI Bahri**, 27 avril 2014, Alger. HERZALLAH Mohamed Salah**, 5 novembre 2014, Alger. KHELLADI Aïssa, 23 avril 2014, Alger. KHIZAR Miloud, 10 novembre 2014, Alger. LABTER Lazhari, 29 mai 2012, Alger. LAHMAR Fayçal, 7 novembre 2014, Alger. LAOUEDJ Zineb, 25 février 2014, Paris. LACLAVETINE Jean-Marie, 4 septembre 2014, Paris. LARADI Fouzia, 5 novembre 2014, Alger. LAREDJ Waciny, 6 novembre 2012, Oran. LOUNÈS Abderrahmane, 21 avril 2014, Alger. MADI Mustapha, 4 juin 2012, Alger. MAGANI Mohamed, 28 avril 2014, Alger. MEFTI Bachir, 6 juin 2012, Alger. MELLAL Arezki, 26 avril 2014, Alger. METREF Arezki, 5 juin 2013,

Paris. MEZGHICHE Abdelali**, 31 octobre 2014, Alger. M'HAMSADJI Kaddour, 6 mai 2014, Alger. MIHOUBI Azzedine, 6 mai 2014, Alger. MILOUD Hakim, 31 octobre 2014, Alger. MOHAMMEDI Nacera**, 6 mai 2014, Alger. MOSTAGHANEMI Ahlam, 19 novembre 2013, Alger. NACER Mohamed**, 29 octobre 2016, Alger. NACER-KHODJA Hamid, 26 mai 2012, Alger. NEGROUCHE Samira, 25 avril 2013, Alger. OUADI Boussad, 5 mars 2013, Alger. OUMHANI Ahmed, 27 avril 2015, téléphone. RAOULT Marie-Madeleine, 10 juillet 2012, Montréal. REZAGUI Abdelalli**, 5 mai 2014, Alger. SADI Brahim, 21 avril 2014, Alger. SAINT ELOI Rodney, 10 juillet 2012, Montréal. SANSAL Boualem, 8 novembre 2014, Boumerdès. SARI Mohamed, 26 février 2013, Alger. TENGOUR Habib, 16 février 2013, Paris. TRAVERSI Behja, 14 octobre 2012, Paris. VIROLLE Marie, 13 octobre 2012, Paris. YAHIAOUI Tahar**, 1^{er} mai 2014, Alger. ZAOUI Amine, 9 avril 2013, Alger. ZEMAL Aboubakr, 1^{er} mai 2014, Alger. ZIREM Youcef, 12 septembre 2014, Paris. Responsable Ministère de la Culture 1, 30 mai 2012, Alger. Responsable Ministère de la Culture 2, 2 juin 2012, Alger.

Sources publiées

Archives

1) Revue *Algérie Littérature/Action* (Paris).

Boîtes « Courrier » 1996, 1996-1997, 1997, 1998, 1999, 2000, 2000-2001, 2001, 2001-2002, 2002. Meuble

« Gestion » : dossier « Abonnés », « Commission paritaire », « Contacts institutionnels », « Contrats », « impôts », « AG actionnaires », « Installation juridique », « Sécurité sociale », « Subventions FAS, CNL, CCF ». Dossier « CISIA ». Dossier « *Alternatives Algériennes* ». Dossier « *Algérie-Maintenant* ».

2) Éditeurs

Le Seuil (IMEC, Caen) : Dossier Tahar Djaout : SEL 137, SEL 759.4, SEL 4595.2, Dossier de presse.

Mohammed Dib : Seuil 4510.1. Abdelkader Djemaï : SEL 4599.2, SEL 3493.5, SEL 4337.2. **Albin Michel** (IMEC, Caen) : Mohammed Dib : ALM 2935.16, ALM 2938.19

3) Institutions littéraires

Parlement international des écrivains (IMEC, Caen) : Dossier « Courriers écrivains et autres artistes -B- Pierre Bourdieu 1993-1996 » ; Dossier « Mohamed Magani » ; Dossier « Amine Zaoui et Rabia Djelti » 1 et 2.

Archives de la Wilaya d'Alger : Union des écrivains algériens.

Archives Pierre Bourdieu (Paris) : Boite CISIA.

4) Fonds Mohammed Dib (NAF 28679), déposés à la BNF. Manuscrits de *La Nuit sauvage* et de *Si Diable veut*.

Dossiers de presse

Centre Culturel Algérien : Littérature algérienne de langue française ; Littérature algérienne de langue arabe ; Feriel Assima ; Latifa Benmansour ; Maïssa Bey ; Rachid Boudjedra ; Mohammed Dib ; Tahar Djaout ; Assia Djebar ; Yasmina Khadra ; Waciny Laredj ; Leïla Marouane ; Rachid Mimouni ; Malika Mokeddem ; Ahlam Mosteghanemi ; Tahar Ouettar ; Zohor Ounissi.

Autres : Mohammed Dib : Albin Michel, *Le Seuil*. Rachid Boudjedra : Denoël, Grasset. Boualem Sansal : Gallimard. Salim Bachi : Gallimard. Dossier de presse « Intellectuels » de Hamid Nacer-Khodja (Djelfa)

Presse

Dépouillement systématique. *Algérie-Actualité* de 1988 à 1992. *El Watan*, 1990 à 2003. *La Nation*, 1992 à 1996. *La Quinzaine littéraire*, 1988 à 1995.

Ponctuellement. Presse algérienne francophone : *El Moudjahid*, *Le Soir d'Algérie*, *Ruptures*, *Révolution Africaine*, *L'Hebdo libéré*, *Alternatives Algériennes*, *Ecartés d'Identité*, *Ensemble*. Presse algérienne arabophone : *al-Khabar*, *al-Chourouq*, *Al-Muğāhid al-usbū'ī*. Presse française : *Le Monde*, *Libération*, *Les Nouvelles littéraires*. Revues et presse spécialisées : *al-Taqāfa*, *al-Ba'ā'ir*, *al-Qa'ida*, *al-Ṭabiyīn*, *al-Ihtilāf*, *Parking Nomade*, *al-Kātib*, *al-Ru'ya*, *al-Musā'ala*.

Œuvres de la période principalement citées

Hamid Abdelkader, *al-Inzilāq/Le Glissement*, Alger, Marinoor, 1998.

Sadek Aïssat, *L'Année des chiens*, Paris, Anne Carrière, 1996.

Salim Bachi, *Le Chien d'Ulysse*, Paris, Gallimard, 2001.

Mustapha Benfodil, *Zarta !*, Alger, Barzakh, 2000.

Latifa Benmansour, *La Prière de la peur*, Paris, La Différence, 1997.

Maïssa Bey, *Au commencement était la mer*, Algérie Littérature/Action n° 5, Paris, 1996.

Rachid Boudjedra : *FIS de la haine*, Paris, Denoël, 1992.

Rachid Boudjedra, *Timīmūn/Timimoun*, Alger, Ijtihad/ Paris, Denoël, 1994.

Malika Boussouf, *Vivre Traquée*, Paris, Calmann-Lévy, 1995.

Albert Camus, *Le Premier homme*, Paris, Gallimard, 1994.

Mohammed Dib, *La Nuit sauvage*, Paris, Albin Michel, 1995.

Mohammed Dib, *Si Diable veut*, Paris, Albin Michel, 1998.

Assia Djebar, *Le Blanc de l'Algérie*, Paris, Albin Michel, 1996.

Abdelkader Djemaï, *Sable rouge*, Paris, Michalon, 1995.

Naïla Imaksen : *La Troisième nuit d'Ismaël*, Chroniques algériennes, Casablanca, Le Fennec, 1994.

Yasmina Khadra, *Morituri*, Paris, Baleine, 1997.

Aïssa Khelladi, *Peurs et Mensonges*, Algérie Littérature/Action n° 1, Paris, 1996.

Waciny Laredj, *La Gardienne des ombres*, Algérie Littérature/Action n° 3-4, Paris, 1996.

Bachir Mefti, *Arḥabīl al-ḡubāb*, Alger, Barzakh, 2000.

Rachid Mimouni, *L'Honneur de la tribu*, Paris, Robert Laffont, 1989.

Rachid Mimouni, *La Malédiction*, Paris, Stock, 1993.

Ahlem Mosteghanemi, *Dākirat al-ḡasad*, Beyrouth, al-ādāb, 1993.

Ahlem Mosteghanemi, *Fawḍa al-ḥawās*, Beyrouth, al-ādāb, 1997.

Tahar Ouettar, *Al-Walī al-Tāhar ya`ūd ilā maqāmihi al-zakī*, Alger, El Djahidhia, 1999.

Hafsa Zinai-Koudil, *Sans Voix*, Paris, Plon, 1997.

Remerciements

Ce livre est la version remaniée d'une thèse de doctorat soutenue le 4 décembre 2015 à l'EHESS (sociologie et science du littéraire) : *Une guerre des langues ? Le champ littéraire algérien pendant la décennie noire (1988-2003). Crise politique et consécration transnationales*. Ma profonde gratitude va à Gisèle Sapiro pour la manière exceptionnelle dont elle l'a dirigée. Je renouvelle mes remerciements à mon jury : Zineb Ali Benali, Isabelle Charpentier, Dominique Combe, Laurent Jeanpierre, et Richard Jacquemond.

Ma reconnaissance va à ceux qui, depuis 2011, ont pris le temps de m'éclairer au cours d'une discussion, à la suite de la relecture d'un article ou d'un chapitre ; ou encore de m'aider dans mes démarches scientifiques et professionnelles : Bastien Amiel, Stéphane Bacquey, Céline Barral, Julie Bastianutti, Afifa Bererhi, Axel Berra, Elleke Boehmer, Charles Bonn, Anna Boschetti, Amine Brahim, Thomas Brisson, Catherine Brun, Eric Brun, Astrid von Busekist, Mauricio Bustamante, Kamel Chachoua, Christiane Chaulet-Achour, Jocelyne Dakhli, Mohamed Daoud, Frédéric Detue, Madeleine Dobie, Marc Douguet, Leonora Dugonjic, Lucile Dumont, Julien Duval, Xavier Garnier, Clotilde de Gastines, Yamilé Ghebalou, Gabriel Gillet, Mathieu Hauchecorne, Augustin Jomier, Charlotte Lacoste, Clara Levy, Alexandre Luc, Marielle Macé, Luis Martinez, Nadia Marzouki, Frédérique Matonti, Martin Mégevand, Hadj Miliani, Rachid Mokhtari, feu Hamid Nacer Khodja, Jérôme Pacouret, Luc

Pinhas, Claire Riffard, Guillaume Poncini, Philippe Roussin, Brahim Sahraoui, Tiphaine Samoyault, Mohamed Sari, Hélène Seiler, Mathilde Sempé, Mathieu Serene, Thomas Serres, Anne Simonin, Yacine Tamlali, Anne-Marie Thiesse, Anne-Catherine Wagner, Blaise Wilfert, Tassadit Yacine, Mourad Yellès ; et mes parents.

Noureddine Benkoumar, Charlotte Courreye, Selma Guettaf, Assia Sebert m'ont aidé dans les traductions, ou dans les transcriptions : qu'ils soient ici remerciés. Merci à la petite communauté des Glycines pour son accueil chaleureux lors de mes séjours à Alger, en particulier au Père Guillaume Michel ; et à tous mes enquêtés de m'avoir consacré de leur temps, parfois à plusieurs reprises.

Je remercie l'ENS, l'EHESS, le CESSP, le Pres Hésam, le LaFEF pour avoir contribué à financer mes recherches (contrats et terrains), l'IISMM et le GIS Moyen Orient pour m'avoir remis le prix de thèse « Moyen-orient Monde arabe ».

Je salue enfin, pour leur présence sans faille à mes côtés et auprès de mon fils, dans les joies et les peines qui nous lient, mes familles. Ce livre s'achève comme il s'est ouvert, à la mémoire de celle qui aurait été, une fois encore, ma première lectrice ; et qui ne cessera de m'accompagner. C'est au bonheur dont ses yeux chaque jour témoignaient que ce livre est dédié.

- {1} Tandis qu'on parle en Algérie de Guerre de Libération, on parle en France de Guerre d'Algérie : nous utiliserons donc généralement Guerre d'Indépendance.
- {2} Pour plus de détails, voir Tristan Leperlier, « Camus et la “littérature algérienne” : une notion stratégique dans l'espace littéraire francophone », *French Politics Culture and Society*, 2017, vol. 3, n° 35, p. 68-90.
- {3} Amar Ameziane, *Tradition et renouvellement dans la littérature kabyle*, Paris, L'Harmattan, 2013.
- {4} Mohamed Belhafaoui (dir.), *La Poésie arabe maghrébine d'expression populaire : défense et illustration d'une poésie classique d'expression dialectale*, Paris, Maspero, 1973. Mohammed Souheil Dib (dir.), *Anthologie de la poésie populaire algérienne d'expression arabe*, Paris, L'Harmattan, 1987.
- {5} Alec Gordon Hargreaves, *Immigration and Identity in Beur Fiction : Voices From the North-African Immigrant Community in France*, Oxford, Berg Publishers, 1997.
- {6} Karl Mannheim, *Le Problème des générations*, traduit par Gérard Mauger et traduit par Nia Perivolaropoulou, Paris, Armand Colin, 2011.
- {7} Isabelle Werenfels, *Managing Instability in Algeria : Elites and Political Change Since 1995*, London/New York, Routledge, 2007.
- {8} Pierre Bourdieu, « Le champ littéraire », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1991, n° 89, p. 3-46.
- {9} Alain Viala, *Naissance de l'écrivain : sociologie de la littérature à l'âge classique*, Paris, Minuit, 1985. Pierre Bourdieu, *Les Règles de l'art : genèse et structure du champ littéraire*, Paris, Le Seuil, 1992.
- {10} Louis-Jean Calvet, *Linguistique et Colonialisme : petit traité de glottophagie*, Paris, Payot, 1974. Pierre Bourdieu, *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Le Seuil, 2001. Jean Laponce, *Loi de Babel et autres régularités des rapports entre langue et politique*, Sainte-Foy, Presses de l'université Laval, 2006.
- {11} Khaoula Taleb Ibrahim, *Les Algériens et leur(s) langue(s) : éléments pour une approche sociolinguistique de la société algérienne*, Alger, El Hikma, 1995. Mohamed Benrabah, *Langue et Pouvoir en Algérie : histoire d'un traumatisme linguistique*, Paris, Séguier, 1999. Yamina-Chafia Benmayouf, *La Question linguistique en Algérie : enjeux et perspectives*, Biarritz, Atlantica-Séguier, 2009.
- {12} Gayatri Spivak, « Can the Subaltern Speak ? » dans Cary Nelson et Lawrence Grossberg (eds.), *Marxism and the interpretation of Culture*, Chicago, University of Illinois, 1988, p.271-313
- {13} Xavier Garnier, « Les littératures en langues africaines ou l'inconscient des théories postcoloniales », *Neohelicon*, 2008, vol. 25, n° 2, p. 87-99.
- {14} Lise Gauvin (dir.), *L'Écrivain francophone à la croisée des langues : entretiens*, Paris, Karthala, 2006. Robert Young, « World Literature and Language Anxiety » dans *Approaches to World Literature, Volume 1, WeltLiteraturen/ World Literatures Series*, Berlin, Akademie Verlag, 2013, p. 27-38.
- {15} Bill Ashcroft, Gareth Griffiths et Helen Tiffin, *The Empire Writes Back : Theory and Practice in Post-Colonial Literatures*, London, Routledge, 1989. Homi K Bhabha, *Les Lieux de la culture : une théorie postcoloniale*, traduit par Françoise Bouillot, Paris, Payot, 2007.
- {16} Jean-Marc Moura, *Littératures francophones et théorie postcoloniale*, Paris, PUF, 1999. Laurent Dubreuil, *L'Empire du langage : colonies et francophonie*, Paris, Hermann, 2008. Dominique Combe, *Les Littératures francophones : questions, débats, polémiques*, Paris, PUF, 2010.
- {17} Ahmed Cheriet, *Mabāḥaṭ fī-l-adab al-ġazā'irī al-mu'āṣir*, Alger, Union des écrivains algériens, 2001. Mohamed Daoud, *Le Roman algérien de langue arabe : Lectures critiques*, Oran, CRASC, 2002. Debbie Cox, *Politics, Language and Gender in the Algerian Arabic Novel*, Lewiston Queenston Lampeter, Edwin Mellen press, 2002. Amina Bellala, *Al-Mutaḥayyal fī-l-riwāyat al-ġazā'iriyya, min al-mutamāṭil ila al-muḥtalif*, Alger, Dār al-amal, 2007.
- {18} Charles Bonn et Farida Boualit, *Paysages littéraires algériens des années 90 : témoigner d'une tragédie ?*, Paris/Montréal, L'Harmattan, 1999. Beate Burtscher-Bechter et Birgit Mertz-Baumgartner

(eds.), *Subversion du réel : stratégies esthétiques dans la littérature algérienne contemporaine*, Paris, 2001. Rachid Mokhtari, *La Graphie de l'horreur : essai sur la littérature algérienne, 1990-2000*, Alger, Chihab, 2002.

{19} Voir les travaux du centre de recherche du CRASC : Mohamed Daoud (dir.), *Rachid Boudjedra et la productivité du texte*, Oran, CRASC, 2006. Mohamed Daoud et Hadj Miliani, *Champs littéraires et Stratégies d'écrivains*, Oran, CRASC, 2014. Mohamed Daoud et Faouzia Bendjelid, *Le Roman algérien de 1990 à nos jours : faits et témoignages*, Oran, CRASC, 2014.

{20} Emily S. Apter (ed.), *Translation in a global market*, Durham, Duke University Press, 2001. Pascale Casanova, « Consécration et accumulation de capital littéraire : La traduction comme échange inégal », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2002, n° 144, p. 7-20. Gisèle Sapiro (dir.), *Translatio : Le marché de la traduction en France à l'heure de la mondialisation*, Paris, CNRS Éditions, 2008. Tiphaine Samoyault, « La traduction agonique », *Po&sie*, 2016, vol. 156, n° 2, p. 127-35.

{21} Annie Brisset, *Sociocritique de la traduction : théâtre et altérité au Québec : 1968-1988*, Longueuil, Le Préambule, 1990. Reine Meylaerts, « Heterolingualism in/and Translation : How legitimate are the Other and his/her language ? An introduction », *Target*, 2006, vol. 18, n° 1, p. 1-15.

{22} Isabelle Kalinowski, « La vocation au travail de traduction », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2002, vol. 144, n° 4, p. 47-54. Blaise Wilfert, « Cosmopolis et l'Homme invisible : Les importateurs de littérature étrangère en France, 1885-1914 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2002, n° 144, p. 33-46.

{23} Karima Laachir, « The aesthetics and politics of 'reading together'. Moroccan novels in Arabic and French », *The Journal of North African Studies*, 2015. Francesca Orsini, « The Multilingual Local in World Literature », *Comparative Literature*, 2015, vol. 67, n° 4.

{24} Elleke Boehmer, *Empire, the National, and the Postcolonial, 1890-1920 : Resistance in Interaction*, Oxford, Oxford university press, 2002. Françoise Lionnet et Shu-mei Shih, *Minor Transnationalism*, Durham, Duke University Press, 2005.

{25} Ernest Gellner, *Nations et Nationalisme*, traduit par Bénédicte Pineau, Paris, Payot, 1989. Benedict Anderson, *L'Imaginaire national : réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, traduit par Pierre-Emmanuel Dauzat, Paris, La Découverte, 2002. Anne-Marie Thiesse, *La Création des identités nationales : Europe XVIII^e-XX^e siècle*, Paris, Le Seuil, 1999.

{26} Andreas Wimmer et Nina Glick Schiller, « Methodological nationalism and the study of migration », *Global Networks*, 2002, vol. 2, n° 4, p. 301-334.

{27} Anne-Marie Thiesse, « Une littérature nationale universelle ? Reconfiguration de la littérature française au XIX^e siècle » dans Michael Einfalt et al. (dir.), *Intellektuelle Redlichkeit / Intégrité intellectuelle. Literatur – Geschichte – Kultur. Festschrift für Joseph Jurt*, Heidelberg, Universitätsverlag Winter, 2005, p. 397-408. Pascale Casanova, *Des littératures combattives : l'internationale des nationalismes littéraires*, Paris, Raisons d'agir, 2011.

{28} Jacques Dubois, *L'Institution de la littérature : introduction à une sociologie*, Paris, Nathan, 1978.

{29} Anne-Marie Thiesse, *Écrire la France : le mouvement littéraire régionaliste de langue française entre la Belle Époque et la Libération*, Paris, PUF, 1991. Delphine Naudier, *La Cause littéraire des femmes : modes d'accès et modalités de consécration des femmes dans le champ littéraire (1970-1998)*, Thèse de doctorat, EHESS, Paris, 2000. Hervé Serry, « La littérature pour faire et défaire les groupes », *Sociétés contemporaines*, septembre 2001, vol. 4, n° 44, p. 5-14. Laurence Proteau, « Entre poétique et politique : Aimé Césaire et la "négritude" », *Sociétés contemporaines*, 2001, n° 4, p. 15-39. Buata Malela, *Les Écrivains afro-antillais à Paris (1920-1960). Stratégies et postures identitaires*, Paris, Karthala, 2008.

{30} Pierre Bourdieu, « Les conditions sociales de la circulation internationale des idées », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2002, n° 145, p. 3-8. Michel Espagne, *Les Transferts culturels franco-allemands*, Paris, PUF, 1999. Anna Boschetti (dir.), *L'Espace culturel transnational*, Paris,

Nouveau monde, 2010. Ioana Popa, *Traduire sous contraintes : littérature et communisme, 1947-1989*, Paris, CNRS Éditions, 2010. Gisèle Sapiro (dir.), *Les Contradictions de la globalisation éditoriale*, Paris, Nouveau monde, 2009. Thomas Brisson, *Les Intellectuels arabes en France : migrations et échanges intellectuels*, Paris, La Dispute, 2008.

{31} Gilles Deleuze et Félix Guattari, *Kafka : pour une littérature mineure*, Paris, Minuit, 1975.

{32} Pascale Casanova, *La République mondiale des lettres* [1999], Paris, Le Seuil, 2008.

{33} Pierre Bourdieu, « Existe-t-il une littérature belge ? Limites d'un champ et frontières politiques », *Études de Lettres*, décembre 1985, p. 3-6. Paul Aron, « La littérature en Belgique francophone de 1930 à 1960 : débats et problèmes autour d'un "sous-champ" » dans Michael Einfalt et al. (dir.), *Intellektuelle Redlichkeit / Intégrité intellectuelle, op. cit.* Luc Pinhas, *Éditer dans l'espace francophone : législation, diffusion, distribution et commercialisation du livre*, Paris, Alliance des éditeurs indépendants, 2005.

{34} Richard Jacquemond, *Entre scribes et écrivains : le champ littéraire dans l'Égypte contemporaine*, Paris/Arles, Actes Sud, 2003. Franck Mermier, *Le Livre et la Ville : Beyrouth et l'édition arabe*, Arles, Actes Sud-Sindbad, 2005. Maud Leonhardt Santini, *Paris, Librairie arabe*, Marseille, MSH, 2006.

{35} Itamar Even-Zohar, « Polysystem studies », *Poetics Today*, vol. 11, n° 1, 1990, p. 9-26. Franco Moretti, « Conjectures on World Literature », *New Left Review*, 2000, n° 1, p. 54-68. David Damrosch, *What Is World Literature ?*, Princeton, Princeton University Press, 2003. Christophe Pradeau et Tiphaine Samoyault (dir.), *Où est la littérature mondiale ?*, Saint-Denis, Presses universitaires de Vincennes, 2005. Franco Moretti, *Distant reading*, London/New York, Verso, 2013.

{36} James Graham, Michael Niblett & Sharae Deckard, Special issue « Postcolonial studies and world literature », *Journal of Postcolonial Writing*, vol. 48, n° 5, 2012, p. 465-471

{37} Graham Huggan, *The Postcolonial Exotic : Marketing the Margins*, London/New York, Routledge, 2001. Sarah Brouillette, *Postcolonial Writers in the Global Literary Marketplace*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2007. Claire Ducournau, *La Fabrique des classiques africains : Écrivains d'Afrique subsaharienne francophone, 1960-2012*, Paris, CNRS éditions, 2017.

{38} Franco Moretti, *Graphes, cartes et arbres : modèles abstraits pour une autre histoire de la littérature*, traduit par Étienne Dobenesque, Paris, Les Prairies ordinaires, 2008. Stefan Helgesson et Pieter Vermeulen (dir.), *Institutions of World Literature : Writing, Translation, Markets*, London/New York, Routledge, 2016.

{39} Immanuel Maurice Wallerstein, *World-Systems Analysis : An Introduction*, Durham, Duke University Press, 2004.

{40} Claude Grignon et Jean-Claude Passeron, *Le Savant et le Populaire : Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Le Seuil, 1989.

{41} Heidi Toelle et Katia Zakharia, *À la découverte de la littérature arabe : du VII^e siècle à nos jours*, Paris, Flammarion, 2014.

{42} Joseph Jurt (dir.), *Champ littéraire et Nation*, Freiburg, Frankreich-Zentrum, 2007. Voir notamment dans cet ouvrage l'article de Fredric Jameson (traduit) « La littérature du Tiers-monde à l'époque du capitalisme mondial ». Gisèle Sapiro, « Le champ est-il national ? », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2013, n° 200, p. 70-85.

{43} Stéphane Dufoix, *Les Diasporas*, Paris, Presses universitaires de France, 2003.

{44} Pour plus de détails, voir Tristan Leperlier, « Un champ littéraire transnational ? Le cas des écrivains algériens. », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 2018, n° 224 « Espaces intellectuels transnationaux » (sous la direction de Gisèle Sapiro, Tristan Leperlier, Amine Brahim) p. 12-35.

{45} Hadj Miliani, *Une littérature en sursis ? Le champ littéraire de langue française en Algérie*, Paris, L'Harmattan, 2002. Kaoutar Harchi, *Je n'ai qu'une langue, ce n'est pas la mienne : des écrivains à l'épreuve*, Paris, Pauvert, 2016.

- {46} Romuald Fonkoua, Pierre Halen et Katharina Städtler (dir.), *Les Champs littéraires africains*, Paris, Karthala, 2001. Abir Kréfa, « La quête de l'autonomie littéraire en contexte autoritaire : le cas des écrivains tunisiens », *Sociologie*, n° 4, 2014, p. 395-411. Claire Ducournau, *La Fabrique des classiques africains*, op. cit.
- {47} Helmut K. Anheier, Jürgen Gerhards et Frank P. Romo, « Forms of Capital and Social Structure in Cultural Fields : Examining Bourdieu's Social Topography », *American Journal of Sociology*, janvier 1995, vol. 100, n° 4, p. 859-903.
- {48} Le critère du nombre de polyglottes est celui utilisé par Abram de Swaan pour hiérarchiser les langues les unes par rapport aux autres au niveau international. Abram de Swaan, *Words of the world : the global language system*, Cambridge, Polity, 2001.
- {49} À l'inverse de la situation belge : Pierre Bourdieu, « Existe-t-il une littérature belge ? », art. cit.
- {50} Bernard Lahire, *Monde pluriel : penser l'unité des sciences sociales*, Paris, Le Seuil, 2012. p. 91.
- {51} Alain Viala et Denis Saint-Jacques, « À propos du champ littéraire. Histoire, géographie, histoire littéraire », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 1994, vol. 2, n° 49, p. 403-4.
- {52} P. Casanova, *La République mondiale des lettres*, op. cit., p. 163.
- {53} Pierre Bourdieu, « Une révolution conservatrice dans l'édition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, mars 1999, n° 126-127, p. 3-28. Voir aussi John Brookshire Thompson, *Merchants of Culture : The Publishing Business in the Twenty-First Century*, Cambridge, Polity, 2010.
- {54} Gisèle Sapiro, « The literary field between the state and the market », *Poetics*, octobre 2003, vol. 31, n° 5-6, p. 441-64.
- {55} Susan Suleiman, *Le Roman à thèse ou l'autorité fictive*, Paris, PUF, 1983.
- {56} Régine Robin, *Le Réalisme socialiste : une esthétique impossible*, Paris, Payot, 1986. Paul Aron, Frédérique Matonti et Gisèle Sapiro (dir.), « *Le réalisme socialiste en France* », *Sociétés & Représentations*, n° 15, Paris, CREDHESS, 2002.
- {57} Jean-Paul Sartre, *Qu'est-ce que la littérature ?*, Paris, Gallimard, 1948. Anna Boschetti, *Sartre et « Les Temps modernes » : une entreprise intellectuelle*, Paris, Minuit, 1985.
- {58} Emmanuel Bouju (dir.), *L'Engagement littéraire*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005. Mathilde Barraband, « L'entretien avec Jean-Paul Sartre. Le questionnaire implicite du discours sur la littérature des écrivains Verdier », *@nalyse*, 2010, vol. 3, n° 5, p. 70-89. Catherine Brun et Alain Schaffner (dir.), *Des Écritures engagées aux écritures impliquées : littérature française (XX^e-XXI^e siècles)*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 2015.
- {59} Benoît Denis, *Littérature et Engagement : de Pascal à Sartre*, Paris, Le Seuil, 2000, p. 280.
- {60} Jean-François Lyotard, *La Condition postmoderne : rapport sur le savoir*, Paris, Minuit, 1979.
- {61} Sylvie Servoise-Vicherat, *Le Roman face à l'histoire : la littérature engagée en France et en Italie dans la seconde moitié du XX^e siècle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011.
- {62} Sonya Florey, *L'Engagement littéraire à l'ère néolibérale*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2013.
- {63} Chloé Chaudet, *Écritures de l'engagement par temps de mondialisation*, Paris, Classiques Garnier, 2016.
- {64} Marie Estripeaut-Bourjac, *L'Écriture de l'urgence en Amérique Latine*, Pessac, Presses Universitaires de Bordeaux, 2012.
- {65} Marie-Ève Therenty, *La Littérature au quotidien : poétiques journalistiques au XIX^e siècle*, Paris, Le Seuil, 2007. Paul Aron, « Présentation », *Textyles. Revue des lettres belges de langue française*, 2010, 39 « Les écrivains-journalistes », p. 7-16.
- {66} Bernard Pudal, « Paul Nizan : l'homme et ses doubles », *Mots*, 1992, n° 32. Claire Ducournau, « Mélancolie postcoloniale ? », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2010, n° 185, p. 82-95.
- {67} Marc Angenot, *1889 : Un état du discours social*, Longueuil, Le Preambule, 1989.
- {68} Edward W. Saïd, *L'Orientalisme : l'Orient créé par l'Occident*, traduit par Catherine Malamoud, Paris, Le Seuil, 1997.

- {69} Fredric Jameson, *The Political Unconscious : Narrative as a Socially Symbolic Act*, Ithaca, Cornell University Press, 1982.
- {70} Jacques Bouveresse, *La Connaissance de l'écrivain : sur la littérature, la vérité & la vie*, Marseille, Agone, 2008. Voir également Emmanuel Bouju et al. (dir.), *Littérature et exemplarité*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016.
- {71} Andrew Delano Abbott, *The System of Professions : an Essay on the Division of Expert Labor*, Chicago, The University of Chicago Press, 1988. Christophe Charle, *Naissance des « intellectuels » : 1880-1900*, Paris, Minuit, 1990. Christophe Charle, *Les Intellectuels en Europe au XIX^e siècle : essai d'histoire comparée*, Paris, Le Seuil, 1996. Gisèle Sapiro, *La Responsabilité de l'écrivain : littérature, droit et morale en France (XIX^e-XXI^e siècles)*, Paris, Le Seuil, 2011.
- {72} Hervé Serry, *Naissance de l'intellectuel catholique*, Paris, La Découverte, 2004. Frédérique Matonti, *Intellectuels communistes : essai sur l'obéissance politique*, Paris, La Découverte, 2005.
- {73} Pierre Bourdieu, *Homo academicus*, Paris, Minuit, 1992, p. 226 sqq.
- {74} Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques : la dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2009, notamment p. 40, et Chapitre 4 « Les conjonctures fluides », p. 121 sqq.
- {75} Jacques Lagroye, « Les processus de politisation », dans Jacques Lagroye (dir.), *La Politisation*, Paris, Belin, 2003, p. 361.
- {76} Christophe Charle, « Champ littéraire et champ du pouvoir : les écrivains et l'Affaire Dreyfus », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 1977, p. 240-64. Gisèle Sapiro, *La Guerre des écrivains : 1940-1953*, Paris, Fayard, 1999. Boris Gobille, *Le Mai 68 des écrivains : crise politique et avant-gardes littéraires*, Paris, CNRS éditions, 2018.
- {77} Rémy Leveau, *L'Algérie dans la guerre*, Bruxelles, Complexe, 1995. Reporters sans frontières (dir.), *Le Drame algérien : un peuple en otage*, Paris, La Découverte, 1996. William B. Quandt, *Société et Pouvoir en Algérie : la décennie des ruptures*, traduit par M'Hamed Bensemmane, Alger, Casbah, 1999. Benjamin Stora, *La Guerre invisible : Algérie, années 90*, Paris, Presses de Sciences po, 2001. Jean-Pierre Peyroulou et Akram Ellyas, *L'Algérie en guerre civile*, Paris, Calmann-Lévy, 2002. Hugh Roberts, *Battlefield Algeria 1988-2002 : Studies in a Broken Polity*, London, Verso, 2003. James D. Le Sueur, *Algeria Since 1989 : Between Terror and Democracy*, London, Zed Books, 2010. Thomas Serres, *Le Cartel pendant la crise : violences et perpétuation de l'ordre dans l'Algérie contemporaine*, Thèse de doctorat, EHESS, Paris, 2013. Myriam Aït-Aoudia, *L'Expérience démocratique en Algérie (1988-1992). Apprentissages politiques et changement de régime*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015.
- {78} Luc-Willy Deheuvels, *Islam et pensée contemporaine en Algérie : la revue « Al-Açâla », 1971-1981*, Paris, CNRS Éditions, 1991. François Burgat, *L'Islamisme en face*, Paris, La Découverte, 2007. Gilles Kepel, *À l'Ouest d'Allah*, Paris, Le Seuil, 1994. Omar Carlier et Jean Leca, *Entre nation et jihad : histoire sociale des radicalismes algériens*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1995. Ahmed Rouadja, *Les Frères et la Mosquée : enquête sur le mouvement islamiste en Algérie*, Paris, Karthala, 1990.
- {79} Luis Martinez, *La Guerre civile en Algérie, 1990-1998*, Paris, Karthala, 1998.
- {80} Abdelkader Djeghloul et Fanny Colonna, *Lettrés, intellectuels et militants en Algérie : 1880-1950*, Alger, OPU, 1988. Aïssa Kadri (dir.), *Parcours d'intellectuels maghrébins : scolarité, formation, socialisation et positionnements*, Paris, Karthala, 1999.
- {81} Mustapha Haddab, Khaoula Taleb Ibrahim et Omar Lardjane, *Elites et questions identitaires en Algérie*, Alger, Casbah, 1997. Omar Lardjane (dir.), *Élites et société*, Alger, Casbah, 2007. Tayeb Chenntouf, « Les intellectuels et/dans la crise 1988-2004 » dans *L'Algérie face à la mondialisation*, Dakar, CODESRIA, 2008, p. 301-16.
- {82} Myriam Hachimi Alaoui, *Les Chemins de l'exil : les Algériens exilés en France et au Canada depuis les années 90*, Paris, L'Harmattan, 2007. Karim Khaled, *Intelligentsias algériennes : exils, ruptures, et retours*, Thèse de doctorat, Université Paris VIII, Vincennes/ Saint-Denis, 2013.

{83} Laurent Jeanpierre, *Des hommes entre plusieurs mondes. Étude sur une situation d'exil. Intellectuels français réfugiés aux États-Unis pendant la deuxième guerre mondiale*, Thèse de doctorat, EHESS, Paris, 2004.

{84} Nicolas Bancel, Pascal Blanchard et Sandrine Lemaire, *La Fracture coloniale : La société française au prisme de l'héritage colonial*, Paris, La Découverte, 2005.

{85} Gisèle Sapiro, « La raison littéraire : Le champ littéraire français sous l'Occupation (1940-1944) », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 1996, n° 111, p. 3-35. Le Roux, Brigitte et al., « L'espace politique des électeurs français à la fin des années 1990 Nouveaux et anciens clivages hétérogénéité des électors », *Revue française de science politique*, 2000, vol. 3, n° 50, p. 463-88. Julien Duval, « L'art du réalisme : le champ du cinéma français au début des années 2000 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2006, n° 161-162, p. 96-115.

{86} C. Charle, *Naissance des « intellectuels »*, *op. cit.*

{87} Gisèle Sapiro, « Modèles d'intervention politique des intellectuels », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2009, n° 176-177, p. 8-31.

{88} Comme en Egypte, R. Jacquemond, *Entre scribes et écrivains*, *op.cit.*, p. 113 sqq.

{89} Pour reprendre le titre de Jean-Luc Einaudi, *La Bataille de Paris : 17 octobre 1961*, Paris, Le Seuil, 1991.

{90} Par excellence la situation française pendant la seconde guerre mondiale : voir Gisèle Sapiro, *La Guerre des écrivains*, *op. cit.*

{91} Par exemple chez Rabah Soukehal, *L'Écrivain de langue française et les pouvoirs en Algérie*, Paris/Montréal, L'Harmattan, 1999.

{92} Kamel Chachoua. « Les révoltes au pays de la révolution. Champ intellectuel, champ du pouvoir et “révoltes arabes” en Algérie », *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, n° 138, 2015, p. 190-1.

{93} Jean Leca et Jean-Claude Vatin, *L'Algérie politique : institutions et régime*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1975. Mohammed Harbi, *Le FLN : Mirage et réalité*, Paris, Éditions J.A., 1980. Sigrid Faath, *Algérien : Gesellschaftliche Strukturen und Politische Reformen zu Beginn der Neunziger Jahre*, Hamburg, Deutsches Orient-Institut, 1990, p. 105.

{94} Arun Kapil, « L'évolution du régime autoritaire en Algérie : le 5 octobre et les réformes politiques de 1988-1989 », *Annuaire de l'Afrique du Nord* 1990, 1992, n° 22, p. 499-534.

{95} « La voix du Peuple », cité par Hubert Michel, « Chronique politique », *Annuaire de l'Afrique du Nord* 1972, 1973, vol. 11, p. 302. Sur la radicalisation à gauche du régime, voir Abdelkader Yefsah, *Le Processus de légitimation du pouvoir militaire et la construction de l'État en Algérie*, Paris, Anthropos, 1982, p. 167-74.

{96} « The absence of theoretical references to Marxism is striking in many narratives », Malika Rahal, *Impossible Opposition : The Magic of the One-Party Regime*, http://www.jadaliyya.com/pages/index/14890/impossible-opposition_the-magic-of-the-one-party-r, novembre 2013.

{97} Abdelkader Djeghloul, « Algérie : chronique intérieure 1985 », *Annuaire de l'Afrique du Nord*, 1986, vol. 24, p. 581-99.

{98} Brahim Brahimi, *Le Pouvoir, la presse et les intellectuels en Algérie*, Alger, ENAG, 1990. p. 125 sqq.

{99} Ali Merad, *Le Réformisme musulman en Algérie de 1925 à 1940*, Paris/La Haye, Mouton et Cie, 1961. Charlotte Courreye, *L'Association des Oulémas Musulmans Algériens et la construction de l'État algérien indépendant : fondation, héritages, appropriations et antagonismes (1931-1991)*, Thèse de doctorat, Université Sorbonne Paris Cité, France, 2016.

{100} Franck Frégosi, « Islam et État en Algérie. Du gallicanisme au fondamentalisme d'État », *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, 1992, n° 65, p. 61-76.

{101} L.-W. Deheuvels, *Islam et pensée contemporaine en Algérie*, *op. cit.*, p. 10, note 1.

{102} Amar Ouerdane, « La “crise berbériste” de 1949, un conflit à plusieurs faces », *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*, 1987, n° 44, p. 35-47. Yassine Tamlali, *La Genèse de la Kabylie : aux origines de l'affirmation berbère en Algérie, 1830-1962*, Alger, Barzakh, 2015.

{103} Salem Chaker, « L'émergence du fait berbère. Le cas de l'Algérie », *Annuaire de l'Afrique du Nord* 1980, 1982, p. 476.

{104} Alain Mahé, *Histoire de la Grande Kabylie XIX^e-XX^e siècles : anthropologie historique du lien social dans les communautés villageoises*, Paris, Bouchène, 2001. Jeanne Favret, « Traditionalisme par excès de modernité », *Archives européennes de sociologie*, 1967, n° 8, p. 71-93. Hugh Roberts, « Towards an understanding of the Kabyle question in contemporary Algeria », *The Maghreb Review*, décembre 1980, n° 5-6, p. 115-24.

{105} Salem Chaker, « Amazigh / Berbère / Tamazight : dans les méandres d'une dénomination », *Revue des Études berbères*, 2013, vol. 9, p. 221-39.

{106} Arun Kapil, « L'évolution du régime autoritaire en Algérie », *art. cit.*

{107} M. Aït-Aoudia, *L'Expérience démocratique en Algérie*, *op. cit.* Première partie « Genèse du pluralisme partisan », p. 31 sqq.

{108} Mustapha Chelfi, « Abdou B. à plein tubes », *Algérie-Actualité*, n° 1284, 24-30 mai 1990, p. 39-40.

{109} Jacques Lagroye, « Les processus de politisation », chapitre cité.

{110} Tayeb Chenntouf, « Les intellectuels et/dans la crise 1988-2004 » dans *L'Algérie face à la mondialisation*, Dakar, CODESRIA, 2008, p. 301-16.

{111} M. Dobry, *Sociologie des crises politiques*, *op. cit.*

{112} Voir le tableau des mobilisations fait par M. Aït-Aoudia, *L'Expérience démocratique en Algérie*, *op. cit.*, p. 44.

{113} G. Sapiro, « Modèles d'intervention politique des intellectuels », *art. cit.*

{114} Pierre Daum, *Ni Valise ni Cercueil : Les Pieds-noirs restés en Algérie après l'indépendance*, Arles, Actes Sud, 2012, p. 286.

{115} Rachid Boudjedra, *FIS de la haine* [Denoël, 1992], Paris, Folio, 1994, p. 9.

{116} Tassadit Yacine, *Chacal ou la ruse des dominés : aux origines du malaise culturel des intellectuels algériens*, Paris, La Découverte, 2001. p. 139.

{117} Pierre Vermeren, « La mutation sociale de l'enseignement supérieur musulman sous le Protectorat au Maroc. Avènement d'une nouvelle légitimation universitaire de la classe dirigeante. » dans Aïssa Kadri (dir.), *Parcours d'intellectuels maghrébins*, *op. cit.*, p. 43-60, voir également, dans le même ouvrage, les conclusions proches de Khadija Chérif, « Itinéraires de familles d'ulémas et d'intellectuels modernes », p. 99-112.

{118} Ahmed Lanasri, *La Littérature algérienne de l'entre-deux-guerres : genèse et fonctionnement*, Paris, Publisud, 1990. p. 142.

{119} Bertrand Badie, *L'État importé : essai sur l'occidentalisation de l'ordre politique*, Paris, Fayard, 1992.

{120} Jean-Robert Henry, « Université et projet d'État moderne en Algérie » dans *Les Intellectuels et le pouvoir, Syrie, Égypte, Tunisie, Algérie*, Le Caire, CEDEJ, 1986, p. 31-42.

{121} Hugh Roberts, « The Algerian Bureaucracy », *Review of African Political Economy*, 1982, 24 « The French Connection », p. 50. I. Werenfels, *Managing Instability in Algeria*, *op. cit.*, p. 37.

{122} Les astérisques signalent des extraits d'entretiens personnels en français : les doubles astérisques signalent un entretien personnel traduit de l'arabe. La liste des entretiens se trouve en Annexe.

{123} Déclaration finale du colloque « L'intellectuel arabe, son rôle et sa relation au pouvoir et à la société », organisé par le Conseil national de la culture arabe, Rabat, 4 mai 1985 (en arabe), cité par Samir Bouzid, « L'intellectuel et l'image du héros civilisateur » dans Aïssa Kadri (dir.), *Parcours d'intellectuels maghrébins*, *op. cit.*, p. 349-50. Ce rôle de l'écrivain se retrouve dans d'autres

contextes postcoloniaux : Chinua Achebe, « The Writer as a Teacher » [1965] in *Hopes and Impediments: Selected Essays, 1965-1987*, London, Heinemann, 1988.

{124} Richard Jacquemond, *Entre scribes et écrivains*, *op. cit.*, p. 125-6.

{125} Selon la sociologue égyptienne Iman Farag, citée par Aïssa Kadri, « Comparabilité et conditions de la comparabilité dans l'analyse des intellectuels maghrébins », in Aïssa Kadri (dir.), *Parcours d'intellectuels maghrébins*, *op. cit.*, p. 35.

{126} Christophe Charle, *Les Elites de la République : 1880-1900*, Paris, Fayard, 2006.

{127} Le prix du baril de brut passe de 40 \$ à 7 \$ entre 1981 et 1986.

{128} Ali El Kenz, *Au fil de la crise : 4 études sur l'Algérie & le monde arabe*, Alger, Bouchene, 1989, p. 64.

{129} Voir Ali el Kenz, « Les chercheurs africains, une "élite" ? », in Omar Lardjane (dir.), *Élites et société*, *op. cit.* Hocine Khelfaoui, « Le champ universitaire algérien entre pouvoirs politiques et champ économique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2003, n° 148, p. 34-46.

{130} Mechri Ben Khelifa, Enquête « La culture nationale : crise et défis », *Al-Muğāhid al-usbuʿ*, 27 janvier 1989, p. 50-1. Notre traduction.

{131} *Rétrospective statistique 1970-2002*, Alger, Office National des Statistiques, 2005. p. 94. H. Khelfaoui, « Le champ universitaire algérien entre pouvoirs politiques et champ économique », *art. cit.*

{132} J.-R. Henry, « Université et projet d'État moderne en Algérie », *art. cit.*, p. 39.

{133} A. Benachenchou, « Inflation et chômage en Algérie », *Maghreb Machrek*, 1993, n° 139.

{134} Jean-Pierre Peroncel-Hugoz, *Le Monde*, vendredi 13 octobre 1988, p. 3.

{135} Benjamin Stora, *La Gangrène et l'Oubli : la mémoire de la guerre d'Algérie*, Paris, La Découverte, 1991, p. 51.

{136} Bruno Frappat, *Le Monde*, supplément Radio-télévision du dimanche 16 octobre 1988, p. 31.

{137} André Mandouze, *Le Monde*, samedi 15 octobre 1988.

{138} *Le Monde*, vendredi 14 octobre 1988.

{139} Anouar Benmalek, *Chroniques de l'Algérie amère : 1985-2011*, Alger, Casbah, 2011. p. 88.

{140} C. Charle, *Naissance des « intellectuels »*, *op. cit.*, p. 204. Boris Gobille, « Les mobilisations de l'avant-garde littéraire française en mai 1968 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2005, n° 158, p. 37.

{141} A. Benmalek, *Chroniques de l'Algérie amère*, *op. cit.*, p. 88.

{142} *Ibid.* p. 109.

{143} Yacine Kateb, *Le Polygone étoilé* [1966], Paris, Le Seuil, 1997, p. 180.

{144} Au risque de « complaisances amicales » dans certaines rééditions : H. Miliani, *Une littérature en sursis ?*, *op. cit.*, p. 52.

{145} Jerome Karabel, « Towards a Theory of Intellectuals and Politics », *Theory and Society*, 1996, vol. 25, p. 205-23.

{146} H. Miliani, *Une littérature en sursis ?*, *op. cit.*, p. 133.

{147} Joseph Jurt, « La littérature est-allemande, avant et après 1989 » dans Mihai Dinu Gheorghiu, Lucia Dragomir (dir.), *Littératures et pouvoir symbolique*, Pitesti, Paralela, 45, 2005, p. 83.

{148} Angela Borgwardt, *Im Umgang mit der Macht : Herrschaft und Selbstbehauptung in einem autoritären politischen System*, Wiesbaden, Westdeutscher Verlag, 2002. p. 134-136.

{149} « Le théâtre n'est pas sorcier », *Travail théâtral*, n° 32-33, 1978. Cité dans Yacine Kateb, *Le Poète comme un boxeur : Entretiens 1958-1989*, Paris, Le Seuil, 1994. p. 88.

{150} M. Djäïder et K. Nekkouri, « Kateb Yacine délivre la parole », *El Moudjahid culturel*, n° 156, 4 avril 1975, p. 10.

{151} Pour la littérature de langue arabe, voir Marcel Bois, « Arabic-Language Algerian Literature », *Research in African Literatures*, Summer 1992, vol. 23, n° 2, p. 103-111. Pour la littérature de langue française, voir Charles Bonn, « Le Roman algérien » dans *Littérature francophone, t. 1 : Le Roman*, Paris, Hatier, 1997, p. 185-210.

- {152} Mostefa Lacheraf estime qu' on a remplacé « sur une plus grande échelle encore la sous-culture coloniale exotique et l'épopée légionnaire et patriotarde par laquelle s'est prolongée chez nous la domination française », *Souffles*, n° 13-14, 1969, p. 5. Jean Déjeux, *Maghreb, littératures de langue française*, Paris, Arcantère, 1993, p. 43.
- {153} Michèle Sellès, « Kateb Yacine », in François Pouillon (dir.), *Dictionnaire des orientalistes de langue française*, Paris, Karthala, 2008, p. 536.
- {154} « Le théâtre n'est pas sorcier », *Travail théâtral*, n° 32-33, 1978. Cité dans Y. Kateb, *Le Poète comme un boxeur*, *op. cit.*, p. 90.
- {155} *Le Monde*, 11-12 août 1985.
- {156} Sans donner de date, Benamar Mediène écrit : « Une note officielle donne ordre aux préfets de ne plus autoriser Kateb à prendre la parole en public. [...] La presse n'évoque plus le nom de Kateb ni ne donne le programme des spectacles. » : Benamar Médiène, « La double vie d'un poète amoureux : à propos de Nedjma », *Fabula / Les colloques*, Kateb Yacine, Nedjma, URL : <http://www.fabula.org/colloques/document1207.php>, page consultée le 7 juillet 2018.
- {157} H. Miliani, *Une littérature en sursis ?*, *op. cit.*, p. 149.
- {158} Dominic Thomas, *Nation-building. Propaganda and Literature in Francophone Africa*, Bloomington, Indiana University Press, 2002, p. 51.
- {159} Le renversement du soutien à la critique du régime post-indépendance se constate également en Afrique subsaharienne : Bernard Mouralis, « Pertinence de la notion de champ littéraire en littérature africaine », in Romuald-Blaise Fonkoua et Pierre Halen (dirs.), *Les Champs littéraires africains*, *op. cit.*, p. 57.
- {160} Wolfgang Emmerich, *Kleine Literaturgeschichte der DDR*, Leipzig, Kiepenheuer, 1996, p. 13.
- {161} Andrea Liverani, *Civil Society in Algeria : The Political Functions of Associational Life*, London, Routledge, 2008, p. 18.
- {162} Selon Hend Sadi, <https://kabyles.com/kateb-yacine-le-porte-flambeau/> consulté le 14 février 2018.
- {163} Jean Déjeux, « L'entreprise nationale du livre en Algérie », *Présence francophone*, 1986, n° 28, p. 21-32 et Mustapha Madi, « Le paysage éditorial, vers un renouveau ? », *La Pensée de midi*, 1 mars 2001, vol. 1, n° 4, p. 102-10.
- {164} « Entretien avec de Rachid Mimouni avec Hafid Gafaïti », *Tombéza*, Alger, Laphomic, 1987. Hafid Gafaïti, « Between God and the President : Literature and Censorship in North Africa », *Diacritics*, 1997, n° 27, p. 68.
- {165} Hafid Gafaïti, *Kateb Yacine : un homme, une oeuvre, un pays : Entretien*, Alger, Laphomic, 1986.
- {166} Belkacem Mostefaoui, « Unanimité et crédibilité : quelques problèmes actuels de l'information en Algérie », *Annuaire de l'Afrique du Nord* 1984, 1986, p. 283.
- {167} Abdelkrim Djaad, « Voix diffuses », Entretien avec Kateb Yacine, *Algérie-Actualité*, n° 1018, 17-24 avril 1985, p. 35-40.
- {168} *L'Autre journal*, n° 7, juillet-août 1985. Y. Kateb, *Le Poète comme un boxeur*, *op. cit.*, p. 33.
- {169} Arlette Casas, « Entretien avec Kateb Yacine », *Mots. Les langages du politique*, 1998, vol. 57, n° 1, p. 106.
- {170} R. Jacquemond, *Entre scribes et écrivains*, *op. cit.*, p. 56 sqq.
- {171} Pour plus de détails, voir Tristan Leperlier, « Journaliste dans la guerre civile algérienne : Une profession intellectuelle entre littérature et politique », *L'Année du Maghreb*, 2016, vol. 2, n° 15, p. 79-96.
- {172} Ahmed Ancer, *Encre rouge*, Alger, El Watan, 2001, p. 22 sqq. Pour ses divisions ultérieures, voir Ghania Mouffok, *Être journaliste en Algérie : 1988-1995*, Paris, Reporters sans frontières, 1996, p. 27.
- {173} Cité par Lynda Douidi, *Débats de société en Algérie de 1989 à 1995 à partir du courrier des lecteurs de la presse écrite arabophone*, Thèse de doctorat, INALCO, Paris, 2009. p. 114. p. 71. Voir

également Abed Charef, *Dossier Octobre*, Alger, Laphomic, 1989, p. 116-117, et Hassane Zerrouky, « Le difficile combat de la presse algérienne », *Recherches internationales*, 1999, n° 56-57.

{174} Belkacem Mostefaoui, « Professionnalisation et autonomie des Journalistes au Maghreb. Eléments de mise en situation des actions et conflits », *Réseaux*, 1992, vol. 10, n° 51, p. 55-66.

{175} Cette union professionnelle sous tutelle du FLN avait été créée en 1985 de la fusion des unions antérieures.

{176} Mohamed Mokeddem el-Djazaïri et Thoria Smati, « La voix et la manière », Entretien avec Tahar Ouettar, *Algérie Actualité*, n° 1209, 15-21 décembre 1988, p. 29-30.

{177} ENAL, 1986, première édition en arabe dans le journal *Ech-Chaâb*, 1974.

{178} APS, « Qu'en est-il du phénomène Ouettar? », *El Watan*, mercredi 17 octobre 1990.

{179} Entretien avec Rachid Mimouni, *Phréatique*, n° 51, 1989, p. 67.

{180} G. Sapero, « The literary field between the state and the market », art. cit.

{181} Sur la relation entre militantisme de gauche et revendication d'autonomie littéraire au sein d'une Union d'écrivain, voir A. Kréfa, « La quête de l'autonomie littéraire en contexte autoritaire », art. cit. ; et Richard Jacquemond, « Entre littérature et politique : l'Union des écrivains égyptiens », *Monde arabe Maghreb Machrek*, mars 1998, n° 159, p. 48-59. Voir également Lucia Dragomir, *L'Union des écrivains : une institution transnationale à l'Est*, Paris, Belin, 2007.

{182} Archives de la Wilaya d'Alger, carton Union des Écrivains Algériens, « Statuts de l'Union », déposés le 28 octobre 1963. « Enquête sur l'association dite "Union des Écrivains Algériens" », 7 février 1969.

{183} Dès octobre 1988 certes, des écrivains réputés avaient tenté de créer une Union des écrivains libres, autour de l'écrivain arabophone bilingue Djilali Khellas, projet qui avait fait long feu.

{184} Mustapha Talaslimane, « Ecrivains. Vue sur le congrès de l'Union », *El-Moudjahid*, samedi 14 octobre 1989.

{185} B.M., « Report du congrès des écrivains algériens », *Al-Muğāhid al-usbū'ī*, 27 octobre 1989, p. 39. Notre traduction.

{186} Selon Mohamed Salah Harzallah : Achour Cheurfi, « Écrivains algériens. Comment sortir de l'impasse? », *El-Moudjahid*, 24-25 novembre 1989, p. 16.

{187} Selon Achour Cheurfi, *ibid.*, p. 17, Abdelhamid Benhedouga, Rachid Boudjedra, Abdelhamid Bourayou, Mustapha Faci, Mohamed Salah Harzallah, Ahmed Hamdi, Waciny Laredj, Ahmed Mennour, Rachid Mimouni, Tahar Ouettar, Mohamed Sari. Nous n'avons pas pu reconstituer la liste exhaustive des 47 noms, mais on peut ajouter les noms de Slimane Djouadi, Rabia Djelti, Abdelaziz Ghermoul, et probablement Bouzid Herzallah, Zineb Laouedj, Amin Zaoui.

{188} Tahar Djaout, « Les premières Poésies de Bejaïa. La liberté poétique intronisée. » *Algérie-Actualité* n° 1239, 13-19 juillet 1989.

{189} A. Mabrouki, « Fondation littéraire. Aba and co. » *Algérie-Actualité* n° 1309, 15-21 novembre 1990.

{190} Amer Aït Saadi, « Les démocrates ne sont pas démocrates », Entretien avec Tahar Ouettar, *La Nation* n° 31, 28 juillet-3 août 1993, p. 25.

{191} Outre Abdehamid Benhedouga, le CNC est ainsi composé d'Abdellah Cheriet, Cheikh Bouamrane, Rabah Stambouli, Mohamed Salah Ramdane, Aïssa Thaminy, Zineb Laouedj, Rachid Mimouni, Mohamed Khadda, Fattouma Lemitti, Amar Belahcène, Mediane Benamar, Ramdane Ouabes, Abdelkader Alloula, Ahmed Serri. Décret exécutif du 25 septembre 1990 portant nomination des membres du CNC. Mouloud Achour en est par ailleurs secrétaire permanent.

{192} B. Brahimi, *Le Pouvoir, la presse et les intellectuels en Algérie*, op. cit., p. 38

{193} Anouar Benmalek, « La leçon », *Algérie-Actualité*, n° 1330, 11-18 avril 1991.

{194} Tristan Leperlier, « Les écrivains algériens et l'expérience démocratique dans les années 1990 », *Communications* 2016/2 (n° 99), p. 145-58.

{195} Pour plus de détails, voir les annexes, et Tristan Leperlier, « Un champ littéraire transnational : le cas des écrivains algériens », art. cit. Sur la méthode, voir Frédéric Lebaron, *L'Enquête*

quantitative en sciences sociales : recueil et analyse des données, Paris, Dunod, 2006, Julien Duval, « Analyser un espace social » dans Serge Paugam (dir.), *L'Enquête sociologique*, Paris, PUF, 2012, p. 267-90, Brigitte Le Roux et Henry Rouanet, *Analyse géométrique des données multidimensionnelles*, Paris, Dunod, 2014.

{196} P. Casanova, *La République mondiale des lettres*, op. cit., p. 163.

{197} Gisèle Sapiro et Cécile Rabot (dir.), *Profession ? Écrivain*, Paris, CNRS Éditions, 2017.

{198} Un écrivain de la génération de l'Indépendance, membre d'Et-Tahadi, issu du PAGS, nous expliquait : « Qui faisait exploser les bus, les écoles, les usines ? C'est pas moi l'éradicateur ! Tu veux arrêter l'armée allemande, tu deviens un éradicateur* ? » À l'inverse, évoquant son parti, il disait : « Et-Tahadi est un parti qui était radicalement anti-terroriste et anti-islamique au sens de l'islamisme radical* . »

{199} Tahar Djaout, « Prolongement », *Algérie-Actualité*, n° 1369, 9-15 janvier 1992, p. 3.

{200} Ainsi selon John Entelis, « Un segment utilisait les islamistes comme une manière de contester la position des extrémistes dans l'armée », cité dans J.D. Le Sueur, *Algeria Since 1989*, op. cit., p. 37-8.

{201} Arezki Metref, « Clercs et pas nets », *Algérie Littérature/Action*, janvier-février 1997, n° 7-8, p. 248.

{202} Alain Leduc, « Organiser la matière », Entretien avec Rachid Boudjedra, *Révolution*, 18 août 1994.

{203} Saïd Chikhi, « L'islamisme sous le regard du “Commissaire du peuple à la modernité” », *NAQD*, 2 mai 1993, n° 4, p. 78-9.

{204} Lahouari Addi, « Les missions paradoxales du FIS », *Libération*, 6 janvier 1992.

{205} Jean-François Lyotard, *La Condition postmoderne*, op. cit.

{206} Les « berbéristes » sont surreprésentés chez les anti-islamistes dialoguistes : ces modalités apparaissent d'ailleurs proches sur l'ACM.

{207} A. Benmalek, *Chroniques de l'Algérie amère*, op. cit., p. 20.

{208} Selon notre base de données prosopographiques, même si les écrivains dialoguistes sont surreprésentés parmi les écrivains nés après 1960, ils sont toutefois nés pour moitié entre 1944 et 1960.

{209} Ils ont tous deux signé la pétition dialoguiste « Initiative nationale contre la violence et pour la démocratie » (2 juin 1993). Mais il s'agit du seul acte politique repérable de Rabah Belamri.

{210} À l'inverse des anti-islamistes radicaux: 30 % ont « Antho+++ », pour 24 % en moyenne; 30 % ont « Traduit ++ », contre 18 % en moyenne; 42 % ont « Cons litt++ », contre 30 % en moyenne.

{211} 60 % des écrivains a étudié la littérature. Seul un tiers des dialoguistes a publié plus de deux textes, contre 55 % en moyenne.

{212} Yasmina Khadra, *Morituri*, Paris, Baleine, 1997.

{213} Ali Ghanem, « Boualem Sansal, Yasmina Khadra et Salim Bachy disent tout », *Le Quotidien d'Oran*, 21 avril 2001.

{214} Abed Charef, *Algérie : Le Grand Dérapage*, La Tour-d'Aigues, L'Aube, 1994. Abed Charef, *Algérie : Autopsie d'un massacre*, La Tour-d'Aigues, L'Aube, 1998. H'mida Ayachi, *Al-Islāmiyūn bayna-l-sulṭa wa-l-raṣāṣ* [*Les Islamistes entre le pouvoir et les balles*], Alger, Dar el Hikma, 1992.

{215} Abed Charef, *Miloud l'enfant d'Algérie*, La Tour-d'Aigues, L'Aube, 1995. Salima Ghezali, *Les Amants de Shahrāzade*, La Tour-d'Aigues, L'Aube, 1999. H'mida Ayachi, *Matāhāt : Layl al-ḥitna*, Alger, Barzakh, 2000.

{216} Lazhari Labter, *Journalistes algériens entre le bâillon et les balles*, Paris, L'Harmattan, 1995.

{217} G. Sapiro, « Modèles d'intervention politique des intellectuels », art. cit.

{218} C. Charle, *Naissance des « intellectuels »*, op. cit.

{219} Michel Foucault, « L'intellectuel et ses pouvoirs (1984) » dans *Dits et écrits IV*, Paris, Gallimard, 1994, p. 676-77.

{220} Par exemple B. Stora, *La Gangrène et l'Oubli*, op. cit. p. 217.

- {221} Rachid Boudjedra, *FIS de la haine*, *op. cit.*, p. 90.
- {222} François Burgat, « Algérie, le vote oublié », *Libération*, 21 octobre 1994.
- {223} *Massacre à Benthalha* de Nesroulah Yous, 1997, *La Sale guerre* de Habib Souaïdia 2001.
- {224} Christiane Chaulet-Achour, « Latifa Ben Mansour: Portrait », *Algérie Littérature/Action*, n° 10-11, avril-mai 1997, p. 182.
- {225} Bernard-Henri Lévy, *La Pureté dangereuse*, Paris, Grasset, 1994, p. 81.
- {226} Abderrahmane Djalfaoui, « Algérie/ Guerre(s) et politique(s) », *El Watan*, 6 novembre 1995.
- {227} Abdelkébir Khatibi, *Le Roman maghrébin*, Paris, Maspéro, 1968. Kenza Sefrioui, *La Revue Souffles : 1966-1973*, Casablanca, Le Sirocco, 2013.
- {228} Hacène Haïfi, *La Presse française et l'Algérie : février 1979-janvier 1992 perception du phénomène islamiste*, La Courneuve, Apopsix, 2011.
- {229} Le FFS dialoguiste de Hocine Aït Ahmed et le PS français sont proches, participant de la Quatrième Internationale.
- {230} « La réception de la télévision française de l'autre côté de la Méditerranée, une langue française qui reste vivace (notamment grâce au va-et-vient des travailleurs immigrés), la proximité de la France, [autant d'éléments] qui permettent de freiner l'établissement d'un pouvoir obscurantiste comme celui des Mollahs de Téhéran » Michel Colomès, « Algérie : haute tension », *Le Point*, 30 décembre 1991.
- {231} Jean-François Kahn, « Les leçons du triomphe du FIS », *L'Évènement du jeudi*, 2-8 janvier 1992.
- {232} R. Boudjedra, *FIS de la haine*, *op. cit.*, p. 30.
- {233} Cette idée est devenue un lieu commun scientifique et journalistique. Voir Lahouari Addi, *L'Algérie et la démocratie : pouvoir et crise du politique dans l'Algérie contemporaine*, Paris, La Découverte, 1994. Omar Carlier et Jean Leca, *Entre nation et jihad*, *op. cit.* H. Haïfi, *La Presse française et l'Algérie*, *op. cit.*, p. 146.
- {234} Vincent Geisser, « Des Voltaire, des Zola musulmans... ? Réflexion sur les “nouveaux dissidents” de l'islam », *Revue internationale et stratégique*, 1 mars 2007, n° 65, p. 143-156. Voir également Thomas Deltombe, *L'Islam imaginaire : la construction médiatique de l'islamophobie en France, 1975-2005*, Paris, La Découverte.
- {235} Salima Ghezali, « Les femmes, acteurs politiques », Reporters sans frontières (dir.), *Le Drame algérien*, *op. cit.*, p. 170-1.
- {236} Monique Gadant, « Femmes Alibis », *Les Temps modernes*, février 1995, n° 580, p. 221-232.
- {237} Marta Segarra, *Leur Pesant de poudre : romancières francophones du Maghreb*, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 6. Nacira Guenif Souilamas et Éric Macé, *Les Féministes et le Garçon arabe*, La Tour-d'Aigues, L'Aube, 2006.
- {238} L'« affaire Kamel Daoud » de début 2015 repose sur des phénomènes équivalents. Voir notamment K. Harchi, *Je n'ai qu'une langue, ce n'est pas la mienne*, *op. cit.*, p. 211 sqq.
- {239} Pierre Bourdieu, « Les conditions sociales de la circulation internationale des idées », *art. cit.*, p. 4.
- {240} Marc Angenot, *La Parole pamphlétaire : contribution à la typologie des discours modernes*, Paris, Payot, 1982.
- {241} Christian Le Bart, « Le pamphlet politique aujourd'hui. Une catégorie honteuse ? », *Mots. Les langages du politique*, 30 novembre 2009, n° 91, p. 67-81. M. Angenot, *La Parole pamphlétaire*, *op. cit.*, p. 320.
- {242} G. Sapiro, *La Responsabilité de l'écrivain*, *op. cit.*, p. 706.
- {243} G. Sapiro, « Modèles d'intervention politique des intellectuels », *art. cit.*, p. 10.
- {244} R. Boudjedra, *FIS de la haine*, *op. cit.*, p.21.
- {245} G. Sapiro, *La Responsabilité de l'écrivain*, *op. cit.*, p. 683 sqq.
- {246} Samuel Phillips Huntington, *Le Choc des civilisations*, traduit par Jean-Luc Fidel *et al.*, Paris, Odile Jacob, 1997.

- {247} Catherine Seddon, *Shooting the writer*, BBC 2 (documentaire diffusé en 1994), minute 1-3.
- {248} B.-H. Lévy, *La Pureté dangereuse*, *op. cit.*, p.75.
- {249} L. Martinez, *La Guerre civile en Algérie*, *op. cit.*, p. 42.
- {250} « On est aussi dans une guerre linguistique en Algérie, une névrose terrible à l'égard du français. Etre francophone en Algérie, dans certains moments, c'est vraiment dire : je suis un nazi... Les arabophones bornés, lorsqu'un francophone en rencontre un, il a tout de suite envie de lui couper la tête... » Boualem Sansal, 7^e édition du salon des littératures francophones de Balma, 8 avril 2006, texte en ligne sur <http://www.francophoniesengaronne.fr/conferences.html>. Consulté le 20 mars 2015.
- {251} Emmanuel Bury, *Littérature et Politesse. L'invention de l'honnête homme 1580-1750*, Paris, PUF, 1996.
- {252} Jamel-Eddine Bencheikh, « Littérature arabe », *Encyclopedia Universalis*, p. 712 sqq.
- {253} Soufian al-Karjousli, *Esthétique et littérature coranique : lectures, prose et poésie du Coran*, <http://cielam.univ-amu.fr/node/547>, 2012, (consulté le 21 mars 2015). Jamel-Eddine Bencheikh, *Le Monde*, 10 juin 1998, et *Algérie Littérature/Action*, n° 22-23, juin-septembre 1998, p. 285-6.
- {254} `Abd al-Rachīd Muṣṭafāy, « Le Coran et la poésie, ou l'islam et la littérature », *al-Aṣāla* n° 64, décembre 1978, p. 139-47, cité et traduit dans L.-W. Deheuvels, *Islam et pensée contemporaine en Algérie*, *op. cit.*, p. 170.
- {255} Alain Roussillon, « Nahda » dans *Dictionnaire universel des littératures*, Paris, PUF, 1994, vol.2.
- {256} Luc-Willy Deheuvels, « Mythe, raison et imaginaire dans la littérature égyptienne contemporaine », *Peuples méditerranéens*, décembre 1996, n° 77.
- {257} R. Jacquemond, *Entre scribes et écrivains*, *op. cit.*, p. 25.
- {258} Ils ont fait des études de lettres à 80 %, contre 46 % en moyenne, et 63 % pour les écrivains arabophones ; et ils sont à 64 % enseignants du secondaire ou du supérieur, contre 35 % en moyenne, et 48 % pour les écrivains arabophones. Les trois quarts travaillent donc dans le secteur public (contre 56 % en moyenne, et de manière sensiblement égale à l'ensemble des autres écrivains majoritairement de langue arabe). La part de la poésie (64 %, contre 35 % en moyenne, et 55 % chez les arabophones) en particulier classique, est majoritaire dans leur production.
- {259} R. Jacquemond, *Entre scribes et écrivains*, *op. cit.*, p. 130 sqq.
- {260} Abdelali Rezagui évoque une « choumla* » (groupe) de 4-5 poètes : Ahmed Hamdi, Azradj Omar, Hamri Bahri, et, plus distante, Ahlam Mosteghenami.
- {261} Le poète Hamri Bahri, et les nouvellistes Omar Bellahcène, Waciny Laredj et Amin Zaoui font également partie de l'équipe rédactionnelle.
- {262} Mechri Ben Khelifa, « La culture nationale : crise et défis », art. cit., p. 48 et p. 50. Notre traduction.
- {263} Entretien avec Fadila Al-Farouk, <http://www.chihab.net/modules.php?name=News&file=comments&op=Reply&pid=2422&sid=789&mode=&order=&thold> consulté le 20 mai 2015. Notre traduction.
- {264} Mohammed Nacer, *Ḥaṣā'iṣ al-adab al-islāmī*, Mu'assasa Dāmarī, Oman, 1993, p. 17 et 20. Notre traduction.
- {265} Entretien avec Yazid Bouanane, <http://www.chihab.net/modules.php?name=News&file=article&sid=867>, consulté le 20 mai 2015. Notre traduction.
- {266} Picasso aurait dit : « Je suis venu au Parti comme on va à la fontaine ».
- {267} Assia Djebar, *Le Blanc de l'Algérie*, Paris, Albin Michel, 1995, p. 167.
- {268} C. Charle, *Naissance des « intellectuels »*, *op. cit.*, p. 29.
- {269} Christiane Chaulet-Achour et Naget Khadda, « Qu'avons-nous fait de nos quarante ans ? Eléments d'activité culturelle entre 1962 et 2002 », *Europe*, novembre 2003, Hors série, « Algérie – Littérature et arts », p. 92.
- {270} Cité par Benamar Mediene, *Kateb Yacine, Le Cœur entre les dents*, Paris, Robert Laffont, 2006, p. 12.

- {271} Cité par Anouar Benmalek, « Pour Kateb Yacine », *Algérie-Actualité*, n° 1306, 25-31 octobre 1990, p. 27.
- {272} Atika Garmat, « Intégriste, Ouettar ? Entretien », *Algérie-Actualité* n° 1495, 7-13 juin 1994, p. 13.
- {273} Joan Gross, David A. McMurray et Ted Swedenburg, « Arab Noise and Ramadan Nights : Raï, Rap, and Franco-Maghrebi Identity », *Diaspora*, 1994, n° 3, p. 3-39.
- {274} Yves Gonzalez-Quijano, *Les Gens du livre : Édition et champ intellectuel dans l'Égypte républicaine*, Paris, CNRS Éditions, 1998. F. Mermier, *Le Livre et la Ville*, *op. cit.*
- {275} Elles ont doublé en nombre de titres et triplé en quantité pour ce type d'ouvrage entre 1980 et 1982, passant de 7 à 8 % des titres, mais surtout de 25 à 35 % des exemplaires, avant d'être un peu plus contrôlées. Voir François Burgat, « Le livre au Maghreb : éléments pour l'analyse » dans *Nouveaux enjeux culturels au Maghreb*, Paris, CNRS Éditions, 1986, p. 309-322.
- {276} P. Bourdieu, « Le champ littéraire », art. cité, p. 9.
- {277} *Algérie-Actualité* n° 1220, 2-8 mars 1989, et 1221, 9-15 mars 1989.
- {278} « Le savoir a été pour moi le premier des exils », Malika Mokeddem, « De la lecture à l'écriture, résistance ou survie », *Alger Républicain*, 11 avril 1994.
- {279} 4 francophones sur 5 ont publié à l'étranger, contre 1 arabophone sur 5.
- {280} Les pro-islamistes représentent un tiers des écrivains de langue arabe, et les anti-islamistes dont nous avons pu déterminer une position radicale sont 22 % : les pro-islamistes représentent à peine 10 % de ceux qui ont publié à l'étranger pendant la période (anti-islamistes radicaux 40 %) ; ils représentent la moitié de ceux qui n'ont jamais été traduits (anti-islamistes radicaux 11 % ; situation presque inverse pour ceux qui ont été traduits), et qui ne sont jamais cités dans les anthologies (anti-islamistes radicaux 5 %).
- {281} Mustapha Madi, « Langue et identité : de la marginalisation à la résistance » dans *Elites et questions identitaires en Algérie*, Alger, Casbah, 1997, p. 120.
- {282} *Rābitat al-ibdā' al-ṭaqāfiyya* : Association culturelle de création. L'association aurait profité également de subventions publiques, ce qui lui permit de publier en 1991 et 1992, mais probablement par d'autres ministères que ceux qui soutenaient alors l'UEA.
- {283} L. Martinez, *La Guerre civile en Algérie*, *op. cit.*, p. 67 sqq.
- {284} P. Bourdieu, *Homo academicus*, *op. cit.*, p. 213.
- {285} Voir la critique de Frédérique Matonti, *Intellectuels communistes : essai sur l'obéissance politique*, *op. cit.*, p. 243, à l'égard de Jeannine Verdès-Leroux, *Au service du Parti. Le parti communiste, les intellectuels et la culture (1944-1956)*, Paris, Fayard/Minuit, 1983.
- {286} Dans Catherine Seddon, *Shooting the writer*, BBC 2 (documentaire diffusé en 1994), 39^e minute. Notre traduction.
- {287} Jamel Zenati, « L'Algérie à l'épreuve de ses langues et de ses identités : histoire d'un échec répété », *Mots. Les langages du politique*, 1 mars 2004, n° 74, p. 137-145.
- {288} Tristan Leperlier, « L'arabisation, un mythe ? », <http://www.laviedesidees.fr/L-arabisation-un-mythe.html>, (consulté le 29 août 2018).
- {289} Y.-C. Benmayouf, *La Question linguistique en Algérie*, *op. cit.*, p. 72.
- {290} Dalila Morsly, « Le nez et la porte », in Christiane Chaulet-Achour et Yahia Belaskri (dirs), *L'Épreuve d'une décennie : Algérie, art et culture*, Paris, Paris-Méditerranée, 2004. p. 111.
- {291} Voir la controverse qui a opposé initialement Mostefa Lacheraf à Mourad Bourboune, *Les Temps modernes* n° 209 et 214, et *Révolution Africaine* n° 45 à 50, et 53, de décembre 1963-février 1964, *El Moudjahid* n° 160, 28 décembre 1963.
- {292} Frantz Fanon, *Peau noire, masques blancs* [1952], Paris, Le Seuil, 1971, p. 8.
- {293} Louis-Jean Calvet, *Pour une écologie des langues du monde*, Paris, Plon, 1999.
- {294} A. de Swaan, *Words of the world*, *op. cit.*
- {295} Aïssa Kadri, « Aux fondements des clivages linguistiques sur le marché du travail. L'exemple des professions juridiques », in Mohamed Benguerna et Aïssa Kadri, *Mondialisation et enjeux*

linguistiques : quelles langues pour le marché du travail en Algérie ?, Alger, CREAD, 2002. p. 104-5.

{296} I. Werenfels, *Managing Instability in Algeria*, *op. cit.* p. 38.

{297} John P. Entelis, « Elite Political Culture and Socialization in Algeria : Tensions and Discontinuities », *Middle East Journal*, Spring 1981, vol. 35, n° 2, p. 203 sqq.

{298} Gilbert Grandguillaume, *L'arabisation en Algérie des 'ulamâ' à nos jours*, <http://www.ggrandguillaume.fr/titre.php?recordID=40> (consulté le 25 février 2015).

{299} Sur les luttes intenses lors du IVème Congrès du FLN en 1979 après la mort de Boumediene, voir Othmane Saadi, *Qadiyya al-ta`rīb fi al-Ġazā'ir : Kifāh ša`b didd al-haymana al-frānkufūniyya*, Alger, El-Oumma, 1993. L.-W. Deheuvelds, *Islam et pensée contemporaine en Algérie*, *op. cit.*, p. 138 sqq.

{300} Mustapha Madi, « L'élite arabisante et l'arabisation : de la stratégie linguistique à la marginalisation par la langue », dans *Élites et société*, Alger, Casbah, 2007, p. 339-352.

{301} A. Charef, *Dossier Octobre*, *op. cit.*, p. 52 sqq.

{302} Jean Déjeux, « L'union des écrivains algériens (Bilan au 10 mars 1974) », *Présence francophone*, printemps 1975, n° 10, p. 169-177.

{303} Anna Gréki, « Théorie, prétextes et réalités », *Présence africaine*, n° 58, 2^e trimestre 1966, p. 194.

{304} F. Burgat, « Le livre au Maghreb », art. cit., p. 314-5.

{305} Lors du festival de poésie Mohamed Laïd al-Khalifa à Biskra, cité dans Tahar Djaout, « Les prémices d'un débat » et Mohamed Balhi, « La chaise et le poète », *Algérie-Actualité* n° 860, 8-14 avril 1982.

{306} Saliha Aoues, « La littérature, ma patrie », *Horizons*, 27 novembre 1989.

{307} Barrada Smaoui, « Assia Djebar : Comment travaillent les écrivains ? », *Jeune Afrique* n° 27, juin 1984, p. 69.

{308} Malek Haddad, *Écoute et je t'appelle : poèmes*, Paris, François Maspéro, 1961, p. 34. L'auteur souligne.

{309} Albert Memmi, *Portrait du colonisé* ; précédé de *Portrait du colonisateur*, Paris, Gallimard, 2002, p. 125.

{310} « Langue, écriture et authenticité », *L'Homme méditerranéen et la Mer*, Actes du colloque de Djerba, avril 1981, Tunis, Salammbô, 1985, p. 558-61.

{311} A. Memmi, *Portrait du colonisé*, *op. cit.*, p. 128.

{312} Rachid Boudjedra, *Révolution africaine*, n° 1187, 28 novembre 1986.

{313} Mechri Ben Khelifa, Enquête « La culture nationale : crise et défis », art. cit., p. 48. Notre traduction.

{314} Rita Salam, « Le roman politique des écrivains algériens de langue arabe », *Mots. Les langages du politique*, 1998, n° 54, p. 98-9.

{315} La situation, peu professionnalisée, de ces traducteurs, rappelle la situation de la France du tournant du XX^e. Blaise Wilfert, « Cosmopolis et l'Homme invisible », art. cit.

{316} Pascale Casanova, « Consécration et accumulation de capital littéraire », art. cit.

{317} Richard Jacquemond, « Les flux de traduction entre le français et l'arabe depuis les années 1980 » dans Gisèle Sapiro (dir.), *Translatio. Le marché de la traduction en France à l'heure de la mondialisation*, Paris, CNRS Éditions, 2008, p. 358.

{318} P. Casanova, *La République mondiale des lettres*, *op. cit.* M. Leonhardt Santini, Paris, Librairie arabe, *op. cit.*

{319} Pour une approche différente sur ces trois auteurs, voir Tristan Leperlier, « On Islands and Deserts : Algerian Worlds », *Journal of World Literature*, Special issue « Locations of World Literature », [forthcoming 2019].

{320} Tahar Ouettar, « Constantine mon amour », *L'Humanité*, 8 juillet 1987.

{321} R. Salam, « Le roman politique des écrivains algériens de langue arabe », art. cit., p. 101.

- {322} Redha Belhadjoudja, « L'as de cœur », entretien avec Tahar Ouettar, *Horizons*, 12 décembre 1987.
- {323} APS, « Qu'en est-il du phénomène Ouettar ? », *El Watan*, mercredi 17 octobre 1990.
- {324} M. Mokeddem et T. Smati, « La voix et la manière », art. cit., p.29.
- {325} Tahar Djaout, « Oran à l'heure des poètes », *Algérie-Actualité*, n° 918, 19-25 mai 1983, p. 25.
- {326} Déposé à la SNED semble-t-il en 1977, il paraît en 1981.
- {327} Tahar Djaout, « La force de l'allusion souriante », *Algérie-Actualité*, n° 762, 22-28 mai 1980, p. 30.
- {328} Denoël, 1975. Dans ce roman, l'errance du personnage principal dans le labyrinthe du métro parisien est rendu par un style particulièrement complexe.
- {329} Janine Fève, « Les Chercheurs d'os », *Afrique-Asie* n° 351, juillet 1985.
- {330} « Qui pousse les extrémistes à assassiner Tahar Ouettar ? », *Al-Wasaf*, 31 octobre 1994, p. 50. Notre traduction.
- {331} Samir Bouzid, « L'intellectuel et l'image du héros civilisateur » dans Aïssa Kadri (dir.), *Parcours d'intellectuels maghrébins*, op. cit., p. 350.
- {332} Brahim Ziane, « L'écrivain par qui le scandale arrive », Entretien avec Tahar Ouettar, *El Haq*, 14-20 juin 1994. Quelques jours plus tôt, il déclarait : « Je trouve aberrant qu'un imam dans une mosquée puisse me « délester » de mes lecteurs sans avoir les moyens de l'en empêcher », A. Garmat, « Intégriste, Ouettar ? », art. cit.
- {333} Mohamed Allouache et Mohamed Selim, « Les provocations d'un écrivain politique dans le camp de la majorité », Entretien avec Tahar Ouettar, *La Nation* n° 89, 28 février-6 mars 1995, p. 10.
- {334} Sur ce type d'évolution politique, voir Ramzi Ben Abdallah, « Communisme, nationalisme, islamisme. Itinéraire d'un intellectuel égyptien, Entretien avec `Adil Husayn », *Égypte/Monde arabe*, traduit par François Burgat, 31 mars 1991, n° 5, p. 169-179.
- {335} Lamine Chikhi, « La démocratie n'est pas la solution », Entretien avec Tahar Ouettar, *Liberté*, 27 avril 1993, p. 7.
- {336} Houda Bouchaib, « Tahar Ouattar. Nul n'a le droit de dicter sa conduite », *El Watan*, le 8 janvier 1992, p. 5.
- {337} « Qui pousse les extrémistes à assassiner Tahar Ouettar ? », art. cit. Notre traduction.
- {338} M. Allouache et M. Selim, « Les provocations d'un écrivain politique dans le camp de la majorité », art. cit., p. 10.
- {339} Ziad Elmarsafy, « Tahar Ouettar : The Saint and the Nightmare of History » dans *Sufism in the contemporary arabic novel*, Edimburgh, Edimburgh University Press, 2012, p. 139 sqq.
- {340} Tahar Ouettar, *Al-Walī al-Ṭāhar ya `ūd ila maqāmihi al-zakī*, Alger, El-Djahidhia, 1999. Notre traduction.
- {341} Debbie Cox, « The Novels of Tahar Wattar : Command or Critique ? », *Research in African Literatures*, Automne 1997, vol. 28, n° 3, p. 94-109.
- {342} Gisèle Sapiro, « Salut littéraire et littérature du salut : Deux trajectoires de romanciers catholiques : François Mauriac et Henry Bordeaux », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1996, n° 111, p. 36-58.
- {343} APS, « Expérience de la passion, Nouveau roman de Tahar Ouettar », *El-Moudjahid*, 23 novembre 1989.
- {344} R. H. « Ouettar, toujours réaliste », *El Moudjahid*, 8 avril 1990, p. 17.
- {345} Dans un entretien à *Liberté* (27 avril 1993), il déclare qu'il s'agissait pour lui de « renforcer les liens entre le citoyen et l'État ».
- {346} Salima Aït Mohamed, « Vers une radio plus authentique », Entretien avec Tahar Ouettar, *El Watan*, 17 juillet 1991, p. 16. Il est limogé peu de temps après : Raïth Mustapha : « C'est un limogeage ! », Entretien avec Tahar Ouettar, *El Watan*, 20 novembre 1991.
- {347} Hocine Zoukri Eldrup, « La culture s'uniformise dans le sens de la médiocrité », Entretien avec Youcef Sebti, *El Watan*, 10 octobre 1991, p. 17.

- {348} Boris Gobille, « Les mobilisations de l'avant-garde littéraire française en mai 1968 », art. cit., p. 35.
- {349} Voir aussi M. Allouache et M. Selim, « Les provocations d'un écrivain politique dans le camp de la majorité », art. cit.
- {350} Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques*, op. cit.
- {351} Pierre Bourdieu, *Homo academicus*, op. cit., p. 226 sqq.
- {352} Antonio Gramsci, *Cahiers de prison*, traduit par Monique Aymard et al., Paris, Gallimard, 1996.
- {353} Aïssa Kadri, « Intellectuels algériens, aux fondements de la division » dans *Parcours d'intellectuels maghrébins*, op. cit.
- {354} Dossier « Arène » consacré à l'Université, *Algérie-Actualité* n° 1386, 7-13 mai 1992.
- {355} L. Martinez, *La Guerre civile en Algérie*, op. cit., p. 86-7.
- {356} A. Charef, *Dossier Octobre*, op. cit., p. 57, Wolfgang S. Freund, *L'Information au Maghreb*, Tunis, Cérès, 1992. p. 208.
- {357} Cité et traduit par *El Watan*, 3-4 janvier 1992.
- {358} Ahmed Ancer, *Encre rouge*, op. cit., p. 135.
- {359} Tahar Djaout, « Prolongement », art. cit.
- {360} L. Martinez, *La Guerre civile en Algérie*, op. cit., p. 73-4.
- {361} « Tahar Ouettar lors de sa conférence de presse », *Es-Salām*, 28 mars 1992. Notre traduction.
- {362} Houda Bouchaib, « J'accuse les francophiles », Entretien avec Tahar Ouettar, *El Watan*, 16 avril 1992, p. 9.
- {363} Kheïra Attouche, « L'Identité, mon vrai souci ! », Entretien avec Tahar Ouettar, *El Moudjahid*, 17 novembre 1992. Son discours se fera toujours plus violent : il aurait déclaré dans un entretien d'*Al-Muġāhid al-usbū'ī* que les « intellectuels qui s'exilent seront traités par la France comme les harkis de 1962. Ceux qui sont assassinés ont choisi un camp contre un autre, ce qui a pour effet de justifier l'assassinat », *El Haq*, 14-20 juin 1994. Nous n'avons pas retrouvé l'entretien en question.
- {364} « Les francisants et les arabisants » : un conflit larvé qui éclate à Paris, *El-Naṣr*, 8 avril 1992. Notre traduction.
- {365} M. Allouache et M. Selim, « Les provocations d'un écrivain politique dans le camp de la majorité », art. cit.
- {366} B. Ziane, « L'écrivain par qui le scandale arrive », art. cit.
- {367} *Ibid.*
- {368} La situation est inverse par rapport à la « querelle des mauvais maîtres » qu'a connue la France à la suite de la défaite de 1940 (G. Sapiro, *La Guerre des écrivains*, op. cit., p. 161 sqq), puisque ce sont les intellectuels tendanciellement les plus autonomes qui dénoncent ici les enseignants.
- {369} Tahar Djaout, « La facture », *Algérie-Actualité*, n° 1368, 2 janvier 1992. Mostefa Lacheraf était le chantre du bilinguisme, Mohamed Cherif Kharroubi l'artisan de l'arabisation complète de l'enseignement au début des années 1980.
- {370} Cités par Lamria Chetouani, « Débat sur l'école en Algérie », *Télémaque*, 2001, n° 20, p. 149-172.
- {371} M. Benrabah, *Langue et Pouvoir en Algérie*, op. cit., p. 251.
- {372} Robert King Merton, *Éléments de théorie et de méthode sociologique*, traduit par Henri Mendras, Saint-Pierre-de-Salerne, G. Monfort, 1983.
- {373} Reda Bekkat, « Assassinat de Djilali Liabès. L'intelligence qu'on tue », *El Watan*, 17 mars 1993, p. 1.
- {374} 1^{er} juillet 1993, publié dans *Le Nouvel Observateur* n° 1495, 1-7 juillet 1993, p. 49.
- {375} Archives Boudieu, Boite CISIA, Pochette CISIA : lettre du 30 novembre 1993 et lettre du 31 décembre 1993.
- {376} M. Allouache et M. Selim, « Les provocations d'un écrivain politique dans le camp de la majorité », art. cit.

- {377} Lahouari Addi, « Les intellectuels qu'on assassine », *Esprit*, janvier 1995.
- {378} Jocelyne Césari, « Algérie-Chronique intérieure 1993 », *Annuaire de l'Afrique du Nord* 1993, 1994, vol. 32, n° 399-431, p. 406.
- {379} Par exemple *El Watan*, 13 octobre 1990, 27 janvier 1991, 22 mars 1991.
- {380} Tahar Djaout, « Facture », art. cit.
- {381} Benaouda Lebdaï, « L'intégrisme islamique ou la culture en danger », *Algérie Littérature/Action*, n° 10-11 avril-mai 1997, p. 277.
- {382} Chris Kutschera, « La langue française est un acquis pour l'Algérie », Entretien avec Tahar Ouettar, *The Middle East magazine*, Avril 1984.
- {383} Par exemple Ali El Kenz, *Au fil de la crise : 5 études sur l'Algérie & le monde arabe*, op. cit.
- {384} Charles-Robert Ageron, « Complots et purges dans l'armée de libération algérienne (1958-1961) », *Vingtième siècle*, septembre 1998, n° 59, p. 15-27.
- {385} Tahar Djaout, « Facture », art. cit.
- {386} Ratiba Benbouzid, « Les réconciliateurs sont prêts à composer avec l'intégrisme », Entretien avec Tahar Djaout, *El Watan*, 15 octobre 1992.
- {387} Citons parmi d'autres Merzak Bagtache, Abdelhamid Benhedouga, M'hamed Boukhobza, Laâdi Flici, Mostefa Lacheraf, Zineb Laouedj, Redha Malek, Khalida Messaoudi.
- {388} Soraya Sayed, « Des questions encore sur l'assassinat », *El Watan*, 26 mai 1994, p. 5.
- {389} *Algérie-Actualité*, n° 1220, 2-8 mars 1989.
- {390} Tahar Djaout, « Lettre de l'éditeur », *Ruptures* n° 1, 13-19 janvier 1993, p. 5.
- {391} L. Martinez, *La Guerre civile en Algérie*, op. cit., p. 153 sqq.
- {392} Monika Borgmann, *Saïd Mekbel : une mort à la lettre*, Téraèdre/Dar al-jadeed, Paris/Beyrouth, 2008, p. 103.
- {393} Tahar Hani, « Le FIS ne fera pas de différence entre francophones et arabophones », Entretien avec Rachid Boudjedra, *El Watan*, 10 janvier 1992, p. 5.
- {394} Tristan Leperlier, "Bipolarization of the Algerian Literary Field during the Civil War", in Jacquemond, Richard and Lang, Felix (dir.). *Culture and Crisis in the Arab World: Production and Practice in Conflict*. London: I.B. Tauris. [forthcoming 2018]
- {395} Larbi Khalfoun, « Démontez les mythes », Entretien avec Youcef Sebti, *Algérie-Actualité*, n° 1389, 28 mai au 3 juin 1992.
- {396} Laurent Jeanpierre, *Des hommes entre plusieurs mondes*, op. cit. p. 29.
- {397} B. Denis, *Littérature et Engagement*, op. cit., p. 280.
- {398} Selon l'expression de Mammeri : Tahar Djaout, *Mouloud Mammeri, entretien avec Tahar Djaout, suivi de La Cité du Soleil*, Alger, Laphomic, 1987, p. 27.
- {399} C. Chaudet, *Écritures de l'engagement par temps de mondialisation*, op. cit.
- {400} Annette Wieviorka, *L'Ère du témoin*, Paris, Plon, 1998.
- {401} Tristan Leperlier, « Témoins algériens de la "décennie noire" en France. Sociologie d'une dé/valorisation transnationale », *Europe*, 2016, n° 1041-1042, p. 178-191.
- {402} Paul Ricœur, *Temps et récit III (Le Temps raconté)*, Paris, Le Seuil, 1985.
- {403} Névine El Nossery, *Témoignages fictionnels au féminin : une réécriture des blancs de la guerre civile algérienne*, Amsterdam/ New York, Rodopi, 2012.
- {404} Marie Bornand, *Témoignage et Fiction : les récits de rescapés dans la littérature de langue française, 1945-2000*, Genève, Droz, 2004. Charlotte Lacoste, *Le Témoignage comme genre littéraire en France de 1914 à nos jours*, Thèse de doctorat, Université Paris X, Nanterre, 2011. Catherine Coquio, *La Littérature en suspens. Écritures de la Shoah : le témoignage et les œuvres*, L'Arachnéen, 2015.
- {405} Ruth Amossy, *La Présentation de soi : ethos et identité verbale*, Paris, Presses universitaires de France, 2010. Dans la mesure où cet ethos de témoin se construit au cours de nombreux énoncés, le terme de « posture » serait plus précis (Jérôme Meizoz, *Postures littéraires : mises en scène modernes de l'auteur*, Genève, Slatkine érudition, 2007) ; mais nous avons préféré éviter les

ambiguïtés liées à la connotation négative que pourrait suggérer l'idée de « posture du témoin ». Sur la différence entre ethos et posture, voir Alain Viala, « Posture », dans Anthony Glinoe et Denis Saint-Amand (dir.), *Le lexique socius*, URL : <http://ressources-socius.info/index.php/lexique/21-lexique/69-posture>, page consultée le 18 juillet 2018.

{406} Renaud Dulong, *Le Témoin oculaire. Les conditions sociales de l'attestation personnelle*, Paris, EHESS, 1998.

{407} Michel Rio, *Mélancolie Nord*, Paris, Balland, 1982, p. 71.

{408} Tristan Leperlier, « Une littérature en état d'urgence ? Controverses autour d'une notion stratégique dans la décennie noire », in Ghyslain Lévy, Catherine Mazauric et Anne Roche (dir.), *L'Algérie, Traversées*, Paris, Hermann, 2018, p. 99-110.

{409} Bruno Blanckeman, « De l'écrivain engagé à l'écrivain impliqué : figures de la responsabilité littéraire au tournant du XXI^e siècle » dans C. Brun et A. Schaffner (dir.), *Des Écritures engagées aux écritures impliquées*, op. cit., p. 161-169.

{410} Sartre lui-même présentait la littérature engagée comme un moyen terme entre forme et message. Voir Benoît Denis, « Engagement littéraire et morale de la littérature », in E. Bouju (dir.), *L'Engagement littéraire*, op. cit.

{411} « L'écriture est-elle un exercice de précision ? », Entretien avec Abdelkader Djemaï, *Algérie Littérature/Action*, n° 3-4, septembre-octobre 1996, p. 269.

{412} Sur les relations entre littérature, histoire et politique chez Claude Simon, voir Dominique Viart, *Une mémoire inquiète : La Route des Flandres de Claude Simon*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2010, ou encore Nathalie Piégay-Gros, « Mélancolie du montage : Le Jardin des plantes de Claude Simon », in E. Bouju (dir.), *L'Engagement littéraire*, op. cit., p. 281-291.

{413} « La Forme est la première et la dernière instance de la responsabilité littéraire », *Le Degré zéro de l'écriture*, in *Œuvres complètes*, vol. 1, Paris, Le Seuil, 2002, p. 221.

{414} Roland Barthes, « Écrivains et Écrivants » dans *Essais Critiques* [1964], *Œuvres complètes*, vol. 2, Paris, Le Seuil, 2002, p. 403-410.

{415} Max Weber, *Économie et société*, t. II, Paris, Plon, 1995, p. 190 sqq.

{416} Tiphaine Samoyault, *L'Intertextualité : mémoire de la littérature*, Paris, Armand Colin, 2005.

{417} M. Angenot, 1889, *Un état du discours social*, op. cit.

{418} Italo Calvino, *La Machine littéraire*, Paris, Le Seuil, 1984, p. 84.

{419} Heribert Tommek, « Une littérature moyenne : La littérature allemande contemporaine entre production restreinte et grande production », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2015, n° 206-207, p. 100-107. Il utilise la figure du magicien pour rendre compte de l'apparition d'une « littérature moyenne » en Allemagne, entre pôle de production restreinte et de grande production.

{420} Eric John Hobsbawm, *L'Invention de la tradition*, traduit par Christine Vivier, Paris, Amsterdam, 2012.

{421} G. Spivak, « Can the Subaltern Speak? », art. cit.

{422} Jean Déjeux, *La Littérature maghrébine d'expression française*, Paris, PUF, 1992, p. 132 sqq, et B. Stora, *La Gangrène et l'Oubli*, op. cit. p. 53.

{423} Anne Simonin, « La littérature saisie par l'histoire : Nouveau Roman et guerre d'Algérie aux Éditions de Minuit », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1996, n° 111, p. 59-75.

{424} *El Moudjahid*, 28 mars 1994.

{425} Hakim Sadek, « Le devoir de témoigner », *Liberté*, 3 février 1997, p. 11.

{426} Rachid Mimouni, *La Malédiction*, Paris, Stock, 1993.

{427} Rachid Hammoudi, « La Malédiction de Rachid Mimouni, Une écriture de l'urgence », *El Moudjahid*, 21 novembre 1993.

{428} Charles Bonn, « Paysages littéraires algériens des années 90 et post-modernisme littéraire maghrébin » dans *Paysages littéraires algériens des années 90*, op. cit., p. 10.

- {429} Charles Bonn, *Anthologie de la littérature algérienne : 1950-1987*, Paris, Le Livre de poche, 1990. p. 211 *sqq.*
- {430} Dominique Viart et Bruno Vercier, *La Littérature française au présent : héritage, modernité, mutations*, Paris, Bordas, 2005, p 14.
- {431} « *L'Interdite* surprend par le changement de style par rapport aux deux précédents ouvrages, plus proches des contes maghrébins. Refus de l'ornement de la prose poétique, un style concis, dépouillé, beaucoup de dialogues, un rythme plus haletant. Ecrit en dix mois “*en état d'urgence*”, “*sorti des entrailles*”, le livre est dédié à Tahar Djaout, tué en mai dernier », Michèle Amzallag, *Jeune Afrique*, n° 1715, 18-24 décembre 1993.
- {432} Entretien avec Rachid Mimouni, *Arabes*, novembre 1989, p. 97.
- {433} Rachid Mimouni, *Le Fleuve détourné*, Paris, Robert Laffont, 1982.
- {434} Christiane Chaulet-Achour, *Anthologie de la littérature algérienne de langue française*, Paris/Alger, Bordas/ENAP, 1990, p. 146.
- {435} Hafid Gafāiti, « Between God and the President : Literature and Censorship in North Africa », *Diacritics*, 1997, n° 27, p. 59-84.
- {436} Rachid Mimouni, *Tombéza*, Paris, Stock, 1984.
- {437} Mikhaïl Bakhtine, *Problèmes de l'œuvre de Dostoïevski [1929]*, Paris, Le Seuil, 1970.
- {438} Jean-Pierre Durix, *Mimesis, Genres and Post-colonial Discourse : Deconstructing Magic Realism*, London, Macmillan Press, 1998. P. Casanova, *La République mondiale des lettres, op. cit.*, p. 315 *sqq.*
- {439} Rachid Mimouni, *De la barbarie en général et de l'intégrisme en particulier*, Paris, Le Pré aux Clercs, 1992.
- {440} S. Suleiman, *Le Roman à thèse ou l'autorité fictive, op. cit.*, p. 18.
- {441} F.Z., « Rachid Mimouni. *La Malédiction* », *Qantara*, octobre-décembre 1993.
- {442} Philippe Hamon, *Texte et Idéologie : Valeurs, hiérarchies et évaluations dans l'œuvre littéraire*, Paris, PUF, 1984, p. 32.
- {443} Ahmed Chenna, « Entretien avec Rachid Mimouni, La rivière sans retour », *Révolution africaine* n° 1191, 26 décembre 1986, p. 63.
- {444} B. Stora, *La Guerre invisible, op. cit.*, p. 38.
- {445} Boualem Sansal, *L'Enfant fou de l'arbre creux*, Paris, Gallimard, 2000, p. 53.
- {446} Aïssa Khelladi, « Editorial », *Algérie Littérature/Action*, n° 3-4, septembre-octobre 1996, p. 176.
- {447} Hamid Barrada et Patrick Girard, « Rachid Mimouni : “Je raconte les tempêtes qui se préparent” », *Jeune Afrique Plus*, n° 3, nov-déc 1989, p. 125.
- {448} R. Jacquemond, *Entre scribes et écrivains, op. cit.*, p. 116. Voir également Samia Mehrez, *Égyptian Writers between History and Fiction. Essays on Naguib Mahfouz, Sonallah Ibrahim and Gamal al-Ghitani*, Le Caire, AUC Press, 1994. p. 1-16.
- {449} Fanny Colonna et Claude Brahimi Haim, « Du bon usage de la science coloniale » dans Henri Moniot, Fanny Colonna et Claude Brahimi Haim (dir.), *Le Mal de voir. Ethnologie et orientalisme, politique et épistémologie, critique et autocritique : contributions aux colloques Orientalisme, africanisme, américanisme*, Paris, Union générale d'éditions, 1976, p. 221-241.
- {450} Kamel Chachoua, « La sociologie en Algérie : L'histoire d'une discipline sans histoire » dans Eberhard Kienle (dir.), *Les sciences sociales en voyage : l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient vus d'Europe, d'Amérique et de l'intérieur*, Paris, Karthala, 2010, p. 135-155.
- {451} Mohamed Madoui, « Les sciences sociales en Algérie », *Sociologies pratiques*, 25 février 2008, vol. 15, n° 2, p. 149-160.
- {452} Abderrahmane Lounès, « Le polar et la manière », *El Moudjahid*, 30 juillet 1991.
- {453} « Échos d'Algérie », *Tremblay Magazine*, juin 1997.
- {454} Pierre Verbraeken, « Morituri et Double Blanc », *Les Informations dieppoises*, 3 octobre 1997.

- {455} Annie Collovald et Eric Neveu, *Lire le noir. Enquête sur les lecteurs de récits politiques*, Paris, BPI Centre Pompidou, 2004.
- {456} Tristan Leperlier, « Littérature algérienne : le best-seller introuvable ? », *Revue critique de fiction française contemporaine*, 20 août 2017, n° 15, « Le Best-seller » (dirigé par Michel Murat, Marie-Eve Thérenty et Adeline Wrona), p. 175-188.
- {457} Yasmina Khadra, *Morituri* [Baleine, 1997], Paris, Gallimard, Folio, 2008.
- {458} Sabrina Champenois, « Audiard à l'orientale », *Libération*, jeudi 23 octobre 1997, p. 12.
- {459} Occultation qui lui est d'ailleurs reprochée par certains : Adel Gastel, « Morituri, un roman qui s'attaque à la mafia politico-financière », *El Watan*, 13 août 1997.
- {460} Mohamed Ridha Bouguerra, *Histoire de la littérature du Maghreb : littérature francophone*, Paris, Ellipses, 2010. p. 119.
- {461} Jean-Philippe Rémy, « Algérie : le crépuscule des lieux communs », *L'Autre Afrique*, 13-19 août 1997.
- {462} Michèle Gazier, « La Haine au village », *Télérama*, 23 septembre 1998.
- {463} Max Weber, *Le Savant et le Politique* [1963], traduit par Julien Freund, Paris, 10-18, 2002.
- {464} Beate Bechter, « Roman blanc, écrit(ure) noir(e) : *Les Agneaux du Seigneur* de Yasmina Khadra », in Charles Bonn et Najib Redouane (dir.), *Algérie: nouvelles écritures*, Paris, L'Harmattan, 2002, p. 41.
- {465} Yasmina Khadra, *Les Agneaux du Seigneur* [Julliard 1998], Alger, Sédia, 2007, p. 138.
- {466} Françoise Naudillon, *Les Masques de Yasmina*, Paris/Yaoundé, Éditions Nouvelles du Sud, 2003, p. 30-1.
- {467} « Qui pourrait, en effet, déceler une femme derrière cette écriture sans appel, misogyne jusqu'à la veulerie et ne se ménageant pas même un seul petit personnage féminin positif ? », Marie-Ange Poyet, Préface à *Morituri*, Paris, Baleine, 1997, p. 9.
- {468} L. G., « Morituri », *Sud-Ouest Dimanche*, 11 mai 1997.
- {469} Publicité dans *Libération*, 3 novembre 1999.
- {470} Jean Norton Cru, *Témoins* [1929], Nancy, Presses universitaires de Nancy, 2006.
- {471} O. Hind, « Quand la cruauté étend ses ailes », *L'Expression*, 23 septembre 2002.
- {472} Joséphine Dédet, « Yasmina Khadra sous le soleil des satans », *J.A./L'Intelligent*, n° 2176, 23-29 septembre 2002, p. 112.
- {473} Tristan Leperlier, « Journaliste dans la guerre civile algérienne : Une profession intellectuelle entre littérature et politique », *L'Année du Maghreb*, 2016, vol. 2, n° 15, p. 79-96.
- {474} M.-È. Therenty, *La Littérature au quotidien*, op. cit.
- {475} Jacques Dumont et Dominique Le Boucher, « Mohamed Kacimi, la nostalgie mise à mort », *Algérie Littérature/Action*, n° 6, décembre 1996, p. 112.
- {476} Hafsa Zinaï-Koudil, *Sans voix*, Paris, Plon, 1997. p. 65.
- {477} « L'écriture est-elle exercice de précision ? », *ALA*, art. cit., p. 270.
- {478} *Algérie Littérature/Action*, n° 22-23, juin-septembre 1998, p. 291.
- {479} Selon Thomas Ferenczi, il est même « impossible aux journalistes de se rendre sur place, impossible de connaître les circonstances exactes des tueries », *Le Monde*, 14-15 septembre 1997, cité Benjamin Stora, « Ce que dévoile une guerre. Algérie, 1997 », *Politique étrangère*, 1997, vol. 62, n° 4, p. 489.
- {480} M. Bornand, *Témoignage et fiction*, op. cit., p. 64.
- {481} Nadjia Bouzeghrane, « Entretien avec Rachid Boudjedra », *El Watan*, mercredi 8 octobre 1997, p. 15.
- {482} *El Moudjahid*, 4 juillet 1990, p. 13.
- {483} Marie Virolle, « Postface », *Algérie Littérature/Action*, n° 1, mai 1996, p. 173.
- {484} « Comment écrire l'Algérie d'aujourd'hui ? », *Algérie Littérature/Action*, n° 10-11, avril-mai 1997, p. 222 sqq.
- {485} Leïla Sebbar, Postface à *La Gardienne des ombres*, *Algérie Littérature/Action*, n° 3-4, p. 163.

- {486} Depuis le milieu des années 2000, elle anime une association dans l'Ouest algérien, « Paroles et écritures », qui se fixe les mêmes types d'objectifs que les associations des années 1980.
- {487} Maïssa Bey, *Au commencement était la mer, Algérie Littérature/Action*, n° 5, novembre 1996.
- {488} *Ibid.*, p. 75-6.
- {489} Maïssa Bey, *Nouvelles d'Algérie*, Paris, Grasset, 1998. Quatrième de couverture.
- {490} Dehbia Aït Mansour, « Rompre pour se réconcilier avec soi », Entretien avec Malika Mokeddem, *Liberté*, 10 mai 2001, p. 11.
- {491} Citée par Isabelle Charpentier, *Le Rouge aux joues : virginité, interdits sexuels et rapports de genre au Maghreb*, Saint-Étienne, Publications de l'Université de Saint-Étienne, 2013, p. 143.
- {492} E. Gellner, *Nations et Nationalisme*, *op. cit.*
- {493} E.J. Hobsbawm, *L'Invention de la tradition*, *op. cit.*
- {494} Abdelkébir Khatibi, *Le Roman maghrébin*, *op. cit.*, p. 11.
- {495} Michel de Certeau, *L'Absent de l'histoire*, Tours, Mame, 1973.
- {496} N. El Nossery, *Témoignages fictionnels au féminin*, *op. cit.*
- {497} Kamel Kateb, *École, population et société en Algérie*, Paris, L'Harmattan, 2005.
- {498} Sophie Bessis, *Les Arabes, les femmes, la liberté*, Paris, Albin Michel, 2007.
- {499} Christiane Chaulet-Achour, *Noûn, algériennes dans l'écriture*, Biarritz, Atlantica, 1999.
- {500} Sur la complexité des rapports entre langue française et émancipation, voir Dominique Combe, « La chambre d'échos » dans Wolfgang Asholt, Mireille Calle-Gruber et Dominique Combe (dir.), *Assia Djébar : littérature et transmission*, Paris, Presses Sorbonne nouvelle, 2010, p. 279-296.
- {501} Comme les écrivaines d'Afrique subsaharienne : Claire Ducournau, « Qu'est-ce qu'un classique « africain » ? », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2015, n° 206-207, p. 44.
- {502} I. Charpentier, *Le Rouge aux joues*, *op. cit.*, p. 39-40.
- {503} Jennifer E. Milligan, *The Forgotten Generation : French Women Writers of the Inter-war Period*, Oxford, Berg, 1996.
- {504} J. Dumont et D. Le Boucher, « Mohamed Kacimi, la nostalgie mise à mort », *art. cit.*, p. 119.
- {505} Rabah Belamri, « Le conteur dans la cité », *Algérie Littérature/Action*, n° 15-16, novembre-décembre 1997, p. 234.
- {506} Philippe Lejeune, *L'Autobiographie en France*, Paris, Armand Colin, 2010. Vanessa Gemis, « Femmes et champ littéraire en Belgique francophone (1880-1940) », *Sociétés contemporaines*, 6 juillet 2010, vol. 2, n° 78, p. 15-37.
- {507} Vincent Colonna, *Autofiction & autres mythomanies littéraires*, Auch, Tristram, 2004.
- {508} I. Charpentier, *Le Rouge aux joues*, *op. cit.*, p. 37-8.
- {509} Assia Djébar, *L'Amour, la Fantasia*, Paris, Albin Michel, 1995, p. 223.
- {510} Hafid Gafāiti, « L'Autobiographie plurielle : Assia Djébar, les femmes et l'histoire » dans Ruhe Ernestpeter et Alfred Hornung (eds.), *Postcolonialisme et Autobiographie*, Amsterdam/Atlanta, Rodopi, 1998. Voir également Catherine Brun, « Assia Djébar : jalons pour l'itinéraire d'un "je-nous" », *Revue d'histoire littéraire de la France*, vol. 116, n° 4, 2016, p. 915-34.
- {511} Ahlam Mosteghanemi, *Algérie : Femme et Écritures*, Paris, L'Harmattan, 1985. Voir Ellen McLarney, «Unlocking the Female in Ahlām Mustaghānamī», *Journal of Arabic Literature*, 2002, vol. 33, n° 1, p. 24-44.
- {512} Ahlam Mosteghanemi, *Dākirat al-ğasad*, Beyrouth, Dār al-ādāb, 1993. *Mémoires de la chair*, traduit par Mohamed Mokeddem, Paris, Albin Michel, 2002.
- {513} Ahlam Mosteghanemi, *Fawḍa al-ḥawās*, Beyrouth, Dār al-ādāb, 1997. Ahlam Mosteghanemi, *Le Chaos des sens* [Albin Michel, 2006], traduit par France Meyer, Alger, Sédia, 2009. Les numéros de page sont ici de cette version.
- {514} « Discours de Montpellier », prononcé lors de la Comédie du livre de Montpellier en juin 2013, transmis par l'auteure.
- {515} N. Bouzeghrane, « Entretien avec Rachid Boudjedra », *art. cit.*
- {516} Marie Estripeaut-Bourjac, *L'Écriture de l'urgence en Amérique Latine*, *op. cit.*, p. 26.

- {517} Charles Bonn, « Paysages littéraires algériens des années 90 et post-modernisme littéraire maghrébin », chapitre cité, p. 16-7.
- {518} « Entretien avec Malika Ryane », *Algérie Littérature/Action* n° 7-8 janvier-février 1997, p. 136.
- {519} Soumya Ammar Khodja, « Écritures d'urgence de femmes algériennes », *Clio. Histoire, femmes et société*, 1 avril 1999, n° 9.
- {520} C. Détrez, *Femmes du Maghreb*, *op. cit.*, p. 84.
- {521} Mustapha Haddab, « Les historiens issus du Mouvement national » dans Omar Lardjane (dir.), *Élites et société*, *op. cit.*, p. 306. Mustapha Haddab, « Histoire et modernité chez les réformistes algériens » dans Jean-Claude Vatin (dir.), *Connaissances du Maghreb. Sciences sociales et colonisation*, Paris, CNRS Éditions, 1984. Mohamed Maougal, « L'élite, la structure névrotique de la violence : Trois nœuds conflictuels acteurs majeurs : identités, identifications et histoire chez Kateb et Waciny », Aïssa Kadri (dir.), *Parcours d'intellectuels maghrébins*, *op. cit.*, p. 322.
- {522} Zineb Ali-Benali, « Les ancêtres fondateurs : Élaborations symboliques du champ intellectuel algérien (1945-1954) », *Insaniyat*, 2004, n° 25-26, p. 201-214.
- {523} Hassan Remaoun, « L'intervention institutionnelle et son impact sur la pratique historiographique en Algérie : la politique "d'Écriture et de Réécriture de l'histoire", tendances et contre-tendances », *Insaniyat*, 2003, n° 19-20, p. 7-40.
- {524} M. Bois, « Arabic-Language Algerian Literature », art cit., C. Bonn, « Le Roman algérien », art cit.
- {525} Algirdas Julien Greimas, *Sémantique structurale : recherche de méthode*, Paris, PUF, 2002.
- {526} L.-W. Deheuvels, *Islam et pensée contemporaine en Algérie*, *op. cit.*, p. 104 sqq. ; puis p. 120-1 ; et p. 165-6.
- {527} Mohamed Harbi, *1954 : La Guerre commence en Algérie*, Bruxelles, Complexe, 1984 et Benjamin Stora, *Messali Hadj*, Paris, Le Sycomore, 1982.
- {528} Zineb Ali-Benali, « Le roman, cet archiviste de l'histoire », *Insaniyat*, 2003, vol. 21, p. 19-35.
- {529} J. Déjeux, *Maghreb, littératures de langue française*, *op. cit.*, p. 132.
- {530} Entretien avec Djelloul Bakhti Nemiche, *El Moudjahid*, 10 août 1983. Cité dans B. Stora, *La Gangrène et l'Oubli*, *op. cit.*, p. 302.
- {531} L.-J. Calvet, *Linguistique et Colonialisme*, *op. cit.*
- {532} Christiane Chaulet-Achour, « La guerre de libération nationale dans les fictions algériennes » dans Daniel Zimmermann (dir.), *Nouvelles de la guerre d'Algérie : trente ans après*, Paris, Le Monde Édition, 1992, p. 145-68. Voir aussi B. Stora, *La Gangrène et l'Oubli*, *op. cit.*, p. 242-5.
- {533} Christiane Chaulet-Achour, « Postface », *Algérie Littérature/Action*, n° 7, p. 134.
- {534} « Comment écrire l'Algérie aujourd'hui? », *Algérie Littérature/Action*, art. cit., p. 224.
- {535} Jacques Dumont et Dominique Le Boucher, « Abdelkader Djemaï, une écriture de pierres », *Algérie Littérature/Action*, n° 7-8, janvier-février 1997, p. 183.
- {536} Christiane Chaulet-Achour, « Mémoire et Algérianité », avril-mai 1997, *Algérie Littérature/Action*, n° 10-11, p. 175.
- {537} Christiane Chaulet-Achour, « Des écrivaines contemporaines et *Les Mille et Une Nuits* » dans *À l'aube des Mille et une nuits – Lectures comparatistes*, Vincennes/Saint-Denis, PUV, 2002, p. 113-60.
- {538} H. Zinaï-Koudil, *Sans Voix*, *op. cit.*, p. 169.
- {539} K. Harchi, *Je n'ai qu'une langue, ce n'est pas la mienne*, *op. cit.*, p. 66.
- {540} M. Djaïder et K. Nekkouri, « Kateb Yacine délivre la parole », art. cit., p. 10.
- {541} D. Viart et B. Vercier, *La Littérature française au présent*, *op. cit.*, p. 76 sqq ; p. 198 ; p. 99 sqq.
- {542} « Entretien avec Assia Djebar », *Algérie Littérature/Action*, n° 1, mai 1996, p. 186.
- {543} Assia Djebar, *Vaste est la prison*, Paris, Albin Michel, 1995, p. 332.
- {544} « Entretien avec Assia Djebar », *Algérie Littérature/Action*, art. cit., p. 186.
- {545} On retrouve un même type d'argumentation chez Jacques Derrida, *Le Monolinguisme de l'autre : ou La prothèse d'origine*, Paris, Galilée, 1996.
- {546} T. Leperlier, « Camus et la "littérature algérienne" », art cit.

- {547} Albert Camus, *Le Premier homme* [Gallimard, 1994], Paris, Folio, 2000. Sa biographie est publiée peu après : Olivier Todd, *Albert Camus : une vie*, Paris, Gallimard, 1996.
- {548} Christiane Chaulet-Achour, « Aziz Chouaki, humour et poésie », Entretien, *Algérie Littérature/Action*, n° 12-13, juin-septembre 1997, p. 258.
- {549} Marie Virolle, « Albert et Yacine », *Ibid.*, p. 153-8.
- {550} M. Hachimi Alaoui, *Les Chemins de l'exil*, *op. cit.*, p. 139.
- {551} A. Benmalek, *Chroniques de l'Algérie amère*, *op. cit.*, p. 246.
- {552} Denise Brahimi a la première utilisé la notion de « mythe andalou » dans une recension, *Algérie Littérature/Action* n° 10-11, avril-mai 1997, p. 184. Nous nous inspirons dans ces pages des analyses de Lucienne Martini, « Littérature et travail de mémoire » dans Jean-Robert Henry et Ahmed Mahiou (eds.), *Où va l'Algérie ?*, Aix-en-Provence, IREMAM, 2013, p. 347-365. Voir Tristan Leperlier, « L'Algérie coloniale, ou l'Andalousie heureuse », *Socio-anthropologie*, juin 2018, n° 37, « Mémoires coloniales » (sous la direction de Pierre Bouvier et Sophie Poirot-Delpech), p. 107-121.
- {553} Gabriel Martinez-Gros, « Le mythe andalou dans l'histoire de l'islam », *MARS*, 1998, n° 9, p. 19-23.
- {554} Habib Tengour, « Traverser », *Peuples méditerranéens*, n° 30, 1985.
- {555} Tahar Djaout, *L'Invention du désert*, Paris, Le Seuil, 1987.
- {556} Noureddine Saadi, *La Maison de Lumière*, Paris, Albin Michel, 2000.
- {557} Salim Bachi, *La Kahéna*, Paris, Gallimard, 2003.
- {558} Aziz Chouaki, *Baya*, Alger, Laphomic, 1989.
- {559} C. Chaulet-Achour, « Aziz Chouaki : humour et poésie », Entretien, art. cit., p. 257.
- {560} Yasmina Khadra, *Les Agneaux du Seigneur*, *op. cit.*, p. 159.
- {561} Leïla Sebbar (dir.), *Une enfance algérienne*, Paris, Gallimard, 1997.
- {562} Dominique Le Boucher, « Une enfance pour voir l'autre », *Algérie Littérature/Action*, n° 12-13, juin-septembre 1997, p. 161.
- {563} Dominique Le Boucher, « Une enfance pour voir l'autre », *Algérie Littérature/Action*, n° 14, octobre 1997, p. 239.
- {564} Guy Dugas, *Algérie : Un rêve de fraternité*, Paris, Omnibus, 1997.
- {565} N. Imaksen, *La Troisième fête d'Ismaël*, *op. cit.*, p. 72.
- {566} Y. Khadra, *Morituri*, *op. cit.*, p. 58.
- {567} Boualem Sansal, *Le Serment des barbares*, Paris, Gallimard, 1999, p. 375.
- {568} L. Martini, « Littérature et travail de mémoire » art. cit., p. 350.
- {569} Waciny Laredj, *La Gardienne des ombres*, dans *Algérie Littérature/Action*, n° 3-4, Paris, Marsa, 1996.
- {570} Tahar Djaout, « Un après-midi chez Mohamed Dib », *Algérie-Actualité*, n° 1370, 16-22 janvier 1992, p. 32.
- {571} Mohammed Dib, *La Nuit sauvage*, Paris, Albin Michel, 1995.
- {572} Mohammed Dib, *Si Diable veut*, Paris, Albin Michel, 1998.
- {573} Entretien avec Jean Chalon, *Figaro littéraire*, 4 juin 1964.
- {574} Notamment *Témoignage chrétien* du 7 février 1958, et *L'Afrique littéraire et artistique*, n° 18, août 1971.
- {575} Alain Robbe-Grillet, *Pour un nouveau roman*, Paris, Minuit, 1963.
- {576} Entretien avec Jean Carta, *Témoignage chrétien*, 7 février 1958.
- {577} Entretien avec Zoulikha Mered (en 1997), in *Rachid Mimouni ou le chant pluriel de la tribu*, Alger, ANEP, 2003, p. 132-3.
- {578} Mohammed Zaoui, « Entretien avec Mohammed Dib », *El Watan* 28 juin 1994, p. 17.
- {579} Samir Benmalek, « Entretien avec Rachid Boudjedra », *Le Matin* 4 mai 2003, p. 17.
- {580} Mohamed El Yamani, « Le sacre de Mohammed Dib », *Arabes*, septembre 1995, p. 64.
- {581} Mohammed Dib, « La lettre d'un jumeau », *Le Nouvel Observateur* n° 1901, 12-18 avril 2001.
- {582} Cité par Samir Benmalek, « La seconde vie du roman algérien », *Le Matin*, 29 août 2002.

- {583} Pour plus de détails, voir Tristan Leperlier, « Mohammed Dib, intellectuel et écrivain dans la décennie noire : *La Nuit sauvage* et les formes de l'engagement », Actes du colloque « Hommage à Mohammed Dib », Paris, Limag, 2013.
- {584} Fonds Mohammed Dib. Nouvelles. *La Nuit sauvage* (NAF 28679-66), « Une partie de dés », Fo 788.
- {585} *Ibid.*, Fo 784.
- {586} Gérard Genette, *Seuils*, Paris, Le Seuil, 2002.
- {587} Entretien avec Salim Jay (France Culture, *À voix nue*, mai 1997), transcrit dans *Horizons Maghrébins*, n° 37-38, 1999, p. 64.
- {588} Mohammed Dib, *L'Arbre à dire*, Paris, Albin Michel, 1998, p. 200.
- {589} Roland Barthes, « La mort de l'auteur » [1968], *Œuvres complètes*, vol. 3, Paris, Le Seuil, 2002, p. 40-45.
- {590} « Il est évident que l'opinion publique est tournée vers les événements sanglants en Algérie », Entretien avec Salim Jay, *Horizons Maghrébins*, art. cit.
- {591} Denise Brahim, « Un demi-siècle d'écriture et de confrontation avec le diable », *Algérie Littérature/Action*, n° 17, janvier 1998, p. 9-11.
- {592} Fonds Mohammed Dib, Romans, *Si Diable veut*, Deuxième état (NAF 18679-63), Fo 43.
- {593} Mohammed Dib, *Cours sur la rive sauvage*, Paris, Le Seuil, 1964.
- {594} Charles Bonn, *Lecture présente de Mohammed Dib*, Alger, ENAL, 1988, Chapitre II, « Traverser un à un tous les masques du langage ». Yamilé Ghebalou, « L'histoire et le silence : *Dieu en Barbarie* et *Le Maître de chasse* de Mohammed Dib », Alger, Université d'Alger Institut des langues étrangères, *Langues et littérature*, n° 6, 1995.
- {595} « Témoin du doute : *Le Chien d'Ulysse* de Salim Bachi », in Agnès Schaffauser (dir.), *Salim Bachi*, Paris, L'Harmattan, [à paraître en 2019].
- {596} Yassin Temlali, Entretien avec Salim Bachi, 20 juin 2007, <http://www.babelmed.net/article/2194-salim-bachi-je-suis-un-romancier-pas-un-temoin/> (consulté le 10 mai 2018)
- {597} Didier Jacob, Entretien avec Salim Bachi, « Je ne crois plus en l'Algérie », *Le Nouvel Observateur*, 25 janvier 2001.
- {598} Marie Virolle, « Entretien avec Salim Bachi », *Algérie Littérature-Action*, n° 45-46, novembre-décembre 2000, p. 180.
- {599} D. Viart et B. Vercier, *La Littérature française au présent*, op. cit., p. 18.
- {600} Claude Burgelin, « Le temps des témoins », *Cahiers de la villa Gillet*, novembre 1995, n° 3.
- {601} D. Viart et B. Vercier, *La Littérature française au présent*, op. cit., p. 262 et p. 256.
- {602} Sur la reconnaissance ambiguë de Kateb et Djébar, voir K. Harchi, *Je n'ai qu'une langue, ce n'est pas la mienne*, op. cit., p. 81-83. Remarquons que l'entrée d'Assia Djébar à l'Académie française n'est venue qu'après sa reconnaissance dans le reste du monde.
- {603} P. Bourdieu, « Les conditions sociales de la circulation internationale des idées », art. cit., p. 4-5.
- {604} Pour les stratégies des auteurs « postcoloniaux » en contexte anglophone, voir S. Brouillette, *Postcolonial Writers in the Global Literary Marketplace*, op. cit. et G. Huggan, *The Postcolonial Exotic*, op. cit.
- {605} A. Khelladi, « Editorial », *ALA* n° 3-4, art. cit. p. 175.
- {606} Nous avons exclu de l'exil les cas de « vacances prolongées ». C'est le cas particulièrement pour ceux qui ont déjà « un pied » en France et peuvent partir s'y « reposer » quand la tension est trop forte. Au contraire l'exil, même de courte durée, entraîne le plus souvent un certain nombre de difficultés d'installation.
- {607} Anne Bernard-Grouteau, *La Fuite des cerveaux : exil forcé ou exil doré ?*, Paris, Ellipses, 2007.
- {608} Abdelmadjid Bennaceur, Mohamed Khandriche et Mohamed Kouidri, *Le Nouvel espace migratoire franco-algérien : des données et des hommes*, Aix-en-Provence, Edisud, 1999.

- {609} M. Hachimi Alaoui, *Les Chemins de l'exil*, op. cit., p. 18.
- {610} Abdelmalek Sayad, « Les trois âges de l'émigration algérienne en France », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1977, vol. 15, n° 15, p. 59-79.
- {611} Selon le Conseil National Économique et Social, voir *Le Quotidien d'Oran*, 17 décembre 2002.
- {612} I. Werenfels, *Managing Instability in Algeria*, op. cit., p. 47. Notre traduction.
- {613} Aïssa Kadri, « Générations migratoires : des paysans déracinés aux intellectuels « diasporiques » », *NAQD*, 2009, n° 26-27, p. 127-155. K. Khaled, *Intelligentsias algériennes*, op. cit., p. 294.
- {614} Véronique De Rudder, Christian Poiret et François Vourc'h, *L'Inégalité raciste. L'universalité républicaine à l'épreuve*, Paris, PUF, 2000.
- {615} « Préface », in Mohand Hamoumou, *Et ils sont devenus harkis*, Paris, Fayard, 1993. Cité par M. Hachimi Alaoui, *Les Chemins de l'exil*, op. cit., p. 19.
- {616} Malika Mokeddem, *Des rêves et des assassins*, Paris, Bernard Grasset, 1995, p. 82 et p. 113.
- {617} Il y a certes deux fois plus d'exilés parmi les francophones (30 %, n=32), que parmi les arabophones (15 %, n=13), mais c'est avant tout parmi les anti-islamistes radicaux, toutes langues confondues, que se recrutent les exilés (50 %). Les anti-islamistes radicaux s'exilent dans une même proportion (surreprésentation de 10 points) quelle que soit leur langue d'écriture : les anti-islamistes radicaux de langue arabe, qui représentent 22 % des écrivains dans cette langue, sont 33 % à s'exiler ; et les anti-islamistes radicaux de langue française, qui représentent 43 % des écrivains dans cette langue, sont 53 % à s'exiler.
- {618} M. Hachimi Alaoui, *Les Chemins de l'exil*, op. cit., p. 50 sqq. voir également Myriam Hachimi Alaoui, « Surmonter l'exil par le militantisme : Le cas des femmes algériennes en France et au Québec », *NAQD*, 2010, n° 28, p. 265-286.
- {619} 29 % des femmes se sont exilées, contre 23 % des hommes, soit 12 femmes pour 33 hommes. La féminisation des populations en migration ces dernières décennies a été remarquée. A. Miranda, « Migrations féminines et perspective de genre en question », *NAQD*, juin 2009, n° 6-27, p. 55-71.
- {620} Le nombre de visas accordés par an est passé de 800 000 à 100 000 selon B. Stora, *La Guerre invisible*, op. cit. et M. Hachimi Alaoui, *Les Chemins de l'exil*, op. cit., p. 14.
- {621} « Algériens en France. Les demandes d'asile en hausse », *El Watan*, 3 avril 1994.
- {622} À l'inverse de ce qui s'est passé pour les intellectuels français aux États-Unis, qui maîtrisaient mal l'anglais L. Jeanpierre, *Des hommes entre plusieurs mondes*, op. cit.
- {623} Nicolas Beau, *Paris, Capitale arabe*, Paris, Le Seuil, 1995.
- {624} Aïssa Khelladi, « Entretien avec Sadek Aïssat », *Algérie Littérature/Action*, n° 10-11, p. 217.
- {625} G. Sapiro, *La Guerre des écrivains*, op. cit., p. 707.
- {626} Anne Simonin et Pascal Fouché, « Comment on a refusé certains de mes livres : Contribution à une histoire sociale du littéraire », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1999, n° 126, p. 103-115.
- {627} G. Huggan, *The Postcolonial Exotic*, op. cit.
- {628} Hans Robert Jauss, *Pour une esthétique de la réception*, traduit par Claude Maillard, Paris, Gallimard, 2005.
- {629} Ce que Clara Lévy, reprenant une expression d'Erving Goffman, appelle la « politique de l'identité » : Clara Lévy, *Écritures de l'identité. Les écrivains juifs après la Shoah*, Paris, PUF, 1998.
- {630} Hervé Serry, « La littérature pour faire et défaire les groupes », *Sociétés contemporaines*, septembre 2001, vol. 4, n° 44, p. 10.
- {631} P. Bourdieu, « Une révolution conservatrice dans l'édition », art cit.
- {632} Claire Ducournau, *La Fabrique des classiques africains*, op. cit., p. 175 sqq.
- {633} Gisèle Sapiro (dir.), *Les Contradictions de la globalisation éditoriale*, op. cit., p. 299-301.
- {634} Gisèle Sapiro, « Du rôle des traductions dans la construction et la déconstruction des identités nationales », in Danielle Perrot-Corpet et Lise Gauvin (eds.), *La Nation nommée roman, face aux histoires nationales*, Paris, Garnier, 2009, pp. 309-322.

- {635} Albert Memmi (dir.) *Écrivains francophones du Maghreb, Anthologie*, Paris, Seghers, 1985, p. 85.
- {636} D. Combe, *Les Littératures francophones, op. cit.*, p. 29, 30 et 31.
- {637} L. Dubreuil, *L'Empire du langage, op. cit.*
- {638} Christiane Chaulet-Achour, « Qu'entend-on par « francophonies littéraires » ? Quels enjeux de transmission ? » dans *Convergences francophones*, Amiens, Encrage, 2006, p. 9-31. A.G. Hargreaves, *Immigration and Identity in Beur Fiction, op. cit.* Kathryn Kleppinger, *Why the Beur Novel ? Writers and Journalists interact to Construct a New French Voice*, Thèse de doctorat, New York University, New York, 2011.
- {639} *Le Monde*, 16 mars 2007. Pour une étude de ce manifeste, voir Blaise Wilfert-Portal, « La littérature française dans la mondialisation », *La Vie des idées*, 1^{er} juillet 2008. URL : <http://www.laviedesidees.fr/La-litterature-francaise-dans-la.html> ; et C. Ducournau, *La Fabrique des classiques africains, op. cit.*, p. 31 sqq.
- {640} Gisèle Sapiro, « L'importation de la littérature hébraïque en France », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2002, n° 144, p. 88.
- {641} M. Leonhardt Santini, *Paris, Librairie arabe, op. cit.* N. Beau, *Paris, Capitale arabe, op. cit.* Le cas des éditions Actes Sud, domiciliées à Arles, ne remet pas en cause cette centralité de Paris, puisqu'elles ont une représentation permanente à la capitale.
- {642} R. Jacquemond, « Les flux de traduction entre le français et l'arabe depuis les années 1980 », chapitre cité, p. 360.
- {643} M. Leonhardt Santini, *Paris, Librairie arabe, op. cit.*, p. 145 sqq.
- {644} *Ibid.*, p. 244.
- {645} Sur la domination des Égyptiens sur l'espace littéraire arabe, voir R. Jacquemond, *Entre scribes et écrivains, op. cit.*, p. 27-28.
- {646} M. Leonhardt Santini, *Paris, Librairie arabe, op. cit.*, p. 258.
- {647} Mohamed Sari, *Le Labyrinthe, Algérie Littérature/Action*, n° 41-42, mai-juin 2000.
- {648} C'est ce que l'on peut compter à partir de l'ouvrage de Farouk Mardam Bey, *Écrivains arabes d'hier et d'aujourd'hui : catalogue biobibliographique : ouvrages publiés en France disponibles au 31 décembre 1995*, Arles/Paris, Sindbad/Institut du Monde Arabe, 1996.
- {649} P. Casanova, *La République mondiale des lettres, op. cit.*, p. 359.
- {650} C. Bonn, « Paysages littéraires algériens des années 90 et post-modernisme littéraire maghrébin », art cit., p. 15.
- {651} N. Imaksen, *La Troisième fête d'Ismaël, op. cit.*, p. 48.
- {652} Mohammed Zaoui, « Entretien avec Mohammed Dib », *El Watan*, 28 juin 1994.
- {653} Archives *Algérie Littérature/Action*, Courrier 1996, lettre du 20 juin 1996.
- {654} Louis Gardel, « L'Algérie d'aujourd'hui et celle de demain », *Algérie Littérature/Action* n° 5, novembre 1996, p. 211.
- {655} *El Watan*, 31 août 2004.
- {656} B. Stora, *La Gangrène et l'Oubli, op. cit.*, p. 215.
- {657} *Le Monde*, 24 novembre 1989.
- {658} Monique Ayoun et Jean-Pierre Stora, *Mon Algérie, 62 personnalités témoignent*, Paris, Acropole, 1989.
- {659} « [...] une constellation de personnes qui, à un moment ou un autre, sont passées par l'Algérie », Paul Thibaud, « Génération algérienne ? », *Esprit*, n° 161, mai 1990, p. 46-60.
- {660} « Mon Algérie », *Les Inrockuptibles*, n° 115, 20 août-2 septembre 1997, p. 71-74. Voir aussi Martine Boyer-Weinmann « L'«Exalgérie natale» d'Hélène Cixous (*Si près*, 2007) », in Thomas Augais, Mireille Hilsum et Chantal Michel (eds.), *Écrire et publier la guerre d'Algérie, op. cit.*, p. 299-312.
- {661} D. Le Boucher, « Une enfance pour voir l'autre », *ALA* n°12-13, art. cit., p. 174.
- {662} Jocelyne Cesary, « L'effet "Airbus" », *Les Cahiers de l'orient*, 1995-1994, n° 36-37.

- {663} Cité par Christiane Chaulet-Achour, « Malika Mokeddem, Écriture et Implication », *Algérie Littérature/Action*, n° 14, octobre 1997, p. 190-1.
- {664} G. Sapiro, « L'importation de la littérature hébraïque en France », art cit. ; I. Popa, *Traduire sous contraintes*, op. cit.
- {665} Ghania Khelifi, « Les Indignés de la plume », 17 janvier 2012, sur babelmed.net (http://www.babelmed.net/Pais/Alg%C3%A9rie/les_indign%EF%BF%BDs.php?c=7226&m=36&l=fr) consulté le 17 août 2015.
- {666} Tristan Leperlier, « D'Alger à Paris : des écrivains "aliénés" ? », *Littérature*, 2018, n° 189, p. 30-48.
- {667} M.S.B., « La Répudiation de Rachid Boudjedra », in *L'Afrique littéraire et artistique*, n° 8, décembre 1969, p. 39.
- {668} Kamel Daoud, « L'identité en spectacle », *El Watan*, 27 mai 1997. Supplément culturel titré « Culture exilée ou culture de l'exil ».
- {669} A. Khelladi, « Editorial », *ALA* n° 3-4, art. cit., p. 175.
- {670} Hakim Sadek, « L'exil au cœur », *Liberté*, 26 octobre 1996.
- {671} Maurice Le Rouzic, « Septembre noir », *Algérie Littérature/Action*, n° 14, octobre 1997, p. 157.
- {672} A. Khelladi, « Editorial », *ALA* n° 3-4, art. cit., p. 176.
- {673} Sadek Aïssat, *L'Année des chiens*, Paris, Anne Carrière, 1996.
- {674} A. Khelladi, « Entretien avec Sadek Aïssat », art. cit., p. 219.
- {675} « Il fallait penser à des produits susceptibles d'intéresser les gens ici », Aïssa Khelladi, « Slim est de retour », *Algérie Littérature/Action*, n° 10-11, avril-mai 1997, p. 192.
- {676} J.-M. Moura, *Littératures francophones et théorie postcoloniale*, op. cit., p. 112-4.
- {677} Anouar Benmalek, *Les Amants désunis*, Paris, Calmann-Lévy, 1998, p. 276-7.
- {678} A. Mosteghanemi, *Fawda al-hawās*, op. cit.
- {679} Tahar Ouettar déclarait en 1987 : « Il ne nous est pas possible de séparer l'Algérie du monde arabe [...] Lorsque j'écris, j'ai à l'esprit le lecteur de Bahrein, de Libye, etc. », R. Belhadjoudja, « L'as de cœur », art. cit.
- {680} Chez Sindbad : *Les Terrasses d'Orsol* (1985), *Le Sommeil d'Ève* (1989), *Neiges de marbre* (1990). Chez Albin Michel : *L'Infante maure* (1994).
- {681} Jessica Falot, « Yasmina Khadra, Trilogie », <http://la-plume-francophone.over-blog.com/article-5120747.html>, , 1^{er} janvier 2007.
- {682} T. Leperlier, « Littérature algérienne : le best-seller introuvable ? », art cit.
- {683} Mustapha Benfodil, *Zarta !*, Alger, Barzakh, 2000.
- {684} Tapuscrit de *Zarta !* 137 pages au format word, transmis par l'auteur.
- {685} Rachid Boudjedra, *Tīmīmūn* [1994], Alger, ANEP, 2002.
- {686} Rachid Boudjedra, *Timimoun* [1994], Paris, Denoël, 1995.
- {687} Pour le cas de *Meursault contre-enquête* de Kamel Daoud (Barzakh, 2013, Actes Sud, 2014), voir Sylvie Ducas, « L'entrée en littérature française de Kamel Daoud : Camus sinon rien ! », *Littératures*, 2015, vol. 2, n° 73, p. 192-193 et K. Harchi, *Je n'ai qu'une langue, ce n'est pas la mienne*, op. cit., p. 208.
- {688} G. Huggan, *The Postcolonial Exotic*, op. cit., p. x-xi.
- {689} Gwenaëlle Lenoir et Jean-Claude Perrier, « Entretien avec Rachid Boudjedra », *Afrique-Magazine*, n° 114, juin 1994, p. 17.
- {690} Patrick Grainville, « L'Haleine de la mort », *Le Figaro Littéraire*, 20 mai 1994.
- {691} Heba Ghadie, *Rachid Boudjedra autotraducteur*, Université d'Ottawa, Ottawa, 2008, p. 86.
- {692} À l'inverse de ce qu'il faisait dans les années 1980, voir D. Cox, *Politics, Language and Gender in the Algerian Arabic Novel*, op. cit., p. 189 sqq.
- {693} R. Boudjedra, *FIS de la haine*, op. cit., p. 9, 22.
- {694} Farida Boualit, « La littérature algérienne des années 90 : "Témoigner d'une tragédie ?" », in C. Bonn et F. Boualit, *Paysages littéraires algériens des années 90*, op. cit., p. 36.

- {695} H. Zinaï-Koudil, *Sans voix*, *op. cit.*, p. 128.
- {696} M. Haddad, *Écoute et je t'appelle*, *op. cit.*, p. 11. Kateb Yacine, Interview, *L'Autre journal*, n° 7, juillet-août 1985.
- {697} Charles Bonn, « Le retour au référent », *Algérie Littérature/Action*, n° 7-8, janvier-février 1997, p. 201.
- {698} Aude Lancelin, « Rentrée littéraire. La renaissance du roman algérien : les enfants de l'amertume », *Le Nouvel Observateur*, 2 septembre 1999.
- {699} R. Jacquemond, *Entre scribes et écrivains*, *op. cit.*, p. 156 sqq ; G. Huggan, *The Postcolonial Exotic*, *op. cit.*, S. Brouillette, *Postcolonial Writers in the Global Literary Marketplace*, *op. cit.* K. Harchi, *Je n'ai qu'une langue, ce n'est pas la mienne*, *op. cit.*, p. 255 et p. 289.
- {700} P. Bourdieu, « Les conditions sociales de la circulation internationale des idées », art. cit.
- {701} G. Sapiro, « L'importation de la littérature hébraïque en France », art. cit. I. Popa, *Traduire sous contraintes*, *op. cit.*
- {702} Claude Grignon et Jean-Claude Passeron, *Le Savant et le Populaire : Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, *op. cit.*
- {703} Bernard Zimmermann, *Algérie Littérature/Action*, n° 18-19, février-mars 1998, p. 6.
- {704} P. Bourdieu, « Une révolution conservatrice dans l'édition », art. cité.
- {705} 62 entre 1988 et 1993, 89 entre 1994 et 1998, et 110 entre 1999 et 2003 ; pour un total de 646 œuvres.
- {706} Cité par A. Khatibi, *Le Roman maghrébin*, *op. cit.*, p. 10.
- {707} La part des petites maisons d'éditions passe de 45 % à 62 % ; celle des maisons d'édition moyennes passe de 47 % à 28 % ; et celle des grandes maisons d'édition de 8 à 11 %. Au sein des éditeurs moyens, la part de L'Harmattan passe de 45 à 55 %.
- {708} G. Huggan, *The Postcolonial Exotic*, *op. cit.*, Chapitre 6 « Ethnic autobiography and the cult of authenticity », p. 155 sqq.
- {709} I. Charpentier, *Le Rouge aux joues*, *op. cit.*, p. 144.
- {710} Entretien avec Cheniki A., *Le Quotidien d'Oran*, 18 novembre 2001.
- {711} Hervé Serry, *Les Éditions du Seuil : 70 ans d'histoires*, Paris, Le Seuil, 2008.
- {712} L. Gardel, « L'Algérie d'aujourd'hui et celle de demain », art. cit., p. 211.
- {713} IMEC, Archives du Seuil, SEL 4599.2, Chemise DB DJ.
- {714} *Ibid.*, p. 212.
- {715} « Cet ouvrage a enregistré des ventes record lors du Salon du livre organisé à Alger en 2000. », http://www.vitamedz.com/biographie-baya-gacemi/Articles_20916_2879817_23_1.html, consulté le 25 juillet 2015.
- {716} A. Simonin, « La littérature saisie par l'histoire », art. cit.
- {717} M. Leonhardt Santini, *Paris, Librairie arabe*, *op. cit.*, p. 185 sqq.
- {718} Tristan Leperlier, « *Algérie Littérature-Action* : une revue autonome dans la guerre civile ? », *COntEXTES*, 2015, n° 16.
- {719} *Les Islamistes face au pouvoir*, Alger, Alfa, 1992. Le texte est revu et réédité trois ans plus tard chez L'Harmattan sous pseudonyme : *Algérie Les islamistes à l'assaut du pouvoir*.
- {720} A. Khelladi, « Editorial », *ALA* n° 3-4, art. cit. p. 177.
- {721} Regina Keil-Sagawe, *Études littéraires maghrébines*, n° 13-14, 2^e semestre 1996-1^{er} semestre 1997.
- {722} Le FAS, fondé en 1958 « pour les travailleurs musulmans d'Algérie en métropole et pour leur famille », a ensuite étendu son public (le Fastif : Fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leur famille), d'abord aux immigrés de toutes nationalités, puis à toute personne souffrant de discrimination, et diversifié ses activités.
- {723} A. Khelladi, « Editorial », *ALA* n° 3-4, art. cit. p. 176.
- {724} « Entretien avec Marie Virolle », *Encres vagabondes* n° 10, janvier-avril 1997.

- {725} Marie Virolle, « Entretien avec Salim Bachi », *Algérie Littérature/Action*, n° 45-46, novembre-décembre 2000, p. 172 sqq.
- {726} *Télérama*, n° 2473, 4 juin 1997.
- {727} Archives d'*Algérie Littérature/Action*, Boîte « courrier 1996 ». Lettre du 29 octobre 1996.
- {728} Archives d'*Algérie Littérature/Action*, Boîte « courrier 1999 ». Lettre du 17 décembre 1999.
- {729} A. Khelladi, « Editorial », *ALA* n° 3-4, art. cit. p. 176.
- {730} *Algérie Littérature/Action*, n° 6, décembre 1996, p. 222.
- {731} Nadja Bouzeghrane, « Algérie Littérature/Action, Un lieu d'expression pluriel », *El Watan*, 27 mai 1997.
- {732} Archives d'*Algérie Littérature/Action*, Boîte « courrier 1997 », Chemise « Année 1997, des mois de Avril à septembre » : « La revue-collection *Algérie Littérature/Action* fête son premier anniversaire ! »
- {733} *Algérie Littérature/Action*, n° 6, décembre 1996, p. 223.
- {734} Par exemple, Pierre Bourdieu, *Interventions, 1961-2001 : science sociale & action politique*, Marseille, Agone, 2002.
- {735} Archives d'*Algérie Littérature/Action*. Boîte « Gestion », Dossier « Subventions FAS, CNL, CCF », « Demande de subvention au CNL. Note argumentée justifiant la demande », 1999.
- {736} *Algérie Littérature/Action*, n° 24-25, octobre-novembre 1998, p. 145.
- {737} Selon un budget manuscrit sans date mais écrit en euros, Archives d'*Algérie Littérature/Action*, Boîte « courriers 2001-2002 ».
- {738} « Entretien avec Marie Virolle », *Encres vagabondes*, n° 10, janvier-avril 1997.
- {739} Christiane Chaulet-Achour, « Une revue inédite : *Algérie Littérature/Action* », in C. Bonn et F. Boualit, *Paysages littéraires algériens des années 90*, op. cit., p. 133.
- {740} Catherine Simon, « “Algérie Littérature”... en action. La revue installe une annexe éditoriale à Alger », *Le Monde des livres*, 18 septembre 1998.
- {741} Archives d'*Algérie Littérature/Action*, Boîte « Gestion », dossier « Subventions ». Lettre du 11 avril 2000.
- {742} On ne sait quelle hostilité politique s'est attirée Aïssa Khelladi. Notons que, la même année, il publie un essai en soutien à la réélection de Abdelaziz Bouteflika.
- {743} L. Martinez, *La Guerre civile en Algérie*, op. cit., p. 265 sqq. Rachid Ouaisa, *La Classe-État algérienne, 1962-2000 : une histoire du pouvoir algérien entre sous-développement, rente pétrolière et terrorisme*, Paris, Publisud, 2010.
- {744} T. Serres, *Le Cartel pendant la crise*, op. cit., p. 342.
- {745} L. Labter, *Journalistes algériens entre le bâillon et les balles*, op. cit.
- {746} B. Stora, *La Guerre invisible*, op. cit., p. 24, B. Brahimi, *Le Pouvoir, la presse et les intellectuels en Algérie*, op. cit., p. 140 sqq.
- {747} L. Douidi, *Débats de société en Algérie de 1989 à 1995*, op. cit., p. 169.
- {748} « Hommage à Mohamed Chebouki », *El Moudjahid*, 27 octobre 1999.
- {749} Entretien de Dahbia Abrous avec Amar Mezdad, *Ayamum*, n° 34, <http://www.ayamun.com/Juillet2008> (consulté le 20 avril 2015).
- {750} Les facilités de paiement aux imprimeries nationales, et les libéralités de l'ANEP, qui détient le monopole de la publicité des entreprises d'État, permettent d'enrichir les patrons de presse ; et de contrôler politiquement par la menace d'une demande de remboursement ou d'un arrêt des publicités. Voir Nadia Bouzeghrane, « Presse algérienne, une indépendance fragile », in *Confluence Méditerranée*, n° 25, 1998, Paris, L'Harmattan, p. 22.
- {751} Abdou Elimam, « Algérie : langues autochtones en panne », in C. Chaulet-Achour et Y. Belaskri (dir.), *L'Épreuve d'une décennie*, op. cit., p. 115.
- {752} Cependant l'enseignement de la langue (dans ses variantes locales) avait été introduit dès 1995 après la « grève des cartables » qui avait paralysé les écoles kabyles pendant une année.

{753} Mais lors des grandes manifestations culturelles, les administrations du Ministère de la Culture ont pour obligation de subventionner au moins 50 % des titres en arabe, le français et le tamazight se partageant le reste.

{754} Sur cet événement, voir Farid Saadi-Leray, *L'Auteur de génie et l'artiste créateur en Algérie. Modèles importés, renversés, repositionnés puis singularisés*, Thèse de doctorat, Université Paris VIII, Saint-Denis, 2011, p. 95 sqq. K. Harchi, *Je n'ai qu'une langue, ce n'est pas la mienne*, op. cit. p. 81 sqq.

{755} Reda Bekkat, « Quatorze mois et des questions », *El Watan*, 9 avril 2001, p. 4.

{756} Catherine Bédarida, « 2003, Année de l'Algérie et des polémiques », *Le Monde*, 2 avril 2002, p. 22.

{757} Entretien personnel avec Rachid Alik, responsable du Bureau du livre à l'Institut Français d'Alger, Alger, 27 février 2013.

{758} Dans un article critique sur la politique culturelle du gouvernement, privilégiant les grandes manifestations comme autant de « grandes messes », Sofiane Hadjadj cite le colloque Saint Augustin de 2001, et le Salon International du Livre de 2005, SILA qui prend alors des proportions bien plus importantes qu'auparavant. Sofiane Hadjadj, « Les impasses de l'action culturelle en Algérie », *La Pensée de midi*, 2005, n° 16, p. 63. On peut citer par la suite : Alger, capitale de la Culture arabe en 2007, Festival Panafricain en 2009, Tlemcen Capitale de la Culture Islamique en 2011, Cinquantenaire de l'Indépendance en 2012, Constantine Capitale de la Culture arabe en 2015.

{759} *El Watan*, 19 mai 2003, p. 24.

{760} Exception faite de Marsa Alger et d'El-Djahidhia, qui disparaissent d'ailleurs comme éditeurs rapidement après.

{761} La traduction est en effet l'un des axes importants de la diplomatie culturelle française dans le monde arabe : R. Jacquemond, « Les flux de traduction entre le français et l'arabe depuis les années 1980 », chapitre cité, p. 357.

{762} IMEC, Archives du PIE, Dossier Mohamed Magani, chemise Correspondances, lettre du 3 octobre 1994.

{763} Archives d'Algérie *Littérature/Action*, Boîte « courrier 1996 », 20 juin 1996.

{764} Y. B., « Algérie : le Nouveau Roman », *Le Nouvel Observateur*, n° 1764, 27 août - 2 septembre 1998.

{765} Darouèche Hilali Bacar, *L'Autofiction en question : une relecture du roman arabe à travers les œuvres de Mohamed Choukri, Sonallah Ibrahim et Rachid El-Daïf*, Thèse de doctorat, Université Lumière, Lyon, 2014.

{766} Bachir Mefti, « *Le Miroir de la peur* de Hamid Abdelkader », *Al-Hayāt*, 27 août 2007. Notre traduction.

{767} Yacine Idjer, « Interroger l'histoire », Entretien avec Bachir Mefti, *Info Soir*, 8 juillet 2004.

{768} Mohamed Daoud, *Le Roman algérien de langue arabe : Lectures critiques*, Oran, CRASC, 2002. p. 123.

{769} Bachir Mefti, *L'Archipel des mouches*, traduit par Warda Hammouche, La Tour d'Aigues/Alger, L'Aube/Barzakh, 2003, p. 7.

{770} Bachir Mefti, « Le roman algérien des années quatre vingt dix: Questions et observations », traduction Linda Touchi-Benmansour, *Parking Nomade* n° 3, printemps 2001, p. 53.

{771} Samir Benmalek, « La seconde vie du roman algérien », *Le Matin*, 29 août 2002.

{772} A. Kréfa, « La quête de l'autonomie littéraire en contexte autoritaire », art. cit.

{773} Voir encore Ahmed Hanifi, qui développe un long article sur cette question : « “La littérature de l'urgence” entre réalité et exigences littéraires », *La Tribune*, 15 décembre 2003.

{774} Achour Cheurfi, *Écrivains algériens : dictionnaire biographique*, Alger, Casbah, 2004.

{775} Mohand Akli Salhi, « La nouvelle littérature kabyle et ses rapports à l'oralité traditionnelle » dans *La Littérature amazighe*, Rabat, Institut royal de la culture amazighe, 2004.

{776} P. Bourdieu, « Une révolution conservatrice dans l'édition », art. cit.

{777} A. Cheurfi, *Écrivains algériens*, *op. cit.*

CNRS Éditions

Retrouvez tous les ouvrages de CNRS Éditions
sur notre site www.cnrseditions.fr